

ATLAS OROGRAPHIQUE ET HYDROGRAPHIQUE
DES BASSINS DES GRANDS FLEUVES DE FRANCE ET D'EUROPE

Édition avec tracé des chemins de fer
Par M. A. VUILLEMIN

1 vol. in-folio; relié toile, 12 fr. 50 c.

Cet Atlas comprend les cartes suivantes :

1. Bassins de la Seine et de la Somme (Échelle 1/1,510,000).
 2. Bassins de la Loire, de la Vienne et de la Charente (échelle 1/1,880,000).
 3. Bassins de la Garonne et de l'Adour (Échelle 1/1,480,000).
 4. Bassins du Rhône, de la Saône et de l'Isère (Échelle 1/1,760,000).
 5. Bassins du Rhin, de la Meuse et de l'Escaut (Échelle 1/2,350,000).
 6. Carte politique et administrative de la France (Échelle 1/2,200,000).
 7. Bassins de l'Elbe, de l'Oder et du Weser (Échelle 1/2,360,000).
 8. Bassins de la Vistule, du Dniéper, de la Duna, du Niémen et du Dniester (Échelle 1/4,500,000).
 9. Bassins du Volga, du Don et de la Dvina (Échelle 1/8,500,000).
 10. Bassins du Danube et de ses affluents (Échelle 1/4,000,000).
 11. Bassins de la Péninsule des Balkans (Échelle 1/8,000,000).
 12. Bassins du Pô et de l'Adige (Échelle 1/1,290,000).
 13. Bassins du Tibre, de l'Arno, de l'Ombrone, du Volturno et du Gurigiano (Italie centrale) (Échelle 1/2,120,000), du Douro et du Minho (Espagne du Nord) (Échelle 1/2,120,000).
 14. Bassins de l'Èbre, du Francoli, du Llobregat, du Ter et de la Fluvià (Échelle 1/1,800,000).
 15. Bassins du Tage, du Guadiana, du Guadalquivir, du Xucar et de la Segura (Échelle 1/2,200,000).
 16. Bassin de la Tamise et Bassins secondaires du Blakwater, du Stour et du versant de la Manche (Échelle 1/600,000).
 17. Grande Carte de l'Europe physique, avec les principales lignes de chemins de fer (Échelle 1/9,500,000).
- Les Bassins 1 à 5 et 7 à 16 se vendent séparément, chacun, 75 c.
Les mêmes Bassins nus, trait et montagnes sans écritures, ni tracé de chemins de fer, in-folio oblong; chaque carte, 40 c.

Atlas orographique et hydrographique des bassins des grands fleuves de l'Amérique du Nord et de l'Amérique du Sud, édition avec tracé des chemins de fer, par M. A. Vuillemin, géographe, officier d'académie; 1 vol. in-folio format Jésus, imprimé à quatre teintes.

Cet atlas comprend les cartes suivantes :

- 1^o Bassins des Grands Lacs et du Fleuve Saint-Louis d'après les documents les plus récents (échelle quatre teintes).
- 2^o Bassins du Rio Colorado, de la Columbia et du Rio du Nelson (baie d'Hudson) et du Mackenzie (échelle en deux cadres quatre teintes).
- 3^o Bassins du Mississippi et du Missouri (versant) les documents les plus récents (échelle : 1; teintes).
- 4^o Carte physique du Mexique et de l'Amérique centrale in-folio quatre teintes, 75 c.
- 5^o Bassins de l'Orénoque et de la Magdalena (échelle : 1/10 000 000), du Rio San Francisco, du Rio Parahyba et autres fleuves de la côte brésilienne (échelle : 1/10 000 000); in-folio, en deux cadres quatre teintes, 75 c.
- 6^o Bassins de l'Amazonie, du lac Titicaca et de la côte du Pacifique (échelle : 1/10 000 000); in-folio quatre teintes, 75 c.
- 7^o Bassins du Rio de la Plata et de la côte sud de l'Amérique (échelle : 1/10 000 000); in-folio quatre teintes, 75 c.

HISTOIRE
CONTEMPORAINE

DE 1789 A NOS JOURS

Par E. MARECHAL

LEÇONNIER D'HISTOIRE
OFFICIEL DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

DIX-HUITIÈME ÉDITION

PARIS

Par E. DE LIZOU

LEÇONNIER D'HISTOIRE DE FRANCE

TOME TROISIÈME
AMÉRIQUE, OCÉANIE, ASIE, AFRIQUE

11-E-117/3

IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE CLASSIQUES

DE LALAIN FRÈRES

145, BOULEVARD HAING-GERMAIN

HISTOIRE
CONTEMPORAINE

TOME TROISIÈME

Amérique, Océanie, Asie, Afrique.

Ouvrages du même auteur :

Histoire de la Civilisation ancienne, Orient, Grèce et Rome, par *E. Maréchal*, professeur d'histoire; 1 fort vol. in-12, avec 83 vignettes ou cartes dans le texte, cart. 4 f. — rel. toile, 5 f.

Biographies des Hommes illustres des temps anciens et modernes (civilisations primitives et monuments de l'Orient : législateurs, fondateurs, conquérants, patriotes, hommes d'État, hommes de guerre), à l'usage des classes préparatoires, par *E. Maréchal*, professeur d'histoire; in-12, avec vignettes. cart. 1 f. 25 c.

Chronologie, Aide-Mémoire donnant les principaux faits historiques, de 395 à 1789, par ordre de dates, avec 25 Tableaux synchroniques présentant en regard les événements arrivés dans les divers pays à la même époque. par *E. Maréchal*, professeur d'histoire.

Cette Chronologie se divise en trois parties :

— **Première Partie**, de 395 à 1270; 1 vol. grand in-18, renfermant 12 tableaux, br. 1 f. 60 c.

— **Deuxième Partie**, de 1270 à 1610; 1 vol. gr. in-18, renfermant 6 tableaux, br. 2 f.

— **Troisième Partie**, de 1610 à 1789; 1 vol. gr. in-18, renfermant 7 tableaux, br. 2 f. 50 c.

Cours d'Histoire Ancienne, Moderne et Contemporaine, accompagné de tableaux généalogiques et synoptiques, par *MM. E. Dottain, H. Chevallier, L. Todière et E. Maréchal*, professeurs d'histoire; 9 vol. in-12, — Chaque volume se vend séparément.

HISTOIRE ANCIENNE. HISTOIRE DE L'ORIENT, répondant au programme de la Classe de Sixième, par *E. Dottain*, professeur d'histoire du lycée de Versailles : 2^e édition, modifiée et augmentée; 1 vol. in-12, cart. 1 f. 75 c.

HISTOIRE DE LA GRÈCE ANCIENNE, répondant au programme de la Classe de Cinquième, par *E. Dottain* : 2^e édition; 1 vol. in-12, cart. 2 f. 50 c.

HISTOIRE ROMAINE, répondant au programme de la Classe de Quatrième, par *E. Maréchal*, professeur d'histoire : 2^e édition, suivie d'un Appendice; 1 vol. in-12, avec cartes, gravures, plans de villes, types militaires, etc., cart. 6 f.

HISTOIRE DE L'EUROPE ET PARTICULIÈREMENT DE LA FRANCE, depuis 395 jusqu'en 1270, répondant au programme de la Classe de Troisième, par *H. Chevallier*, professeur agrégé d'histoire : 7^e édition, augmentée d'un Appendice par *E. Maréchal*; 1 fort vol. in-12, cart. 5 f.

HISTOIRE DE L'EUROPE ET PARTICULIÈREMENT DE LA FRANCE, depuis 1270 jusqu'en 1610, répondant au programme de la Classe de Seconde, par *MM. H. Chevallier et L. Todière*, professeurs agrégés d'histoire : 9^e édition; 1 fort vol. in-12, cart. 5 f.

HISTOIRE DE L'EUROPE ET PARTICULIÈREMENT DE LA FRANCE, depuis 1610 jusqu'en 1789, répondant au programme de la Classe de Rhétorique, par *E. Maréchal*, professeur d'histoire : 3^e édition, suivie d'un Appendice; 1 fort vol. in-12, cart. 6 f. 50 c.

HISTOIRE CONTEMPORAINE, depuis 1789 jusqu'à nos jours, par *E. Maréchal*; 18^e édition, continuée par *M. E. Auzou*, agrégé d'histoire; 3 vol. in-12, cart. 12 f. — rel. toile, 15 f.

Chaque volume se vend séparément :

Tome I^{er}, 1789-1848, cart. 4 f. — rel. toile, 5 f.

Tome II, Europe de 1848 à 1899, cart. 5 f. — rel. toile, 6 f.

Tome III, Amérique, Océanie, Asie, Afrique, au XIX^e siècle, cart. 4 f. — rel. toile, 5 f.

Knihovna Univerzity prof. Dr. KAPLANA U ASTŮVKY
HISTOIRE

CONTEMPORAINE

DE 1789 A NOS JOURS

Par **E. MARÉCHAL**

PROFESSEUR D'HISTOIRE
OFFICIER DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

DIX-HUITIÈME ÉDITION

CONTINUÉE

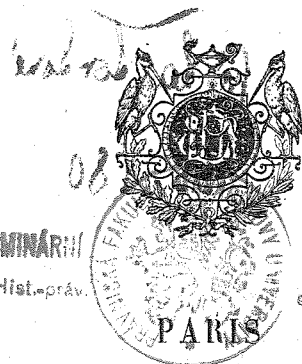
Par **ÉMILE AUZOU**
Agrégé d'Histoire et de Géographie.

— 11-E-117

TOME TROISIÈME

AMÉRIQUE, OCÉANIE, ASIE, AFRIQUE

AU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE.



IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE CLASSIQUES

DELALAIN FRÈRES

113, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 115

Avis des Éditeurs

Cette dix-huitième édition est la première publiée depuis la mort du regretté M. Maréchal.

Respectant son œuvre telle qu'il l'avait laissée, mais voulant répondre au désir qu'il avait exprimé que son Histoire Contemporaine fût tenue à jour, nous avons demandé à M. Émile Auzou, agrégé d'histoire et de géographie, de rédiger la partie complémentaire de la présente édition.

Les points traités par M. Auzou, à partir de 1897, pour ce tome III, sont indiqués dans le texte par un double astérisque.

D. F.

NOTA. — Voir, à la fin du volume, l'Appendice contenant les principaux faits survenus au cours de l'impression du volume jusqu'à ce jour.

Koupi od

Darem od

v

Inv. n.º

Sign

M. Maréchal

za Kčs

35.980

Toute contrefaçon de cette édition sera poursuivie conformément aux lois; tous les exemplaires sont revêtus de notre griffe.

Delabauville

Janvier 1901.

HISTOIRE CONTEMPORAINE

Depuis 1789 jusqu'à nos jours.

TOME TROISIÈME

AMÉRIQUE, OCÉANIE, ASIE, AFRIQUE

au XIX^e siècle.

CHAPITRE XLVI.

L'AMÉRIQUE DU NORD CONTEMPORAINE.

I. États-Unis. — II. Le Canada. — III. Terre-Neuve. — IV. Le Groënland; l'Islande. — V. Exploration des terres Arctiques et Antarctiques.

I. — ÉTATS-UNIS DE L'AMÉRIQUE DU NORD.

Rapide accroissement des États-Unis de l'Amérique du Nord. — Activité des Américains. — L'immigration. — Découvertes dans l'Ouest: la vallée du Mississippi; les Montagnes Rocheuses. — La Californie. — Découverte des mines d'or (1848). — Gouvernement des États-Unis.

Le Nord et le Sud. — Question de l'esclavage. Mécanisme électoral favorable au Sud. — Mort de John Brown (1859). — Election du Président Lincoln (1860). — Soulèvement des esclavagistes (1861). Congrès de Richmond-Jefferson Davis. — Première présidence de Lincoln. Guerre de la Sécession. — Campagne de 1861. — Campagne de 1862. — Premiers résultats de la lutte: crise cotonnière; abolition de l'esclavage. — Campagne de 1863. — Campagne de 1864. — Réélection du Président Lincoln (8 novembre 1864). Victoire du Nord. Fin de la Guerre. — Assassinat du Président Lincoln (14 avril 1865). Présidence intérimaire d'Andrew Johnson (1865-1869). Les deux présidences du général Grant (1869-73, 1873-77). — Présidences de M. Hayes (1877-81); du général-Garfield (1881); de M. Arthur (1881-85); de M. Cleveland (1885-89, 1893-97); de M. Harrison (1889-93). — Le Bill Mac-Kinley (1890). — L'Exposition de Chicago (1892-1893). — Les Grèves de 1894. — Différend entre l'Est et l'Ouest. L'or et l'argent. Le monométallisme et le bimétallisme. — Les États-Unis et Cuba. — Développement des villes aux États-Unis. — Le Parc National. — Acquisition de l'Amérique Russe par les États-Unis. — Le chemin de fer de New-York à San-Francisco. Les Américains dans l'Océan Pacifique. — L'Élection de M. Mac-Kinley (1896). — L'annexion des Îles Hawai. — Guerre hispano-américaine (1898-1899). — La paix entre l'Espagne et les États-Unis. — Acquisition des Philippines. — La question des Îles Samoa. — Le canal interocéanique — Les États-Unis et l'Amérique latine. — Cuba et Porto-Rico. — La politique anglophile de M. Mac-Kinley. —

Politique intérieure. — L'essor économique des États-Unis. — Le Klondike. — Progrès de l'agriculture. — L'industrie aux États-Unis. — Les droits de douane. — Les trusts. — L'Instruction.

Écrivains et savants américains : Fenimore Cooper, Edgar Poë, M^{me} Beecher-Stowe, W. Irving, W. Prescott, Bancroft, Motley, Emerson, Channing, Longfellow; Bell, Edison.

Rapide accroissement des États-Unis de l'Amérique du Nord. — Longtemps traitée par l'Europe comme une inférieure et mise au rang de l'Asie, de l'Afrique et de l'Océanie, l'Amérique est devenue l'égale de sa sœur aînée, qui l'a découverte et colonisée; sur bien des points, elle est une rivale redoutable, et pourrait même devenir une rivale victorieuse.

Jamais aucune nation n'a vu sa population et son territoire s'accroître aussi rapidement que les États-Unis de l'Amérique du Nord. En 1776, lorsque l'indépendance fut proclamée, la République se composait des treize États suivants : *New-Hampshire, Massachusetts, Rhode-Island, Connecticut, New-York, New-Jersey, Pensylvanie, Delaware, Maryland, Virginie, Caroline du Nord, Caroline du Sud, Géorgie*. On décida que le nombre des États pourrait être augmenté indéfiniment, mais qu'à l'avenir un territoire ne pourrait être converti en État si sa population blanche ne s'élevait au moins à 50 000 habitants. Les États seuls s'administrent eux-mêmes et envoient des députés au Congrès.

De 1777 jusqu'à nos jours, le nombre des États a été porté de treize à quarante-cinq¹. Les nouveaux États sont : le *Vermont* (1791), le *Tennessee* (1793), le *Kentucky* (1796), l'*Ohio* (1802), la *Louisiane* (1803), l'*Indiana* (1816), le *Mississippi* (1817), l'*Illinois* (1818), l'*Alabama* (1819), le *Maine* (1820), le *Missouri* (1821), le *Michigan*, l'*Arkansas* et la *Floride* (1836), l'*Iowa* (1845), le *Texas* et le *Wisconsin* (1846), la *Californie* (1848), le *Minnesota* (1854), le *Kansas* (1856), l'*Orégon* et la *Virginie Occidentale* (1862), le *Nevada* (1864), le *Nébraska* et le *Colorado* (1876); le *Dakota Septentrional*, le *Dakota Méridional*, le *Washington*, le *Montana* (1889), le *Wyoming*, l'*Idaho* (1890), et l'*Utah* (1896). Il faut y ajouter le *District*

1. Ces États nouveaux ont été formés, les uns par la division d'un État primitif en deux : par exemple, le Vermont s'est détaché du New-York, et le Maine du Massachusetts; les autres, par la colonisation des terres de l'Ouest et l'érection de territoires en États; d'autres encore, par des achats ou des conquêtes. La Louisiane a été achetée à la France (1803), et la Floride à l'Espagne; le Texas s'est détaché du Mexique (1846). Le Nouveau-Mexique et la Nouvelle-Californie ont été conquis sur les Mexicains en 1847.

fédéral de Colombie, avec la capitale *Washington*, et cinq territoires : le *Nouveau-Mexique*, l'*Arizona*, l'*Oklohama*, le *Territoire Indien*, le *Territoire d'Alaska*. Le sol des États-Unis est au moins six fois plus étendu qu'au moment de leur fondation; il est quatorze fois plus étendu que la Grande-Bretagne; l'Orégon à lui seul est plus grand que l'Angleterre, le Texas que la France, la Californie que l'Espagne.

La population s'est accrue dans la même proportion. En 1790 elle s'élevait à 3 920 214 habitants; en 1820 elle était de 9 633 822; en 1830, de 12 853 858; en 1860 elle montait à 31 433 321; en 1870, à 38 925 498 hab.; elle s'élevait en 1880 à 50 455 783 habitants, dont 49 369 595 pour les trente-huit États alors représentés au Congrès; en 1890, à 62 982 244. Elle se compose surtout d'habitants d'origine anglaise, irlandaise et allemande; dans les États du Sud, il y a un grand nombre de Français et d'Espagnols; les Indiens sont encore répandus entre le Mississippi et les Montagnes Rocheuses.

Activité des Américains. — Bien des causes ont contribué à cet accroissement rapide des États-Unis. Un territoire immense et fertile, arrosé de grands fleuves, présentant des moyens de communication faciles, s'offrait à l'activité des colons. Maîtres d'un sol riche et jeune, les Américains l'ont travaillé avec l'activité énergique, âpre, opiniâtre, qui est le fond du caractère britannique¹. Ils ont porté la hache et la cognée dans les forêts vierges; les marais, les savanes ont disparu. De grandes villes se sont élevées avec une rapidité merveilleuse. Le sol a été sillonné de routes; des chemins de fer ont traversé le pays dans tous les sens. Creusée, fouillée dans ses profondeurs, la terre a livré les mines de cuivre de l'Orégon et les mines d'or de la Californie, tandis qu'à sa surface elle se couvrait de riz, de blé, de maïs, de vignes, de coton, de cannes à sucre et de tabac².

L'immigration. — Jusqu'à ces dernières années, le Gouvernement Américain n'avait cessé de favoriser l'immigration par les mesures les plus libérales : aussi des milliers d'Européens, venus surtout d'Allemagne et d'Irlande, répondaient-ils sans cesse à son appel. Tout immigrant, à son arrivée sur

1. « Les Américains mettent une sorte d'héroïsme dans leur manière de faire le commerce. » (A. DE TOCQUEVILLE, *La Démocratie en Amérique.*)

2. Le commerce des grains, à Chicago, trente-trois ans après sa fondation, en 1863-1864, s'élevait à 54 741 839 boisseaux. La même année cette ville mettait en barils, dans ses 58 abattoirs, 984,659 porcs.

le sol des États-Unis, recevait une concession de 160 acres (64 hectares 73 centiares) de terres domaniales, à la seule condition de devenir citoyen américain, d'exploiter le sol pendant cinq ans et de payer 10 dollars (30 fr.) pour droit de cadastre et de transmission.

« Ces concessions, disait en 1862 un écrivain américain (R. J. Walker), sont situées de telle sorte que l'émigrant peut choisir la température qui lui convient le mieux, depuis celle de Saint-Pétersbourg jusqu'à celle de Canton. Il aura, à son gré, un climat froid, chaud ou tempéré; un terrain propice aux travaux de la ferme, à ceux du jardinage, à la culture en prairies, à celle de la vigne; il pourra s'y livrer à la chasse ou à la pêche.... Il choisira pour voisins des Hollandais ou des Allemands, des Écossais, des Anglais, des Gallois, des Français, des Suisses, des Norvégiens ou des Américains. Il choisira également entre les côtes maritimes et les rives des lacs ou des rivières; entre les terres déclives de l'Océan, les vallées ou les montagnes. Il jouira d'une liberté de conscience absolue.... Ses fils et ses filles, dès qu'ils auront atteint vingt et un ans, auront droit chacun à une concession de 160 acres. Il deviendra notre frère, et jouira, ainsi que ses enfants, de cet héritage de liberté qui est notre partage. Il viendra dans un pays où le travail est respecté et rémunéré, où il est roi¹. »

Découvertes dans l'Ouest : la vallée du Mississipi; les Montagnes Rocheuses. — Avant 1830 on connaissait à peine la partie du continent située à l'Ouest du Mississipi, où les chasseurs de buffles se hasardaient seuls. De 1830 à 1840, on reconnut tous les affluents que le grand fleuve reçoit sur la rive droite; à partir de ce moment, le cours du Mississipi fut

1. « On ne connaîtrait point une des causes les plus actives de la prospérité de l'Ouest, si l'on n'étudiait ses lois territoriales. Ailleurs, le cadastre a suivi des siècles de possession; ici le cadastre précède la colonisation.... Qui n'a été frappé, en regardant la carte des États-Unis, de voir tant de limites rectangulaires simplement formées de méridiens et de parallèles terrestres? Ailleurs, les fleuves, les montagnes, la constitution géologique, séparent les provinces; sur le territoire de l'Union américaine, la géodésie a tracé des frontières tout idéales. Elle a déterminé non seulement la limite des États, mais celle des circonscriptions municipales, et, à l'intérieur de ces dernières, les bornes de la propriété individuelle.... Le voyageur qui, des États de l'Atlantique, arrive dans les plaines de l'Ouest, ne peut manquer d'être frappé du contraste entre les formes irrégulières des propriétés dans les vieux États et les figures rectangulaires des terres dans les États nouveaux.... Les cartes de l'Illinois, du Wisconsin, du Minnesota, semblent de grands damiers.... » (A. LAUGEL, *Les États-Unis pendant la Guerre.*)

exactement connu. Le *Mississipi* prend sa source dans les collines qui séparent les États-Unis du Canada et du Lac Supérieur, dans l'État du Minnesota; il reçoit à droite le *Minnesota*, passe à *Saint-Paul*, sépare les deux États de Minnesota (à l'Ouest) et Wisconsin (à l'Est), reçoit à gauche le *Wisconsin*; sépare les États d'Iowa et de Missouri (à l'Ouest) de celui d'Illinois (à l'Est), reçoit à gauche l'*Illinois*, à droite le *Missouri*, grossi lui-même au sud de la *Rivière Blanche*, de la *Nebraska* ou *Rivière Plate* et du *Kansas*. Ensuite le Mississipi arrose *Saint-Louis* et *Cairo*, reçoit sur la rive gauche l'*Ohio*, grossi lui-même au sud du *Kentucky* et du *Tennessee*; il sépare les États de Missouri et d'Arkansas (à l'Ouest) des États de Kentucky et de Tennessee (à l'Est), passe à *Columbus*, *New-Madrid*, *Memphis*; sépare l'État d'Arkansas (à l'Ouest) de celui de Mississipi (à l'Est), passe à *Helena*, reçoit sur la rive droite l'*Arkansas*; sépare les États de Louisiane (à l'Ouest) et de Mississipi (à l'Est), passe à *Vicksburg*, près de *Natchez*, reçoit à droite la *Rivière Rouge*, passe à *Bâton-Rouge* ou *Port-Hudson*, arrose la *Nouvelle-Orléans* au sud du *Lac Pontchartrain*, et, après avoir formé un immense delta, se jette dans le Golfe du Mexique.

Après avoir exploré la vallée du Mississipi, on était parvenu à travers les savanes jusqu'au pied des Montagnes Rocheuses. En 1842, un hardi voyageur, Frémont, partit de Saint-Louis pour l'Ouest; il remonta le Kansas, puis la Nebraska, jusqu'aux Montagnes Rocheuses, et parvint au sommet de la chaîne, à 13 570 pieds au-dessus du niveau de la mer. Dans un second voyage (1843), il les franchit et se trouva dans l'immense bassin intérieur au centre duquel s'étend le *Grand Lac Salé*¹.

Non content d'avoir parcouru le lac en canot, il continua sa course vers l'Ouest et traversa les forêts de l'Orégon. Il vou-

1. C'est là que s'élève aujourd'hui la *Nouvelle-Jérusalem*, appelée encore *Deseret* ou la *Ville du Grand Lac Salé*, capitale des *Mormons*. Cette bizarre secte religieuse, fondée le 6 avril 1830 à La Fayette dans l'État de New-York, par Joseph Smith, et transportée en 1831 à la *Nouvelle-Sion*, dans le Missouri, puis, en 1840, à Nauvoo, dans l'Illinois, fuyant la « *Terre d'Égypte* » et la « *demeure des impies* », vint, à la suite d'un nouvel exode, en 1847, s'établir définitivement dans l'Utah. Son chef, Brigham Young, mourut en 1878. La polygamie a régné jusqu'en 1890 parmi les *Mormons*, bien qu'elle soit interdite par la loi américaine. Enfin, le 24 septembre 1890, le soixante unième Congrès des *Mormons*, réuni à Great-Salt-Lake-City, a décidé qu'elle n'existerait plus à l'avenir.

lait atteindre la Californie. Les *Montagnes Neigeuses* se dressaient comme un mur infranchissable entre la petite troupe de Frémont et le versant du Pacifique. Les Indiens, le bras tendu vers les montagnes, refusaient de servir de guides, en s'écriant avec effroi : « Roche sur roche, neige sur neige ! » Frémont s'y engagea sans hésiter : le feu et la pioche lui frayèrent un passage jusqu'en Californie.

La Californie. — Cinq ans après (1848), les États-Unis faisaient une nouvelle acquisition, due cette fois à la guerre et à la victoire. A l'ouest de l'Amérique, entre la Vieille-Californie au sud et l'Orégon au nord, s'étend sur la côte de l'Océan Pacifique une vaste contrée arrosée par deux fleuves sortis de la Sierra-Nevada, et qui viennent presque se confondre à leur embouchure : le Rio Sacramento et le Rio San-Joaquin. Cette contrée est la Nouvelle-Californie. L'air y est sain, la terre fertile ; elle est protégée contre les chaleurs par le voisinage de la mer et la hauteur des montagnes. Cédée en 1848 par le Mexique aux Américains¹, elle reçut bientôt un certain nombre de colons, qui commencèrent à la mettre en culture.

Découverte des mines d'or (1848). — Tout à coup, à la fin de 1848, un bruit étrange se répandit en Amérique et en Europe : on avait trouvé une terre où il suffisait d'entr'ouvrir le sol pour rencontrer des gisements d'or, où un mineur recueillait 500 francs de ce métal par jour, où l'on pouvait, en se baissant, amasser en quelques mois une fortune immense : tout le sol de la Californie se composait d'or à l'intérieur. Ces nouvelles, que le bruit public grossissait encore, causèrent partout une effervescence prodigieuse. Des États-Unis, de France, d'Angleterre, de tous les points du monde, on vit accourir des milliers de gens, qui croyaient n'avoir qu'à débarquer en Californie pour faire fortune : quiconque aurait touché cette terre enchantée devait revenir avec des millions. Négociants ruinés, ouvriers sans ouvrage, jeunes gens aventureux et sans profession, tous s'embarquèrent à l'envi pour aller, nouveaux Argonautes, chercher la fortune qui fuyait devant eux. Parmi les premiers arrivés, la plupart périrent. On trouva de l'or en Californie, mais on n'y trouva pas de pain. Les milliers d'hommes réunis si rapidement sur une terre la veille encore à peu près déserte durent s'occuper des

1. En 1853 les États-Unis ont encore acheté au Mexique une bande de territoire au sud du Rio Gila.

moyens de chercher leur subsistance. Plus d'une fois les aventuriers accourus en Californie se disputèrent des gisements d'or ou des vivres les armes à la main.

Il y avait deux sortes de gisements d'or : les *placers*, ou or entraîné et déposé dans les sables par les alluvions ; ensuite les *mines*. On se jeta d'abord sur les placers, qui furent bientôt épuisés. Alors le nombre des immigrants diminua. On travailla dans les mines, et la production devint de plus en plus considérable. En 1895, elle a été de 243 millions¹. Les terrains aurifères ont 200 lieues de longueur sur 25 de largeur.

La population de la Californie, qui était de 23 000 habitants avant 1848, est aujourd'hui de 1 208 130 personnes, Américains, Européens, Indiens, Chinois ; *San-Francisco*, « la reine du Pacifique », à l'entrée de la plus vaste baie du monde, renferme 298 997 hab. *Monterey, San-José, Sacramento, Marysville, Stockton, Vallejo, Santa-Barbara, San-Gabriel, San-Diego, San-Juan*, grandissent rapidement. Des chemins de fer unissent entre elles les différentes villes de la Californie. On creuse des canaux, on établit des routes, on défriche les forêts de pins, les plus anciennes et les plus élevées de l'univers. Aujourd'hui la Californie exporte du blé, des fruits, du maïs, de l'orge et des bois de construction. Elle est en communication avec le reste des États-Unis par le chemin de fer qui traverse l'Amérique dans toute sa largeur, en franchissant les Montagnes Rocheuses, et joint New-York à San-Francisco.

La découverte des mines de Californie, bientôt suivie de celle des mines d'Australie, en augmentant considérablement la masse du numéraire en circulation, amena la dépréciation du métal. Moins rare, l'or eut aussi moins de valeur ; le prix des objets de consommation devint plus élevé. La propriété mobilière, les actions industrielles, tendirent à se développer de plus en plus. De nos jours on veut gagner beaucoup et gagner vite : *Time is money*, « le temps c'est de l'argent », disent les Anglais.

Gouvernement des États-Unis. — La Constitution des États-Unis se prêtait à leur développement rapide. Réunis

1. Les États-Unis renferment non seulement de l'or, mais encore des métaux de toute nature. Il y a des mines d'argent dans la Sierra-Nevada et les Montagnes Rocheuses. On rencontre le cuivre surtout dans le Michigan, près du Lac Supérieur. Le fer se trouve partout. La houille abonde dans la plupart des États. Le pétrole se rencontre dans les bassins houillers des Monts Alleghany et du Nord. Il y a des gisements de plomb sur les deux rives du Mississippi et du sel dans trente États.

seulement pour les affaires générales et en face des étrangers, les différents États qui composent l'Union jouissent les uns à l'égard des autres d'une indépendance à peu près complète. Chacun d'eux a ses lois, son budget, sa représentation particulière : chacun d'eux envoie à Washington un certain nombre de députés au Congrès chargé de régler les affaires de l'Union.

Le Congrès, auquel est confié le pouvoir législatif, se compose de deux Chambres : les *Représentants* et le *Sénat*. Les représentants sont nommés pour deux ans par le suffrage universel et direct. A l'origine, on nommait un représentant par 33 000 habitants. Si cette proportion eût été maintenue, il y aurait aujourd'hui 4 800 députés. Elle a été modifiée à plusieurs reprises : depuis 1870, il n'y eut plus que 4 députés par 134 500 habitants. Une loi proposée le 21 janvier 1881 fixait le nombre des représentants à 301 (au lieu de 293), à raison de 1 par 164 000 habitants ; il est aujourd'hui de 357. Les sénateurs sont nommés pour six ans par les Chambres des États : il y en a 2 par État. Le Sénat (90 membres) se renouvelle par tiers tous les deux ans. Les sénateurs doivent avoir au moins trente ans, être citoyens depuis neuf ans, les représentants au moins vingt-cinq ans, être citoyens depuis sept ans. Le Congrès seul peut faire les lois, lever les impôts, sa sanction est nécessaire à la plupart des actes du Président de la République.

Pour être *Président*, il faut être né citoyen des États-Unis, avoir trente-cinq ans d'âge et quatorze ans de résidence. Le Président, responsable, est chargé du pouvoir exécutif : il commande les forces de terre et de mer, nomme les ministres, les ambassadeurs et les juges à la Cour Suprême des États-Unis, signe les traités et les actes du Congrès. Il peut auparavant réclamer de nouvelles délibérations des Chambres ; si les deux Chambres séparément maintiennent la loi à une majorité des deux tiers, il est tenu de la signer dans les dix jours ; passé ce délai, elle devient exécutoire sans son assentiment. Le Président a droit de grâce ; il peut être mis en accusation, jugé et déposé. Il est élu pour quatre ans par une élection à deux degrés. On désigne par le suffrage universel, dans chaque État, un nombre d'électeurs égal au nombre total des sénateurs et des représentants envoyés par l'État au Congrès : ce sont ces électeurs qui choisissent le Président ; il est rééligible à sa sortie de charge. Le Vice-Président, élu

de même, préside le Sénat et remplace le magistrat suprême en cas de mort, destitution ou démission.

Le pouvoir judiciaire appartient à la *Cour Suprême*. Elle l'exerce en ce qui concerne les intérêts généraux des États-Unis entre eux et avec les puissances étrangères. Elle peut annuler les actes du Congrès et ceux du Président, lorsqu'ils sont contraires aux lois constitutionnelles. S'élevé-t-il un conflit entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif, elle est juge du débat.

Les rouages de ce Gouvernement sont bien simples. La liberté qui règne dans les rapports entre l'Union et les États se retrouve dans les rapports entre les États et les citoyens : droit de réunion et de pétition, liberté absolue de la presse¹, droit d'exercer tous les cultes, inviolabilité du foyer domestique, liberté individuelle protégée par l'*habeas corpus*, qui défend d'arrêter un citoyen sans ordre des magistrats et sans le traduire immédiatement devant ses juges naturels : aucune garantie ne manque aux habitants des États-Unis. Nulle part le Gouvernement n'intervient moins dans les affaires des particuliers et n'abandonne davantage à l'initiative individuelle : l'instruction publique, les cultes, les travaux publics, sont laissés aux soins des citoyens et des communes.

Le Nord et le Sud. — Le 17 septembre 1796, Washington disait dans une adresse d'adieu au peuple des États-Unis : « L'unité du Gouvernement, qui fait de vous un seul peuple, est la base de votre indépendance, le gage de votre tranquillité, au dehors et au dedans. C'est celui de votre sûreté, de votre prospérité, et celui de cette liberté que vous appréciez tant... Le nom d'*Américains*, qui est pour vous le nom national, doit, plus que toute autre dénomination plus locale, exalter en vous l'orgueil du patriotisme. A de très faibles différences près, vous avez la même religion, les mêmes coutumes, les mêmes mœurs, les mêmes principes politiques... Mais ces considérations, quelque puissantes qu'elles soient, le sont bien moins encore que celles qui touchent de plus près à vos intérêts particuliers, et chaque partie de l'Union doit reconnaître en elle-même les raisons les plus fortes pour ne point s'isoler. Le Nord, par une communication libre que

1. En 1881, il y avait aux États-Unis 10 131 journaux ou publications périodiques, c'est-à-dire le tiers de la presse périodique de tout l'univers. En 1885 ce nombre s'était élevé à 13 000. Depuis, il n'a fait qu'augmenter.

protègent les lois égales d'un même Gouvernement, trouve dans les productions du Sud un surcroît de ressources pour ses entreprises maritimes et commerciales, ainsi que des matériaux précieux pour ses manufactures; le Sud, par cette même communication avec le Nord, voit prospérer son agriculture et s'étendre son commerce. Attirant dans ses ports une partie des gens de mer du Nord, il augmente sa navigation et prépare les voies à l'établissement d'une marine nationale. »

Le conseil donné par Washington à ses concitoyens était excellent; malheureusement, il y avait entre le Nord et le Sud des États-Unis des causes permanentes de division. Les États du Nord vivaient surtout de l'industrie, du commerce maritime, de l'exploitation des mines; là se trouvaient les villes les plus importantes, et dans les campagnes la propriété était divisée. La principale richesse des États du Sud était l'agriculture; la grande propriété y régnait; on y cultivait le blé, le maïs, le riz, la pomme de terre, la canne à sucre, le tabac et surtout le coton. Toutes les nations de l'Europe envoyaient chaque année de nombreux navires, qui exportaient pour un milliard et demi de produits: c'est dans les ports du Nord qu'ils venaient prendre leur chargement. Le Sud n'ayant pas de moyens de transport, le Nord, au grand déplaisir des planteurs, servait d'intermédiaire entre eux et l'Europe.

Question de l'Esclavage. Mécanisme électoral favorable au Sud. — Si l'agriculture était florissante dans les États du Sud, cette prospérité était achetée au prix d'un spectacle douloureux pour l'humanité: toutes les plantations, en Virginie, dans les Carolines, la Floride, la Louisiane et le Texas, étaient cultivées par des nègres esclaves. Achetés et vendus comme des troupeaux, ces malheureux passaient leur vie sur un sol brûlant, obligés de travailler sous le fouet d'un maître la plupart du temps cruel, exposés, s'ils retombaient en son pouvoir après avoir pris la fuite, aux supplices les plus révoltants. L'esclavage n'existait pas dans le Nord; mais dans le Sud le nombre des esclaves augmentait rapidement; il s'élevait en 1860 à près de trois millions. Dix ans auparavant les hommes du Sud avaient obtenu l'autorisation de poursuivre les esclaves fugitifs même sur le territoire des États où l'esclavage n'existait pas.

Les habitants des États du Nord, attachés aux principes républicains, nourris dans les idées puritaines, habitués à un

travail opiniâtre, voyaient avec une douleur mêlée d'indignation le maintien de l'esclavage sur le territoire de l'Union; ils auraient voulu que le Congrès prit l'initiative de l'affranchissement des nègres. Malheureusement, le mécanisme électoral constituait une violation de l'égalité au profit du Sud. Les trois cinquièmes des nègres esclaves étaient comptés dans le dénombrement sur lequel on basait le nombre des députés à élire. Il y avait à cette époque un député pour 70 816 habitants. Or, dans les États du Nord, 70 816 *habitants* représentaient 70 816 *électeurs*; tandis que dans les États esclavagistes le même nombre d'habitants ne représentait souvent que 40 000 ou 30 000 ou même 20 000 électeurs, quand on en avait défalqué les nègres esclaves. Le Sud avait donc en proportion un plus grand nombre de députés que le Nord, et, par suite, presque toujours la majorité dans le Congrès.

Mort de John Brown (1839). — Pendant longtemps les abolitionnistes ne purent faire que des tentatives individuelles pour obtenir l'affranchissement des hommes de couleur. Un vieillard courageux, le capitaine John Brown, du Kansas, appela aux armes les esclaves de la Virginie à Harper's Ferry (octobre 1859); il échoua, fut pris et pendu avec quatre des siens, sans que le Président Buchanan fit rien pour les sauver (2 décembre 1839). Cet acte de cruauté eut un immense retentissement et causa dans les États du Nord une sensation profonde. C'était une sorte de défi: les abolitionnistes n'avaient plus qu'à renier leurs principes ou à détruire l'esclavage.

Élection du Président Lincoln (1860). — Depuis Washington jusqu'en 1861 les différents Présidents des États-Unis ont été: John Adams (1797-1801); Thomas Jefferson, deux fois élu (1801-3-9); James Madison, deux fois élu (1809-13-17); James Monroe¹, deux fois élu (1817-21-25); John Quincy Adams (1825-29); Andrew Jackson, deux fois élu (1829-33-37); Martin Van Buren (1837-41); William Harrison (1841), mort un mois après son installation et remplacé par le Vice-Président John Tyler (1841-43); James Polk (1843-49); Taylor

1. Ce fut le Président Monroe qui en 1823, dans son message annuel au Congrès, inaugura la fameuse doctrine connue sous son nom: « En principe, y disait-il, le continent américain, par suite de l'attitude libre et indépendante que le peuple a prise et qu'il entend conserver, ne doit pas être considéré comme soumis à l'avenir à la colonisation, par quelque puissance européenne que ce soit. »

(1849-50), mort au bout d'un an et remplacé par le Vice-Président Fillmore (1850-53); Franklin Pierce (1853-57); James Buchanan (1857-61). Le Sud avait eu longtemps l'avantage dans les élections présidentielles. C'est qu'il y avait aux États-Unis deux grands partis : les *Républicains* et les *Démocrates*. Les *Républicains* demandaient que le Gouvernement central reçût des pouvoirs plus étendus, de façon que l'union entre les différents États devint plus étroite; ils voulaient abolir l'esclavage. Les *Démocrates*, au contraire, voulaient affaiblir le Gouvernement central pour augmenter la liberté des pouvoirs locaux. Tous les gens du Sud, tous les propriétaires d'esclaves, étaient nécessairement démocrates; mais il y avait, même dans les États du Nord, un grand nombre de démocrates qui, tout en n'ayant aucun intérêt au maintien de l'esclavage, n'en votaient pas moins dans les élections avec les gens du Sud, par crainte de la centralisation.

Le Président Buchanan, dont les pouvoirs devaient expirer en 1860, appartenait au parti démocrate. Quel serait son successeur? La question de l'esclavage était devenue capitale. En votant *pour* ou *contre* tel ou tel candidat à la présidence, les électeurs savaient qu'il ne s'agissait plus de centralisation ou d'indépendance locale, mais de l'abolition ou du maintien de l'esclavage. Afin qu'il fût impossible de s'y tromper, les gens du Sud demandèrent dans leur programme aux candidats à la présidence de leur promettre la conquête de Cuba, l'autorisation de transporter les esclaves dans les territoires et même dans les États abolitionnistes. En présence de ces exigences, tous ceux des *Démocrates* qui auparavant avaient fait alliance avec le Sud pour augmenter les libertés locales abandonnèrent son parti et se rallièrent aux *Républicains*. Le 6 novembre 1860 un républicain, Lincoln, fut élu président. Depuis longtemps il était connu comme abolitionniste. Il disait le 17 juin 1858 à Springfield : « Une maison divisée contre elle-même ne peut durer. Je crois que ce Gouvernement ne peut se maintenir d'une façon durable, soutenu d'un côté sur l'esclavage, de l'autre sur la liberté. » La même année il disait encore : « Je ne puis que haïr l'esclavage. Je le hais à cause de sa monstrueuse injustice. »

Abraham Lincoln était né le 12 février 1809 dans le Kentucky. « La vie des champs, le grand air des plaines de l'Ouest, formèrent cette robuste nature et la préparèrent aux luttes qu'elle eut à soutenir. Comme presque tous les gens

de l'Ouest, il fit un peu tous les métiers : il conduisit un *flat boat* (bateau plat) sur le Mississipi; il se fit *rail splitter*, coupa et scia du bois pour les clôtures des fermes de l'Illinois; les grands fleuves et la prairie lui en apprirent plus que les livres.... C'est au désert, parmi les bois, les fleurs sauvages, les champs nouvellement semés, qu'il prit le goût de l'indépendance, le dédain de toute étiquette, le respect du travail.... » (A. LAUGEL.) Au milieu de cette vie laborieuse, il trouva le temps de s'instruire, de se faire recevoir avocat, arpenteur, et d'apprendre par cœur des pièces entières de Shakspeare. Son caractère actif, tenace, sa volonté inébranlable, jointe à une grande bonté de cœur, à une franchise parfaite et à la bienveillance du langage, qui n'excluait pas une légère pointe d'ironie, enfin une foi profonde dans les destinées du peuple américain, fixèrent sur l'« honnête vieil Abraham » (*Honest old Abe*) l'attention de ses concitoyens. Quatre fois membre de la législature de l'Illinois, il siégea deux ans au Congrès de Washington (1847-1849). En 1858 il ne put être élu sénateur : son compétiteur, le démocrate Douglas, « le petit géant de l'Ouest », l'emporta sur lui; mais en 1860 il fut adopté comme candidat pour la présidence par la Convention Républicaine de Chicago et triompha.

Soulèvement des esclavagistes (1861). Congrès de Richmond. Jefferson Davis. — Cette élection fut le signal de la guerre. Lincoln devait entrer en fonctions le 4 mars. Dès le 20 décembre, à la suite de son élection, la Caroline du Sud déclara rompu le lien qui l'unissait aux États-Unis; un mois après, le Mississipi, la Floride, l'Alabama, la Géorgie, suivirent cet exemple (1, 10, 11, 19 janvier 1861); la Louisiane, le 26 janvier, le Texas, le 1^{er} février, en firent autant. Le 4 février, les délégués de ces sept États se réunirent à Montgomery et formèrent une *Confédération*. Un huitième État, le Tennessee, s'unit aux premiers. D'autres, comme la Caroline du Nord et la Virginie, se déchirèrent en deux, et furent de gré ou de force occupés par les troupes confédérées. Richmond, sur la rivière James, en Virginie, fut choisi pour capitale par les séparatistes.

C'est là que se réunit leur Congrès, qui adopta une Constitution modelée sur celle des États-Unis. Il élut pour Président de la Confédération Jefferson Davis¹, et pour Vice-Président

¹ Jefferson Davis, né en 1808 dans le Kentucky, est mort à la Nouvelle-Orléans en décembre 1889.

Alexandre H. Stephens (18 février 1861). Dès lors il y avait deux partis, deux États, deux Républiques : les abolitionnistes et les esclavagistes, les Fédéraux et les Confédérés, le Nord et le Sud.

Première présidence de Lincoln. Guerre de la Sécession.

— Les États du Nord ne pouvaient pas consentir au déchirement de l'Union. Le Président Lincoln avait quitté sa résidence de Springfield en Illinois au début de février, pour venir entrer en charge à Washington. Après avoir échappé à une tentative d'assassinat à Baltimore, il prit possession du pouvoir le 4 mars à la Maison-Blanche¹.

Un mois après la lutte avait commencé. Le 12 avril les Confédérés attaquèrent la *Fort Sumter*, à *Charleston*. Les quelques soldats fédéraux qui occupaient ce poste sous la conduite du major Anderson ne capitulèrent qu'après une résistance opiniâtre, quand l'incendie allumé par les bombes ennemies eut rendu la position impossible à tenir.

La lutte s'engagea aussitôt sur tous les points. Les États du Nord renfermaient une population de 26 millions d'habitants ; ils avaient une marine qui leur permettait de bloquer les ports du Sud ; ils avaient dans leurs banques et leurs caisses de commerce des valeurs métalliques considérables. Les États confédérés ne comprenaient que 5 millions d'habitants, parmi lesquels 2 500 000 esclaves ; ils étaient bien moins riches que leurs adversaires. Pourtant la lutte n'était pas aussi disproportionnée qu'elle le paraissait. En se battant pour le maintien de l'esclavage sur le sol même de leurs plantations, les hommes du Sud défendaient leur fortune : vaincre ou être ruinés, voilà quelle était pour eux l'alternative. Les Confédérés, vivant au milieu d'une population d'esclaves considérable, qu'il fallait tenir en respect, accoutumés à la chasse dans leurs savanes, habitués aux longues courses sous un soleil brûlant, dans les guerres contre les Indiens des frontières, maniant dès l'enfance le revolver et la carabine, étaient une race de soldats. Bien peu, au contraire, parmi les hommes du Nord, avaient eu jusque-là l'habitude ou le goût de la vie militaire ; ils étaient braves, mais pour vaincre cette qualité ne suffit pas.

Campagne de 1861. — On le vit bien au début. Les Confédérés eurent une armée organisée avant que le Nord, surpris

par cette brusque attaque, pût leur opposer des forces capables de les arrêter. Ils s'avancèrent rapidement sous les ordres de Beauregard et de Johnston, occupèrent *Manassas-Junction* et menacèrent la capitale de l'Union. La première armée que les Fédéraux leur opposèrent se composait de miliciens sous les ordres de Mac-Dowell : elle fut battue le 21 juillet sur les bords du *Bull's-Run*, petit ruisseau près de Manassas. Les Confédérés atteignirent les bords du Potomac.

Le Président Lincoln ne perdit pas courage, et les Américains se montrèrent prêts à tous les sacrifices. Les enrôlements volontaires ne suffisant pas, le Congrès vota l'établissement de la conscription. A partir de ce moment jusqu'à la fin de la guerre, il appela aux armes plus de 2 millions d'hommes. La marine militaire compta bientôt 589 bâtiments portant 4 433 canons et montés par 70 000 marins. Avec cette flotte, à laquelle le Sud ne pouvait pas opposer une marine aussi redoutable, les États-Unis bloquèrent les ports de la Confédération, empêchèrent la sortie des cotons et le commerce du Sud avec l'Europe : c'était le meilleur moyen de le réduire à céder.

Sur terre les armées fédérales prirent également l'offensive. D'un côté on se proposa de s'emparer de toutes les positions occupées par les Confédérés dans la vallée du Mississippi, de manière à couper en deux les États séparatistes et à leur enlever toute communication avec l'Ouest ; de l'autre, en Virginie, on dut marcher sur Richmond, afin de chasser les Confédérés de leur capitale et de frapper au cœur la rébellion.

Campagne de 1862. — Au printemps de 1862 les armées fédérales occupèrent au sud de Cairo, en descendant le Mississippi, *Columbus* et *New-Madrid*, prirent 124 canons et firent 6 000 prisonniers (14 mars-7 avril). Au même moment (6 avril), Grant¹, vainqueur à *Pittsburg-Landing*, près de Corinthe et de Cairo, achevait de dégager le haut Mississippi. Les Fédéraux ne furent pas moins heureux sur la partie basse du fleuve. Le général Butler y combina ses opérations avec la flottille du commodore Ferragut. Après six jours de bombardement (18-24 avril), ce hardi marin rompit la chaîne qui barrait le Mississippi entre les forts *Jackson* et *Saint-Philippe*, remonta le

1. Ulysse Grant, né le 27 avril 1822 à Point-Pleasant (Ohio), entré à dix-sept ans à l'École Militaire de West-Point, sous-lieutenant en 1843, capitaine dans la Guerre du Mexique (1847-1848), puis agriculteur, avait repris du service au début de la Guerre de Sécession.

1. La *Maison-Blanche* est le palais du Président : le Congrès siège au *Capitole*.

fleuve sous les feux croisés de ces deux ouvrages, qui furent enlevés quelques jours plus tard, et s'empara le 25 de la *Nouvelle-Orléans*, où le général Butler vint le rejoindre.

En Virginie, Mac-Clellan, à la tête de l'armée fédérale du Potomac, forte de 120 000 hommes, descendit sur des transports le Potomac et la Baie de Chesapeake et vint débarquer sous les canons du Fort *Monroë*, au nord de l'embouchure du James. Il s'empara du Port d'*Yorktown*, au sud-est de Richmond, après un mois de siège (3 avril-4 mai). Il poursuivit les Confédérés l'épée dans les reins, atteignit Johnston à *Williamsburg* et le vainquit le 4 mai.

Il gagna encore le 31 mai la sanglante bataille de *Fair-Oaks*. Mais il était épuisé par tant de marches et de contre-marches, de luttes sanglantes, et il avait en face de lui toutes les forces confédérées réunies; il fallut rétrograder en redescendant le James vers la côte pour s'appuyer sur la flotte fédérale. La retraite fut signalée par des batailles acharnées à *Beaver-Dam*, *Gaine's-Hill*, *White-Oak* et *Malvern-Hill*. Elle coûta 13 000 hommes et se termina près de *Harrison's-Landing*, à 27 kilomètres au-dessous de Richmond; elle avait duré du 26 juin au 1^{er} juillet.

Mac-Clellan y resta jusqu'au 14 août. Dans cette position, il était maître de l'embouchure du James, coupait les communications de l'ennemi avec la mer et menaçait toujours Richmond. Mais aussi il avait cessé d'occuper la route directe entre Richmond et Washington; les Confédérés étaient plus près que lui de la capitale de l'Union. N'était-il pas à craindre que Lee, leur habile généralissime, par une marche hardie, ne se portât sur le Potomac? Le major général Hallek, placé le 11 juillet à la tête de toutes les forces de terre des États-Unis, enjoignit à Mac-Clellan de quitter *Harrison's-Landing* pour venir garder la ligne du Rappahannock, et donner la main à Pope, qui, le 9 août, avait repoussé à *Cedar-Mountain* l'attaque de Jackson. Mac-Clellan, qui espérait s'emparer de Richmond, opéra malgré lui ce mouvement rétrograde. Déjà ce qu'Hallek avait craint était arrivé : pendant que Lee observait Mac-Clellan, Jackson s'était de nouveau dirigé par le nord-ouest sur Washington; il avait gagné la seconde bataille de *Bull's-Run* et occupé *Fredericksburg*. Mac-Clellan dut revenir à Washington en toute hâte. Lee marche en avant, se joint à Jackson et franchit le Potomac au-dessus de Washington pour prendre cette ville à revers et la mettre entre deux

feux, en insurgant derrière elle le Maryland. Mac-Clellan arrêta heureusement les Confédérés par la victoire de *South-Mountain* (14 septembre) et les trois journées d'*Antietam*¹ (16, 17, 18 septembre). Lee se retira sur la Rivière James.

Le général Mac-Clellan affectait envers le Gouvernement une liberté de langage suspecte; le Président Lincoln le destitua. Burnside, qui lui fut donné comme successeur, essaya de prendre l'offensive, et, le 11 décembre, franchit le Rappahannock à *Fredericksburg*; mais il essuya le 13 une défaite qui le contraignit à s'arrêter. Pendant l'hiver de 1862 à 1863, les armées ennemies restèrent en présence entre le Potomac et le James, couvrant l'une Washington, l'autre Richmond.

Premiers résultats de la lutte : crise cotonnière ; abolition de l'esclavage. — Cette guerre acharnée avait eu déjà non seulement pour le Nouveau Monde, mais encore pour l'Ancien, les plus graves conséquences. L'exportation du coton avait d'abord diminué, pour cesser ensuite à peu près complètement; le commerce anglais fut durement éprouvé; bien des manufactures furent obligées de fermer. En France également, un grand nombre de manufactures, manquant de matière première pour le travail, durent renvoyer leurs ouvriers; il y eut à Rouen, pendant l'hiver, une véritable famine.

En même temps aussi, un immense progrès se trouvait réalisé : l'esclavage n'existait plus. En janvier 1862 le Congrès abolit l'esclavage dans le district fédéral ou de Columbia, moyennant indemnité aux propriétaires de nègres; ensuite il déclara qu'à l'avenir l'esclavage ne pourrait plus être introduit dans les territoires. Le 22 juillet soixante jours furent fixés aux rebelles pour poser les armes; passé ce délai, leurs biens devaient être confisqués, et leurs nègres rendus à la liberté. En conséquence, le 22 septembre, le Président Lincoln déclara affranchis tous les esclaves qui appartenaient aux États rebelles; les noirs furent admis à jouir des mêmes droits que les blancs.

Campagne de 1863. — Cependant les succès des Fédéraux continuaient dans la vallée du Mississipi. Les Confédérés n'avaient plus sur le fleuve que Port-Hudson, au confluent de la Rivière Rouge et du Mississipi, et plus haut Wicksburg. C'était par ces deux positions que les Confédérés tiraient des

1. L'Antietam est un petit affluent du Potomac.

régions de l'ouest, de l'Arkansas et du Texas, qui s'étaient déclarés pour eux, de l'argent, des vivres, des hommes. Prendre ces forteresses, c'était pour les Fédéraux couper en deux la rébellion. Grant intercepta le passage entre les deux villes, bloqua *Wicksburg* le 18 mai, et le 4 juillet obligea ses 30 000 défenseurs à mettre bas les armes. *Port-Hudson* se rendit quelque temps après.

En Virginie, Hooker, successeur de Burnside, avait été, au début de la campagne (2 mai), refoulé par Lee de Fredericksburg sur le haut Potomac, que l'ennemi victorieux à *Chancellorsville* franchit à sa suite pour envahir le Maryland. Une fois de plus Washington était tourné ! Le Président Lincoln appela aux armes 120 000 hommes et donna le commandement à Meade. Déjà Lee avait pénétré au nord jusqu'à *Gettysburg*. C'est là qu'il vint se heurter contre l'armée de Meade. Après deux jours de combat (2-3 juillet) et des pertes énormes, les Confédérés durent battre en retraite vers le sud-ouest, au milieu des inondations, abandonnant tout le terrain qu'ils venaient de conquérir. Sur le champ de bataille de Gettysburg, Lincoln put attester que les défenseurs de l'Union « n'étaient pas morts en vain ». « Dieu aidant, s'était-il écrié, la nation renaîtra dans la liberté, et le Gouvernement du Peuple par le Peuple, pour le Peuple, ne périra pas sur cette terre ! ».

Campagne de 1864. — Un grand résultat était désormais acquis à la cause du Nord. Chassés de la Nouvelle-Orléans, de Bâton-Rouge et de Wicksburg, les Confédérés ne possédaient plus aucun point de la vallée du Mississippi. Par le cours du Potomac et celui de l'Ohio au nord, par le Mississippi à l'ouest, que gardaient les troupes fédérales, à l'est et au sud par la mer, dont les flottes de l'Union bloquaient le rivage, les États sécessionnistes se trouvaient étroitement enveloppés. Pour en finir avec eux, le Président Lincoln ordonna la mise à exécution d'un plan concentrique. Pendant que l'armée du Potomac marcherait du nord au sud sur Richmond, l'armée du James, maîtresse de l'embouchure et des deux rives du fleuve, le remonterait pour attaquer Petersburg et Richmond ; Sherman, placé à la tête des fédéraux dans le midi, refoulerait les esclavagistes du sud au nord à travers les deux Carolines, tandis que, à l'ouest, Sheridan exécuterait un plan analogue dans la vallée de la Shenandoah. Toutes les forces confédérées se trouveraient ainsi enveloppées dans

un cercle, qui se rétrécirait toujours jusqu'à les étouffer dans leur capitale.

Malgré des échecs partiels et des difficultés sans nombre, ce plan réussit. Au nord Grant, en dépit des efforts de Lee, vint donner la main à Butler, qui occupait les rives du James devant Petersburg et Richmond (6-12 mai). Au nord-ouest, Sheridan, deux fois vainqueur dans la vallée de la Shenandoah, en chassa définitivement les Confédérés. Au sud, Sherman, avec une hardiesse, une rapidité, un bonheur prodigieux, s'emparait, en Géorgie, d'*Atlanta*, enlevant ainsi à l'ennemi les chemins de fer qui, de cette ville, vont rejoindre Charleston au sud-est, Richmond au nord-est (1^{er} septembre). Le Sud était aux abois : sans relations avec l'Europe, il ne pouvait vendre ses cotons, qui dès lors restaient inutiles ; il n'avait plus d'argent et ne trouvait plus de soldats.

Réélection du Président Lincoln (8 novembre 1864). **Vic-toire du Nord. Fin de la guerre.** — C'est en novembre 1864 que devait avoir lieu les nouvelles élections à la présidence. Dans les circonstances où l'on se trouvait, leur signification serait décisive. Maintenir au pouvoir Lincoln, c'était déclarer qu'on poursuivrait la lutte jusqu'à l'entier rétablissement de l'Union et à l'abolition complète de l'esclavage. « Si le peuple, avait dit le Président, faisait jamais au pouvoir exécutif une obligation de rendre à l'esclavage ceux que ma proclamation a affranchis, c'est un autre, non moi, qu'il devra choisir pour l'instrument de sa volonté. » Voter, au contraire, pour le général Mac-Clellan, pour le candidat démocrate, c'était annoncer l'intention de s'en tenir aux demi-mesures, à un replâtrage temporaire, qui reconstituerait l'Union en laissant subsister la servitude des noirs. Lincoln fut réélu le 8 novembre à une immense majorité : il avait réuni 213 voix ; Mac-Clellan, 24 seulement.

Cet événement hâta la fin de la guerre. Le général Sherman reconquit sur les Confédérés la Géorgie et les deux Carolines (décembre 1864-janvier 1865). Enfin, malgré l'habileté de Lee, les Fédéraux, commandés par Meade, Sheridan, Sherman, Grant, enveloppèrent dans *Petersburg* et *Richmond* les débris de leurs adversaires (mars 1865). Une lutte de trois jours, qui coûta aux esclavagistes vaincus 40 000 hommes et 150 canons, livra ces deux villes à Grant (1^{er}-3 avril). Le 9 avril, Lee, poursuivi l'épée dans les reins, signa une capitulation : 40 000 Confédérés mirent bas les armes et furent renvoyés

dans leurs foyers sur parole, après avoir promis de ne plus servir contre les États-Unis.

Assassinat du Président Lincoln (14 avril 1865). **Présidence intérimaire d'Andrew Johnson** (1865-1869). **Les deux présidences du général Grant** (1869-1873, 1873-1877). — Le 14 avril, cinq jours après la capitulation de Lee, le Président Lincoln assistait dans sa loge à une représentation au théâtre de Ford, à Washington. Un ancien acteur, Wilkes Booth, partisan fanatique de la cause du Sud, l'assassina d'un coup de revolver, sauta de la loge sur la scène en criant : *Sic semper tyrannis!* et parvint à s'enfuir. A la même heure, un autre assassin essayait de poignarder M. Seward, secrétaire d'État des Affaires Étrangères, retenu dans son lit par une maladie. Au milieu de la douleur générale, le Vice-Président Andrew Johnson prit possession du pouvoir. Les assassins furent poursuivis; Wilkes Booth se cassa une jambe en tombant de cheval, fut atteint dans une grange et tué d'un coup de carabine par un soldat; ses complices, au nombre desquels se trouvait une femme, M^{me} Surratt, furent arrêtés et pendus.

La mort du Président Lincoln n'eut pas les terribles conséquences qu'on pouvait redouter. Les derniers généraux confédérés restés en armes, Johnston dans la Caroline du Sud, Kirby Smith au Texas, firent leur soumission. L'ancien Président des États confédérés, Jefferson Davis, fut reconnu et arrêté au moment où il cherchait à s'enfuir déguisé en femme. 400 000 soldats furent licenciés et rentrèrent dans leurs foyers. Ces hommes d'épée, habitués à la guerre depuis plusieurs années, redevinrent citoyens; ils se remirent au travail; leurs généraux leur donnèrent l'exemple, sans qu'aucun d'eux eût essayé de tirer parti de sa gloire militaire au profit de ses intérêts personnels. « Heureux le peuple qui, au jour où il en est besoin, peut retrouver au milieu de lui ces figures sereines, qui sont restées debout au milieu de l'orage, et n'ont jamais eu qu'une ambition, l'ambition de la liberté! » (E. LABOULAYE, *Histoire des États-Unis*.)

La lutte était donc terminée. Elle avait été longue et sanglante. Les États-Unis en sortaient après de grands sacrifices, avec une dette considérable; mais ils en sortaient victorieux, et ils avaient prouvé leur force au monde.

Depuis, il est vrai, le Président Johnson, que la mort de Lincoln avait appelé par intérim à ces hautes fonctions, trompant les espérances conçues, paralysa autant qu'il était

en lui l'œuvre de reconstitution de l'Amérique, en se montrant en toute circonstance contraire aux mesures adoptées par le Congrès. Les nègres, affranchis déjà, n'en furent pas moins admis au droit de suffrage.

Le général Ulysse Grant, élu Président par 206 suffrages sur 297 votants, remplaça Andrew Johnson le 4 mars 1868; pendant la guerre de 1870, son attitude et son langage furent malveillants pour la France, et il se montra prodigue d'avances envers les Allemands; il fut réélu au mois de novembre 1872; ses fonctions se terminèrent le 4 mars 1877. C'est pendant sa seconde présidence qu'en 1876 les États-Unis célébrèrent par une Exposition Universelle, à Philadelphie, le premier anniversaire séculaire de leur indépendance, proclamée dans cette même ville le 4 juillet 1776.

Présidences de M. Hayes (1877-81); **du général Garfield** (1881); **de M. Arthur** (1881-85); **de M. Cleveland** (1885-89, 1893-97); **de M. Harrison** (1889-93). — Un nouveau Président, M. Rutherford B. Hayes, de l'Ohio, appartenant également au parti républicain, entra en fonctions le 4 mars 1877. Le Vice-Président était M. William A. Wheeler, de New-York. Le candidat démocrate pour la présidence, M. Tilden, avait obtenu autant ou plus de voix que M. Hayes; mais le Sénat, où la majorité républicaine dominait, annula comme irrégulières les opérations électorales dans plusieurs États. Les esprits de part et d'autre étaient vivement surexcités. Les États-Unis allaient-ils être exposés à une seconde guerre civile? Les Américains donnèrent en cette circonstance une nouvelle preuve de leur esprit politique. Le Sénat, républicain, et la Chambre des Représentants, démocrate, désignèrent pour trancher le débat une Commission arbitrale, qui à la majorité d'une voix se prononça pour M. Hayes.

Le général Grant, qui jouissait d'une immense popularité aux États-Unis, et qui a fait un voyage triomphal de deux ans autour du monde, paraissait avoir les plus grandes chances d'être réélu une troisième fois. Cependant, fidèles à la tradition qui existe depuis Washington, les Américains repoussèrent sa candidature, et, le 2 novembre 1880, le général Garfield, de l'Ohio, fut élu Président, et M. Arthur, Vice-Président. James Abraham Garfield était né en 1831 à Orange, dans l'Ohio. Fils d'ouvrier, il fut successivement bûcheron, batelier, professeur de langues anciennes au collège d'Hiram (Ohio), sénateur de l'État d'Ohio en 1859, colo-

nel de milices en 1861, général dans l'armée du Nord en 1863, enfin représentant au Congrès, et élu à la présidence de la République, à laquelle il n'était même pas candidat. Le Président et le Vice-Président appartenaient tous les deux au parti républicain : ils entrèrent en fonctions le 4 mars 1881. Le 2 juillet suivant, le Président Garfield se trouvait à Washington, à la gare du chemin de fer du Potomac, lorsqu'un nommé Guiteau tira sur lui à bout portant et le frappa de deux balles de revolver. Le blessé, après une longue et douloureuse agonie, mourut à Longbranch le 19 septembre.

Aux termes de la Constitution, le Vice-Président Arthur prit possession du pouvoir exécutif. M. A. Arthur était né en 1831 ; avocat au barreau de New-York, puis général dans la guerre de la Sécession, et en 1872 collecteur des taxes du port de New-York, il avait été en 1880 choisi par la Convention Républicaine de Chicago comme candidat à la vice-présidence. Guiteau fut condamné à mort et exécuté. Les deux Chambres du Congrès votèrent en 1882 une loi ayant pour but de restreindre l'immigration chinoise.

Il y eut, les 28 et 29 mars 1884, à la suite de scandales judiciaires, une sanglante émeute à Cincinnati. Au mois de mai suivant, la faillite des maisons de banque Dimock et Cie et Fish et Hatch amena à New-York une terrible crise financière. Le général Grant, dont l'administration, au point de vue financier, pendant ses deux présidences, avait soulevé bien des critiques trop justifiées, se trouva cette fois gravement compromis. En vue des élections du mois de novembre 1884, la Convention Républicaine réunie à Chicago choisit comme candidat à la présidence M. Blaine.

Le candidat démocrate, M. Stephen Grover Cleveland, appuyé par les indépendants républicains, fut élu Président par 219 voix. Né en 1837, M. Cleveland fut d'abord garçon épiciier, puis étudia le droit auprès d'un oncle, avoué à Buffalo, devint greffier en 1870, fut ensuite élu successivement shériff du comté d'Érié, maire de Buffalo en 1881, gouverneur de New-York en 1882. Le pays espérait de lui la réforme de l'administration ; il souhaitait trouver à l'avenir l'intégrité dans les hauts emplois, et voir les titulaires changer moins souvent en dehors de toute question de partis : il ne fut point trompé dans son attente.

L'année 1885 vit disparaître le plus célèbre des généraux américains. Rentré aux États-Unis en 1879, Grant s'y occu-

paît d'affaires financières, et il s'était associé avec le banquier Ward. Leur banque fit faillite le 9 mai 1884, et le général Grant fut mis à la retraite. Il mourut le 23 juillet 1885, et les Américains, ne voulant se souvenir que de ses victoires, lui firent des funérailles solennelles ; il a laissé, dit-on, de curieux *Mémoires*.

L'agitation socialiste fut très vive en 1886 aux États-Unis. Les *Chevaliers du Travail* (*Knights of Labour*), puissante organisation ouvrière, ayant des adhérents dans toute l'Union, déclarèrent la guerre aux grandes compagnies de tramways et de chemins de fer. Les 4 et 5 mai, une terrible émeute de grévistes éclata à Chicago ; il y eut de vraies batailles entre les ouvriers qui lançaient des bombes et la police armée de fusils ; une cinquantaine de morts restèrent sur la place¹. Le 4 novembre, le candidat socialiste, M. Henri George, obtenait 68 000 voix dans l'élection à la mairie de New-York ; le maire élu, M. Hewitt, démocrate, en eut 90 000, et le candidat républicain n'en vint que troisième avec 60 000 voix.

Les derniers mois de la présidence de M. Cleveland furent marqués par un conflit très vif entre les États-Unis et le Canada au sujet des pêcheries dans le Golfe du Saint-Laurent. Par représailles des entraves que rencontraient les pêcheurs américains, M. Cleveland proposa d'interdire ou tout au moins de frapper de droits considérables les marchandises canadiennes en transit sur le territoire des États-Unis. Les plus ardents dans le Congrès américain ne parlaient de rien moins que d'annexer le Canada ; les relations entre Londres et Washington furent quelque temps très tendues.

Le 5 novembre 1888, le général Harrison, candidat des Républicains, fut élu Président de la République par 233 voix, contre l'ancien Président M. Cleveland, candidat des Démocrates, qui en avait obtenu 163 ; M. Morton fut élu en même temps Vice-Président. M. Benjamin Harrison, né dans l'Ohio, à North-Bend, le 20 août 1833, est petit-fils du neuvième Président des États-Unis ; général dans la Guerre de la Séces-

1. Le 20 juillet 1886 huit des anarchistes de Chicago furent condamnés à mort : Auguste Spies, Georges Engel, Samuel Fielden, Alfred Parsons, Michel Schwab, Louis Lingg, Adolphe Fischer, Oscar Neebe. Ce jugement fut frappé d'appel, et l'exécution n'eut lieu que le 11 novembre 1887. De nombreuses demandes en grâce avaient été, des deux côtés de l'Atlantique, inutilement adressées au Gouvernement américain. Lingg se suicida ; les autres furent pendus.

sion, puis gouverneur de l'Indiana en 1880, il avait été de 1881 à 1887 sénateur des États-Unis. Dans son message en prenant possession de la présidence, le 4 mars 1889, M. Harrison se prononça pour le maintien du régime protectionniste; il déclara que le canal de Panama ne pourrait jamais être soumis à l'autorité d'un Gouvernement étranger, et parla de modifier les lois sur la naturalisation, de manière à « exclure les hommes de toute nationalité dont la présence est une charge pour les finances de la République ».

En vertu d'une loi promulguée le 27 mars, un nouveau territoire, l'*Oklohama*, compris entre le Kansas, l'Arkansas et le Texas, et prélevé sur les terres réservées jusqu'ici aux Indiens, fut ouvert le 22 avril 1889 aux immigrants. Il fut occupé avec une prodigieuse rapidité.

Le Bill Mac-Kinley (1890). — Un Congrès International de délégués des diverses Républiques du Nouveau Monde se réunit le 2 octobre 1889 à Washington, en vue de réaliser une union douanière, un Zollverein Panaméricain. C'était la politique de M. Blaine : fermer le Nouveau Monde au commerce européen par l'élévation des droits d'entrée, pour obliger les Américains du Sud à s'approvisionner sur les marchés des États-Unis. Favorable aux Yankees, cette politique eût été désavantageuse aux États du Continent méridional, qui ont leurs principaux rapports avec l'Europe. Elle fut combattue avec succès par les délégués Argentins, le docteur don Manuel Quintana, et le docteur don Roque Saenz Peña. A l'adage de M. Blaine : *L'Amérique aux Américains*, don Roque Saenz Peña répliqua : « Ce principe n'est pas le nôtre; notre principe est : *L'Amérique à l'Humanité.* »

Le but des politiciens Yankees était manqué. Ils s'en dédommagèrent en votant dans le Congrès sur la proposition de M. William Mac-Kinley, de l'Ohio, un bill qui reçut le nom de son auteur. Ce bill, adopté après de vifs débats, malgré la résistance de la minorité démocrate, avait pour but de protéger l'industrie américaine contre la concurrence de ses rivaux européens¹. Il édictait une législation draconienne contre les fraudes, élevait considérablement les droits d'entrée sur la plupart des marchandises importées et accordait au Président de la République, au mépris des prérogatives constitutionnelles du Congrès, le pouvoir de supprimer ou de

1. Le tarif antérieur, déjà très protectionniste, remontait à 1883.

relever, par mesure de réciprocité, à l'égard de telle ou de telle nation, les droits sur le sucre, les mélasses, le thé et les peaux. Il entra en vigueur le 6 octobre 1890. Il fit un grand tort au commerce européen, surtout à celui de l'Angleterre, mais, par contre-coup aux États-Unis eux-mêmes. En France l'entrée du porc salé américain avait déjà été interdite par mesure sanitaire (décret du 18 février 1881). L'Angleterre et l'Allemagne interdirent de même les viandes américaines. En Amérique même, au lieu de produire une hausse générale des salaires, comme ses auteurs s'en étaient flattés, l'application du nouveau tarif eut pour résultat immédiat, en restreignant la concurrence, l'augmentation du prix de tous les objets vendus. Grand fut le désappointement populaire. Aussi les élections du 4 novembre 1890 eurent-elles aux États-Unis un caractère particulièrement intéressant, puisqu'elles constituaient une sorte de plébiscite sur cette question. C'étaient les Républicains qui avaient voté le Bill Mac-Kinley; leur défaite fut complète; ils perdirent 87 sièges¹, et la Chambre des Représentants eut dès lors une majorité démocrate; il est vrai que le Président de la République et la majorité du Sénat continuaient à être Républicains.

Au mois de décembre 1890, un soulèvement éclata parmi les Indiens Sioux, qu'une sorte de prophète ou de messie rouge appela aux armes. Il y eut entre eux et les soldats américains des rencontres très vives, notamment à Porcupine-Creek; les Indiens finirent par être taillés en pièces ou contraints à la soumission.

Un conflit s'éleva en mars 1891 entre l'Italie et les États-Unis. Plusieurs Italiens, accusés d'avoir assassiné le chef de police Hennessy, et appartenant à la société secrète *la Mafia*, avaient été mis en jugement à la Nouvelle-Orléans. Le jury les acquitta. La population irritée accusa les jurés de s'être laissés acheter, envahit la prison, pendit ou fusilla douze Italiens (14 mars). Le Gouvernement de Rome demanda réparation. Mais le grand jury de la Nouvelle-Orléans refusa de traduire en justice les auteurs du meurtre des Italiens emprisonnés, et déclara dans son verdict que leur conduite avait été approuvée par la population tout entière (5 mai).

Longtemps préservés par l'immense étendue de leur territoire, la richesse de leur agriculture et la faible densité de

1. M. Mac-Kinley lui-même ne fut point réélu dans l'Ohio.

leur population, des troubles causés par les revendications sociales, par les questions de salaires, par les débats entre patrons et ouvriers, les États-Unis ont désormais perdu tout privilège à cet égard. Si l'on trouve à New-York, à Philadelphie, à Chicago, quelques-unes des plus grandes fortunes du globe, les grèves, les émeutes ouvrières, deviennent de plus en plus fréquentes dans les villes industrielles. Dans l'été de 1892 une grève terrible éclata en Pensylvanie, à Homestead, dans les forges de Carnegie, près de Pittsburg. Des combats sanglants eurent lieu entre les grévistes et la police, qui fut même un instant vaincue (6-7 juillet); l'incendie, la dynamite, le pétrole, le canon, firent de nombreuses victimes. D'autres grèves sanglantes se produisirent aussi à Spokane (État de Washington), parmi les mineurs de l'Idaho et du Tennessee, parmi les aiguilleurs et les mécaniciens des chemins de fer, à Buffalo et à la Nouvelle-Orléans.

Les élections présidentielles du mois de novembre 1892 montrèrent que la réaction contre le système du Bill Mac-Kinley continuait. Le général Harrison, président en exercice, était porté de nouveau par le parti républicain et protectionniste; le parti démocrate et libre échangiste choisit pour candidat l'ancien président M. Cleveland. Celui-ci annonçait l'intention, s'il était élu, de provoquer la revision des tarifs douaniers; le général Harrison entreprenait, au même moment, d'établir le protectorat des États-Unis sur les Iles Sandwich, et paraissait disposé à les annexer. La perspective de cet agrandissement de territoire ne put lui assurer la majorité. M. Cleveland fut élu par 277 voix contre 133 suffrages accordés à M. Harrison, et 32 donnés au général Weaver, candidat du parti populaire. M. Cleveland prit possession de sa seconde présidence à Washington le 4 mars 1893.

Depuis longtemps le gouvernement de Washington voyait avec inquiétude le nombre sans cesse croissant des Chinois établis dans les États du Pacifique, où ils faisaient aux travailleurs blancs une concurrence ruineuse. Aux termes du Bill Geary, adopté en mai 1892, tout Chinois habitant les États-Unis, qui, dans le délai d'une année, n'aurait pas fait une déclaration de séjour en y joignant sa photographie, serait expulsé du territoire américain. Le délai expira le 4 mai 1893; les Chinois ne semblent pas pour la plupart avoir obéi aux injonctions qui leur étaient faites, et contre lesquelles leur Gouvernement avait protesté.

L'Exposition de Chicago (1892-1893). — Il avait été convenu qu'une Exposition Universelle aurait lieu en 1892 pour célébrer le quatrième anniversaire séculaire de la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb. Mais où se tiendrait-elle? New-York et Chicago réclamaient toutes deux cet honneur. La première alléguait qu'elle était la plus grande ville du Nouveau Monde et la plus à portée de l'Ancien; la seconde invoquait sa croissance sans exemple dans l'histoire, le chiffre de sa population, portée en dix ans de 50 000 habitants à 1 200 000. Le Congrès, républicain en majorité, se prononça pour Chicago, parce qu'à New-York on était démocrate.

L'inauguration officielle de l'Exposition eut lieu le 12 octobre 1892, et l'ouverture réelle le 5 mai 1893, en présence du Président Cleveland, dans le *Jackson Park*, au bord du Lac Michigan.

Le succès fut loin de répondre à l'attente des habitants. Le nombre des visiteurs n'atteignit point le chiffre espéré; un conflit fâcheux s'éleva entre l'administration et les exposants étrangers, au sujet du mode d'organisation des jurys chargés de décerner les récompenses; l'un des entrepôts annexes de l'Exposition fut détruit par un terrible incendie, et un grand nombre de pompiers périrent écrasés ou dans les flammes (juillet); dans certains bâtiments, les planchers, construits à la hâte, s'écroulèrent; à la suite d'une violente tempête, plusieurs yachts et chaloupes furent engloutis avec leurs équipages dans les eaux du Lac Michigan; une grève amenée par l'insuffisance du travail et l'affluence excessive des ouvriers, qui avaient espéré trouver l'emploi de leurs bras, amena des collisions violentes entre les grévistes, Italiens pour la plupart, et la police (30 août). Bref, l'Exposition ne réussit qu'imparfaitement. De l'aveu général, les exposants français y firent la première place par la beauté et l'excellence de leurs produits.

Après la clôture de l'Exposition, les bâtiments furent incendiés avec de nombreuses marchandises, sans qu'on ait jamais su exactement à quoi s'en tenir sur les causes de ce terrible accident.

Les Grèves de 1894. — Au mois d'avril 1894, les *Sans-Travail* américains projetèrent de venir le 1^{er} mai de tous les points des États-Unis à Washington présenter une pétition aux deux Chambres du Congrès et demander le redressement

de leurs griefs. Ils furent presque partout arrêtés et dispersés par la police et les miliciens, à Washington même, où ils avaient à leur tête le grand agitateur Coxey, accompagné de sa fille, âgée de dix-sept ans, habillée en déesse de la paix et montée sur un cheval blanc, à Cleveland (Ohio), à Chicago. Des grèves monstres éclataient bientôt après parmi les mineurs du Colorado et de l'Ohio (juin), de Californie, et les ouvriers de Chicago. Sur beaucoup de points, les grévistes arrêtaient la circulation des chemins de fer, pillèrent les trains et y mirent le feu. Chicago surtout, où les employés de chemin de fer s'étaient mis en grève, fut le théâtre de scènes tumultueuses et sanglantes. Il y eut des morts, des blessés, des chantiers et plusieurs milliers de wagons livrés aux flammes (6-7 juillet). Le Président Cleveland envoya des troupes fédérales à Chicago. « Il faut, disait le chef de la grève, M. Debbis, que les ouvriers triomphent, sinon ils seront plus écrasés que jamais par la roue de fer des patrons. » C'est à M. Pullman, le plus riche propriétaire de chemins de fer des États-Unis, que les grévistes reprochaient de leur imposer trop de travail pour un salaire insuffisant, demandant que leurs griefs fussent soumis à un arbitrage. Le calme se rétablit pourtant, bien que le Grand Maître des Chevaliers du Travail eût invité les membres de l'ordre à une grève générale (10-11 juillet).

Au mois de septembre 1894, vingt-sept villes du Minnesota, du Wisconsin et du Michigan, comme Hinckley, Baronet, Shellake, Riblake, Bradshaw, Marengo, furent consumées totalement ou en partie par des incendies gigantesques, avec de grandes forêts de pins et de cèdres. La fumée couvrit les grands lacs. Il y eut de nombreuses victimes.

Les élections de 1894 pour le renouvellement du Congrès donnèrent une éclatante victoire aux Républicains. La Chambre des Représentants compta désormais 220 républicains, 126 démocrates et 11 membres du parti du peuple; le Sénat, 41 républicains, 42 démocrates et 5 membres du parti du peuple.

De nouvelles grèves éclatèrent en janvier 1895 à Brooklyn.

Le 27 mai 1895, le steamer *Colima*, de la *Pacific Mail Steamship Company*, sombra en pleine mer sur les côtes du Mexique; 173 passagers furent noyés.

Au mois de juillet 1895, la Chambre des Députés française, sur la proposition de M. Barodet, invita le Gouvernement à

négocier le plus tôt possible la conclusion d'un traité d'arbitrage permanent entre la République Française et la République des États-Unis d'Amérique. Par malheur, les Yankees sont un peuple plutôt positif que sentimental; la proposition française fut accueillie à Washington avec une froide politesse et n'aboutit à rien de pratique.

Un grave conflit éclata entre les États-Unis et l'Angleterre dans les derniers mois de 1895. Depuis longtemps un différend existait entre le Venezuela et la Guyane anglaise pour la fixation des limites des deux pays. La découverte de mines d'or dans le territoire contesté, entre l'Essequibo et l'Orénoque, augmenta l'animosité, et dans l'automne de 1895 une troupe anglaise vint avec des mitrailleuses prendre position en face du premier poste vénézuélien.

Aussitôt le Président Cleveland adressa au Congrès de Washington un message proclamant dans les termes les plus éclatants que le peuple des États-Unis, absolument résolu à faire respecter la doctrine de Monroe : « *L'Amérique aux Américains* », résisterait par tous les moyens aux prétentions britanniques et soutiendrait le Venezuela. Ce message, dont la lecture fut saluée d'applaudissements (17 décembre 1895), contenait ce passage : « Tout en reconnaissant que c'est une chose pénible que d'envisager deux grandes nations de langue anglaise dans une position réciproque autre que celle de la concurrence amicale vers le progrès et vers la paix, j'estime qu'il n'y a pas de calamité comparable à celle qui résulte d'une soumission passive aux torts, à l'injustice, et de l'acceptation d'une atteinte à l'honneur national. » Déjà M. Cullem avait dit au Sénat : « Il faut que l'Europe sache que 75 millions d'Américains, parlant par la bouche de leurs représentants au Congrès, sont unis pour défendre la doctrine de Monroe. » Le Président proposa et le Congrès adopta la résolution de nommer une Commission qui serait chargée par lui de fixer la limite entre la Guyane anglaise et le Venezuela. M. Fuller, Président de la Cour Suprême des États-Unis, fut nommé président de cette Commission. L'Angleterre se soumettrait-elle à une pareille réglementation, humiliante pour elle? sinon, c'était la guerre. Sans doute l'armée, américaine est peu nombreuse, et sa marine pourrait difficilement tenir tête à celle de la Grande-Bretagne, bien plus considérable. Mais les États-Unis ont des ressources gigantesques et l'habitude d'aller vite; le Canada, en cas de

guerre, se trouverait à leur merci; déjà le Congrès voyait la construction de nombreux navires cuirassés; le savant Edison promettait de mettre son génie au service de son pays et de lui fournir à bref délai de nouveaux et formidables moyens de destruction. L'Angleterre d'ailleurs, en conflit avec tout le monde sur tous les points de l'Univers, la Russie et la France en Asie, la France, l'Allemagne, l'État libre du Congo, les Boërs en Afrique, peut et doit toujours craindre de voir tous ceux qu'elle ne cesse de provoquer et de molester dans les cinq parties du monde s'unir pour lui infliger une mémorable leçon, à laquelle l'Univers entier applaudirait. Il était donc facile de prévoir qu'elle battrait en retraite, quoi qu'il dût en coûter à son avidité et à son orgueil : c'est ce qu'elle a fait. Aux termes du traité d'arbitrage du 9 novembre 1896, la décision de la question du Venezuela a été remise à une Cour Arbitrale de cinq membres, deux anglais, deux américains, et un cinquième désigné par les quatre autres : c'est le Roi de Suède.

Différend entre l'Est et l'Ouest. L'or et l'argent. Le monométallisme et le bimétallisme. — Une question moins grave que celle de l'esclavage, qui amena la Guerre de Sécession entre le *Nord* et le *Sud*, — puisqu'il s'agit désormais, non d'êtres humains, mais d'intérêts matériels, — mais qui a pourtant une gravité considérable, divise actuellement l'*Est* et l'*Ouest* des États-Unis : il s'agit de l'*or* et de l'*argent*, du *monométallisme* et du *bimétallisme*.

Par suite de la découverte de mines d'argent très abondantes en Californie, dans le Montana, l'Idaho, l'Arizona, la quantité de métal blanc entrant chaque année dans la circulation augmenta dans des proportions énormes. L'argent surabonda sur le marché; et, comme la valeur relative de deux métaux — pour généraliser, de deux marchandises — qui s'échangent l'un contre l'autre, n'est pas fixe, mais en rapport forcé avec la quantité respective de l'un et de l'autre; que, si l'un devient plus abondant, plus commun, par conséquent plus vil, sa valeur relative diminue exactement en proportion de l'augmentation de sa quantité¹, la

1. « L'abaissement de la valeur de l'argent, depuis 1870, provient : 1° de la surproduction de ce métal dans les États-Unis; 2° de la diminution de la demande de ce métal par l'Inde et la Chine; 3° de l'établissement de l'étalon d'or, et, par suite, de l'abandon presque total de la monnaie d'argent par l'Alle-

valeur de l'argent baissa d'une manière constante¹. Cette dépréciation fit souffrir les pays de l'Ouest. Elle diminua les bénéfices des propriétaires de mines, par suite le salaire des ouvriers employés à l'extraction, et, par conséquent, les ressources des villages et des villes qui s'étaient fondés dans les pays argentifères, d'autant plus que ces pays, sablonneux, presque arides, sont, sous le rapport agricole, à peu près stériles, et que, par conséquent, l'argent perdant sa valeur, cette ressource qui se réduisait à peu de chose n'était pas et ne pouvait pas être compensée par des bénéfices d'une autre nature. De là une grande misère dans les pays de l'Ouest, la diminution de la population, et un mécontentement facile à comprendre.

De cette situation sont nées deux écoles rivales : les *monométallistes* et les *bimétallistes*. Les monométallistes disent :

magne, les États Scandinaves et l'Autriche-Hongrie; 4° de la restriction apportée à la frappe des monnaies d'argent dans l'Union Monétaire Latine.

« Le rapport longtemps établi de 15 1/2 entre les deux métaux (c'est-à-dire 1 kilog. d'or équivalant à 15 kilog. 1/2 d'argent) représente sur le marché de Londres la cote de 6 fr. 50 l'once d'argent; or, ce prix en 1892 descendait sur le même marché à 4 fr. environ, et a encore diminué depuis.

« La production annuelle de l'or et de l'argent, qui était, dans la décade 1841-1850, de 55 000 kilog. (or) et 780 000 kilog. (argent), était, dans celle de 1851-1860, de 200 500 kilog. (or) et 895 500 kilog. (argent), atteignant en 1891 ces chiffres : 188 531 kilog. (or) et 4 465 822 kilog. (argent), soit 23 fois 1/2 plus d'argent que d'or. »

Cette note a été rédigée et communiquée à l'auteur par son excellent et savant ami M. Romain Delaune, rédacteur à l'Agence Havas, dont l'érudition et l'obligeance ont été mises à profit bien des fois dans la composition de cet ouvrage.

1. Dans ces dernières années, la production de l'or ayant beaucoup augmenté, l'écart entre les deux métaux s'est trouvé notablement diminué.

« La très grande augmentation de l'extraction aurifère depuis trois ans est particulièrement remarquable. Après avoir atteint, pendant les années qui suivirent la découverte des mines californiennes, plus de 60 millions de dollars (300 millions de francs) par an, elle s'était abaissée, et, depuis quinze ans, restait en général comprise entre 32 et 35 millions de dollars (160 à 175 millions de francs). Elle a commencé à se relever en 1893, atteignant 180 millions, puis 205 millions en 1894 et 243 millions en 1895, sur une production totale, dans cette dernière année, de 1 030 millions pour le monde entier. Malgré l'énorme développement des mines de l'Afrique du Sud, malgré la découverte de celles de l'Australie de l'Ouest et de la Nouvelle-Zélande, les États-Unis retrouvaient en 1895 le premier rang parmi les pays aurifères, que l' Australasie leur avait pendant fort longtemps disputé. Sans doute ils étaient serrés de près, puisque les colonies anglaises du Pacifique produisaient pour 236 millions de francs d'or, et l'Afrique pour 220 millions, la Russie suivant de loin avec 134 millions. » (M. P. LEROY-BEAULIEU, *L'Economiste Français*, samedi 11 juillet 1896.)

Les variations continuelles dans les rapports entre la quantité d'or et la quantité d'argent existant sont un sujet de perturbations constantes, qu'on ne peut supprimer qu'en établissant désormais une seule unité monétaire, un seul étalon, en or. Il va sans dire que ce sont ceux qui ont le plus d'or entre les mains qui tiennent ce langage, parce que, si leur théorie prévalait, ils refuseraient dorénavant d'être payés en argent, et se feraient rembourser, à partir de ce jour-là, beaucoup plus qu'ils n'ont réellement donné (avancé ou prêté), et que, possesseurs du seul métal désormais d'une valeur invariable — pour un certain temps du moins — ils feraient la loi, ils jouiraient d'un véritable monopole.

C'est contre ce monopole que protestent les bimétallistes. Ce sont naturellement les habitants des pays producteurs d'argent, et aussi ceux qui, ayant emprunté des sommes qui leur ont été comptées en argent, ne veulent pas les rendre en or, attendu qu'ils rendraient plus qu'ils n'ont reçu¹. On est en général monométalliste dans l'Est, dans le pays des grandes banques et des riches compagnies d'industrie et de chemins de fer²; bimétalliste dans l'Ouest, c'est-à-dire dans les régions argentifères.

1. Ou, car toute question a bien des aspects divers, les débiteurs qui, ayant emprunté de l'or, seraient heureux de rembourser en argent, d'après la valeur relative des deux métaux à l'époque où ils ont emprunté, valeur qui n'est plus la même.

2. « En thèse générale, les partisans du bimétallisme demandent la frappe libre de l'argent aussi bien que de l'or, après entente internationale fixant la valeur relative des deux métaux.

« Le monométallisme leur paraît conduire au monopole du signe de la monnaie, s'établissant au profit, soit de certains particuliers, les grands banquiers, soit de certains établissements, les banques par actions, soit d'une nation, par exemple l'Angleterre, — Londres étant devenu le véritable marché de l'or du monde entier, et, par suite, les fluctuations naturelles ou artificielles de ce marché influant sur le prix réel de toutes les marchandises par le jeu du change.

« Les monométallistes soutiennent qu'il est absurde d'avoir deux étalons des prix de toutes choses, ces deux étalons, — quelque rapport fixe, et même rapport exact à un certain moment, qu'on établisse entre eux, — devant fatalement varier bientôt, l'un par rapport à l'autre.

« Les bimétallistes répondent que la monnaie n'est après tout qu'un signe de la valeur, qu'il n'est pas besoin que le rapport établi entre les deux métaux demeure invariablement fixe, pourvu qu'il soit admis comme tel dans les transactions courantes. Ils voient, d'ailleurs, dans l'abondance du métal-monnaie, conséquence du bimétallisme, le crédit ouvert à un plus grand nombre de producteurs, l'abaissement du taux de l'intérêt, la vivification de la production et des échanges. » (M. R. DELAUNE.)

Parmi les économistes bimétallistes, il faut surtout citer Cernuschi, Em. de

Les bimétallistes des États-Unis se nomment avec assez de raison les *Argentistes*. La libre frappe de l'argent qu'ils réclament, avec le rapport fixe de 16 (or) à 1 (argent), équivaldrait, en effet, à la surélévation de la valeur réelle de l'argent par décret de l'État. Ce sont les fermiers de l'Ouest et le parti *populiste* qui demandent surtout cette mesure. En effet, les fermiers et petits producteurs, écrasés par les intérêts des hypothèques et des prêts de banques, plient sous le poids de leurs dettes, alors que les rois des chemins de fer et les monarques du pétrole deviennent des milliardaires. L'origine de beaucoup des hypothèques et emprunts remonte à la guerre de Sécession; la valeur de l'argent était alors effectivement, par rapport à l'or, comme 1 est à 15 1/2 ou à 16.

Aujourd'hui que cette valeur est environ comme 1 est à 30¹, les débiteurs se prétendent lésés; autrement dit: l'or, depuis vingt-cinq ans, faisant prime sur ce qu'il valait jadis, ils ne veulent pas payer leurs dettes et les intérêts de ces dettes en or, mais en argent, c'est-à-dire à la valeur réelle de ce qu'ils ont touché. Ce que les argentistes demandent est, en somme, une réduction de près de moitié des dettes contractées envers les grands financiers et propriétaires de monopoles, qui semblent avoir profité seuls du développement de la richesse depuis la guerre.

Les argentistes avancent comme raison le profit qu'entraînerait pour les États producteurs d'argent la frappe libre de ce métal par l'activité donnée aux mines d'argent, dont les États-Unis sont les plus grands possesseurs, et par l'abondance du numéraire facilitant la production et la consommation en élargissant le crédit.

Les monométallistes objectent qu'au bout de très peu de temps la valeur *réelle* de l'argent influera sur les prix; qu'ils deviendront plus élevés; qu'en conséquence, malgré l'abondance plus grande du numéraire et la facilité du crédit, tout sera plus cher; qu'ainsi il n'y aura rien de changé dans l'état des choses, sinon que des créanciers auront été spoliés par le remboursement à moitié valeur de leurs créances. Ils en concluent qu'il faut à un État sérieux une *monnaie saine* s'il veut maintenir son crédit, et que l'or peut seul jouer ce rôle².

Laveleye et le socialiste américain Henry George; parmi les monométallistes, Michel Chevalier et Léon Say.

1. Autrement dit, que la valeur relative de l'argent a baissé de près de moitié.

2. La production totale des mines de toute espèce avait été, aux États-

Les États-Unis et Cuba. — Bien d'autres questions que celles du monométallisme et du bimétallisme préoccupaient l'attention publique aux États-Unis en 1896. Les Cubains étaient soulevés contre l'Espagne et luttaien avec une énergie désespérée pour conquérir leur indépendance. Leur cause excitait d'ardentes sympathies aux États-Unis. N'était-ce pas le cas d'appliquer encore une fois la doctrine de Monroë — *l'Amérique aux Américains* — en aidant ce peuple opprimé à s'affranchir? De nombreux navires partis de divers ports, surtout de Key-West, à l'extrémité méridionale de la Floride, allaient porter aux insurgés des armes, des munitions, des vivres, des volontaires. L'Espagne s'en plaignait comme d'une violation de la neutralité. De Washington on répliquait en se plaignant que des citoyens américains fussent maltraités, même dépouillés et arrêtés à la Havane, et le consul général Lee écrivait que les autorités espagnoles étaient impuissantes à protéger la vie et la propriété des étrangers. Le 28 février 1896, M. Lindsay déclarait dans le Sénat américain que les Espagnols étaient des « barbares ». Il ajoutait : « Les mains de Weyler sont teintes du sang des femmes et des enfants sans défense..... Nous n'avons point besoin d'une Arménie à nos portes. » Avec MM. Sherman et Lodge, il proposait une résolution reconnaissant aux Cubains la qualité de belligérants ; elle fut votée par 64 voix contre 6. Elle demandait au Président d'intervenir auprès de l'Espagne pour obtenir l'indépendance de Cuba. La Chambre des Représentants s'associa le 2 mars au vote du Sénat par 263 voix contre 16. Lorsque ces nouvelles parvinrent en Europe, des manifestations violentes contre les États-Unis se produisirent à Madrid, à Barcelone, à Valence. L'irritation s'en accrut d'autant en Amérique, où l'on se plaignait que le drapeau de l'Union eût été insulté. Le 6 avril, la Chambre des Représentants accepta, par 244 voix contre 27, le rapport d'un Comité mixte des deux Chambres du Congrès en faveur de l'adoption de la résolution

Unis, en 1894, de 544 470 058 dollars ; elle s'est élevée, en 1895, à 628 881 505 dollars ou 3 milliards 150 millions de francs. L'or figure dans ce total pour 243 millions de francs ; l'argent pour 168 millions. On a extrait cette même année 170 millions de tonnes de cuivre (la moitié de la production totale du globe) ; 142 000 tonnes de plomb ; 9 597 000 tonnes métriques de fer, valant 108 millions de dollars ; 178 millions de tonnes de charbon ; enfin 6 420 742 tonnes de pétrole, et du gaz naturel pour une valeur d'environ 12 millions de dollars.

3.

du Sénat, tendant à reconnaître les insurgés cubains comme belligérants. Le 19 mai, le Sénat émit un vote dans le même sens. Le président Cleveland, voulant éviter la guerre, ne tint pas compte des votes du Congrès. Mais l'arrestation et la condamnation à mort, par un Conseil de guerre siégeant à la Havane, de marins pris à bord du navire *Competidor*, et considérés comme flibustiers, parmi lesquels trois citoyens américains, amena de nouvelles réclamations des États-Unis.

Développement des villes aux États-Unis. — La guerre civile et les conflits entre les pouvoirs publics qui en ont été la suite n'ont pas empêché la population et les ressources des États-Unis d'augmenter rapidement. On en jugera par les indications suivantes. La ville la plus importante des États-Unis et de toute l'Amérique est *New-York*¹, dont la population atteint 3 439 000 habitants, en y comprenant *Brooklyn*², qui renferme avec *Long-Island City* 834 472 âmes, et les villes situées en face dans le *New-Jersey*, sur la rive droite de l'Hudson, dont l'embouchure les sépare seule de la cité géante : *Newark* (avec 181 830 habitants), *Jersey City* (avec 163 003), *Paterson* (78 347), *Hoboken* (43 648), *Élisabeth*, *Bayonne*, *Orange*, *Passaic*, *Union*, etc. Située sur l'Océan Atlantique, à l'embouchure du fleuve Hudson, en face de la côte d'Europe et à une distance de Liverpool, du Havre, de Hambourg, qui varie

1. *New-York*, fondée en 1614 à l'extrémité sud de l'Île de Manhattan, sous le nom de *Nouvelle-Amsterdam*, et où les descendants des premiers colons hollandais sont désignés par le nom de *Knickerbockers*, avait, lors de sa cession à l'Angleterre, en 1667 : 2 000 habitants ; en 1780 : 33 131 ; en 1800 : 60 489 ; en 1810 : 96 333 ; en 1820 : 123 706 ; en 1830 : 203 000 ; en 1840 : 312 710 ; en 1855 : 623 179 ; en 1870 : 942 000 ; en 1880 : 1 206 299. En 1830, Boston comptait 83 879 habitants ; à la même date, Philadelphie en avait 200 800 ; Washington, capitale en 1801, avait, en 1810, 8 000 habitants.

Le 28 octobre 1886 fut inaugurée dans la Baie de New-York la statue de *La Liberté éclairant le Monde*, œuvre du sculpteur Bartholdi, et « don de la Nation Française à la Nation Américaine ». Ce phare gigantesque est placé sur l'Île des États.

2. *New-York* et *Brooklyn* sont reliés par un pont qui traverse l'*East-River*. Ce pont, commencé le 3 janvier 1869 et inauguré le 24 mai 1883, est long de 1 825 mètres ; le tablier du pont, entre les deux piles, mesure 486 mètres ; ces deux piles sont reliées à la terre ferme par deux travées de 660 mètres. Les fondations des tours, du côté de New-York, sont à 25 mètres au-dessous du niveau de l'eau et à 13 mètres du côté de Brooklyn. La hauteur des tours est de 40 mètres. Elles sont percées chacune de deux arcades ogivales. Le pont a 5 avenues parallèles de 6 mètres, 1 au milieu pour les piétons, 2 de chaque côté pour les tramways, 2 à l'extérieur pour les voitures. Les architectes ont été John Roebling et son fils Washington Roebling.

entre cinq et dix jours de navigation, New-York est le principal point par lequel le Nouveau Monde communique avec l'Ancien. Elle est la véritable capitale commerciale de l'Amérique. Chaque année, il entre dans son port et il en sort des milliers de vaisseaux. Par le chemin de fer du Pacifique, elle est en communication directe, à travers le continent tout entier, avec San-Francisco, c'est-à-dire le Grand Océan. Différentes lignes ferrées¹ la mettent en communication avec Boston au nord-est, Philadelphie au sud, Québec au nord, Niagara et Pittsburg à l'ouest. New-York est située par le 41^e degré de latitude nord et par le 76^e degré de longitude ouest. Placée en face de cette ville, à laquelle un pont la réunit, à l'extrémité sud-ouest de l'île de Long-Island, *Brooklyn* est comme un faubourg de New-York; elle renferme l'arsenal et les plus importants chantiers de construction de la marine militaire des États-Unis.

Les États-Unis contiennent un grand nombre d'autres villes importantes. Citons d'abord, au nord de New-York, *Boston*, sur la baie de Massachusetts, près du Cap Cod et à l'embouchure du Charles River; Boston renferme 448 477 habitants, et, avec *Cambridge*, *Somerville*, etc., 558 657 : c'est la ville savante des États-Unis². *Providence*, port dans le Rhode-Island, avec sa banlieue, compte 168 201 habitants. Au sud de New-York, *Philadelphie*, dans la Pensylvanie, à l'embouchure de la Delaware et au fond du golfe du même nom, renferme 1 046 964 habitants, et, avec *Cambden* et *Gloucester-City*, 1 414 439; *Baltimore*, dans le Maryland, sur la baie de Chesapeake, en compte 434 439; *Washington*, sur le Potomac, en a 230 392. A l'intérieur, *Buffalo*, dans l'État de New-York, au nord-est du Lac Érié, non loin de la cataracte du Niagara, contient 255 664 habitants; *Rochester* en a 133 896; *Pittsburg*, dans la Pensylvanie, au centre des mines de cuivre, avec *Alleghany*, 343 904 habitants; *Milwaukee*, dans le Wisconsin, sur le Lac Michigan, au nord de Chicago, est peuplée de 204 486 habitants; *Cincinnati*, dans l'Ohio, en a 296 908;

1. La longueur totale des voies ferrées exploitées aux États-Unis était au 31 décembre 1897 de 297 084 kilomètres.

2. C'est à Boston, ou plutôt à Cambridge, que se trouve la plus célèbre Université des États-Unis, *Harvard-College*, ainsi nommé du philanthrope qui, en 1638, légua sa bibliothèque et une somme d'argent pour la fonder. Franklin, Emerson, Edgar Poë, sont nés à Boston; Bancroft à Worcester également dans le Massachusetts.

Cleveland, dans le même État, 261 333; *Indianapolis*, dans l'Indiana, 105 436; *Chicago*¹, la « métropole de l'Ouest », dans l'Illinois, port au sud du Lac Michigan, au centre de 17 chemins de fer, fondée en 1830, avait 4 000 habitants en 1837, 225 000 en 1867, 364 000 en 1872, 410 000 en 1875, 503 185 en 1880, 1 099 850 en 1890, environ 1 500 000 en 1893. Chicago, à cause de la rapidité de son développement, a été surnommée la *Ville Champignon*, *Mushroom-City*. Elle a pourtant été dévastée par de fréquents incendies; celui de 1871 détruisit 17 450 maisons. *Detroit*, dans le Michigan, contient 205 876 habitants. *Minneapolis*, dans le Minnesota, en a 164 738. *Omaha*, dans le Nebraska, a 140 452 habitants; *Saint-Paul* (*Minnesota*), 133 156; *Kansas-City* (*Kansas*), 132 716; *Denver* (*Colorado*), 106 713. *Saint-Louis*, fondé par les Français en 1764 sur la rive droite du Mississipi, à cinq lieues de l'endroit où il reçoit le Missouri, se trouve à égale distance de l'Atlantique et des Montagnes Rocheuses, de la source du Missouri et de l'embouchure du Mississipi, du Lac Michigan et du Golfe du Mexique. Sa population était de 1 200 habitants en 1803, 75 000 en 1850, 160 000 en 1860, 310 000 en 1870, 350 818 en 1880, 451 770 en 1890. *Louisville*, dans le Kentucky, avec *New-Albany* et *Jeffersonville*, renferme plus de 160 000 habitants; la *Nouvelle-Orléans*, dans la Louisiane, près de l'embouchure du Mississipi, en a 242 039. Enfin *San-Francisco*, en Californie, que sa situation destine à être la New-York du Pacifique, est à 22 jours de navigation de Yokohama (Japan), à neuf jours d'Honolulu (Iles Sandwich), à douze jours de Panama, et possède 298 997 habitants.

Le Parc National. — Sur leur immense territoire, les États-Unis renferment des phénomènes naturels merveilleux, que les progrès de la colonisation et des explorations continuelles mettent chaque jour en lumière. C'est ainsi qu'on a découvert dans la Californie la Cascade d'Yesomite, par laquelle la rivière de ce nom se précipite d'une hauteur de 2 250 pieds. Non loin de là, dans la vallée de Calaveras, se trouvent des arbres géants ou *Sequoias*, que les Anglais ont surnommés les *Wellingtonias*, et les Américains les *Washingtonias*. Ce sont des conifères, cyprès et sapins, dont quelques-uns dépassent en hauteur les plus élevés des monuments de

1. Le nom de *Chicago* (*Chikab-ouk*) signifie le lieu des civettes, ou des poivreux, ou des oignons sauvages.

Paris !. Un homme à cheval peut passer à l'intérieur du tronc de l'un d'eux renversé à terre, et qui a été creusé en forme de tube gigantesque.

Aux mois d'août, de septembre et d'octobre 1870, le lieutenant Doane et M. Longford, ayant accompagné le général Washburne dans une excursion au pied des Montagnes Rocheuses, au bord du Lac Yellowstone, d'où s'échappe la rivière de ce nom, tributaire du Missouri, vers le 44^e degré de latitude nord, découvrirent une contrée volcanique, hérissée de montagnes, avec des ravins d'une profondeur effrayante et des cascades gigantesques, comme celle de la *Yellowstone* et de la *Tour*. La *Vallée de Firehole*, qu'ils parcoururent, renferme au moins quinze cents *geysers* bien autrement puissants que ceux d'Islande. Ce sont des jets d'eau bouillante intermittents; ils s'échappent à grand bruit de cratères aux parois roses, jaunes ou argentées, formant une sorte de corail à franges dentelées; à l'intérieur de ces bassins, les eaux sont transparentes à une profondeur incroyable. Les eaux s'élèvent en colonne liquide à une immense hauteur, reflétant toutes les couleurs de l'arc-en-ciel. L'année suivante (1871), le docteur Hayden, chef de la mission géologique des États-Unis, visita dans la même région les sources du *Mammouth*, qui tombe de terrasse en terrasse en formant des bassins calcaires, des sortes de coupes aux couleurs brillantes, offrant ainsi des bains naturels à toutes les températures. Par une loi du 1^{er} mars 1872, le Congrès déclara cette merveilleuse contrée *Parc National*.

Acquisition de l'Amérique Russe par les États-Unis. — Au mois d'avril 1867, la Russie a cédé aux États-Unis, au prix de 7 200 000 dollars en or (37 000 000 de francs), ses colonies américaines. L'ancienne Amérique Russe, aujourd'hui le *Territoire d'Alaska*, est située entre l'Océan Glacial Arctique au nord, la Confédération Canadienne à l'est, le Grand Océan au sud, la Mer et le Détroit de Béring à l'ouest; elle se termine à l'occident par la Presqu'île d'Alaska. Elle renferme un grand volcan, le Mont Saint-Élie (5 823 mètres), et elle est arrosée par le fleuve Yukon, qui a 3 290 kilomètres de longueur. Le chef-lieu est *Sitka* (autrefois la *Nouvelle-Arkhangel*), dans l'île Baranov. Au sud-est se trouvent les îles du Roi-George et du Prince-de-Galles. Le pays est très froid, et sa popula-

1. Sauf aujourd'hui la Tour Eiffel.

tion peu considérable (31 795 habitants); mais il contient des mines; des compagnies se sont formées à New-York et à San-Francisco pour les exploiter, ainsi que pour exporter les fourrures et le poisson¹, qu'on trouve en abondance sur les côtes. La principale ressource du pays consiste dans la pêche, ou, plus exactement, dans la chasse des phoques à fourrures (*callorhinus ursinus*), qui a lieu dans les îles *Pribylov*, *Saint-Georges* et *Saint-Paul*.

Cette chasse a donné lieu à un conflit entre les États-Unis et la Grande-Bretagne. Les États-Unis prétendaient que la Mer de Béring était une mer fermée, leur propriété exclusive, et qu'ils avaient seuls le droit d'y capturer les phoques; de leur côté, les Anglais soutenaient que c'était une mer ouverte, une propriété commune. Il fut décidé provisoirement que, pour prévenir la disparition des phoques, détruits depuis quelques années sans précautions, la pêche dans la Mer de Béring serait interdite à tout le monde jusqu'au mois de mai 1892, et que les droits respectifs des Américains et des Anglais seraient fixés par un arbitrage. La Commission d'arbitrage se réunit à Paris au printemps de 1893. Sa décision fut rendue au mois d'août. Elle repoussait la prétention des États-Unis de faire de la Mer de Béring une mer fermée; mais stipulait qu'il serait interdit de prendre et de tuer les phoques à fourrures dans une zone de 60 milles autour des îles Pribylov: la même prohibition devait être appliquée à toute la Mer de Béring du 1^{er} mai au 31 juillet de chaque année.

Le chemin de fer de New-York à San-Francisco. Les Américains dans l'Océan Pacifique. — Une gigantesque entreprise a couronné tous les travaux des Américains. Pendant longtemps, pour aller de New-York à San-Francisco, c'est-à-dire de la côte orientale des États-Unis sur l'Océan Atlantique à la côte occidentale sur le Grand Océan, on était obligé de venir en bateau à vapeur de New-York à l'Isthme de Panama, de traverser cet isthme en chemin de fer, de Colon ou Aspinval à Panama, et de se rembarquer dans cette ville pour gagner par mer la Californie. Il en résultait une perte de temps et d'argent prodigieuse. La difficulté fut vaincue. Le plus considérable de tous les chemins de fer alors en exploitation fut ouvert à la circulation le samedi 8 mai 1869,

1. On rencontre sur les côtes de l'Alaska le saumon, la morue, le hareng, la baleine, le morse.

reliant les deux points extrêmes des États-Unis : New-York sur l'Atlantique, San-Francisco sur le Pacifique, distant de 1 200 lieues. L'achèvement de ce chemin de fer a opéré dans les relations internationales une véritable transformation d'une immense importance. Aujourd'hui la route la plus directe pour venir de la Chine et du Japon en Europe n'est plus par Singapour, Aden, Suez et Marseille, mais par San-Francisco, New-York et Liverpool. On va en six jours de Liverpool à New-York, en sept jours de New-York à San-Francisco, en vingt-deux jours de San-Francisco à Yokohama.

Dans l'antiquité grecque et romaine, la Méditerranée a été le centre du monde civilisé : Tyr, Alexandrie, Carthage, Smyrne, Constantinople, Athènes, Syracuse, Rome, Marseille, Gadès, étaient alors les points extrêmes entre lesquels la vie circulait. Depuis la découverte de l'Amérique, l'Océan Atlantique était devenu le grand passage, le grand fleuve qui séparait les deux moitiés parallèles de l'humanité : ici, Europe et Afrique; là, Amérique du Nord et Amérique du Sud. On allait de Hambourg, Amsterdam, Liverpool, Anvers, le Havre, Brest, à Québec, Boston, New-York, Philadelphie, Baltimore; de Nantes, Bordeaux, Lisbonne, Cadix, à Saint-Domingue, Colon, Rio-de-Janeiro, Montevideo, Buénos-Aires.

Aujourd'hui, par suite du développement merveilleusement rapide de la Californie, de l'Australie, des îles hollandaises, et de l'ouverture du Japon et de la Chine au commerce européen et américain, cette ligne paraît se déplacer. Il semble que l'axe du monde, le centre de la production et de la vie doivent être transportés à l'avenir sur la double côte du Pacifique, en Amérique à l'est, à l'ouest en Australie et en Asie. Melbourne, Sydney, Batavia, Singapour, Manille, Hong-Kong, Whampoa, Changhaï, Yédo, Yokohama, d'une part; Valparaiso, Le Callao, Guayaquil, Panama et San-Francisco, de l'autre, sont les principaux ports, les principales étapes, si l'on peut ainsi s'exprimer, de cette voie nouvelle qui longe l'Asie du sud au nord, du Détroit de Singapour à celui de Béring, les deux Amériques du nord au sud, du Détroit de Béring à celui de Magellan, et qui coupe l'Océanie de l'ouest à l'est, entre le continent australien et le Chili, l'Archipel de la Sonde et le Mexique, le Japon et la Californie.

L'Élection de M. Mac-Kinley. — M. Cleveland devait arriver au terme de ses fonctions le 4 mars 1897. Son successeur de-

vait être élu en novembre 1896. La Convention du parti républicain, réunie au mois de juin à Saint-Louis, désigna comme candidat républicain, par 661 voix sur 922 votants, M. Mac-Kinley. Né le 26 février 1844 à Niles (Ohio), M. Mac-Kinley, d'abord militaire, est l'auteur du fameux bill protectionniste de 1890. Son élection signifierait, au point de vue économique, guerre de tarifs contre le commerce européen; au point de vue de la politique internationale, application rigoureuse du principe de Monroë, en premier lieu contre l'Espagne, la Convention ayant inscrit sur son programme *Cuba libre*.

Le 10 juillet, la Convention du parti démocrate, réunie à Chicago, déclara candidat démocrate M. Jennings Bryan, né le 19 mars 1860 à New-Salem (Illinois), avocat et journaliste, orateur éloquent (sa femme exerce comme lui la profession d'avocat, et on lui attribue une grande part aux succès de son mari). M. Bryan se déclara libre échangiste; il mit dans son programme l'élection directe des sénateurs par le peuple, et non plus par les législatures particulières des États, l'impôt sur le revenu, la frappe libre de l'or et de l'argent, les valeurs respectives de ces deux métaux devant être à l'avenir, d'une manière fixe, 16 pour l'or, 1 pour l'argent. Il était donc soutenu par les argentistes ou bimétallistes; les dissidents du parti démocrate, partisans de l'étalon d'or, adoptèrent un candidat particulier, M. Palmer.

Les candidats commencèrent aussitôt leurs tournées électorales. Les partisans de M. Mac-Kinley, qui lui attribuaient une grande ressemblance physique avec Napoléon I^{er}, lui fournirent 20 millions de dollars (100 millions de francs) pour couvrir les frais de sa campagne. Le 4 octobre, on annonçait que M. Mac-Kinley en était à son quatre-vingt-onzième discours, M. Bryan à son deux cent vingt-sixième. A New-York, on pariait *pour Mac-Kinley contre Bryan* 4 contre 1; il est vrai qu'à San-Francisco, on pariait *pour Bryan contre Mac-Kinley*, également 4 contre 1; à Denver-City, il y avait égalité.

Le 3 novembre 1896, la nomination des électeurs présidentiels par le suffrage universel¹ assura l'élection de M. Mac-Kinley à une grande majorité.

1. Dans trois États, le Colorado, l'Utah, le Wyoming, les femmes ont pris part au vote.

** Il fut élu définitivement le 10 février 1897 par 271 voix. M. Bryan n'en obtenait que 176. Ce qui représentait pour l'un 7 121 342 électeurs, pour l'autre 6 502 600. C'est une des plus fortes majorités connues. M. Hobart fut vice-président. M. Mac-Kinley a eu pour lui tous les républicains (sauf les argentistes du parti Teller), tous les partisans de l'étalement d'or, des syndicats d'accaparement, de la protection douanière et de l'expansion coloniale. *Pride and gold* pourrait être la devise de son parti. Son ami, son grand électeur, était le sénateur Hanna. Entré en fonctions le 3 mars 1897, il constitua ainsi son cabinet : Affaires étrangères, M. Sherman¹; Trésorerie, M. Gage; Guerre, M. Alger; Intérieur, M. Bliss; Marine, M. Long; Agriculture, M. Wilson; Postes, M. Gary; attorney général (Justice), M. Mac-Kenna.

Le gouvernement de M. Mac-Kinley peut se résumer en quelques mots : expansion coloniale, entente avec l'Angleterre, protectionnisme, règne des *trusts*.

** **L'annexion des Iles Hawaï.** — M. Cleveland avait toujours refusé d'annexer les îles Hawaï. Son honnêteté se révoltait en voyant une poignée d'aventuriers détruire ce vieil État polynésien, pour le seul désir d'en introduire le sucre en franchise dans l'Union. Dès le 16 juin 1897 fut signé un traité d'annexion aux États-Unis; tous les Hawaïens, sauf les Chinois, devinrent Américains; le gouvernement et la législation étaient provisoirement maintenus jusqu'à l'établissement d'une nouvelle organisation. Les États-Unis reconnaissaient la dette des îles Hawaï jusqu'à concurrence de 4 millions de dollars. Le 12 mai 1898, la commission des affaires étrangères de la Chambre se déclara favorable à l'annexion, en se fondant sur la doctrine de Monroë, qui réserve à l'action des États-Unis le continent américain et les îles environnantes. Le 15, la Chambre, par 209 voix contre 91, se prononça pour l'annexion, et le 6 juillet, le Sénat, par 42 voix contre 1; le 7, le Président donna sa signature. Le 12 août, le drapeau américain remplaçait le drapeau hawaïen. Le premier pas était fait dans le Pacifique.

Un instant on avait pu craindre un conflit avec le Japon, froissé de voir ses nationaux considérés comme des Chinois

1. La mort devait bientôt l'emporter. Son successeur fut M. John Hay, nommé d'abord ambassadeur à Londres (en même temps que le général Horace Porter à Paris) et anglophile convaincu.

et privés du droit de s'établir désormais aux Hawaï. Certains Japonais parlaient déjà de guerre, d'annexion des Hawaï. Le Japon obtint satisfaction et se calma.

** **Guerre hispano-américaine** (1898-1899). — Pour achever de donner aux États-Unis une situation prépondérante dans le Pacifique, une guerre de quelques mois avec l'Espagne allait suffire. On a vu plus haut combien, dès 1895 et 1896, le mouvement de sympathie des États-Unis pour Cuba grandissait. Malgré l'attitude de M. Cleveland, dès le mois de décembre 1896, la commission des Affaires étrangères du Sénat voulait faire reconnaître l'indépendance de Cuba, tandis qu'un représentant, M. Spencer, proposait d'acheter Cuba 200 millions de dollars à l'Espagne. Ces tendances ne firent que s'accroître pendant l'année 1897, où l'Espagne ne gagna pas de terrain, malgré l'octroi de l'autonomie administrative à Cuba. Le remplacement du général Weyler par le maréchal Blanco ne désarma pas les Américains. Tout d'ailleurs se retournait contre l'Espagne : la publication des lettres soustraites à M. Dupuy de Lôme, son ambassadeur à Washington, força celui-ci à démissionner. M. Sherman venait d'annoncer la création à New-York d'une commission centrale pour aider les Cubains nécessaires, quand le cuirassé américain *le Maine* sauta en rade de la Havane (16 février 1898). Une commission américaine fut nommée pour rechercher les causes de l'explosion, qu'elle déclara *extérieures* (28 mars). Les Espagnols les déclaraient, au contraire, *intérieures*. Dès lors la guerre était certaine : le Président, les deux Chambres, l'opinion, tout était pour elle. M. Mac-Kinley demanda la cessation immédiate des hostilités et la délivrance des *reconcentrados*; l'Espagne répondit qu'elle n'avait ni à accepter ni à rejeter ces demandes, étant seule maîtresse à Cuba. Le Pape offrant sa médiation, l'Espagne l'accepta, et accorda même un armistice aux insurgés. Mais les États-Unis refusèrent la médiation.

En vain les ambassadeurs de France, de la Grande-Bretagne, de Russie, d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie firent-ils une démarche amicale auprès du Président pour empêcher la guerre (7 avril). Rien n'y fit. Dès le 8 mars, la Chambre avait voté un crédit de 50 millions de dollars pour la défense nationale; bien que ce crédit n'eût pas « la signification d'une menace » et que son objet fût « la paix, non la guerre », on comprit. Le 19 mars, le droit de douane sur le matériel de guerre était suspendu. Il ne fallait plus que suivre la procé-

ture parlementaire pour aboutir à la guerre, et aussi se débattre de toute difficulté avec l'Angleterre, en faisant adopter au Vénézuéla un arbitrage avec elle, et en essayant même d'établir définitivement l'arbitrage entre elle et les États-Unis.

Le 19 avril, le Congrès de Washington déclara que le peuple de Cuba devait être libre et indépendant, demanda l'évacuation de l'île par l'Espagne, et ordonna au Président d'employer les forces entières des États-Unis pour mettre à exécution ces résolutions. « Les États-Unis, disait cette déclaration, repoussent par la présente résolution toute disposition ou intention d'exercer une souveraineté, une juridiction ou un contrôle sur l'île de Cuba; ils affirment leur détermination, lorsque la pacification sera accomplie, de laisser le gouvernement et le contrôle de l'île à son peuple. »

Le 20 avril 1898, le général Woodford, ambassadeur des États-Unis à Madrid, reçut de son gouvernement un ultimatum qu'il voulut présenter le lendemain; la régente refusa de le recevoir et remit ses passeports au général, qui partit, confiant ses archives à l'ambassade d'Angleterre. Le 24 avril, le *Journal officiel* espagnol fit connaître l'état de guerre; le 26, le Président des États-Unis le notifia officiellement en déclarant qu'il existait en fait depuis le 21. Tous les États successivement proclamèrent leur neutralité. Les deux pays belligérants déclarèrent renoncer à l'emploi de la course. Le 19 avril, les États-Unis avaient appelé 80 000 hommes sous les armes; le 22, après un vote du Congrès, le Président en appela encore 100 000.

Le 21 avril, l'escadre américaine, réunie au sud de la Floride, à Key-West, d'où tant de secours étaient parvenus aux insurgés, partit pour Cuba et bloqua la côte nord ainsi qu'une partie de la côte sud. Nombre de vaisseaux marchands espagnols furent saisis. Les premiers bombardements furent sans résultats, et toutes les tentatives de débarquement furent repoussées. Les Américains devaient porter les premiers coups ailleurs. La flotte du Pacifique, commandée par l'amiral Dewey, était depuis longtemps stationnée à Hong-Kong, d'où partaient des secours pour les insurgés des îles Philippines. Cette escadre arriva le 1^{er} mai au matin à Luçon, força l'entrée, misérablement défendue et cependant très facile à fermer, de la baie de Manille; elle surprit au mouillage de Cavite l'escadre de l'amiral Montojo et en deux heures l'incendia, la coula. Les vaisseaux américains (*Baltimore*, *Olympia*,

Raleigh, *Concord*, *Boston*, *Petrel*) étaient cuirassés, très bien armés; ceux de l'Espagne (*Reina Cristina*, *Don Juan de Austria*, *Ulloa*, *Isla de Cuba*, *Isla de Luzon*, *Marques del Duero*), construits en bois, mal protégés, mal armés, se défendirent héroïquement et eurent 400 tués, 600 blessés. Les Américains prirent l'arsenal de Cavite, mais ne purent aller plus loin.

Pour défendre Cuba, l'Espagne envoya sa meilleure escadre (croiseurs *Vizcaya*, *Cristobal Colon*, *Almirante Oquendo*, *Infanta Maria-Teresa*; contre-torpilleurs *Pluton*, *Furor*, *Terror*; torpilleurs *Ariete*, *Azor*, *Rayo*). Cette escadre quitta les îles du Cap Vert le 29 avril, sous les ordres de l'amiral Cervera. Les Américains furent très inquiets; le blocus de Cuba était si peu effectif que plusieurs navires espagnols avaient pu quitter l'île ou y arriver; de plus les côtes des États-Unis étaient mal défendues. L'amiral Sampson, avec l'escadre des Antilles (*Towa*, *Indiana*, *Puritan*, *New-York*, *Detroit*, *Cincinnati*, *Yale*, *Harvard*), ne sut pas rencontrer l'escadre espagnole, qui manœuvra admirablement et brusquement débarqua à Santiago de Cuba (19 mai). Mais le manque de charbon et de vivres l'empêcha d'en repartir aussitôt pour la côte américaine; les deux flottes de l'amiral Sampson et du commodore Schley bloquèrent l'entrée du chenal de Santiago (28 mai) et y firent couler leur grand charbonnier *le Merrimac* (4 juin). A Porto-Rico, les Américains avaient bombardé San-Juan sans avis préalable, en violation du droit international.

Le général Shafter débarqua alors à Baiquiri (21 juin), avec plus de 12 000 hommes, des batteries de siège et des volontaires, les *Rough Riders*. Les Espagnols n'empêchèrent pas l'opération. Santiago fut investi. Le général Linarès défendit héroïquement *Sevilla* et *El Caney*, mettant hors de combat plus de 1 000 ennemis (1^{er} juillet). Le général Pando vint d'Holguin à marches forcées. Mais le gouverneur de Cuba, maréchal Blanco, donna à l'amiral Cervera l'ordre désastreux de sortir à tout prix; le 3 juillet, à neuf heures et demie du matin, celui-ci obéit, mais aussitôt ses deux contre-torpilleurs furent coulés; l'escadre américaine poursuivit les vaisseaux espagnols; le *Vizcaya*, l'*Oquendo*, le *Maria-Teresa* se mettaient à la côte, brûlaient, sautaient. Le *Cristobal Colon* parcourut 60 milles sous le feu ennemi, s'échoua, et, tout en flammes, dut amener son pavillon. L'amiral Cervera était prisonnier avec 1 300 hommes.

Le 17 juillet, Santiago capitula : la garnison et toutes les troupes espagnoles de l'île à l'est mettaient bas les armes; elles devaient être rapatriées par les Américains.

Le 25 juillet, le général Miles débarquait à *Guanica*, au sud de Porto-Rico, avec 10 000 hommes, et ne rencontrait pas de résistance dans l'île.

Dans le Pacifique, une escadre quitta San-Francisco avec le général Merritt pour amener un corps expéditionnaire aux Philippines. L'Espagne avait d'abord résolu d'y envoyer son escadre de réserve avec l'amiral Camara. Celui-ci partit pour Suez (20 juin). Mais les Anglais lui firent tant de difficultés pour son ravitaillement en charbon qu'il dut revenir de Port-Saïd dans la Méditerranée (11 juillet). Une escadre américaine devait venir sur les côtes espagnoles; tenterait-elle de prendre les Canaries, les Baléares, ou de ruiner les villes côtières? En France, on était très hostile à cette intervention de l'Amérique dans les eaux européennes, d'autant plus que les États-Unis avaient saisi et retenu, contre tout droit, plusieurs vaisseaux français, dont le *Lafayette*, qui ne faisaient aucune contrebande.

L'Espagne ne pouvait plus résister; des troubles sérieux menaçaient d'y éclater, surtout dans le nord. Le 27 juillet, M. Jules Cambon, notre ambassadeur à Washington, demanda, au nom de l'Espagne, à entrer en négociations.

**** La paix entre l'Espagne et les États-Unis.** — Dès le 30 juillet, les conférences s'ouvrirent à la Maison-Blanche entre MM. Mac-Kinley, Day et Cambon; le 12 août, le protocole des préliminaires de paix était signé et stipulait que : 1° L'Espagne renonçait à sa souveraineté sur Cuba; 2° Porto-Rico et les autres îles espagnoles des Indes occidentales, ainsi qu'une des îles de l'archipel des Ladrões, au choix des États-Unis, seraient cédées aux États-Unis; 3° Les États-Unis occuperaient la côte, la baie et le port de Manille et y resteraient pendant les négociations pour la conclusion du traité de paix qui déterminerait les conditions de contrôle et de gouvernement des Philippines; 4° Cuba, Porto-Rico et les autres îles des Indes Occidentales seraient évacuées immédiatement. Des commissaires qui devaient être nommés dans un délai de dix jours s'assembleraient à la Havane et à San-Juan de Porto-Rico dans un délai de trente jours après la date de la signature du protocole, pour arranger les détails de l'évacuation; 5° Les États-Unis et l'Espagne ne nommeraient pas

de chaque côté plus de cinq commissaires pour conclure le traité de paix. Ces commissaires se réuniraient à Paris le 1^{er} octobre, au plus tard; 6° Dès la signature du protocole, les hostilités seraient suspendues et des ordres dans ce sens seraient envoyés aussitôt que possible aux commandants des forces militaires et navales.

Au même moment, Manille capitula. Le général Augustin quitta la ville sur un vaisseau allemand. Une flotte allemande était en effet en observation à Manille depuis longtemps, et on avait pu croire un moment qu'Américains et Allemands allaient en venir aux mains. Quelques mois plus tard, l'empereur d'Allemagne fut même obligé de se plaindre du capitaine Coghlan (du *Raleigh*), qui avait prononcé publiquement des discours germanophobes. Le gouvernement américain dut sévir. Ce fut le dernier signe grave de l'hostilité des deux États, qui, depuis, semblent plus satisfaits l'un de l'autre. Il est très possible que l'Allemagne n'agit ainsi alors à Manille que pour empêcher l'amiral Dewey d'aller occuper les Carolines : elle allait les acheter quelques mois plus tard. Les deux pays ne se hâtèrent pas, d'ailleurs, de signer un traité de commerce : la question de l'exportation des viandes américaines arrêta tout. D'où un refroidissement réel pendant quelque temps. Mais le 13 juillet 1900, les États-Unis ont accordé des avantages au commerce allemand.

A Paris les commissaires américains furent MM. Day, White, Whitelaw-Reid, et les sénateurs Davis et Frye; les commissaires espagnols, MM. Montero Rios, de Villaurutia, de Garnica, Abarzuza, général Cerero. Les discussions furent pénibles pour l'Espagne. Bien que les Américains n'eussent point fait un pas aux Philippines depuis la prise de Manille, que les Espagnols eussent été vainqueurs des insurgés aux îles Visayas, que la division eût commencé entre Américains et Cubains, les États-Unis exigèrent la reconnaissance formelle de toutes les clauses des préliminaires et, de plus, la cession des Philippines avec tous les archipels environnants, moyennant une indemnité de 100 millions. Il est rare de voir une puissance, après avoir accepté la paix, et par là désarmé son adversaire, élargir ainsi le champ de ses exigences. Les Américains se fondaient, pour leurs demandes, sur le texte relatif aux Philippines adopté au mois d'août. Ils *déterminaient ainsi la forme du gouvernement*. Mais si leur intention était telle, pourquoi ne l'avoir pas dite simplement en août? Leur

conduite manquait évidemment de netteté; mais l'Espagne n'y pouvait rien. Le 10 février 1899, le président Mac-Kinley signa le traité de paix et, dans son message au Sénat, insista pour la construction rapide d'un câble télégraphique des États-Unis aux Philippines.

**** Acquisition des Philippines.** — Cette nouvelle acquisition cause déjà bien des soucis aux Américains. Avant et pendant la guerre, le consul des États-Unis à Hong-Kong avait donné des espérances aux Philippines : il fut désavoué. Aguinaldo, que les Américains avaient ramené dans l'archipel, avait cru quelque temps que les Yankees donneraient généreusement l'indépendance à sa patrie. Aussi avait-il coopéré à l'attaque de Manille, qu'il bloquait par terre, pendant que l'amiral Dewey tenait la baie. Le 7 juillet, il s'était déclaré président du gouvernement révolutionnaire, et à bord de l'escadre des insurgés, composée de vaisseaux marchands, il avait parcouru les côtes, proclamant enfin la dictature et l'état de siège aux Philippines (22 juillet). Dès le 13 août, après la prise de Manille, le général Merritt parlait des mesures prises pour empêcher les désordres des insurgés. En janvier 1899, le président Mac-Kinley prescrivit l'établissement provisoire de l'administration militaire américaine dans tout l'archipel : « Le général devra proclamer que les droits et les biens des habitants seront respectés, que l'autorité américaine sera, en cas de nécessité, imposée avec fermeté; il devra faire son possible pour démontrer aux habitants que la mission des États-Unis est celle d'une assimilation bienfaisante et employer en même temps toutes les forces pour abattre tous les obstacles à l'établissement d'un gouvernement établi sous le drapeau des États-Unis. »

Les Philippines comprirent, trop tard, qu'ils ne faisaient que changer de maîtres, et que les derniers, au lieu de l'indolence administrative espagnole, sauraient par leur activité et leur esprit dominateur contraindre leurs nouveaux sujets à rendre tout le travail possible. Quand Aguinaldo vit qu'il était impossible d'obtenir même une république autonome sous le protectorat américain, les insurgés attaquèrent les Américains, inutilement d'ailleurs (4, 5 février 1899). Dix jours plus tard, le Sénat déclarait que le traité n'impliquait pas l'incorporation des Philippines comme citoyens des États-Unis, ni l'annexion permanente de l'archipel comme portion intégrante du territoire américain, mais que les États-Unis vou-

laient y établir un gouvernement convenant aux besoins et à la situation des habitants, les préparer à établir un gouvernement autonome local et disposer l'archipel, au moment voulu, pour le mieux des intérêts des citoyens des États-Unis et des Philippines. Cette déclaration ne toucha guère les insurgés, qui continuèrent la lutte.

Dès le mois de mars, le général Otis, que remplaça en 1900 le général Mac-Arthur, commençait la lutte. En novembre, après la prise de Malolos, d'Ilo-Ilo et de plusieurs îles, nombre d'échecs des insurgés, la capture de plusieurs de leurs chefs, le général Otis semblait se croire maître des Philippines. En avril et en mai, Aguinaldo tenta de négocier, demanda au moins une suspension d'armes pour consulter le Congrès philippin sur l'opportunité de la continuation de la lutte. Accepter eût été pour les Américains reconnaître une organisation philippine régulière. Le général Otis refusa l'armistice et Aguinaldo tenta en vain d'émouvoir l'Europe. Le président Mac-Kinley, dans son message au Congrès (5 décembre 1899), annonçait que « le gouvernement futur des Philippines dépendrait du Congrès américain » et se prononçait contre l'idée de leur rendre l'indépendance même sous le protectorat américain. Le Congrès envoya dans l'archipel une commission, dont le rapport, publié en février 1900, recommande la nomination d'un gouverneur américain, assisté d'un conseil d'indigènes et d'Américains. Le gouverneur, et, au-dessus de lui, le Président et le Congrès auraient un droit de *veto* sur les actes de l'Assemblée. Les gouverneurs provinciaux seraient Américains, et les indigènes instruits, éligibles aux fonctions gouvernementales. Le Président nommerait une commission civile de cinq membres pour établir un gouvernement civil provisoire.

Aujourd'hui, force est de reconnaître qu'on n'a rien gagné : les insurgés livrent bataille aux portes de Manille; l'île Negros est en pleine révolte. Les bandes se forment, pillent, massacrent et disparaissent; quiconque transige avec l'Américain voit ses biens saccagés, et les Américains ont irrité ce peuple en lui ravissant sa liberté, en le traitant comme des êtres inférieurs, en maltraitant les femmes, en dépouillant les sanctuaires vénérés. La soif de vengeance s'unit à l'amour de la liberté. Dans un pays où la cueillette et la chasse peuvent nourrir l'insurgé, encore bien voisin de la vie primitive, où la végétation offre toutes les retraites, où le climat est

mortel au conquérant, il est difficile de prédire le sort de l'archipel. Quelques boulets américains tirés le 4^{er} mai 1898 sur six vieux bateaux de bois espagnols suffirent-ils à légitimer à jamais l'asservissement, l'anéantissement d'un peuple ?

Quoi qu'il arrive, il est certain que le gouvernement actuel des États-Unis, déjà souverain des îles Hawaï, de Guajan dans les Carolines, des Philippines, les unira par un câble, et voudra jouer dans tout le Pacifique un rôle prépondérant. Déjà à la Hollande il dispute les îlots de Mapia, tout près de la Nouvelle-Guinée; en Chine, son intervention s'accroît; il a maintenant avec les Philippines une belle base d'opérations.

**** La question des îles Samoa.** — Au centre même du Pacifique, le domaine américain s'est étendu encore lors du partage des îles Samoa.

Depuis des années, les questions de la succession au trône mettaient l'archipel en feu. Les trois puissances intéressées, Angleterre, Allemagne, États-Unis, s'étaient bien accordées en 1889 à Berlin pour régler cette situation. L'entente était insuffisante. En 1899, les partisans de Mataafa l'éurent pour remplacer Maliétoa, conformément à l'acte de Berlin. Mais les partisans de son adversaire, Maliétoa-Tanou, déclarèrent Mataafa inéligible. Le conflit est soumis au *chief justice* Chambers, nommé par les trois puissances. Il proclame Maliétoa-Tanou parce que, dit-il, d'après le paragraphe 4 de l'acte de Berlin, l'Allemagne s'était opposée à Mataafa. Il omettait de dire qu'en 1898 il était redevenu le candidat allemand. Aussi le consul allemand refuse-t-il de reconnaître la décision; d'où combats, fuite de Maliétoa-Tanou et de Chambers sur un navire anglais, création d'un gouvernement provisoire, qui prend comme *chief justice* le président allemand du Conseil municipal d'Apia. Mais Anglais et Américains reviennent, bombardent Apia et rétablissent Chambers sans détruire le gouvernement provisoire. La guerre allait-elle sortir de là? L'Angleterre infligerait-elle à l'Allemagne un « petit Fachoda », comme on disait à Berlin? Les déclarations très nettes du gouvernement allemand amenèrent une détente : une Commission de délégués des trois puissances dut aller régler la question des Samoa (18 avril 1899). On s'entendit finalement : le 8 novembre, l'archipel fut partagé : l'Allemagne annexa les îles Oupolou et Savaï; les États-Unis, l'île Toutouila avec la splendide rade de Pago-Pago et les îlots voisins; l'Angleterre, l'archipel de

Tonga, y compris le groupe de Vavao et de Savage Island, et, dans l'archipel Salomon, l'Allemagne lui cédait les îles situées à l'est et au sud-est de Bougainville, de Buka et de Shortland, c'est-à-dire Choiseul et Isabel. Ainsi l'Allemagne acquérait les îles où ses nationaux avaient des intérêts, l'Angleterre une belle position maritime, et les États-Unis s'établissaient en plein milieu du Pacifique. On ne consulta pas les Samoans.

**** Le Canal interocéanique.** — Maîtres de deux des Grandes Antilles et de plusieurs archipels dans le Pacifique, les États-Unis désirent aujourd'hui posséder l'isthme qui sépare la mer des Antilles et l'Atlantique du Pacifique. Le canal de l'isthme américain doit être à eux, pensent-ils. Une compagnie française, qu'ils voudraient peut-être racheter, travaille lentement à Panama. Les Yankees préfèrent le tracé du Nicaragua. L'Angleterre, qui chercha longtemps à prendre l'isthme et qui, de la côte des Mosquitos, de Roatan et du Honduras britannique, n'a pu garder que la dernière de ces possessions, dut signer, le 19 avril 1850, le traité Clayton-Bulwer avec les États-Unis. D'après ce traité, aucun des deux pays ne devait à lui seul construire un canal interocéanique par le San-Juan et le lac de Nicaragua, ni exercer de domination sur le Nicaragua, le Costa-Rica ou aucune partie de l'Amérique centrale [l'Angleterre s'est installée à Balize]; les deux parties y jouiraient de droits égaux, et garantiraient la neutralité et la protection du canal. Mais les États-Unis, annonçant leur désir de tenir la convention pour non avenue, l'Angleterre, plutôt que de se voir ainsi traitée, a préféré la faire « modifier ». Le 4 février 1900, à Washington, le traité *Hay-Pauncefote* a stipulé que « le canal pourra être construit sous les auspices du gouvernement des États-Unis, soit directement à ses propres frais, soit par don ou prêt d'argent à des individus ou à des sociétés, soit par souscription ou achat d'actions. D'autre part, il applique au canal futur les règles établies pour le canal de Suez par la convention de Constantinople du 29 octobre 1888. Mais on a trouvé à Washington l'avantage trop faible, et les deux Chambres, en votant pleins pouvoirs au Président pour construire un canal interocéanique, ont adopté l'amendement Davis qui permet au gouvernement d'envoyer des forces armées le long du canal pour le protéger, y « maintenir l'ordre public ». Les États-Unis achèteraient donc tout le terrain nécessaire pour faire ce canal, et au besoin l'occuperait militairement. Tout le

monde n'y est pas favorable cependant : on objecte les tempêtes violentes du lac de Nicaragua et le danger des tremblements de terre et des volcans : c'est un des points les plus menacés du globe à l'heure actuelle. Aussi certains préféreraient racheter la compagnie de Panama et terminer le canal pour le compte des États-Unis. Il semble que dans l'isthme panamien existe un parti bien plus yankee que colombien.

**** Les États-Unis et l'Amérique latine ¹.** — N'oublions pas que les Américains ont un procédé ingénieux pour dominer les petits États : ainsi la République Dominicaine a concédé ses revenus publics à l'*Improvement Co.* C'est ce qu'ils cherchent à faire aussi au Honduras. Evidemment toutes les républiques de l'Amérique centrale et les îles des Antilles sont aujourd'hui convoitées. A bien des reprises, on a parlé à Washington d'acheter au Danemark les îles Saint-Jean, Saint-Thomas, Sainte-Croix. La France, en cas de vente, a un droit de préemption. Mais des jingoïs ont écrit qu'il n'existait pas de droit supérieur aux convenances des États-Unis.

Les rêves de M. Blaine en 1890 reprennent corps. On parle sérieusement d'un grand chemin de fer qui unirait aux États-Unis toutes les républiques latines ; d'un remaniement de tous leurs tarifs pour assurer une entente douanière avec les États-Unis ; de nouvelles lignes de navigation entre les deux Amériques ; d'une grande banque panaméricaine à New-York ; d'un système permanent d'arbitrage entre Américains, etc. Un *Bureau des Républiques latines* subsiste toujours depuis 1890 à Washington, mais ne donne guère de fruits et recueille encore moins d'argent du Sud. On parle cependant de le reconstituer, et l'on prépare la réunion d'un grand congrès panaméricain, à Mexico, sans doute, pour moins effrayer les Latins.

**** Cuba et Porto-Rico.** — Dans les Antilles, le mode de gouvernement des anciennes colonies espagnoles est toujours en question. A Cuba, les derniers soldats espagnols ont été rapatriés seulement en février 1899. Le sort de l'île est imprécis : le gouverneur militaire (c'est le major-général Word depuis le 13 décembre 1899) a choisi son cabinet composé de résidents dans l'île. Il s'occupe beaucoup de réformes judi-

ciaires. Les tribunaux ordinaires comprennent un grand nombre d'indigènes ; l'administration provinciale est aux mains d'officiers américains, le gouvernement local surtout aux mains d'indigènes. C'est le système des Romains. Pour toute décision importante, il faut s'en rapporter aux autorités militaires. L'assemblée cubaine n'a jamais été reconnue officiellement, et les partis politiques, surtout depuis la mort de Gomez, sont en lutte ; ce qui prouve, dit-on à Washington, la nécessité de maintenir, pour le présent au moins, le contrôle américain sur l'île. Les Américains offrirent 3 millions de dollars, comme solde de guerre, aux anciens combattants cubains en échange de la remise de leurs fusils : c'était une assurance contre les insurrections. On refusa presque partout. Un trait curieux est la fin de l'animosité entre Espagnols et Cubains : le maire de la Havane a pu permettre de nouveau de déployer le drapeau espagnol. En face du nouveau maître, il semble que la communauté de race, de langue, unisse les ennemis de la veille. A coup sûr, tant que les républicains gouverneront, les Cubains resteront étroitement soumis aux États-Unis ; sous un gouvernement démocrate, peut-être pourraient-ils espérer un simple protectorat ? Il est probable qu'on trouvera toujours un prétexte pour maintenir provisoirement le contrôle américain, jusqu'à ce que les habitants soient capables de se gouverner eux-mêmes, c'est-à-dire jusqu'à ce que les relations économiques plus étroites, la dépopulation de l'île à la suite de la guerre, l'immigration yankee croissante, l'enseignement très actif de l'anglais aient modifié les Cubains au point que la majorité soit devenue yankee. On leur permettra sans doute de s'émanciper au moment où ils voudront eux-mêmes s'unir aux États-Unis.

A Porto-Rico, même situation. Là, comme à Cuba, la guerre a tout dévasté, et le cyclone de 1899 a ruiné l'île de fond en comble. Mais les États-Unis se la sont fait céder ; elle est partie intégrante de leur territoire, ce qui devrait lui donner au moins l'avantage de commercer librement avec eux. Point ! Elle est, au point de vue douanier, terre étrangère. Porto-Rico n'enverra pas de députés au Congrès ; ses habitants ne sont ni citoyens, ni étrangers, ni sujets, mais « habitants d'une dépendance » à qui on donnera sans doute un gouvernement civil. En mars 1900, le Congrès leur a voté 40 millions de secours. Il semble difficile que l'île, privée de débouchés de tous côtés, se relève facilement.

1. BEAUMARCHAIS (Dejarue, baron de), *La Doctrine de Monroe, l'Evolution de la politique des États-Unis au XIX^e siècle* (Paris, 1898).

En somme, au point de vue politique, les deux îles n'auraient pas une plus grande autonomie que celle que leur offrait l'Espagne, au moment de la guerre ; elles perdront leur langue, et leurs habitants ont grande chance, étant souvent gens de couleur, d'être regardés comme des Philippins, des Hawaïens. Jamais le Yankee ne considérera d'autres peuples que les blancs comme ses égaux. Ses possessions insulaires ne seront jamais des États, mais resteront des *territoires permanents*, situation encore imprévue par la Constitution.

** **La politique anglophile de M. Mac-Kinley.** — On a vu plus haut avec quelle énergie M. Cleveland avait agi dans l'affaire du Vénézuéla, comment il avait forcé l'Angleterre à s'incliner devant les États-Unis. Sous son successeur, grâce en partie à M. Hay, sous-secrétaire des Affaires étrangères, il devait en être autrement. L'affaire vénézuélienne décidée (v. VÉNÉZUÉLA), il restait entre les deux pays plus d'une source de conflits. Des deux côtés, on a cherché à tout apaiser. L'Angleterre, si peu sûre de trouver des amis, a tout fait pour faire croire aux Américains qu'elle souhaitait leur succès. En réalité, elle les a aidés par sa connivence à Hong-Kong, par la défense à l'amiral Camara de se ravitailler à Suez pour aller délivrer les Philippines, par son opposition à une action diplomatique européenne en vue de sauver l'Espagne. A-t-elle ainsi travaillé avec le but précis de maintenir, par compensation, les États-Unis dans la neutralité au moment de la guerre probable de l'Afrique du Sud, pour pouvoir débattre plus facilement avec eux les questions canadiennes de frontière et de commerce, ou dans l'espoir de recevoir d'eux les Philippines (les Anglais l'ont cru longtemps), ou de les échanger contre la Jamaïque et les autres Antilles anglaises, si malades financièrement ? On ne sait. Il y a sans doute de tout cela, et aussi du désir d'établir, avec l'autre grand peuple de langue anglaise, une sorte de *condominium* sur le monde, accord dans lequel les États-Unis, doubles de population, situés sur les deux Océans, dirigeraient bien vite leur imprudente alliée. M. Chamberlain, l'auteur de tous les projets d'*impérialisme*, a fait une fructueuse tournée en Amérique, et excité momentanément l'enthousiasme de ces hommes nerveux, au point de faire célébrer la naissance de la reine presque comme un anniversaire national, et entonner le *God save the Queen* à l'égal du *Star spangled Banner*. Que l'idée d'un rapprochement entre les deux peuples ait fait de grands

progrès dans l'opinion américaine, si bien menée par sa presse, cela ne se peut contester. La plupart des grands journaux sont devenus « imperialists » ; la griserie de la victoire y a aidé. Mais de là à une alliance formelle il y a loin. Un instant on a pu croire l'accord scellé par un projet d'arbitrage perpétuel entre les deux États. Le Sénat fut plus prudent que la Chambre des représentants, et, par 43 voix contre 26, rejeta le traité d'arbitrage (4 mai 1897). Quoiqu'il n'ait pas été repoussé à la majorité des deux tiers, c'est-à-dire définitivement, on ne parle pas de le reprendre. M. Mac-Kinley, si favorable à l'*entente*, a même, dans son message, répudié pour son pays « toute alliance compromettante », réponse directe et dure aux avances de M. Chamberlain. D'ailleurs, plusieurs questions divisent les deux États. Avec le Canada se discute un projet de traité de commerce. Une commission des deux pays, réunie à la fin de 1898, dut s'ajourner (février 1899) jusqu'à l'été, parce qu'on ne vit pas d'*entente possible*, et l'on n'a abouti à rien depuis¹.

Dans la question des pêcheries de la mer de Béring, le refus prolongé de l'Angleterre d'accepter l'arbitrage, comme les États-Unis, la Russie et le Japon y consentaient, a assez indisposés les Yankees ; beaucoup plus encore la prétention anglaise de prendre possession de plusieurs des fjords de l'Alaska pour donner aux gisements aurifères du Klondike (v. p. 59) un débouché anglais sur le Pacifique. D'après le traité anglo-russe de 1825, la Russie avait droit à une bande de terre de 10 lieues marines de large, le long du Pacifique, depuis le Mont Saint-Elie jusqu'au 54° 45' de latitude. Mais les Canadiens, soutenus par les Anglais, déclarent que la bande doit être mesurée depuis le bord de l'Océan ; d'après les Américains, ce serait depuis le bord des côtes et des golfes, à quelque profondeur qu'ils s'enfoncent. Avec le premier système, les Anglais posséderaient la rivière Stickeen, le golfe de Tako et le golfe de Lynn, qui mène au Klondike. Les États-Unis ont bien voulu accepter le principe d'un arbitrage à condition... qu'ils garderaient, en tout cas, les points déjà occupés par eux. C'était supprimer la question. Le 30 octobre 1899, l'Angleterre a consenti au maintien du contrôle américain sur les passes conduisant au Klondike.

La récompense, elle l'a trouvée dans l'attitude du gouver-

nement américain au sujet du Transvaal. Les trois délégués des Républiques sud-africaines ont pu, pendant plusieurs semaines (mai et juin 1900), parcourir les États-Unis, y recueillir des hurrahs, des fleurs; ils n'ont pas emporté un mot favorable de la Maison-Blanche. Il est peu probable que la prochaine élection à la présidence modifie cette politique anglophile.

**** Politique intérieure.** — Le parti républicain semble en effet inattaquable. Le gouvernement, les deux Chambres lui appartiennent. Les élections du 8 octobre 1898, pour les législatures et les gouverneurs, lui ont été favorables. C'est grâce à lui que le pays a acquis les Antilles, les îles Hawaï, les Philippines et une Samoa; que le protectionnisme triomphe et développe extraordinairement l'industrie nationale. Il semble bien que M. Mac-Kinley doive être réélu, malgré l'incontestable talent de son adversaire, M. Bryan, l'orateur le plus infatigable du monde. M. Cleveland a sévèrement blâmé celui-ci de son *argentisme*. Cela a semblé cependant, jusqu'à ces derniers mois, devoir être un des articles du programme démocratique aux élections, avec le libre échange et l'anti-impérialisme. Le Trésor est en ce moment garni à ce point qu'on songe très sérieusement à des diminutions d'impôts, et cela, malgré les frais de guerre, malgré la constitution d'une armée permanente de plus de cent mille hommes, l'organisation d'états-majors généraux de la guerre, de la marine, la création probable d'un nouveau Secrétariat d'État pour le Commerce et l'Industrie. En moins de six semaines, le Trésor a converti près de 1 milliard 1/2 de la dette, d'après la loi du 14 mars 1900 qui crée un nouveau type de rente 2 pour 100 en or, remboursable après 1930. L'État y a gagné 33 millions.

Aucun conflit violent ne s'est élevé dans le cours des dernières années; toutefois, au début de 1900, une lutte armée s'est produite dans le Kentucky, au sujet de la nomination du gouverneur. Un acte très important a été l'érection en une seule ville du « greater New-York », comprenant avec Brooklyn et Jersey-City plus de trois millions et demi d'habitants; toute l'agglomération « impériale » n'a pas été réunie. La nouvelle cité-monstre existe depuis le 1^{er} janvier 1898. Son maire, M. Van Wyck, est le chef du *Tammany-hall*, le « tigre », parti dont on a beaucoup critiqué la gestion financière.

Un 45^e État a été admis dans l'Union, l'Utah (4 janvier 1897). Il a aussitôt élu comme député un Mormon polygame,

que la Chambre a rejeté pour « indignité ». Moins indigne paraît aux États-Unis le lynchage. Cependant pour éviter les conflits avec l'étranger, le gouvernement central semble devoir intervenir plus directement. Les nègres sont toujours l'objet de mesures illibérales : la Virginie, la Caroline du Sud ordonnent d'établir des sièges ou des compartiments séparés selon la couleur dans les trains et les vapeurs. En Floride, on exige des écoles séparées. Dans le Mississipi, la Caroline du Sud, il faut, pour être électeur, savoir lire, écrire et expliquer un article de la Constitution devant un jury de blancs : manière indirecte d'écartier les noirs. Dans tout le Sud, se manifeste cette haine de races. Quant aux Indiens, ils décroissent régulièrement. Une courte révolte des Chippeways a été réprimée dans le Minnesota en octobre 1898. Le territoire indien même est menacé. Il contient aujourd'hui 45 000 Indiens et 200 000 blancs; le gouvernement actuel veut remplacer la propriété collective des tribus par la propriété individuelle, et, si les Indiens refusent, lui imposer *de force* le changement. Alors, avec quelques bouteilles de gin, on achèterait définitivement aux derniers Indiens une terre dont ils ne comprendraient pas la valeur; ce serait la fin des réserves et des anciens maîtres de l'Amérique.

Une tendance très intéressante se manifeste dans beaucoup d'États : la défiance à l'égard des législatures. On n'a pas de césarisme à craindre en Amérique; on voit donc plus nettement les dangers du despotisme collectif des assemblées; aussi nombre d'États ont-ils décidé que les sessions de leurs législatures seraient seulement biennales et avec une durée limitée; beaucoup de questions sont réservées; des projets ne peuvent y être présentés qu'après publicité préalable, etc. Les législatures sont en effet souveraines en beaucoup de points et interviennent dans une foule de questions juridiques, sociales, hygiéniques, et sont souvent bien plus rigoureuses que les États européens : la Pensylvanie, par exemple, a interdit l'emploi des étrangers dans les travaux publics; le Missouri les déclare incapables de prendre à bail ou d'acquérir des biens immobiliers. Ici, la vente des liqueurs et alcools est prohibée; là, celle du tabac aux mineurs âgés de moins de dix-huit ans, etc. Dans plusieurs États (Wyoming, Colorado, Utah, Idaho), les femmes sont électrices et éligibles aux fonctions publiques. Au Kansas, elles votent aux élections municipales. Dans plus de la moitié des États,

elles votent dans les questions scolaires. Un grand nombre de professions sont ouvertes aux femmes, qui prouvent leur capacité bien plus en agissant en hommes que par d'aigres plaintes, comme chez nous.

Pendant longtemps ce fut une habitude de changer à chaque nouveau Président une grande partie du personnel administratif. « *To the victor spoils* » fut une devise qui n'est plus de mode. MM. Cleveland et Harrison avaient déjà décidé qu'on nommerait au concours les fonctionnaires de 86 000 places. Mais on pouvait les révoquer. M. Mac-Kinley a décidé qu'on ne le pourrait plus qu'après présentation d'un mémoire accusateur et défense du fonctionnaire. Les États-Unis vont donc définitivement connaître le fonctionnaire de carrière, et cela peut être de quelque importance sociale.

**** L'essor économique des États-Unis.** — *Jingo* en politique, le gouvernement actuel des États-Unis l'est aussi en matière commerciale. Son tarif protectionniste fut l'origine de la fortune de M. Mac-Kinley. En vain M. Cleveland tenait-il pour le libre échange, le mouvement protectionniste devint intense; à peine élu, M. Mac-Kinley vit, après une courte conférence interparlementaire (8-17 juillet 1897), le nouveau tarif *Dingley*¹ adopté à la Chambre par 183 voix contre 118, au Sénat par 40 contre 30 (19 et 24 juillet). Il le signa le 24 juillet.

C'est une date dans l'histoire de l'Amérique. Le tarif *Dingley* est un des plus rigoureux que l'on connaisse². Son but n'est pas seulement de protéger les industries actuelles des États-Unis et d'en faire naître de nouvelles, il est aussi de permettre les spéculations sur un marché restreint où évoluent quelques puissants *monopolists*.

En tout la prospérité actuelle des États-Unis est prodigieuse. Le rendement des mines devient extraordinaire; la production de la houille et de l'antracite a dépassé 220 millions de tonnes, celle du fer 10 millions. Sur les bords du lac Supérieur, on extrait le minerai de fer à la vapeur : une tonne au moins à chaque pelletée! Aussi ce métal a-t-il baissé considérablement de prix, surtout pour ceux qui ont à temps acquis ces gisements.

1. M. Dingley est mort en janvier 1900.

2. Exemple typique : on ne peut introduire dans ses malles que pour 100 dollars de vêtements. Le reste est taxé comme marchandises.

L'Union fournit plus du quart du cuivre du monde, près de 70 millions de barils de pétrole, qui circule par les *pipe-lines* souterraines, sur des centaines de kilomètres, à un prix que même la navigation ne donnerait pas¹. Alleghans et Montagnes Rocheuses luttèrent pour la production minérale, quand le territoire encore désert de l'Alaska est entré en jeu pour rivaliser comme production d'or avec la Californie, le Nevada, le Nouveau-Mexique.

**** Le Klondike.** — Le 18 juillet 1897, arrivèrent à San-Francisco 68 mineurs avec près de cinq millions d'or! Ils venaient d'un désert, encore ignoré, à la frontière du Canada et de l'Alaska, sur les bords du Klondike, affluent du Youkon, au sud du 54° de latitude et à l'ouest du 142° de longitude. Un *rush* effrayant se produisit. Mais on ne peut aborder ce pays qu'en remontant l'immense Youkon et le Klondike, au milieu des rapides, des chutes d'eau; ou bien il faut, de la côte sud de l'Alaska, franchir les terribles passes de Chilkoot, sur des pentes glacées, par un froid qui descend jusqu'à — 50°! Pendant quatre mois à peine, on peut travailler en creusant au pic un sol toujours gelé, ou en battant les alluvions des rivières². La faim, le scorbut, le froid ont déjà peut-être tué des milliers de ces aventuriers accourus d'Amérique, d'Europe, du Cap, de l'Australie, du Japon, foule bigarrée, logée à la hâte dans des huttes de rondins, vicieuse très souvent, mais bien moins violente que les hordes analogues de Californie ou d'Australie. Aller au Klondike, c'a été longtemps une expédition polaire; aujourd'hui, des services réguliers de bateaux mènent de Vancouver ou de San-Francisco à *Juneau*, à *Skagwy*, à *Dyea*, d'où partent les caravanes de traîneaux pour *Dawson*, la capitale du Klondike, ville de bois déjà détruite une fois par le feu. De plus un chemin de fer franchit maintenant la terrible passe et l'on parle de le prolonger jusqu'au Klondike, pendant que le Canada pousserait jusque-là son réseau ferré. La question des voies d'accès a fait naître, nous l'avons vu (p. 55), un conflit entre le Canada et les

1. Outre la Pensylvanie, d'autres régions fournissent du pétrole, comme la Californie, où Los Angeles, la ville embaumée par ses oranges, la Nice du Pacifique, s'est brusquement changée en une cité pétrolière, noire et infecte, depuis la découverte du précieux liquide.

2. Les deux banques de Dawson ont reçu 90 millions de pépites en 1899. Un impôt de 10 pour 100 a été établi par le gouvernement anglais, qui y traite les mineurs avec tant d'arbitraire qu'ils ont, par pétition, réclamé la législation douanière du *Transvaal*!

États-Unis. Mais Yankee sans conteste est le nouveau Klondike, découvert en juillet 1899, le cap *Nome*, sur le détroit de Béring, où les alluvions aurifères sont le sable même du rivage, qu'on recueille entre chaque marée¹. Plus de 30 000 personnes y travaillent en 1900.

Progrès de l'agriculture. — L'agriculture a fait aussi des progrès considérables aux États-Unis. De 1893 à 1898, sa production s'est élevée de 3 903 millions de dollars à 4 537, et ses exportations de 615 à 854 millions de dollars. De blé seul on récolte plus de 470 millions de boisseaux.

Un changement très important se produit : d'extensive qu'elle était jadis, l'agriculture américaine de vient intensive : on emploie de plus en plus d'engrais dans la Nouvelle-Angleterre et sur toute la rive gauche du Mississipi. En outre, de prodigieux travaux d'irrigation ont créé en Californie et sur les deux versants des Montagnes Rocheuses de vastes oasis, où la production, très soignée, devient considérable. La culture de la vigne, celle des arbres fruitiers se répandent beaucoup dans cette région. Les États-Unis ne correspondaient jadis comme culture qu'à l'Europe du nord et du nord-ouest ou aux pays tropicaux ; ils utilisent maintenant leurs pays *méditerranéens*.

Les cultures industrielles progressent de même : en 1898, on a récolté 11 millions de balles de coton (7 millions ont été exportés). La betterave se répand de plus en plus ; mais la canne à sucre des îles Hawaï, de Cuba, lui fera bientôt concurrence.

L'élevage seul diminue (164 millions de têtes en 1893, 138 millions en 1898), parce que l'industrie semble plus rémunératrice, mais non à cause de la concurrence étrangère.

L'industrie aux États-Unis. — L'industrie, en effet, a marché à pas de géant dans ces dernières années, surtout la métallurgie. En 1880, les États-Unis importaient (fers, fontes et aciers) pour 416 millions et exportaient pour 78 millions ; les chiffres sont *renversés* en 1898 : 64 millions importés et 428 exportés. La production du coke en Pensylvanie seulement a crû de 1 700 000 tonnes en 1898. La métallurgie américaine a pu augmenter sa production extraordinairement, parce que, s'étant créée plus tard qu'en Europe, elle a un outillage plus récent, trouve la houille et

le fer à très bas prix (à cause de la disposition et de la richesse des gisements, et de leur voisinage des lieux industriels), et a concentré de plus en plus ses établissements en réduisant les frais généraux et en augmentant la puissance de rendement¹. Ainsi, la seule société de l'acier Carnegie a un capital de 250 millions de dollars ; elle a ses mines, ses bateaux et chemins de fer, et ses usines : elle ne dépend d'aucune fluctuation de prix. Avec Rockefeller, de Chicago, A. Carnegie a transformé l'industrie du fer et hâté la fusion des établissements : en 1880, on comptait 1 005 établissements métallurgiques, produisant pour 69 millions de dollars ; dix ans après, il en restait 615 ; mais leur production était de 431 millions de dollars. En quelques mois, on a vu 196 sociétés se fondre en 12, au capital de 750 millions de dollars. L'acier Bessemer est fourni pour 95,6 pour 100 par 7 maisons. La même concentration se voit partout : 23 661 moulins en 1880, 18 470 en 1890 ; 31 650 scieries en 1880, 21 011 en 1890.

Partout on tend à remplacer le travail humain par celui des machines : dans les *transbordements*, les *chargements* (l'*Armour elevator*, de Chicago, charge un wagon de blé en 90 secondes, un bateau de 100 000 boisseaux en 90 minutes) ; dans la *fabrication* : les machines-outils, en 1898, représentaient le labeur de 400 millions d'ouvriers. On arrive ainsi à produire énormément, très vite, et à bas prix ; une fabrique fait 2 000 paires de chaussures par jour à 4 francs en gros ; une autre 500 000 montres par an. Les produits, il est vrai, ne sont que de quelques types ; mais l'outillage change très vite, on ne garde pas une machine si une meilleure paraît. D'où révolution perpétuelle dans l'industrie² ; ainsi s'est répandu très rapidement le métier Northrup à tisser le coton ; un ouvrier peut en conduire 16 et même parfois 24 ; le métier peut travailler 2 heures de suite sans intervention. La main-d'œuvre tend donc à diminuer toujours pour chaque machine en particulier ; mais le nombre des machines croît, et, par conséquent, les débouchés des travailleurs. Le travail est plus court et bien mieux payé que chez nous, mais il est incomparablement plus intense : on voit des broches faire 10 000 tours à la minute ; quelle activité cela entraîne forcément chez les ser-

1. L'*Illinois Steel Co* produit jusqu'à 350 tonnes de fonte par jour. A Chicago un laminoir façonne 1 000 tonnes de rails par jour.

2. En 1888, 0,7 pour 100 des voitures publiques étaient électriques ; en 1897, 79 pour 100.

vants de pareilles machines ! Il est vrai que la vie est très coûteuse pour nombre de choses ; et la misère d'une part, la vue des bénéfices gigantesques des capitalistes de l'autre, amènent souvent des grèves de 100 ou même 200 000 travailleurs¹, où les violences ne sont pas rares ; les patrons recourent d'autre part au *lock out* (renvoi en masse) ; mais, en Américains pratiques, tous s'entendent vite. Les associations ouvrières ont un développement inconnu chez nous, puisque des fédérations comme les *Chevaliers du Travail* ont pu compter plusieurs millions d'adhérents. Cependant, malgré l'afflux très considérable des Allemands, il ne semble pas que le socialisme fasse aux États-Unis les mêmes progrès qu'en Europe, ni qu'il ait le même caractère théoricien et rêveur, en dépit du succès immense de livres comme le *Looking backward* de Bellamy.

Le commerce intérieur est prodigieux : il est six fois égal au commerce extérieur de l'Angleterre. Le trafic du *Pennsylvania Railroad* seul est supérieur à celui de toute la marine anglaise. Il est vrai que les grands lacs représentent à eux seuls un tiers de l'eau douce du globe et sont une vraie mer, que les cours d'eau navigables forment un immense réseau, complété par d'excellents canaux : plusieurs unissent New-York aux grands lacs, et l'on vient d'en finir un qui relie le Michigan au Mississipi par la rivière des Plaines et l'Illinois, au prix de 150 millions, donnant ainsi à Chicago un débouché sur le golfe du Mexique, outre ceux qu'il a par le Saint-Laurent et l'Hudson. Des navires de 6 mètres de tirant d'eau y remontent aujourd'hui.

Les chemins de fer² s'étendent sur 300 000 kilomètres. Certains réseaux sont gigantesques : le réseau des *Vanderbilt* a 25 000 kilomètres ; l'*Atchison-Topeka*, 15 000 ; le *Pennsylvania*, 14 000. Le tonnage du *Pennsylvania Railroad* est quadruple de celui de notre Nord ; celui du *Delaware, Lackawanna and Western R.*, triple ; du *Lake Shore R.*, double. La concurrence est très grande entre les lignes : il y en a trois de Chicago à Saint-Paul, quatre de Chicago à Omaha. On compte six Transcontinentaux, dont plusieurs, d'ailleurs, ont fait faillite. En 1892, il y avait encore 1 822 compagnies, mais la concentration est telle que 70 pour 100 des voies ferrées appartiennent maintenant à 40 réseaux. Les vitesses sont souvent moindres

1. Le 4 juillet 1897, 250 000 mineurs étaient en grève.

2. V. LOUIS-PAUL DEBOIS, *Les chemins de fer aux États-Unis* (Paris, 1896).

sur ces lignes que sur les nôtres. L'industrie des chemins de fer a pris un essor tel que les États-Unis vendent au monde entier ; les wagons-lits de Pullmann (à Pullmann-City, près de Chicago), et les locomotives de Baldwin (à Philadelphie) triomphent en Europe, en Asie, en Afrique, de tous les droits d'entrée.

**** Les droits de douane.** — Avec des ressources naturelles aussi grandes, de pareils moyens de transport, une activité si puissante¹, compréhensible chez un peuple à qui le passé ne pèse pas, qui s'est formé des Européens les plus entreprenants, et n'a aucun souci de frontières, les États-Unis devaient arriver à sortir de chez eux-mêmes et, commercialement, à attaquer le monde. C'est là le fait capital des dernières années². Jusqu'à la guerre hispano-américaine, ils exportaient prodigieusement de denrées agricoles³ et de matières premières. Mais l'Europe leur vendait ses produits fabriqués pour plusieurs milliards. L'élan donné par cette guerre et les droits protecteurs ont rendu l'*industrie* américaine exportatrice aussi, et, faute de tarifs douaniers, l'Europe risque d'être inondée de produits fabriqués américains⁴, comme leurs locomotives, leurs ponts métalliques, qui battent les produits semblables, même dans le pays de Galles⁵. Graduellement, l'industrie européenne voit diminuer ses ventes aux États-Unis⁶ ; la France y exportait, en 1889, pour 74 millions de dollars, en 1898 pour 50 millions ; l'Allemagne, pour 97 millions de dollars en 1894, et pour 87 millions en 1898 ; l'Angleterre, pour 27 millions de livres sterling en 1891, et pour 20 millions en 1897. Mais le mouvement inverse s'accélère : nos achats en Amérique ont crû de 50 à 80 millions de dollars entre 1889 et 1898. Pour-

1. Les États-Unis comptent pour moitié dans la circulation des lettres et des journaux du globe. Les dépôts des caisses d'épargne égalent ceux de France, Angleterre, Russie, Scandinavie, Italie et Espagne. Le capital des manufactures est évalué à 30 milliards ; la propriété du pays, à 325 milliards, soit une augmentation de 49 pour 100 en dix ans.

2. V. EDMOND THERY, *Les États-Unis et l'Europe*, 1900.

3. Exportation des huiles de coton en France : 4 millions de kilos en 1894, 55 en 1898.

4. Exportation en Europe des produits fabriqués américains : 718 millions en 1888-1889 ; 1 436 millions en 1896-97.

5. Pour faire une tonne d'acier, les Anglais emploient 2 000 livres de coke à 10 francs la tonne ; à Pittsburgh, on en emploie 1 600 coûtant de 6 fr. 25 à 7 fr. 50.

6. Les douanes américaines ont donné cependant 149 millions de dollars en 1898-99.

rons-nous éviter l'envahissement? Et si nous nous en gardons, les États-Unis ne se fermeront-ils pas?

Quel serait le résultat diplomatique de ces difficultés économiques?

Le 30 mai 1898, les États-Unis décidèrent d'appliquer des taxes réduites à un certain nombre de produits français, et, le 26, la France avait accordé le tarif minimum aux conserves de viande, fruits de table (sauf les raisins secs), bois, houblons, charcuterie, saindoux. Au mois d'août 1898, un nouveau câble unissait les deux pays (de *Brest* au *Cap Cod* et à *New-York*). Dès juillet 1898, les négociations avaient recommencé : la France devait appliquer en entier son tarif minimum aux produits américains, en échange du traitement de la nation la plus favorisée, amélioré par des réductions de tarif. Mais, par un revirement inattendu, les États-Unis refusèrent d'engager tout leur tarif pour nos exportations. Nous dûmes alors réduire nos concessions; le 26 juillet 1899, une convention a été signée, après bien des hésitations, par notre ambassadeur, pour cinq ans, avec faculté, des deux côtés, de la dénoncer à toute époque, ses effets devant durer un an après la dénonciation. La France accorde le tarif minimum à tous les produits agricoles américains, sauf neuf, et à nombre de produits industriels. Les États-Unis détaxent beaucoup de produits français de 5 pour 100, quelques-uns de 10 à 20 pour 100¹, concession minime sur *des droits qui s'élèvent souvent à 150 pour 100, et même jusqu'à 279 pour 100*. Avec la nouvelle convention, les machines et mécaniques françaises payeraient 40,5 pour 100 en Amérique; en France, le droit serait de 7 pour 100. Nos vêtements en drap de coton payeraient en Amérique 45 pour 100; ceux d'Amérique payeraient en France 11,35 pour 100. Nos vêtements de laine payeraient 102,50 pour 100, les leurs payeraient chez nous 19,79 pour 100. Pour une foule de produits, on trouverait en France des droits inférieurs des quatre cinquièmes, et même des huit neuvièmes, à ce qu'ils seraient en Amérique, même réduits! Aussi de si vives protestations se sont-elles élevées dans le monde agricole et industriel, que le traité ne sera sans doute pas ratifié par le Parlement, d'autant plus qu'on s'y montre très opposé outre-mer.

1. Entre nos tarifs maximum et minimum il y a en moyenne des différences de 35 pour 100, et parfois même de 83 pour 100.

Aussi peu heureuses sont les négociations entre les États-Unis et le Canada; les premiers ne peuvent offrir au second de bonnes conditions pour ses produits agricoles en échange d'un dégrèvement pour les produits industriels yankees, puisque chaque culture canadienne trouve, au sud de la frontière, une rivale impatiente de toute concurrence, et que la naissante industrie canadienne ne veut pas être écrasée par celle du grand voisin. Aussi les pourparlers restent suspendus. Quant à l'Allemagne, le Président Mac-Kinley lui a accordé, le 13 juillet 1900, les mêmes réductions de droits qu'à l'Italie et au Portugal, en échange de concessions encore inconnues. Enfin des difficultés naissent avec les Antilles anglaises, depuis que les États-Unis ont occupé Cuba.

** **Les Trusts**¹. — Il ne s'agit pas seulement pour les industriels américains de gagner des marchés extérieurs. Ils veulent aussi être assez maîtres de leur marché intérieur pour pouvoir hausser leurs prix sans crainte de concurrence. Pour cela, au lieu de rivaliser entre eux, ils se syndiquent et font ce qu'on appelle des *trusts*. Les membres du *trust* ne livrent qu'à un prix déterminé et souvent limitent la production de chaque usine; souvent ils concentrent leur outillage en quelques puissants établissements. Certains de ces *trusts*, grâce à la réduction énorme du prix de revient, ont pu vendre à meilleur prix : ainsi la *Standard Oil Co*, sans laquelle nul ne peut vendre de pétrole, a, par ses citernes, ses *pipe-lines* (*canalisations*), ses raffineries, où les moindres déchets traités en masse deviennent vendables, fait tomber le prix du pétrole. Mais pour cela, elle a accaparé les wagons-citernes, traité illégalement avec les compagnies de chemins de fer, et fait une véritable guerre économique. Le consommateur en bénéficie, mais le producteur se ruine, ou devient vassal du *trust*. Mourir ou servir. Encore ces *trusts* mêmes font-ils souvent monter les prix, une fois qu'ils sont maîtres du marché. Ainsi a fait la *Standard Oil Co* pour le pétrole raffiné. On s'entend pour limiter les ventes en réduisant la production; on renvoie donc une partie des ouvriers, et on fait payer plus cher au consommateur. On saisit bien le rôle de ces *trusts* quand ils se dissolvent. La chute de la *combinaison* sur les rails d'acier

1. V. PAUL DE ROUSSELS, *Les industries monopolisées aux États-Unis*, (Paris, 1898); — G. DORBIGNY, *Sous le joug des accapareurs* (*Revue des Revues*, 1^{er} et 15 mai 1900).

Bessemer les fit tomber en quelques jours de 25 ou 30 dollars la tonne à 15 (1897). L'*American Tin-Plate Co* a fait monter le fer-blanc de 14 fr. 50 à 29 fr. 75 en un an, pendant qu'il restait à 13 fr. 50 en Angleterre. Mais le tarif protecteur protège la *trust*.

Beaucoup de spéculateurs se contentent de l'accaparement momentané d'un produit, quitte à se désyndiquer après avoir réalisé un bénéfice énorme. On accapare ainsi des produits minéraux, agricoles, textiles, des machines, des étoffes, des aliments même¹. Quel plus effroyable accaparement que celui du blé par le jeune Joseph Leiter, lors des dernières mauvaises récoltes ! Il a succombé, heureusement pour la morale, mais après avoir privé de pain des milliers d'humains.

Ces *trusts* sont l'objet d'une guerre acharnée de la part, moins du Congrès, que des législatures d'États. Le parti républicain s'appuie sur les *trusts*, à qui il a rendu l'inappréciable service d'établir le bill Dingley. En retour, les *trusts* assurent l'élection des républicains. Les démocrates, au contraire, se sont déclarés adversaires des *trusts*. De l'argent ou de l'honnêteté, qui triomphera ? Il semble que ce seront encore les républicains, du moins à l'élection présidentielle de 1901.

*** L'instruction aux États-Unis.** — Mais pour ne pas rester sur cette triste impression, ajoutons que les capitalistes américains savent aussi dépenser largement en faveur de l'instruction. Le budget des Universités est alimenté par leurs anciens revenus déjà considérables et par des dons incessants. C'est par centaines de mille francs, par millions qu'on leur donne. Rockefeller, le roi du pétrole et du fer, a déjà donné près de 40 millions à l'Université de Chicago. Celle de Palo-Alto, en a reçu 100 de Leland Stanford. Ces Universités peuvent payer largement leurs professeurs, soutenir les étudiants pauvres, avoir de gigantesques laboratoires où aucune expérience ne paraît trop coûteuse, des bibliothèques si bien fournies qu'elles peuvent entreprendre de donner la biblio-

1. Parmi les plus récents *trusts*, notre consul à New-York signalait, en 1899, celui des cuirs (capital 350 millions de francs), des bicyclettes (400 millions), de l'alcali (150), des objets en caoutchouc (250), des engrais chimiques (170), des aciers Carnegie (1750), etc. Ces 25 *trusts récents* représentaient un capital de 4 957 millions de francs. L'annuaire de 1899 du *Journal of Commerce* de New-York en comptait déjà 353 (au capital de 29 164 millions), parmi lesquels la *Joint Traffic Association* (7 020 millions), la *Reading Coal Co* (750 millions), la *W^m Union Telegraph Co* (477), l'*American Sugar Refining Co* (375), la *Standard Oil Co* (500), etc....

graphie de toute une science, des observatoires munis des meilleurs instruments, avec des succursales même à l'étranger (comme celui de l'Arequipa). On y fait de la science à coups de millions. L'Europe, avec ses maigres budgets d'État, pourra-t-elle lutter ? Elle trouve outre-mer des savants aussi désintéressés, tout comme des écrivains et des artistes d'un mérite croissant. L'Amérique ne veut plus être seulement le temple du dollar. Ce souci devient plus évident dans les régions où la population est déjà tassée, comme dans la Nouvelle-Angleterre, surtout à Boston, où les gens se retirent des affaires, après fortune faite, au lieu de mourir sur la brèche, comme à Chicago. Ce sera plus sensible encore quand l'émigration se sera ralentie. Grâce au bill récent qui interdit le territoire aux immigrants illettrés âgés de plus de seize ans (1896), il n'est entré en 1897 que 230 000 immigrants ; il en vint, en 1892, plus de 600 000 ! Que sera la race composite issue de ce mélange ? Il est venu déjà 5 millions d'Allemands, près de 2 millions d'Anglais et de 3 millions d'Irlandais, un million et demi de Scandinaves, un million d'Autrichiens, un million d'Italiens, etc. ; au total, 19 millions environ depuis 1820. Germains, Celtes, Slaves, Latins, tout est mélangé. N'est-ce pas une nouvelle race qui se forme, soumise à des conditions physiques spéciales, à une éducation et à un genre de vie tout nouveaux ? En industrie, en philosophie, en sciences, en lettres, on reconnaît déjà l'originalité des Américains. En religion, même lorsqu'ils se rattachent aux confessions européennes, ils ont un caractère spécial. Ainsi, dans l'Église catholique, qui compte le plus de fidèles, ses chefs, les Gibbons, les Ireland, ont, avec la plus entière orthodoxie, une méthode propre d'action, de conversion, une attitude particulière à l'égard de la société civile, quelque chose de très américain, qui, loin de subir les exemples européens, commence au contraire à réagir sur le vieux monde. Peut-être, au lieu de s'attarder à prédire le césarisme et autres *européanisms* à la République américaine, vaut-il mieux prévoir l'influence croissante de ses idées sur nos mœurs et nos institutions.

Écrivains et savants américains : Fenimore Cooper, Edgar Poë, M^{me} Beecher-Stowe, W. Irving, W. Prescott, Bancroft, Motley, Emerson, Channing, Longfellow ; Bell, Édison. — Quoique bien jeune, la grande République Amé-

ricaine possède déjà une riche et belle littérature. Fenimore Cooper (1789-1851), « le Walter Scott américain », a retracé dans *Les Mohicans*, *Les Pionniers*, *La Prairie*, *L'Espion*, *Satanstoe*, etc., les mœurs pittoresques des hardis explorateurs de l'Ouest, leurs aventures et leurs luttes contre les sauvages. — Edgar Poë (1813-1849), avec une puissance d'analyse psychologique incroyable, nous a fait pénétrer dans les replis intimes de cette société en travail d'enfantement, où la vie déborde et se produit sous ses aspects les plus bizarres. On lui doit *Le Démon de la Perversité*, *Ligeia*, *Morella*, *Le Chat Noir*, *Une Descente au Maelstrom*, *Le Scarabée d'Or*, *William Wilson*, *Les Aventures Fantastiques d'Arthur Gordon Pym*, etc. — M^{me} Beecher-Stowe (1812-1896), par son admirable roman *La Case de l'Oncle Tom* (1852), a préparé les esprits dans les deux mondes à l'abolition de l'esclavage.

Washington Irving, prosateur et poète, naquit à New-York en 1783, d'un père qui descendait de William Irwyn, garde du sceau de Robert Bruce. Ce fut précisément le jour de sa naissance que les troupes américaines entrèrent à New-York. « L'œuvre de Washington est terminée, dit la mère; cet enfant portera son nom. » Il commença à 19 ans, en 1802, par des *Lettres* insérées dans le *Morning-Chronicle de New-York*. Dernier né de onze enfants et d'une constitution faible, quand il s'embarqua la première fois pour l'Europe, on croyait qu'il ne supporterait pas la traversée. Il a été l'écrivain le plus aimé et le plus populaire de l'Amérique. Représentant des États-Unis en Espagne, il revint dans sa patrie à 63 ans, après avoir passé la moitié de sa vie en Europe; il est mort en 1859. Il a composé : *Histoire semi-comique de New-York*, par Knickerbocker (pseudonyme); *Contes de l'Alhambra*, *Chronique de la Conquête de Grenade*, *Vie et Voyages de Christophe Colomb*, *Histoire de Mahomet*, *Vie de Washington*.

L'historien William Prescott (1797-1849), devenu aveugle, comme Augustin Thierry, à force de travail, nous a laissé l'*Histoire de Ferdinand et d'Isabelle*, l'*Histoire de la Conquête du Mexique*, l'*Histoire de la Conquête du Pérou*, et une *Histoire de Philippe II*, malheureusement inachevée. — Georges Bancroft (1800-1891), qui fut ambassadeur à Berlin, a raconté l'*Histoire des États-Unis depuis la Découverte de l'Amérique jusqu'à nos jours*. — John Motley (né près de Boston en 1804, mort en Angleterre en 1877), secrétaire d'ambassade à Saint-Petersbourg, puis ambassadeur à Vienne et à Londres, et ami

de M. de Bismarck, qu'il avait connu dans sa jeunesse à l'Université de Gottingue, a composé l'*Histoire de la Révolution des Pays-Bas au Seizième Siècle*, l'*Histoire de la République des Provinces-Unies* qui en est la suite, enfin *La Vie et la Mort de Jean de Barneveldt*.

Channing (né en 1810) est l'auteur de nombreuses biographies connues sous le nom de *Mémoires*. — Le poète sentimental William Cullen Bryant, né en 1784 et mort en 1880, a peint surtout la mort dans sa *Thanatopsis*. — Ralph Wald Emerson, prosateur et poète, d'une nature religieuse, naquit en 1803 à Boston. On a compté huit générations successives de pasteurs dans sa famille. Ses ancêtres étaient arrivés en Amérique sur le *Mawflower*, et l'un d'eux a été le premier pasteur de Concord. Ses premières œuvres furent l'*Homme Pensant et l'Éthique*. Il fonda avec le docteur Challing et Marguerite Fuller, en 1840, le journal *Le Cadran Solaire*. Il a signé avec M^{me} Emerson la convocation du premier meeting formé aux États-Unis pour réclamer le suffrage des femmes. Il a composé des *Essais sur la Nature*, sur les *Hommes-Symboles*, sur la *Conduite de l'Homme*, les *Fins de la Société*. On lui doit aussi plusieurs volumes de vers, parmi lesquels *Un Jour de Mai* et *Le Parnasse*.

Le poète Longfellow, né en 1807, mourut le 25 mars 1882. On lui doit *La Vieille Horloge de l'Escalier*, *Le Jour finit*, *Le Pont*, *Excelsior*, *Évangéline*, *Hiawatha*, *Chant de l'Esclavage*, *Le Beffroi de Bruges*, *Légende d'Or*, *Masque de Pandore*, *Hyppérion* (conte en prose).

John Greenleaf Whither, né en 1808, mort le 7 septembre 1892, prosateur et poète, a écrit des *Ballades*, *Lais*, *Voix de la Liberté*. — On doit au poète et romancier Oliver Wendell Holmes (1809-1894) : *L'Autocrate au Déjeuner*, *le Professeur et le Poète au Déjeuner*, *Elsie Venner*, *Ange Gardien*, *Chants dans Plusieurs Clefs*, *Voix de l'Atlantique*. — Julia Ward Howe a écrit un *Hymne à la République*. — Le poète Walt Whitman de New-York est l'auteur des *Feuilles d'Herbe*, *Avec les Antécédents*, *L'Infirmier*. Acclamé par les uns comme un grand génie animé d'une sympathie universelle pour tout ce qui vit et tout ce qui souffre, il est honni par les autres comme un original bizarre et maladif. — Citons encore le poète James Lowell, né en 1819, et qui fut ministre des États-Unis en Angleterre pendant la présidence de M. Arthur. On lui doit *Poèmes*, *Sous les Saules*, *La Cathédrale*, etc.

Le prosateur Nathaniel Hawthorne, de Salem (Massachusetts) (1809-1864), a écrit *Contes Anciens, La Lettre Rouge, La Maison aux Sept Pignons, Le Faune de Marbre, Le Roman de Blithedale, Transformation, Septimius*. — Bret Harte a composé *Le Porte-Bonheur du Camp des Braillards, Études sur la Californie*, etc.

L'écrivain humoristique Samuel Langhorne Clemens, né dans le Missouri en 1835, imprimeur, pilote sur le Mississipi, mineur en Californie, reporter de journaux, romancier, a composé sous le nom de *Mark Twain* (c'est le mot qu'emploient, à bord des bateaux sur le Mississipi, les hommes chargés de sonder le fleuve pour indiquer une profondeur de 2 fathoms (ou 3^m66) : *Les Aventures de Tom Sawyer, A la Dure, Les Innocents chez Eux, Un Cheminot à l'Étranger, La Vie sur le Mississipi*.

Les sciences ont dû également aux savants des États-Unis quelques-uns de leurs progrès les plus brillants. Il faut citer au premier rang MM. Bell, professeur à Boston, et Edison, d'abord simple ouvrier, qui commença par vendre des journaux dans les gares de chemins de fer, et dont les découvertes ont perfectionné le *téléphone* ou instrument destiné à transmettre au loin des sons¹, et le *phonographe*, ou instrument qui reçoit, conserve, emmagasine en quelque sorte les sons, et peut les reproduire à un moment donné². M. Edison a également inventé une lampe électrique.

Les États-Unis comptent aujourd'hui de nombreux artistes. Rien de plus vivant, de mieux observé et de mieux rendu que *La Rencontre, L'Appel du Passeur et Un Deuil*, de M. Knight (Daniel Ridgway) de Philadelphie; rien de plus touchant que *John Brown quittant la Prison le matin de son Exécution*, de M. Howenden. *Le Soir et La Mélancolie*, de M. Pearce (Charles Sprague) de Boston, *Les Jours qui ne sont plus*, de M. Turner (Charles Y.) de Baltimore, arrêtaient et font longuement rêver; *La Marée Montante*, de Reinhart (Ch. Stanley) de Pittsburg, *Pare à Virer! Soir de Bretagne*, de M. Vail (Eug. L.), *Préparatifs pour la Noël, La Petite fille en gris*, de M. Weir (J. Alden), sont au nombre de ces œuvres qu'on n'oublie pas.

1. M. Reiss, de Friedrichsdorf, près de Hambourg, avait eu l'idée de construire un appareil de cette nature en 1861.

2. La première idée du phonographe appartient à M. Scott (1857). Vers 1864, M. Barlow présenta à la Société Royale de Londres un instrument qui écrivait le discours.

Signalons encore les *marines* de M. Harrison, les portraits de John Argent, les miniatures de Thager; *Brun et Or, Nacre et Argent*, de M. Whistler (J. Mac-Neil); *La Chasse au Renard, Nuit d'Été*, de Winslow-Homer; *La Mère*, d'Alexander; *Hamlet*, d'Abbey.

II. — LE CANADA.

L'Amérique Anglaise. Description. — Confédération du Canada (1867). — L'insurrection de 1855. Riel. — Avènement des libéraux au pouvoir (1896). — Les écoles du Manitoba. — Situation économique du Canada.

L'Amérique Anglaise. Description. — Au nord des États-Unis, depuis le 94^e degré de longitude ouest jusqu'à l'Océan Atlantique, le continent américain est traversé sur une étendue de 600 lieues par cinq lacs immenses et par un grand fleuve qui leur sert de déversoir, le *Saint-Laurent*. Le plus septentrional et le plus vaste des lacs, le *Lac Supérieur*, situé entre les États-Unis et le Haut-Canada, mesure de l'ouest à l'est 143 lieues, et du nord au sud 66; il se décharge à l'orient, par le détroit nommé *Sault Sainte-Marie*, dans les lacs Huron et Michigan¹. Si du Sault Sainte-Marie on tourne à droite vers le sud-ouest, après avoir franchi le *Détroit de Mackinaw*, on se trouve dans le *Lac Michigan*, qui s'enfonce à 145 lieues vers le sud, et dont les deux rives appartiennent aux États-Unis; si du même point on tourne à gauche vers le sud-est, on descend pendant 80 lieues le *Lac Huron*, entre les États-Unis et le Canada. La *Rivière Détroit* sort au sud du Lac Huron, et, après avoir traversé le petit *Lac Saint-Clair*, vient se perdre, à son tour, dans le *Lac Érié*. A partir de ce moment la direction des eaux change : depuis l'extrémité occidentale du Lac Supérieur jusqu'au Lac Érié, elles avaient tendu continuellement vers le sud-est; désormais elles s'inclinent vers le nord-est, avec le *Lac Érié*, la *Chute*

3. Le Lac Supérieur arrose, le long des États-Unis, le *Minnesota*, le *Wisconsin* et le *Michigan*. Le Lac Michigan arrose à l'est et au nord l'état du même nom, à l'ouest le *Wisconsin*, sur la côte duquel se trouvent les ports de *Greenbay* et de *Milwaukee*, au sud l'*Indiana* et l'*Illinois*, sur la côte duquel se trouve le port de *Chicago*. Le Lac Huron arrose à l'ouest l'état de *Michigan*. Le Lac Érié arrose à l'ouest le *Michigan*, au sud et à l'est l'*Ohio*, la *Pensylvanie*, le *New-York*, et forme les ports d'*Érié* et de *Buffalo* (près du Niagara). Le Lac Ontario arrose au sud et à l'est le *New-York*.

du *Niagara* et le *Lac Ontario*¹. Au sortir de l'Ontario, sur la rive septentrionale duquel se trouvent les villes canadiennes de *Toronto* et de *Kingstown*, commence à proprement parler le *Saint-Laurent*, dont les deux rives appartiennent dès lors au Canada. Il arrose *Montréal*, après avoir reçu du côté du nord, sur la rive gauche, la *Rivière Ottawa*. Au nord de cette ville il reçoit, du côté méridional, sur la rive droite, la *Rivière Sorel*. Il passe ensuite à *Québec*, au-dessus de l'*Ile d'Orléans*, reçoit à gauche le *Saguenay*, qui a traversé le *Lac Saint-Jean*, et se jette dans l'Océan Atlantique en formant un large golfe, à l'entrée duquel se trouvent d'abord l'*Ile Anticosti*, puis, plus au nord-est, la grande Ile et le Banc de *Terre-Neuve*; au sud-est, l'*Ile du Prince-Édouard* (ancienne Ile *Saint-Jean*) et l'*Ile du Cap Breton*. La vallée du *Saint-Laurent* forme le Haut et le Bas Canada: au sud-est de l'embouchure du fleuve s'étend le *Nouveau-Brunswick*, avec la ville de *Fredericton*, et au sud-est de cette dernière contrée la Presqu'île de la *Nouvelle-Écosse* (ancienne *Acadie*), avec le port d'*Halifax*.

Au nord des régions baignées par les cinq grands lacs et le *Saint-Laurent* s'étendent d'immenses territoires, presque déserts, qui commencent vers l'est au Golfe de *Saint-Laurent* et à l'Océan Atlantique, contournent la baie d'*Hudson* et se prolongent au nord-ouest, jusqu'à l'Océan Glacial. C'est le *Labrador*, le *Rupert's land*, le *Territoire de la Baie d'Hudson*, les *Terres Arctiques*.

D'innombrables fleuves sillonnent cette contrée. D'abord sur la Baie d'*Hudson*, du côté occidental, vient se jeter l'*Albany-River*. Plus au nord, coule le *Quinipeg* (*Eau Sale*), qui traverse le lac du même nom, où viennent également du sud-est au nord-ouest la *Rivière Rouge du Nord*, l'*Assiniboine*, grossi de la *Rivière Qu'appelle*, et le vaste *Saskatchewan* (*Rivière qui court vite*) formé de deux branches. Au sortir du lac, le fleuve constitué par toutes ces eaux réunies prend le nom de *Nelson*, pour aller, après de nombreux rapides, se jeter dans la Baie d'*Hudson*, près de l'endroit où le marin *Nelson* fut enterré en 1612. Plus au nord, la même baie reçoit aussi le *Churchill*.

Dans l'Océan Glacial Arctique se rendent la *Rivière de*

Back, appelée quelquefois *Grande Rivière du Poisson*, et le *Mackenzie*. Ce fleuve, dirigé du sud au nord, est formé d'abord par l'*Athabasca*, qui reçoit le *Petit Lac des Esclaves*, traverse le *Lac Athabasca*¹, prend le nom de *Grande Rivière des Esclaves*, traverse le *Grand Lac des Esclaves*, cinquante fois grand comme le Lac de Genève, s'appelle désormais le *Mackenzie*, reçoit à droite les eaux du *Grand Lac des Ours*, et finit par un vaste delta après un cours de 1 400 lieues.

Quelques Indiens et quelques Esquimaux errent dans ces solitudes, boisées au midi, dépourvues d'arbres au nord, généralement très froides, mais dont une grande partie serait très propre à la culture. C'est de 1789 à 1793 qu'elles furent explorées par *Alexandre Mackenzie*.

Sur le revers occidental des *Montagnes Rocheuses*, qui traversent tout le continent depuis le *Détroit de Bering* au nord-ouest jusqu'à l'*Isthme de Panama* au sud-est, l'*Amérique Anglaise* se prolonge par une vaste contrée inclinée vers l'Océan Pacifique. C'est la *Colombie Britannique* actuelle, aux côtes dentelées, hérissées de caps, creusées de fiords sinieux, précédées d'îles sans nombre: *Archipel de la Reine Charlotte*, *Ile de Nootka*, *Ile de Vancouver*². A l'intérieur, des fleuves abondants l'arrosent: c'est, en allant du nord au sud, le *Takou*, le *Stickene*, le *Nass*, la *Skeena*, le *Fraser*, le plus considérable de tous. Les lacs se rencontrent fréquemment; les eaux sont très poissonneuses, surtout en saumons. Il y a des mines de houille et d'or. Le pays produit du blé, élève des bestiaux, renferme de belles forêts de conifères, cèdres, pins jaunes ou de *Douglas* (*abies Douglasii*), trembles, érables. C'est en 1856 qu'on découvrit de l'or au bord du *Fraser*; la colonisation commença en 1858; en 1861, on recueillit pour 35 millions de francs d'or; en 1895, pour 236 millions. Les villes principales sont *Victoria*, *Neu-Westminster*, *Vancouver*, fondée en 1886 à l'extrémité du chemin de fer transcontinental canadien.

Confédération du Canada (1867). — Les possessions anglaises de l'Amérique du Nord, autrefois appelées *Nouvelle-Bretagne*, forment aujourd'hui, sous le nom de *Dominion of Canada*, une confédération à peu près indépendante, qui

1. Le *Lac Athabasca* communique lui-même avec le *Lac Wollaston*.

1. Le *Lac Érié* mesure 100 lieues de l'ouest à l'est, sur 30 du sud au nord; l'Ontario, 72 lieues sur 25.

2. En 1872, une décision arbitrale de l'empereur d'Allemagne a donné aux États-Unis le petit archipel *San-Juan*, entre l'Ile de *Vancouver* et le continent.

compte sept provinces autonomes et plusieurs territoires réunis seulement pour les affaires générales : *Ontario* (villes : *Ottawa*, *Kingston*, *Toronto*) ; *Québec* (villes : *Québec*, *Montréal*, *Trois-Rivières*) ; *Nouveau-Brunswick* (villes : *Fredericton*, *Saint-John*) ; *Nouvelle-Écosse* (ville : *Halifax*) ; *Manitoba* (ville : *Winnipeg*) ; *Ile du Prince-Édouard* (ville : *Charlottetown*) ; *Colombie anglaise* (villes : *Victoria*, *New-Westminster*, *Vancouver*) ; *Territoire du Nord-Ouest*. Cette Confédération a été définitivement formée le 1^{er} juillet 1867 ; elle a une population totale de 5 083 364 habitants¹. La capitale fédérale est *Ottawa*. La ville principale, Montréal, compte 216 650 habitants ; Québec en renferme 63 090, Toronto avec sa banlieue 181 220. Le pouvoir exécutif appartient à un gouverneur général nommé par la reine, le pouvoir législatif à un Parlement composé de deux Chambres (72 lords, 181 représentants des communes).

Quatre nouveaux districts ont été ouverts récemment à la colonisation : 1^o l'*Alberta*, à l'ouest, pays de pâturages, vers les Montagnes Rocheuses ; 2^o l'*Assiniboine*, à l'ouest du Manitoba (ville : *Régina*) ; 3^o le *Saskatchewan*, au nord de l'Assiniboine (ville : *Prince-Albert*) ; 4^o le *Keewatine*, à l'ouest de la Baie d'Hudson avec le *Port Nelson* et le *Port Churchill*.

Ce qui a décidé l'Angleterre à donner à ses colonies cette existence presque indépendante, c'est la crainte de voir le Canada tomber au pouvoir des États-Unis, ou par suite d'une invasion ou même par suite d'une insurrection de ses habitants. Le commerce du Haut-Canada avec l'Europe, au lieu de suivre la voie longue et coûteuse du Saint-Laurent, se fait en partie par le chemin de fer de Buffalo à New-York en empruntant le territoire des États-Unis. L'achèvement du transcontinental canadien a mis, il est vrai, les habitants du *Dominion* dans une position moins défavorable à cet égard.

Le chemin de fer canadien du Pacifique, inauguré en juillet 1886, relie Halifax (Nouvelle-Écosse) à l'Ile de Vancouver².

Le Canada produit du blé, de l'orge, du seigle, de l'avoine, du sucre d'érable ; il élève beaucoup de bétail ; il contient des mines de cuivre, d'or, de fer, de houille. Il exporte des

1. Elle était en 1881 de 4 324 810 habitants répartis ainsi : d'origine française : 1 298 929 ; irlandaise : 987 403 ; anglaise : 881 301 ; écossaise : 639 863 ; allemande : 254 319 ; Indiens : 131 137, auxquels il faut ajouter des immigrants américains, hollandais, scandinaves, etc.

2. De Québec à Vancouver, la voie ferrée a 4 932 kilomètres ou 1 233 lieues.

chevaux, de la laine, des fourrures, des cuirs, des peaux, du fromage, du beurre, des œufs, des bois de construction, du poisson salé et des homards conservés ; ce crustacé abonde dans la Baie de Saint-Laurent, sur la côte de la Nouvelle-Écosse.

Un tiers environ de la population du Canada est d'origine française. A Québec, à Montréal, on parle, on écrit notre langue. Cette terre que découvrit Jacques Cartier, que Champlain colonisa, et que Montcalm arrosa de son sang en sauvant par sa mort héroïque l'honneur de la mère patrie, n'a point oublié son ancien nom de *Nouvelle-France*. Ses habitants ne perdent aucune occasion d'affirmer leurs sympathies persistantes pour leur pays d'origine.

L'insurrection de 1885. Riel. — Des insurrections¹ de métis de Français et d'Indiens eurent lieu en 1869-1870, sous la conduite du brave et chevaleresque Louis Riel. Les métis, vivant sur les Communaux du Territoire Nord-Ouest, près de la Rivière Rouge, voulaient conserver leurs terres, que les Anglais leur prenaient pour y créer des fermes nouvelles. La même opposition se produisit encore en 1885, lorsque le Gouvernement d'Ottawa eut acquis, pour les distribuer à des émigrants, les territoires de la Compagnie de la Baie d'Hudson. Riel, revenu des États-Unis, où il s'était réfugié, fit appel aux armes, de concert avec les chefs indiens *Gros Ours*, *Faiseur de Poudre*, *Boue Jaune*, *Homme Cannelle*, *Perce-Glace*, *Ours Blanc* ; mais il finit par être battu et fait prisonnier le 15 mai 1885. Il fut condamné à mort, et le jugement fut confirmé en appel à Londres. Toutefois il obtint plusieurs sursis ; de tous les points du Canada, de l'Europe même, surtout de la France, des voix nombreuses s'élevèrent pour demander la grâce du condamné. Il paraissait impossible que la sentence de mort, prononcée pour des faits purement politiques, pût être exécutée après une si longue attente. Elle le fut pourtant : le 16 novembre 1885, Riel fut pendu à Régina ; il mourut avec un grand courage.

Le désir d'une indépendance complète paraît grandir au Canada. Quelques-uns des journalistes et hommes d'État de ce pays rêvent la formation d'une République Canadienne ; d'autres

1. Il y avait eu à différentes reprises des insurrections parmi la population française du Canada : à Toronto, le 5 décembre 1837, sous la direction du docteur Chénier. Elles avaient échoué.

s'accommoderaient de l'annexion de leur pays aux États-Unis; d'autres encore se contenteraient du droit de traiter directement avec les puissances étrangères, comme un État autonome.

**** Avènement des libéraux au pouvoir.** — Mais depuis quelques années la politique canadienne devient anglophile. Une partie des Canadiens français croit trouver plus d'avantages à un rapprochement avec l'Angleterre, qui a besoin du Canada, qu'à l'absorption du pays par les États-Unis. C'est le parti libéral qui suit cette politique. Aux élections de 1896, 122 Libéraux et 84 Conservateurs furent élus; c'était un revirement complet, et en juillet Sir Charles Tupper démissionna et fut remplacé par M. Wilfrid Laurier. Le 11 mai 1897, les élections de la province de Québec donnaient 53 Libéraux et 20 Conservateurs, par un renversement semblable des deux partis : le Cabinet libéral Marchand dirigea la province. Ce sont ces Canadiens français, dont quelques-uns ont déjà accepté le titre de *Sir*, qui se sont ainsi rapprochés de l'Angleterre. Pour elle, ils ont consenti à un traitement commercial¹ spécial : une détaxe de 25 pour 100 sur le tarif douanier canadien (1^{er} juillet 1898). Le Canada est la seule colonie anglaise qui avantage ainsi la métropole; elle pousse même l'impérialisme assez loin pour offrir des traitements de faveur aux sucres, rhums, cafés et fruits des Antilles anglaises. C'est avec le même empressement que le gouvernement de M. Laurier a offert des contingents Canadiens à la métropole pour la guerre Sud-Africaine, mesure qui a d'ailleurs mécontenté nombre de Canadiens français. Des troubles ont même éclaté; de jeunes Canadiens anglais, excités par les victoires de leurs armées, voulurent saccager la fameuse Université Laval; mais les étudiants français firent bonne défense et repoussèrent les assaillants.

Les relations avec les États-Unis ont subi le contre-coup de cette politique. Nous avons vu plus haut, à propos des États-Unis, par quelles questions commerciales et même territoriales les deux pays sont séparés, et comment la Conférence de Québec n'a abouti qu'à une séparation prématurée (février,

1. L'Angleterre recevait déjà 54 pour 100 des exportations du Canada et contribuait pour 33 pour 100 à ses importations, la part des États-Unis étant de 37 et de 50 pour 100. Cet accord avec le Canada a forcé l'Angleterre à dénoncer ses traités de commerce avec la Belgique et l'Allemagne (30 juillet 1897).

1899), et à une nouvelle réunion, aussitôt avortée, le 14 juin 1899. L'Angleterre, depuis, a cédé, et le Canada n'obtient pas le port tant rêvé dans le Golfe de Lynn. Ainsi les cajoleries de sir Wilfrid Laurier envers l'Angleterre¹ n'ont pas profité au Canada, ni servi à le faire aider sérieusement par elle contre les États-Unis.

L'enjeu était cependant important puisqu'il s'agissait de la délimitation du Klondike et des voies d'accès. Depuis l'année 1896, où eurent lieu les premières fouilles lucratives du ruisseau Bonanza, les Canadiens se sont enthousiasmés pour leurs nouvelles richesses. Bien vite, on a imposé un droit de 40 pour 100 sur le produit, envoyé des troupes; on parlait même d'unir Dawson, la ville de l'or, au *Canadian Pacific Railway*!² La législation minière du pays naissant est aussi dure et arbitraire que possible; les lois du Transvaal, si pénibles au dire des Uitlanders, sont toutes douces à côté. Aussi beaucoup de mineurs émigrent-ils sur le territoire Alaskien, et en particulier au Cap Nome. Néanmoins *Dawson* a vu passer environ 200 millions d'or l'an passé.

**** Les écoles du Manitoba.** — A l'intérieur, une des questions les plus importantes a été celle des écoles du Manitoba. Jadis habitée uniquement par des métis franco-indiens, cette province a vu un flot d'immigrants l'inonder depuis l'ouverture du *Canadian Pacific Railway*. Les protestants, devenus 120 000 contre 20 000, ont fermé les écoles catholiques et françaises du Manitoba; les Loges orangistes ont même demandé la revision de la Constitution pour obtenir, dans tout le Dominion, la fermeture des écoles catholiques et l'exclusion du français comme langue officielle. Les Français du Manitoba ont déféré la décision de la Législature au Gouvernement fédéral, comme inconstitutionnelle (1896). Un délégué apostolique, M^{sr} Merry del Val vint examiner la question. Enfin, en juin 1898, l'accord se fit : les écoles catholiques séparées du Manitoba persisteront, mais resteront sous le contrôle des Conseils scolaires publics, et dans le système national de l'enseignement. A Quinipeg, les élèves catholi-

1. Pour lui plaire, il soutient les immigrants japonais de la Colombie britannique contre la législature de cette province, parce que l'Angleterre feint d'être l'amie du Japon.

2. On se contenta d'une voie de Glenora, sur la Stickene, qui se jette sur le versant ouest, au lac Teslin, soit 150 milles.

ques (ils sont plus de 500) recevront l'instruction dans les écoles nationales, mais de professeurs catholiques.

Dans le Canada proprement dit, la question est résolue heureusement, puisque la taxe scolaire, distincte du reste des impôts, est perçue par des collecteurs séparés selon la race et la religion, et employée de même. Cette question des écoles, vitale pour la race française, est très grave aussi aux États-Unis, où la Société Saint-Jean-Baptiste lutte pour le maintien de la nationalité canadienne; près de 700 000 Canadiens français sont en effet établis sur le sol de l'Union, surtout au nord-est, où ils ont pu faire passer plusieurs députés de leur race. Mais il est certain qu'elle s'étiolle dans les usines américaines, et la Société Saint-Jean encourage plutôt le retour dans les champs et les forêts du vieux Canada.

**** Situation économique du Canada.** — Au point de vue économique, le Canada fait des progrès considérables. Le réseau ferré s'accroît régulièrement ainsi que la navigation. L'achèvement des canaux du Saint-Laurent permet à des bateaux, chargés de 2 500 hectolitres de grains, d'apporter directement leur contenu de Chicago ou de Port-Arthur (sur le Lac Supérieur) à Montréal, qui grandit sans cesse : peuplée de 300 000 habitants (dont deux tiers Français), elle a vu son tonnage s'élever de 2 513 358 tonnes en 1897 à 3 091 964 en 1898. Malgré l'avantage énorme que l'Angleterre retire au Canada de la détaxe de 25 pour 100, on a essayé d'établir une ligne régulière de navigation entre le Saint-Laurent et Dunkerque; il en existe une nouvelle entre La Rochelle et le Canada : les bois, les peaux, les grains, les minerais de cuivre, de nickel, les pommes viendront plus facilement en France, qu'un traité de commerce unit au Canada depuis le 19 juillet 1895. Les importations canadiennes se sont élevées, entre 1868 et 1899, de 75 millions de dollars à 119; les exportations, de 51 à 137.

En 1895, les territoires du nord-ouest et du nord-est sont devenus les districts de : *Ungawa*, *Mackenzie*, *Youkon*, *Franklin* (les îles de l'Océan Arctique). La fameuse *Compagnie de la Baie d'Hudson*, fondée en 1670, ne tire plus que 244 000 £ (*livres sterling*) environ du commerce des fourrures. Mais en échange de ses antiques droits territoriaux, elle s'est fait concéder plus de 7 millions d'acres disposés par lots dans de très bonnes terres, qu'elle vend déjà à 5 dollars l'acre, environ. Au mois de mai 1900 la capitale du Do-

minion, Ottawa, a été presque détruite, surtout la Ville basse et Hull, par un terrible incendie, qui a laissé près de 20 000 personnes sans asile et a coûté plus de 100 millions.

III. — TERRE-NEUVE

Terre-Neuve et la question des pêcheries. — La grande île de *Terre-Neuve*, située au nord-ouest et à l'entrée du Golfe de Saint-Laurent, ne fait point partie de la Confédération du Canada. Elle est restée possession directe de l'Angleterre, bien qu'elle ait son Gouvernement et son Parlement autonomes. Séparée au midi de l'île du Cap-Breton par le *Détroit de Cabot*, au nord-ouest du Labrador par le *Détroit de Belle-Isle*, elle a un climat humide, brumeux; sa superficie est de 110 670 kilomètres carrés; sa population s'élève à 208 000 hab. La capitale est *Saint-Jean*, à l'extrémité orientale. La principale ressource consiste dans la pêche; les parages de Terre-Neuve sont au nombre des plus poissonneux de la terre : les homards, les harengs, surtout les morues y abondent.

Aux termes d'un article du Traité d'Utrecht du 11 avril 1713, Louis XIV, en cédant Terre-Neuve à la reine Anne, avait réservé aux marins français, avec la possession des îlots de Saint-Pierre et Miquelon, le droit exclusif de pêche sur la côte occidentale de Terre-Neuve. Ce droit a été confirmé par tous les traités qui ont suivi, et chaque année des milliers de pêcheurs, surtout bretons et normands, vont capturer les morues sur cette côte, surnommée *The French Shore*. Toutefois, la population de l'île, à mesure qu'elle a grandi, et depuis surtout qu'elle possède un Parlement, s'efforce d'enlever aux Français les droits qui leur ont été reconnus. Les conflits sont fréquents entre Terre-Neuviens et Français, ce qui jette l'Angleterre dans un singulier embarras. La France met la Grande-Bretagne en demeure de faire respecter des traités formels; Terre-Neuve menace, si l'Angleterre ne lui donne raison, de s'insurger, de s'annexer peut-être aux États-Unis. L'agitation fut surtout violente en 1890 et 1891. Un *modus vivendi* fut convenu entre la France et l'Angleterre, en attendant que la question fût définitivement résolue par un arbitrage. Jusque-là les Anglais se chargeaient de faire respecter eux-mêmes les droits de la France; depuis, il est vrai (mai 1891), sur les représentations des délégués de Terre-Neuve, ce soin a été remis au Gouvernement de l'île.

En 1894, il était question de l'entrée de Terre-Neuve dans

la Confédération Canadienne. Cette entrée, disait-on, était désirée à la fois par les habitants de l'île et les confédérés; on proposait donc d'accorder à la France des droits exclusifs sur 40 milles d'étendue du French Shore, à la condition de renoncer à tout privilège sur le reste du littoral; jusqu'ici, en effet, la question du French Shore était le plus sérieux obstacle à l'entrée de Terre-Neuve dans le *Dominion*. Mais quelle compensation la France obtiendrait-elle comme équivalent de cette renonciation? Le *modus vivendi* a été renouvelé en 1896.

** Politiquement hors du Dominion, mais toute voisine de lui, l'île de Terre-Neuve s'agite toujours, ou plutôt des politiciens l'agitent contre nous. Le maintien du *modus vivendi* à la fin de 1899 a amené une nouvelle campagne de presse dans l'île et en Angleterre, et un discours de M. Chamberlain, qui considère le traité d'Utrecht comme *suranné*; nous serions d'ailleurs, selon ses amis de Terre-Neuve, des violateurs de traités, des contrebandiers dangereux; notre consul à Terre-Neuve devrait être expulsé comme espion: il enseigne à nos compatriotes quels sont les marchés de morue! On nous menace d'un consul anglais à Saint-Pierre, d'une guerre de primes¹; on nous ferait « faire des lois fiscales éclairées et honnêtes² ». Heureusement lord Salisbury a dit: « Les obligations internationales sont supérieures à tous les droits des habitants de Terre-Neuve. Nous ne leur avons pas imposé le traité; ils sont allés dans un pays où le traité existait déjà et faisait loi. » Mais ce n'est pas l'avis des politiciens de Terre-Neuve, surtout de M. Reid, le grand accapareur: pour 177 000 £, il s'est fait concéder les chemins de fer, les télégraphes, le bassin de construction de Saint-Jean, les houillères, les bois, les mines, au total 795 000 acres de terre, et il peut cesser l'exploitation du chemin de fer, si elle est improductive. C'est une concession « sans précédent dans l'histoire », a dit M. Chamberlain lui-même. C'est le type de ces brasseurs d'affaires qui nous cherchent chicane. Selon eux, le traité d'Utrecht nous concède la pêche des poissons, mais non celle des homards, parce qu'on prend (*to catch*) ceux-ci, on ne les pêche pas (*to fish*)! Querelle de mots: les Anglais appellent eux-

1. De 1886 à 1890 le Parlement de Terre-Neuve a déjà interdit la vente de la boëtte (appât) aux pêcheurs français. Ceux-ci sont venus 15 jours plus tôt, ont pêché eux-mêmes de petits poissons comme appât, et Terre-Neuve a perdu presque un million par an! Le *bill* a été rapporté en 1890.

2. MAC-GRATH, *La France à Terre-Neuve* (Nineteenth Century, janvier 1899).

mêmes les pêcheries de homards *lobster-fisheries* et les crustacés *shell-fishes*. Donc, d'après eux, nous ne devrions pas pêcher le homard; quant à la morue, nous ne la pêchons guère plus que sur le Grand-Banc; la France devrait donc renoncer à ses droits surannés contre une *compensation* suffisante¹. Ils oublient de dire que si nous ne pêchons guère la morue à Terre-Neuve, c'est qu'elle s'en est momentanément écartée; mais sitôt ce poisson migrateur revenu, nos morutiers reparaitront. En réalité, nous n'abandonnerons pas un droit certain, appuyé sur deux siècles d'usage, qui représente pour nous des affaires d'un capital d'un milliard, exerce chaque année 13 000 marins français à la grande navigation, et les tient en rapports réguliers avec les Canadiens. Cette hostilité contre la France s'est encore montrée naguère dans les difficultés que l'on a faites à un de nos compatriotes, M. Ménier, qui a acheté l'île d'Anticosti.

IV. — LE GROENLAND. — L'ISLANDE.

Le Groënland. L'Islande. — Au nord-est des possessions anglaises, séparée d'elles par le Détroit de Davis et la Mer de Baffin, s'étend une immense région glacée de forme triangulaire: c'est le *Groënland* (terre verte), dont la base est tournée vers le pôle, et dont le sommet, baigné par l'Atlantique, est formé par le Cap Farvel, vers le 60^e degré de latitude nord. Les Danois ont quelques établissements pour la pêche du phoque, de la baleine et le commerce des fourrures, sur la côte occidentale du Groënland, à *Julianshaab*, *Frederikshaab*, *Godthaab* et *Upernivik*. Les indigènes du Groënland sont les Esquimaux; le climat de cette contrée paraît se refroidir de siècle en siècle.

Sur la côte orientale du Groënland, à l'ouest de la Norvège et au nord-ouest de l'Écosse, c'est-à-dire entre l'Amérique septentrionale et l'Europe, à l'une ou l'autre desquelles on la rattache indifféremment, s'étend la grande île d'*Islande*, la plus considérable des colonies danoises. Son étendue est à peu près le cinquième de celle de la France. C'est une île brumeuse, mais pittoresque, dont les côtes, bizarrement dé-

1. On nous a plus d'une fois offert en Afrique la Gambie, la colonie la plus malsaine de l'Angleterre, où la France fait presque tout le commerce, sans en supporter les frais d'administration!

coupées, sont très poissonneuses. Échauffée par les eaux du Gulf-Stream, elle renferme 40 000 bœufs, 60 000 chevaux et 50 000 moutons. La population n'est que de 70 927 habitants. L'Islande contient un volcan, le Mont *Hékla*, des *geysers* ou sources d'eaux chaudes, qui jaillissent dans l'air à une grande hauteur, et deux villes, *Reykjavik* et *Skalhótd*. En 1874-1875, la température fut d'une douceur exceptionnelle en Islande, à cause des éruptions incessantes de l'Hékla; malheureusement les cendres vomies par le volcan comblèrent beaucoup de vallées et ruinèrent des pâturages, ce qui détermina un mouvement d'émigration considérable des Islandais vers l'Amérique du Nord. — Au sud de l'Islande, se trouve l'Archipel des *Fär Oer* (12 933 habitants). Ces îles appartiennent également aux Danois et forment une sorte de trait d'union entre l'Islande et l'Europe, dont elles font partie.

V. — EXPLORATION DES TERRES ARCTIQUES ET ANTARCTIQUES.

Exploration des terres arctiques. Recherche du passage Nord-Ouest : ses difficultés. — Voyages de Kotzebue (1815), de Ross (1818-1833), de Back (1833-1835), de Parry (1819-1827). — Sir John Franklin. Sa disparition (1845). — Recherche de Franklin. Mac-Clure découvre le passage Nord-Ouest (1850). — Le lieutenant Bellot (1853). — Le docteur Kane. La mer libre du pôle (1854). — Mac-Clintock découvre le sort de Franklin (1857-1859). — Le docteur Hayes (1861). — Projet de Gustave Lambert. — Exploration du Spitzberg et du Groënland. Petermann (1868-1871). — Nordenskjöld. Découverte du passage Nord-Est (1878-1879). — Hall et Johannsen (1871-1873). — Découverte de la Terre François-Joseph par Payer et Weyprecht (1872-1874). — Le capitaine Nares (1875-1876). La Mer Paléocristique. — Voyage de la *Jvannette* (1879-1881). — Le lieutenant Greeley (1881-1884). — Le Docteur Nansen (1893-1896). — Expédition Andrée (1897). — Explorations diverses. Les explorations antarctiques : Bellinghausen (1821); Weddell (1823); Biscoe (1830-1832); Dumont d'Urville (1837-1840); James Ross (1841-1842), de Gerlache (1898-1900).

Exploration des Terres Arctiques. Recherche du Passage Nord-Ouest : ses difficultés. — Au début du dix-neuvième siècle, on connaissait, au nord de l'Amérique Septentrionale, la côte occidentale du Groënland jusque vers le 78° degré de latitude nord, la Mer de Baffin et les Terres Arctiques qui s'étendent à l'ouest de cette mer, en face du Groënland, depuis la Baie d'Hudson. Une question importante restait à résoudre : les Terres Arctiques étaient-elles une portion du continent et formaient-elles une masse compacte adhérent à la Nouvelle-Bretagne au sud et au Groënland au nord, de ma-

nière à fermer hermétiquement le bord occidental de la Mer de Baffin et le bord septentrional de la Baie d'Hudson? ou bien existait-il au delà du continent, à travers la Mer Arctique, une coupure, un passage au nord-ouest qui permit d'aller par l'Amérique en Asie, de la Mer de Baffin au Détroit de Béring? Problème difficile, et dont la recherche offrait les plus grands périls. Dans les régions polaires, le marin doit affronter un froid excessif, braver le scorbut, et se résigner à une nuit de plusieurs mois, éclairé seulement par la lune et des aurores boréales. L'hiver, les navires sont pris et comme soudés, immobiles, dans les glaces; parfois même l'été n'est pas assez chaud ou assez long pour amener un dégel. Quand l'été est beau, on risque d'être brisé par les banquises ou blocs de glace gigantesques qui encombrent la mer et s'entrechoquent en descendant vers les régions tempérées, où elles fondent. Souvent, contre la famine, on n'a d'autre ressource que la chasse des ours blancs, des oiseaux marins, la pêche des phoques et des morses.

Voyages de Kotzebue (1815), de Ross (1818-1833), de Back (1833-1835), de Parry (1819-1827). — Dès 1778 le capitaine Cook avait pénétré à plusieurs degrés au nord du Détroit de Béring. En 1815, le capitaine Kotzebue, fils du poète allemand poignardé par Sand, au service de la Russie, entré par le même détroit dans l'Océan Glacial, découvrit le golfe qui porte son nom, l'*Île Saint-Laurent*, l'*Île Chamisso* et le *Cap Krusenstern*. En 1818 et 1819, le capitaine anglais Ross vint par l'Atlantique traverser le Détroit de Davis, découvrit la *Baie de Melville* et les *Iles Browne*, au nord-est de la Mer de Baffin, et s'arrêta au 76° degré de latitude nord. Dans un second voyage, entrepris en 1829 avec son neveu James Ross, il entre dans le *Détroit du Prince-Régent*, découvre la *Presqu'île de Boothia* et détermine la position du pôle magnétique. Bloqué quatre hivers de suite dans les glaces, il dut abandonner son navire *La Victoire*; après des souffrances inouïes, au mois d'août 1833, il fut retrouvé et sauvé par le navire *l'Isabelle*, avec lequel il revint en Angleterre.

Cette même année 1833, le capitaine Back, parti par terre à la recherche de Ross, longea le Grand Lac des Esclaves, à l'est duquel il passa l'hiver; puis, en 1834, il suivit la *Rivière des Gros-Poissons* jusqu'à son embouchure dans l'Océan Arctique, où il fut arrêté par les glaces; elle a reçu le nom de *Rivière de Back*. Il revint en 1835.

Le capitaine W. E. Parry, ancien compagnon de Ross, dans un premier voyage de 1819 à 1820, chargé de rechercher un passage par la Mer de Baffin vers le Détroit de Béring, pénétra dans le *Détroit de Lancaster*, découvrit la *Baie du Prince-Régent*, l'*Île de Beechey*, le *Détroit de Barrow*, l'*Île Melville*, passa l'hiver de 1819 à 1820 dans la glace et les ténèbres, et découvrit la *Terre de Banks*; on ne put aller plus loin à l'ouest.

Dans un second voyage, de 1821 à 1822, Parry traversa le détroit d'Hudson, découvrit le *Canal de Fox*, longea la côte est et le nord de l'*Île de Southampton*, visita la *Baie Repulse*, le *Canal Lyon*, découvrit le *Détroit du Fury et de l'Hécla*, entre la *Presqu'île de Melville* (qu'il ne faut pas confondre avec l'*Île Melville*) et la *Terre de Cockburn*.

Dans un troisième voyage, en 1824 et 1825, Parry pénétra de nouveau dans la Baie du Prince-Régent, mais il fut arrêté par la glace. Le dernier voyage du capitaine Parry eut lieu en 1826 au Spitzberg. Il partit en chaloupe vers le Nord, dans la direction du pôle, il pénétra jusqu'à 82°43' de latitude nord, où il fut arrêté par les glaces.

Sir John Franklin. Sa disparition (1845). — Sir John Franklin, né en 1786, après un premier voyage au Spitzberg en 1818, visita de 1819 à 1822, au nord de l'Amérique Anglaise, de concert avec Back, le Grand Lac des Esclaves, le Lac Winter, la Rivière Copper-Mine, et découvrit le *Cap Barrow*. De 1825 à 1827, revenu dans les mêmes régions, il visita le Lac du Grand-Ours et descendit le Mackenzie jusqu'à son embouchure, pendant que le capitaine Beechey, entré par le Détroit de Béring dans l'Océan Glacial, explorait la côte nord de l'Amérique Russe.

Gouverneur de la Terre de Van-Diémen, en Océanie, de 1836 à 1845, Franklin, de retour en Angleterre, n'eut rien de plus pressé que de recommencer ses explorations dans l'Océan Arctique. Il partit de Sheerness le 26 mai 1845, avec les navires *Erebus* et *Terror*, pour chercher le passage Nord-Ouest. Au mois de juillet suivant il était dans la Mer de Baffin, s'appêtant à entrer dans le Détroit de Lancaster; depuis, on n'entendit plus parler de lui.

Recherche de Franklin. Mac-Clure découvre le Passage Nord-Ouest (1850). — De nombreuses expéditions furent entreprises à la recherche de Franklin. En 1848, les docteurs Rae et Richardson vinrent inutilement par terre en suivant le

Mackenzie jusqu'au bord de l'Océan Glacial; en même temps le voyage du capitaine James Ross, à l'entrée du Détroit du Prince-Régent, celui des capitaines Kellet et Moore, au nord du Détroit de Béring, ne réussissaient pas mieux. En 1830-1831, les capitaines américains de Haven et Griffin, partis de New-York, visitèrent l'Île de Beechey et le Canal de Wellington, au nord duquel ils découvrirent la *Terre de Grinnell*, mais sans trouver de traces de Franklin; à la même époque, les capitaines anglais Forsyth, Sir John Ross, Penny, Steward, Mac-Clure, Collinson, Austin, exploraient toutes les Terres Arctiques sans plus de succès (1830-1831). Les capitaines Belcher et Inglesfield ne réussirent pas mieux en 1852 à retrouver Franklin.

Toutefois ces voyages amenèrent une découverte importante. Le capitaine Mac-Clure, entré en 1850 par le Détroit de Béring dans l'Océan Glacial, navigua vers l'Est, reconnut la *Terre de Banks*, découvrit la *Terre du Prince-Albert* et le *Détroit du Prince-de-Galles*, qui séparait ces deux terres; arrêté par la glace, il continua sa route vers l'est à pied, et, le 26 octobre 1850, arriva au Détroit de Barrow, découvert trente et un ans auparavant par W. R. Parry, venant de la mer de Baffin. Le fameux Passage Nord-Ouest était enfin trouvé. Mac-Clure passa trois hivers dans les glaces et revit l'Angleterre en 1854.

Le docteur Rae, dans une seconde expédition par terre à l'ouest de la Presqu'île de Boothia, en 1853-1854, apprit des Esquimaux de la Baie Repulse qu'en 1850 un détachement d'hommes blancs était mort de faim dans ces parages. La vue de certains objets provenant de ces blancs, et qu'il acheta aux Esquimaux, lui donna la conviction que les hommes morts de faim appartenaient à l'expédition de Franklin.

Le lieutenant Bellot (1853). — Cependant on n'était pas encore fixé sur le sort de Franklin. L'infatigable lady Franklin fit partir en 1853 le capitaine Kennedy; il était accompagné d'un officier français, le lieutenant Bellot, né en 1826. Ils explorèrent inutilement le Détroit de Lancaster, celui du Prince-Régent, découvrirent le *Détroit de Bellot*, entre la Terre de North-Somerset et la Presqu'île de Boothia, et le *Cap Bellot*. Dans un nouveau voyage, où il accompagnait comme second le capitaine Inglesfield, Bellot périt, englouti sous la glace le 18 août 1853.

Le Docteur Kane. La mer libre du pôle (1854). — Le docteur Kane, parti de New-York avec le brick l'*Advance* à la

recherche de Franklin, passe dans les glaces la longue nuit d'hiver de 1833-1834, remarque qu'à mesure qu'on avance vers le Nord, la température devient moins froide, ce qui lui fait penser qu'au pôle même elle doit être plus élevée que dans le cercle polaire, et qu'il doit y avoir au nord de la région des glaces une mer libre. Son lieutenant Morton la découvre en effet, et donne au point le plus septentrional où il puisse parvenir en marchant le nom de *Cap Constitution*. La mer n'ayant pas dégelé en 1833, les courageux marins abandonnent leur navire, scellé depuis deux ans dans les glaces, et reviennent en canot au Groënland, au risque d'être brisés par les banquises.

Mac-Clintock découvre le sort de Franklin (1857-1859).

— Le capitaine Mac-Clintock, parti d'Aberdeen à bord du *Fox* le 1^{er} juillet 1857, après avoir passé deux hivers dans les glaces, avec les informations des Esquimaux, découvrit les débris de l'expédition de Franklin dans l'île du Roi-Guillaume. Le 6 mars 1859, sous un amas de pierres, à la Pointe Victory, il trouva une boîte de fer-blanc contenant un rapport qui y avait été déposé par l'équipage de Franklin. Sir John Franklin était mort le 11 juin 1847; ses matelots survivants, au nombre de cent cinq, avaient abandonné leurs vaisseaux bloqués par les glaces le 22 août 1848. C'est trois jours après les avoir quittés qu'ils avaient enfoui le rapport trouvé par Mac-Clintock. On sut par les Esquimaux que depuis ils étaient morts de faim.

Le docteur Hayes (1861). — Le docteur Isaac-Israël Hayes, chirurgien de la marine des États-Unis, partit à vingt-six ans pour chercher la Mer Libre du Pôle; il avait accompagné le docteur Kane en 1853. Il quitta Boston avec la goélette *Les États-Unis* le 7 juillet 1860, traversa la Mer de Baffin; et, remontant la côte du Groënland, après avoir passé une nuit de quatre mois dans les glaces (cent vingt-six jours, du 13 octobre 1860 au 18 février 1861), près du Cap Alexandre, à l'entrée du Détroit de Smith, par une marche pénible de quarante-six jours sur la glace, il arriva le 19 mai 1861 avec un seul compagnon, Georges Know, à 81° 33' de latitude nord, c'est-à-dire à moins de 9 degrés du pôle, au bord de la mer libre et y planta le drapeau américain¹.

1. Le docteur Hayes est mort à quarante-neuf ans en 1881.

Projet de Gustave Lambert. — A la même époque, une expédition française se préparait pour aller à la recherche du Pôle Nord : elle avait pour promoteur et devait avoir pour chef un jeune homme au cœur héroïque, Gustave Lambert. Son projet était de passer par l'Océan Pacifique et d'entrer par le Détroit de Béring dans l'Océan Glacial pendant l'été pour cingler droit au Nord. Les événements réservaient à Gustave Lambert une mort prématurée et glorieuse. Le 19 janvier 1871 il fut tué à Buzenval en défendant Paris contre les Prussiens, le jour où fut tranchée, presque à son début, une autre carrière illustre, celle du peintre Henri Regnault; Lambert était sergent au 119^e de ligne, où il venait de s'engager comme volontaire. Après sa mort, l'ami auquel il avait confié son testament n'y trouva que deux clauses : legs de la souscription pour l'expédition au Pôle Nord à la marine; vente de ses effets au profit des pauvres. Personne parmi les compatriotes de Lambert n'a encore tenté d'exécuter le projet qu'il avait formé.

Exploration du Spitzberg et du Groënland. Petermann (1868-1871). — De 1868 à 1871 une expédition allemande dirigée par le docteur Petermann pénétra jusqu'à 77° de latitude nord à l'est du Groënland. L'un des deux navires qui la composaient, la *Germania*, passa l'hiver dans la banquise, supportant un froid de 40 degrés centigrades; l'autre, le *Hansa*, fut brisé par les glaces, et les 13 hommes qui le montaient, emportés par le courant sur un glaçon à la dérive, purent gagner le Groënland.

Vers la même époque le professeur suédois Nordenskjöld explora l'Archipel du Spitzberg, où les États Scandinaves ont fait construire des édifices et accumulé de grands amas de provisions pour venir en aide aux navigateurs et aux pêcheurs qui peuvent être retenus dans la glace.

M. Nordenskjöld tenta également de pénétrer à l'intérieur du Groënland. Dès 1751, l'explorateur danois Lars Dalager s'était avancé à 7 ou 8 lieues des côtes. En 1857 le voyageur L. Whimper avait essayé sans succès d'aller plus loin. Plus heureux, M. Nordenskjöld, en compagnie du docteur Berggren, s'avança à 50 kilomètres à l'intérieur en juin 1870. Un an après, M. Moldrup parvint à six journées de marche; plus récemment deux Danois, MM. Jensen et Kornerup, après onze jours de voyage atteignirent, à 18 lieues des côtes, à l'est de

Frederickshaab, des montagnes granitiques dépourvues de végétation.

De 1883 à 1885, le commandant G. Holm et le capitaine W. Th. Garde, de la marine danoise, ont exploré pendant vingt-neuf mois la côte orientale du Groënland. En 1888, le docteur Nansen avec deux Norvégiens, MM. Sverdrup et Dietrichsen, et deux Lapons nommés Balta et Christiansen, entreprit de traverser le Groënland. Ils débarquèrent le 15 août sur la côte orientale, et s'attelant à des traîneaux, les hardis voyageurs s'enfoncèrent dans l'intérieur. Malgré le froid, la neige, les glaciers, les crevasses, la pluie, le vent, ils arrivèrent à 9 000 pieds au-dessus du niveau de la mer. Ils eurent à subir pendant plusieurs nuits une température de 44 degrés centigrades au-dessous de zéro; enfin le 26 septembre, après avoir parcouru 65 lieues sur la glace en quarante jours, ils atteignirent la côte occidentale : pour la première fois le Groënland avait été traversé de part en part.

Nordenskjöld. Découverte du Passage Nord-Est (1878-1879). — Dans une expédition au nord-est, de 1878 à 1879, M. Nordenskjöld, parti de Göteborg le 4 juillet 1878, à bord de la *Vega*, après avoir doublé le Cap Nord, dans l'île de Magerö, à l'extrémité septentrionale de la Norvège, contourna le long de l'Océan Glacial Arctique la côte de la Russie d'Europe, reconnut l'île de Vaigatch et le rivage méridional de la Nouvelle-Zemble, traversa la Mer de Kara, explora en Asie l'embochure de l'énisséï et de la Léna, aperçut l'Archipel de la Nouvelle-Sibérie, que les glaces l'empêchèrent d'aborder, et hiverna 264 jours au milieu des glaces à l'est de l'estuaire de la Kolyma. Il parvint au Japon par le Détroit de Béring, et atteignit Yokohama le 2 septembre 1879, démontrant ainsi que l'Océan Glacial n'est pas constamment rendu impraticable par les glaces, comme on le croyait, et que le commerce maritime peut utiliser les embouchures des grands fleuves sibériens.

Hall et Johannesen (1871-1873). — A l'ouest du Groënland, l'Américain Hall, parti à bord du *Polaris*, dépassa le point où s'était arrêté le docteur Hayes : il s'avança le 3 septembre 1871 jusqu'à 82° 16' à travers des eaux libres de glace. Deux ans après, en 1873, le vapeur *Tigress* recueillit aux environs de Terrè-Neuve dix-neuf personnes réfugiées sur un glaçon emporté à la dérive depuis cent quatre-vingt-dix-sept jours : c'était l'équipage du *Polaris*; Hall avait péri.

A la même époque, un Norvégien, le capitaine baleinier E. H. Johannesen, explorait la Mer de Kara et les parages de la Nouvelle-Zemble.

Découverte de la Terre François-Joseph par Payer et Weyprecht (1872-1874). — Deux officiers autrichiens, les lieutenants Payer et Weyprecht, avaient entrepris en 1871 un premier voyage à l'est du Spitzberg et trouvé la mer libre très loin vers le nord. Ils partirent une seconde fois en juin 1872 à bord du *Tegethof* et cinglèrent vers le pôle; mais, parvenus le 21 août à 76° 16' de latitude nord, ils se trouvèrent enveloppés dans une banquise mobile. Ils passèrent ainsi l'hiver de 1872-1873 dans leur prison flottante, plongés pendant cent vingt jours dans la nuit (19 octobre-16 février). La température descendit à — 46 degrés centigrades. Le 30 août 1873, à 79° 43' de latitude nord, ils découvrirent une immense terre, qui reçut le nom de *Terre François-Joseph*. Ils demeurèrent près de là soudés dans la glace un second hiver; cette fois la nuit dura du 22 octobre 1873 au 24 février 1874. Du 10 mars au 21 avril, le lieutenant Payer explora en traîneau la Terre François-Joseph : c'est un vaste amas d'îles situées au nord de la Nouvelle-Zemble, au nord-est du Spitzberg, et qui s'étend au delà du 83° de latitude nord. Elles renferment de hautes montagnes et des glaciers d'un aspect sublime; les seuls habitants sont des ours blancs. Le 12 avril 1874, Payer s'arrêta dans sa course au *Cap Fligely*, 82° 3'. Au delà s'étendait un vaste bassin d'eau libre, et plus loin encore une autre île, qu'il appela *Terre Petermann*, du nom du savant géographe de Gotha. Cependant, au mois de mai 1874, la banquise qui entourait le *Tegethof* ne s'étant pas ouverte, il fallut abandonner le navire, pour revenir vers le sud en traîneaux et en canots, malgré les vents violents qui repoussaient au nord. Au 77° 40', le 13 août, les hardis marins retrouvèrent la mer libre; bientôt après, ils rencontrèrent le navire russe *Nicolai*, qui les amena à Vardöhus en Norvège (3 septembre 1874). Leur voyage avait duré trois ans.

La *Terre François-Joseph* fut visitée de nouveau en 1879 par le bâtiment hollandais *Willem-Barents*. Elle fut explorée aussi deux fois en 1880 et 1881 par un voyageur anglais, M. Leigh Smith, à bord de l'*Eira*, qui fut écrasée dans un second voyage, et dont l'équipage fut recueilli en 1882.

Le capitaine Nares (1875-1876). La Mer Paléocristique. — Le 29 mai 1875, les deux navires anglais l'*Alert* et le *Dis-*

covery partirent de Portsmouth, sous le commandement des capitaines G. S. Nares et H. F. Stephenson, pour aller à la recherche du Pôle Nord par la côte occidentale du Groënland. Ils traversèrent le Canal de Smith, le Canal Kennedy, le Bassin de Hall, le Canal Robeson, et découvrirent les débris du navire le *Polaris*. Puis, laissant le *Discovery* en arrière, le capitaine Nares poursuivit sa route vers le nord avec l'*Alert*, qui fut bloqué par les glaces au 82° 24' de latitude nord. Le soleil disparut le 14 octobre 1875, et pendant cent quarante-deux jours, jusqu'au 29 février 1876, l'équipage fut plongé dans la nuit. La température descendit à 56°,8 centigrades au-dessous de zéro; le mercure resta gelé pendant quarante-sept jours. Au printemps, des expéditions en traîneau furent entreprises. Le commandant M. H. Markham et le lieutenant Parr, au prix de fatigues inouïes, arrivèrent au 83° 20' 26'' de latitude nord, c'est-à-dire à une distance du pôle moindre que celle de Paris à Marseille. Avant la fin de l'année l'expédition était de retour en Angleterre. Elle avait constaté que les deux côtes du Groënland et de l'Amérique, au lieu de s'étendre indéfiniment vers le nord, s'écartent l'une vers l'est, l'autre vers l'ouest; qu'au lieu d'une mer libre, il y a une *Mer Paléocristique* (παλαιός, ancien, κρύσταλλος, glace), entièrement gelée et formant une barrière infranchissable aux navires.

Voyage de la Jeannette (1879-1881). — Le 8 juillet 1879, le navire américain la *Jeannette*, commandé par Georges W. Delong, lieutenant de la marine des États-Unis, accompagné des docteurs Ambler et Collins¹, quitta San-Francisco et franchit le *Golden Gate* (Porte d'Or) pour cingler vers le Détroit de Béring et s'engager dans l'Océan Glacial à la recherche de la *Vega* et de M. Nordenskjöld. Cette expédition était entreprise aux frais de M. James Gordon Bennett, propriétaire du *New-York Herald*, le plus important des journaux américains, le même qui en 1872 avait envoyé M. Stanley à la recherche de Livingstone. L'heureuse arrivée de la *Vega* au Japon et ensuite en Europe fit changer le but de l'entreprise: c'est vers le Pôle Nord que la *Jeannette* se dirigea en prenant la direction de la *Terre de Wrangel*, au nord-est de la Sibérie. On resta longtemps sans avoir de ses nou-

1. Correspondant du *New-York Herald*, le docteur Collins est connu par ses remarquables travaux de météorologie. C'est lui qui organisa à New-York le service de l'étude des orages dans l'Atlantique et de leur arrivée sur la côte d'Europe.

velles. Le navire des États-Unis le *Thomas Corwin*, commandé par le capitaine Hooper, envoyé à sa recherche, fut arrêté par les glaces en 1880. Enfin, on apprit d'Iakoutsk que le 14 septembre 1881 des indigènes de Jigane, au Cap Barkin, à 140 verstes¹ au nord de Bihoff, avaient trouvé un bateau portant onze hommes de l'équipage de la *Jeannette*. Ce navire avait été écrasé par les glaces le 23 juin 1881 sous le 77° degré de latitude nord et le 156° degré de longitude orientale. Deux des trois embarcations qui portaient les naufragés arrivèrent le 29 septembre à l'embouchure orientale de la Léna près du hameau de Bonolenga, et le 29 octobre à l'embouchure nord du même fleuve; la plupart de ceux qui les montaient moururent de froid; la troisième embarcation avait péri.

Le lieutenant Greeley (1881-1884). — Pour coordonner les observations scientifiques circumpolaires, les nations maritimes établirent de nombreux postes dans les régions arctiques et antarctiques. Les États-Unis envoyèrent une station météorologique dans la Baie de Lady-Franklin, Détroit de Robeson, à l'est de la Terre de Grinnell, par 81° 20' nord et 72° ouest. L'expédition, dirigée par le lieutenant Greeley, partit de Terre-Neuve à bord du *Proteus* le 7 juillet 1881 et arriva au mois d'août à sa destination, où le navire la laissa. Pendant trois ans on resta sans nouvelles, les bâtiments envoyés au secours de Greeley et de ses compagnons ayant été arrêtés par les glaces, et l'un d'eux, le *Proteus* lui-même, broyé par une banquise. Enfin, en 1884, le *Bear*, la *Thetis* et l'*Alert* furent plus heureux. Le 21 juin 1884, l'équipage de la *Thetis* découvrit près du Cap Sabine le lieutenant Greeley et sept de ses hommes; tous les autres étaient morts de faim et de froid; les survivants ne s'étaient soutenus qu'en dévorant les cadavres de leurs compagnons. Les Américains, dans cette exploration, avaient atteint la latitude la plus septentrionale foulée par le pied de l'homme. Le commandant Markham, de l'expédition anglaise de 1875, s'était avancé jusqu'à la latitude 83° 20' 26''; le lieutenant Lockwood et le sergent Brainard — celui-ci survécut — atteignirent une île qui fut appelée l'*Île Lockwood*, par 83° 24' de latitude nord et 46° 25' de longitude ouest. Ils relevèrent la côte du Groënland courant dans le nord-est jusqu'à la latitude de 83° 35' et la longitude de 40°; mais dans le nord il n'y avait pas trace de terre.

1. La verste vaut exactement 1 067^m,14.

Deux Français, MM. Georges Besançon, directeur de l'École Supérieure de Navigation, et Gustave Hermite, astronome, ont émis l'opinion qu'on pourrait arriver au Pôle Nord en ballon¹.

Une nouvelle expédition arctique, dirigée par un officier de la marine des États-Unis, M. Bowdoin, quitta Rockland, port de l'État du Maine, pour le Groënland, en août 1891; elle ne paraît pas avoir eu de résultats importants.

Un autre officier américain, le lieutenant Peary, a passé l'hiver de 1892 à 1893 à l'ouest du Groënland, Baie de Mac-Cormick, 77° latitude nord, exploré le Golfe Ingfield, relevé sur des traîneaux attelés de chiens les indentations de la côte nord du Groënland, dont le caractère insulaire est pleinement démontré, et découvert par 82° latitude nord la Baie de l'Indépendance. M. Von Drygalski partit le 1^{er} mai 1892 avec MM. Vanhoffen, naturaliste, et Stade, météorologiste, pour la côte occidentale du Groënland.

En 1894, la Société Royale de Géographie de Londres a ouvert une souscription pour entreprendre une expédition à la recherche de deux jeunes explorateurs suédois, MM. Kalstenius et Bjorling, partis en 1892, et dont le navire a été découvert abandonné près des Iles Carey.

Le Docteur Nansen (1893-1896). — M. Frithjof Nansen, né en Norvège en 1861, s'était déjà illustré en traversant le Groënland de part en part en 1888. Le 24 juin 1893, il partit de Christiania pour le Pôle Nord, à bord du *Fram* (*En avant!*), navire à vapeur et à voiles, tout en fer, construit spécialement pour ce voyage. Il avait 7 canots, 12 hommes d'équipage et des vivres pour 5 ans. Le capitaine était M. Otto Sverdrup, le second M. Johansen, l'inspecteur des vivres M. Inell et le médecin M. Blessing. Ils doublèrent le Cap Nord; le 21 juillet, ils quittèrent Vardöhus (île sur le Golfe de Varanger), passèrent à la Terre des Oies, au sud de la Nouvelle-Zemble, et rencontrèrent la première glace le 27 juillet par 60° latitude nord et 30° longitude est. Le 3 août, ils étaient à Khabarovna, village samoyède de la côte sibérienne, en face de l'île de Vaigatch. Le Norvégien Tronheim attendait Nansen avec 34 chiens achetés chez les Ostiaks à son intention. Il suivit ensuite la côte de Sibérie pour gagner l'embouchure de l'Olenek, à l'ouest du delta de la Léna; là, il devait prendre encore 40 chiens

achetés chez les Tongouses, et donnés par le Russe Nicolas Kelch; ces animaux devaient conduire les traîneaux. Par malheur, il fut impossible d'aborder. Le *Fram* se dirigea ensuite vers le nord, espérant être poussé par un courant vers les Iles Liakhov et le Pôle. De l'automne de 1893 à la fin de 1895, on n'en entendit plus parler.

On le croyait perdu. En 1894, un Anglais, M. Jackson, entreprit une expédition pour aller à sa recherche dans la direction du Pôle Nord, aux frais de son riche compatriote M. Alfred C.-W. Harmsworth. A bord du *Windward*, il atteignit la Terre François-Joseph le 6 septembre, et, au printemps de 1895, il se mit en route pour le Nord, en créant de distance en distance des huttes de bois avec des dépôts de provisions.

Enfin, le 13 février 1896, on apprit de Saint-Petersbourg qu'un télégramme d'Irkoustk, émanant d'un marchand sibérien établi à Kouchnarev, annonçait que Nansen avait atteint le Pôle Nord et qu'il allait revenir. Cette nouvelle ne fut point confirmée; mais quelques mois après une dépêche de Vardöhus fit connaître que Nansen était retrouvé et arrivé dans ce port (13 août 1896) avec M. Johansen, à bord du navire anglais *Windward*, qui les avait recueillis près de la Terre François-Joseph.

Jusqu'au 22 septembre 1893, le *Fram* avait navigué dans une mer libre de glace; ce jour-là il entra dans la banquise et fut entraîné par elle vers le nord-ouest. Dans l'hiver, la température descendit à — 52°,6. Le mercure fut gelé pendant des semaines. On étudia les aurores polaires, la formation et les mouvements des glaces, etc. Au début de janvier 1894, on atteignit le 83° 24' de latitude nord, point le plus septentrional où l'on fût jusque-là parvenu, et le navire, soumis à des pressions formidables, résista victorieusement à la glace.

Le 14 mars 1895, par 83° 59' latitude nord et 102° 27' longitude est de Greenwich, Nansen, jugeant que la banquise et le navire avec elle allaient bientôt dévier du nord au nord-ouest, le quitta pour marcher directement vers le nord. Il avait avec lui un seul compagnon, M. Johansen, 28 chiens, 3 traîneaux et 2 pirogues ou kajaks en toile à voile; il laissait la direction du *Fram* à M. Sverdrup. On était alors au 84°. Au prix de fatigues, de souffrances, et en bravant des périls sans nombre, ils parvinrent le 7 avril au 86° 14' 50" de latitude nord, le point le plus septentrional atteint jusque-là. S'ils

1. Voir, page 94, la tentative de MM. Andrée et Strindberg.

avaient eu un plus grand nombre de chiens, ils auraient sans doute atteint le Pôle; mais le manque de vivres les contraignit à tuer leurs chiens l'un après l'autre, pour se nourrir eux et leurs chiens survivants. Ils rétrogradèrent le 8 avril 1895 pour gagner la Terre François-Joseph. Le 6 août, ils découvrirent, par 81° 38' latitude nord et environ 63° longitude est, trois îles couvertes de neige qu'ils nommèrent *Iles Blanches*. Les deux voyageurs construisirent une cabane en terre, en mousse, en peau de morse, pour y passer l'hiver, et se nourrirent de chair d'ours blanc et de lard de phoque. Au printemps de 1896, ils résolurent de gagner en canot le Spitzberg. Le 23 mai, ils aperçurent, par 81° de latitude, une grande terre à l'ouest : c'était la Terre François-Joseph, au Cap Flora, son extrémité sud. Le 17 juin, ils furent réveillés par des aboiements de chiens dans le lointain. Nansen, parti à la découverte, atteignit les huttes où était cantonné avec son équipage le capitaine Jackson, tandis que Johansen rencontra M. Schild et plusieurs autres membres de l'expédition Jackson. Ils furent ramenés par le *Windward* à Vardøhus le 13 août 1896.

Depuis le jour où Nansen et Johansen l'avaient quitté, le *Fram*, sous le commandement du capitaine Sverdrup, s'était élevé jusqu'au 83° 57' latitude nord (19 octobre-13 novembre 1895). A partir du 13 janvier 1896, il revint lentement vers le sud; le 2 juin, il fut dégagé du glaçon qui l'entourait, et, le 13 août, il atteignit la mer libre. Il passa le 14 août en face du point de la côte du Spitzberg où était installée l'expédition Andrée. Le 20 août, il arriva à Skjervø, petite île au nord du 70° de latitude nord, près de la grande île d'Arnø, dans le fjord de Tromsø. C'est dans cette ville que Nansen vint rejoindre son vaisseau, à bord duquel il entra en triomphe, le 9 septembre 1896, à Christiania.

Expédition Andrée (1897). — Une tentative pour atteindre le Pôle Nord en ballon fut faite dans l'été de 1896 par MM. Eckholm et Andrée. Ils devaient partir de Norskoarna, dans l'île d'Amsterdam, archipel du Spitzberg. Leur aérostat avait été construit à Paris. Après être restés deux mois au Spitzberg, sans que les vents contraires leur eussent permis de se diriger vers le nord, ils durent renoncer à leur entreprise, au moins pour 1896.

** Elle fut reprise en 1897 par MM. Andrée et Strindberg, qui partirent du Spitzberg, le 11 juillet, avec le ballon *l'Aigle*,

dans des conditions matérielles et atmosphériques déplorables. Un flotteur, daté du 11 juillet, un pigeon voyageur, lancé le 13, une bouée sans date, d'autres du 11 juillet et du 12 août, et la fameuse qu'il devait planter au pôle, c'est tout ce qu'on a de cette hardie et téméraire entreprise. D'après la position des bouées retrouvées, on pense que le ballon a dû se perdre entre le Spitzberg et la Nouvelle-Zemble.

**** Explorations diverses.** — Au Groënland, les expéditions se succèdent. Le lieutenant Peary, qui y a passé 23 mois en 1891-1892, 23 encore en 1893-1895, y est retourné en 1896, 1897, 1898 et en 1899 pour explorer le détroit de Smith. M. Sverdrup, l'ancien compagnon de Nansen, MM. Amtrup, un Danois, et Nathorst, un Suédois, ont aussi exploré le Groënland, les deux derniers sur la côte est, non sans chagriner M. Peary, à qui le Groënland semble un fief personnel.

** Le Spitzberg, déjà visité en 1896 par le baron suédois de Geer et M. Conway, l'a été encore en 1898 par cinq expéditions : les vaisseaux *l'Olga* (Allemands) et la *Princesse Alice* (Monaco), M. Jaderin (Russes et Suédois), M. Nathorst (Suédois), M. Lerner (Allemands). On a reconnu aux environs une fosse profonde de 3 000 mètres. L'île est bien mieux connue. On y bâtit même un hôtel de bois pour les amateurs de chasses polaires... en été. La Terre François-Joseph a été explorée en 1895-1897 par M. Jackson, et en 1898 par M. Wellmann. Comme dans toutes ces îles, comme dans l'Islande, visitée à fond par M. Thoroddsen, on y a trouvé beaucoup de basalte. Tout le nord de l'Atlantique a été évidemment très disloqué : Nansen a constaté des fonds de 3 850 mètres. On croyait naguère l'Océan Glacial peu profond.

** Une autre expédition importante vient de tenter encore de gagner le Pôle Nord. Le duc des Abruzzes, cousin germain du jeune roi d'Italie et connu par son ascension du Saint-Élie en 1897, était parti sur la *Stella Polare* pour gagner la Terre François-Joseph, et de là s'élancer vers le pôle en traîneau. Le 5 septembre 1900, on a appris à Hammerfest le retour de l'expédition. La *Stella Polare* est restée onze mois bloquée par les glaces. Une des quatre reconnaissances faites par son équipage a atteint 86° 33', plus loin même que Nansen (86° 14'). Mais un détachement a péri. L'expédition a beaucoup souffert de la faim et du froid. Le duc des Abruzzes a eu deux doigts gelés.

Les explorations antarctiques : **Bellinghausen** (1821); **Weddell** (1823); **Biscoe** (1830-1832); **Dumont d'Urville** (1837-1840); **James Ross** (1841-1842); de **Gerlache** (1898-1900). — Les voyages d'exploration ont été moins nombreux et moins fructueux dans la direction du Pôle Sud, à cause de l'éloignement des continents, qui dans l'hémisphère méridional se terminent tous en pointes à d'immenses distances des régions circompolaires. Pourtant, dès 1773, le capitaine Cook, dans son second voyage autour du monde, s'avança jusqu'à 74° de latitude sud. En 1773, il découvrit la *Géorgie du Sud* et les *Sandwich Méridionales*. En 1819, le capitaine Smith trouva au sud du Cap Horn les *Nouvelles Shetland Australes*, dont la découverte fut complétée en 1831 par le capitaine Powel.

En 1821, le Russe Bellinghausen découvrit au sud du Cap Horn, par 69° 30' la *Terre Pierre I^{er}* et la *Terre Alexandre I^{er}*. Le 20 février 1823, le baleinier Weddell s'avança à travers une mer libre de glaces, au sud-est des *Orcades Méridionales*, qu'il découvrit, jusqu'à 74° 13'. Il donna à cette portion de l'Océan Antarctique le nom de *Mer de George IV*. De 1830 à 1832, le capitaine anglais Biscoe découvrit par 66° sud la *Terre d'Enderby* (au sud de l'Océan Indien), puis la *Terre de Graham* ou *Archipel Biscoe* et l'*Île Adélaïde* (au sud du Cap Horn).

Le capitaine Dumont d'Urville, après un premier voyage autour du monde, de 1823 à 1825, comme second du capitaine Duperrey sur la *Coquille*, en fit un second avec la corvette l'*Astrolabe*, de 1826 à 1829. Il visita la côte méridionale et orientale de la Nouvelle-Hollande, explora l'Archipel de la Nouvelle-Zélande, dont il dressa la carte, parcourut les Iles Tonga ou des Amis, les Iles Viti, les Nouvelles-Hébrides, les Iles Loyalty, la Louisiade, la Nouvelle-Bretagne, explora la côte nord de la Nouvelle-Guinée, et, le 26 février 1828, découvrit dans l'Île de Vanikoro une partie des débris du naufrage de La Pérouse.

Parti de Toulon pour un troisième voyage le 7 septembre 1837, avec les deux corvettes l'*Astrolabe* et la *Zélée*, Dumont d'Urville y rentra le 8 novembre 1840. Après avoir traversé l'Atlantique et le Détroit de Magellan, il cingla au sud du Cap Horn et des Shetland Méridionales dans la direction du pôle. Arrêté le 22 janvier 1838 par une banquise gigantesque, par 65° environ, il se fraya pourtant une route à travers la glace, découvrit la *Terre Louis-Philippe* à l'ouest, la *Terre de Join-*

ville à l'est, et l'*Île Rosamel* entre les deux. Dans la suite du même voyage, il reconnut la *Terre Clarie* et la *Terre Adélie*, au sud de la Tasmanie. Promu contre-amiral, Dumont d'Urville périt avec toute sa famille, dans un accident de chemin de fer, entre Versailles et Paris, le 8 mai 1842⁴.

Ballyen en 1839, c'est-à-dire avant Dumont d'Urville, et le lieutenant américain Wilkes découvrirent aussi la terre en diverses parties des mêmes parages.

L'Anglais James Ross fut encore plus heureux qu'eux en 1841. Parti de la Tasmanie, il découvrit une longue terre s'avançant du nord au sud vers le Pôle Antarctique; il la nomma *Terre Victoria*. Il y aperçut une haute chaîne de montagnes neigeuses, la *Chaîne de l'Amirauté*. Au mois de février 1842, il s'avança jusqu'à 78° 9' 30" de latitude méridionale, et aperçut deux volcans gigantesques en activité, auxquels il donna les noms de ses vaisseaux, *Erebus* et *Terror*.

** Les expéditions antarctiques, après un demi-siècle d'interruption, recommencent. Les baleinières *Balæna* et *Active* en 1892-1893, *Jason* en 1893, *Antarctic* en 1894, reprirent la route du Sud. Au Congrès de Géographie de Londres (1895), un vœu fut émis pour la reprise des explorations australes, et très bien accueilli en Angleterre et en Allemagne. Une expédition anglaise (la *Royal Geographical Society* a réuni un million, que le Gouvernement doit doubler) doit explorer en 1901 les régions polaires au sud de l'Australie, hiverner sur la Terre Victoria et reconnaître les terres au sud. Une expédition allemande, dirigée par M. Von Drygalski, ira aussi à la Terre Victoria, aux Terres de Kemp, d'Enderby, et installera là plusieurs stations d'observations durant son voyage.

** Pendant ces préparatifs, un Allemand, le D^r Chun, a parcouru la mer au nord de la Terre d'Enderby (1898-1899), retrouvé l'Île Bouvet, simple cône volcanique couvert de glaces, cherché en vain l'Île Thompson, et fait beaucoup de sondages dont 11 ont dépassé 5 000 mètres et même 5 750 mètres. Il y

1. On peut voir son tombeau, orné d'inscriptions et de dessins curieux, qui rappellent les principaux épisodes de la carrière si bien remplie de l'illustre marin, au Cimetière Montparnasse, à Paris. Rappelons que Dumont d'Urville, se trouvant à Paris en juillet 1830 pour la publication du récit de son second voyage, fut, après la Révolution, chargé par le nouveau Gouvernement d'escorter Charles X et sa famille partant pour l'Angleterre, et qu'il a laissé dans son *Journal* un curieux récit de cette mission. C'est également à Dumont d'Urville qu'on avait dû la découverte de la *Vénus de Milo*. Il était né à Condé-sur-Noireau en 1790.

à donc là aussi une cuvette profonde, au contraire des théories jusque-là admises. Le Dr Chun a, comme Nansen, constaté une curieuse superposition de courants froids et chauds.

** M. de Gerlache, un Belge, parti d'Anvers sur la *Belgica* avec MM. Lecointre, Danco, Arcetovski, Racovitza, est arrivé à la Terre des États et aux Shetland du Sud en janvier 1898, par des fonds de plus de 4 000 mètres. Le 10 mars, la banquise le bloqua pour 365 jours en l'entraînant au sud jusqu'à 71° 36' de latitude et 103° de longitude. Il est revenu avec une riche moisson de documents. Enfin un Norvégien, M. Borchgrevink, parti de Londres en août 1898 pour déterminer la position du pôle magnétique austral, a réussi, et s'est avancé jusqu'à 78° 50' (mars 1900).

CHAPITRE XLVII.

L'AMÉRIQUE DU SUD. — L'AMÉRIQUE CENTRALE.

I. — RÉPUBLIQUE ARGENTINE. — URUGUAY.

La *Confédération Argentine* se sépare de l'Espagne (25 mai 1810-3 décembre 1817). — Dictature de Rosas. Ses cruautés (1829-1851). — Insurrection d'Urquiza. Bataille de Monte-Caseros et chute de Rosas (3 février 1852). — La République Argentine de 1852 à 1886. — Le Président Celman. La Révolution de 1890 à Buenos-Aires. — État actuel de la *Confédération Argentine* et de Buenos-Aires. — Derniers événements. — L'*Uruguay*. Siège de Montevideo par Rosas et Oribe (1841-1851). — Situation actuelle.

La *Confédération Argentine* se sépare de l'Espagne (25 mai 1810-3 décembre 1817). — La déclaration d'indépendance de Buenos-Aires et des Provinces Argentines date du 25 mai 1810. Il y eut dès l'origine deux partis dans la *Confédération* : 1° le parti *fédéraliste*, qui voulait établir une égalité de droits complète entre toutes les provinces ; 2° le parti *unitaire*, qui voulait centraliser le Gouvernement à Buenos-Aires au profit de cette ville, la plus peuplée, et le seul port de mer par lequel le pays se trouve en relations avec le reste du monde.

La junte provisoire, formée d'*Unitaires*, investit du pouvoir exécutif trois citoyens de Buenos-Aires. Cette junte avait la

prétention de nommer elle-même les gouverneurs de provinces. Le Congrès de tout le pays, réuni le 13 janvier 1813, fit en 1815 une nouvelle charte, d'après laquelle chaque province devait élire son gouvernement. Un nouveau Congrès, élu sous l'empire de cette charte, à Tucuman, prononça solennellement la séparation d'avec l'Espagne, et, le 3 décembre 1817, donna à la République le nom de *Provinces Unies de la Plata*. Mais Buenos-Aires, mécontente d'avoir perdu sa suprématie, s'isola de 1820 à 1824. Alors il y eut une nouvelle union, et Rivadavia fut élu Président de la République le 7 février 1826. Toutefois, la lutte des partis continuant, il perdit courage et donna sa démission l'année suivante.

Dictature de Rosas. Ses cruautés (1829-1851). — C'est alors que Rosas apparaît sur la scène. Citoyen de Buenos-Aires, il avait figuré en 1826 dans les rangs du parti unitaire ; cette fois, il se range du côté des Fédéralistes, triomphe du général Lavalle et reste seul maître du pouvoir (1829). Ambitieux et impitoyable, Rosas se fit proclamer dictateur et terrifia Buenos-Aires par sa cruauté ; seule, sa fille Manuelita pouvait quelquefois faire révoquer les arrêts de mort sortis de sa bouche.

Pour répandre plus de terreur, Rosas ne faisait pas condamner juridiquement ses victimes ; il les faisait poignarder dans leur maison, ou même en pleine rue, par des hommes masqués. Quand il se fit décerner la dictature par le Congrès, deux voix seulement s'élevèrent dans l'Assemblée contre la proposition : celle du Président du Congrès, Alberto ; et celle de l'évêque Escalada. Les spectateurs applaudissent à cette courageuse résistance. Un instant après, des hommes masqués entrent dans la salle, tuent le Président à coups de couteau et sortent au milieu de la stupeur générale. L'évêque Escalada se leva, et, la main tendue vers le cadavre : « Je t'absous au nom de Dieu et de la patrie, martyr de la liberté argentine ! » Le général Quiroga fut également assassiné. Rosas entretenait une police effrayante. Les Argentins n'osaient point s'aborder, se parler en public ; les étrangers étaient continuellement persécutés.

Les crimes de Rosas sont devenus légendaires dans l'Amérique du Sud. Vingt fois on tenta de l'empoisonner ou de le poignarder ; mais il prenait tant de précautions qu'il échappait toujours. Une fois, entre autres, on lui envoya en présent une boîte de pistolets : un mécanisme intérieur avait été disposé

de manière à faire partir les pistolets contre le corps de celui qui ouvrirait la boîte. Rosas la fit ouvrir par un soldat, qui fut tué.

À l'extérieur, Rosas attaquait la république du Paraguay, et pendant dix ans (1841-1851) assiégeait Montevideo¹.

Insurrection d'Urquiza. Bataille de Monte-Caseros et chute de Rosas (3 février 1852). — Le 1^{er} mai 1851, le général Urquiza, gouverneur de la province d'Entre-Rios, s'insurgea contre Rosas. Il fit alliance avec le Brésil et accourut au secours des assiégés de Montevideo; Oribe, bloqué dans son camp de *Cerrito*, sous les murs de la ville, dut signer le 8 octobre une capitulation qui délivra l'Uruguay de sa tyrannie.

Urquiza, à la tête de l'armée victorieuse, qui comptait 27 000 hommes fournis par le Brésil, la République Orientale, l'Entre-Rios, Corrientes et Santa-Fé, marcha sur Buenos-Aires. Le soulèvement contre Rosas fut général. Battu au *Pont de Marquez* le 31 janvier 1852, Rosas se retira au camp de *Santos-Lugar*, à quatre lieues de Buenos-Aires. Quelques jours après, le 3 février, il perdit la bataille de *Monte-Caseros*, à la suite de laquelle il dut se réfugier à Londres avec sa fille.

La République Argentine de 1852 à 1886. — La Convention de Saint-Nicolas (30 mai 1852) fit des États du Rio de la Plata une République Fédérative, dans laquelle chaque province jouissait des mêmes droits. Un Congrès se réunit à Santa-Fé.

Buenos-Aires, privée de sa suprématie, se souleva dans la nuit du 10 au 11 septembre; il en résulta une guerre nouvelle. Urquiza assiégea la ville et fut battu : Buenos-Aires sortit de la Confédération et fut gouvernée successivement par Obligado et Alsina. Elle rentra dans l'Union le 6 juin 1860. Les autres provinces élurent pour Président Urquiza, qui entra en fonctions le 5 mars 1854. Au sortir de sa présidence, il resta gouverneur de l'Entre-Rios. Il était le chef du parti conservateur et le plus riche propriétaire de l'Amérique du Sud; sa fortune dépassait 150 millions de francs. Il entretenait à ses frais un régiment de gardes; il avait fait construire un chemin de fer depuis Buenos-Aires jusqu'à son château de San-Jose. Il fut assassiné à coups de revolver dans son

1. Voir plus loin, page 108.

château et à sa propre table, en 1870, par un de ses aides de camp, nommé Juan Pablo Lopez.

La Confédération Argentine eut pour Président le général Mitre de 1862 à 1868, et M. Sarmiento de 1868 à 1874. M. Sarmiento, un des hommes les plus remarquables de l'Amérique du Sud, fut successivement soldat, maître d'école, aubergiste, commis, proscrit un moment par Rosas, journaliste, historien, député, ambassadeur aux États-Unis. Il avait composé une *Vie d'Abraham Lincoln*. « Ayez des écoles, disait-il à ses concitoyens dans un de ses ouvrages, et vous n'aurez point de révolutions. » Le 12 octobre 1874 le docteur Avellaneda le remplaça pour six ans.

Pendant longtemps, dans la République Argentine, *parti unitaire* avait été synonyme de *parti de la civilisation*; *parti fédéraliste* avait signifié esprit de clocher, isolement, jalousie des petites villes les unes à l'égard des autres et de toutes contre Buenos-Aires¹. Cette opposition tendit de plus en plus à s'atténuer; désormais il s'agit plutôt entre les deux partis de rivalités de personnes que d'idées.

Mitre et Sarmiento avaient été des unitaires. Le docteur Avellaneda fut tour à tour fédéraliste et unitaire, ou plutôt ne cessa point d'être « simplement avellanediste »; « s'il était de famille unitaire et fils d'un patriote dont la tête fut promœnée au bout d'une pique dans les rues de Tucuman par ordre de Rosas, il fut le premier Président qui arrondit sa fortune au pouvoir² ». Il gouverne dans le sens unitaire tant que vit son Ministre de la Guerre, le populaire docteur Alsina. Celui-ci mort, il tourne au fédéralisme. Buenos-Aires et Corrientes s'arment contre cette tendance nouvelle et sont vaincus. Alors les Fédéralistes de toutes les parties de la République viennent s'établir à Buenos-Aires. Ils avaient voulu la confisquer et se l'approprier; ils sont, au contraire, absorbés et transformés par elle, en même temps qu'ils augmentent sa population et sa prospérité. La ville, définitivement capitale depuis 1880, devient un centre considérable; il s'y crée des besoins nouveaux; les émigrants d'Europe y accourent, sûrs d'y trouver l'emploi de leur intelligence ou de leurs bras. L'ar-

1. La province de Buenos-Aires a 1 835 449 habitants; celle de Jujuy n'en compte que 53 858.

2. ALFRED EBELOT, *La Révolution de Buenos-Ayres* (*Revue des Deux-Mondes* du 1^{er} décembre 1890).

gent arrive aussi. L'excitation mercantile est excessive; sucreries, distilleries, usines frigorifiques pour la conservation des viandes, tout est à organiser, tout s'organise. Des compagnies françaises construisent sur le sol Argentin plus de 2 000 kilomètres de chemins de fer¹.

Le général Julio A. Roca est porté au pouvoir à 36 ans par le parti fédéraliste avec la protection d'Avellaneda (en 1880). D'un caractère conciliant, mais entouré d'hommes avides, il encourage la spéculation à outrance, ce qui aboutit à la disparition des métaux précieux et au cours forcé du papier-monnaie. Il prend à tâche de faire élire après lui à la Présidence son beau-frère, le docteur don Miguel Juarez Celman, d'abord avocat à Cordoba, puis, grâce à Roca, ministre, ensuite gouverneur de sa province, enfin l'un des deux élus de cette même province au Sénat National. Il avait « un zèle pétulant pour les travaux publics..... Les conditions dans lesquelles s'exerce encore aujourd'hui le suffrage universel dans la République Argentine font que les élections, régulièrement dénaturées par la fraude et la violence, sont absolument dans chaque province entre les mains du gouverneur. »

Le Président Celman. La révolution de 1890 à Buenos-Aires. — Celman fut donc élu (en 1886), bien qu'il eût pour compétiteur un homme éminent, le docteur don Dardo Rocha, ancien gouverneur de la province de Buenos-Aires, qui avait pour lui l'opinion. « Mais l'opinion et rien, en ce temps-là, c'était la même chose au point de vue des résultats du vote. »

Le général Roca part pour l'Europe; il a eu soin avant de sortir de charge de placer un peu partout des gouverneurs à lui, pour rester maître de la situation sous la présidence de son beau-frère. Celui-ci, qui entend bien gouverner en fait, et pas seulement en apparence, évince par force ou par ruse les gouverneurs de Tucuman et de Cordoba; les autres se le tiennent pour dit et s'empressent de « donner des gages de docilité ». Alors le docteur Celman joue à l'autocrate et réclame de tous une « obéissance inconditionnelle ». Il renverse le gouverneur de Mendoza, trop peu docile, et se fait le chef d'un nouveau parti, le *Parti Autonomiste National*. Le groupe directeur de ce parti est le *Club du Panal* (le *Panal* est une boisson créole), organisé à Cordoba et présidé par M. Marcos Juaréz, frère du Président Celman.

1. La France a près d'un milliard engagé dans la République Argentine.

On met « la République en coupe réglée »; on pratique la maxime : « Gouverner c'est prendre »; on dépense sans compter. Pour avoir de l'argent, on vend les chemins de fer *Central-Norte* et *Andino*; on concède à une compagnie anglaise les travaux de salubrité de Buenos-Aires; le Président est accusé d'avoir reçu d'elle 200 000 livres sterling pour lui assurer cette affaire. Concessions de chemins de fer, canaux, ports, tunnels, ponts, tout est matière à bénéfice. Ces ressources épuisées, le docteur don Wenceslao Pacheco, Ministre des Finances, met en avant le projet de *loi sur les banques libres*. Tout le monde peut ouvrir une banque d'émission moyennant une déclaration du capital qu'elle aurait en circulation et le dépôt en or d'une somme un peu supérieure. Une foule de banques furent fondées ainsi dans les provinces par des personnages officiels ou leurs protégés. N'ayant point la somme en or qu'il fallait déposer à la Banque Nationale, ils l'empruntaient en Europe, ou à la Banque Nationale elle-même, ou bien donnaient, au lieu d'espèces métalliques, des traites à longue échéance! Les banques une fois fondées grâce à ce moyen, les fondateurs et les gouverneurs s'empressèrent de se prêter à eux-mêmes ou à leurs amis sans intérêts le capital qu'on leur avait avancé et qui se réduisit à rien. Il y eut même des banques qui créèrent des billets « en dehors des conditions de la loi », c'est-à-dire de la fausse monnaie.

Une autre mesure désastreuse fut la *Loi sur les Centres Agricoles*, qui permettait aux propriétaires fonciers de se faire avancer par la Banque Hypothécaire de la province de Buenos-Aires l'argent nécessaire à la mise en valeur de leurs terres. Des spéculateurs bien appuyés achetèrent des terres à vil prix, et, sous prétexte de les défricher, obtinrent l'avance de sommes considérables, en donnant hypothèque sur des terres qu'on estimait complaisamment huit ou dix fois leur valeur; et cet argent fut employé à tout, excepté à des améliorations agricoles.

Aussi la Banque Hypothécaire et la Banque Nationale furent-elles bientôt dans une situation critique. Le papier-monnaie, de plus en plus abondant, était de plus en plus déprécié; le travail s'arrêtait, la vie enchérissait, le commerce était paralysé, l'inquiétude générale.

Le 1^{er} septembre 1889 les étudiants de Buenos-Aires manifestèrent pour « réveiller l'esprit public, assurer la liberté du

vote..., faire renaître la probité dans l'administration. » L'*Union Civique de la Jeunesse* se forma sous la présidence du docteur don Francisco Barroetavena, et l'*Union civique* sous la présidence du docteur don Leandro Alem. Une nouvelle manifestation dans les rues de Buenos-Aires au mois d'avril 1890 amena la démission du ministère. Le Président Celman dut former un cabinet répondant aux vœux de l'opinion publique. Le nouveau Ministre des Finances, M. Francisco Uruburu, avoua franchement au Congrès le vide du Trésor, les malversations commises, et demanda que la moitié des droits de douane fût acquittée en or, afin qu'on pût pourvoir aux dépenses les plus urgentes. Il voulut ensuite obliger l'un des personnages les plus compromis, le docteur Pacheco, qu'il avait remplacé au ministère, à donner sa démission de directeur de la Banque Nationale. Celui-ci refusa et parvint à opérer un revirement dans l'esprit de M. Celman, qui prit son parti. M. Uruburu donna sa démission, et les banquiers anglais qui lui avaient promis 50 millions de piastres refusèrent de les confier à son successeur.

Quelque temps après, le général Mitre entreprenait un voyage en Europe. Brave soldat, général habile, écrivain estimé¹, administrateur intègre, cet ancien Président avait été dépouillé en 1880 de son titre de lieutenant-général. Il était aussi populaire que suspect au Gouvernement présent. Son départ fut l'occasion d'une imposante manifestation : en l'acclamant, on condamnait l'administration de M. Celman.

Le 26 juillet 1890 la Révolution éclata. Le général don Manuel Campos et le colonel Figueroa, récemment arrêtés comme conspirateurs, à la tête des soldats mêmes qui étaient chargés de les retenir prisonniers, font appel aux armes ; les équipages de l'escadre argentine et le peuple de Buenos-Aires se joignent à eux. Une lutte acharnée s'engage. Les troupes fidèles au Gouvernement ont à leur tête le vice-président docteur Pellegrini, et le général Roca, revenu d'Europe, et qui soutenait sans beaucoup d'enthousiasme son beau-frère Celman. Pourtant un armistice, dont les causes sont mal connues, est signé, et, le 30 juillet, les insurgés consentent à mettre bas les armes, à condition qu'il y ait une amnistie générale : il paraît

1. Il avait rédigé le journal *La Nation*, composé une *Histoire de Saint Martin*, et traduit Dante en vers espagnol.

qu'après avoir au début manqué de hardiesse et de coup d'œil, ils manquaient maintenant de munitions.

Du reste, la victoire du Président Celman est plus apparente que réelle. Les plaintes éclatent contre lui dans le Congrès ; le Cabinet se disloque ; il n'en peut former un nouveau. Il donne, retire sa démission, et la redonne enfin, pour de bon, cette fois, le 6 août. On crie dans les rues : « *Ya se fue el burro, l'âne s'en est allé !* » Le vice-président Pellegrini, devenu président provisoire, est conduit en triomphe à la *Maison-Rose* (palais présidentiel) ; on dételle ses chevaux, on traîne sa voiture.

Fils d'un Savoisien et d'une Anglaise, M. Pellegrini passait pour un homme modeste, judicieux et honnête. Il prit ses ministres parmi les anciens ennemis du Président Celman (les docteurs Eduardo, Costa et José Maria Gutierrez) et parmi ses anciens défenseurs (les généraux Levalle et Roca). La situation était critique : pas d'argent, le crédit ébranlé à l'extérieur : au dedans les esprits divisés, le parti de l'ancien Président encore puissant et maître des postes officiels dans les provinces ; par contre, l'*Union Civique*, subsistant à côté du Gouvernement légal, étendant, renforçant son action, en vue des élections futures. Pourtant quelques résultats utiles furent atteints. Le nouveau Ministre des Finances, le docteur Vincente Lopez, vieillard de 73 ans, mais intelligent et énergique, contracta à l'extérieur un emprunt de 20 millions de piastres, réalisa des économies et mit sous séquestre les banques de province qui avaient prévarié¹.

Depuis cette époque, la situation s'était améliorée peu à peu, quoiqu'il y eût encore des troubles fréquents et bien des causes d'inquiétude sur un très grand nombre de points. Le 20 février 1891, le général Roca échappa à une tentative d'assassinat à Buenos-Aires. Le 22 mai, une insurrection fut réprimée à Cordoba. Un autre mouvement éclata le 25 juin 1891 à Catamarca. Aux élections de 1892, le docteur Luiz Saenz Pena fut nommé Président de la République contre son compétiteur le général Roca, et entra en fonctions le 12 octobre.

De nouveaux troubles se produisirent en 1893 à la Plata

1. De larges emprunts ont été faits, pour la rédaction de ces pages, à un article de la *Revue des Deux-Mondes* du 1^{er} décembre 1890, vif, intéressant, pittoresque, mais passionné, de M. Alfred Ebelot, témoin oculaire des faits qu'il raconte.

(août) et à Tucuman (septembre); les insurgés y furent vaincus après une lutte sanglante par le général Roca et M. Pellegrini. Dans les eaux mêmes de Buenos-Aires, une partie de l'escadre se souleva le 27 septembre et fut vaincue après un vif combat. Il y eut encore en 1893 des insurrections dans les provinces de Cordoba et de San-Luis, enfin un mouvement à Rosario, qui fut comprimé le 2 octobre.

État actuel de la Confédération Argentine et de Buenos-Aires. — La Confédération Argentine est actuellement divisée en 14 provinces et 4 territoires. Les provinces sont : 1° *Entre-Rios*; 2° *Corrientes*; 3° *Santa-Fé*; 4° *Cordoba*; 5° *Santiago*; 6° *Tucuman*; 7° *Salta*; 8° *Jujuy*; 9° *Catamarca*; 10° *La Rioja*; 11° *San-Juan*; 12° *Mendoza*; 13° *San-Luis*; 14° *Buenos-Aires*. Les territoires sont : 1° *Grand Chaco*; 2° *Misiones*; 3° *Pampas*; 4° *Patagonie*. — La République mesure 470 lieues du nord au sud, 328 de l'est à l'ouest. Le *Parana*, qui forme le principal bras du *Rio de la Plata*, a 900 lieues de longueur, et il est navigable sur un parcours de 400 lieues. On trouve dans le pays tous les climats et toutes les productions : la canne à sucre, le café, le riz, le coton, le tabac, le vin, l'indigo, le blé, le maïs, le cacao, l'oranger, le figuier, le bananier, la pomme de terre, les laines, les cuirs, les viandes salées. L'intérieur renferme des mines de fer, de cuivre, d'argent, d'or, des diamants, du soufre, du plomb, du sel, du salpêtre. Il y avait, à la fin de 1898, dans la Confédération Argentine 15.803 kilomètres de chemins de fer exploités.

Buenos-Aires, la principale ville, se trouve dans une situation admirable, à l'embouchure du *Rio de la Plata*. Cette ville renferme 579 892 habitants¹, parmi lesquels beaucoup de Français (surtout Basques), Italiens, Anglais, Allemands. On a construit à Buenos-Aires un môle qui s'avance d'une lieue dans le *Rio de la Plata*. Buenos-Aires est en communication avec Bordeaux par des paquebots qui passent à Montevideo, Maldonado, Rio-de-Janeiro, Bahia, Pernambuco, le Cap San-Roque (Brésil), Dakar (près du Cap Vert, au Sénégal) et Lisbonne. *Rosario* compte 94 000 habitants.

Aux termes d'un traité signé entre le Brésil et la République Argentine, celle-ci a cédé au premier en 1890 la partie est du territoire des *Misiones occidentales*.

¹ La population totale de la Confédération Argentine était, en 1895 de 3 918 966 habitants.

**** Derniers événements.** — Le Président actuel (jusqu'à l'année 1904) est encore le général Roca, qui semble avoir rendu au Gouvernement de son pays quelque stabilité. Il a eu de grosses difficultés à résoudre, moins de la part des partis politiques (on commence à s'en lasser, à ne plus voter même), qu'à cause des relations extérieures de la République et de ses difficultés financières.

En juillet 1898 la République Argentine et l'Italie ont signé un traité d'arbitrage, qui, dit-on, a tout prévu et écarté tout conflit futur. Avec le Chili, les difficultés si grandes qu'entraînait la délimitation des deux pays ont été résolues; au moment où la guerre allait éclater, grâce à l'entrevue des chefs d'État des deux pays¹.

Avec l'Espagne, il faut signaler un curieux rapprochement. Le croiseur espagnol *Rio de la Plata* avait été très bien accueilli à Buenos-Aires; on avait même de l'hymne national supprimé quelques strophes qui rappelaient la guerre d'indépendance et pouvaient blesser l'Espagne. En juin 1900, le vaisseau-école argentin *Presidente Sarmiento* est venu sur les côtes d'Espagne et a été admirablement reçu. En octobre 1900 se tiendra à Madrid un Congrès hispano-américain, dont l'initiative revient à l'Union ibéro-américaine présidée par M. Rodriguez San-Pedro, qui se propose de resserrer très fortement entre la presqu'île ibérique et les républiques latines américaines les liens intellectuels, artistiques, économiques, financiers : banques hispano-américaines, académies scientifiques et artistiques, expositions permanentes, etc. Il semble qu'il y ait là une tentative de rapprochement comme celle que l'Angleterre essaye d'amener entre elle et les États-Unis, rapprochement plus durable sans doute, car l'Espagne ne possède plus rien en Amérique et ne peut donc plus être en conflit avec elle, et ses anciennes colonies sont plus espagnoles encore que les États-Unis ne sont demeurés anglais.

A l'intérieur, on constate un affaiblissement de l'esprit fédéraliste : toutes les provinces ont la même loi civile, commerciale, fédérale et politique, et le pouvoir central peut décréter l'état de siège dans une province, et, par suite, agir complètement sur elle. D'ailleurs, on ne peut s'en plaindre; les gouvernements provinciaux ayant été si fantaisistes dans les faillites de leurs banques libres, et de leurs réseaux de che-

¹ Voir plus loin CHILI.

mins de fer. La question financière est le grand souci du Gouvernement qui doit négocier le règlement des dettes provinciales. La dette extérieure s'élevait en 1899 à 275 millions d'or; à cela, il faut ajouter 34 millions émis pour le règlement de la dette provinciale de Buenos-Aires et 16 millions pour la dette de la Banque Nationale. La dette intérieure était de 40 375 817 piastres en or et 104 595 933 piastres en papier. On compte beaucoup sur l'impôt sur l'alcool et sur l'augmentation du commerce, qui s'accroît en effet régulièrement (30 millions de plus en 1898 qu'en 1897). Les principaux produits sont toujours la laine, dont Dunkerque est devenu le principal consommateur, le bétail (500 000 bœufs et 600 000 moutons exportés par an), le blé, le sucre (100 000 tonnes), le vin (1 300 000 hectolitres). La laine seule et les viandes, avec les cuirs, s'exportent, mais déjà la production indigène du sucre et du vin nuit à notre commerce, dont la part n'est plus que de 11 pour 100, ainsi que celle des États-Unis, pendant que celle de l'Angleterre est de 37, celle de l'Allemagne de 11,5, et celles de la Belgique et de l'Italie déjà de 9,5. D'autres produits commencent à s'exporter aussi, comme le *quebracho*, dont l'extrait donne un excellent tanin (400 000 kilog. d'extrait ont été exportés dès 1896).

L'immigration n'atteint plus les chiffres extraordinaires d'il y a dix ans (260 000 en 1880); elle n'est plus que de 70 000 environ; mais l'émigration n'est plus de 82 000 comme en 1890: elle se réduit à 35 000 environ. La proportion des diverses races est toujours la même (44 000 Italiens, 18 000 Espagnols, 3000 Français, 1 700 Autrichiens, etc., sur 72 000 en 1897).

La colonisation se porte graduellement vers le sud, dans les immenses plaines vides de la Patagonie, où des compagnies anglaises, qui ont moins désespéré de l'Argentine que les capitalistes français après le grand krach, font aujourd'hui de très bonnes affaires et assurent beaucoup d'influence à leur pays.

L'Uruguay. Siège de Montevideo par Rosas et Oribe (1841-1851). — Indépendante de l'Espagne sous le nom de *Bande Orientale* en 1814, la République de Montevideo fut conquise en 1816 par les Brésiliens. La Confédération Argentine les en expulsa; ils y revinrent (1822); enfin, après une longue lutte, le traité de 1828 sanctionna l'existence d'un État distinct dans la Bande Orientale sous le nom de *République de l'Uruguay*¹. Montevideo vit alors sa prospérité s'accroître rapide-

ment; les émigrants européens, surtout les Italiens, les Français et les Basques, y affluèrent. Tout changea quand Oribe, avec l'appui de Rosas, se fut emparé du pouvoir. L'expulsion d'Oribe, l'élection du Président Rivera et l'asile donné aux proscrits de Buenos-Aires attirèrent sur Montevideo les armes du dictateur argentin. La ville fut attaquée pendant dix ans, et défendue surtout par les volontaires européens que commandait au début le général Garibaldi (1841-1851).

Situation actuelle. — La population de l'Uruguay était, en 1897, de 827 485 habitants: Montevideo en renferme 200 000. Il y a dans l'Uruguay 1 625 kilomètres de chemins de fer exploités. M. Francisco Vidal, élu Président de la République de l'Uruguay pour trois ans en 1880, ayant donné sa démission, le général Maximo Santos fut élu en 1882 et réélu en 1886. Ses violences à l'égard des étrangers le déconsidérèrent; il fut remplacé en 1886 par le lieutenant général Maximo Tajes. Celui-ci eut pour successeur, en mars 1890, le docteur Julio Herrera. Il y eut, le 11 octobre 1891, une tentative insurrectionnelle à Montevideo contre le Gouvernement établi.

J. Idiarte Borda, élu Président en 1894, ayant été assassiné le 25 août 1897, M. Cuestas, président du Sénat, assumait la présidence provisoire de la République. Mais la guerre civile ne fut terminée que le 10 septembre 1897; le D^r Ramirez, désigné comme arbitre par les deux partis en présence, fit admettre des conditions de paix: les *blancs* auraient six départements; des indemnités seraient données aux veuves. Les Chambres ratifièrent le traité le 13 septembre. La lutte est en effet perpétuelle entre les *colorados* et les *blancos*, noms qui désignent les partis (comme chez nous jadis les *rouges*, les *bleus*, les *blancs*). Dès novembre 1896, les *blancos* s'étaient déjà insurgés contre les *colorados*, qui tenaient le pouvoir. Le Président Cuestas, le 11 février 1898, lança une proclamation dans laquelle il disait qu'en raison de l'opposition opiniâtre de la majorité parlementaire, il allait dissoudre les Chambres et nommer un Conseil d'État composé de 88 membres, un tiers de *blancos*, deux tiers de *colorados*. Le Conseil élu fut gouverneur provisoire. Mais cinq mois après, le 4 juillet 1898, le 4^e régiment d'artillerie légère se souleva à Montevideo; il fallut mettre la capitale en état de siège et convoquer la garde nationale. L'ordre fut enfin rétabli après une très vive fusillade.

** Ces troubles incessants empêchent le développement rapide de l'Uruguay. Néanmoins sa situation est si admirable, le sol, le climat si bons, que malgré tout il se développe, grâce surtout à l'élevage; près d'un million de têtes de bétail sont abattues, chaque année, dans les *saladeros*, où l'on recueille chair, cuir, os, sang, jusqu'à l'eau de lavage du sol, qu'on dirige vers les rivières pour y attirer les poissons et permettre des pêches fructueuses, dont le produit se vend comme engrais. Les travailleurs de l'Uruguay l'emporteront-ils sur ses politiciens? Arrivera-t-il à la paix intérieure? ou, de guerre lasse, s'unira-t-il au Brésil ou à la République Argentine?

II. — BRÉSIL. — PARAGUAY. — PÉROU. — CHILI. — BOLIVIE.

Le Brésil. — Dom Pedro II (1831-1889). Abolition de l'esclavage (1888). — Révolution du 15-16 novembre 1889. La République des Etats-Unis du Brésil. — Les conflits avec l'Europe. — Situation actuelle du Brésil. — Le Paraguay : guerre avec le Brésil (1864-1870). — Le Pérou. — Alliance avec le Chili pour résister à l'Espagne (1864-1868). — Le Chili. — La Bolivie. — Guerre entre le Chili et la Bolivie, soutenue par le Pérou (1879-1883). — Situation actuelle du Pérou. — Histoire intérieure du Chili; le Président Balmaceda et la Guerre civile (1891). — Situation actuelle du Chili.

Le Brésil. — Le Brésil, l'État le plus considérable de l'Amérique du Sud, a la forme d'un immense triangle, dont la base serait à l'ouest, dans l'intérieur des terres, les deux côtés opposés au sud-est et au nord-est sur l'Océan Atlantique, et le sommet au Cap San-Roque, le point le plus oriental de l'Amérique, en face du continent africain. La superficie du Brésil est de 8361350 kilomètres carrés. Ce pays, l'un des plus riches du monde, contient des diamants et produit des bois de teinture, du sucre, du riz, surtout du café, du tabac; il renferme des forêts de palmiers, de cocotiers, de bananiers, de sandal, d'acajou, etc., avec toutes les espèces végétales possibles.

Il est divisé en deux régions naturelles : 1° la région du Nord, sous l'équateur, où se trouve la vallée du *Rio Maranhon* ou *Amazone*; 2° la région du Sud-Est, ou de l'Atlantique, qui a pour principal fleuve le *Rio San-Francisco*. L'Amazone, le Mississipi de l'Amérique Méridionale, est navigable sur une étendue de 1000 lieues; il est formé par la réunion du *Tangu-ragua* à gauche au nord-ouest, du *Marañon* au centre à l'ouest, du *Huallaga* à droite au sud-ouest, et de l'*Ucayalé* grossi de

l'*Apurimac*, plus à droite encore au sud-est. L'Amazone reçoit plus de 200 affluents, dont les principaux sont : sur la rive droite, au sud, l'*Yavary*, le *Purus*. la *Madeira*, le *Topajós*, le *Xingu*, le *Tocantins*; sur la rive gauche, au nord, le *Napo*, l'*Yapura*, le *Rio Negro*. A l'embouchure de l'Amazone se trouve la grande Ile de *Marajo*.

Le Brésil ne renferme encore que 14 333 913 habitants, la plupart d'origine portugaise. Il y a aussi beaucoup d'immigrants italiens, portugais, espagnols, allemands, polonais, russes, anglais, français, syriens, etc., des nègres et des Indiens à l'intérieur. Les principales villes sont : *Rio-de-Janeiro*, la capitale, au sud-est, qui contient 522 630 habitants; *Bahia*, ou *San-Salvador*, plus au nord, avec 174 400 habitants; *Recife*, ou *Pernambuco*, encore plus au nord, avec 111 500 habitants; *São-Paulo*, au sud¹, avec 65 000 habitants. Il y avait au Brésil, en 1897, 14 038 kilomètres de chemins de fer exploités, et 8 034 en construction.

Dom Pedro II (1831-1889). Abolition de l'esclavage (1888). — Depuis qu'il s'était séparé du Portugal (1821), le Brésil formait une monarchie constitutionnelle. Il fut gouverné pendant cinquante-huit ans par Dom Pedro II, à qui l'abdication de son père Pedro I^{er} avait donné le pouvoir à l'âge de cinq ans, le 7 avril 1831. Le pouvoir législatif appartenait à un Sénat composé de 62 membres élus à vie, et à une Chambre des Représentants formée de 122 membres, élus pour quatre ans par toute la population libre.

L'esclavage fut longtemps la plaie du Brésil. Cependant, à partir du 28 septembre 1871, les enfants qui naquirent des femmes esclaves furent libres. En mai 1888, l'esclavage fut aboli. L'article 1^{er} de la loi nouvelle déclarait libres tous les esclaves de l'empire (il y en avait encore environ 600 000). L'article 2 exemptait de tout service ultérieur les enfants désignés sous le nom d'*ingénus*, c'est-à-dire nés libres de mères esclaves; l'article 3 internait pour deux ans les nouveaux affranchis dans leurs cantons respectifs. Ce n'était point Dom Pedro, mais sa fille Isabelle, qui avait signé le décret d'émancipation. L'empereur du Brésil était au mois de juin 1888 gravement malade à Milan. Sa santé s'étant réta-

1. C'est surtout dans les provinces du Sud, plus éloignées de l'équateur, donc d'un climat plus tempéré, particulièrement dans celle de São Paulo, que se portent les immigrants, et que l'accroissement de la population, ainsi que le développement agricole, industriel, commercial, sont sensibles.

blie, il se rembarqua pour Rio-de-Janeiro, après avoir traversé la France.

On se figurait en Europe que son Gouvernement était populaire : c'était une erreur grave. L'abolition de l'esclavage avait été imposée par l'opinion publique au Brésil. Elle réclamait bien davantage. Déjà elle avait exigé et obtenu le renvoi du baron de Cotegipe, Président du Conseil des Ministres du 21 août 1885 au 10 mars 1888; on lui reprochait d'être l'ennemi de tout progrès, et il s'était produit contre lui, dans les rangs de l'armée, des manifestations significatives, à la tête desquelles étaient le colonel Madureira et le maréchal de camp Deodoro da Fonseca. Le ministre suivant, celui du sénateur João Alfredo Correa de Oliveira, ne fut guère mieux accueilli. Au mois de janvier 1889, le bruit courut que l'empereur allait abdiquer. Il n'en fut rien; mais un nouveau ministre, celui du vicomte de Ouro Preto, arriva au pouvoir avec un programme libéral. Le Gouvernement reconnaissait la nécessité d'une réforme électorale, promettait l'autonomie des communes et des provinces, la liberté des cultes. Au mois de juin, trois sénateurs républicains furent élus dans la province de Minas Geraes; le 14 juillet, l'empereur échappa à une tentative de meurtre; au mois de septembre, les libéraux l'emportèrent aux élections législatives.

Révolution du 15-16 novembre 1889¹. La République des États Unis du Brésil. — Seul de tous les États indépendants des deux Amériques, le Brésil avait conservé un Gouvernement monarchique. Il existait cependant un parti républicain considérable², et qui possédait dans l'armée de nombreux

1. On trouve de très intéressants détails sur la Révolution Brésilienne de 1889 dans un opuscule de M. Oscar d'Araujo intitulé : *Le Fondateur de la République Brésilienne Benjamin-Constant-Botelho de Magalhães, Discours prononcé à la séance commémorative de l'avènement de la République Brésilienne célébrée le 18 novembre 1891 au siège de la Société Positiviste de Paris*. Signalons aussi un curieux article de M. d'Araujo sur les *Antécédents de la République au Brésil (Revue Politique et Littéraire du 19 décembre 1891)*.

2. Dès 1720 Philippe de Santos fut écartelé à Villa-Rica, province de Minas Geraes, pour avoir voulu proclamer la République. En 1789, nouvelle tentative républicaine dans la même province, sous l'inspiration de jeunes gens qui avaient étudié en France à Montpellier; autres mouvements à Bahia en 1801, à Pernambuco le 6 mars 1817, et dans la même ville en 1824; émeute du 7 avril 1831 à Rio-de-Janeiro, qui amena l'abdication de Dom Pedro I^{er}, et qui faillit causer la chute de la monarchie; soulèvements de 1832 à Minas Geraes, de 1834 à Matto-Grosso. Le 20 septembre 1835, Bento Gonçalves proclama à Rio-Grande-do-Sul la *République de Paratinga*, qui se maintint pendant dix

adhérents. L'héritière de Dom Pedro était sa fille Isabelle, mariée à Gaston, comte d'Eu, fils du duc de Nemours. On reprochait à cette princesse, à laquelle la régence était confiée pendant les fréquents voyages de son père en Europe, on reprochait plus encore à son mari leur caractère hautain et leur opposition à toute réforme. Dès 1888, Deodoro da Fonseca, l'un des principaux chefs de l'armée, dont les sentiments antiministériels étaient connus, avait été, sous prétexte de veiller à la sécurité des frontières vers le Paraguay et la Bolivie, envoyé à Cuyaba, à quarante-deux jours de Rio-de-Janeiro. Sa mission expirée, il revint plus mécontent que jamais. Dès lors, les événements se précipitèrent. De toutes parts l'insurrection éclata dans l'armée. A Minas, un bataillon d'infanterie attaque la police. A Rio, le 22^e bataillon, devenu suspect, est embarqué le 12 novembre pour Para; le 7^e, dont les sentiments républicains étaient connus, reçoit aussi l'ordre de quitter la capitale : il refuse d'obéir. Dans la nuit du 14 au 15 novembre, le vicomte de Ouro Preto, Président du Conseil des Ministres, accompagné des Ministres de la Marine et de la Justice, veut réunir le reste de la garnison pour assurer l'exécution des ordres impériaux. Tout le monde refuse d'obéir. Les soldats et les élèves de l'École Militaire acclament Deodoro da Fonseca; le baron de Ladario, Ministre de la Marine, dirige contre eux son revolver et tombe lui-même blessé de trois balles. Un Gouvernement Provisoire est institué. Dom Pedro, revenu en toute hâte de son château de Pétrópolis à Rio-de-Janeiro, est embarqué pour l'Europe à bord d'un navire de guerre, avec l'impératrice, la princesse impériale et le comte d'Eu¹.

Le Gouvernement Provisoire fut présidé par le maréchal de camp Deodoro da Fonseca, ayant pour collègues MM. Aristides Lobo, Quintino Bocayuva, Ruy Barbosa, Campos Salles, Benjamin Constant², Demetrio Ribeiro, le contre-amiral Wandelcock. Proclamation de la *République des États-Unis du Brésil*, dissolution de la Chambre des Députés, suppres-

ans; du 7 novembre 1837 au mois de mars 1838, les Républicains furent maîtres de Bahia; en 1848 Nunez Machado périt en essayant d'opérer une révolution dans la province de Pernambuco.

1. Dom Pedro II est mort en exil à Paris au mois de décembre 1891.

2. M. Benjamin-Constant-Botelho de Magalhães, né en 1833 dans une ferme des environs de Rio-de-Janeiro, militaire, journaliste et professeur de mathématiques, adepte de la Philosophie Positive, était depuis longtemps l'un des chefs du parti républicain.

sion du Conseil d'État et du Sénat, reconnaissance des engagements pris par le Gouvernement précédent avec les puissances étrangères, établissement du suffrage universel : tels furent les premiers actes du Gouvernement Provisoire. La famille impériale fut bannie; les élections pour la nomination d'une Assemblée Constituante furent fixées au 13 septembre 1890, et la réunion de l'Assemblée au 15 novembre, ce long délai étant rendu inévitable par l'immense étendue du Brésil et la difficulté des communications. Tous les étrangers établis au Brésil furent naturalisés de droit, s'ils ne déclaraient vouloir conserver leur nationalité antérieure. Une tentative de contre-révolution, qui éclata à Rio-de-Janeiro le 18 décembre 1889 dans le 2^e d'artillerie, fut réprimée après un combat assez vif. Depuis, le Gouvernement Provisoire décréta la séparation de l'Église et de l'État et le mariage civil.

La République du Brésil fut reconnue successivement par toutes les puissances. Un projet de Constitution fut publié par le Gouvernement Provisoire le 22 juin 1890; un décret fixa au 14 juillet, date de la Fête Nationale de la France, la Fête Nationale du Brésil. Les élections pour l'Assemblée Constituante, le 13 septembre, donnèrent une immense majorité aux Républicains. Le projet de Constitution fut adopté par cette assemblée, avec diverses modifications, le 21 janvier 1891. M. Benjamin Constant, Ministre de l'Instruction Publique et l'un des principaux auteurs de la Révolution, mourut le lendemain. Deodoro da Fonseca fut élu pour 4 ans Président de la République le 26 février 1891 par 129 voix contre 97 accordées à M. Prudente Moraes.

Le bon accord ne régna pas longtemps au Brésil. Bientôt on reprocha au Président ses allures dictatoriales et ses richesses acquises avec une prodigieuse rapidité. Le Congrès, ayant voté une loi qui déclarait incompatibles plusieurs fonctions politiques et administratives, fut dissous par Deodoro da Fonseca (4 novembre 1891). Le Président compléta cette violence en décrétant l'état de siège pour deux mois, et promit de nouvelles élections à bref délai. Ce coup d'État souleva une énergique résistance à Rio-Grande-do-Sul; de nombreux volontaires prirent les armes contre le dictateur. Ils furent victorieux à Itaqui et à Porto-Alegre. Deodoro da Fonseca essaya de se maintenir par la terreur; mais partout des soulèvements éclatèrent; des conflits sanglants eurent lieu à Bahia,

à Pernambuco, à Rio-de-Janeiro même; enfin la marine se prononça contre le dictateur. Il fut obligé de donner sa démission (23 novembre 1891), et mourut quelques mois après (23 août 1892).

Le général Floriano Peixoto, vice-président, qui le remplaça à la tête du Gouvernement, rétablit la légalité, supprima l'état de siège et rappela le Congrès. Il eut, dès le début, de grandes difficultés à vaincre. En avril 1892, 13 généraux lui adressèrent un manifeste désapprouvant la déposition des gouverneurs qui avaient adhéré au coup d'État et réclamant l'élection immédiate du Président de la République; Peixoto répondit à cet acte d'indiscipline en mettant les signataires à la retraite. Le Congrès décida bientôt après que l'élection présidentielle n'aurait pas lieu, et que le vice-président actuel resterait chef du pouvoir exécutif jusqu'à la fin de 1894. Mais un nouveau mouvement éclata dans la province de Matto-Grosso : les insurgés, qui voulaient se séparer du Brésil pour former une *République Transatlantique*, furent vaincus après une résistance de plusieurs mois (août 1892). Une autre insurrection fut réprimée au mois de juillet 1893 dans la province du Rio-Grande-do-Sul.

Le 9 septembre suivant, le contre-amiral Custodio de Mello, à la tête de la principale escadre brésilienne, dans la Baie de Rio-de-Janeiro, se prononça contre le gouvernement du général Peixoto. Il s'empara de Nictheroy et bombarda Rio pendant plusieurs jours.

Soupçonné d'abord de méditer une restauration impériale, il protesta le 20 novembre, dans une lettre au *Herold*, qu'il voulait « substituer le Gouvernement civil au militarisme, système terrible développé par le dictateur actuel ». L'amiral Saldanha de Gama se joignit bientôt à l'amiral de Mello. La flotte insurgée se sépara en deux escadres : l'une, avec l'amiral de Gama, demeura devant Rio, tandis que l'autre, avec l'amiral de Mello, se portait au sud vers la province de São-Paulo, devant Santos, pour appuyer l'insurrection du général Saraiva. Cette bizarre situation se prolongea plusieurs mois. L'amiral de Gama bloquait Rio-de-Janeiro par mer; il la bombarda à plusieurs reprises; il était maître des îles de la baie, mais il fut repoussé dans ses tentatives de débarquement. La population de la ville était sans cesse sur le qui-vive; tout commerce avait cessé, au grand détriment de l'Europe et des États-Unis. L'arrivée de navires achetés aux Amé-

ricains du Nord permit pourtant au Gouvernement de reconstituer une escadre nouvelle, qui, partie de Pernambuco, vint prendre les navires insurgés entre deux feux dans la Baie de Rio. Le 13 mars 1894, leurs équipages se rendirent à discrétion; l'amiral de Gama et ses officiers s'étaient réfugiés à bord d'un navire portugais, qui refusa de les livrer. De son côté, l'amiral de Mello, après avoir échoué dans une tentative contre Rio-Grande-do-Sul, manquant de vivres, dut conduire son escadre à Buenos-Aires et la remettre au Gouvernement de la République Argentine, qui restitua les vaisseaux au Brésil; l'insurrection était terminée (17 avril 1894).

Élu Président de la République au mois de février, pendant la durée même de la lutte, M. le Dr Prudente J. de Moraes entra en fonctions pour quatre ans le 15 novembre 1894.

Les conflits avec l'Europe. — L'îlot rocheux et désert de la Trinidad, situé dans l'Atlantique à 300 milles à l'est de la province d'Espiritu-Santo, et considéré comme une dépendance du Brésil, fut occupé par les Anglais en juillet 1895 pour y faire atterrir un câble direct entre la Grande-Bretagne et la République Argentine. Le Brésil réclama énergiquement, affirmant que si la Trinidad avait été occupée en 1700 par le docteur Hally, au nom de l'Angleterre, celle-ci avait restitué l'îlot aux Portugais le 22 août 1782. L'Angleterre se montra disposée à négocier; le Gouvernement brésilien, comptant sur l'appui des États-Unis de l'Amérique du Nord, peu disposés à admettre une atteinte à la doctrine de Monroë, déclarait, assurait-on, qu'il n'admettrait un arbitrage ni avec la Grande-Bretagne au sujet de la Trinidad, ni avec la France au sujet du territoire contesté de la Guyane. Depuis, le différend avec l'Angleterre a été réglé, le ministère britannique ayant consenti à restituer l'île de la Trinidad (6 août 1896), et un arbitrage est intervenu entre la France et le Brésil (1900). Enfin un conflit avait éclaté avec l'Italie; en voici la cause. Pendant la dernière guerre civile, de nombreux résidents européens ont été maltraités et dépouillés au Brésil. La lutte terminée, le Gouvernement de Rio-de-Janeiro dut accorder des indemnités, qui furent fixées à l'amiable avec la plupart des puissances européennes dont les nationaux avaient été lésés. Il n'en fut pas de même avec l'Italie. Les Italiens, très nombreux dans la province de São-Paulo, au sud du Brésil, qui avait été le principal théâtre de la guerre, réclamaient des indemnités que le Brésil trouva excessives et

refusa de payer. Après des pourparlers infructueux, le ministère brésilien proposa au Parlement un projet décidant que le conflit serait réglé par un arbitrage. Cette proposition fut repoussée par la Chambre à l'unanimité (24 août 1896). Un grand nombre d'Italiens furent attaqués dans les rues de São-Paulo, de Rio-de-Janeiro, de Bahia, de Pernambuco. A Rio, la foule cria : « *Vive Ménélyk! à bas l'Italie!* » A Bahia, l'écusson du consulat italien fut brisé; le sang coula. Des scènes violentes eurent lieu, en pleine Chambre, entre députés qui échangèrent des coups; les Ministres des Affaires Étrangères et de la Justice donnèrent leur démission. A la suite de ces faits, le Gouvernement italien demanda naturellement une satisfaction, qu'il était difficile de ne pas lui accorder. Mais le Brésil se refusait à l'indemnité pour les excès commis à Rio-Grande-do-Sul et à Santa-Catarina, qu'il voulait soumettre à un arbitrage (17 novembre).

La situation intérieure du Brésil ne fut pas brillante en 1896. On signalait à chaque instant, dans tous les États, des troubles, des banqueroutes, la chute de compagnies financières ou industrielles.

**** La situation actuelle au Brésil.** — Le 11 novembre 1896, M. Prudente de Moraes étant malade, le vice-président, M. Manoël Victorino Pereira, prit la direction des affaires. En 1898, le 2 mars, M. Campos Salles fut élu Président, et fit un voyage d'études en Europe avant d'entrer en charge (15 novembre).

Il semble que le Brésil retrouve un peu de stabilité. Les monarchistes sont beaucoup moins redoutables : la cause plaît encore à quelques-uns, mais non les prétendants. Néanmoins de vifs mécontentements sont toujours à craindre. En novembre 1897, on tenta d'assassiner le Président, et on ne réussit qu'à atteindre le Ministre de la Guerre. Cette même année, le Gouvernement eut à combattre un fanatique, Canudos Conselho, qui s'était érigé en prophète, et soulevait des foules ignorantes. Il fut pris le 6 octobre; son prestige, sa secte s'évanouirent.

Avec les États étrangers, les rapports ont été moins tendus depuis quelque temps. Le 4 décembre 1896, fut enfin réglé, par l'accord des deux Chambres, le conflit avec l'Italie, qui reçut une indemnité de 4 millions. Avec la France, les difficultés en Guyane sont aujourd'hui en voie de solution; mais le 13 janvier 1900, le Brésil a protesté contre la décision du

tribunal arbitral suisse dans le litige anglo-vénézuélien (Voir VÉNÉZUÉLA ET GUYANE).

Mais tout n'est pas réglé avec les autres pays, les frontières sont encore indéfinies entre le Brésil et les Républiques espagnoles, sauf les États platéens. La question la plus grave est celle de Bolivie : repoussée de l'Océan Pacifique, celle-ci veut s'ouvrir un chemin vers l'Atlantique par les affluents de l'Amazone. Nous verrons plus loin quelles difficultés en résultent.

Après d'incessantes révolutions, le Brésil aurait bien besoin d'une période de calme et de travail pour équilibrer son budget et faire les travaux nécessaires. C'est le manque d'argent qui a fait voter en novembre 1896 une loi très dangereuse : elle autorise l'État à affermer les chemins de fer. Que deviendra le Brésil le jour où les Yankees s'abattront sur lui, avec leurs milliards, pour le mettre en coupe réglée et le réduire à la vassalité, ou bien si ce sont les Allemands, qui déjà muguent le sud ? Heureusement pour le Brésil, les prétentions de son Gouvernement sont telles que tout syndicat se ruinerait à affermer ses chemins de fer ; il les garde encore.

En réalité, il y a trois grandes régions distinctes dans le Brésil : celle du caoutchouc, au climat chaud et humide, effroyablement anémiant, seule cause qui ralentisse la croissance de villes aussi bien situées que Manaos ou Obidos (Amazonas, Para, Matto-Grosso) ; celle des grandes plantations ou *fazendas* de la côte, qui produit cacao, coton, riz, sucre, café, vanille, etc. ; celle du sud (Rio-Grande-do-Sul, Santa-Catarina, Parana, São-Paulo), où l'on récolte du café au nord et au sud du blé, où l'on se livre à l'élevage, etc. Au nord, c'est la cueillette, et les spéculations sur le caoutchouc ; au sud, c'est l'Europe du Brésil, les gens pratiques, de sens rassis, comme les Paulistas, qui veulent faire des affaires et non de la politique. Quant aux habitants de Rio, les *Fluminenses*, on trouve qu'ils ont fait beaucoup de révolutions, et l'on souhaite le transfert de la capitale sur le plateau¹. Il semble possible aux personnes qui ont vu le pays, que, si les Amazoniens lancent la Confédération dans une politique trop aventureuse, on voie une scission se produire, et trois Brésil en sortir, dont le plus

méridional s'unirait peut-être à l'Uruguay. Souhaitons au Brésil d'éviter cette catastrophe qui profiterait seulement aux nombreux Allemands établis dans le sud et que tenterait peut-être un coup d'État purement germanique, et aux États-Unis, qui ne trouveraient plus de contrepois dans un grand État Sud-Américain. Il n'est pas mauvais pour le monde latin qu'il y ait un Brésil un et fort.

Ce sont les Italiens qui contribuent le plus à former la population brésilienne : rien que dans le Rio-Grande on en compte 160 000 ; dans le São-Paulo, 455 000 (sur 2 200 800 habitants¹). Chaque année en voit débarquer maintenant près de 100 000, population active, mais peu aimée à cause de ses violences. Les Allemands sont bien moins nombreux : il en est arrivé 17 000 de 1871 à 1878, 15 000 de 1879 à 1887, 17 000 de 1888 à 1896. Au total, ils ne sont pas 100 000. Mais ils sont très groupés dans les deux provinces de l'Extrême Sud, dans les villes de Blumenau, Joinville, Germania, Rio-Grande, Porto-Alegre, avec leurs sociétés d'instruction, de musique, de chant et bien d'autres. La *Société hambourgeoise pour la colonisation du Brésil méridional*, fondée en 1850, a, dans le seul État de Santa-Catarina, 650 000 hectares, et la concession de la ligne côtière de Destero à la baie de San-Francisco. Plusieurs grandes banques allemandes (il n'y en a qu'une française) fonctionnent depuis de longues années au Brésil et tiennent en mains une grande partie du commerce. A cela il faut ajouter les services réguliers de navigation entre l'Allemagne et le Brésil, et l'on comprendra comment ce groupe d'Européens, bien peu nombreux, joue là-bas un rôle qui, plus d'une fois, a paru à surveiller. Quant aux Anglais, ils détiennent une bonne part du commerce fluvial : dans l'Amazone ils ont établi un câble télégraphique, et leurs nombreux vapeurs remontent le fleuve.

Au point de vue des religions, le dernier recensement qui en fasse mention comptait : 14 179 615 catholiques, 1 673 orthodoxes, 19 957 protestants évangéliques, 1 317 presbytériens, 122 469 autres protestants, 300 musulmans, 1 327 positivistes, 7 257 sans culte. Mais ces chiffres ne doivent pas faire illusion : parmi les catholiques, beaucoup sont des In-

1. L'État de Minas a déjà voulu transférer sa capitale d'Ouro-Preto à Bello-Horizonte. Pour Rio, le changement s'explique de plus par l'insalubrité de la ville et sa vulnérabilité en cas de guerre.

1. On y trouve encore 72 000 Espagnols, 61 000 Portugais, 14 000 Autrichiens, 7 000 Allemands, 3 000 Russes, 2 000 Français, 1 000 Danois. C'est l'État le plus mélangé comme races.

diens ou des nègres très superstitieux, à demi païens ; le clergé lui-même a été longtemps en partie franc-maçon et avait des mœurs très relâchées. Son influence était nulle. Il se réforme progressivement. Les positivistes, on l'a vu plus haut, ont trouvé au Brésil un lieu d'élection.

Dans les derniers mois, le Brésil a soutenu une lutte économique assez vive pour obtenir le dégrèvement de ses cafés en Europe. Il a menacé la France et l'Italie de leur appliquer son tarif maximum, s'ils ne dégravaient pas les cafés brésiliens. Le 1^{er} juillet 1900, le Gouvernement français a consenti à réduire les droits sur les cafés de 156 à 136 francs les 100 kilos ce qui fait une brèche de 15 à 20 millions dans notre budget), moyennant quoi nos produits resteraient soumis au tarif minimum brésilien. Mais, comme celui-ci vient d'en édicter un nouveau, bien plus élevé que l'ancien, il convient de se demander lequel il veut nous appliquer et s'il ne nous a pas simplement joués.

Le Paraguay. Guerre avec le Brésil (1864-1870). — On a vu (t. 1^{er}, page 441) que le docteur Francia, le terrible dictateur du Paraguay, avait fermé aux étrangers ce petit pays, qui était devenu, au milieu de l'Amérique du Sud, une sorte d'île isolée de toutes parts ; il eut pour successeurs à la présidence les deux Lopez, père et fils. Le premier, Carlos Lopez, fut Président de 1840 à 1862 : sous sa dictature, en 1853, la navigation des fleuves du Paraguay fut ouverte à tous les pavillons. La population du Paraguay s'élevait alors à 1 300 000 habitants.

Francisco Solano Lopez II, son fils, né en 1827, fit du Paraguay une puissance militaire. L'Empire du Brésil souffrait des entraves apportées au commerce par Lopez et convoitait d'ailleurs la possession des bords du Parana et du Paraguay. La saisie du bâtiment brésilien *Marques-de-Olinda*, dans les eaux paraguayennes (14 novembre 1864), amena la guerre. Le Président Lopez mit sur pied 60 000 hommes et fit occuper la province brésilienne de *Matto-Grosso* ; il obtint l'alliance de l'Uruguay, qui s'alarmait de l'ambition du Brésil.

Les Brésiliens ne tardèrent pas à reprendre l'offensive. Après une lutte acharnée, ils occupèrent la province d'Entre-Rios et s'emparèrent de *Paysandu* sur l'Uruguay. *Montevideo* tomba ensuite en leur pouvoir après un long siège. Ils lui donnèrent pour Président le général Florès : celui-ci fit al-

liance avec eux et le général Mitre, alors Président de la Confédération Argentine, contre le Paraguay. Le traité d'union des trois États fut signé le 1^{er} mai 1865. Le combat naval de *Corrientes*, sur le Parana, amena la destruction de la flotte paraguayenne. La guerre se trouva portée à l'intérieur du Paraguay.

Nés au centre de l'Amérique méridionale, le *Parana* et le *Paraguay*¹ coulent pendant longtemps parallèlement du nord au sud, l'un à l'est, l'autre à l'ouest ; enfin le Parana se détourne brusquement et prend dès lors la direction de l'est à l'ouest, pour aller rejoindre le Paraguay ; leur confluent s'appelle *Los Tres Buccas*. C'est dans cet espace intérieur, enveloppé par les eaux des deux fleuves de trois côtés, à l'est, au sud et à l'ouest, que se trouve comprise la *République du Paraguay*. Lopez y avait accumulé des ouvrages de défense formidables, dont les plus importants étaient la forteresse de *Curupaity* et le camp retranché d'*Humaita*. Les forces combinées du Brésil, de la République Argentine et de l'Uruguay, conduites par les généraux Florès, Mitre, Caxias et le vice-amiral Tamandaré, remontèrent le Parana, le franchirent le 16 avril 1866 à Paso de la Patria, prirent le fort d'*Itapiru*, et redescendirent la rive droite pour revenir contre Humaita et Curupaity. Pendant plus de deux ans ils ne purent réussir à s'en emparer. A la fin, menacé d'être enveloppé de toutes parts, Lopez évacua Curupaity et ne laissa qu'une garnison dans Humaita, dont il sortit la nuit du 2 mars 1868 pour se retirer vers le nord. La famine obligea la garnison d'Humaita à capituler le 5 août 1868. Le 27 décembre suivant, la faim contraignit également la garnison de Curupaity à mettre bas les armes.

Le même jour, le maréchal Caxias gagna sur l'armée de Lopez la bataille de *Ita Yvata* ou *Lomas Valentinas* ; il fit son entrée dans la capitale, Asuncion, et, croyant la guerre terminée, retourna à Rio.

Cependant Lopez avait rassemblé de nouvelles forces. Le comte d'Eu, Gaston d'Orléans, fils aîné du duc de Nemours, et marié en 1864 à Isabella, fille aînée de Pedro II, fut mis à la tête de l'armée. Le 12 août 1869, il chasse les Paraguayens de *Péribébuy* ; le 16, il les bat à *Cataguary* et les refoule sur *San-Estaniislaw* ; le 14 octobre, il leur fait éprouver une nou-

1. Paraguay signifie *Grande Eau*.

velle défaite. Deux fois encore Lopez est vaincu, le 26 octobre à *Curuguay*, le 28 novembre à *Igatyty*. Réfugié dans les forêts et les montagnes, Lopez tenait toujours; il avait fait fusiller deux de ses frères accusés de trahison. Malgré ses rigueurs, les Paraguayens lui restaient fidèles.

Il résista jusqu'au bout. A la fin, il avait armé même les femmes. On voyait à ses côtés une Irlandaise, M^{me} Lynch, qu'il avait amenée de Paris en 1855, et qui chargeait les Argentins, en costume de hussard, à la tête de l'armée paraguayenne. Lopez fut surpris et tué le 15 mars 1870, sur les bords de la rivière *Aquidaban*, par la cavalerie brésilienne du général Camara.

Le 2 octobre 1869 l'esclavage avait été aboli par le Gouvernement provisoire du Paraguay. La guerre avait réduit la population des trois quarts; elle compte aujourd'hui, avec les Indiens, environ 473 200 habitants. Juan Bautista Gill, élu le 25 novembre 1874 Président de la République, fut assassiné avec son frère dans une émeute le 20 avril 1877; le Vice-Président Higinio Uriate le remplaça. Ensuite M. Bareiro entra en fonctions en 1878. Le général B. Caballero devint Président en 1882. Il eut pour successeur en 1886 M. P. Escobar, remplacé par M. S. Gonzalez pour la période 1894-1894, et par M. Egusquiza pour la période de 1894 à 1897.

** Le Président actuel, M. Aceval, a été élu en octobre 1898. Les relations diplomatiques avec la France, interrompues pendant trois ans, ont été reprises en juillet 1892; il y avait un différend, parce que notre consul, M. François, avait dû agir énergiquement, en 1896, pour sauver plusieurs de nos compatriotes, attirés comme colons au Paraguay et soumis à un dur esclavage. Le Paraguay se relève très lentement: il a été si près de la mort! Les Allemands y sont déjà plus de 1000, et y forment de petits groupes comme dans l'Uruguay et le sud du Brésil, régions bien proches.

Le Pérou. Alliance avec le Chili pour résister à l'Espagne (1864-1868). — L'année même où les Brésiliens attaquaient le Paraguay, la guerre s'engageait aussi entre l'Espagne d'un côté, le Chili et le Pérou de l'autre. Le Pérou, après avoir été gouverné de 1858 à 1862 par le Président

Castilla, puis par le maréchal San-Roman (mort en 1863), l'était par le général Pezet. Tout à coup, le 14 avril 1864, l'amiral espagnol Pareja vint, au nom de son Gouvernement, prendre possession des *Iles Chinchas*, situées en vue du Callao, et qui contenaient une grande quantité du riche engrais connu sous le nom de *guano*. Le Pérou protesta contre cette violation de son territoire; il fut soutenu par le Chili, qui refusa de vendre aux Espagnols le charbon nécessaire à l'approvisionnement de leur flotte. Bientôt pourtant le général Pezet, cédant aux menaces de l'Espagne, abandonna les îles et laissa son allié seul exposé aux conséquences d'une guerre où l'avait entraîné le désir de venir à son secours.

Les Péruviens, irrités de la conduite de leur Président, s'insurgèrent: pendant qu'on massacrait les marins espagnols dans les rues de *Lima*, la garnison d'*Aréquipa* se soulevait, l'escadre péruvienne suivait cet exemple, le Président tombait du pouvoir et le premier acte de la révolution victorieuse était une alliance avec le Chili contre l'Espagne (janvier 1866). La République de l'Équateur suivit le même exemple.

Dès le 26 novembre 1865, la corvette chilienne *Esmeralda* avait pris une canonnière espagnole, et l'amiral Pareja, dans son désespoir, s'était tué d'un coup de revolver; les Espagnols perdirent encore la frégate *Cavadonga*. Plus tard, il est vrai, ils eurent l'avantage au combat des *Iles Chilôé* (7 février 1866), et ils bombardèrent *Valparaiso*, ville ouverte et sans défense (31 mars 1866), mais ils furent repoussés devant *Le Callao* (25 avril 1866). Depuis, la révolution espagnole de 1868 mit fin à la lutte.

Le 22 juillet 1872, à Lima, le Ministre de la Guerre, don Thomas Gutierrez, et ses frères Sylvestre et Marcellano, par un coup d'État, arrêterent le colonel Balta, Président de la République au Pérou. Mais bientôt on se soulève: Sylvestre Gutierrez est massacré; ses deux frères assassinent le Président Balta. Ils sont massacrés à leur tour, et leurs cadavres livrés aux flammes; don Manuel Pardo est élu Président pour quatre ans. Lorsqu'il eut péri assassiné, le Pérou eut pour Président, à partir du 2 août 1876, le général Mariano T. Prado. Vaincu par les Chiliens, il se réfugia aux États-Unis en 1880, et Pierola s'empara de la dictature. On verra plus loin comment il fut renversé.

Aux termes de la Constitution Péruvienne de 1848-1860, le Président est le chef du pouvoir exécutif; le pouvoir légis-

1. Population du Pérou, 4 559 550 habitants, y compris les Indiens. La capitale, Lima, en compte 103 956.

latif est partagé entre un Sénat de 44 membres et une Chambre des Députés de 110 membres. Il y a au Pérou 1 489 kilomètres de chemins de fer exploités.

Le Chili. — « Adossé à l'immense muraille des Andes, dont les contreforts aigus et les cimes neigeuses le séparent de la République Argentine, et qui dresse ses parois rougeâtres sur une longueur de 1 800 lieues du nord au sud, borné dans l'ouest par l'Océan Pacifique, le Chili offre l'aspect d'une bande étroite de littoral étranglé entre deux barrières infranchissables, et se déroulant sur une longueur de 500 lieues. Son sol est riche en mines d'argent, de cuivre, de houille, de plomb, de fer, admirablement adapté, à la culture des céréales et à l'élevage du bétail. Le long de la côte, des ports sûrs attirent et retiennent un grand nombre de navires : Coquimbo, Valparaiso, le plus vaste entrepôt commercial de l'Amérique du Sud, Conception, Talcahuano, Valdivia, Punta-Arenas, la plus méridionale des parties civilisées du globe. »

Le Chili renferme 3 949 352 habitants, et possède 4 286 kilomètres de chemins de fer. *Valparaiso* (Vallée du Paradis), le plus considérable de tous les ports du Chili, compte 122 447 habitants; la capitale, *Santiago*, à l'intérieur, en a 256 403. Le sol du Chili est fertile; la végétation y atteint des proportions prodigieuses; mais de fréquents tremblements de terre bouleversent le pays.

La Bolivie. — Au centre de l'Amérique du Sud, dans une situation qui rappelle celle de la Suisse en Europe et celle du Thibet en Asie, se trouve la République de *Bolivie*, indépendante depuis le 6 août 1825. C'est un pays montagneux, qui renferme des mines d'or et d'argent, et produit du manioc, du maïs, du vin, du café, du sucre, du riz, du coton, du blé, du tabac. La population de la Bolivie est d'environ 2 270 000 habitants (avec les Indiens sauvages). La capitale est *Sucre*,

1. C. DE VARIQNT, *La Guerre du Pacifique*.

2. Depuis vingt ans, la présidence a été exercée successivement en Bolivie par le docteur Thomas Frias (1874-1876); le général Hilarion Daza (1876-1880); le général Narciso Campero (1880-1884); M. G. Pacheco (1884-1888); M. Aniceto Arce, ancien ministre plénipotentiaire en France (1888-1892); M. Moriano Baptista (1892-1896). ** M. Severo F. Alonso, élu Président en août 1896, était obligé de s'enfuir dès le mois d'avril 1899, devant le colonel Pando, parce qu'une loi avait, en novembre 1898, proclamé *Sucre* seule capitale. Aussitôt *La Paz* s'était révoltée et avait proclamé son autonomie.

Chuquisaca ou *La Plata*; mais la plus grande ville est *La Paz*. L'isolement de la Bolivie, enveloppée à l'est et au nord par le Brésil, au sud par la République Argentine, l'avait longtemps mise à l'abri des guerres qui agitaient si souvent l'Amérique Méridionale. Au sud-ouest seulement, la Bolivie possédait, entre le Pérou et le Chili, un petit espace de côtes sur le Grand Océan, avec le port de *Cobija* ou *Puerto-la-Mar*, dans le Désert d'*Atacama*. C'est de ce côté que les difficultés devaient venir.

Guerre entre le Chili et la Bolivie soutenue par le Pérou (1879-1883). — La guerre éclata le 24 février 1879 entre le Chili et la Bolivie soutenue par le Pérou. En voici l'origine. De 1848 à 1852, à la suite de la découverte des mines d'or de la Californie, de nombreux navires venus d'Europe relâchèrent dans les ports du Chili; ils y apportèrent la vie et la richesse.

Le Chili eut dès lors une supériorité marquée sur les autres Républiques Hispano-Américaines. L'ordre, le travail, le bien-être, les progrès de tout genre y furent rapides; mais l'établissement du chemin de fer de Panama fit abandonner aux vaisseaux européens la voie longue et difficile du Détroit de Magellan. Comment trouver de nouvelles ressources? Les Chiliens les cherchèrent au nord. Là se trouvait, entre leur territoire et celui du Pérou, l'aride désert d'*Atacama*, possession nominale de la Bolivie, mais dont les limites étaient très incertaines. Des dépôts de guano ayant été découverts sur la partie de la côte qui s'étend du port de Coquimbo au Cap Mejillones, chacun de ces deux États en réclama la possession. Un traité conclu en 1866 stipula que le territoire compris entre le 23° et le 25° degré de latitude méridionale serait exploité en commun, et les produits des mines partagés par moitié. Les Chiliens, ayant découvert en 1871 entre ces limites, dans le désert d'*Atacama*, des mines d'argent et de nitre, y fondèrent les villes de Caracoles et d'*Antofagasta*. Il en résulta de nouveaux conflits, terminés par des traités en 1871 et 1874.

Par le traité de 1874, la Bolivie s'engageait à ne pas augmenter pendant 25 ans les droits d'exportation payés par les Chiliens établis dans la zone commune. Grâce à l'énergie et à l'intelligence de ceux-ci, et quoiqu'on fût réduit dans ces districts miniers, par l'absence d'eau douce, à distiller l'eau de mer pour la boire, il y eut bientôt à *Antofagasta* 20 000 ou-

vriers chiliens. La Bolivie s'émut de voir, en fait, la possession de ce pays lui échapper de plus en plus, à mesure qu'elle devenait plus profitable. En même temps le Pérou, dont les finances étaient dans un état déplorable, ne sachant à quel expédient recourir pour remplir ses caisses, avait frappé d'un droit élevé l'exportation de ses propres salpêtres, ce qui avait eu pour résultat d'éloigner les acheteurs, qui, dès lors, ne s'adressèrent plus qu'aux Chiliens établis à Antofagasta. Voyant donc en eux des concurrents qui le ruinaient, il engagea la Bolivie à revenir sur les concessions qu'elle leur avait faites par le traité de 1874, et lui promit en cas de guerre l'appui de ses armes. Ces excitations produisirent leur effet : le 11 février 1878, le Congrès Bolivien, violant le traité conclu quatre ans plus tôt, éleva les droits sur l'exportation du salpêtre. Après de longues négociations, le 18 décembre 1878, la Bolivie repoussa les réclamations des Chiliens.

Ceux-ci répondirent par la guerre, et prirent résolument l'offensive. Ils s'emparèrent d'*Antofagasta*, de *Mejillones*, de *Cobija*, de *Caracoles*; sous les ordres du colonel Sotomayor, ils furent victorieux à *Calama* le 23 mars 1879. Sur mer, l'amiral chilien W. Rebolledo bombarde *Pisagua* (18 avril), et un terrible combat naval eut lieu le 21 mai devant *Iquique*. L'amiral péruvien Grau, habile et intrépide marin, tint longtemps l'escadre chilienne en échec; enfin il fut vaincu et tué le 8 octobre au combat décisif du *Cap Agamos* près d'*Antofagasta*, contre l'amiral chilien Riberos.

Le 2 novembre 1879, 10 000 Chiliens, commandés par le général Erasmo Escala, débarquèrent à *Pisagua*, séparant ainsi les Péruviens et les Boliviens, qui occupaient *Iquique* au sud et *Arica* au nord. Ceux-ci projetèrent de prendre les agresseurs entre deux feux et de les rejeter à la mer. Mais 12 000 Péruviens venus d'*Iquique* sous les ordres du général Buendia furent repoussés le 10 novembre à l'attaque des crêtes de *Dolorès* par les 5 000 Chiliens de E. Sotomayor; les Boliviens étaient restés immobiles. Si les Chiliens, à leur tour, éprouvèrent un échec le 26 novembre au combat de *Tarapaca*, énergiquement soutenu par Buendia et son chef d'état-major Belisario Suarez, la retraite des Péruviens jusqu'à *Arica* n'en fut pas moins désastreuse. 120 lieues de côtes étaient déjà au pouvoir du Chili.

Ces malheurs exaspérèrent les Péruviens. Le Président Prado, accusé d'incapacité et de lâcheté, crut prudent de

quitter Lima; le 18 décembre 1879 il s'embarqua au Callao pour Panama. Quelques jours après, les habitants de Lima renversèrent son Gouvernement; Pierola fut proclamé dictateur (21-23 décembre 1879). Une révolution semblable se produisit en Bolivie; le Président Hilarion Daza fut renversé, et remplacé par le général Narciso Campero.

Ces changements n'arrêtèrent point les succès des Chiliens. Maîtres de la mer, ils vinrent débarquer à *Ilo* et *Pacocha*, à l'entrée de la vallée de Moquega, au nord d'*Arica* et de *Tacna*. Le 25 février 1880 ils étaient maîtres d'*Ilo*. Les Péruviens occupaient en arrière de *Moquega* la gorge de *Los Angeles*, surnommée les *Thermopyles Péruviennes*, et s'y croyaient en parfaite sûreté sous les ordres du colonel Gamara. Ils n'en furent pas moins débusqués par surprise, en pleine nuit, le 21 mars 1880. Le 25 mai suivant, les Chiliens furent encore vainqueurs à la bataille de *Tacna*; *Arica* capitula le 7 juin. Tout le Pérou au sud d'*Ilo* était au pouvoir des envahisseurs.

Ils s'embarquèrent à *Arica*, près de *Tacna*, et, le 15 novembre 1880, prirent terre à *Pisco* à 50 lieues au sud de Lima. Une bataille décisive se livra du 13 au 15 janvier 1881 en avant de la capitale du Pérou. Les 22 000 Péruviens qui occupaient les formidables lignes de *Chorillos* et de *Miraflores* en furent chassés par les 24 000 Chiliens de don Manuel Baquedano. Cette défaite livra Lima aux vainqueurs.

Ils y établirent un Gouvernement Provisoire sous la direction de M. Calderon, élu ensuite régulièrement par un Congrès à *Chorillos*, près Lima, le 10 juillet 1881. Le dictateur péruvien Pierola s'enfuit dans l'intérieur. Toutefois la guerre continua entre les Chiliens et les Péruviens du territoire non encore envahi; ceux-ci n'avaient pas reconnu le Gouvernement de Calderon, qui, ayant refusé toute cession de territoire, ne put pas s'entendre lui-même avec les Chiliens et fut retenu prisonnier par eux pendant trois ans (1881-1883). Pierola abdiqua le 28 novembre 1882; mais il fut remplacé à *Arequipa* par Montero, tandis que le général Iglésias se maintenait dans le nord. Depuis, un traité fut conclu au mois de mai 1883, entre M. Novoa, ministre plénipotentiaire chilien à Lima, et les représentants du général Iglésias. Par ce traité, le Pérou cédait au Chili la province de *Tarapaca*, qui renferme du guano et du salpêtre et a une étendue de 19 lieues sur l'Océan Pacifique; la province de *Tacna*, avec le port d'*Arica* et 9 lieues de côtes, devait être occupée pendant dix ans par

les Chiliens; un plébiscite déciderait ensuite à qui elle appartiendrait, la puissance favorisée par le vote devant payer à l'autre une indemnité de 50 millions¹.

Après de longues hésitations, les diverses puissances étrangères reconnurent le Gouvernement d'Iglésias. Les Chiliens lui remirent le 30 octobre 1883 Lima et Le Callao. Le général Cacérés n'en continua pas moins la guerre civile. Le 1^{er} décembre il parvint à pénétrer dans Lima; après une lutte acharnée de trois jours et trois nuits dans les rues, Iglésias vaincu dut abandonner la présidence et quitter le pays. Un Gouvernement Provisoire fut proclamé. Le général Cacérés devint Président le 3 juin 1886. Il fut remplacé en 1890 par M. R. M. Bermudez.

Par le Traité de Valparaiso, signé le 4 avril 1884 entre la Bolivie et le Chili, le premier de ces deux États a cédé à l'autre tout ce qu'il possédait sur la côte depuis le 33^e degré de latitude méridionale au sud jusqu'à l'embouchure du Rio Loa au nord, avec les villes d'Antofagasta, Caracoles, Mejillones, Cobija; autrement dit, la Bolivie a cessé d'être puissance maritime, et se trouve désormais à la merci de ses voisins pour ses relations avec l'extérieur².

1. ** Le Pérou a depuis tenté de régler avec le Chili la question de ses frontières méridionales. Ces deux États s'étaient entendus pour déterminer par un plébiscite le sort des provinces d'Arica et de Tacna, la reine régente d'Espagne devant, par son arbitrage, décider qui aurait droit de voter, et si le vote serait public ou secret. Une dernière convention fut établie à ce sujet le 15 juin 1898.

2. ** La Bolivie ne sait comment faire cesser l'étouffement qui pèse sur elle. Il lui faut une issue. Longtemps elle a espéré que le Chili lui rendrait un port sur le Pacifique; le fait sembla même presque officiel en juin 1895; c'était, disait-on, une bande de terre entre Iquique et Pisagua, avec le petit port de Mejillones (de Tarapaca). Depuis, il n'en a plus été question. Quant à la navigation sur le Pilcomayo, elle ne semble pas avantageuse; les cours d'eau de cette région sont très irréguliers. Les affluents amazoniens le sont également, et plusieurs, comme la Madeira, coupés de nombreuses chutes entre Villa-Bella et San-Antonio; l'Américain Church a vainement essayé d'établir un chemin de fer le long de cette section. Le Parus, au contraire, est très navigable, ainsi que son affluent l'Acra. Les Boliviens cherchèrent dès lors à mettre en valeur toute cette région admirablement riche en caoutchouc; ils établirent une douane à Villa-Bella pour prélever des droits de sortie sur le caoutchouc, et fondèrent Puerto-Alonso sur l'Acra; mais les riverains de l'Acra, demi-brésiliens et demi-boliviens, expulsèrent les douaniers et se proclamèrent république autonome. Les Boliviens la reprendront-ils? Le Brésil l'annexera-t-il? On dit qu'il n'a pas été étranger à cette révolution.

La Bolivie produit encore 50 millions d'argent par an. C'est l'Allemagne qui a monopolisé son commerce.

Situation actuelle du Pérou. — Un conflit faillit éclater en décembre 1893 entre le Pérou et l'Équateur au sujet de la délimitation des frontières. Le 2 avril 1894, la mort du Président Bermudez amena de nouveaux troubles à Lima. Le second vice-président, M. Borgono, voulut s'emparer de la présidence au détriment du premier vice-président, le docteur Pedro del Solar; mais le général Cacérés fut proclamé dictateur par l'armée. Il prit la présidence pour quatre ans le 10 août 1894. Ce fut le signal d'une guerre civile de plus. Elle se termina par la chute de M. Cacérés. Le 17 mars 1895, ses adversaires pénétrèrent dans Lima. Après plusieurs jours d'une lutte sanglante, l'intervention du corps diplomatique fit conclure une trêve; le général Cacérés donna sa démission et se réfugia sur un navire chilien. Un Gouvernement Provisoire composé de délégués des deux partis convoqua les électeurs. M. Pierola fut élu le 10 juillet.

En juillet 1896, le Président Pierola triompha de l'insurrection tentée par Seminario dans l'Oreto; en août, le Cabinet péruvien démissionna à la suite d'un blâme infligé par le Congrès.

** Le Gouvernement péruvien est malheureusement peu stable, et il y a toujours à redouter une insurrection pour de futiles prétextes. Le Président actuel, M. Eduardo L. de Romana, a été installé le 9 septembre 1899 pour quatre ans. La France est intéressée à la paix et à la grandeur du Pérou; car en peu de pays de l'Amérique du Sud elle est aussi appréciée: ses écrivains, ses artistes y sont très populaires, ses produits très recherchés. Le Pérou contient encore des richesses minérales très grandes (métaux, pétrole); ses ressources végétales sont immenses; il ne manque que l'esprit de travail pour faire du Pérou un État fort; les Chinois seuls s'y montrent actifs¹.

Histoire intérieure du Chili. Le Président Balmaceda et la Guerre civile (1891). — Aux termes de la Constitution chilienne de 1833, modifiée postérieurement, le pouvoir législatif appartient à un Sénat de 36 membres élus pour six ans, renouvelables tous les trois ans par moitié, et à une Chambre des Députés de 108 membres élus pour trois ans; sénateurs

1. En octobre 1897, le Pérou a adopté l'étalon d'or; le Japon et l'Inde l'ayant adopté aussi, il ne reste guère plus que la Chine à user de l'étalon d'argent.

et députés sont nommés par le suffrage universel. Le pouvoir exécutif est confié à un Président élu pour cinq ans, par une élection à deux degrés, et qui n'est rééligible qu'après un intervalle de cinq ans. A M. Errazuris, élu en 1874, succéda M. Annibal Pinto, entré en fonctions en 1876. Il fut remplacé en 1881 par M. Domingo Santa-Maria, qui eut lui-même pour successeur en 1886 M. José Manuel Balmaceda.

Balmaceda, successivement député, sénateur, Président du Conseil des Ministres, orateur facile, politicien adroit, devint Président de la République le 18 septembre 1886. Son administration ne présenta d'abord rien d'anormal. En 1889 pourtant, on s'aperçut que M. Balmaceda manœuvrait en vue d'assurer en 1891 l'élection à la présidence de son Ministre de l'Industrie et des Travaux Publics, M. Enrique Sanfuentes, sous le nom duquel, croyait-on, il voulait conserver réellement le pouvoir suprême après l'expiration légale de son propre mandat. Il en résulta un grand trouble; la majorité du Congrès condamna l'attitude du Président, qui dut pour quelque temps changer de ministre et de système.

Il n'avait pas renoncé à ses desseins. En janvier 1890, profitant de la prorogation des Chambres, il renvoya son ministère pour en nommer un autre favorable à ses projets personnels. Bientôt l'opposition des Chambres le contraignit à se séparer de son cabinet, mais pour en reprendre un autre non moins impopulaire. Le Sénat et les Représentants ripostèrent au mois de juillet en suspendant l'autorisation de recouvrer les impôts jusqu'à la formation d'un ministère constitutionnel. Pendant vingt-cinq jours on cessa de percevoir les impôts. Il y eut des troubles à Iquique, « le port du Salpêtre », et à Valparaiso, « le plus grand port du Pacifique! ». Le Président parut céder : un ministère parlementaire fut constitué sous la présidence de M. Prats; le pays respira. Cependant, M. Balmaceda persistait dans ses projets, dont il préparait le succès en gouvernant par les fonctionnaires subalternes, auxquels il adressait des ordres directs sans passer par l'intermédiaire des ministres. Ceux-ci donnèrent leur démission le 15 octobre 1890. M. Balmaceda les remplaça par ses anciens amis, et renvoya les Chambres.

La Commission de Permanence, composée de sept membres de chaque Chambre, constitua la résistance légale. Le 1^{er} jan-

vier 1891 expirait le budget des dépenses. M. Balmaceda n'en continua pas moins à gouverner sans convoquer le Parlement, en établissant, de son autorité privée, le budget des dépenses de l'année nouvelle. Alors, en vertu de l'article 27 de la Constitution, les membres des deux Chambres signèrent un acte qui déclarait le Président déchu. Celui-ci avait la force matérielle en main et ne s'émut pas. Mais le 7 janvier la flotte déclara qu'elle ne reconnaissait plus le Président, qu'elle obéissait au Congrès, et quitta Valparaiso pour aller prendre possession des provinces du nord; la Guerre civile commença.

M. Balmaceda entreprit de se maintenir par la terreur, emprisonnant, expulsant ses adversaires, augmentant l'effectif et la solde de l'armée. Il proclama M. Claudio Vicuña candidat aux élections présidentielles, puis, par un décret contradictoire, en date du 29 mars, convoqua une Assemblée Constituante, peut-être pour faire abroger l'article de la Constitution en vertu duquel il n'était pas lui-même immédiatement rééligible. De leur côté, les partisans du Congrès, vainqueurs le 15 février dans la *Pampa Dolorès*, établirent à Iquique un Gouvernement ayant à sa tête MM. Barros Luco, Président de la Chambre des Députés, Silva, Président du Sénat, l'amiral Montt et M. Joaquin Walker.

Ils occupèrent la riche province de Tarapaca, qui produit du salpêtre, et eurent l'avantage au combat de *Pozo-Almonte* (6 mars). Ils prirent Arica, Tacna; mais au cours d'un combat naval dans la Baie de *Caldera*, un torpilleur présidentiel fit sauter le cuirassé *Blanco-Encalada*, de la flotte du Congrès (25 avril). A Santiago, le Président Balmaceda mettait la main sur les caisses publiques, faisait décréter un emprunt forcé, molestait les étrangers, remplissait les prisons, fermait les théâtres, suspendait le cours de la justice régulière. La médiation de l'Allemagne et de l'Angleterre était repoussée; celle des trois grandes Républiques du monde, la France, les États-Unis et le Brésil, fut acceptée, mais ne pouvait aboutir par suite des prétentions inconciliables des deux partis (juin). La Bolivie paraissait disposée à soutenir la cause du Congrès, à condition qu'on lui fit remise de sa dette envers le Chili. Trois bâtiments, commandés par le Gouvernement Chilien à la Société des Forges et Chantiers de la Méditerranée, étaient mis sous séquestre, à la requête d'un Comité de Chiliens congressistes résidant à Paris, par une ordonnance du Tri-

1. *La Guerre Civile au Chili, Revue des Deux-Mondes* du 15 juin 1891.

ibunal Civil de la Seine. Le séquestre finit pourtant par être levé.

La lutte continuait avec acharnement. Les congressistes prirent *Huasco*; l'armée de Balmaceda, qui marchait de Coquimbo sur cette ville, fut battue par eux à quatre lieues au sud de *Vallenar*. Le 12 juillet, l'escadre du Congrès fut victorieuse dans un combat naval non loin d'*Iquique*. Une brigade des troupes présidentielles, commandée par le colonel Esteban et forte de 2 500 à 3 000 hommes, ayant été forcée, à la suite d'une défaite, d'entrer sur le territoire argentin, voulut regagner Santiago en traversant la Cordillère des Andes. On était en plein hiver austral (juin-juillet). Il y avait en certains endroits jusqu'à vingt mètres de neige. Les neuf dixièmes des hommes périrent de froid et de faim dans les défilés d'*Uspallata*.

Au mois d'août, l'armée congressiste, commandée par le général Canto, vint débarquer dans la Baie de Quintero, près de *Valparaiso* et marcha sur cette ville. Une terrible bataille de trois jours commença le 24 à l'embouchure de l'*Aconcagua*, dont les congressistes réussirent à forcer le passage, avec l'aide de leurs vaisseaux. Le lendemain ils eurent l'avantage sur les Balmacédistes à *Concon*, à l'embouchure de l'*Aconcagua*; puis ils remportèrent le 28 une victoire décisive à *La Placilla*; ils capturèrent la flotte, s'emparèrent de Valparaiso et de Santiago. Prévoyant ce résultat, Balmaceda avait enlevé du Trésor et expédié à l'étranger 200 millions de francs, en partie par un navire anglais. Toutes les puissances reconnuent le Gouvernement Provisoire établi par les vainqueurs. On fut longtemps incertain sur le sort de l'ex-dictateur; enfin on annonça que, le 19 septembre, Balmaceda s'était brûlé la cervelle à Santiago, à la Légation Argentine, où il était resté caché.

Un conflit éclata au mois d'octobre entre le Chili et les États-Unis de l'Amérique du Nord. Les Chiliens reprochaient aux Yankees et à leur chargé d'affaires, M. Egan, de s'être montrés favorables à Balmaceda; de son côté, le Gouvernement de Washington se plaignait que des marins américains du *Baltimore* eussent été maltraités dans les rues de Valparaiso. Le 3 novembre 1891, M. Montt fut élu Président de la République du Chili. Après une longue résistance aux réclamations des États-Unis, le Chili dut finir par céder, et consentit à payer une indemnité de 75 000 dollars (août 1892).

**** Situation actuelle du Chili.** — Depuis la crise Balmacédiste, le Chili a recouvré la tranquillité, bien que les changements ministériels y soient fréquents. Le général Errazuriz a été élu Président en 1896 pour cinq années. Le chef du Cabinet était alors M. Zamartu; dès novembre 1896, le Ministère libéral le remplaça; en décembre 1897, un Cabinet de coalition réunit les libéraux, les conservateurs, les balmacédistes. Le 20 décembre 1898, les conservateurs, avec M. Carlos Walker, formèrent un nouveau ministère; le 28 juin 1899, ils disparurent du pouvoir; mais le nouveau Ministre, M. Sotomayor, démissionna le 24 novembre, pour être remplacé six jours après par M. Elias Fernandez Albano. Ainsi les partis ne font que passer au pouvoir: on en distingue deux grands, les *libéraux* et les *conservateurs* ou *catholiques*, les seconds très unis, les premiers divisés en libéraux historiques, *radicaux*, libéraux démocrates, *démocrates*.

** Au Chili, la religion d'État était le catholicisme, d'après la Constitution de 1833; mais en 1874, la liberté des cultes fut proclamée, et en 1884 la laïcisation de l'état civil, du mariage, des cimetières. L'instruction, très développée, est donnée par l'État aux trois degrés depuis 1879. Le Chili est évidemment, de toute l'Amérique du Sud, l'État qui ressemble le plus à l'Europe comme institutions et comme esprit. Militairement, il ressemble à l'Allemagne, qui a dressé son armée; pour la marine, à l'Angleterre. La population y contient peu de sang indien; les Anglais et les Allemands sont arrivés au Chili en grand nombre; la masse de la population est venue de Galice, c'est-à-dire de l'*Auvergne espagnole*, dont la race est sobre, travailleuse, robuste. De ces divers éléments est sorti un peuple actif, dont la puissance sera promptement à craindre¹. A côté des regrettables spéculations sur les métaux et surtout sur le *salitre* ou nitrate de soude, le Chili a une sérieuse production agricole et industrielle. Le commerce s'élève en moyenne à 65 millions de pesos (le peso = 3 fr. 95) à l'importation et autant à l'exportation, dont plus de la moitié consiste en salpêtre. Malheureusement, presque tout le mouvement commercial se fait sous pavillon anglais ou allemand; les Français ne viennent guère que charger le nitrate sur leurs grands voiliers à cinq mâts. Notre commerce avec

1. En février 1897, il a inauguré encore le nouveau port militaire de Talcahuano.

le Chili a baissé des deux tiers en dix ans. Les Allemands forment dans le sud des colonies compactes. Valdivia est une vraie ville allemande; le climat y prête: il faut songer que si le nord correspond au climat et à la latitude des côtes du Sahara, le sud équivalait au nord de l'Écosse ou à la Norvège, ce qui, au total, fait un État plus grand que l'Allemagne et l'Angleterre (proprement dite) réunies, avec une population égale à celle de la Bulgarie.

** De graves questions de frontières gênent encore la politique chilienne. C'est d'abord, au nord¹, le sort des provinces péruviennes de Tacna et d'Arica: en septembre 1898, la Chambre des Députés en a voté la restitution. Avec la Bolivie (page 128), le dernier mot n'est peut-être pas encore dit. Enfin, avec la République Argentine, de très graves difficultés ont surgi au nord et au sud. Héritière des droits et des litiges de la Bolivie à l'égard de l'Atacama, le Chili se l'est vu disputer par la République Argentine.

Les limites sont en effet mal déterminées le long de la Cordillère des Andes. Un traité de 1881 disait que la Cordillère des Andes devait, jusqu'au 52° de latitude sud, séparer les deux pays, et que la ligne de démarcation suivrait les plus hauts sommets de la chaîne qui forme la ligne générale de partage des eaux entre les deux versants. Or, depuis, une étude plus approfondie du terrain a démontré que la ligne de partage des eaux et la ligne des plus hauts sommets ne coïncident pas. Le débat est donc redevenu plus vif que jamais.

** En 1898 (25 août), les deux pays convinrent de soumettre à l'arbitrage de la reine d'Angleterre la question de la *Puna d'Atacama*, c'est-à-dire de la partie montueuse. C'est la République Argentine qui en bénéficia; le Chili dut le reconnaître avec peine et étonnement en octobre 1898.

** Entre les 42° et 50° de latitude sud, on ne pouvait trouver, dans l'ancienne convention de 1881 et celle plus récente de 1893, un terrain d'entente: les fortes pluies de l'ouest, en alimentant les cours d'eau qui gagnent le Pacifique, leur ont permis de ronger leur cours supérieur jusqu'à naître à l'est de la ligne des plus hauts sommets, si bien que cette ligne et la limite de partage des eaux ne coïncident pas. On a pu craindre en 1899 que la guerre n'éclatât; heureusement les

deux Présidents, les généraux Errazuris et Roca eurent à Punta-Arenas, le 7 février 1899, une entrevue où ils arrivèrent à s'entendre. Les géographes, les topographes feront le reste. Les deux pays sont d'ailleurs sur le point de s'unir par un chemin de fer. De la fameuse ligne Valparaiso-Buenos-Aires, il ne reste plus à faire qu'une section, la plus difficile, il est vrai, celle de la passe de la Cumbre, à la crête de la Cordillère. Bénie par les voyageurs, elle sera bien moins employée par les marchandises, lui qui préféreront encore le détroit de Magellan, car le transport coûtera, calcule-t-on, entre les deux villes, 50 francs la tonne par chemin de fer; il est de 5 francs par voie de mer. Le Chili n'a pas d'ailleurs à se désintéresser de celle-ci, car son établissement de Punta-Arenas, grâce aux mines de charbon et à l'élevage des moutons, se développe beaucoup.

III. — GUYANE. — VÉNÉZUÉLA. — COLOMBIE. — ÉQUATEUR. — AMÉRIQUE CENTRALE.

Guyane Française. — Guyane Hollandaise. — Guyane Anglaise. — *Vénézuéla.* Révolution de 1892. — Conflits avec la France et l'Angleterre. — *Colombie.* — *Équateur.* — Les voyageurs français dans l'Amérique du Sud. Le docteur Crevaux. — Isthme de Panama. Projet d'un canal entre l'Atlantique et le Pacifique. — Les cinq Républiques de l'Amérique Centrale.

Guyane Française. — Au nord de l'Amérique Méridionale, sur la côte de l'Océan Atlantique, se trouvent trois colonies européennes.

La *Guyane Française*, au sud-est, est séparée à l'est du Brésil par l'*Oyapok*, à l'ouest de la Guyane Hollandaise par le *Maroni*. La ville principale est *Cayenne*, dans l'île et à l'embouchure du fleuve du même nom; elle fut dévastée par un incendie en 1888. On y remarque encore *Sinnamary* et les *Iles du Salut*. La Guyane Française renferme 29 650 habitants recensés, et le nombre des indigènes qui habitent les forêts de l'intérieur s'élève peut-être à 50 000. Elle ser de lieu de déportation et de relégation. On y a découvert de l'or, exploité surtout dans les placers de *Saint-Elie*, *Mana*, *Maroni*, *Sinnamary*, *Rourou*, *Kourou*, *Approuague*. Malheureusement les bras manquent; les Français ne viennent guère, effrayés qu'ils sont par la terrible réputation du climat. « L'Africain, voilà l'homme qu'il faut à tout prix appeler chez nous », disait *Le Réveil de la Guyane* du 6 décembre 1883.

Dans la nuit du 21 au 22 octobre 1894 les condamnés in-

1. Voir Pérou, pages 127-128.

ternés aux îles du Salut se soulevèrent contre leurs gardiens, et en tuèrent ou blessèrent plusieurs. Douze condamnés furent eux-mêmes tués, et, parmi eux, les anarchistes Marpaux, Chevenet, Simon dit Biscuit, Léauthier, Meyrueis. Cette scène sanglante donna lieu à un échange d'observations à la Chambre des Députés; quelques-uns, et parmi eux M. Alphonse Humbert, déclarèrent que les condamnés étaient l'objet de traitements inhumains, bien capables de provoquer des révoltes; le Gouvernement promit de faire une enquête.

Entre la Guyane Française et le Brésil est une région de 450 000 kilomètres carrés et de 60 000 habitants, Indiens pour la plupart. Le principal groupe de population est le village de *Counani*. La possession de ce territoire est contestée depuis deux cents ans entre la France et ses voisins. Un article du traité d'Utrecht de 1713 avait fixé la limite entre la Guyane Française et le Brésil, alors colonie portugaise, au fleuve *Oyapock* ou *Vincent Pinçon*; or ces deux noms, que les négociateurs identifiaient par erreur, ne désignaient pas un même cours d'eau, mais deux cours d'eau différents. L'espace situé entre eux, et où l'on a découvert des mines d'or à *Carsewenne*, resta ainsi une sorte de marche, de terre neutre. En 1887, un M. Gros, publiciste habitant Vanves, près Paris, eut l'idée de se proclamer Président de la *République de la Guyane Indépendante* et de créer un nouvel ordre de chevalerie, celui de l'*Étoile de Counani*.

Le 11 mai 1895, un nègre brésilien, protégé français, nommé Trajane, ayant été, à Mapa, dépouillé de l'or qu'il avait recueilli, et retenu prisonnier par des aventuriers brésiliens ayant à leur tête un certain Cabral, le *Bengali* fut envoyé de Cayenne à Mapa avec un détachement d'infanterie de marine, sous les ordres du capitaine Lunier. Celui-ci, en débarquant, s'étant avancé pour parlementer, fut fusillé à bout portant par les Brésiliens. Ses soldats, sous les ordres du lieutenant Destoup, prirent d'assaut et détruisirent Mapa, après une lutte sanglante (15 mai).

** Enfin, après deux siècles de difficultés, qui remontent au traité d'Utrecht (1713), la France vient de faire consentir le Gouvernement de Rio-de-Janeiro à un arbitrage. Le 18 février 1897, notre Ministre, M. Pichon, et le Gouvernement Brésilien ont signé un accord : le président du Conseil Fédéral Suisse est arbitre. La Suisse accepta le 8 septembre 1898. En juillet 1899, les deux pays ont déposé leurs mémoires.

Évidemment, la France ne peut pas espérer que l'arbitrage lui donne tout le territoire auquel elle a droit *en théorie*; c'est-à-dire la rive gauche de l'Amazone et du Rio-Branco; nous n'avons rien fait dans ces régions; mais nous devons nous attendre à ce que l'arbitre rejette l'ingénieuse solution portugaise, puis brésilienne : appeler « Oyapock » (nom commun qui, là, signifie grande rivière, estuaire) non plus l'Oyapock de Vincent Pinçon, stipulé au traité d'Utrecht, mais celui de tous les oyapocks qui est le plus au nord. Notre vif désir serait d'obtenir, comme limite méridionale, le cours de l'Araguary avec l'île de Maraça, et la belle rade de Carapaporis qu'elle forme avec le continent. Nous aurions une Guyane bien délimitée, doublée d'étendue, riche en bois, en caoutchouc, en or, en pâturages, et une rade excellente. Elle pourrait devenir une vraie colonie. C'est dans cet espoir que le Conseil Général vient de concéder, avec subvention annuelle de 300 000 francs, un chemin de fer de 400 kilom. de Cayenne à la crique Arataye, près de l'Approuague, et au Saut Canori, sur l'Approuague; de là, deux embranchements iraient au Sud-Est et au Sud-Ouest (19 janvier 1900).

La France et la Hollande étaient depuis longtemps en litige au sujet des limites de leurs possessions en Guyane. En 1891 une décision arbitrale de l'empereur de Russie donna gain de cause aux Hollandais.

Guyane Hollandaise. — La *Guyane Hollandaise*, située au centre des trois Guyanes, est séparée à l'ouest de la Guyane Anglaise par le *Corentin*, et arrosée à l'intérieur par la *Saramacca* et le *Surinam*. La population est d'environ 70 000 habitants. Il y a beaucoup de lépreux, surtout parmi les hommes de couleur. Le pays renferme de grandes forêts, produit des manguiers, des cannes à sucre, du café, surtout du cacao; on y a trouvé de l'or en 1874.

La capitale, *Paramaribo*, fondée par des Français en 1640, est située à l'embouchure du Surinam. On peut encore citer *Nickerie*, menacée par les empiètements de la mer, *Batavia*, où sont soignés les lépreux, et *Sommelsdijk*.

Guyane Anglaise. — La *Guyane Anglaise*, située au nord-ouest de la Guyane Hollandaise, confine à l'ouest au Vénézuéla, et est arrosée par l'*Esséquibo*, la *Demerara*, le *Berbice*. La ville principale est *Georgetown*, nommée autrefois *Stabroek* et aussi *Demerara*, à l'embouchure de la rivière Demerara, à l'est de l'estuaire de l'*Esséquibo*. Fondée par les

Hollandais en 1774, elle est ombragée de cocotiers, entourée de superbes jardins, et renferme environ 56 000 habitants. De là part vers l'est un chemin de fer de 57 kilomètres, établi en 1850; il s'arrête à *Mahaica* et doit être continué jusqu'à Berbice. Il y a encore *Quatata*, *Bartica-Grove*, entourée de manguiers, et où l'on trouve beaucoup de Portugais et de Chinois; *New-Amsterdam* ou *Berbice*, dont la fondation remonte à 1796.

La Guyane Anglaise contient un établissement pénitentiaire fondé en 1843 sur une colline un peu en amont du confluent du Mazaroni et du Cuyuni. Elle renferme de riches plantations de cannes à sucre, de café, de coton, cultivées par des Hindous engagés, qui ont remplacé les anciens esclaves nègres. Le pays exporte des mélasses, du rhum, des noix de cocos, des bananes, des bois de charpente. On y trouve aussi de l'or. L'exportation annuelle est d'environ 200 millions. La population est de 279 542 habitants.

** La Guyane Anglaise est maintenant complètement délimitée du côté du Vénézuéla, à la suite de l'arbitrage de la Suisse, rendu le 23 octobre 1899 (v. § suivant). Mais, du côté du Brésil, il n'en est pas de même. Au lieu de s'en tenir à la ligne de montagnes qui part du mont Roraima, les Anglais veulent prendre pied sur le versant sud, et s'emparer du cours du Colingo, du Tacoutou, pour avoir une route fluviale qui les mène jusqu'au cœur des pays amazoniens par le Rio Branco. Le gouvernement britannique a fait accepter au Brésil, le 9 mars 1899, le principe de l'arbitrage sur ce territoire, qui n'est que de 20 à 25 000 kilomètres carrés, mais d'une grande importance comme route. Puis très habilement il a fait, dans le texte de l'arbitrage suisse, prolonger la nouvelle frontière anglo-vénézuélienne au sud, bien au delà des prétentions du Vénézuéla, qui ne conteste rien de ce côté au Brésil, uniquement pour étendre la Guyane Anglaise au détriment du Brésil. Évidemment cette partie de la sentence de la Cour arbitrale est nulle : elle jugeait entre Angleterre et Vénézuéla, et non, en outre, entre Brésil et Angleterre. D'ailleurs, elle a déclaré que sa sentence ne préjugait pas les questions existantes ou à surgir entre l'Angleterre et le Brésil, ou entre le Brésil et le Vénézuéla.

Vénézuéla. Révolution de 1892. — Fondée en 1819 après l'expulsion des Espagnols, la République de *Colombie* s'est,

en 1830, partagée en trois États : 1° au nord-est, sur l'Atlantique, le *Vénézuéla*¹, capitale *Caracas*; 2° au centre, entre l'Atlantique et le Pacifique, la *Nouvelle-Grenade* ou plutôt la *Colombie* proprement dite, capitale *Bogota* (nommée autrefois *Santa-Fé de Bogota*); 3° au sud-ouest, sur le Pacifique, l'*Équateur*, capitale *Quito*.

Le *Vénézuéla* (*Petite Venise*) a été appelé ainsi par Vespuce, Ojada et Cosa, parce que ses côtes basses et noyées leur rappelaient les lagunes de Venise. Il renferme trois zones; il y a d'abord le littoral, pays agricole, riche en café, sucre, cacao. La zone des pâturages ou des llanos, qui vient ensuite, renferme d'immenses plaines vertes avec d'innombrables troupeaux, gardés par des pasteurs métis, les *llaneros*, « type original rappelant le Bédouin d'Afrique, le Gaucho des Pampas, le Peau-Rouge des prairies américaines. Véritable centaure, il vit comme eux à cheval, n'ayant pour toutes armes que le *lasso* et la redoutable machété, dont il manie avec dextérité la lourde lame tranchante, à la fois sabre, hache et couperet. » La troisième zone est celle des forêts. Il y a dans le Vénézuéla de l'or, du cuivre rouge, de l'asphalte, du pétrole, du marbre, du granit, du sel. La capitale, *Caracas*, par 922 mètres d'altitude, renferme 72 429 habitants; elle est reliée par un chemin de fer à son port *La Guayra*.

Le Vénézuéla forme une République Fédérative, dans laquelle le pouvoir législatif appartient à un Congrès de deux Chambres nommées pour quatre ans, les députés par le suffrage universel, les sénateurs par les législatures des États. Le Congrès nomme un Conseil Fédéral, qui élit pour deux ans le Président de la République, lequel n'est pas immédiatement rééligible. Il y a aussi une Cour Suprême de Justice.

Le Vénézuélien « attend tout du Gouvernement, il ne s'estime quelqu'un qu'à la condition de disposer, à un degré quelconque, d'une fraction de l'autorité. Nulle part, le fonctionnarisme n'est, à ce point, l'idéal ». Du reste, dans les Républiques Espagnoles², le Président est presque toujours

1. Population du Vénézuéla (en 1894) : 2 444 816 habitants. En 1899, le Vénézuéla possède 852 kilomètres de chemins de fer exploités.

2. Dans l'Amérique du Sud espagnole la race dominante est celle des blancs, des *caballeros*, « de descendance espagnole, comme tels, fils des conquérants, comme tels, dédaigneux du travail manuel. L'armée et la marine d'une part, les professions dites libérales de l'autre, sont les principaux débouchés ouverts à leur activité. L'instruction est largement répandue, et les

un dictateur aux allures despotiques, porté au pouvoir par un parti qui cherche à s'y maintenir par tous les moyens, jusqu'à l'heure ou un autre parti le renverse et le remplace par son chef, dont les allures sont les mêmes, et qu'attendent des destinées semblables.

Le général Guzman Blanco, après avoir, à la suite d'une révolution, exercé les fonctions présidentielles, à titre provisoire, de 1870 à 1873, fut élu régulièrement en 1873 pour quatre ans; en 1877, le général Alcantara fut élu pour deux ans; le 15 mai 1879, le général Guzman Blanco fut réélu Président jusqu'au 20 février 1884; après lui vint le général Joaquin Crespo. Enfin le général Guzman Blanco revint au pouvoir en 1886. Pendant la durée même de sa présidence, il entreprit un voyage en Europe. Ses dépenses, ses airs à la Bonaparte, l'ensemble de son administration, soulevèrent contre lui des mécontentements nombreux. Il eut pour successeur en 1888 le docteur Juan Pablo Rojas Paul.

Andueza Palacio, élu Président en 1890 jusqu'au 10 février 1892, voulut se perpétuer au pouvoir, où ses ennemis l'accusaient d'avoir amassé une fortune de plus de 15 millions. Il proposa au Congrès que le Président fût nommé à l'avenir, non plus par le Conseil Fédéral de 17 membres, mais par le suffrage universel; le Congrès refusa par 43 voix contre 40. Le Président l'ajourna *sine die*. Dès lors le Congrès ne pouvait nommer le Conseil Fédéral, ce qui rendait une nouvelle élection présidentielle impossible. Palacio resta donc au pouvoir. La Cour Suprême déclara son maintien illégal et le somma de se retirer pour laisser au premier Vice-Président

écoles spéciales fournissent plus d'avocats et de docteurs que ces pays n'en requièrent. D'instinct, au seuil des carrières encombrées, les jeunes gens se tournent vers la politique; ils ambitionnent les fonctions stériles de députés et de sénateurs. L'espoir de jouer un rôle, le désir de conquérir rapidement, avec une situation en vue, la fortune, les attirent. Ils se font politiciens, se choisissent un chef, et marchent avec lui et derrière lui à l'assaut du pouvoir. Leur impatience le pousse; ils ont hâte d'arriver, et les traditions autorisent et justifient leur audace. La législation n'est qu'un mot : la force prime tout. » (C. DE VARIGNY, *La Révolution au Venezuela*, *Revue des Deux-Mondes* du 15 novembre 1892.) Au-dessous des *caballeros* sont « les peones, les hommes de peine, insouciant des affaires publiques; ces derniers travaillent, s'enivrent et se multiplient; ils n'ont ni moralité appréciable, ni crainte de la mort. » Pourtant il commence à se former une classe moyenne; « elle représente l'élément stable, les intérêts permanents, qui s'accoutument mal des coups d'audace, du pouvoir conquis par la violence et renversé à la force brutale. Là est le remède prochain aux maux actuels. »

Villegas le soin de convoquer le Congrès et de faire procéder à une élection régulière. Palacio emprisonna les membres de la Cour Suprême. Les *Légalistes* firent appel aux armes.

Leur chef était le général Joaquin Crespo, ancien Président, dix fois millionnaire, métis d'un Espagnol et d'une Indienne, âgé de 45 ans, propriétaire de vastes plantations de café, associé à l'une des grandes banques de New-York. Dès lors les faits se précipitent. En mars 1892, Crespo réunit une poignée d'hommes, auxquels les *llaneros* viennent se joindre. Palacio manque d'être assassiné à Caracas. Le 1^{er} avril les *Légalistes* ont l'avantage au combat d'*Ortiz*, au sud-ouest de Caracas; ils viennent occuper *Carabobo*, à 25 lieues à l'ouest de cette ville. Illos, gouverneur de l'État de Zamora, se joint à eux. Polanco, lieutenant de Palacio, est battu à *Acarigua*. Les *Légalistes* menacent la grande ville de Valencia et le chemin de fer qui la relie à Puerto-Caballo. L'un de leurs chefs, Mora, à la tête de ses Indiens *Zambos*, culbute les soldats de Palacio à *Polito*, et s'empare des petits ports de Moron et de Punta-Chavez. Désormais les *Légalistes* reçoivent des armes et des munitions de l'île de Curaçao. La guerre est féroce. Le général Quevedo, partisan de Palacio, tombe dans une embuscade avec son aide de camp; ils sont jetés à bas de cheval, assommés à coups de pierres, coupés en morceaux. Un succès des partisans de Palacio à *Los Teques* reste inutile. Le docteur Rojas Paul, lui aussi ancien Président, émigré à Curaçao, fait cause commune avec Crespo, dans l'espérance de revenir à la présidence. Palacio négocie et cherche à s'appuyer sur Guzman Blanco, qu'il presse de revenir de Paris. Une bataille décisive de trois jours (1-3 juin 1892) se livre près de Valencia. Crespo l'emporte après une résistance acharnée, grâce à ses Indiens et à ses *llaneros*. La partie est perdue pour Palacio. Ses propres lieutenants, Monagas en tête, le contraignent à se retirer; il s'embarque le 18 juin pour la France. Le Vice-Président Villegas aurait dû régulièrement remplacer Palacio; mais les autres chefs du parti vaincu, Iturbe, Urdaneta, Mendoza, Monagas, l'écartèrent. Ils ne surent ni s'accorder entre eux, ni tenir tête à Crespo. Celui-ci fut vainqueur dans une dernière bataille à *El-Guyaba*. Mendoza, Villegas, Saria, Monagas, se maintinrent quelque temps encore à Caracas, par une véritable terreur, rançonnant les négociants, levant des emprunts forcés, molestant les étrangers, emprisonnant quiconque essayait de résister à

leurs actes arbitraires. Mais la famine menaçait, le mécontentement devenait formidable; les successeurs de Palacio durent s'embarquer pour sauver leur vie et leur fortune, et, le 9 octobre 1892, Crespo entra à Caracas.

** Le général Andrade, au parti duquel le Président Crespo avait emprunté plusieurs de ses Ministres, était élu Président; il entra en fonctions le 1^{er} mars 1898. Il dut déclarer la neutralité de son pays dans la guerre hispano-américaine; il devait assez aux États-Unis. Mais dès le 12 septembre 1899 il quittait la capitale pour prendre le commandement des troupes contre le chef révolutionnaire Castro. L'insurrection triompha : le général Crespo mourut en défendant la cause de son successeur. Valencia, Maracaï, furent pris les 16 et 17; le 24 octobre, le général Castro était investi du pouvoir et constituait son Ministère.

Conflits du Vénézuéla avec la France et l'Angleterre.

— Un conflit s'éleva au commencement de 1893 entre le Vénézuéla et la France. Le *livre vert* italien ayant imprimé indiscrètement des opinions défavorables au Gouvernement vénézuélien émises par les ministres de France, de Belgique, d'Allemagne et d'Espagne à Caracas, le général Crespo fit remettre leurs passeports aux deux premiers de ces diplomates; les deux derniers s'étaient éloignés spontanément. La France répliqua en remettant ses passeports au ministre de Vénézuéla à Paris.

** Les relations diplomatiques ont été reprises entre les deux pays dès mars 1897, en même temps que notre ministre, M. Hanotaux, spécifiait les conditions auxquelles la France consentirait à renouer avec le Vénézuéla¹.

Un autre conflit s'éleva en 1896 entre le Vénézuéla et l'Angleterre. La frontière (orientale du Vénézuéla, occidentale de la Guyane anglaise) n'avait jamais été nettement délimitée à l'est de l'Esséquiho; cette région, se peuplant et rendue intéressante par la découverte de gisements aurifères, devint un objet de contestation. Des terrassiers dirigés par un fonctionnaire anglais, en train de construire une route de Parama au Cuyuni, du côté de la frontière vers Schomburgh, sur la rive gauche du Cuyuni (considérée à Caracas comme terri-

toire vénézuélien), furent arrêtés et expulsés le 15 juin 1896 par une troupe vénézuélienne. Les Anglais se montrèrent d'abord disposés à exercer par la force ce qu'ils déclaraient *leur droit*. Mais — en vertu de la doctrine de Monroë — les États-Unis se montrèrent disposés à appuyer le Vénézuéla, et *John Bull*, qui ne se met pas volontiers en conflit avec *Jonathan*, se calma. Le traité d'arbitrage entre la Grande-Bretagne et les États-Unis (voir p. 30) prépara la solution pacifique de ce différend.

** Le 3 octobre 1899, était rendue la sentence d'arbitrage entre le Vénézuéla et l'Angleterre¹. Le traité d'arbitrage avait été signé le 2 février 1897 entre les deux gouvernements. Le 30 octobre, M. Martens, l'éminent juriste de Pétersbourg, fut élu président du tribunal d'arbitrage, qui se réunit à Paris. Les prétentions extrêmes des deux parties furent repoussées; l'Angleterre n'obtint pas ce qu'elle convoitait : les riches placers du bassin de Cuyuni et les bouches de l'Orénoque; mais le Vénézuéla ne recouvra pas le pays compris entre la fameuse ligne tracée par Schomburgh en 1840-41 et l'Esséquiho. En somme, la limite restait à peu près la même que celle qui figurait précédemment sur les atlas; mais elle devenait définitive; c'était la fin des empiétements anglais.

La Colombie. — Dans la Colombie², à don Santiago Pérez, élu Président en 1874 pour deux ans, succédèrent : en 1876, don Aquileo Para; en 1878, le général Trujillo; en 1880, le général R. Nunez; en 1883, M. J. E. Otalora; puis M. R. Nunez, élu pour six ans en 1886, réélu en 1892, et mort en 1894; le Vice-Président de la République, M. A. Caro, le remplaça.

D'après un règlement de frontière conclu entre le Vénézuéla et la Colombie par l'arbitrage de l'Espagne le 17 mars 1891, la Colombie a obtenu au nord, sur la côte, la Presqu'île de Goajira, dans l'intérieur, à l'est, un vaste territoire sur la rive gauche de l'Orénoque, arrosé par l'Yapura, le Guayabero et le Méta.

** La Colombie a dû régler une série de conflits, qui ne sont pas tous terminés. L'entente est intervenue avec le Vénézuéla. Mais la frontière étant indécise avec le Costa-Rica,

1. Le Président du Conseil fédéral suisse, M. Lachenal, avait, en décembre 1896, servi d'arbitre entre le Vénézuéla et M. Fabiani, négociant français, auquel fut accordée une indemnité de 4 348 650 francs.

1. PARISSET (Georges), *Histoire sommaire du conflit anglo-vénézuélien en Guyane, des origines au traité d'arbitrage*; 1493-1897 (1898).

2. Population de la Colombie : 3 320 530 habitants; *Bogota* en renferme 95 813. La Colombie possède 557 kilomètres de chemins de fer.

les deux pays décidèrent, le 13 octobre 1897, de recourir à l'arbitrage de M. Félix Faure, ou, à défaut de lui, à celui du Mexique ou de la Suisse. M. Loubet a rendu sa sentence d'arbitrage le 15 septembre 1900. Il est d'autres contestations territoriales avec le Brésil et l'Équateur. L'intervention du gouvernement italien en faveur de Cerrutti prit un caractère grave; il menaça d'agir par la force et envoya des vaisseaux sur les côtes colombiennes; on put craindre que les États-Unis n'intervinssent comme au Vénézuéla; mais ils ne jugèrent pas que le droit fût le même et s'abstinrent, obtenant seulement de l'Italie, après la sentence d'arbitrage rendue par M. Cleveland, un délai de 8 mois pour le règlement définitif de l'affaire (juillet-août 1898). Enfin en août 1896, le Conseil Fédéral Suisse accepta d'être arbitre entre l'État Colombien d'Antioquia et la Compagnie anglaise de chemins de fer de Medellín à la Magdalena. La cour d'arbitrage fut nommée en février 1897.

** Le Parlement Colombien, en février 1899, a créé un dixième département, formé de la partie méridionale du département de Cauca.

** En janvier 1898, M. Manuel San Clemente avait été élu Président; mais en 1900, une nouvelle révolution a éclaté; à la fin de juillet, l'isthme de Panama était en pleine anarchie et l'on parlait d'une intervention des États-Unis. A la suite d'une lutte acharnée, dans la ville de Panama, les insurgés ont fait la paix avec le gouvernement. Mais quelques jours après, M. San Clemente donnait sa démission de Président; la direction du gouvernement était donnée au Vice-Président, M. Maroquin. Après des luttes en août et septembre 1900, au sujet de la Présidence, M. Maroquin reste chef suprême du gouvernement colombien.

L'Équateur. — Dans l'*Équateur*¹, le docteur Gabriel Garcia Moreno, Président de 1861 à 1863, et réélu en 1869, fut assassiné le 6 août 1875, avant l'expiration de son mandat. Devenu Président en 1876, le général Vintimille s'empara de la dictature. Ses violences, ses odieuses cruautés, ses excès répugnants, finirent par exaspérer contre lui la population, et par amener un soulèvement général. Assiégé dans Guayaquil, il

1. Population de l'Équateur : 1 204 200 habitants, auxquels il faut ajouter environ 200 000 Indiens sauvages. *Quito* a 80 000 habitants. L'Équateur possède 96 kilomètres de chemins de fer.

prit la fuite le 9 août 1883. M. J. M. P. Caamano fut élu le 23 octobre 1883 Président pour quatre ans. M. Antonio Florès, Ministre de l'Équateur à Paris, le remplaça en 1888, et M. Cordero devint Président en 1892. Au mois de mai 1895, une nouvelle révolution éclata dans l'Équateur; on apprit, le 6 juillet 1896, que le général Alfaro, Président provisoire, avait vaincu les insurgés commandés par le général Vega.

** Don Eloy Alfaro fut élu régulièrement Président en janvier 1897. Son gouvernement ressemble, dit-on, à celui du général Vintimille. L'Équateur passe d'une extrémité à l'autre en politique. Garcia Moreno avait inscrit au budget un subside annuel au Pape. Sous le général Alfaro, l'anticléricalisme est tel que les prêtres étrangers n'osent guère débarquer à Guayaquil. Pendant que l'Équateur s'use ainsi dans les guerres civiles et religieuses, la Colombie et le Pérou rongent son territoire de plus en plus. Subsistera-t-il même toujours?

Les voyageurs français dans l'Amérique du Sud. Le docteur Crevaux. — L'Amérique du Sud a été explorée depuis vingt ans par de nombreux voyageurs français. M. Édouard André, chargé d'une mission scientifique par le Gouvernement, fit d'importantes découvertes dans la Colombie et dans l'Équateur en 1875 et 1876. Il constata l'admirable fertilité de ce pays, dont les ressources seraient inépuisables si la population était plus laborieuse, plus instruite, et si elle employait à tirer parti des richesses du sol l'ardeur qu'elle témoigne uniquement à soulever et à soutenir d'incessantes guerres civiles, dont les motifs sont la plupart du temps futiles. M. Wiener, chargé également d'une mission, ne fut pas moins heureux au Pérou et en Bolivie de 1875 à 1877.

Né à Lorquin (Lorraine), en 1847, le docteur Jules Crevaux, médecin de la marine, explora les Guyanes dans un premier voyage en 1877; il remonta le fleuve Maroni, traversa les premiers les Monts Tumuc-Humac, atteignit le Yari, affluent de l'Amazone, et le suivit pendant 300 kilomètres. Dans un second voyage sur l'Oyapok, il découvrit le procédé à l'aide duquel les Indiens composent le *curare*, qui leur sert à empoisonner les flèches. Pendant son troisième voyage, entrepris en 1881, en compagnie de M. Lejanne, pharmacien de la Marine, et du nègre Apatou, il partit de Savanilla en Colombie, remonta le Rio Magdalena jusqu'à Neiva, puis, tournant à l'est, franchit la Cordillère des Andes, à travers

des forêts de cierge géants, d'opuntias et de cactus, et descendit le *Guayabero* ou *Guaviare*, auquel il donna le nom de *Rio Lesseps*. Il lui fallut franchir sur un radeau des passages où jamais voyageur ne s'était hasardé, tantôt à travers des massifs de bambous, tantôt entre des masses de rochers qui resserrent le cours du fleuve, ou parmi des récifs, qui y forment des rapides effrayants. Il atteignit enfin l'Orénoque, dont le Guayabero est un affluent, et rentra en France en 1882, rapportant des collections précieuses pour l'Histoire Naturelle et l'Anthropologie.

Nommé officier de la Légion d'Honneur, et honoré de la grande médaille d'or par la Société de Géographie, il obtint une subvention de la Chambre des Députés, et repartit pour un quatrième voyage dans l'Amérique du Sud. Il voulait remonter le Paraguay et se diriger vers le Nord, afin d'atteindre le bassin du fleuve des Amazones; il se proposait de traverser 900 lieues de pays à peu près inexplorées. Mais, au moment où il arrivait dans un endroit nommé *Cucarocai*, vers les frontières de la République Argentine et de la Bolivie, à l'ouest du Pilcomayo, affluent de la rive droite du Paraguay, Crevaux fut massacré avec ses compagnons par les Indiens Tobas. On crut toutefois que le marin français Haurat et le marin argentin Blanco étaient restés captifs parmi les Tobas, et des expéditions partirent en 1883 de Buenos-Aires et du Chili pour aller à leur recherche. Le crâne du docteur Crevaux fut retrouvé cloué sur un tronc d'arbre à Yanduca, au mois de décembre 1883, par des explorateurs boliviens¹.

De 1887 à 1889, M. Henri Coudreau explora dans la Guyane Française la région des Monts Tumuc-Humac, en compagnie de M. Lavaud. Pendant 210 jours, les hardis voyageurs marchèrent à l'ombre des forêts d'arbres à caoutchouc, d'acajous, de cacaoyers; ils visitèrent plusieurs tribus indiennes, les Coussaris par exemple, qui habitent vers les sources du Camopi, et empoisonnent leurs flèches avec du curare. M. Coudreau entreprit un nouveau voyage d'exploration fécond en résultats de 1889 à 1894².

1. Un voyageur français, M. Thouar, a découvert de la façon la plus précise que le docteur Crevaux a été assassiné le 24 avril 1882. Ses compagnons Haurat et Camelo Blanco ont été martyrisés par les Tobas.

En 1890 et 1891, deux voyageurs français, MM. Ronsson et Willems, ont exploré la Terre de Feu, au sud du Détroit de Magellan, avec l'aide du Gouvernement Chilien.

2. Il est mort en décembre 1899.

Isthme de Panama. Projet d'un canal entre l'Atlantique et le Pacifique. — Lorsque Christophe Colomb quittait le port de Palos en 1492, il s'imaginait non pas aller à la recherche d'un Nouveau Monde, mais voguer vers l'Asie, qu'il supposait baignée à l'est, comme l'Europe l'est à l'ouest, par l'Océan Atlantique. Dès 1513, c'est-à-dire du jour où Nunez Balboa, des hauteurs de Panama, aperçut le Pacifique, on sut que les régions découvertes formaient un continent distinct. Dès lors on en longea les côtes vers le nord et vers le sud, à la recherche d'une ouverture, d'une trouée, d'un canal maritime, permettant aux vaisseaux de passer d'une mer dans l'autre. Mais si la nature avait jeté entre l'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud une mer intérieure, la Mer des Antilles, comme elle a placé la Méditerranée entre l'Europe et l'Afrique, elle avait négligé de séparer les deux moitiés du Nouveau Monde par un détroit semblable au détroit de Gibraltar. Le continent s'étendait, on le reconnut vite, indéfiniment des deux côtés de l'équateur, barrant le globe, et formant une barrière infranchissable entre l'Atlantique et le Grand Océan. Pour aller de l'un à l'autre et revenir à la hauteur de la Mer des Antilles, il fallait donc contourner entièrement l'Amérique du Sud, en longeant deux fois les côtes sur une étendue de plus de 50 degrés de latitude, avec une perte de temps immense, et en franchissant le périlleux Détroit de Magellan.

Toutefois la forme de l'Amérique, qui s'effile et se resserre en isthmes étroits, depuis le Mexique jusqu'à la Colombie, inspira de bonne heure à des esprits hardis l'idée de jeter un canal d'un Océan à l'autre. Humboldt indiqua cinq tracés possibles : 1° par l'*Isthme de Tehuantepec*; 2° par le *Nicaragua*; 3° par l'*Isthme de Panama*; 4° et 5° par l'*Isthme de Darien* et le fleuve colombien *Atrato*, tributaire de la Mer des Antilles, qu'on aurait joint avec le Pacifique, à l'aide d'un canal aboutissant à la *Baie de Cupica* ou à la *Vallée de Raspadura*.

En 1855, un chemin de fer fut établi sur l'Isthme de Panama entre *Colon* ou *Aspinwall*¹, à l'est de Chagres, sur l'Atlantique, et *Panama*, sur le Grand Océan. Les difficultés à vaincre sur ce terrain malsain, hérissé de forêts vierges,

1. C'est à Colon que viennent aboutir les paquebots transatlantiques français partis de Saint-Nazaire.

dans lesquelles la végétation se développe avec une prodigieuse rapidité, furent immenses; grand aussi, trop grand fut le nombre des travailleurs, Chinois pour la plupart, qui payèrent de leur vie ce nouveau triomphe de la volonté humaine.

Le projet d'un canal interocéanique n'avait pas été abandonné. De 1870 à 1875, le Gouvernement des États-Unis fit étudier les différents tracés possibles par le commandant Shufelt à Tehuantepec, par le commandant Selfrige au Darien, par le commandant Lull et l'ingénieur Menocal au Nicaragua. En 1875, un congrès de géographes, d'ingénieurs et de marins, réuni à Washington, écarta les projets par Tehuantepec et le Darien. Dans le Nicaragua, on pourrait partir de *Greytown* sur l'Atlantique, atteindre par un canal la rivière *San-Juan*, la remonter jusqu'au *Lac de Nicaragua*, traverser le lac jusqu'au *Rio del Medio*, et de là, par un canal, atteindre la côte du Pacifique à *Brito*.

Ce fut le projet auquel on s'arrêta. Aux termes d'un traité conclu par le Gouvernement des États-Unis avec le Nicaragua en 1884, le premier se chargea de la construction à travers le Nicaragua d'un canal interocéanique, dont il aurait l'absolue direction, mais le Nicaragua recevrait la moitié des taxes. Le 20 février 1889 le Président des États-Unis approuva le bill voté par les deux Chambres du Congrès de Washington pour l'établissement de ce canal.

On a vu (t. II, p. 277-292) la tentative infructueuse pour creuser un canal entre les deux mers dans l'Isthme même de Panama, sous la direction de Ferdinand de Lesseps, tentative qui aboutit à la liquidation de 1888 et aux procès de 1893. Le 6 avril 1893, le Gouvernement Colombien consentit à un nouveau délai de 20 mois expirant le 31 octobre 1894, pour la formation d'une nouvelle société. Cette société aurait dix années, à partir de sa constitution, pour achever le canal. Elle aurait un capital de 65 millions de francs. Du rapport général annuel présenté à la fin de 1895 au Tribunal Civil de la Seine par M. Gautron, liquidateur judiciaire de l'ancienne compagnie, il résultait que les travaux d'entretien et d'avancement indispensables avaient été exécutés pendant l'année; on avait surtout travaillé à approfondir la tranchée de la *Culebra*.

** Les États-Unis d'Amérique ont, plus que tout autre pays, grand intérêt au percement d'un isthme dans l'Amérique Centrale; la question est à l'étude, mais n'a pas encore reçu de

solution définitive. Y aura-t-il reprise et continuation des travaux dans l'isthme de Panama? Le nouveau tracé serait-il plutôt la rivière de San-Juan et le lac de Nicaragua? Le 2 août 1900, le Président du Nicaragua a annoncé l'expiration de la concession de la *Compagnie américaine du Canal interocéanique*, à laquelle est substituée la concession du syndicat *Eyre-Cragin*, entreprise à demi anglaise; ce qui va forcer les États-Unis à traiter de nouveau avec l'Angleterre.

Les cinq Républiques de l'Amérique Centrale. — Les cinq Républiques situées dans cette partie du continent ont formé autrefois une confédération sous le nom d'*États-Unis de l'Amérique Centrale*; aujourd'hui elles vivent isolément. Ce sont, en allant du sud au nord, les États de *Costa-Rica* (cap. *San-José*), *Nicaragua* (cap. *Managua*), *Salvador* (cap. *San-Salvador*), *Honduras* (cap. *Tegucigalpa*) et *Guatemala* (cap. *Guatemala*). Voici quelle est la population de chacun d'eux : *Costa-Rica*, 310 000 habitants; *Nicaragua*, 350 000; *Salvador*, 803 534; *Honduras*, 396 048; *Guatemala*, 1 535 600. Ces cinq États, dont le sol est fertile, et qui possèdent d'immenses ressources naturelles encore inexploitées, ont été presque continuellement agités par des guerres et des révolutions.

Comme le travail agricole, sous ce climat brûlant, est très pénible, que l'industrie est presque nulle, le rêve de tout ambitieux, qu'il s'intitule avocat ou général, est de s'emparer de la présidence, à la tête d'un groupe plus ou moins nombreux, et de la garder le plus longtemps possible, assez longtemps du moins pour faire fortune.

** Aussi les cinq Républiques sont-elles toujours victimes d'incessantes révolutions. Les plus stables sont encore *Costa-Rica* et *Salvador* : elles contiennent la plus forte proportion de blancs; néanmoins, au *Salvador*, le général *Regalado* a renversé le Président *Gutierrez*. Le *Nicaragua* a eu sa révolution en 1899; le *Guatemala*, après avoir, en septembre 1897, prorogé les pouvoirs du général *Barrios* jusqu'en février 1902, l'a vu assassiner par l'Allemand *Solinger*, en janvier 1898. *Don Morales* l'a remplacé. Il ne semble pas que d'ici longtemps on puisse attendre de ces races mélangées, soumises au climat tropical, le calme, l'entente nécessaires.

** L'essai d'une confédération a été renouvelé (après les échecs de 1824, 1858, 1871, 1888) en 1896 : le *Nicaragua*, le *Honduras*, le *Salvador* se sont unis par le traité d'*Amagala* en

République majeure du Centre Amérique. Le 15 juin 1897, les cinq États ont enfin signé, à Guatemala, l'accord nécessaire : la République de l'Amérique Centrale devra désormais avoir une représentation unique vis-à-vis de l'étranger. La convention devait être approuvée par les cinq Parlements dans le délai de trois mois, et une Commission être chargée du gouvernement de la Fédération jusqu'à l'élection. Mais la retraite du Salvador semble avoir dissous de nouveau l'accord à la fin de 1898.

** Avec la question de la fédération, celle qui intéresse le plus l'Amérique Centrale est le percement de l'isthme. Tandis que la nouvelle Compagnie française de Panama poursuit lentement, mais sagement, son œuvre, nous avons vu plus haut les visées des Yankees sur le Nicaragua (*Voir* ÉTATS-UNIS, page 51).

Le Président actuel du Guatemala est M. Estrada Cabrera, pour la période 1899-1905. Les mêmes fonctions sont exercées dans le Honduras par le général Terencio Sierra (1899-1903); dans le Salvador, depuis le 1^{er} mars 1899, par le général Tomas Regalado (1899-1903); dans le Nicaragua, par le général J. Santos Zelaya (1894-1898), réélu pour 1898-1902; dans le Costa-Rica, par M. Rafaël Iglesias (1894-1897), réélu pour 1898-1902.

IV. — LES ANTILLES.

Anciennes Iles Espagnoles : *Cuba*. — L'insurrection de 1895-1896. — *Porto-Rico*. — *Mes Anglaises* : la Jamaïque. — *Iles Françaises* : la Martinique; la Guadeloupe. — *Iles Hollandaises* et *Danoises* : Curaçao; Saint-Thomas. — Les Antilles indépendantes. Histoire d'*Haïti* ou Saint-Domingue depuis 1803. L'empereur Dessalines (1803-1806). — Le roi Christophe. Les Présidents Pétion et Boyer (1806-1843). — L'empereur Soulouque ou Faustin I^{er} (1849-1859). — Haïti depuis 1859. — La République Dominicaine. — Etat actuel des Républiques Haïtienne et Dominicaine.

Anciennes Iles Espagnoles : Cuba. — L'Océan Atlantique forme entre les deux Amériques un immense golfe circulaire, qui baigne : au nord, les États-Unis, depuis l'Îlot de Key-West, près du Cap Sable, à l'extrémité méridionale de la Floride, jusqu'à l'embouchure du Mississippi, et du Mississippi au Rio Grande del Norte; à l'ouest, la côte du Mexique et celle de l'Amérique Centrale (Guatemala, Honduras, Nicaragua, Costa-Rica) jusqu'à l'Isthme de Panama; au sud, la côte de la

Colombie et du Vénézuéla jusque près de l'embouchure de l'Orénoque. Ce golfe renferme au centre les Grandes Antilles, qui le divisent en deux parties : *Mer des Antilles*, au sud, *Golfe du Mexique*, au nord; à l'est, il est fermé par les Petites Antilles.

La plus considérable des Grandes Antilles est *Cuba*. Cette belle et grande île est comprise entre les deux Presqu'îles de la Floride (États-Unis) et du Yucatan (Mexique). Sa longueur, de l'est à l'ouest, est de 250 lieues; sa largeur moyenne, du nord au sud, de 25. Elle n'avait, en 1774, que 174 622 habitants; elle en compte aujourd'hui 1 631 687. Elle produit du tabac, du sucre, du rhum, du café, du cacao, des ananas, du manioc, du coton, de l'indigo, du chanvre, des bois précieux. Il y a plus de trente espèces de palmiers, des cocotiers, des caobas ou arbres à acajou, des pins, des bananiers. Les grandes forêts ont été remplacées en beaucoup d'endroits par des fourrés épineux. Cuba renferme de l'or, du cuivre, du fer. On y trouve des tortues, des serpents non venimeux, beaucoup d'oiseaux-mouches et d'abeilles, des chevreuils, des chiens havanais, des porcs et des chiens sauvages.

La capitale, *La Havane*, avec sa banlieue, a 200 448 habitants. « Située vers le milieu du Nouveau Monde, au centre de la grande Méditerranée Américaine, elle se trouve précisément à l'origine du courant golfier, et par conséquent au point de départ de la route naturelle des Antilles vers l'Europe Occidentale. En même temps elle est placée au lieu de convergence des lignes de navigation qui de tout le pourtour du golfe se dirigent vers la porte de sortie. Le Delta du Mississippi, c'est-à-dire l'ensemble du bassin fluvial le plus peuplé des États-Unis, s'ouvre directement vers La Havane; enfin, par un contraste remarquable, c'est vers le continent anglo-américain que regarde la cité hispano-américaine, sentinelle avancée du continent latin. On comprend que La Havane se soit donné le nom de *Clave del Nuevo Mundo* ou « Clef du Nouveau Monde », et « qu'elle porte une clef dans ses armes ». (E. RECLUS.) Les autres villes importantes sont *Matanzas*¹ (56 379 hab.), *Santiago de Cuba*, à l'est (59 614 hab.), *Puerto-Principe* (40 958 hab.), *Cienfuegos* (40 964 hab.). Il y a dans l'île 1 600 kilomètres de chemins de fer.

Jusqu'en 1899, Cuba appartenait à l'Espagne; mais les in-

1. *Matanzas* (*les Tueries*), fondée en 1693, rappelle un massacre d'Indiens.

surrections y étaient fréquentes depuis le début de ce siècle. Tandis que l'Angleterre, mieux inspirée et profitant de l'expérience qu'elle avait acquise à ses dépens, lors de l'affranchissement des États-Unis, accordait une large autonomie à ses colonies de population européenne, l'Espagne persistait dans ses errements d'autrefois. Sans se souvenir ou vouloir se souvenir qu'elle avait perdu le Mexique, le Pérou, la Plata, en un mot toutes ses riches colonies de terre ferme, pour les avoir exploitées à outrance, elle a continué cette imprudente politique à l'égard de Cuba; elle a même outré le système, demandant d'autant plus aux colonies qu'elle conservait encore, que ces colonies étaient moins nombreuses, et que les besoins de la métropole, loin de diminuer, n'avaient fait qu'augmenter sans cesse. De là, chez les Cubains, une exaspération trop facile à comprendre. Leur île pourrait produire des céréales en abondance : la culture du blé leur était interdite, pour qu'ils fussent obligés d'acheter des farines d'Espagne, ou, plus exactement, des farines que l'Espagne achetait *bon marché* aux États-Unis pour les leur revendre *cher*. Il se forme naturellement sur les côtes de Cuba d'immenses dépôts de sel : leur exploitation était défendue; ne fallait-il pas que les Cubains fussent contraints d'acheter le sel des îles Canaries? Et ainsi du reste. — Le sucre, le tabac, le café, étaient les plus riches produits de l'île. Or la concurrence du sucre de betterave et celle des cafés brésiliens avaient fait baisser les prix. La culture de la canne à sucre avait diminué constamment depuis 1875; le prix des 100 kilogrammes de sucre, autrefois de 79 à 80 francs, n'était plus que de 30 francs.

L'insurrection de 1895-1896. — Il y avait à Cuba trois partis : 1^o espagnol; 2^o autonomiste; 3^o annexionniste (aux États-Unis). Dès 1860, sous la présidence de Buchanan, les États-Unis offrirent sans succès d'acheter Cuba 1 milliard. L'île fut insurgée pendant dix ans contre la métropole (1868-1878) : le maintien de l'esclavage des nègres était la principale cause du soulèvement. Les épaisses forêts de l'intérieur permirent longtemps aux insurgés de tenir en échec les troupes espagnoles supérieures en nombre, mais éprouvées par la chaleur et les maladies¹. Au mois d'avril 1884, le chef

1. L'Espagne envoya dans l'île 145 000 hommes, dont près de 100 000 succombèrent aux maladies, aux fatigues, ou tombèrent sous les balles ennemies.

cubain Aguero, venant de Key-West avec une petite troupe d'hommes déterminés, parvint à débarquer dans l'île et y fit un appel aux armes, sans succès. L'esclavage fut définitivement aboli à Cuba en 1886. Le 7 septembre 1888, La Havane fut bouleversée par un terrible cyclone. Une vive agitation se produisit au mois de novembre 1889 sur divers points de l'île aux cris de : « Vive la République! » Enfin un nouveau mouvement séparatiste éclata au mois d'avril 1893.

Le 10 décembre 1894, à Washington, M. Coll, sénateur de la Floride, présenta au Sénat des États-Unis une résolution invitant le Président Cleveland à négocier avec l'Espagne pour obtenir, moyennant une indemnité pécuniaire, l'indépendance de Cuba. L'insurrection recommença au mois de février 1895 dans les provinces de Santiago et de Matanzas. Un vaisseau de guerre espagnol canonna le navire américain l'*Alliança*, soupçonné d'apporter des secours aux insurgés. Ceux-ci avaient pour chefs les frères Antonio et José Maceo¹ et Crombet, venus de la Jamaïque (avril), le général Quesada venu du Vénézuéla, Calixto Garcia², Marti, qui prit le titre de Président de la République Cubaine, Maximo Gomez, Masso, Cisneros, Collaso, Zayas. Le mouvement prit bientôt des proportions telles, qu'on crut nécessaire d'expédier d'Espagne des renforts considérables, et de nommer le maréchal Martinez Campos gouverneur général. Des combats acharnés furent livrés au mois de mai; dans l'un d'eux, le Président Marti fut tué. L'insurrection continua à s'étendre. Elle recevait par Key-West de nombreux secours des États-Unis, malgré les plaintes de l'Espagne à Washington et les circulaires du Président Cleveland recommandant le respect de la neutralité. Il est vrai que, d'un autre côté, les journaux de New-York insistaient pour qu'on exigeât promptement de l'Espagne le paiement d'une indemnité de 1 500 000 dollars qu'elle a, en 1886, reconnu devoir pour saisie d'une plantation américaine

1. Antonio Maceo, né le 14 juillet 1848 à Santiago de Cuba, est fils de parents métis; il a eu dix frères. Cinq ont péri sur les champs de bataille; un est mort en exil des suites de ses blessures; deux sont devenus infirmes; le dernier, José, est le lieutenant d'Antonio. Celui-ci a reçu vingt-huit blessures.

2. Calixto Garcia, « le vétérans des insurrections cubaines », a le front affreusement troncé par une balle que, dans la guerre précédente, il s'était tirée dans la tête pour ne pas tomber vivant aux mains des Espagnols. Il survécut par une sorte de miracle, et toujours énergique malgré ses cheveux blancs et ses blessures, il est retourné combattre encore pour l'indépendance de son pays.

à Cuba (indemnité Mora). L'Espagne expédiait renforts sur renforts. Elle décida l'envoi de 35 000 hommes (16 juin 1895). Cependant le nombre et l'importance des bandes insurgées ne cessaient de s'accroître; elles coupaient les chemins de fer, et ne laissaient pas à leurs adversaires un moment de relâche. A la prise d'Alta-Gracia par Maximo Gomez, 1 300 Espagnols mirent bas les armes; beaucoup se joignirent aux insurgés. La fièvre jaune fit son apparition à Cuba. Le bruit courut que si l'Espagne voulait reconnaître l'indépendance de Cuba, les insulaires lui payeraient 300 millions de dollars en valeurs dont l'émission serait garantie par les États-Unis. Elle s'y montra peu disposée, car le maréchal Martinez Campos déclara (9 juillet) que tout rebelle pris les armes à la main serait condamné à mort par les conseils de guerre.

Bien que l'armée de Cuba eût été portée depuis un an à plus de 100 000 hommes, et que des renforts ne cessassent de lui être expédiés, l'insurrection grandissait sans cesse. En dépit des incessants bulletins de victoires du maréchal Campos, les insurgés, nombreux, hardis, soutenus par presque toute la population, approvisionnés d'armes par des navires venus sans cesse des États-Unis, se glissaient partout en évitant les grandes routes : ils procédaient par coups de main imprévus, se dispersaient, se réunissaient avec une incroyable rapidité; ils détruisaient les ponts, arrêtaient ou faisaient sauter les trains de chemins de fer, brûlaient les plantations de cannes à sucre, anéantissaient les récoltes. Les soldats espagnols, harassés de fatigue, surpris à chaque instant, décimés par la fièvre jaune, se décourageaient. Après un combat près de Bayamos où fut tué le général espagnol Santocildes, Martinez Campos, battu par Maceo et Maximo Gomez, fut quelque temps bloqué dans cette ville (juillet). Deux croiseurs espagnols firent naufrage sur les côtes de Cuba (septembre). Pendant ce temps, les délégués des insurgés nommaient M. Bartolome Masso Président provisoire de la République Cubaine. Les Espagnols étaient vaincus à la bataille de Taguasco (dans la province de Santa-Clara, novembre); Maximo Gomez envahit la province de Matanzas, jusque-là tranquille; Matanzas fut prise, et les Espagnols battus à Rivas, à 40 kilomètres de La Havane (décembre). Au début de 1896, cette capitale même fut menacée.

Aussi le Gouvernement Espagnol lui-même, très inquiet et n'ayant pas confiance en Martinez Campos, dut-il se résigner

à le rappeler¹ (18 janvier). Le général Weyler, gouverneur de Catalogne, fut chargé de le remplacer. Serait-il plus heureux ou plus habile?

Il déclara qu'à son arrivée, il avait tout trouvé « dans un complet état de désorganisation ». Il débuta par des proclamations draconiennes, multiplia les fusillades sans jugement ou en vertu d'arrêts de cours martiales; il enjoignit aux habitants des campagnes de venir, dans le délai de huit jours, s'établir dans les villes fortifiées; il défendit de se montrer hors des villes, sans une autorisation écrite d'un chef militaire. Ces mesures, au lieu d'intimider, exaspérèrent les populations, et jetèrent dans l'insurrection bien des gens jusque-là indécis ou tièdes. Plus tard, il suspendit la récolte des cafés et des cannes à sucre, parce que certains propriétaires payaient un impôt aux insurgés pour récolter tranquillement (août 1896). Ensuite il décréta le cours forcé des billets de la Banque Espagnole à La Havane. On apprenait en même temps qu'en Espagne, les conscrits se sauvaient sur les territoires français et portugais pour éviter d'être envoyés à Cuba, et que le Gouvernement ne savait de quel bois faire flèche pour se procurer de l'argent; les États-Unis se montraient de plus en plus menaçants (v. plus haut, p. 34-35). Le général Weyler recevait renfort sur renfort; mais le feu des insurgés, la misère, la fatigue, surtout la fièvre jaune faisaient fondre ses troupes à vue d'œil; les hôpitaux étaient encombrés d'hommes qui y manquaient de tout. Pendant toute l'année 1896, Weyler ne put réussir à empêcher des navires venus des ports américains d'apporter aux insurgés des renforts et des ressources de toute nature. Il ne put pas davantage couper en deux l'insurrection. Les tranchées qu'il établit en travers de l'île furent comblées par les pluies ou détruites par les insurgés. Des combats incessants où, d'après le bulletin du général en chef, les Espagnols étaient invariablement vainqueurs, permirent aux insurgés de s'armer de mieux en mieux avec les canons et les fusils conquis sur leurs adversaires. Un journal espagnol, le *Liberal*, constatait que la guerre coûtait à l'Espagne 3 millions par jour.

Dans l'automne de 1896, on commençait à dire du général Weyler ce qu'à la fin de l'année précédente on disait du ma-

1. Le duc de Tétuan, Ministre des Affaires Étrangères, et ami personnel de Martinez Campos, se retira.

réal Martínez Campos. Pourquoi, à la tête de forces si considérables, obtenait-il si peu de résultats? Qu'attendait-il donc pour en finir par un coup vigoureux? Ses tentatives en ce sens dans les derniers mois de l'année ne furent rien moins qu'heureuses. Que faire contre des insurgés que tout favorise, la nature des lieux et l'appui de la population; qui, tour à tour cavaliers et fantassins, se transportent aux endroits les plus opposés avec une vitesse incroyable, font sauter avec de la dynamite les campements de leurs adversaires? Les femmes se battaient comme les hommes; prises, placées devant le peloton d'exécution, elles traitaient les Espagnols de « lâches chiens », et criaient en tombant sous les balles : « Vive Cuba ! » Le 29 octobre 1896, les Cubains s'emparèrent de Guaymaro, dans la province de Puerto-Principe. A la fin de novembre, Weyler, dont la tête avait, dit-on, été mise à prix par les insurgés, s'était entouré d'une garde du corps et, réduit à la défensive, se tenait à La Havane¹.

Porto-Rico. — Outre Cuba, les Espagnols possédaient *Porto-Rico* ou *Puerto-Rico*, la plus orientale des quatre Grandes Antilles, située au sud-est de Saint-Domingue. C'est une magnifique contrée, la plus prospère des Grandes Antilles. Elle produit du sucre, du café, du tabac, des oranges, des bananes, de la cire, du miel; on y trouve beaucoup de guano; elle est riche en eaux thermales; elle renferme d'excellents pâturages, et, par conséquent, de nombreux bestiaux.

La colonisation fut commencée par Ponce de Léon en 1509. La population, qui s'élevait en 1765 à 44 843 habitants, en compte aujourd'hui près de 800 000. Le nombre des habitants double donc tous les trente ans; il y a 195 kilomètres de chemins de fer. A son tour, Porto-Rico, soit sous l'influence d'excitations parties de Cuba, soit par désir spontané d'indépendance, soit par mécontentement de la lourdeur des impôts, s'était soulevé contre l'Espagne. L'île a partagé le sort de Cuba dans le traité qui a mis fin à la guerre hispano-américaine (v. p. 46).

Iles Anglaises : la Jamaïque. — La troisième des Grandes Antilles, la *Jamaïque*, située au sud de Cuba, appartient aux Anglais, et renferme 715 717 habitants, parmi lesquels 620 000

1. Pour les événements postérieurs à 1896, nous renvoyons au chapitre des ÉTATS-UNIS, page 43, dans le récit de la guerre hispano-américaine et de ses conséquences.

noirs ou mulâtres. Elle produit du maïs, des ignames, des bananes, des oranges, du gingembre, du thé, des chinchonas, du sucre, du rhum, du café, du tabac, et renferme les villes de *Spanishtown* et de *Kingstown*.

Les Anglais possèdent dans les Petites Antilles : la *Trinité*, *Tabago*, la *Grenade*, les *Grenadines*, la *Barbade*, *Saint-Vincent*, *Sainte-Lucie*, la *Dominique*, *Montserrat*, *Nevis*, *Saint-Christophe*, *Antigua*, la *Barbode*. Ils ont encore, au nord de Cuba, à l'est de la Floride, les *Iles Lucayes* ou *Bahama*. Les Bahama exportent, surtout aux États-Unis, des fruits de toutes sortes, bananes, mangues, chérimoyas, avocats, sapotas, goyaves, tamarins, oranges, fruits de l'arbre à pain, ananas. Les poissons et les tortues abondent sur les côtes; on y trouve des perles, de l'ambre gris, des éponges. La population totale des Antilles Anglaises (y compris la Jamaïque, les Bermudes et Balise) dépasse 2 millions d'habitants¹.

** Les Antilles Anglaises sont dans une situation peu prospère. Lors de la suppression de l'esclavage, elles ne reçurent qu'une part dérisoire de l'indemnité; on évaluait cependant les propriétés et leurs esclaves à 129 millions £. De plus, l'abaissement (en 1846), puis l'abolition des droits différentiels, qui protégeaient le sucre des Antilles Anglaises dans la métropole, leur porta un coup si dur qu'elles comptèrent en sept ans pour plus de 6 millions £ de faillites. Elles ont fait leur possible pour se relever, signant même avec les États-Unis des traités désavantageux à l'Angleterre; le café, la canne donnant peu, elles produisent de plus en plus les bananes et autres fruits dont les États-Unis font grande consommation². Mais cela ne fait que les inféoder davantage à la grande République; avec la plupart de ces colonies, l'Angleterre ne fait plus que la moitié, le quart, parfois le dixième de leur commerce. Le budget de toutes ces colonies est en déficit chronique et leur dette est déjà de 90 millions de francs. La po-

1. Les Anglais se sont encore établis à l'extrémité méridionale de l'Amérique du Sud, à l'est de la Patagonie, dans les *Iles Malouines* ou *Falkland*, qui contiennent 1 823 habitants.

2. De 1805 à 1897 la production de la Jamaïque a décliné de 88 pour 100 pour le sucre, 33 pour 100 pour le rhum, 21 pour 100 pour le café, 50 pour 100 pour les bois. Le commerce à Saint-Vincent a baissé de 50 pour 100 en cinq ans. L'exportation du sucre de Tabago est tombée en vingt-cinq ans de 81 000 livres sterling à 1 000. Mais la vente des fruits a crû de 34 pour 100 en un an à la Jamaïque.

pulation est peu dense : 78 hab. au kil. carré ; elle est de 130 dans nos Antilles. Ces possessions coûtent de plus très cher à l'amirauté : 300 000 £ environ pour les seules stations des Bermudes et de Sainte-Lucie. D'où, chez quelques Anglais, était née l'idée d'échanger ces colonies endettées contre l'admirable archipel des Philippines ; on n'en eut cure à Washington : les *Yankees* les auront à meilleur compte quand le percement et la prise de l'isthme par eux auront encore réduit l'importance des Antilles Anglaises.

** En attendant, le Parlement anglais a voté 120 000 livres pour payer les dettes d'Antioa, de la Dominique, de Saint-Vincent, et pour améliorer leur outillage économique. Mais puisque ces îles ne peuvent se suffire, on supprime leurs assemblées locales ; elles redeviennent des « colonies de la Couronne », c'est-à-dire directement administrées par le *Colonial Office*. La même mesure va sans doute atteindre la Trinité et la Jamaïque, réduites aux subsides de l'Angleterre. La Barbade seule gardera ses assemblées, parce qu'elle n'a dû emprunter que pour un motif exceptionnel.

Les Anglais possèdent en outre un établissement à *Balise*, sur la côte du *Honduras*, avec 34 277 habitants, et l'Archipel des *Iles Bermudes*, ainsi nommées de l'Espagnol Bermudez, qui les découvrit au seizième siècle, à 250 lieues à l'est des États-Unis, avec 18 048 habitants. Les Bermudes ont pour capitale *Hamilton*. Elles sont environnées d'écueils, mais renommées pour la pureté de leur air, la douceur de leur climat, la beauté de leurs champs de lis (*lilium longiflorum eximium*), plante originaire du Japon, et qui est devenue l'objet d'un grand commerce. Les côtes sont couvertes de palétuviers ; on trouve à l'intérieur des cèdres et des palmiers sabal. Les Bermudes envoient à New-York des pommes de terre, des oignons, des tomates, du tapioca.

Iles Françaises : La Martinique ; la Guadeloupe. — La France possède dans les Petites Antilles deux îles importantes, la *Martinique* et la *Guadeloupe*. La première renferme les villes de *Fort-de-France* et de *Saint-Pierre*. Cette île, autrefois couverte de forêts, est dominée par la *Montagne Pelée*, le *Piton du Carbet* et le *Piton de la Soufrière* ; elle est fertile surtout en sucre, café¹, cacao, coton, tabac, fruits, mais in-

1. La culture du café a été à peu près abandonnée à la Martinique pour celle de la canne à sucre.

festée de *cobras* (*serpents fer de lance*), et elle renferme 189 599 habitants, la plupart nègres ou mulâtres. Elle est française depuis 1633 ; les fondateurs de la colonie furent Duplessis, l'Olive, d'Enambuc. *Fort-de-France* fut à moitié détruit par un incendie le 22 juin 1890. Un épouvantable cyclone dévasta la Martinique dans la soirée du 19 août 1891, tua 500 personnes, laissa 60 000 habitants à peu près sans asile, détruisit la plupart des navires qui se trouvaient sur les rades de l'île, et causa des dégâts évalués à 50 ou 60 millions.

** La Martinique a été le théâtre, en 1900, de faits très inquiétants. Dès le 5 février, des troubles ont commencé à Sainte-Marie, au sud de l'île. Des bandes d'émeutiers armés ont parcouru les plantations, excitant les travailleurs à quitter les champs de cannes à sucre, menaçant de mort ceux qui persisteraient à travailler aux prix actuels. Le travail fut arrêté. Les émeutiers partirent pour *Le François*, commune située à 22 kil. de Fort-de-France, et siège d'une sucrerie très importante. L'usine fut envahie, pillée ; 25 soldats d'infanterie de marine la gardaient, sous le commandement du lieutenant Kahn ; menacé ou même frappé d'un coup de couteau, le lieutenant tira son revolver. La troupe tira-t-elle avec ou sans ordre ? Les deux bruits courent. La décharge tua 8 émeutiers et en blessa 16, dont 5 mortellement. Les émeutiers brûlèrent ensuite les plantations de Grandfond, Vapeur, etc., puis revinrent au François, menaçant de mort les habitants, criant : « A bas les blancs ! Vivent les nègres ! Vengeance ! » Des affiches furent placardées à Fort-de-France, provoquant la foule au meurtre, au pillage, à l'incendie. M. Picanon, inspecteur des colonies, fut envoyé à la Martinique. Son enquête n'est pas encore publiée. Mais déjà le Gouvernement s'est préoccupé de renforcer la garnison et d'envoyer un navire de guerre.

** Il faut songer que dans nos Antilles, à côté des blancs et des mulâtres, se trouve une nombreuse population noire, absolument dénuée d'instruction, souvent sauvage : les coups de couteau, et surtout l'empoisonnement, que les vieilles négresses pratiquent avec une science digne des Borgias et une discrétion effrayante, terrorisent les fonctionnaires, dont beaucoup se sont *éteints*, victimes de leur honnêteté ; le poison lent les frappait jusqu'en France ! Pour maintenir cette foule, quelques gendarmes ; et comme nos Antilles sont assi-

milées aux départements français, la police dépend des maires, c'est-à-dire parfois de nègres absolument incultes ! Avec cela une crédulité enfantine (les nègres, en févrièr, reprochaient aux blancs de garder « les 3 fr. que la *Reine Victoria* avait envoyés à chaque habitant ! ») et un orgueil immense, parce qu'ils sont électeurs : ils bousculent sur le trottoir un officier : « moué électeu', toué pas électeu' ! », et refusent d'entrer dans les écoles professionnelles, où vont même les blancs : un électeur ne travaille pas ! Aucune comparaison n'est admissible entre l'ouvrier français et le nègre des Antilles. L'ignorance seule peut conduire à une appréciation aussi ridicule. Ceci soit dit, d'ailleurs, à la confusion des blancs, qui, en libérant les noirs après plusieurs siècles d'esclavage, n'ont rien fait pour les relever et en faire de vrais hommes libres. Aujourd'hui la situation est très grave : retirer le droit de vote serait déchaîner la révolution ; l'instruction, ils n'en veulent pas. La crainte seule peut ramener l'ordre.

** Nous devons ouvrir les yeux : d'autres que les Européens convoitent toutes les Antilles ; qu'arriverait-il si une révolution éclatait, comme à Cuba ? Aussi est-il très sérieusement question d'y fortifier notre situation, et de faire de Fort-de-France une position militaire importante. Nos Antilles font encore un commerce considérable ; leur prospérité est bien plus grande que celle de la plupart des Antilles Anglaises ; elles comptent environ 400 000 habitants, et, avec Haïti et plusieurs Antilles Anglaises, jadis nôtres, forment un groupe de près de 2 millions de francophones.

La *Guadeloupe* est au nord de la Martinique, dont la sépare l'île anglaise de la Dominique. Française depuis 1633, elle est divisée en deux îles par un bras de mer nommé la *Rivière Salée*. Elle renferme trois villes, *La Pointe-à-Pître*, *La Basse-Terre* et *Le Moule*, à l'est de la Grande-Terre. *La Basse-Terre* fut incendiée le 15 août 1782, et bouleversée par les ouragans du 1^{er} septembre 1821, du 26 juillet 1823, du 6 septembre 1865 ; *La Pointe-à-Pître* fut détruite par le tremblement de terre du 8 février 1843 ; la population de la Guadeloupe, avec les îles qui en dépendent, est de 193 800 habitants. Ces îles sont : *Saint-Barthélemy*, vendue par Louis XVI à Gustave III en 1784, et rachetée par la France aux Suédois (1877-1878) ; *Marie-Galante*, la *Désirade*, les *Saintes* et la partie nord de *Saint-Martin*.

C'est dans les Antilles Françaises que naquirent : à la

Martinique, l'impératrice Joséphine (1763-1814) ; à la Guadeloupe, les poètes Léonard (1744-1793)¹ et Campenon (1772-1843) ; le peintre Lethière² (1760-1832) ; les généraux Dugommier³ (1736-1794) et Gobert (né en 1769, et tué à Baylen en 1808) ; le tribun Armand Barbès (de la Pointe-à-Pître, 1809-1870)⁴ ; à Saint-Domingue, le général Alexandre Dumas (Davy de la Pailleterie), fils d'un Français et d'une négresse (1762-1807).

Iles Hollandaises et Danoises : Curaçao ; Saint-Thomas. — Les Hollandais ont dans les Petites Antilles deux îles volcaniques, *Saint-Eustache* et *Saba*, avec la partie sud de *Saint-Martin* ; dans les *Iles sous le Vent*, au sud-ouest des Petites Antilles, sur la côte de Vénézuéla : *Curaçao*, célèbre par sa liqueur fabriquée avec des écorces d'oranges, *Arouba* et *Buen-Ayre* (30 705 habitants pour l'ensemble de ces îles).

Les Danois possèdent *Saint-Thomas*, *Sainte-Croix*, *Saint-Jean* et les *Iles Vierges* (32 786 habitants).

Saint-Thomas est heureusement située au sommet de l'angle gigantesque décrit par les Petites Antilles du nord au sud, et par les Grandes Antilles de l'est à l'ouest. Cette île a vu naître le savant Ch. Sainte-Claire Deville. Les Danois ont déjà offert, sans succès, de vendre, pour 5 millions de piastres, Saint-Thomas aux États-Unis.

Les Antilles indépendantes⁵. Histoire d'Haïti ou Saint-Domingue depuis 1803. L'empereur Dessalines (1803-1806). — Peu de pays sur la terre offrent un aspect comparable à

1. Léonard, poète idyllique, né en 1741 à Sainte-Rose, mourut à Nantes en 1798. Il a composé : *Recueil d'Idylles nouvelles, Roman pastoral d'Alexis*, traduction en vers du *Temple de Guide, Voyage aux Antilles* en 1781. Son neveu Campenon est l'auteur d'un poème élégiaque, *L'Enfant Prodigue*, et d'une traduction d'Horace en vers.

2. Lethière a peint le *Jugement de Paris, Philoclète gravissant les Rochers de Lemnos, Brutus condamnant ses fils, Mort de Virginie* (Musée du Louvre) *Le Christ apparaissant sous la forme d'un jardinier* (Église Saint-Roch).

3. Dugommier naquit aux Trois-Rivières.

4. A la Guadeloupe naquirent encore : le mulâtre Saint-Georges (1745-1801), qui servit comme colonel sous Dumouriez et fut célèbre par son adresse à l'escrime ; Bébian (1789-1834), élève et filleul de l'abbé Sicard, et son successeur à la tête des sourds et muets ; Pinel, dit Dumanoir, auteur dramatique (1806-1865) ; Adolphe Belot, romancier et auteur dramatique (1839-1890).

5. L'auteur a largement puisé dans une Histoire manuscrite d'Haïti par M. B. Prax, ancien vice-consul de France aux Gonaïves, dont il doit communication à l'obligeance de M. Émile Barrault, ingénieur civil. Le manuscrit est accompagné de précieux documents officiels haïtiens. L'auteur a également

celui de Saint-Domingue. Là, sous un ciel d'une admirable pureté, la végétation tropicale s'épale dans toute sa richesse : cocotiers, palmiers, cannes à sucre, caféiers, cotonniers, manguiers, bananiers, figuiers, orangers, cacaoyers, opuntia, vigne, gaiac, ébénier, nopals, cierges, acajous, citronniers, tamariniers, goyaviers, se mêlent pour orner et pour enrichir les plaines et les rivages de la mer, tandis que de majestueuses montagnes se dressent à l'intérieur. Cette île privilégiée est aujourd'hui une petite France, une *France Noire*, qui imite et souvent contrefait la nôtre. Depuis que Haïti est indépendante, elle a reproduit comme un lointain écho les révolutions de la mère patrie : elle a tour à tour été république, monarchie, empire ; elle a eu ses réactions et ses barricades, ses coups d'État et ses massacres. Peu laborieux et ennemi de l'effort, le nègre est en effet un grand enfant, superstitieux à l'excès, amoureux du bruit, de l'éclat, des paroles sonores, des changements à vue ; il est tour à tour nonchalant et furieux, naïf et solennel. Depuis qu'il est délivré de ses maîtres européens, il les copie plus que jamais ; il a la manie du militarisme et prodigue le nom de *général*, qui est pour lui le synonyme de *monsieur*.

Lorsque, en 1802, Toussaint-Louverture fut retenu captif par les Français, Dessalines prit sa place. Le nouveau chef des noirs était né à Cormier, près de Cap-Haïtien, en 1758. Il fut d'abord esclave d'un colon blanc nommé Duclos, puis d'un noir libre, nommé Dessalines, dont il reçut le nom, suivant l'usage, et chez lequel il demeura jusqu'à 33 ans ; il choisit plus tard son ancien maître pour maître d'hôtel. Devenu libre quand la République Française eut aboli l'esclavage, il servit sous les ordres de Toussaint-Louverture. Chef de la 4^e demi-brigade coloniale en 1795, il se distingua contre les Anglais. Bientôt général, lorsque le premier Consul eut rétabli l'esclavage, il appela aux armes nègres et mulâtres, et au drapeau tricolore substitua le drapeau rouge et bleu. Ses soldats, qui l'appelaient *papa-loi*, avaient pour lui une admiration superstitieuse. Il rendit à l'île son ancien nom indien d'*Haïti* ; et Bonaparte s'étant fait en 1804 empereur des Français sous le nom de *Napoléon*, Dessalines prit le titre

d'*Empereur d'Haïti* et le nom de *Jacques I^{er}*. Il fonda à l'entrée de la *Gorge des Chaos*, dans la plaine de l'Artibonite, une ville nommée *Dessalinesville*, entourée [de six forts, portant les noms bizarres de *La Source*, *Culbuté*, *Décidé*, *Innocent*, *Ecrase*, *Fin du Monde*].

Pendant deux ans il opprima ses sujets avec une férocité de bête sauvage. A la fin les Haïtiens perdirent patience : la République fut proclamée par les généraux Pétion, Christophe, Guérin et Yayou. Dessalines marcha contre eux. « Je veux, s'écria-t-il, que mon cheval piaffe dans le sang jusqu'à Tiburon. » Il ajoutait : « Le département du Sud sera bientôt une solitude telle qu'on n'y entendra même plus le chant du coq. » Mais les soldats qui le précédaient, las de ses cruautés, au lieu de combattre les insurgés, s'unirent à eux. Le lendemain, quand l'empereur arrive à cheval au Pont-Rouge, près de Port-au-Prince, les soldats des 15^e et 16^e demi-brigades font feu sur lui. Il tombe criblé de coups de sabre et de baïonnette ; on arrache les vêtements du cadavre ensanglanté ; on lui coupe les doigts pour enlever plus facilement ses bagues. Quand on l'eut placé sur des fusils croisés en brancard : « Qui dirait, s'écria le général Yayou, que ce petit misérable faisait trembler Haïti il n'y a qu'un quart d'heure ? » Ainsi finit le premier empereur haïtien (17 octobre 1806). Une pauvre folle nommée *la Défilée* ensevelit ses tristes restes dans le cimetière de Port-au-Prince. Sa tombe porte la laconique inscription que voici : *Ci-gît Dessalines mort à 48 ans*. Pendant plusieurs années, à la Toussaint, une main inconnue y plaçait un cierge allumé. Près de là est la tombe de Billaud-Varennes, qui, déporté à la Guyane en 1795, vint mourir à Saint-Domingue.

Le roi Christophe. Les Présidents Pétion et Boyer (1806-1843). — Les chefs des vainqueurs, Pétion et Christophe, ne purent s'entendre. D'abord capitaine de gendarmerie, puis général et gouverneur de la Province du Cap, Christophe, élu Président de la République, voulut s'emparer du pouvoir absolu. Les défenseurs de la Constitution républicaine lui opposèrent Pétion, qui fut proclamé Président dans le Sud, à Port-au-Prince, et sous] la conduite duquel ils résistèrent héroïquement. L'un d'eux, Deroncourt, fit sauter en 1807 le garde-côte *La Constitution*, qu'il commandait, afin de ne pas le laisser prendre par un brick ennemi. Christophe resta maître du nord au Cap ; il s'empara du Môle Saint-Nicolas après la mort du

mis à profit le travail inséré dans *Le Tour du Monde* par M. Edgar la Seive, professeur au Lycée National Pétion, de Port-au-Prince, sous ce titre : *La République d'Haïti, ancienne partie française de Saint-Domingue*.

général Lamarre, lieutenant de Pétion, qui fut tué par un boulet le 16 juin 1810. En 1814, lorsque Louis XVIII fut restauré en France, Christophe prit le titre de *roi* et le nom de *Henri 1^{er}*. Il fit construire au sommet d'une montagne escarpée, nommée *le Bonnet-à-l'Évêque*, la formidable Citadelle Laferrière, et, près de là, pour sa résidence, le Château de Sans-Souci, à Milot. Avec ses soldats du *Royal-Dahomey*, Henri 1^{er} se signala par des folies et d'odieuses cruautés : au nombre de ses victimes fut un médecin, un blanc nommé Justamont, qu'il fit tuer sous ses yeux à coups de bâton. Mais, vaincu par Boyer, et frappé d'une attaque d'apoplexie, il apprit encore que ses soldats venaient de se révolter au Cap. Il se tua d'un coup de pistolet, dans sa résidence de Sans-Souci, le 8 octobre 1820¹.

A Port-au-Prince, Pétion, « *le Père de la Patrie* », homme de cœur, mais d'un caractère faible, désespérant de triompher de ses adversaires, s'était suicidé en 1818. Boyer le remplaça comme Président : il réunit le nord au sud en 1820, après la mort de Christophe, et, en 1822, il annexa à la République Haïtienne la partie orientale de l'île, qui était indépendante depuis 1809. C'est sous l'administration de Boyer que la France reconnut l'indépendance de son ancienne colonie, moyennant une indemnité de 150 millions, stipulée en faveur des colons dépossédés. Le Gouvernement Haïtien étant hors d'état de payer même les intérêts d'une somme aussi considérable, l'indemnité fut, sur sa demande, abaissée en 1838 à 90 millions².

1. Son suicide donna lieu à l'amusante chanson de Béranger intitulée *La Mort du Roi Christophe ou Note présentée par la Noblesse d'Haïti aux Trois Grands Alliés* (décembre 1820). Elle se termine ainsi :

Dons Quichottes de l'arbitraire,
Allons, morbleu! de la valeur!
Ce monarque était votre frère;
Les rois sont de même couleur.
Exploiter une catastrophe
S'accorde avec vos plans secrets,
Vite un congrès!
Deux, trois congrès!
Quatre congrès!
Cinq congrès! dix congrès!
Prince, venez ce bon Christophe,
Roi digne de tous vos regrets!

2. Cette indemnité est complètement payée depuis 1886.

Paresseux, égoïste, Boyer voulut d'abord, avec les mulâtres, constituer une oligarchie maîtresse; puis, voyant qu'il n'y pouvait réussir, il s'attacha « au pouvoir pour le pouvoir; il se servit de la méfiance existant entre les races comme moyen de se maintenir », employant, suivant les circonstances, une classe à tenir l'autre en respect. Les mulâtres ne le lui pardonnèrent pas. Accusé d'actes tyranniques, violation de la liberté de la presse, suppression du jury, création d'un papier-monnaie, intervention illégale dans le choix des sénateurs et des députés, etc., Boyer fut renversé en 1843 par Hérard aîné, pendant la présidence duquel Saint-Domingue se sépara d'Haïti. Hérard fut renversé par Guerrier (1844). Ensuite vinrent Pierrot (1845), renversé par Riché (1846), qui mourut l'année suivante, et Soulouque, Président (1847), puis Empereur (1849).

L'Empereur Soulouque ou Faustin 1^{er} (1849-1859). — Soulouque avait onze ans lorsque l'esclavage fut aboli : il appartenait à un blanc français qui habitait le Petit-Goave. Devenu militaire, il était général à la mort du Président Riché. Pendant l'élection à la présidence, le Conseil délibérant sur le choix d'un nouveau chef de la République, un membre de l'Assemblée le vit à la porte de la salle et la lui ferma au nez, en lui disant « que ce n'était pas là sa place ». Cette action fut la cause de sa fortune. M. Séigny-Hardouin, membre du Congrès, fit remarquer qu'il avait la réputation d'honnête homme : on le nomma Président. Aussitôt élu, Soulouque s'écria : « *Ce n'est pas moi qui cherché ça, c'est Dieu qui l'a v'lé, et quand père moé veni pour tirer moé (de la présidence), moé tué li!* » M. Séigny-Hardouin et le général Similien avaient espéré que Soulouque serait un mannequin qu'ils dirigeraient à leur gré; trompés dans leur attente, ils conspirèrent : le Président tua l'un et emprisonna l'autre.

Soulouque était ambitieux : il voulut être empereur. Comment y parvenir? Par des victoires. Il envahit avec 8 000 hommes la République Dominicaine et fut mis en pleine déroute par le général Santana et 400 hommes déterminés. Le vaincu n'en devint pas moins empereur sous le nom de *Faustin 1^{er}*, « par la grâce de Dieu et la loi constitutionnelle de l'État », le 26 août 1849.

Son premier soin fut de publier une *Ordonnance portant organisation de la maison de S. M. l'empereur et de celle de S. A. I. Madame la princesse Olive Faustin* (sa fille), et déter-

minant les insignes militaires, le grand costume de la noblesse et l'étiquette de la cour. Cette pièce mémorable, qui ne contient pas moins de 16 pages imprimées, énumère toutes les dignités de l'empire : grand maréchal, grand échanson, grand panetier, grand veneur, capitaine des chasses, porte-arquebuse, pages, héraut d'armes, maître des cérémonies, chevaliers de la chapelle de Leurs Majestés (premier violon, second violon, alto, clarinette, flûte, cornet à piston), gentilshommes de la chambre, intendant des menus plaisirs, etc.

Parmi ces hauts personnages, citons au hasard les pittoresques noms qui suivent : *S. G. Monseigneur le duc de Limonade, M. le baron Cadet d'Alerte, S. Exc. M. le comte de la Petite-Rivière, Mgr le duc du Trou, Mgr le duc de l'Anse-à-Veau, Mgr le duc des Grands-Bois, S. Exc. M. le comte de Roche-à-Bateau, le comte de la Bombarde, le comte de Poteaux, la marquise de Rose Blanche (Blanche), etc., etc.*

Les présentations, les audiences, les cercles de la cour, sont réglés avec soin. « Les nobles composant la cour de Leurs Majestés, qui ne sont point retenus par le service ou autre légitime ou valable empêchement, se rendent avec leurs épouses, coiffées en cheveux, au palais impérial, en costume militaire ou costume affecté à leur emploi. Les nobles gardent leurs épées avec eux, comme leur plus belle parure.

« Le tabouret est affecté aux princes et aux princesses, aux ducs et aux duchesses ;

« Le pliant, aux comtes et comtesses, aux barons et aux baronnes, aux chevaliers et aux chevalières. » Louis XIV n'aurait pas dit mieux. Cet acte fut « donné en notre palais du Port-au-Prince, le 9 novembre 1849, an XLVI de l'indépendance, et de notre règne le 1^{er} ». Soulouque créa ensuite les ordres de Sainte-Madeleine et de Sainte-Anne.

Il se fit sacrer le 18 avril 1852. La voiture du sacre avait été achetée en Angleterre ; elle n'était pas neuve, ayant servi à la reine douairière d'Angleterre, duchesse de Kent. Avec une noble fierté, Faustin I^{er} la renvoya à Londres : « *Moé pas capable monté voiture là, li reine, moé empereur !* » Le corps diplomatique lui fut présenté après la cérémonie. Les consuls se retirèrent, lorsqu'on entendit le grand maître des cérémonies s'écrier : « On ne tourne pas le dos à Leurs Majestés ! » Cette exclamation n'eut pas de succès auprès des Européens ; mais les Haïtiens durent se conformer à l'étiquette et sortir à

reculons. Le soir ceux qui refusèrent de danser furent mis en prison. Aussi prudent que majestueux, Soulouque refusa d'aller dîner à bord d'un vaisseau français : il craignait le sort de Toussaint-Louverture.

Ce début promettait : les actes de Faustin I^{er} ne le démentirent pas. Le noir empereur, qui se sentait l'âme d'un conquérant, après avoir appris à lire et à écrire, voulut goûter la gloire militaire : il essaya de conquérir la République Dominicaine. Mais qui peut se flatter de fixer la fortune ? Plus d'une fois les cocotiers, du haut de leurs verts panaches, contemplèrent les déroutes épiques de son armée. Pendant dix ans, les faits et gestes du monarque haïtien excitèrent la gaieté des deux mondes. Ses sujets écrasés d'impôts, victimes d'actes arbitraires et d'incessantes cruautés, trouvaient son règne moins plaisant¹. Le 22 décembre 1858 un soulèvement éclata aux Gonaïves aux cris de : « Vive la République ! vive la liberté ! » sous la direction du général Fabre Geffrard. L'armée impériale fut vaincue à la bataille de Marie (5-8 janvier 1859). Faustin I^{er}, redevenu Soulouque Coichi comme devant, dut s'embarquer pour la Jamaïque (janvier 1859)².

Haïti depuis 1859. — Geffrard, à son tour, fut renversé du pouvoir et remplacé par Salnave ; puis vint le général Nissage Saget, Président de 1870 à 1874. Le général Michel Domingue, élu pour huit ans en 1874, fut renversé en 1876. Le général Boissard-Canal, élu au mois d'août 1876, fut renversé en 1879 par une révolution nouvelle, et remplacé par le général Salomon. Un soulèvement éclata contre le gouvernement de celui-ci le 27 mars 1883 à Miragoâne, sous la direction du général Boyer Bazalais, auquel se joignirent le général Boi-

1. En 1851, Soulouque, passant à Saint-Marc, voulut rendre visite à la veuve de Dessalines, Marie-Claire Heureuse, alors âgée de plus de quatre-vingts ans. Elle lui tourna les talons, en disant que « ce noir était trop rouge », faisant allusion au sang qu'il avait versé. Soulouque s'était attribué le monopole du sucre et du café en 1849 ; mais il dut y renoncer au bout de onze mois.

2. Il en revint à la chute de Geffrard, à bord d'une petite goélette, espérant sans doute profiter des circonstances. Il entreprit de débarquer, non au Port-au-Prince, mais au Petit-Goave, son pays natal. Le commandant du port lui défendit de quitter son bord, alléguant un décret que Soulouque lui-même avait porté lorsqu'il était empereur, et qui interdisait à tout Haïtien de sortir du pays sans un passeport signé du chef de l'État. Ce passeport, Faustin I^{er} ne l'avait naturellement pas quand il avait pris la fuite devant la Révolution triomphante. Il eut beau se mettre en fureur, la terre lui fut interdite ; il fut atteint de paralysie et mourut à bord.

leau Laforest et M. Margon, ancien Président de la Chambre. Les troupes de Salomon furent repoussées le 23 mai suivant, et les insurgés s'emparèrent des Cayes, de Jacmel et de Jérémie.

La lutte se prolongea toute l'année. On put même croire un instant au succès des insurgés, qui pénétrèrent à Port-au-Prince. Ils en furent pourtant chassés par les troupes du Gouvernement, et d'horribles massacres ensanglantèrent cette capitale les 22 et 23 septembre et le 3 octobre. La ville fut pillée par les deux partis, beaucoup de maisons brûlées, et les étrangers eurent beaucoup à souffrir. Enfin au mois de décembre 1883, Salomon fut complètement victorieux; Boyer Bazelais et ses amis périrent; Salomon fut réélu pour sept ans en 1886.

En 1887, sous prétexte de soutenir une réclamation particulière singulièrement exagérée¹, l'Angleterre menaça de bombarder Port-au-Prince; elle demandait une énorme indemnité ou la cession de l'île de la Tortue. Elle modéra pourtant ses exigences sur les observations de la France et des États-Unis; il fut convenu que Haïti payerait en quatre termes une indemnité de 32 000 livres sterling.

Le 4 juillet 1888, un soulèvement éclata à Port-au-Prince, où des centaines de maisons furent brûlées. Le général Salomon parut d'abord avoir l'avantage; bientôt pourtant les insurgés l'emportèrent. Salomon dut renoncer à la présidence; il chercha refuge à bord de la frégate anglaise *Canada*, et se retira en France, où il mourut. Le général Boisrond-Canal fut élu Président provisoire à sa place, et le général Télémaque reçut le commandement de l'armée (17 août). Six semaines après, Télémaque et Boisrond-Canal étaient aux prises: ce dernier eut l'avantage, et Télémaque fut tué (8 octobre). Aussitôt les habitants de Cap-Haïtien, de Port-de-Paix et des Gonaïves, au nord de l'île, prirent les armes pour le venger, et marchèrent sur Port-au-Prince. Par une nouvelle révolution, le général Légitime avait pris dans cette ville, comme Président provisoire, la place du général Boisrond-Canal (16 novembre). Une lutte impitoyable s'engagea entre les généraux Légitime, Président du Sud, et Hippolyte, chef des insurgés du Nord. L'escadre de Légitime bombardra le

Cap-Haïtien le 3 décembre; mais son armée fut battue le 21 du même mois. Le 4 janvier 1889, Légitime fut élu par 47 voix sur 80 votants Président définitif, autant qu'il peut y avoir quelque chose de définitif à Haïti. Le 24 janvier ses navires bombardèrent la Grande-Saline et y débarquèrent un détachement, qui y fut exterminé trois jours plus tard. Massacre de blessés, fusillade de prisonniers, incendies, tout donna bientôt à la lutte un caractère atroce. Boisrond-Canal, devenu à son tour l'adversaire de Légitime, fut pris et passé par les armes. Enfin, au mois d'août 1889, le général Légitime, absolument vaincu, dut abandonner Port-au-Prince et quitter l'île. Le général Hippolyte, élu Président à l'unanimité le 13 octobre, prit sa place¹.

Appréhendant une révolution contre lui, il proclama la loi martiale à Port-au-Prince au mois de mai 1891 et fit emprisonner ses ennemis politiques. Le 28 mai, jour de la Fête-Dieu, craignant qu'ils ne fussent délivrés par un mouvement populaire, il donna l'ordre de les fusiller. Ce fut le signal d'un massacre féroce, que les représentations du corps diplomatique ne purent empêcher. Au nombre des victimes se trouva M. Rigaud, protégé français, dont la famille a été indemnisée depuis, sur la demande de notre Gouvernement. De nouvelles exécutions sommaires eurent lieu au mois de juin. Aussi croyait-on dans l'été de 1891 qu'une Révolution de plus pourrait bien éclater prochainement sous la direction du général Prophète, ou du général Légitime, en ce moment à la Jamaïque; il n'en a rien été.

Port-au-Prince fut dévasté par un épouvantable incendie au mois de décembre 1894. On signalait à la même époque un grand nombre d'actes arbitraires, de spoliations, de dénis de justice, commis au préjudice de Français sur le territoire haïtien. Au début de l'année suivante, la ville de Port-de-Paix fut la proie des flammes; 500 maisons furent anéanties en une nuit. Le général Hippolyte mourut d'une attaque d'apoplexie le 25 mars 1896. Le général Simon Sam, ministre de la guerre, fut élu Président par l'Assemblée Nationale.

Quelles sont les causes des révolutions incessantes qui désolent Haïti depuis près d'un siècle, et empêchent cette belle

1. Celle d'une dame veuve Maunder, concessionnaire de l'exploitation des bois d'acajou de l'île de la Tortue.

1. Le bruit courut à la fin de 1889 que M. Frédéric Douglas, Ministre des États-Unis de l'Amérique du Nord à Port-au-Prince, allait proposer au Président Hippolyte le transfert de l'administration des affaires étrangères d'Haïti au Gouvernement de Washington.

île d'arriver à un régime pacifique, stable et heureux? C'est d'abord l'antagonisme des races, la rivalité du *parti libéral* ou *parti mulâtre* et du *parti national* ou *parti noir*, qui se disputent le pouvoir comme une proie¹. C'est ensuite la non-utilisation des ressources de cette terre, à tant d'autres égards privilégiée²; c'est enfin l'ignorance du peuple³, entretenue par l'incurie de ses gouvernants⁴.

** Toutefois, depuis 1897, la République d'Haïti n'a pas été troublée intérieurement. Mais l'Allemand Luders ayant été lésé, son Gouvernement intervint et menaça même de bombarder Port-au-Prince (novembre 1897).

** La frontière entre Haïti et la République Dominicaine

1. C'est ce qu'un Haïtien, M. Emmanuel Édouard, licencié en droit de l'École de Paris, démontre dans un volume nourri de faits, et animé d'une souffle généreux : *Essai sur la Politique intérieure d'Haïti, proposition d'une politique nouvelle* (Paris, 1890). « Le chef de l'État, en Haïti, de quelque nom qu'on l'ait appelé, empereur, roi ou président, a toujours été, à cause des habitudes de l'esclavage qui avait courbé l'âme des populations, qu'émancipera seulement l'instruction publique qu'on leur a, jusqu'ici, parcimonieusement mesurée, tantôt par égoïsme, tantôt par ineptie, le chef de l'État a toujours été, en Haïti, un autocrate dans toute l'acception du mot, un maître qui dispose à sa fantaisie des biens et de la vie des citoyens, le dispensateur des faveurs officielles et de la fortune; les constitutions si libérales promulguées si fréquemment, le suffrage universel, les Chambres, les Sénats, les Conseils d'État, les corps judiciaires inamovibles et indépendants, la presse libre, n'y ont jamais été qu'une fantasmagorie. »

Un autre Haïtien, M. Edmond Paul, s'exprime ainsi : « Les Haïtiens ... n'ont d'autres ressources positives, immédiates, que les places de l'État; ... ils se battent pour les emporter d'assaut. Ces places ont le monopole de l'aisance... On se bat pour nipper sa femme, en rehausser les charmes et la beauté et vivre en gentleman. Certes, le but n'est pas mauvais; il est le stimulant le plus actif du progrès. Seulement, les moyens sont abominables, et le choc du « *ôte-toi de là que je m'y mette* » sera bientôt titanique, si on n'y prend garde. »

2. « L'État ne subsiste qu'à l'aide de la quantité de denrées, minime relativement à ce qu'elle devrait être, que produit le paysan haïtien avec une ténacité qui fait venir les larmes aux yeux, quand on voit dans quelles conditions il travaille, sans sécurité, sans routes, sans moyens de transport, et combien dérisoire est le profit personnel qu'il obtient. » (M. EMMANUEL ÉDOUARD.)

3. « Le gros du peuple en est à croire qu'il suffit, pour gouverner le pays comme il doit l'être, de savoir, monté à cheval et couvert d'un riche uniforme, passer au galop, en saluant avec plus ou moins de grâce, devant des troupes déguenillées. » (Id.).

4. Au mois de novembre 1896, le général Manigat, ministre d'Haïti à Paris, bien qu'il fût en France depuis quatre mois, n'avait pu encore obtenir d'être admis à présenter ses lettres de créance au Président de la République, parce que le Gouvernement Haïtien faisait la sourde oreille aux réclamations de nos nationaux maltraités sur son territoire.

étaient encore indécis, les deux États avaient pris le Pape pour arbitre; mais l'un et l'autre se refusant à toute concession, le Saint-Siège renonça à tout arbitrage.

La République Dominicaine. — Quant à la République Dominicaine, elle fut réoccupée en 1864 par les Espagnols; mais les Dominicains, jaloux de leur indépendance et irrités contre le Gouvernement qui les avait trahis, prirent les armes contre l'Espagne. La lutte dura trois ans. Épuisées par les atigues de la guerre, décimées par la peste, les troupes espagnoles évacuèrent l'île, et Saint-Domingue redevint libre en 1864. M. Gonzalez fut élu Président en 1876. Le général Guillermo, nommé à son tour en 1879, fut renversé la même année. Le chef de l'État était en 1883 don Fernando Arturo de Merino. Au mois de juillet 1884, le général Bellini fut élu à la présidence de la République. L'un de ses successeurs fut le général Ulysse Heureaux, auquel on reprocha de nombreux actes d'arbitraire et de violence, dont les étrangers et particulièrement les Français ont été victimes. C'est ainsi qu'il ruina et chassa M. Joseph Laurençon, établi depuis plus de vingt ans à Saint-Domingue. M. Boimare, capitaine de la marine marchande, fut encore maltraité. Ayant créé une savonnerie dans la baie de Samana, il devint ainsi le concurrent du Président Heureaux, qui en exploitait lui-même deux autres. Sous des prétextes dérisoires, la maison de M. Boimare fut mise au pillage (8 et 9 février 1892); il fut lui-même arrêté, et ne sortit de prison, ruiné et malade, qu'après vingt-deux mois d'horribles traitements. A la fin le Gouvernement Dominicain dut céder aux réclamations de la France, accorder à M. Boimare une indemnité de 150 000 francs, et faire ses excuses au ministre de France. Le général Bohadillo, chef d'un complot contre le Président Heureaux, fut fusillé en juillet 1894.

** Le Président Heureaux ayant été assassiné en juin 1899, le Vice-Président Figueroa prit le pouvoir, selon la Constitution. Mais une révolution éclata aussitôt. Juan-Isidor Jiménes, exilé, débarqua et fut reconnu par presque tout le pays. Les États-Unis le soutenaient; le 11 novembre il fut élu. Mais son gouvernement a bien vite rencontré des difficultés. Sous le Président Heureaux, le Gouvernement avait promis une indemnité de 1 200 000 francs à deux Français, lésés dans leurs droits. Elle devait être versée mensuellement par l'*Improvement Co*, compagnie américaine, concessionnaire

des revenus publics, le consul de France pouvant faire saisir chez le banquier, si le payement n'était pas régulier. Sur le refus de Jiménès d'acquitter la dette, notre consul recourut à la saisie; mais la foule manifesta son hostilité si violemment que la France dut envoyer un croiseur, et le conflit s'apaisa aussitôt (janvier 1900).

État actuel des Républiques Haïtienne et Dominicaine.

— Le Gouvernement Haïtien se compose d'un *Président de la République*, d'un *Sénat*, d'une *Chambre des Députés*. La langue est le français; la religion dominante est le catholicisme. L'article 7 de la Constitution interdit aux blancs d'être propriétaires fonciers. On n'a guère le droit de s'étonner de cette défiance assurément bien naturelle chez d'anciens esclaves à l'égard de leurs anciens maîtres, quand on songe qu'en Europe même les Français ne peuvent être propriétaires fonciers dans l'île de Jersey.

La République Haïtienne compte environ 1 million d'habitants. Elle est arrosée par la rivière *Artibonite*, sortie d'un contrefort des monts *Cibao*, et dont le cours a 69 lieues de longueur. Les villes principales sont : 1° dans la presqu'île septentrionale (en allant de l'est à l'ouest) : *Cap-Haïtien*, *Port-de-Paix*, *Le Môle Saint-Nicolas*; 2° dans l'enfoncement qui sépare les deux presqu'îles au centre (en allant du nord au sud) : *Marmelade*, *Les Gonaïves*, *Saint-Marc*, *Mirebalais*, *Port-au-Prince*, capitale, avec environ 61 000 habitants; 3° dans la presqu'île méridionale, beaucoup plus allongée vers l'occident que la première (en allant de l'est à l'ouest) : *Léogane*, *Jacmel*, *Les Cayes*, *Jérémie*, *Tiburon*. A la République Haïtienne se rattachent l'*Île de la Gonaïve*, à l'ouest de Port-au-Prince, et l'*Île de la Tortue*, au nord de Port-de-Paix.

Le Gouvernement Dominicain se compose d'un *Président* et d'une *Assemblée Législative* de 22 membres. La langue est l'Espagnol; la religion, le catholicisme.

La République Dominicaine, beaucoup plus étendue que celle d'Haïti, est pourtant moins peuplée. Elle compte environ 500 000 habitants et a pour villes principales *San-Domingo* (20 000 hab.), *Samana*, *Santiago*, dont le port est excellent. L'île exporte du café, du sucre, du tabac, de l'acajou; elle est éprouvée par de fréquents tremblements de terre.

** Ces deux petites Républiques des Antilles sont aujourd'hui bien menacées par les États-Unis; maîtres de Porto-Rico et de Cuba, ils convoitent le Môle Saint-Nicolas de l'une,

la baie de Samana de l'autre. Dans le pays, c'est l'anarchie, la paresse incurable, la sauvagerie parfois. Les mulâtres élevés en Europe font bien leurs efforts pour organiser leur patrie, qu'ils sentent en danger. Intelligents, mais impuissants, ils luttent en vain contre une terrible barbarie et cherchent à la cacher aux blancs; à tort, certes, car c'est la race des négriers qui doit en rougir, et non les descendants courageux des victimes de l'esclavage.

V. — LE MEXIQUE.

Situation; aspect du pays, climat, production; Gouvernement. — Le Mexique de 1823 à 1858. Dictature de Santa-Anna. — Le Président Juárez (1858-1872). Les Français au Mexique. Maximilien (1861-1867). — État actuel du Mexique.

Situation; aspect du pays, climat, production; Gouvernement. — Au nord des cinq Républiques de l'Amérique Centrale et de la colonie anglaise de Balise s'avance dans l'Océan Atlantique, jusqu'en face de Cuba, la vaste presqu'île de Yucatan. Si, en quittant la presqu'île, on continue à suivre la côte du continent, on la voit d'abord se resserrer, de telle sorte que l'espace compris entre les deux mers, sous le nom d'*isthme de Tehuantepec*, n'est guère plus large que l'isthme même de Panama. Mais, aussitôt après, la côte se relève sur l'Atlantique, et vient, après avoir formé un demi-cercle depuis la pointe du Yucatan, se terminer à l'embouchure du Rio Grande del Norte. Sur le littoral opposé, le long du Pacifique, la côte s'arrondit en s'écartant de la direction première, de manière à laisser entre les deux mers une immense étendue de pays. Au nord de cette côte commence la longue et étroite presqu'île de Californie, qui lui est parallèle. Le pays circonscrit par ces limites est le *Mexique*.

Ses principaux ports sont, en allant du sud au nord, sur la Mer des Antilles : *Campêche*, *La Vera-Cruz*, *Tampico* et *Matamoros*; sur le Pacifique, *Acapulco*, *San-Blas* et *Mazatlan*. Lorsqu'on arrive d'Europe pour se rendre à Mexico, le point de débarquement ordinaire est La Vera-Cruz; là on est dans les *terres chaudes*, le pays du soleil et des fleurs, du palmier, du bananier, de l'aloès, des roses, du manglier et du chèvre-feuille¹, mais aussi de la fièvre jaune ou *vomito negro*. Si

1. La végétation du Mexique est naturellement très variée, comme les cli-

de La Vera-Cruz on se tourne vers l'ouest, on voit se dresser à l'horizon une ligne sombre, qui barre le passage : c'est la première ligne des montagnes, sur lesquelles s'élève le plateau central; au nord elle est formée par le Mont de *Jalapa*, au centre par le *Cofre de Perote*, au sud par le majestueux *Orizaba*. Si l'on s'engage dans cette chaîne, après avoir passé au pied de l'*Orizaba*, au delà du défilé de Cumbres, on se trouve dans les *terres tempérées*. On a devant soi *Puebla de los Angeles* (la ville des Anges), *TLascala*, la fidèle alliée de Fernand Cortez, *Cholula*, la ville sainte des anciens Aztèques. Une deuxième chaîne de montagnes, plus escarpée que la première, surgit comme une muraille devant les pas du voyageur. Qu'il la franchisse, entre le *Popocatepetl* (le Volcan qui fume) et l'*Iztaccihuatl* (la Femme blanche) : parvenu au sommet, il verra se dérouler sous ses pieds la *terre froide*, le plateau circulaire de l'*Anahuac*, avec sa végétation luxuriante, ses trois lacs de *Chalco*, de *Tezcuc* et de *Mexico*, et son diadème de montagnes. C'est au centre de cette riche vallée, comparée par les premiers Espagnols à un paradis terrestre, que s'élève la capitale du pays. Autrefois bâtie au milieu des lacs, comme Venise dans l'Adriatique, *Mexico* en est aujourd'hui à quelque distance, par suite de l'évaporation des eaux.

Le Mexique est d'une fertilité prodigieuse, et il renferme, au nord-ouest, dans la Sonora, des mines d'or et d'argent; mais le climat est d'une chaleur redoutable; les côtes sont très malsaines; les routes sont encore peu nombreuses dans l'intérieur; la population est clairsemée.

En 1823, après l'expulsion définitive des Espagnols et le bannissement d'Iturbide (voir t. I^{er}, p. 435), le Mexique forma une République fédérative composée des vingt États suivants : *Chiapas*, *Chihuahua*, *Cohahuila*¹, *Durango*, *Gua-*

der, sous le nom de *Champ d'Asile*, une colonie qui ne réussit pas. En 1830, le Congrès de Mexico interdit l'entrée du Texas aux Américains du Nord. Le Texas s'insurgea le 16 août 1835 sous la direction d'Austin et de Milam. Les Texiens obligèrent le général mexicain Cos à capituler dans *Bevar* (1835), et, sous les ordres du général Houston, gagnèrent la bataille de *San-Jacinto* contre Santa-Anna, qui fut fait prisonnier (21 avril 1836). Ainsi devenu indépendant, le Texas s'adjoignit aux États-Unis en 1845-1846. Il en résulta une guerre désastreuse pour le Mexique. Les Américains du Nord, commandés par le général Scott, entrèrent victorieux à Mexico, et, par le traité de Guadalupe, toute la partie septentrionale du Mexique, comprenant notamment le Nouveau-Mexique et la Nouvelle-Californie, fut cédée aux États-Unis (1848).

1. Le *Texas* fit d'abord partie de l'État de *Cohahuila*; en 1818, un certain nombre de Français, anciens soldats du premier Empire, essayèrent d'y fon-

naxuato, *Mexico*, *Michoacan*, *Nuevo-Leon*, *Oaxaca*, *Puebla*, *Queretaro*, *San-Luis-de-Potosi*, *Sonora*, *Sinaloa*, *Tabasco*, *Tamaulipas*, *La Vera-Cruz*, *Xalisco*, *Yucatan*, *Zacatecas*. Il faut y ajouter aujourd'hui les États récents d'*Aguascalientes*, *Colima*, *Hidalgo*, *Morelos*, *Guerrero*, *Tlascala*, *Campêche*, et le territoire de la *Basse-Californie*. La population actuelle du Mexique est de 12 630 863 habitants; la capitale *Mexico*¹ en compte 329 774, *Puebla* 88 684, *Guadalajara* 83 934, *San-Luis-de-Potosi* 69 050, *Zacatecas* 39 912, *Guanajuato* 59 404, *Monterey* 45 695, *Mérida* 36 935. En 1899, le Mexique possédait 13 369 kilomètres de chemins de fer. La principale ligne, de La Vera-Cruz à Mexico, et de cette capitale à Paso del Norte, traverse le pays de part en part jusqu'à son extrémité septentrionale, sur la frontière des États-Unis.

Le Mexique de 1823 à 1858. Dictature de Santa-Anna. —

De 1823 à 1857, le Mexique fut gouverné par les Présidents dont les noms suivent : Vittoria (1824-1828), Pedrazza (1828-29), Bustamente (1829-32), Santa-Anna (1832-36), Bustamente (2^e fois, 1836-41), Paredès (1841-43), Santa-Anna (2^e fois, 1843-44), Herrera (1844-46), Paredès (2^e fois, 1846-47), Santa-Anna (3^e fois, 1847), Pedro Anna (1847-48), Herrera (2^e fois, 1848-51), Arista (1851-1853), Santa-Anna (4^e fois, 1853-54), Martin Carrera (1854-56). Pendant ces trente-quatre ans, Santa-Anna fut quatre fois au pouvoir, tantôt sous le nom de *Président*, tantôt sous le nom de *Dictateur*. Ambitieux et cupide, cet homme que les Mexicains avaient surnommé le « diable boiteux » (il avait perdu une jambe lors du bombardement de Saint-Jean d'Ulloa par les Français), essaya de jouer le même rôle que Rosas à Buenos-Aires, en s'appuyant sur l'armée et en maintenant le peuple dans l'ignorance. Banni plusieurs

der, sous le nom de *Champ d'Asile*, une colonie qui ne réussit pas. En 1830, le Congrès de Mexico interdit l'entrée du Texas aux Américains du Nord. Le Texas s'insurgea le 16 août 1835 sous la direction d'Austin et de Milam. Les Texiens obligèrent le général mexicain Cos à capituler dans *Bevar* (1835), et, sous les ordres du général Houston, gagnèrent la bataille de *San-Jacinto* contre Santa-Anna, qui fut fait prisonnier (21 avril 1836). Ainsi devenu indépendant, le Texas s'adjoignit aux États-Unis en 1845-1846. Il en résulta une guerre désastreuse pour le Mexique. Les Américains du Nord, commandés par le général Scott, entrèrent victorieux à Mexico, et, par le traité de Guadalupe, toute la partie septentrionale du Mexique, comprenant notamment le Nouveau-Mexique et la Nouvelle-Californie, fut cédée aux États-Unis (1848).

1. *Mexico* fut endommagée le 8 septembre 1888 par un tremblement de terre.

fois, il fut chassé définitivement en 1854 et remplacé par le Président Marlin Carrera.

C'est sous l'une des présidences de Santa-Anna qu'un Français, le comte de Raousset-Boulbon, à la tête d'une troupe recrutée à San-Francisco, voulut s'emparer de la Sonora, qui renferme des mines d'or; il échoua, fut pris et fusillé (1853-1854). Deux partis étaient en présence : les Conservateurs et les Démocrates. Carrera étant tombé du pouvoir, le général Alvarez, chef des Démocrates, devint Président; il donna sa démission et fut remplacé par le général Comonfort. Les Conservateurs, soutenus par le clergé, essayèrent de renverser Comonfort; ils furent vaincus, et le Congrès de Mexico décréta le 28 juin 1856 la sécularisation des biens ecclésiastiques. Cette mesure amena un nouveau soulèvement. Comonfort tenta d'abord de résister, mais il eut le dessous et fut obligé de quitter Mexico (21 janvier 1858). Les insurgés victorieux s'emparèrent de cette ville et prirent successivement pour chefs Zuloaga et Miramon (1858-1859).

Le Président Juarez (1858-1872). Les Français au Mexique. Maximilien (1861-1867). — Cependant le Gouvernement légal était toujours debout à La Vera-Cruz, où s'était retiré le Vice-Président de la République Benito Juarez. C'était un Indien d'Oaxaca. Dans sa jeunesse, il avait été au service d'un avocat, qui, émerveillé de son intelligence, lui fournit les moyens d'étudier. Devenu à son tour avocat, Juarez fut nommé successivement gouverneur d'Oaxaca, premier juge de la Cour suprême et Vice-Président de la République. Appelé à la Présidence par la déchéance de Comonfort, aux termes de la Constitution de 1857, Juarez, bien qu'assiégé dans la Vera-Cruz, ne perdit pas courage. Les Etats-Unis se déclarèrent en sa faveur; les généraux Alvarez, Vidaurri et Ortega le soutinrent. Après trois ans d'une lutte acharnée, Miramon, vaincu, dut quitter le Mexique, et le Président rentra victorieux dans la capitale (décembre 1860).

Ses embarras n'étaient pas terminés. Pendant la guerre civile, les rebelles avaient pillé la maison du consul anglais à San-Luis; maintenant que le Gouvernement légal était rétabli, la Grande-Bretagne lui demandait une indemnité. Des Espagnols avaient été également maltraités dans la lutte, et le cabinet de Madrid réclamait une réparation. Enfin l'ambassadeur français présentait aussi les réclamations de ses nationaux; la principale était celle du banquier suisse Jecker, qui

fut naturalisé Français en 1862 avec l'appui de Morny, auquel il promit 30 pour 100, afin d'obtenir que le Gouvernement Impérial, appuyât ses prétentions. Miramon, au moment où l'insurrection dont il était le chef triomphait, avait contracté à la banque Jecker un emprunt de 75 millions de francs, dont il avait touché 3 000 000 en argent, 4 500 000 francs en papier. Le Président Juarez, auquel le consul de France, Dubois de Saligny, réclamait le remboursement total de cet emprunt contracté par ses ennemis pour le combattre, s'y refusa. Le Congrès avait déclaré qu'un délai de deux ans était nécessaire pour examiner la validité des réclamations faites par les Gouvernements étrangers.

La France, l'Angleterre et l'Espagne signèrent alors la Convention de Londres pour faire valoir en commun leurs réclamations (30 octobre 1861). Une triple escadre, un triple corps de troupes, vinrent occuper *La Vera-Cruz* et *Saint-Jean d'Ulloa*. Le Président Juarez entama aussitôt avec les trois puissances des négociations, à la suite desquelles les Anglais et les Espagnols acceptèrent les indemnités proposées par le Gouvernement Mexicain; le Gouvernement Français refusa de traiter et continua seul la guerre¹.

Elle débuta par un échec. Le général de Lorencez fut repoussé le 3 mai 1862 à l'attaque du *Fort de Guadalupe*, sous les murs de Puebla. Le général Forey, arrivé au mois de septembre de la même année à la tête de 30 000 hommes à La Vera-Cruz, reprit l'offensive et vint assiéger *Puebla* le 18 mars 1863. Le général Mexicain Comonfort, dans une tentative infructueuse pour débloquer la place, fut surpris et battu par la division Bazaine, le 8 mai, à *San-Lorenzo*. La résistance de Puebla, énergiquement défendue par le général Ortega, dura deux mois. Quand il fut impossible de la prolonger, Ortega brûla les drapeaux et détruisit les armes de la garnison pour ne laisser aucun trophée aux vainqueurs (18 mai 1863).

1. Edgar Quinet, alors en exil à Vevytaux (Suisse), terminait ainsi son éloquente brochure sur *L'Expédition du Mexique* (1862) :

« Les adversaires de la France triomphent de la voir embarquée dans de telles entreprises, où elle a contre elle la force des choses et la force du droit.
« Ils l'encouragent à persévérer, ils la pressent d'aller au loin jouer sa fortune et sa vie sur ces loteries sanglantes. N'est-ce pas assez pour faire cesser le vertige? Que l'on entende au moins les ennemis de la France, s'il n'est plus permis à ses amis de lui parler. »

Après la prise de Puebla, le Président Juarez quitta Mexico pour aller dans le nord organiser la résistance avec l'appui moral des États-Unis. Le Congrès, avant de se séparer, lui avait confié les pouvoirs dictatoriaux pour toute la durée de la guerre. Les Français entrèrent à Mexico le 5 juin. Le maréchal Forey institua une Commission de trente-cinq membres. Cette junte nomma empereur l'archiduc Maximilien, frère de l'empereur d'Autriche, qui lui était désigné par le Gouvernement Français; ce prince avait épousé la princesse Charlotte, fille du roi des Belges Léopold I^{er}. Le 28 mai 1864, Maximilien mit le pied sur le sol mexicain, d'où il ne devait plus sortir vivant.

Les Mexicains ne voulurent pas se soumettre à ce Gouvernement imposé par une invasion étrangère. Le Président Juarez résistait énergiquement dans le nord. Disséminées sur un immense territoire, obligées de lutter dans les montagnes contre d'insaisissables guérillas, les troupes françaises, successivement commandées par les maréchaux Forey et Bazaine, furent décimées par les maladies sous un climat brûlant. La mort des deux généraux Mexicains Arteaga et Salazar, faits prisonniers, et que le Gouvernement de Maximilien fit fusiller comme rebelles, en exécution d'un ordre en date du 30 octobre 1863 prescrivant de ne plus faire de prisonniers, augmenta l'exaspération de ses adversaires. Les Républicains Mexicains furent victorieux en 1865 aux combats de *Tacambaro*, près de Morelia, dans le Michoacan, en mai 1866 à *Matamoros*, en août à *Tampico*, puis à *Alvarado* et *Oaxaca*. Le maréchal Bazaine se brouilla avec Maximilien et se mit à intriguer pour son propre compte, afin de rester le maître du pays. A la suite d'une intervention diplomatique des États-Unis, les Français évacuèrent Mexico le 1^{er} février 1867; quand ils se furent embarqués à La Vera-Cruz, le soulèvement fut universel. Maximilien essaya vainement de lutter, à la tête d'un corps de soldats autrichiens, belges, et de quelques Mexicains compromis dans sa cause; assiégé dans Queretaro par le général républicain Escobedo, il y fut fait prisonnier le 15 mai 1867 avec les généraux Miramon et Mejia. Tous les trois furent traduits devant un Conseil de guerre, condamnés à mort, et fusillés le 19 juin 1867.

Rentré à Mexico, le Président Juarez fut réélu en décembre 1867 pour quatre ans; réélu encore pour quatre ans en 1871, il mourut en 1872. Le Mexique a été depuis cette époque

troublé par de nouvelles guerres civiles. Le Président Lerdo de Tejada fut renversé en 1876 par le général Porfirio Diaz, proclamé depuis Président jusqu'au 1^{er} décembre 1880. A cette date, il fut remplacé pour quatre ans par le général Manuel Gonzalez. Le 16 juillet 1884, le général Porfirio Diaz fut de nouveau élu Président. Il a été réélu une troisième fois pour une période de quatre ans, à partir du 1^{er} décembre 1888, et une quatrième fois le 12 juillet 1892. Enfin, il a été réélu successivement à l'unanimité en juillet 1896 et en octobre 1900.

État actuel du Mexique. — Aux termes de la Constitution, qui remonte au 5 février 1857, et qui a été modifiée le 27 décembre 1890, le pouvoir exécutif appartient au Président de la République, âgé d'au moins trente-cinq ans et nommé pour quatre ans par une élection à deux degrés. Le pouvoir législatif est confié à un Congrès composé de deux Assemblées : le Sénat et la Chambre des Députés. Il y a deux sénateurs par État. Les sénateurs, au nombre de 56, doivent avoir trente ans; ils sont nommés par une élection à deux degrés pour quatre ans et renouvelables par moitié tous les deux ans; les députés, au nombre de 227, sont élus pour deux ans par le suffrage universel. Tout Mexicain, à partir de dix-huit ans, s'il est marié, de vingt et un ans, s'il ne l'est pas, est électeur, à condition de savoir lire et écrire. Il y a séparation absolue entre l'Église et l'État.

Le Mexique s'occupe avec beaucoup d'activité de l'achèvement de son réseau de chemins de fer; son commerce s'accroît très vite. La République Mexicaine a pris une part des plus brillantes aux Expositions Universelles de 1889 et de 1900 à Paris. En 1889 le pavillon mexicain, en forme de temple aztèque, avec son majestueux escalier central et ses statues des anciens dieux de Tenochtitlan, attirait tous les regards; le pavillon de 1900 était construit dans le style néo-grec des édifices modernes de Mexico et s'ouvrait par une grande loggia; à l'intérieur on était émerveillé de la variété et de la richesse des tissus¹, de la production minière en argent, en or, des magnifiques échantillons d'onyx, et aussi de la

1. Le Mexique commerce surtout avec les États-Unis, l'Angleterre, la France, l'Allemagne. Il exporte principalement des métaux précieux, du café, des fibres d'agave, des peaux, des bois, du cuivre, du tabac, de la vanille, des résines.

valeur des œuvres d'art de ses peintres et de ses sculpteurs¹.

Le Gouvernement Mexicain a adhéré à la Convention Internationale du Mètre en 1891.

** Pendant la guerre hispano-américaine de 1898, le Mexique a gardé une stricte neutralité; mais ses préférences latines n'ont pas fait de doute. En avril 1897, il a enfin réglé la question des frontières du Honduras britannique. Un léger différend s'est élevé en 1899 entre le Mexique et les États-Unis au sujet de l'île Clipperton, dans le Pacifique, ille française pourtant, mais que nous avons le tort de ne pas occuper. Les relations diplomatiques ont été renouées avec le Vatican à la fin de 1896.

Depuis l'avènement du général Porfirio Diaz, le Mexique a fait de grands progrès. Le réseau des chemins de fer et le réseau télégraphique s'y sont considérablement développés. On a construit un chemin de fer transocéanique dans l'isthme de Tehuantepec. La vallée de Mexico a été assainie. Pendant la même période, le commerce extérieur s'est accru de 150 pour 100; la production minière s'est élevée de 30 à plus de 100 millions. Les budgets se soldent régulièrement par de forts excédents; les recettes ont plus que quadruplé. Les usines, notamment les filatures de coton, se multiplient. Le point noir est l'importance croissante des Yankees. Le jour où ceux-ci posséderaient une trop notable partie des plantations ou des usines, ne seraient-ils pas tentés de renouveler

1. Voici les noms de quelques-uns des artistes mexicains contemporains les plus connus, et de leurs œuvres les plus remarquables :

M. José M. Velasco est l'auteur de *Fallée de Mexico*; *Guclatal*, Patrie du Président Suarez; *Ahuehuele de la Noche Triste*; *Oaxaca, Patrie du Président Diaz*; *Cardon à Oaxaca*; *Chumalkistlac*; *Cascade du Rincon à Orizaba*; *Cascade de Tupango*. On doit à M. José S. Pina : *Fleuriste Vénitienne*; à M. Almanza Cléofas : *Cour du Musée National, Rivière d'Orizaba*; à M. Gutierrez Rodrigo : *Dans le Sénat de Tlascala Xicotencatl conseille au Général son Fils d'attaquer les Conquêteurs et de leur barrer le passage*. M. Tenorio Adolfo a représenté le *Pont du Taureau à Orizaba sur le chemin de fer mexicain*; M. Rios Andrés : *Retour de la Promenade de Santa-Anita*; M. Obregon José : *Xochill présente au Roi Tula Tecpancalzun le Pulque dont elle a fait la découverte*. Mentionnons aussi les œuvres de M. Martinez, un impressionniste, de M. Mendoza-Izaguine, les miniatures de M. Jacoby. Parmi les œuvres de sculpture, citons le *Monument de Guatemala à Cuiclahuac*, œuvre de MM. Francisco Jimenez, architecte, Miguel Morena et Gabriel Guerra, sculpteurs; le *Buste de M^{me} Diaz*, de M. Contreras; *Malgré tout, la Désolation*, de M. Ocampo.

l'histoire du Texas, des Hawaï, de Cuba? Le Mexique n'est plus, il est vrai, un pays négligeable; mais il est si riche!

** Très pacifique au contraire est l'élément français, formé d'émigrants des Alpes et surtout de Barcelonnette; c'est au point qu'on dit couramment là-bas les « Barcelonnettes » pour désigner nos compatriotes, qui ont presque accaparé le commerce des nouveautés, grâce à leur entente entre eux, leur sens du négoce, et leur proverbiale honnêteté¹. Les Français sont assez nombreux pour avoir pu ouvrir un lycée français à Mexico en janvier 1897.

CHAPITRE XLVIII.

L'Océanie Contemporaine.

I. — POSSESSIONS ANGLAISES. — L'AUSTRALIE.

Découverte de l'*Australie* ou Nouvelle-Hollande. — Début de la colonisation (1788-1851). — Découverte des mines d'or (avril-septembre 1851). — Productions et commerce de l'Australie. — La crise australienne (1893). — Possessions britanniques sur ce continent. — Les explorateurs de l'Australie : Burke, Willis, Gray, King (1860-1861); Mac-Douall Stuart (1860-1862); Giles (1872). — *Tasmanie*. — La *Nouvelle-Zélande*. Découverte et colonisation. — *Iles Fidji*. — *Nouvelle-Guinée*. — Projet de Confédération Australasienne.

Découverte de l'Australie ou Nouvelle-Hollande. — La plus importante des colonies anglaises en Océanie est l'Australie ou Nouvelle-Hollande². Située entre le 41° et le 38°

1. Ils ont plus de 130 grands établissements au Mexique. Plus de trente « Barcelonnettes » sont millionnaires, et on en compte 450 ayant un capital de 50 000 à 100 000 francs. Presque tous reviennent au pays. (Voir E. CHABRAND, *De Barcelonnette au Mexique*.)

2. Sur la route d'Angleterre en Australie par le Cap de Bonne-Espérance, on rencontre l'île *Marion*, l'île *Kerguelen* ou *Terre de la Désolation*, les îlots d'*Amsterdam* et de *Saint-Paul*.

L'île *Marion* est ainsi nommée du capitaine français qui la découvrit en 1771; elle est volcanique et se trouve à plus de 1 200 kilomètres au sud-est du Cap. Son point culminant atteint 1 280 mètres au-dessus du niveau de la mer; même en été (décembre-mars), elle est en partie couverte de neige. Dans les mêmes parages, on trouve l'île du *Prince-Édouard*, ainsi nommée par le capitaine Cook, les *Iles Crozet* et l'île des *Porcs* (*Pig-Island*), où les animaux à

degré de latitude sud, entre les 113° et 150° degrés de longitude est, elle forme un hexagone irrégulier, dont les plus grandes dimensions sont 900 lieues de l'est à l'ouest et 750 du sud au nord.

L'*Australie*, plus connue longtemps sous le nom de *Nouvelle-Hollande*, avait été aperçue, selon toute apparence, dès le seizième siècle, dans sa partie septentrionale, par les Espagnols et les Portugais, et nommée par eux *Java la Grande* ou *Terre de Java*. En 1606, *Torrès*, allant du Pérou aux Philippines, traversa, entre l'Australie et la Nouvelle-Guinée, le détroit qui a reçu son nom. La même année, les Hollandais abordèrent la côte nord. En 1616, le capitaine *Dirck Hartighs* découvrit à l'ouest du même continent la *Terre d'Eendracht*. En 1642, *Abel Tasman*, parti de Batavia avec deux vaisseaux, fit à grande distance le tour de la Nouvelle-Hollande, au sud-est de laquelle il aperçut une terre, qu'il nomma *Ile de Van-Diemen*, en l'honneur d'*Antoine Van-Diemen*, gouverneur des îles hollandaises. Pendant les dix années qui suivirent (1642-1652), *Edels*, *Lewin*, *Witt*, *Arnhem*, explorèrent de nouveau le nord de l'Australie; *Carpenter* visita et nomma le *Golfe de Carpentarie*, large de 110 lieues et profond de 130. Dès 1627, *Pierre Nuyts* avait abordé la côte méridionale.

qui elle doit son nom, et qui y avaient été lâchés par les Anglais, ont disparu, mais qui renferme de nombreux lapins.

L'*Ile Kerquelen*, vers le 50° de lat. sud, a été découverte en 1772-1773 par le capitaine français dont elle porte le nom; Cook l'appela en 1776 *Terre de la Désolation*. Son point culminant atteint 1 865 mètres; entourée de nombreux îlots, mais offrant à l'est beaucoup de petits golfes, elle contient des montagnes volcaniques et des glaciers. On y trouve du charbon; possession française nominale, elle est en fait inhabitée. On vient sur ses côtes pêcher la baleine, l'otarie, les phoques, pour faire de l'huile.

Les deux îles volcaniques d'*Amsterdam* et de *Saint-Paul* sont situées au sud de l'Océan Indien, à peu près à mi-chemin entre le Cap de Bonne-Espérance et Adélaïde. Ces deux îles, nominalemeut françaises, inhabitées, sont à moins de 20 lieues l'une de l'autre.

L'*Ile d'Amsterdam* a une superficie de 45 kil. carrés et se trouve par 37° lat. sud.

L'*Ile Saint-Paul* est située par 38° lat. sud et entourée d'une mer orageuse. Sa superficie est de 7 kilom. carrés, Le port forme un véritable lac circulaire; c'est le cratère du volcan. Il y a des sources thermales et de superbes colonnes de basalte. Aucun arbre; on y a planté des légumes. En 1844 les Français vinrent à Saint-Paul observer le passage de Vénus sur le Soleil et en dressèrent la carte. M. Vélain, naturaliste, qui faisait partie de l'expédition, a rapporté au Muséum d'Histoire Naturelle de précieuses collections. La France a officiellement pris possession des *Iles Saint-Paul*, *Amsterdam* et *Kerquelen* en 1892 et 1893.

L'Anglais *Dampier*, en 1688 et en 1699, parcourut à son tour les côtes du continent austral et visita à l'ouest la *Baie des Chiens Marins* ou du *Requin*. Mais ce fut le capitaine *Cook* qui, dans son premier voyage en 1770, opéra la première reconnaissance détaillée de la côte orientale, à laquelle il donna le nom de *Nouvelle-Galles du Sud*. La *Pérouse* visita les mêmes parages en 1788. Dans les dernières années du dix-huitième siècle, les Anglais *Vancouver* et *Flinders*, le Français *D'Entrecasteaux*, explorèrent la côte méridionale, et le capitaine français *Baudin*, avec le naturaliste *Péron*, visita la côte sud-ouest en 1802 et 1803.

Débuts de la colonisation (1788-1851). — La colonisation de l'Australie par les Anglais commença il y a un peu plus d'un siècle. Après le voyage de Cook, et sur le conseil du savant Banks, la Nouvelle-Galles du Sud fut choisie comme lieu de déportation. Le 20 janvier 1788, le capitaine Arthur Philips y arriva avec 760 condamnés et occupa *Botany-Bay*. L'insalubrité de cet établissement le fit presque aussitôt abandonner pour *Sydney*, un peu plus au nord, sur le *Port-Jackson*. Une autre ville, *Paramatta*, fut fondée en 1791. On découvrit dans l'*Ile Norfolk*, à l'est de l'Australie, de la pierre à chaux. Dès 1792, il y avait au bord de la rivière *Hawkesbury* de belles plantations de maïs. En 1796, Hunter succéda à Philips comme gouverneur. Cette année-là même Sydney eut son premier théâtre, bientôt après sa première imprimerie, et, en 1803, son premier journal. A la même époque le gouverneur King fonda *Hobart-Town* dans l'île de Van-Diemen. En 1809 le gouverneur Lachlan Macquarie créa cinq nouveaux centres de population à l'intérieur. Les Montagnes Bleues furent franchies pour la première fois en 1814, et la ville de *Bathurst* fondée. Macquarie eut pour successeur Brisbane, qui fut lui-même remplacé en 1825 par le major-général Darling. Un recensement fait à la fin de 1821 avait établi que la Nouvelle-Galles renfermait 37 068 habitants, parmi lesquels 23 254 colons libres et 13 814 déportés; il y avait alors 5 000 chevaux, 120 000 bêtes à cornes et 350 000 moutons. La *rivière Brisbane* fut découverte en 1824 par l'ingénieur Oxley, et en 1826 le *Port du Roi George* fut créé; la *Colonie de la Rivière des Cygnes* fut fondée en 1830. En 1834, Sydney avait 17 000 habitants. La colonie de l'*Australie Méridionale* fut établie deux ans plus tard.

C'est vers 1825 que la vie politique commence en Australie

avec Henry Parkes, ouvrier tourneur, énergique démocrate, venu d'Angleterre, et William Charles Wentworth. Celui-ci, né en Australie, mais ayant étudié en Angleterre, est de 1825 à 1840 « l'avocat du peuple » et demande une Assemblée Législative ; il change plus tard et devient conservateur. Sous l'administration de Lord Stanley, en 1842, le Parlement Britannique vote un acte constituant à Sydney une Chambre composée de 6 représentants du Gouvernement de la Métropole, de 6 membres élus par le Gouvernement et de 24 choisis par les électeurs. Cette Chambre fonctionne à Sydney en 1843. On la trouve bientôt trop aristocratique ; le ministre presbytérien écossais John Dunmore Lang, historien et orateur énergique, et l'avocat James Martin demandent plus et mieux.

Découverte des mines d'or (avril-septembre 1851). — Ainsi la fertilité du sol avait déjà attiré un grand nombre d'immigrants sur le continent austral, quand on apprit que des mines d'or venaient d'y être découvertes. Les premiers gisements furent rencontrés au mois d'avril 1851 à l'Ouest des Montagnes Bleues, à Sommer-Hill, à Louis-Levis-Pounds et sur les bords de la Macquarie, par M. Hargreaves¹. Au mois d'août, on reconnut l'existence de nouvelles mines sur la Rivière Anderson ; au mois de septembre à Ballarat ; puis au Mont Alexandre, à Bendigo, sur les bords de la Murray et dans la Vallée de Goulburn. En 1853 on trouva d'autres gîtes près d'Adélaïde. Dès la première année les mines fournirent près de 300 millions. On vit aussitôt les chercheurs d'or accourir de tous les points du monde, comme ils s'étaient abattus sur la Californie quelques années auparavant. La production aurifère, désormais régularisée, n'a pas cessé d'être considérable². Celle de l'argent est grande aussi³.

1. M. Hargreaves (Edmond-Hammond), né vers 1816, à Gosport (Sussex), marin, puis planteur en Australie, visita la Californie en 1849, et, frappé de la ressemblance entre le sol de la Californie et celui de l'Australie, en conclut que les terrains australiens devaient, eux aussi, renfermer de l'or. C'est au mois de janvier 1851 qu'il en découvrit aux abords de la Macquarie ; il vint s'établir en 1854 en Angleterre et publia *L'Australie et ses Mines d'or*.

2. De 1851 à 1861, l'Australie produisit annuellement 280 millions d'or ; puis la production diminua ; elle ne fut que de 140 millions en 1886. Elle remonte à partir de 1887 par suite de la découverte des mines du Queensland. Grâce à ces dernières mines et à celles du désert de l'Australie occidentale, la production actuelle atteint près de 300 millions. Les mines occupaient, en 1892, 54 000 hommes, dont un dixième chinois. Près de Bendigo, il y a des mines dont les puits d'extraction ont plus de 900 mètres de profondeur.

3. L'argent a produit, en 1892, 63 millions de francs. La mine d'argent de

Productions et commerce de l'Australie. — L'Australie possède encore d'autres ressources : elle contient d'abondantes mines de houille¹ (surtout à Newcastle et Wollongong) ; ses immenses plaines, inondées pendant la saison des pluies par le débordement des rivières, se couvrent d'un gazon épais, qui nourrit des bœufs, des chevaux et des moutons par millions. Au début de 1888, l'Australie (avec la Tasmanie) renfermait 1 252 102 chevaux, 7 576 960 bœufs, 84 826 477 moutons², 759 859 porcs. Il y a aussi de nombreux chameaux, qui se sont très bien acclimatés. La vente des laines, des cuirs, des suifs et des viandes salées prend chaque année une plus grande extension. Les espèces végétales sont nombreuses : signalons en particulier le bel *eucalyptus*, aujourd'hui acclimaté dans toute l'Europe méridionale, qui a la propriété d'assainir les terrains dans lesquels il croît. Le blé, l'avoine, le maïs, le riz, les légumes et les fruits d'Europe et d'Asie, l'orange, le citron, l'olive, les figues, les pommes, le raisin, la canne à sucre (dans le Queensland), le coton, la soie, sont au nombre des productions du continent australien. Les bois précieux abondent. On fait déjà beaucoup de vin. En 1892, l'Australie exportait déjà 23 000 hectolitres de vin ; il y avait, en 1893, 23 300 hectares de vignes.

** Le vignoble australien a été attaqué par le phylloxera. La fabrication du vin est mauvaise. Les Australiens s'entêtent d'ailleurs à vouloir recueillir de tous les crus partout et avec des vignes neuves. L'exportation en est encore faible ; mais la consommation locale se détourne des produits français.

Broken-Hill, dans la Nouvelle-Galles, est la plus grande de l'univers. L'exportation de l'argent et du plomb s'est élevée à 115 millions environ ces dernières années.

1. L'exportation de la houille dépasse 25 millions de francs.

2. Le nombre des moutons en Australie était, en 1792, de 905 ; en 1861, de 23 millions ; en 1871, de 49 millions ; en 1881, de 78 millions ; en 1892, de 122 millions. En 1892, le produit fut de 350 millions de kilogr. de laine valant 560 millions de francs, plus de la moitié des exportations. La laine est aujourd'hui plus importante que l'or. Le nombre des moutons reste stationnaire ; 43 pour 100 se trouvent dans la Nouvelle-Galles du Sud, et l'on estime aujourd'hui à près de 630 millions l'exportation des laines.

La culture est moins importante en Australie que l'élevage. « Durant le trajet de vingt heures en chemin de fer qui sépare Melbourne de Sydney, l'on ne voit guère de champs de quelque étendue qu'aux environs de la première de ces villes ; quelques vergers et quelques vignes lorsqu'on passe le Murray à la limite des deux colonies, des cultures maraîchères au moment d'entrer à Sydney. » P. LEROY-BEAULIEU, *Revue des Deux-Mondes* du 15 septembre 1896.)

** La production du blé est d'environ 15 millions d'hectolitres, celle du maïs de plus de 3 millions.

Grâce à l'abondance des ressources, l'immigration, de 1851 à 1893, fut de plus en plus considérable. L'Australie avait, à la fin de 1898, 18 949 kilomètres de chemins de fer exploités, de nombreux télégraphes électriques, et son développement promettait d'égaliser en rapidité celui des États-Unis.

** On compte aujourd'hui 23 000 kil. de chemins de fer; il y a 80 000 kil. de lignes télégraphiques; mais beaucoup de réseaux sont en déficit (Queensland, Victoria, Tasmanie); on a même dû, en Victoria, fermer 48 kilomètres en 1896-97: ils avaient coûté 473 600 £! on en a voulu trop et en trop de sens.

Le commerce s'élevait, pour l'importation, en 1890, à 1 494 125 000 fr., et pour l'exportation à 1 334 150 000 fr. La laine est l'article d'exportation le plus important. L'Australie envoie aussi à Londres beaucoup de beurre¹; elle en a exporté en 1898 pour plus de 35 millions; en 1890, elle n'en avait exporté que pour 428 500 francs. C'est une sérieuse concurrence à nos produits français. L'exportation de la viande atteint 75 millions; celle des animaux 50 millions. Elle expédie également en Europe, depuis 1880, des viandes gelées, des volailles et des lapins, des fromages, des fruits, du miel, des œufs, le tout conservé par le froid. Le mouton australien (ou néo-zélandais) se vendait à Londres en 1895 de 35 à 40 centimes la livre.

** Le commerce de la France avec l'Australie est tout à fait insuffisant. Tandis que l'Allemagne lui est reliée par le *Norddeutscher Lloyd*, avec des paquebots de 10 000 tonneaux (doubles des nôtres), et par le *Deutsche-Australische Dampfschiffsgesellschaft*, nous n'avons comme ligne directe que les *Messageries maritimes*, qui font 13 voyages par an, et dont une partie du fret est réservé à la Nouvelle-Calédonie, de sorte que beaucoup de produits français empruntent les navires étrangers et sont cités comme tels, ou même ne peuvent se vendre², tandis que nous sommes obligés de chercher à Hambourg, à Londres, les produits australiens nécessaires. On a proposé de créer une ligne de *Chargeurs réunis* entre

1. ** On serre les mottes de beurre entre des plaques de verre dont on plâtre les jointures.

2. L'Allemagne vend en Nouvelle-Galles du Sud pour 175 000 fr. d'articles de Paris de plus que la France!

l'Australie et nos ports de Bordeaux, le Havre, Dunkerque surtout, si affamé de laine. La ligne pourrait passer par Madagascar, le Cap et longer la côte occidentale d'Afrique, ou dans un autre sens prendre la voie de Suez. Quelle que soit la route, la ligne s'impose.

La crise australienne (1893). — La prospérité de l'Australie a subi en 1893 un temps d'arrêt. Jusque-là, les colons arrivaient en grand nombre chaque année; les ressources, les exportations croissaient à vue d'œil. Il est vrai que la Dette publique de chacun des États australiens était énorme. Il avait fallu tout improviser, routes, chemins de fer, ponts, habitations, et l'on avait emprunté sans compter, et l'on avait prêté sans hésiter, chacun comptant sur un accroissement illimité de la richesse. On avait spéculé sur les cultures, sur les élevages, on avait construit des villages, agrandi les villes pour les nouveaux habitants qui venaient ou n'allaient pas manquer de venir. On avait acheté (surtout dans les grandes villes) des terrains pour bâtir; il s'était formé dans ce but d'innombrables sociétés par actions (433 à Melbourne, dans la seule année 1888). Quelques-unes réalisèrent de gros bénéfices.

Bientôt pourtant il fallut en rabattre. D'abord le prix de la laine baissa. On avait la concurrence de tous les pays du monde, particulièrement du Cap, de la Plata, des États-Unis; car aujourd'hui, avec les câbles sous-marins, qui permettent de demander vite, avec les chemins de fer et les navires à vapeur, qui permettent de recevoir vite, il n'y a plus de distances. De plus les tondeurs de moutons réclamaient fréquemment des augmentations de salaire et se mettaient en grève. Puis venaient les désastres causés par les sécheresses et par les innombrables lapins¹ qui rongent l'herbe et ne laissent rien à brouter aux moutons; d'où résultent des épizooties qui détruisent les troupeaux. Il y avait aussi des grèves fréquentes parmi les ouvriers des mines de houille. La valeur de l'argent tiré des mines avait baissé par suite de la surproduction. Bref, tout allait mal. Il en résulta une crise terrible; le chiffre des immigrants se réduisit brusquement; au contraire, beau-

1. On ne sait comment détruire ces redoutables rongeurs, malgré les primes proposées. Dans la Nouvelle-Galles, pour les arrêter, on a élevé des barrières de fils de fer enfoncés de 30 centimètres dans le sol sur une longueur ininterrompue de 1 130 kilom. Les Australiens en ont pris leur parti, et exportent aujourd'hui une prodigieuse quantité de peaux de lapin.

coup de gens, venus en Australie et n'y trouvant plus de ressources, partirent pour l'Amérique ou l'Europe. Les faillites de banques, les déconfitures de sociétés se multiplièrent à Melbourne, où la population et le prix des loyers baissèrent dans des proportions formidables. Toutefois, sur cette terre neuve, et où l'on découvre chaque jour des ressources nouvelles, les crises sont courtes. Le mouvement d'immigration a recommencé, plus lent pourtant que par le passé; les affaires ont repris, mais avec plus de précaution et moins de passion.

Possessions britanniques sur ce continent. — Les possessions anglaises en Australie renferment une population de 3 360 376 habitants¹. Elles se divisent en cinq provinces et deux territoires.

1° A l'est, la *Nouvelle-Galles du Sud*, coupée parallèlement à la côte par les *Montagnes Bleues*; elle a été occupée en 1788. Villes principales : *Sydney*² (410 000 habitants), dans une situation magnifique, sur le golfe nommé *Port-Jackson*, à vingt-quatre jours de navigation de Pointe-de-Galle (Ceylan), à six jours d'Auckland (Nouvelle-Zélande), à vingt et un d'Honolulu (Iles Sandwich); *Paramatta*, renommée pour ses oranges, sur la rivière de ce nom; *Goulburn*, *Bathurst* (toutes ces villes sont unies par des chemins de fer); *Newcastle*, plus au nord, à l'embouchure du *Hunter*, dans un district où le charbon abonde.

2° La province *Victoria*³, la plus petite des cinq, mais celle qui renferme la population la plus dense, à l'extrémité sud-

1. Ils se décomposent ainsi qu'il suit : 1 323 460 pour la Nouvelle-Galles du Sud; 1 176 248 pour Victoria; 484 700 pour le Queensland; 358 224 pour l'Australie Méridionale; 4 820 pour le Territoire du Nord; 161 924 pour l'Australie Occidentale, et 55 000 indigènes. Les Chinois sont nombreux en Australie. « Un Chinois se contente de 30 francs par mois; on paye 8 francs par jour un manœuvre européen. » (C. DE VARIENY.) En 1888 on a voté en Australie une *Poll-tax* (Impôt de Capitation) frappant tout immigrant chinois. Les immigrants allemands affluent de plus en plus, surtout dans l'Australie Occidentale. En 1891, il en arrivait chaque mois environ six cents.

2. Une Exposition Universelle a eu lieu à Sydney en 1879, une autre à Melbourne en 1880; une seconde Exposition a eu lieu également dans cette dernière ville en 1888.

3. La fondation de la colonie de *Victoria* remonte au 6 juin 1855. A cette date, John Batman acheta à 8 chefs du pays, dont le plus connu était Yaga Yaga, 330 200 hectares de terre moyennant 20 draps de lit, 50 couvertures de laine, 20 paires de souliers, 50 robes de femme, 30 foinlards, 5 quintaux de farine, une demi-tonne de viande de porc.

est de l'Australie. Villes principales : *Melbourne* (451 160 habitants), à l'embouchure du Fleuve *Yarra-Yarra*, sur le vaste golfe nommé *Port-Phillip*, à quarante jours de navigation¹ de Liverpool (Angleterre) par le Cap Horn; *Williamstown*, *Geelong*, *Ballarat*, *Castlemaine*, *Sandhurst* ou *Bendigo*, *Eaglehawk*, *Echuca*, que réunissent des chemins de fer. La province Victoria est séparée au nord de la Nouvelle-Galles par le fleuve *Murray*¹, grossi à droite, dans l'intérieur de la Nouvelle-Galles, d'abord du *Murrumbidgee*, augmenté lui-même à droite du *Lachlan*, et ensuite du *Darling*, augmenté lui-même à gauche de la *Macquarie*, et à droite du *Barwan* et du *Warrego*; après avoir reçu tous ces affluents, la Murray va se jeter dans la mer à l'ouest, sur le territoire de l'Australie Méridionale.

3° L'*Australie Méridionale*. Ses côtes sont creusées par les Golfses de *Saint-Vincent* et de *Spencer*. Elle renferme les Lacs *Torrens*, *Gairdner*, *Eyre*, *Frome*, *Gregory*. Villes principales : *Adélaïde* (145 242 habitants), *Kuringa*, *Port-Augusta*.

4° L'*Australie Occidentale*, à l'ouest du continent, et dont l'intérieur est peu connu. Elle est arrosée par le *Swan-River* ou *Rivière des Cygnes* et renferme les lacs *Austin*, *Moore*, *Barlee*. On y trouve au sud l'important golfe du *Roi George*, où les navires venus de Pointe-de-Galle (Ceylan) atteignent l'Australie. Villes principales : *Perth* (34 129 habitants) et *Freemantle*.

5° Le *Territoire du Nord*, baigné à l'est par l'immense golfe de *Carpentarie*, et situé au sud-est des Iles de la Sonde. Ville : *Palmerston* sur le *Port-Darwin*.

6° L'*Alexandraland*, vaste territoire intérieur qui sépare l'Australie Septentrionale de l'Australie Méridionale. Il renferme le lac *Amédée* et est traversé presque en ligne droite par la ligne télégraphique qui, partant de Port-Augusta au sud, vient au nord, en franchissant toute l'épaisseur du continent, retrouver la mer à Port-Darwin.

7° Le *Queensland* ou *Terre de la Reine*². Cette immense

1. La Murray à son embouchure a moins d'eau que la Seine. Son bassin est deux fois grand comme la France.

2. Une partie de la colonie du Queensland désirerait se constituer en colonie séparée, avoir son Gouvernement responsable et son Parlement spécial, autrement dit, former une sixième province autonome en Australie (juin 1896).

M. Joseph Chamberlain, ministre anglais des colonies, n'ayant pas cru pou-

région où croissent l'ananas et la canne à sucre, renferme de l'or, de l'argent, du cuivre, du charbon, et se termine dans sa partie septentrionale par une presqu'île que le *golfe de Carpentarie* baigne à l'ouest, et la *mer de Corail* à l'est : la mer de Corail doit son nom aux îles madréporiques qui la hérissent et en rendent la navigation dangereuse. La presqu'île finit au *cap York* ; le *détroit de Torres*, sur lequel on pêche des perles, la sépare de la *Papouasie* ou *Nouvelle-Guinée*. Villes principales : *Brisbane* (100 913 habitants), sur la rivière du même nom, que traverse un pont de 350 mètres, à 40 kilomètres de la pleine mer, *Rockhampton*, sur le *Fitzroy* ; *Cooktown*.

A la tête de chacune de ces colonies (à l'exception de l'Alexandraland et du Territoire Nord, encore trop peu importants, et qui dépendent de l'Australie Méridionale) se trouvent un gouverneur, nommé par la reine d'Angleterre, et un Parlement, dont les membres sont élus par les habitants. Les ministres désignés par le gouverneur, sont responsables.

Les explorateurs de l'Australie : Burke, Wills, Gray, King (1860-1861); **Mac-Douall Stuart** (1860-1862); **Giles** (1872). — La découverte des mines d'or, en attirant de nombreux Européens dans l'Australie, leur donna le désir de la mieux connaître. En 1842, Eyre découvrit à l'intérieur le lac qui porte son nom. Toutefois, jusqu'en 1859, le centre du continent resta presque entièrement inconnu. Le 20 août 1860, quatre voyageurs intrépides, Burke, Wills, Gray et King, partirent de Melbourne avec une petite caravane; ils remontèrent le Murray, puis le Darling. Le 20 novembre, au début des chaleurs, on était parvenu à la vallée de Cooper, au centre de l'Australie, à la limite des pays inconnus. Les voyageurs eurent à franchir un immense désert presque dépourvu de végétation et assez semblable au Sahara africain. La chaleur était insupportable, les semelles de leurs souliers leur paraissaient de feu. Enfin, au nord, on vit reparaître les grandes forêts, et l'on arriva le 11 février 1861, après six mois de marche, au bord d'une rivière qui se jette dans le golfe de Carpentarie : l'Australie avait été traversée pour la pre-

voir prendre en considération les requêtes qui lui avaient été adressées à cet effet, la *Ligue de la Séparation* fit parvenir au gouverneur du Queensland un message exprimant le mécontentement des habitants du Queensland central.

mière fois du sud au nord. Les intrépides voyageurs voulurent revenir à Melbourne par le même chemin du nord au sud; mais ils ne purent résister à la faim, à la fatigue, à la chaleur : trois d'entre eux périrent. Le dernier, King, fut recueilli et sauvé par les indigènes (avril 1861); au mois de septembre suivant, une expédition envoyée de Melbourne le retrouva parmi eux.

Le second voyageur qui traversa l'Australie du sud au nord fut plus heureux. L'Écossais Mac-Douall Stuart avait été, dès 1845, l'un des premiers explorateurs des bords du Darling et de la vallée de Cooper; en 1855 il avait visité les bords du lac Torrens. Au mois de mars 1860, il partit d'Adélaïde avec deux amis pour traverser le continent; ils rencontrèrent dans leur marche de grandes plaines, des lacs desséchés, de petites collines, des vallons où croissaient l'avoine sauvage et le gommier. Parvenus au centre de l'Australie, près d'une haute montagne, qui reçut le nom de *Stuart*, nos voyageurs, arrêtés par l'attitude menaçante des indigènes¹, durent revenir sur leurs pas (mai 1860). Sans se laisser décourager, Mac-Douall Stuart partit le 1^{er} janvier suivant (1861) et pénétra bien au delà de son premier point d'arrêt : cette fois encore pourtant il dut reculer devant un désert aride, où il n'était pas tombé d'eau depuis dix mois, et qui n'offrait que des monticules rouges et nus et des arbustes épineux. De retour à Adélaïde, il en repartit une troisième fois en novembre. Huit mois plus tard, après une marche de 700 lieues, et la découverte d'un riche pays, arrosé par une rivière considérable et couvert de forêts de palmiers, le 24 juillet 1862, l'aventureux voyageur voyait la mer sous ses pieds. Ses transports et ceux de ses compagnons furent inexprimables; ils plantèrent le drapeau britannique sur un arbre, au pied duquel on enfouit dans une boîte la relation de la traversée. Leur retour fut un triomphe : 20 000 colons d'Adélaïde allèrent les recevoir à leur entrée dans la ville. C'est au

1. Les indigènes de la Nouvelle-Hollande sont peu nombreux et très barbares. Leur teint est noir; ils se peignent le corps en rouge ou en blanc et sont entièrement nus. Leur principal ornement consiste dans l'os qu'ils enfonce à travers le cartilage qui sépare les deux narines. Ils se brûlent la barbe au lieu de la couper. Ils ne cultivent point la terre, n'ont aucune idée de trafic, ne savent ce que c'est qu'acheter ou vendre. Ils vivent de gibier ou de poisson et sont nomades. Toute leur industrie consiste dans la construction de cabanes de roseaux et de pirogues en écorce d'arbre.

bord du golfe de Van-Diemen (à l'est du Port-Darwin) qu'ils avaient aperçu l'Océan.

Une exploration nouvelle fut entreprise par le voyageur Giles en 1872 à l'intérieur de l'Australie, tantôt dans des régions semées de fleurs et de grands arbres, peuplées de kangourous, de casoars et de vautours, tantôt dans des sables arides, des déserts hérissés de rochers et sans eau; il découvrit le grand lac *Amédée* vers le centre du continent. Deux autres voyages de découvertes ont été exécutés à l'ouest en 1873 par le colonel Warburton et M. Gosse; ils ont rencontré surtout de vastes déserts. De 1888 à 1890 le pays entre le lac Eyre et le lac Amédée fut traversé par M. J. Caruthers, qui explora les monts Musgrave, le mont Woodroffe, le mont Morris, les monts Everard. En 1891 une expédition conduite par Leichhardt à l'intérieur du continent australien a péri tout entière. La même année, M. Bradshaw explora le nord-ouest de l'Australie. Parti de Wyndham, au fond du golfe de Cambridge, il franchit le fleuve King, contourna le mont Cockburn, coupa les rivières Forest et Drysdale, et atteignit le Prince Regent River.

En 1892 un voyage d'exploration eut lieu dans l'intérieur de l'Australie sous la direction de M. David Lindsay; il passa par 27° de latitude sud la frontière de l'Australie Méridionale et Occidentale, traversa le grand désert de Victoria et atteignit la baie de l'Espérance au sud de l'Australie Occidentale, après avoir fait 900 kilom. dans d'arides solitudes; il y avait pourtant des forêts de gommiers, hauts de 12 à 15 mètres.

** En 1894, M. W. A. Horne a exploré les monts Mac-Donnell dans l'Alexandraland, et a montré que c'était moins une chaîne qu'une région haute et très sèche.

Tasmanie. — Au sud de l'Australie, et séparée d'elle par le *détroit de Bass*, large de 30 lieues, s'étend l'*île de Tasmanie* ou *Terre de Van-Diemen*, qui appartient également aux Anglais. Cette île, découverte le 24 novembre 1642 par le Hollandais Tasman, ne fut exactement connue qu'à la fin du dix-huitième siècle. Bass, chirurgien de la marine britannique, parti de Sydney, découvrit, entre l'Australie et la Terre de Van-Diemen, le détroit qui porte son nom, constatant ainsi que cette terre était une île, et non une portion de la Nouvelle-Hollande. Le lieutenant Flinders compléta la découverte en faisant le tour de l'île. Elle mesure, dans ses plus grandes

dimensions, 120 lieues sur 90; elle est arrosée par le *Derwent*, par le *Tamar*, et contient des forêts de fougères-arbres et d'eucalyptus; on y trouve du fer, du cuivre, de l'alun, du marbre, de la houille. Elle nourrit une grande quantité de moutons et de bœufs. Elle renferme actuellement 171 719 hab. Les villes principales sont *Hobart* et *Launceston*. Il y avait en 1898 en Tasmanie 797 kilomètres de chemins de fer exploités.

La Nouvelle-Zélande. Découverte et colonisation. — Les Anglais possèdent encore en Océanie, depuis 1840, la *Nouvelle-Zélande*, à 300 lieues environ au sud-est de l'Australie.

La Nouvelle-Zélande se compose de deux grandes îles, au nord *Ikana-Mawi* et au sud *Tawai-Pounamou*, séparées par le *détroit de Cook*. L'île méridionale est traversée par une chaîne de hautes montagnes neigeuses; on y remarque le mont *Cook* (3 768 mètres), le glacier de *Tasman*, le mont *Franklin*; elle contient de nombreux lacs, et elle est arrosée par les fleuves *Waitaki* et *Clutha*. Dans l'île nord, le mont *Ruapehu*, volcan éteint, se dresse à 2 760 mètres; non loin de là, le volcan *Tongariro* domine le lac *Taupo*, qui reçoit 17 rivières, dont la plus considérable est le *Waikato*. Le Waikato, au sortir du lac, s'enfonce en des gorges profondes, « entre des assises de pierres poncees, superposées en terrasses, avec une régularité parfaite ». (E. RECLUS.) Cette région renferme d'admirables geysers. Elle a été bouleversée par la terrible éruption du volcan Tarawera en juillet 1886¹.

La Nouvelle-Zélande fut découverte le 13 décembre 1642 par le Hollandais Abel Tasman, visitée trois fois par le capi-

1. Après cette éruption, « l'on ne voyait plus traces de la *Merveille des Merveilles*, la fameuse source incrustante de Te-Tarata, qui n'avait pas d'égale sur terre; à la place s'était ouvert un cratère boueux, plus bas de 150 mètres que le niveau de l'ancien lac. Avant l'explosion, les eaux qui s'épanchaient dans le Roto-Mahana ou *Lac Chaud*, jaillissaient par intermittence, à 25 mètres au-dessus du lac, dans une vasque d'environ 200 mètres de tour; après avoir emplie ce cratère aux ourlets de silice translucide, semblable à l'albâtre, elles s'écoulaient en minces nappes d'azur pour tomber de bassin en bassin, tous développant leurs margelles blanches en hémicycle parfait, grâce à l'ondulation régulière de l'eau qui déroulait ses vagues circulaires autour de la cascade; en diminuant de température, l'eau, saturée de silice et de substances sulfureuses, changeait graduellement de couleur: de la nuance du saphir dans le bassin de jaillissement, elle prenait plus bas des reflets de turquoise, et à son entrée dans le lac elle n'était plus que très légèrement azurée. Un talus de cendres couvre maintenant ces *terrasses blanches*, et, près de là, les *terrasses roses*. » (E. RECLUS.)

taine Cook en 1769, 1773, 1777, par les Français Surville en 1770, et Marion, qui y fut massacré, en 1772; par l'Anglais Vancouver en 1791, et par le contre-amiral D'Entrecasteaux en 1793.

En 1814 le révérend Samuel Marsden, de Sydney, fonda en Nouvelle-Zélande, à Rangihou, une mission sous la direction des révérends King, Kendall, Hall. Ils firent connaître aux indigènes la culture du blé et des céréales, et leur distribuèrent des haches de fer, des bêches, des pioches, au lieu des instruments en bois ou en pierre dont ils s'étaient servis jusque-là. Ils assistèrent aux sauvages exploits du chef Hongi, l'exterminateur de ses compatriotes : ce Maori avait visité l'Angleterre, et, comme les Iles Britanniques n'avaient qu'un roi, son pays, disait-il, n'en devait également avoir qu'un seul, lui-même; il fut tué à la fin.

De nombreux baleiniers vinrent dans l'archipel néo-zélandais, à partir de 1818, s'approvisionner de porcs et de pommes de terre. Des marchands de Sydney et d'Hobart entreprirent l'exploitation des bois de charpente; d'autres industriels vendirent du whiskey aux naturels. Le 17 mai 1833, un *résident britannique*, M. James Burby, arriva officiellement dans le pays. Le baron Charles de Thierry, fils d'un ancien émigré français, prétendant avoir acquis du missionnaire anglais Kendall la propriété d'un domaine à la Nouvelle-Zélande, avait projeté d'y fonder un royaume dont il serait le souverain. Pour empêcher ce projet d'aboutir, le 28 octobre 1835, le Gouvernement Anglais reconnut l'indépendance des *Tribus Unies de la Nouvelle-Zélande*. Un missionnaire français et catholique, M. de Pompalier, arriva à son tour à Hokianga le 10 janvier 1838. Les Anglais inquiets fondèrent une *Compagnie Territoriale de la Nouvelle-Zélande* l'année suivante, et en 1840 le colonel Nicholson jeta les fondements de *Wellington* à l'extrémité méridionale de l'île nord, sur le Détroit de Cook. La même année, le capitaine de vaisseau William Hobson arriva comme lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Zélande, et 46 chefs néo-zélandais signèrent le traité de *Wāitangi* (à l'est de l'île sud), par lequel ils se plaçaient sous la souveraineté de la reine d'Angleterre.

Au même moment les Français tentèrent de fonder un établissement sur la côte orientale de l'île sud, à Akaroa; mais ils arrivèrent trop tard, quand déjà les Anglais avaient pris possession du pays, et ils ne réussirent pas. Au contraire, les

Anglais fondèrent en 1840 *New-Plymouth* et *Auckland* dans l'île nord, en 1841 *Nelson* dans l'île sud. Auckland fut capitale.

Les Maoris, qui d'abord avaient bien accueilli les Anglais, virent bientôt qu'ils s'étaient donné des maîtres. Ils se soulevèrent une première fois et massacrèrent les colons dans la vallée de la *Wairau*, près de Nelson (extrémité nord de l'île sud). Ce fut le début de la lutte (mai 1843). Le chef Hone Heki la soutint avec un courage héroïque. Il renversa le pavillon anglais à Kororarika le 8 juillet 1843; il fut vainqueur au même endroit le 10 mai 1844. Il eut encore l'avantage en 1845 aux combats de *Mawi* et *Tāimāi*. Chassé enfin de son fort de *Ruapekapeka* (*Nid de chauves-souris*), il dut se soumettre en 1846 et mourut en 1850.

On se battait aussi dans l'île nord. Le chef Rangihæata résista pendant trois ans (1845-1848).

Cependant la population européenne augmentait rapidement, tandis que le nombre des Maoris diminuait. Chassés des terres les plus fertiles, les indigènes étaient aussi minés par l'ivrognerie et victimes d'excès qui leur étaient inconnus avant l'arrivée des Européens. En 1853 la Nouvelle-Zélande eut une Constitution avec deux Chambres et des Ministres responsables. On y avait découvert de l'or en 1852.

Les indigènes tentèrent un nouvel effort pour s'affranchir; en 1858, le chef de *Waikato* fut proclamé roi sous le nom de *Pototau Ier*; son fils le remplaça bientôt. La guerre éclata avec les Anglais le 4 mars 1860. Il y eut des combats acharnés à *Waïreka*, à *Waītara*, et, en 1861, à *Haurangi*. Enfin, en 1863, le général Cameron, à la tête de 15 000 hommes, prit d'assaut, après une résistance héroïque le fort de *Rangiri* et celui d'*Orakao*, défendus par une poignée de Maoris. La résistance ne cessa qu'en 1866¹.

Actuellement les villes principales de la Nouvelle-Zélande sont : dans l'île nord, *Auckland*, ancienne capitale, port important sur un isthme, au point le plus resserré de l'île, vers le 37° de latitude méridionale (34 424 h.); *Napier*, *New-Plymouth*, *Wanganui*, *Wellington*, capitale actuelle, bien située sur le détroit de Cook (37 441 h.); dans l'île sud, *Nelson*, *Picton*, *Blenheim*, *Hokitika*, *Christchurch*, *Akaroa*, *Dunedin*,

1. "La belle et intelligente race des Maoris fond rapidement; ils n'étaient plus guère en 1899 que 30 000.

Invercargill. En 1898, la Nouvelle-Zélande possédait 3 576 kilomètres de chemins de fer exploités. Elle renferme (avec les îles Chatham, les îles de Cook, et autres dépendances) 769 350 habitants; elle nourrit 200 000 bœufs, 3 millions de moutons, est couverte de forêts gigantesques, et contient de la houille, de l'or, du fer. Parmi les végétaux les plus répandus, on trouve les cocotiers, les fougères, les patates, les ignames, les mangliers, le bois de *Kauri*, qui fournit une gomme précieuse, enfin le *phormium tenax*, plante textile analogue au lin.

Les Anglais possèdent encore en Océanie l'île *Norfolk*, à l'est de l'Australie, au nord-ouest de la Nouvelle-Zélande; elle sert de lieu de déportation.

** La Nouvelle-Zélande a déjà un esprit très distinct. Elle est bien plus anglaise qu'australienne; on n'y lit que les journaux zélandais ou anglais, rien d'australien. Elle ne s'est pas associée à la *Commonwealth*¹. On n'y trouve pas la moindre trace d'aristocratie, mais en revanche un énorme fonctionnarisme. Les villes ont encore leur caractère original: Christchurch est anglais et anglican; Dunedin, presbytérien écossais; Auckland, irlandais. Le gouverneur n'y est plus qu'un conseil: le *legislative council*, jadis nommé à vie, ne l'est plus que pour sept ans, et est à la discrétion du Gouvernement. C'est en 1890 que le parti ouvrier est arrivé au pouvoir, en 1893 que les femmes âgées de vingt et un ans ont reçu le droit de vote. Des deux partis, conservateur et libéral, c'est le second, c'est-à-dire celui des ouvriers, qui gouverne, avec son chef *Seddon*, vrai autocrate. Les associations ont la pleine personnalité civile. En 1894, une loi abolit les grèves et la *lock out* et ordonna l'appel à un tribunal de conciliation et, s'il est nécessaire, à la cour arbitrale. Ce qui permet à l'État, par la cour arbitrale, de régler toute question de salaire en équité. Le repos du dimanche est obligatoire, ainsi que celui du samedi après midi, pour les ouvriers. Les grands magasins, qui restent ouverts le samedi, doivent fermer le mercredi après midi; les petits magasins, où le patron est seul, doivent aussi, pour rétablir l'équilibre, fermer une après-midi par semaine.

L'État possède et a acquis beaucoup de terres, qu'il vend, mais surtout donne à bail de 999 ans, pour une rente de 4 0/0 de la valeur de la terre lors de l'achat. Personne ne peut

1. Voir ci-après, page 199.

avoir plus de 640 ares de *Crown lands* de première classe, ni de 2 000 de celles de deuxième. La constitution de la petite propriété est favorisée de toutes façons. L'impôt foncier frappe les riches: sur 103 000 propriétaires, 90 000 en sont exempts. L'État achète et peut même exproprier les grandes propriétés, si elles sont mal tenues. On est obligé de mettre en valeur les terres de la Couronne qu'on loue ou achète, pour éviter la spéculation¹.

** C'est la Nouvelle-Zélande qui a porté le plus loin cette législation agraire et sociale: toute personne âgée de 65 ans, y résidant depuis 25 ans, possédant moins de 850 francs de rentes annuelles, et n'ayant pas subi de condamnation grave, reçoit 450 francs de retraite par an. Mais le même esprit se retrouve un peu dans toute l'Australasie. Il n'est possible qu'avec une immigration restreinte; on ne l'encourage pas d'ailleurs. En Nouvelle-Zélande même, l'émigration a enlevé nombre d'habitants qui ont fui les nouvelles tendances ou préféré le Transvaal. En Australie occidentale, les immigrants sont maltraités; on leur refuse la franchise électorale. Tout est taxé pour le seul intérêt des habitants de la côte, et les malheureux mineurs de l'intérieur² en sont réduits à tout envoyer et recevoir par Perth et Fremantle, tandis que leur port devrait être Espérance. Les circonscriptions électorales sont si habilement faites que Coolgardie n'a qu'un député avec 3 370 électeurs, quand Kimberley en a deux avec 235 électeurs. Le budget, grossi par ces mineurs qu'on maltraite, atteint 106 millions. La France, à ce taux, devrait en avoir un de 13 milliards 1/2! Dans l'Australasie, en général, la population croît bien plus lentement qu'il y a dix ans; la natalité baisse vite. Partout les charges financières augmentent avec les emprunts, les pensions de retraite, etc.

Îles Fidji. Nouvelle-Guinée. — Au nord de la Nouvelle-Zélande, entre le 16° et le 19° degré de latitude méridionale, les Anglais ont annexé les îles *Viti* ou *Fidji*, qui comptent 124 738 habitants. Enfin, entre l'équateur et le 11° de lati-

1. *Revue politique et parlementaire*, 1900, février, J. SIEGEBIED. Voyez aussi *Les nouvelles sociétés anglo-saxonnes (Australie, Nouvelle-Zélande, Afrique Australe)*, par PIERRE LEROY-BEAULIEU.

2. Les mines d'or sont souvent en plein désert, comme Coolgardie et Calgoorlie, qu'on a unis par un chemin de fer à Perth. Parfois même, c'est le chemin de fer qui apporte l'eau. On va prospecter à bicyclette: un peu éreuvé, c'est la mort en plein désert!

tude sud, dans la Mélanésie, à l'est des Moluques, l'immense île de *Nouvelle-Guinée* ou *Papouasie* est devenue en partie anglaise. Cette grande terre, plus étendue que la France, est encore peu connue. Le Gouvernement de Queensland, soutenu par les autres colonies australiennes, proclama l'annexion des côtes méridionales à l'est du 141° de longitude en 1883, et le Gouvernement métropolitain y consentit en novembre 1884. Les Australiens prétendaient également annexer les *Nouvelles-Hébrides*. Il fut provisoirement entendu entre la France et l'Angleterre que ni l'une ni l'autre des deux puissances n'annexerait ce dernier groupe¹.

Les Australiens ont protesté avec beaucoup de véhémence contre le projet du Gouvernement Français de déporter les récidivistes à la Nouvelle-Calédonie; ils craignaient, disaient-ils, de les voir s'échapper en Australie.

****Projet de Confédération Australasienne.** — Dès 1850, le Gouvernement britannique espérait l'union des colonies australiennes, et permettait la réunion d'une Assemblée générale pour des sujets déterminés; ce projet échoua devant le Parlement; échec aussi de la création d'un *gouverneur général*. Depuis, quelques conférences intercoloniales eurent lieu et avortèrent, en 1880 entre autres, au sujet de la question chinoise. Le 7 décembre 1883, dans une réunion de délégués de la Nouvelle-Galles du Sud, de Victoria, de Queensland, de l'Australie Méridionale, de l'Australie Occidentale, de la Tasmanie, de la Nouvelle-Zélande et des Iles Fidji, furent jetées les bases d'un projet de fédération entre toutes ces colonies. Mais ce *Federal council* n'aboutit à rien. En 1888, il est vrai, l'*Imperial Defence Act* montra que l'unité austra-

1. L'Angleterre possède encore les îles désertes de *Malden*, de *Starbuck*, ainsi que les îles *Easter*.

Les Anglais ont encore annexé en 1892 les îles *Gairdner*, *Danger* et *Nassau*; en 1893, les Iles *Salomon*, situées entre la Nouvelle-Guinée et l'archipel de Santa-Cruz; on évalue la population de ces diverses îles à 130 000 habitants, la plupart anthropophages.

** Des îles *Samoa* l'Angleterre s'est retirée, mais elle a acquis les *Tonga* et s'est agrandie dans les *Salomon* par le traité de 1899 (V. ÉTATS-UNIS, p. 50). Elle eût bien voulu annexer une des îles *Hawaï* pour établir un câble de la Colombie britannique en Australie par territoire anglais. L'annexion brusquée des *Hawaï* par les États-Unis l'a empêchée d'y acquérir l'île *Necker*. Cette idée d'un câble anglais à travers le Pacifique était bien accueillie; mais M. Chamberlain a montré l'intention de le faire payer surtout aux colonies, dont l'enthousiasme dès lors a baissé.

lasienne est nécessaire à l'Empire britannique. Le parti fédéraliste se forma peu à peu, surtout depuis 1889, grâce à sir Henry Parkes, ministre de la Nouvelle-Galles du Sud. De là le Congrès international de Melbourne en 1890 et, au printemps de 1891, la « Convention nationale » de Sydney, où vinrent 44 délégués des diverses colonies. Elle rédigea un projet de Constitution modelée sur celle de la Suisse et des États-Unis. La *Commonwealth* (c'est-à-dire Communauté... ou République) d'Australasie réunirait les anciennes colonies devenues des États. Elle aurait un gouverneur nommé par la Couronne, un ministère désigné par lui, mais en réalité responsable devant la Chambre des Représentants; deux Chambres: un Sénat composé de 8 membres par État, nommés pour 6 ans, renouvelables par tiers tous les trois ans; une Chambre des Représentants, formée de députés élus au suffrage universel pour trois ans, à raison d'un député par 30 000 habitants. Les États conserveraient tous les pouvoirs qui ne seraient pas expressément délégués au pouvoir central. Une Cour suprême fédérale fonctionnerait comme Cour d'appel ou de cassation sur toute la Commonwealth.

La Convention rédigea un « *Federal Enabling Act* » pour fixer toutes les conditions nécessaires à la teneur d'une convention, au plébiscite, etc. Ce projet fut repris, à la fin de 1894, par M. G.-H. Reid, premier ministre de la Nouvelle-Galles du Sud. Grâce à lui, les premiers ministres des colonies se réunirent à Hobart en 1895, approuvèrent le *Federal Enabling Act*; c'est la fusion des projets de 1891 et de 1895, qui est devenue le *Commonwealth-Bill*, que les différentes colonies ont dû voter successivement. Dès 1895, trois Parlements (Nouvelle-Galles du Sud, Victoria, Australie méridionale) le votèrent. Mais il fallait un plébiscite. En réalité, on comptait de nombreux opposants; certaines colonies risquaient de se voir ruinées si on leur enlevait leurs douanes, comme l'Australie occidentale; d'autres alléguaient les dépenses qui en résulteraient, l'oubli où tomberaient les intérêts locaux. Le 3 juin 1898, le vote populaire donna les résultats suivants: Victoria, 86 000 oui, 49 000 non; Tasmanie, 127 000 oui, 2 700 non; Nouvelles-Galles du Sud, 68 283 oui, 63 499 non; là il manquait 12 000 voix pour que le vote fût valable (sur 293 000 électeurs, 131 782 avaient voté).

L'Australie occidentale avait déclaré qu'elle plébisciterait plus tard. Le Queensland n'avait pas voté. Le 8 juin 1898,

M. Reid télégraphia aux autres premiers ministres pour leur proposer une conférence, où l'on tâcherait de rendre le bill acceptable à chaque colonie.

Enfin, le 3 mars 1899, l'Assemblée législative de la Nouvelle-Galles du Sud vota la loi fédérative. Les autres colonies le firent aussi. Mais la Nouvelle-Zélande n'a pas participé à ce mouvement, et l'Australie occidentale se dit encore trop pauvre pour renoncer à ses douanes. La capitale, à créer, sera dans la Nouvelle-Galles du Sud, mais à 160 kilomètres au moins de Sydney.

Le *Commonwealth-Bill* a été soumis à l'approbation du Parlement anglais en 1900. M. Chamberlain, à la grande surprise des Australiens, a cherché à en retarder l'adoption en réclamant aux colonies l'envoi de délégués pour la discussion du bill. Elles le firent, bien qu'ayant demandé l'acceptation ou le rejet en bloc du projet. On avait eu tant de mal à le former, qu'on craignait de le voir rompre à la moindre fissure. En réalité, M. Chamberlain hésitait pour deux motifs : les §§ 29 et 30 de l'article 51 du *Commonwealth-Bill* attribuent au Parlement fédéral les « affaires extérieures » et « les relations de la Fédération avec les îles du Pacifique », c'est-à-dire qu'en diplomatie l'Australasie serait souveraine, et non l'Angleterre.

Mais ce détail blessait moins, et pour cause, M. Chamberlain, que la prétention des colonies à vouloir supprimer l'appel au Conseil privé de la Reine, sauf dans le cas où les intérêts publics d'une possession britannique ou australienne seraient en jeu (*article 74*). Il fit remarquer que c'était presque rompre avec la métropole, fit miroiter à leurs yeux la création, à Londres, d'une Cour d'appel impériale, qui rendrait leur désir inutile. En vain; elles répondirent que cette nouvelle Cour « présenterait sans aucun doute des attraits pour le peuple d'Australie », mais, en attendant sa création, les délégués invoquèrent le mandat impératif, qu'ils avaient reçu de 374 681 voix contre 144 355, de faire passer le bill intact. On a « sauvé la face » en disant que l'appel au Conseil privé est maintenu dans tous les cas, sauf dans ceux où des intérêts australiens seuls sont en jeu. C'est la même chose, au fond. La fin du mois de mai a vu le triomphe du *Commonwealth-Bill*. Il y a désormais une *Australasie*. On ne le saura que trop tôt dans le Pacifique, l'Angleterre elle-même, car l'Australie exigera bientôt (on en parle à Melbourne, à Sydney) le

contrôle de toutes les possessions anglaises du Pacifique. Déjà la Nouvelle-Zélande a annexé les îles de Cook, avec l'assentiment de l'Angleterre, mais n'a pu obtenir la même permission pour les Fidji. Elle cherche à obtenir la coopération du *Commonwealth* pour régler la question des Nouvelles-Hébrides. Elle fortifie les villes d'Auckland, Wellington, Lyttelton, Port-Chalmers, Westport, achète une artillerie, des fusils dernier modèle et crée des champs de tir. Le nombre des volontaires, en cinq ans, va passer de 4 000 à 50 000.

À la nouvelle confédération viendra peut-être se joindre la Nouvelle-Zélande; elle aurait alors 3 161 457 milles carrés et 4 476 958 habitants, faisant un commerce de 147 287 268 £, dont 78 636 190 à l'exportation (1898), avec 14 913 milles de chemins de fer, et 49 992 de télégraphes; un troupeau de 121 millions de moutons, 13 millions de bœufs, 1 930 000 chevaux et 1 200 000 porcs (1899). C'est donc un État véritable, ayant déjà une vie économique considérable, et une unité de race bien plus grande que toute autre colonie anglaise; car le Canada est français pour plus d'un tiers, et le Cap hollandais pour plus de moitié. Quant aux autres colonies, les indigènes y forment presque la totalité. L'Australasie est la seule colonie de l'Angleterre qu'elle puisse vraiment revendiquer à jamais, la seule aussi qu'elle n'ait pas acquise par de sanglantes conquêtes. On ne peut toutefois la féliciter sans réserve de la conduite qu'elle a tenue envers les indigènes, ces nègres si dégradés; au lieu de chercher à les relever, on les a exterminés par tous les moyens : même la chasse à courre en Tasmanie et les boulettes de strychnine dans le Queensland¹.

Au point de vue social, ces colonies sont très intéressantes. Isolées du reste du monde, elles ont souvent protégé leur modeste industrie par des tarifs douaniers très durs, et à leur abri, ont pu régler leur travail. L'Australie est le pays où l'on s'est le plus agité pour obtenir les « trois huit » et où on a appliqué la formule non seulement à l'industrie, mais même à l'agriculture, avec, en ce cas, plein échec naturellement. Dans beaucoup de ces colonies, il y a un parti ouvrier important au Parlement. Les femmes sont électrices et éligibles. Cet esprit radical en politique et en droit social tient sans doute à l'importance de l'élément écossais en Australasie.

1. Voir les récits de CARL LUXHOLTZ.

II. — INDES NÉERLANDAISES. — BORNÉO. — LES MOLUQUES.

Etablissements hollandais. — Les Iles de la Sonde : *Java*. — *Sumatra*. — Autres possessions hollandaises. — *Bornéo*, *Cébes*. — Les *Moluques*. — Production des Indes Néerlandaises. — Tremblement de terre et éruption volcanique de Krakatoa (25-26 août 1883).

Etablissements hollandais. — Il y a des peuples que leur situation géographique au bord de l'Océan, à l'extrémité d'un continent, et la puissance des nations qui les entourent empêchent de trouver un débouché du côté de la terre, en ne leur laissant d'autre horizon ni d'autre empire que les flots. Tels sont de nos jours les Hollandais. Tout dans leur pays, le sol lui-même, est une conquête de l'homme sur la nature, une création du travail : il a fallu vaincre la mer, la refouler peu à peu, faire sur elle des conquêtes patientes et jamais interrompues ; il a fallu élever des digues, les entretenir, dessécher les côtes basses et inondées qu'on rencontrait à l'embouchure des fleuves qui viennent finir en Hollande et se partagent en d'innombrables canaux : l'Escaut, la Meuse et le Rhin. Aussi les Hollandais sont-ils des hommes constants et opiniâtres. Ils partent sur leurs bateaux armés en course, ils sortent du Zuyderzée et du Texel pour aller harponner la baleine près des glaces du pôle ; pour aller attendre sur les côtes d'Écosse ou de Norvège les harengs, dont leurs tonnes sont pleines au retour ; ou bien encore ils vont en Océanie, dans leur lointain empire des tropiques : ils en rapportent des épices, du sucre, du café, des aromes. Ils reviennent jour du fruit de leurs fatigues dans la Zélande ou la Frise, au milieu de leurs grasses prairies, bordées de hauts peupliers et de tilleuls, parmi les jardins et les champs de tulipes, qu'ils cultivent en souvenir des lointaines colonies où ils ont si longtemps vécu.

Les îles de la Sonde¹ : *Java*. — C'est dans l'Océanie que les Hollandais ont leurs principales possessions, les *Indes Néerlandaises* ; ils y sont maîtres des *îles de la Sonde*, dont les deux plus importantes sont *Java* et *Sumatra*.

Java, longue d'environ 250 lieues de l'ouest à l'est, renferme

1. Le nom de *détroit de la Sonde* ne vient pas du mot *sonde*, mais de *Soenda*, nom qui désigne les habitants de la partie occidentale de Java, les *Soendais* (hommes du sol ou aborigènes).

45 volcans. Les principaux, en allant de l'est à l'ouest, sont : le *Karang*, le *Salak*, le *Gédé* (le Grand), le *Mandala-Wangi*, le *Patocha*, le *Malabar* (Mont des Roses), le *Wajang*, le *Papandajan* (la Forge), le *Goenong Goentoer* (Mont Tonnerre), le *Goenong Agoeng* (Grand Mont), le *Galoengoeng* (Mont des Cymbales), le *Boerangrang*, le *Tangkoeban-Prahoë* (Bateau Renversé), le *Goenong Tjerimai*, le *Stamat*, le *Prahoë*, le *Sindorot* (le Majestueux) et le *Soembing* (Mont Fendu) appelés par les marins qui les aperçoivent du large *Les Deux Frères*, le *Merbaboe* et son voisin le *Merapi* (Feu Destructeur), le *Goenong Lawoe*, le *Willis*, le *Keloet* (le Balai), le *Semoroe* (3 671 mètres), le *Tengger* (la Colline), le *Lamongan*.

Java produit du riz, qui compose presque exclusivement la nourriture des habitants, du café (depuis 1711, et chaque indigène, dans les parties de l'île où cette culture est ordonnée par le Gouvernement, doit en cultiver 600 pieds) ; du sucre ; du thé (depuis 1826) ; du cacao ; du poivre ; du girofle ; des noix de coco ; du tabac ; de l'indigo ; du coton ; le chinchona, dont l'écorce fournit la quinine (introduit en 1852), enfin le bois de teck, dont on construit des navires. Le premier chemin de fer de l'île a été créé en 1872. Les possessions hollandaises de la Sonde en comptent maintenant au moins 1 500 kilomètres.

** La production de *Java* s'est élevée, en 1899, à 11 895 010 piculs de sucre (1 tonne = 16,47 piculs). On a exporté 679 206 tonnes de sucre, 44 906 de café (contre 29 000 en 1898), plus de 2 millions de livres de cacao, 53 millions de livres de tabac, 12 841 702 livres de thé, 43 000 tonnes de riz, 16 000 piculs d'étain, 43 000 tonnes de coprah ; tous les autres produits sont en hausse. En 1896, *Java* a produit 64 millions de litres de pétrole (3 en 1890).

** L'île s'enrichit et achète beaucoup : 12 millions de cotonnades écruës, 26 millions de cotonnades blanchies, 22 millions de cotonnades imprimées, plus de 3 millions de lainages, au total plus de 64 millions d'étoffes ; mais la plupart de ces produits viennent d'Angleterre, d'Allemagne, de Belgique, trop peu de Hollande.

La population (avec *Madoura*¹) s'élevait en 1896 à 26 123 000 habitants² sur 131 509 kilomètres carrés, soit 199 habitants

1. *Madoura* a environ 1 500 000 habitants sur 5 286 kilomètres carrés.

2. Cette population se compose de Javanais au centre (plus des deux tiers),

par kilomètre carré. En 1857, il n'y avait que 11 124 611 habitants : la population a donc plus que doublé en 40 ans. Le commerce extérieur de Java en 1897 s'élevait à 123 892 000 florins ou 260 173 200 francs.

Les principales villes sont *Batavia* (avec *Meester Cornelis*), 172 000 habitants; *Soerabaya*, 125 000; *Soerakarta*, 104 600; *Djokjokarta*, 90 000; *Samarang*, *Pasoeroean*, *Magelang*, dans le voisinage de laquelle se trouve une célèbre ruine hindoue, la Pyramide de *Boeroe-Boedohoer*, ornée d'innombrables bas-reliefs. *Batavia* reste la capitale; mais son port, très voisin d'ailleurs, est aujourd'hui *Tandjoenk-Priok*.

** Java possède à *Buijtenzorg* le plus admirable jardin botanique du monde, organisé d'une façon unique. On y étudie toutes les espèces tropicales au double point de vue scientifique et économique, et la Hollande en ouvre libéralement les laboratoires à tous les savants étrangers. A l'Exposition de 1900, la Hollande a exposé d'admirables cartes orographiques, géologiques, économiques de ses possessions malaises, de Java surtout, et montré ainsi sa valeur, non seulement colonisatrice, mais scientifique.

Sumatra. — Située au nord-ouest de Java, dont elle est séparée par le Détroit de la Sonde, et au sud de la presqu'île de Malacca, à laquelle elle est à peu près parallèle, et dont elle est séparée par les détroits de Malacca et de Singapour, Sumatra est beaucoup plus étendue du nord-ouest au sud-est que de l'occident à l'orient. Elle renferme 66 volcans¹, ce qui la faisait autrefois nommer *l'île des Volcans* (*Poulo Ber Api*), et contient environ 3 500 000 habitants sur 463 146 kilomètres carrés; peuplée comme Java, Sumatra aurait 70 millions d'habitants. Elle produit du poivre, du bétel, de la gomme élastique, de la gutta-percha, du camphre, du riz, du tabac, du café et contient du charbon (à *Ombilien*), du pétrole. Les îles hollandaises *Bangka* et *Billiton*, à l'est de Sumatra, renferment de l'étain. Les principaux établissements hollandais sont, à l'ouest, *Padang* et *Bencoulen*; à l'est, *Palembang*. On trouve

de Soendanais, de Maloeris, de Malais, de Chinois (il y en avait, en 1893, 248 484), d'Arabes, d'Européens (48 649).

1. Parmi lesquels on peut citer *Selawa-Ejanten*, nommé aussi par les Hollandais *Goudberg* (montagne d'Or), le *Tafelberg* (Mont de la Table), le *Samalanga*, l'*Abong-Abong*, le *Loesch*, le *Dotok-Simanaboem*, le *Paesock-Boekit*, le *Malintang*, le *Pasaman* ou *Ophir*, le *Singalang*, et le *Korintji* ou *Indropoera* (Cité d'Indra).

au nord le pays des *Battas* et le royaume d'*Atchin*. Les Hollandais ont entrepris de le conquérir en 1872. Repoussés d'abord, ils ne prirent la vaste enceinte fortifiée du *Kraton* qu'après 47 jours de siège.

** Les Hollandais se sont emparés de *Takou Oumar*, le chef des *Atchinois*. En 1892-1894, la lutte a repris avec vivacité. Les soumissions se font plus nombreuses; mais beaucoup de bandes se forment encore. En août 1898, la Hollande a réorganisé son armée coloniale.

Les Hollandais ont annexé les côtes de Sumatra; mais l'intérieur de l'île, renfermant plus de 500 000 *Atchinois*, est encore peu soumis. L'intérieur de Sumatra a été parcouru en 1877 par le lieutenant *Schouw Santvoort* du côté de *Padang*; en 1887, par le baron de *Brenner-Felsach*, dans le pays des *Tobas*; en 1891, par l'ingénieur *Izerman*, dans le Sultanat de *Siak*.

Autres possessions hollandaises. — A l'est de Java s'étendent les îles suivantes, également possessions hollandaises : *Bali*, avec 10 830 kilomètres carrés de superficie et 1 342 932 habitants; — *Lombok*, avec 5 435 kilomètres carrés et 540 000 habitants; — *Soembawa*, avec 13 980 kilomètres carrés et 150 000 habitants : elle renferme le volcan *Timboro*; l'éruption qui commença le 5 avril 1815 plongea pendant dix jours l'île et les mers voisines dans une obscurité interrompue seulement par les éclairs; elle fit d'innombrables victimes; — *Florès*, 16 377 kilomètres carrés et 250 000 habitants; — Archipel de *Solor*, 2 033 kilomètres carrés et 40 000 habitants; — Archipel d'*Allor*, 3 528 kilomètres carrés et 85 000 habitants; — enfin l'île *Soemba*.

Les mers qui environnent les îles Malaises, Mer de Célèbes, de Java, de la Sonde, offrent dans des proportions gigantesques l'aspect de la Mer Égée parsemée de Cyclades. « Il semble au voyageur perdu dans le labyrinthe des îles que l'Insulinde est un monde sans bornes. Sur une barque malaise, il cingle pendant des jours et des semaines le long des

1. En 1894, le souverain de Lombok opprimant ses sujets musulmans à l'instigation d'un certain *Made*, une expédition fut dirigée contre lui par le général *Wetter* (juin-juillet). *Made* se suicida, et le souverain parut se soumettre; mais les Hollandais, attaqués à l'improviste par les indigènes, le 25 août, à *Tyakra-Negara*, furent battus avec de grandes pertes. Ayant reçu des renforts, ils reprirent l'offensive, et soumirent l'île en s'emparant des villes d'*Arœng* et de *Maturam* (septembre).

grandes îles, au milieu des sites toujours nouveaux, parmi des tribus qui diffèrent de mœurs et de langage et ne se connaissent même pas de nom. Des promontoires, des volcans éteints ou fumants, des bancs de coraux, des forêts insulaires qui semblent surgir des flots comme un bouquet de verdure, marquent les étapes sur la mer sans fin. » (ÉLISÉE RECLUS, *Géographie Universelle*, t. XIV, p. 196-197.)

Bornéo. Célèbes. — Au nord de l'Archipel de la Sonde, l'immense île de *Bornéo*, découverte en 1521 par les Espagnols, vit arriver les premiers colons hollandais en 1604. Longue de 320 lieues, large de 300, elle a environ 2 millions d'habitants. L'intérieur, très peu connu, renferme des montagnes et des forêts impénétrables. L'île est partagée en 4 parties : 1^o les *Établissements Hollandais*; 2^o l'État de *Sarawak*; 3^o l'État de *Brunei* ou *Bornéo*; 4^o le *British-North-Borneo* ou *Compagnie Anglaise du Nord de Bornéo*. Les Hollandais sont établis sur la côte sud à *Bandjermassing*, et sur la côte occidentale à *Pontianak*.

L'État du fleuve *Sarawak*, au nord-ouest, sous le protectorat anglais depuis 1888, est gouverné depuis 1869 par le rajah Brooke, neveu du premier rajah sir James Brooke¹; celui de la *Compagnie Anglaise du Nord de Bornéo*² a été créé en 1881 par suite d'une concession des sultans de Brunei et de Sala à un Autrichien et à un Anglais. La Compagnie de Sir Rutherford Alcock a été reconnue par un acte du Parlement Anglais (1882), qui lui confère des droits analogues à ceux dont jouissait jadis la Compagnie des Indes; c'est en 1897 que la Compagnie a donné un premier dividende de 1 pour 100. L'Angleterre a obtenu pour elle-même la possession de l'île de *Labouan*, renfermant des mines de houille: c'est un point de relâche important entre Singapour et la rivière de Canton.

A l'est de Bornéo, *Célèbes*, île de forme bizarre, est découpée en quatre péninsules, dont deux regardent le midi, et deux sont tournées vers l'est; elle contient environ 2 millions d'habitants, avec la ville de *Macassar*.

1. Cet État possède 400 milles de côtes, et contient 300 000 sujets; le commerce y est entre les mains des Chinois.

2. La Compagnie du Nord de Bornéo éprouva en 1885 de grands embarras financiers; elle se fait difficilement obéir des 150 000 indigènes de son territoire, et aura grande peine, à moins de se transformer en Gouvernement politique, à explorer et exploiter les 25 000 milles carrés qu'elle possède.

Les Moluques. — A l'est des Célèbes se trouvent *Gilolo* et l'Archipel des *Moluques*, parmi lesquelles il faut citer *Céram*, *Tidor*, *Ternate*, *Banda*, *Bourou* et *Amboine*. Les Moluques ont de merveilleux papillons et 265 espèces d'oiseaux, remarquables presque toutes par leur élégance et leurs brillantes couleurs. L'île d'Amboine, « le Paradis des naturalistes », renferme 780 espèces de poissons.

Les Hollandais possèdent aussi la souveraineté de la côte occidentale de la Nouvelle-Guinée. Les indigènes, les *Malais*, populations féroces et grossières, se tatouent le visage et se livrent à l'anthropophagie; on les trouve depuis Madagascar jusqu'à l'île de Pâques, pendant deux cents pleins degrés, embrassant les îles Sumatra, Java, Amboine, Célèbes et les Philippines.

Productions des Indes Néerlandaises. — Les *Indes Néerlandaises*, dont la population est de 35 206 000 habitants sur une étendue de 1 915 464 kilomètres carrés, constituent un vaste empire; elles renferment d'immenses forêts; elles produisent en abondance du café, du thé, du sucre, du riz, de l'indigo, de la cannelle, de la cochenille, des clous de girofle, de la muscade, du tabac, des citrons, du poivre, de la vanille, des dattes, etc.¹. Les Hollandais ont découvert à Bornéo des diamants, de la houille, de l'antimoine, du pétrole; ils y ont introduit les plantes et les animaux de l'Europe, dont la plupart se sont bien acclimatés. Dans toutes ces colonies, le sol appartient au Gouvernement. L'agriculteur indigène n'est qu'une sorte d'ouvrier chargé, moyennant une rétribution prise sur le prix de la terre, de la travailler au profit de l'État.

Tremblement de terre et éruption volcanique de Krakatoa (25-26 août 1883). — Les colonies hollandaises de la Malaisie ont été éprouvées en 1883 par une épouvantable catastrophe. L'île de *Krakatoa*, située sur le détroit de la Sonde, entre Java et Sumatra, renfermait un volcan haut de 832 mètres, et dont la dernière éruption remontait à 1680. Au mois de mai 1883, l'activité volcanique recommença à se faire sentir. Le 25 août se produisit une effroyable éruption, accompagnée de tremblement de terre. L'île de Krakatoa,

1. On trouve dans les îles de la Sonde l'orang-outang, l'éléphant, le rhinocéros, le tapir, le taureau sauvage, le tigre, le léopard, le crocodile, le serpent python, le perroquet, d'innombrables papillons.

qui avait environ 10 kilomètres de longueur sur 7 de largeur, disparut presque complètement. Les cendres furent projetées en nuages à 27 kilomètres de hauteur, on a même dit à 35 et demi; elles poudroyaient sur les eaux de l'Océan Indien à 1 200 kilomètres; la mer frémit sur la plus grande partie de la planète. La commotion ébranla l'atmosphère sur la quatrième partie de la surface terrestre¹. La lame, de 30 à 36 mètres de haut, soulevée par l'effondrement de l'île, envahit et dévasta les côtes de Java et de Sumatra, détruisant sur les côtes de Java les villes d'*Andjer* et de *Tjaringi*, sur celles de Sumatra les villes de *Beneawang* et de *Teloh-Betong*. 40 000 personnes périrent, noyées ou englouties, écrasées par la lave. Les eaux du détroit bouillonnaient. Le lendemain 26, les volcans de *Maha-Meru* et de *Goenong Goentoer* vomissaient des flammes, de la boue, des rochers; les routes étaient détruites, les ponts emportés, les sources desséchées, le sol envahi par les scories, les villes plongées dans une obscurité interrompue seulement par la lueur des éclairs et rendue plus terrible par le fracas des explosions et des trombes. La lave comblait les vallons et anéantissait toute trace de culture. Lorsque, au bout de quelques jours, le calme étant à peu près rétabli, on put constater l'étendue du mal, on reconnut que dans le passé il n'y avait jamais eu de catastrophe aussi terrible. A Batavia seulement, dans la basse ville, 20 000 Chinois avaient été noyés, la ville de Bantam avait été entièrement recouverte par la mer; la forme et la profondeur du détroit de la Sonde avaient complètement changé; des îles avaient disparu, d'autres avaient surgi. Tous les phares du détroit étaient anéantis; le contre-coup de la catastrophe se fit sentir à des distances prodigieuses².

1. Peut-être les lueurs crépusculaires de l'automne suivant en provenaient-elles.

2. Au mois de juin 1892, une autre possession hollandaise, l'île *Sanguir*, située à mi-chemin entre Mindanao, la plus méridionale des îles Philippines, et le point le plus septentrional de Célèbes, fut dévastée par une terrible explosion du volcan *Abouh* (ou *Tarouna*, ou *Goenong-Abou*), accompagnée de tremblements de terre et d'inondation, qui fit périr 2 000 habitants.

III. — ÉTABLISSEMENTS AMÉRICAINS.

Les îles Philippines. — L'insurrection des îles Philippines contre la domination espagnole (1896). — Les îles Sandwich ou Hawaï.

Les îles Philippines. — Les Philippines, découvertes en 1521 et conquises par les Espagnols en 1568, sous le règne de Philippe II, auquel elles doivent leur nom, ont une superficie d'environ 300 000 kilomètres carrés. La principale de ces îles est *Luçon*, longue de 200 lieues et large de 50. Elle renferme de nombreux volcans, dont les principaux sont, du sud au nord : le *Bulusan*, le *Mayon* (célèbre par les éruptions de 1766 et de 1814), le *Malinao*, l'*Iraga*, l'*Ysarog* ou *Solitaire*, le *Majajjay*, le *Malarayat*, le *Maquiting*, le *Taal*, situé au milieu du lac *Bombon*, l'*Aringay*, le *Cagud*.

La capitale de l'île, *Manille*, la « *Venise Tagale* », sur un grand golfe à l'embouchure de la rivière *Pasig*, qui sort elle-même de la lagune de *Bay*, fut fondée en 1571 par Lopez de Legaspi; prise par les Anglais en 1762, elle a été dévastée par des tremblements de terre en 1863 et en 1880, par un typhon en 1882; elle renferme 154 000 habitants.

Après *Luçon*, les îles principales sont *Mindoro*, *Samar*, *Panay*, *Negros*, *Mindanao*; plus à l'ouest, les *Îles des Pirates* (autrement dit l'Archipel de *Jolo* ou *Soulou*) avaient été annexées en 1876.

Les Philippines comptent environ 6 millions d'habitants (parmi lesquels beaucoup de Chinois). Ceux des Tagals ou indigènes qui ne cultivent pas la terre sont marins et pêcheurs; ils sont passionnés pour le jeu, surtout pour les combats de coqs.

L'archipel produit du tabac (cigares de *Manille*), du sucre, du café, du cacao, du chanvre de *Manille* (formé des fibres du bananier textile ou *musa abaca*), du riz, des noix de coco, des bois de construction¹.

1. Les Espagnols possédaient également dans la Micronésie les îles *Mariannes*, situées au nord-est des Philippines et au sud-est du Japon, ainsi que les îles *Carolines*, au sud des Mariannes et au nord de la Nouv Ile-Guinée; ces dernières leur avaient été, en 1885 (voir page 219), disputées par les Allemands.

² Le 30 juin 1899, l'Espagne a vendu les autres archipels océaniques qu'elle possédait en dehors des Philippines : *Carolines*, *Mariannes*, *Falao*s (sauf l'île

L'insurrection des îles Philippines contre la domination espagnole (1896). — Une formidable insurrection contre la domination espagnole éclata dans les îles Philippines au mois d'août 1896. Il y avait déjà eu des tentatives de soulèvement en 1812, 1823, 1844, 1848, 1852, 1872 et 1891. Ce dernier mouvement n'avait été réprimé qu'avec peine, après une lutte dans laquelle les Espagnols éprouvèrent de grandes pertes, en particulier dans un combat à la lisière des forêts, près de la baie d'Ollana. Il y avait eu aussi des troubles à Jolo en 1894. Les mécontents se plaignaient d'un régime de compression à outrance, du manque de garanties, d'arrestations arbitraires, du pouvoir du clergé, particulièrement des moines, dominicains et jésuites, qui exerçaient un droit de censure sur la Presse¹. Une revue mensuelle en langue tagale, le *Kalayaan (Liberté)*, imprimée on ne savait où, rédigée on ne savait par qui, attaquait en termes virulents la domination de l'Espagne et l'autorité du clergé. Le Gouvernement était sur le *qui-vive*. Du 17 au 21 août 1896, 400 personnes avaient été déportées sans jugement aux îles Mariannes et Carolines, comme affiliées à une loge maçonnique.

Aussi l'irritation était-elle grande dans la population. Juste à ce moment, le général Blanco reçut de Madrid, où l'on ne savait comment se procurer de l'argent pour combattre l'insurrection de Cuba, l'ordre d'augmenter considérablement les impôts. Désormais chaque indigène des deux sexes dut donner annuellement au trésor 12 douros (environ 60 francs). L'insurrection éclata aussitôt à Novaliches, à 10 kilomètres de Manille, au cri de : *A bas l'Espagne ! mort aux moines !* Le Gouvernement atterré la prétendait fomentée par les Allemands, ou les Américains, ou les Japonais, ou les Cubains (21 août). De nombreuses arrestations eurent lieu et à Madrid et aux Philippines. 24 personnes furent incarcérées à Manille. L'état de siège y fut proclamé et des renforts expédiés. Des combats sanglants se livrèrent à Molinacho, à Baccor, dans

de Guajan, que les États-Unis ont acquise en 1898), à l'Allemagne pour 25 millions de pesetas; elle gardera seulement dans chaque groupe une station que l'Allemagne devra défendre en paix et en guerre, et y jouira du traitement de la nation la plus favorisée. L'Espagne a disparu du Pacifique après trois siècles et demi d'occupation.

Les Portugais possèdent un établissement à Timor.

1. Encore en 1882, *Paul et Virginie* et *La Chaumière Indienne* étaient interdits par la censure.

la province de Cavite et dans la banlieue même de Manille. Les insurgés s'emparèrent de San-Isidro, capitale de la province de Nueva-Ecija. De nombreuses exécutions eurent lieu à Manille. Parmi les personnes fusillées étaient de riches propriétaires : MM. Rojas, Francisco Osorio, Maximo Inocencia, dont les biens furent confisqués. De leur côté les insurgés, au nombre de 13 000, dit-on, saccageaient les couvents, et, sur plusieurs points, tuaient les moines; les femmes elles-mêmes faisaient le coup de feu contre les Espagnols. La lutte continuait en novembre 1896, et les nouvelles étaient confuses et contradictoires, lorsque le général Polavieja fut nommé gouverneur général.

** Il se montra supérieur à son prédécesseur et parvint, au moins pour quelque temps, à pacifier l'archipel. Aguinaldo, le chef des insurgés, après l'exécution du D^r Rizal par les Espagnols, se retira à Hong-Kong, en promettant de ne plus revenir; mais il eût fallu réformer complètement l'archipel, accorder plus de libertés aux indigènes civilisés, qui, avocats, juges, médecins, et même ingénieurs, artistes, ont embrassé le genre de vie européen, sans recevoir un régime correspondant. Beaucoup de Tagals se sont prodigieusement enrichis par la vente à haut prix des produits tropicaux achetés très bon marché à l'intérieur. Il eût fallu aussi des réformes ecclésiastiques profondes : Augustins, Récollets, Dominicains, semblent avoir oublié là-bas beaucoup de leurs vœux monastiques. Les Jésuites, au contraire, ont gardé leurs règles intactes, et ce sont eux qui ont souvent formé les chefs les plus instruits, les plus intelligents de l'insurrection.

** Mais l'Espagne, qui avait déjà eu à lutter, quoi qu'on ait dit, contre l'influence japonaise pendant l'insurrection, allait rencontrer, à peine triomphante, un péril plus grand et cette fois mortel : l'intervention américaine. En 1898, les États-Unis lui enlevaient cette possession, vieille de plus de trois siècles, à la suite d'une guerre, dont on trouvera les détails au chapitre des États-Unis (pages 43-49). En 1900, l'Espagne a vendu aux États-Unis pour 10 000 dollars les îles de Cayagan et Fighouhou dans les Soulou, petites îles peu importantes, mais que les États-Unis reconnurent n'avoir pas été cédées par le traité de 1898.

Les îles Sandwich ou Hawaï. — A 700 lieues au sud-ouest de San-Francisco, dans l'Océan Pacifique, se trouve l'Archipel des *îles Sandwich* ou *Hawaï*, dont les quatre prin-

cipales sont, en allant du sud-est au nord-ouest : *Hawaï*, *Mauï*, *Oahu*, *Kauaï*. C'est dans l'île d'Oahu qu'est située la capitale *Honolulu*. La plus méridionale et la plus grande de de toutes ces îles, Hawaï, renferme trois volcans gigantesques : *Mauna Kea*, *Mauna Hualalai* et *Mauna Loa* (la Grande montagne), avec le lac de feu de *Kilauea*, qui a une lieue de circonférence. En 1856, le volcan de Mauna Loa vomit pendant quatorze jours un fleuve de lave de 30 lieues de longueur sur 4 de largeur. Le 2 avril 1868 et jours suivants, il y eut également une terrible éruption, accompagnée de tremblement de terre, qui fit périr une multitude d'habitants. On trouve dans l'île Kauaï les cavernes sulfureuses de *Waena*, renfermant deux lacs souterrains d'une profondeur immense, *Wai-a-kapa-lae* (Eau de terreur), et *Wai-a-kaua-lae* (Eau de grande désolation).

Les îles Sandwich produisent des bananiers, des bambous, des cactus, des fougères arborescentes, des acajous, des pandanus, des orangers, des citronniers, des cocotiers, du bois de santal, du bois de campêche, des cotonniers, du riz, des ignames, du café, des cannes à sucre, du cacao, de la cire, du miel, etc. La population, évaluée en 1778 par le capitaine Cook à 400 000 habitants, décrut ensuite pendant un siècle avec une rapidité effrayante¹.

L'histoire des îles Hawaï est surtout connue par le curieux livre de M. C. de Varigny, qui a été en 1863 Ministre des Finances du Gouvernement Hawaïen (*Quatorze Ans aux îles Sandwich*).

Les îles Hawaï, vues en 1555 par l'Espagnol Juan Gaëtano, furent découvertes et nommées *Sandwich* le 20 janvier 1778 par le capitaine Cook, qui y revint au retour de la côte N. O. d'Amérique, le 17 janvier 1779, et fut tué quelques jours après par les indigènes. Ces îles étaient alors gouvernées par un homme intelligent, Kamehameha 1^{er}. En 1789, il prit sous sa protection deux matelots américains, Isaac David et Young, abandonnés par leur navire, et avec leur aide civilisa ses sujets. La dernière descendante de l'un de ces matelots, Emma Young, épousa en 1855 Kamehameha IV. En 1792, le capitaine anglais Vancouver visita l'Archipel; il y revint l'année

1. Cette dépopulation de l'Océanie est due au contact brusque avec les Européens, au changement complet des conditions de l'existence, à l'abus de l'eau-de-vie, etc.

suivante, et, en récompense du bon accueil qu'il avait reçu, il fit don aux indigènes d'un taureau, de cinq vaches, de quelques bœufs et brebis, dont les descendants errent par milliers dans les forêts à l'état sauvage. En 1804, Kamehameha soumit tout l'archipel. Sa mort (8 mai 1819) laissa le pouvoir à sa femme favorite Kaahumanu et à son fils Kamehameha II.

L'arrivée de la corvette française *L'Uranie* (1819) fut le signal de la chute de l'idolâtrie. En 1820 des missionnaires américains enseignèrent la lecture et l'écriture aux enfants, fondèrent une imprimerie et acquirent une influence prépondérante. Kamehameha II mourut en 1824 pendant un voyage en Angleterre. Son fils et successeur, troisième du nom, régna d'abord sous la tutelle de sa grand-mère. En 1840 il donna une Constitution à son peuple et prit pour ministres des Américains et des Anglais. Il fut remplacé en 1855 par l'un de ses neveux, Kamehameha IV, qui épousa la reine Emma, très populaire, et mourut en 1863. Son frère et successeur Kamehameha V mourut en 1872. Son cousin William Lunalilo fut élu par les Chambres; il mourut le 3 février 1874, et quelques jours après, Kalakaua 1^{er} fut choisi par les Chambres pour lui succéder; il visita en 1881 l'Amérique, l'Asie et l'Europe.

En 1872, le chiffre des habitants était tombé à 56 897. Il s'est relevé depuis par l'immigration. Parmi les 89 990 habitants recensés en 1890, il y avait, à côté de 34 436 indigènes, 6 486 métis, 15 301 Chinois, 12 360 Japonais, 8 602 Portugais, 1928 Américains, des Allemands, des Anglais, des Norvégiens, des Français, etc. En 1898, la population était évaluée à 147 284 habitants, dont 31 000 indigènes environ, 24 000 Japonais, 21 000 Chinois, 3 000 Américains, etc. Sur un commerce de 100 millions, les États-Unis ont une part de 90 pour 100; l'Angleterre, de moins de 5 pour 100; la France ne fait qu'un chiffre de 89 000 francs¹.

Les Américains des États-Unis passaient pour désirer l'annexion de ce bel archipel, qui pourrait pourvoir de café et de sucre le marché de San-Francisco. Une révolution pacifique, opérée sous leur inspiration en 1887 à Honolulu, renversa un ministère trop dévoué aux intérêts britanniques. Une tentative de révolution à main armée échoua le 3 août 1889. Au

1. Il y a aux îles Hawaï 142 kilomètres de chemins de fer.

mois de janvier 1894, le roi David Kalakaua mourut pendant un voyage aux États-Unis, à San-Francisco. Il n'avait pas d'enfant; sa sœur Liliuokalani lui succéda; elle était mariée avec M. John O. Dominis, né aux États-Unis en 1832. Plusieurs tentatives insurrectionnelles se produisirent contre elle en 1894. Cette même année, les Iles Hawaï souffrirent beaucoup de la sécheresse. Le 15 janvier 1892 la reine ayant voulu restreindre les droits et le nombre des électeurs, une révolution éclata à Honolulu. Liliuokalani fut renversée, et un Gouvernement Provisoire établi avec l'appui des Américains. Il demanda l'annexion aux États-Unis. Le président Harrison et le Sénat étaient disposés à y consentir; mais la Chambre des Représentants s'y opposa. Toute idée d'annexion immédiate parut abandonnée à Washington après l'élection de M. Cleveland à la présidence. Les Iles Hawaï devinrent donc une République (4 juillet 1894). Le pouvoir législatif était partagé entre un *Sénat* de 15 membres élus pour 6 ans et renouvelables par tiers tous les 2 ans, et une *Chambre des Représentants* de 15 membres élus pour 2 ans. Le pouvoir exécutif appartenait à un *Président* élu pour 6 ans par les deux Chambres réunies. Ce fut M. Sanford B. Dole, pour la période 1894-1900. L'ex-reine Liliuokalani, accusée d'avoir médité une contre-révolution, fut arrêtée en février 1895, condamnée à cinq ans de prison, puis graciée. Le 8 janvier 1896, la Chambre des Représentants, à Washington, proposa d'admettre les Iles Hawaï à titre d'État dans la confédération des États-Unis. On a vu (ÉTATS-UNIS, p. 42) que le président Mac-Kinley a proclamé l'annexion des Iles Hawaï aux États-Unis.

IV. — ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS.

Tahiti; les Iles Marquises. — La Nouvelle-Calédonie.

Tahiti; les Iles Marquises, etc. — Sous le règne de Louis-Philippe, la marine française avait exploré l'Océanie et occupé successivement les Iles *Marquises*, dont la principale est *Nouka-Hiva* (1842); les Iles *Wallis* (1842); l'archipel *Tahiti ou de la Société* (1843); les Iles *Pomotou* et *Gambier* (1844).

Les *Iles de la Société*, placées sous notre protectorat en 1843, sont devenues possession française en 1880. Elles exportent du coprah, des noix de coco, de la vanille, des co-

quilles perlières. Malheureusement, les cocotiers ont été atteints en 1889 par une maladie qui dévaste les plantations. Un règlement du 31 mai 1890 a interdit la pêche des perles aux étrangers dans les eaux de l'archipel; un autre du mois de décembre, pour protéger les plongeurs indigènes, défend de plonger avec les scaphandres, à une profondeur moindre de 18 mètres. Tahiti fournit un peu de coton, et pourrait produire du sucre et du café; mais l'argent et les bras manquent. A partir de novembre 1900, l'*Oceanic Steamship Co* fera onze voyages par an de Tahiti à San Francisco, avec un vapeur de 3 000 tonnes. Le voyage durera 11 jours. Tahiti va donc dépendre économiquement des États-Unis. Aucun service ne la rattache à la Nouvelle-Calédonie, à l'Indo-Chine française.

Les Iles *Marquises*, volcaniques, sont au nombre de 11; situées à 150 lieues au nord des *Pomotou*, elles sont très fertiles, et nourrissent de nombreux troupeaux.

Les Iles *Pomotou* sont appelées par les Canaques *Iles de la Nuit* ou *Iles Mystérieuses*, par les Français *Iles Basses*, par les Anglais *Archipel Dangereux* et *Iles Lointaines* (*Tuamotou*). « A l'est des Iles de la Société, les *Pomotou* décrivent une courbe de plus de 200 lieues. Sur ce vaste espace, ce n'est qu'un fourmillement d'îles et d'îlots séparés par des détroits sans profondeur, sillonnés par de rapides courants. Partout les zoophytes à l'œuvre rétrécissent ces étroits canaux..... Sur la plage verdoyante, les cocotiers proffent leurs troncs élancés; mais entre cette plage et le navire se déroule une enceinte de brisants à fleur d'eau, de récifs qui s'avancent au large. » (C. DE VARIGNY, *L'Océanie Moderne*.) Ces Iles fournissent du coprah (amande de la noix de coco), les fruits du pandanus, du taro, des patates, des bananes, de la nacre, des perles, le trévang ou biche de mer. Les indigènes sont tatoués. Elles ont 5 251 habitants. Les principales sont : *Rangiroa* ou *Rairoa*, *Natupe* ou *Clermont-Tonnerre*, *Hao*, *Anaa*, *Mangareva* ou *Gambier*, *Pitcairn*.

** Jusqu'en 1897, le même Conseil général réunissait théoriquement les délégués de tous les archipels de l'Est; pratiquement à cause de la distance, on ne voyait à *Papeete*, chef-lieu de Tahiti, que les seuls Tahitiens, qui disposaient du budget local surtout pour Tahiti. Un décret du 28 juillet 1897 a donné l'autonomie à chacun des groupes : Marquises, Touamotou, Gambier, Toubouai et Rapa; leurs recettes, relativement grandes, n'alimenteront pas le budget de Tahiti.

La Nouvelle-Calédonie. — Nous possédons en Océanie une autre colonie, la *Nouvelle-Calédonie*, découverte par le capitaine Cook en 1774, et occupée par le contre-amiral Fabvier-Despointes en 1853 ; elle a 90 lieues de longueur sur 13 de largeur. Elle est à 250 lieues de l'Australie. Le port principal se nomme *Nouméa* ou *Port-de-France* (3 200 habitants) ; il est situé au sud-ouest, près de la *Presqu'île Ducos* ; plus au sud se trouve l'*Ile des Pins*. La population de la Nouvelle-Calédonie est de 62 752 habitants, dont 18 000 Européens ; parmi les indigènes il y avait encore naguère des anthropophages. Ils se sont soulevés en 1878 et ont tué le colonel Gally-Passebosc ; mais le mouvement a été réprimé. L'île, entourée de récifs, renferme de la houille, du cuivre (dans la Vallée de Diahot, près de la Montagne de Balade), de l'or (à Galarine et à Marguine), du nickel (à Canala, Houaï, Thio), des pierres lithographiques (Presqu'île Ducos), produit du sucre, du tabac, du coton, du café, des fruits, des bois de construction. Elle nourrit de 70 à 80 000 têtes de gros bétail. Le chiffre du commerce général de la Nouvelle-Calédonie pour 1898 a été de 16 489 536 francs. L'île est difficilement abordable à cause des récifs de coraux qui l'enveloppent ; elle sert aujourd'hui de lieu de déportation.

** La Nouvelle-Calédonie continue à se développer. Grâce à l'*Union coloniale française*¹, de nombreux colons français y sont venus et font de l'élevage ou cultivent ; le café surtout semble rémunérateur. Tout est prévu pour l'installation de ces nouveaux colons ; des familles entières viennent même d'un coup. Les routes s'allongent, on exploite plus activement les mines, surtout celles de nickel et de cuivre. Avec la houille, le fer, le nickel, le chrome, ce pays pourrait devenir un des plus remarquables producteurs d'acier perfectionné du monde. Le développement rapide de l'île est en grande partie l'œuvre de son remarquable gouverneur, M. Feillet, auquel on reproche cependant — et ce serait bien grave — de repousser sans façon les indigènes de leurs bonnes terres, et d'avoir trop de complaisance pour les *teachers* protestants, qui ont tant de fois causé des révoltes dans nos colonies d'Océanie et de Madagascar.

La France possède aussi depuis 1863, à l'est de la Nouvelle-

1. Voir MICHEL VILLAZ, *Lettre d'un émigrant en Nouvelle-Calédonie*. (Publication de l'*Union Coloniale Française*.)

Calédonie, les *Iles Loyauté* ou *Loyalty*, renfermant environ 16 000 habitants. C'est des *Nouvelles-Hébrides*¹, situées au nord-est de la Nouvelle-Calédonie et bien plus fertiles qu'elle, que viennent la plupart des travailleurs employés par les colons de la Nouvelle-Calédonie. Les Anglais et les Français, qui les uns et les autres auraient voulu y établir leur protectorat, convinrent d'abord (1878) qu'aucune des deux puissances ne les annexerait. Toutefois, plusieurs Français ayant été massacrés à Santo par les indigènes de Port-Stanley (île de Mallicolo), le gouverneur de la Nouvelle-Calédonie envoya une expédition pour venger nos patriotes, et des postes militaires furent établis sur divers points de l'archipel en juin 1886. En 1896, un colon français, nommé Gardemaux, fut massacré, et un missionnaire, le P. Suaz, attaqué par les indigènes.

** A la suite de ces faits, les habitants français de Faureville, dans l'île Vaté, réclamèrent l'annexion des Nouvelles-Hébrides à la France ; les colons anglais la demandèrent même, au grand mécontentement de l'Angleterre, qui craignait une occupation définitive. Elles ont été évacuées en 1888. Une loi du 3 août 1900 permet au Président de la République d'assurer, par décrets, la sécurité et les droits des citoyens français établis dans les îles du Pacifique qui ne relèvent d'aucun État civilisé. Jusqu'ici, en effet, nos colons des Nouvelles-Hébrides, qui y forment la grande majorité des blancs et ont presque toutes les terres, n'avaient aucun moyen légal de faire constater leurs naissances, mariages ou décès ! De même le Président pourra accorder à leurs produits un régime douanier spécial en France et dans nos colonies. L'archipel est peuplé de 72 000 hab.

En 1887 la France a pris définitivement possession du petit archipel des *Iles Wallis*, entre la Nouvelle-Calédonie et

1. C'est sur les récifs de *Vanikoro*, l'une des Nouvelles-Hébrides, qu'a péri La Pérouse. Parti de Brest en 1785 avec les deux frégates *La Boussole* et *L'Astrôlobe*, il avait visité les Philippines, le Japon, le Kamtchatka, la Nouvelle-Hollande ; il quitta Sydney en 1788, et depuis cette époque on n'eut plus de ses nouvelles. D'Entrecasteaux, envoyé à sa recherche, explora la terre de Van-Diemen, la Nouvelle-Calédonie, et mourut près de Java sans avoir pu découvrir ses traces (1791-1793) ; en 1827 seulement le capitaine anglais Dillon devait retrouver les débris du naufrage de La Pérouse. L'avis français *Le Bruat*, commandé par le lieutenant de vaisseau Bénier, dans une campagne d'exploration aux Nouvelles-Hébrides, a reconnu en 1883 et repêché plusieurs canons et divers objets provenant du naufrage de La Pérouse à Vanikoro vers 1792. Ils sont aujourd'hui au Musée de la Marine, à Paris.

les Iles de la Société. L'archipel doit son nom à l'Anglais Wallis, qui le découvrit en 1777; il est entouré de récifs de corail; les deux îles principales sont *Ouvea* et *Nakoua-tea*. Elles contiennent 8260 habitants. La convention du mois d'octobre 1887 a reconnu à la France la possession des *Iles sous le Vent*, au nord-ouest de Tahiti. Elles sont au nombre de sept : *Bora-Bora*, *Raiatea*, *Houahine*, *Manou*, *Mahetia*, *Motouiti*, *Maupit*; elles produisent du coton et du coprah.

Au mois de mars 1889, les îles *Rouroutou* ou *Rimatara*, dans l'Archipel de *Toubouaï*, ont été annexées à la France. Les principales îles de cet archipel sont *Toubouaï*, *Ravaiva* ou *Vavita*, *Rapa* ou *Oparo*, françaises depuis 1884.

La France possède encore dans le Pacifique la petite île de *Clipperton*, située par 10° 17' de latitude nord et par 141° 30' de longitude ouest, en face de la côte occidentale de l'Amérique Centrale. Nous avons vu (v. MEXIQUE, page 180) quelle faute c'est de ne pas l'occuper.

V. — ÉTABLISSEMENTS ALLEMANDS. — ÎLE DE PAQUES

La Nouvelle-Guinée. — Les Allemands, les Américains, et les Anglais aux îles Samoa. — L'île de Pâques.

La Nouvelle-Guinée. — Les Allemands à leur tour ont pris pied en Océanie à partir de 1884. C'est d'abord sur la *Nouvelle-Guinée* qu'ils ont jeté leur dévolu.

Cette grande île, allongée dans le sens du nord-ouest au sud-est, a une superficie d'environ 785 362 kilomètres carrés, c'est-à-dire équivalant au double de la France; elle est, après l'Australie et avant Bornéo, la plus grande île du globe. Elle renferme de hautes montagnes et de magnifiques forêts, dont son climat chaud et humide favorise le développement. Au sud-est, en face de l'Australie, dont la sépare le *Détroit de Torrès*, sa côte est creusée par le *Golfe de Papouasie*, qui reçoit le fleuve *Fly*, dont la largeur est de 800 mètres. Les seuls mammifères de l'île sont le kangourou, le porc et le chien; l'oiseau de paradis¹ y abonde. Les habitants sont les *Papous* ou *Papouans*, encore anthropophages; le pays est

1. L'oiseau de paradis est la parure la plus appréciée et la plus recherchée des Papouens. Ils s'en servent pour acheter leurs femmes, dont le prix est d'ordinaire de dix oiseaux payés au père de la jeune fille; si les attrails de cette dernière justifient un accès de générosité, ils joignent à ce cadeau celui

malsain. Découverte en 1527 par l'Espagnol Alvaro de Saavedra, la Nouvelle-Guinée fut visitée en 1827 par Dumont d'Urville. Cette même année, le capitaine hollandais Kolff en prit nominalement possession au nom de son pays, qui, sans y avoir créé de colonie véritable, en revendiqua désormais la partie nord-ouest. M. Alfred Russel Wallace en 1850, plus récemment le Russe Mikluko-Maclay et l'Italien d'Albertis ont pénétré à l'intérieur et réussi à se faire respecter des Papous, dont ils ont visité les villages, construits sur pilotis à cause de l'humidité du pays.

Actuellement la possession, au moins nominale, de la Nouvelle-Guinée est partagée entre la Grande-Bretagne, la Hollande et l'Empire Allemand. Tout le pays à l'ouest du 141° de longitude est du méridien de Greenwich est possession hollandaise; la partie nord-est, sous le nom de *Terre de l'Empereur Guillaume*, entre le 141° et le 148°, est territoire allemand; la partie sud-est appartient à l'Angleterre¹.

Il a été précédemment question (t. II, p. 720) du conflit qui s'éleva en 1885 entre l'Allemagne et l'Espagne pour la possession des Iles Carolines, spécialement de l'île *Yap*. Le pape Léon XIII fut choisi comme médiateur entre Madrid et Berlin. Un protocole du 5 décembre 1885 reconnut la souveraineté de l'Espagne sur les Carolines et les Palaos.

Les Allemands ont appelé la Nouvelle-Irlande et la Nouvelle-Bretagne *Archipel de Bismarck*. Les noms officiels des îles les plus considérables de cet archipel sont : la *Nouvelle-Poméranie*, le *Nouveau-Mecklembourg*, le *Nouveau-Hanovre*. Les Allemands ont encore à l'ouest de cet archipel les *Iles de l'Amirauté*, à l'est les *Iles Bougainville*, *Choiseul* et *Isabelle*.

* L'extension de la domination allemande dans le Pacifique

d'un collier de dents de chien ou de crocodile; les premières sont les plus estimées. Ils ont, en outre, une passion singulière pour se peindre tout le corps; les élégants deviennent, sans transition, rouges, bleus, verts ou jaunes. Ils peignent également leurs femmes, qui passent successivement par toutes les couleurs de l'arc-en-ciel. » (C. DE VARIGNY.)

1. La partie anglaise renferme la chaîne des *Monts Owen-Stanley*, qui se termine à son extrémité orientale par le *Mont Victoria*; on remarque encore les *Monts Gleason*, *Kowald*, *Belford*, *Knutsford*, *Albert-Edward*, *Griffith*, *Scratchley*, *Gillies*, *Douglas*, *Cameron*, *Henry*, *Forbes*, *Parke*. Le pays est arrosé par les rivières *Vanapa*, *Brown* et *Loroki*. Il produit du coprah (amande des noix de coco). Il a été parcouru de 1888 à 1890 par son administrateur Sir William MacGregor; plus récemment, M. G. Belford a fait l'ascension du *Mont Yule* ou *Korio*, massif volcanique isolé de l'Owen-Stanley, et haut de 3,300 mètres.

devient très considérable. C'est aujourd'hui une suite de possessions, depuis la rade de Kiao-Tcheou en Chine, en passant par les Mariannes, les Carolines, les Palaos achetées en 1899 à l'Espagne (v. ci-dessus, p. 209, note 1), la Nouvelle-Guinée, jusqu'aux Iles Samoa, enfin, où l'Allemagne a acquis les deux Iles principales Oupoulou et Savaï par le traité du 8 novembre 1899, à la suite du conflit que nous avons exposé plus haut (v. ÉTATS-UNIS, p. 50 et ci-après). Elle a, il est vrai, en échange, cédé à l'Angleterre une partie des Iles Salomon. Avec les États-Unis, l'Allemagne a donc remplacé l'Espagne dans l'Océan Pacifique; il est certain qu'elle exploitera son domaine avec plus de méthode, et sans doute moins de douceur pour les indigènes. Mais sa race se pliera bien plus facilement au climat.

Les Allemands, les Américains et les Anglais aux Iles Samoa. — Les Iles Samoa ou des *Navigateurs* (13° de lat. sud et 170° de long. est) sont au nombre de 14. La capitale est Apia, dans l'Ile Oupoulou. Par la convention du 17 janvier 1878, les États-Unis obtinrent le port de Pagopago, dans l'Ile Toutouïla; par celle du 28 août 1879, les Anglais reçurent les mêmes avantages commerciaux et le droit d'établir dans l'archipel des dépôts de charbon; enfin, par le traité du 14 janvier 1879, les Allemands se firent donner le port de Salouafata, et dès lors, ils travaillèrent avec ardeur à se rendre prépondérants.

En 1887, se plaignant d'une agression dirigée contre quelques-uns de leurs nationaux, ils attaquèrent le roi Malietoa, le firent prisonnier, et nommèrent à sa place Tamasese. Le Gouvernement Américain et le Gouvernement Anglais, de leur côté, s'inquiétèrent de cette intervention et annoncèrent l'intention de maintenir leurs droits, tout en évitant un conflit avec l'Allemagne. Dans l'été de 1888 les indigènes se soulevèrent contre Tamasese, le protégé des Allemands, qui leur avait imposé de lourdes taxes. Ayant pour chef Mataafa, et dirigés par l'Américain Klein, les insurgés battirent complètement les partisans de Tamasese, bien que ceux-ci fussent soutenus par les équipages des navires allemands *Olga*, *Adler* et *Eber* (9-12 septembre). Les Allemands perdirent une cinquantaine de morts ou de blessés. Mataafa entra victorieux dans Apia et y fut proclamé roi. L'Allemagne allait-elle intervenir avec des forces plus considérables contre le « rebelle »

Mataafa? Sur les observations du Gouvernement de Washington annonçant « que le Gouvernement de l'Union ne doutait pas que les autorités allemandes n'eussent reçu l'ordre de se garder scrupuleusement de toute intervention en ce qui concerne les Américains et leurs propriétés », le prince de Bismarck reconnut que le commandant allemand à Samoa était allé trop loin en annonçant dans une proclamation que les étrangers seraient soumis à la loi martiale. Il fut convenu qu'une Conférence se réunirait à Berlin, et que la Grande-Bretagne, les États-Unis, l'Allemagne, y résoudreient de concert la question.

Pendant ce temps, les 16 et 17 mars 1889, un ouragan épouvantable éclatait aux Iles Samoa dans la baie d'Apia. Les trois navires de guerre américains *Trenton*, *Vandalia*, *Nipsie*, furent brisés contre les rochers; les navires allemands *Eber* et *Adler* eurent le même sort: une multitude de marins furent engloutis. Le navire anglais *Calliope* parvint à gagner le large.

Le 14 juin, la Conférence de Berlin décida que Malietoa redeviendrait roi; qu'une Commission spéciale examinerait les modifications à introduire dans le régime intérieur, et que l'Angleterre serait prise pour arbitre en cas de contestations. Malietoa, arrivé au mois d'août à Apia, y fut bien reçu par Mataafa et ses anciens partisans. Cependant un conflit sanglant éclata au mois d'octobre 1889 dans l'Ile Savaï entre les partisans de Malietoa et ceux de Tamasese. La tranquillité ne fut pas complètement rétablie dans l'archipel, ensanglanté par de nouveaux troubles en 1894. Enfin, la Convention du 9 novembre 1899 entre l'Allemagne et l'Angleterre, ratifiée ensuite par les États-Unis, semble avoir terminé le conflit (v. ÉTATS-UNIS, p. 50).

Le commerce des Iles Samoa, qui s'élevait en 1887, à 3 625 000 fr., n'était plus en 1890 que de 1 600 000 fr. Par suite du manque de sécurité résultant de la guerre, l'exportation du coprah et du coton avait diminué, aussi bien que les importations des marchandises européennes. Les Iles Samoa sont, par navigation à vapeur, à 28 jours de San-Francisco d'un côté, de l'Australie de l'autre.

L'Ile de Pâques. — Bien loin au sud-est de la Polynésie, à l'ouest du Chili, l'Ile de Pâques, « perdue au milieu de l'immensité du Pacifique », est située par 27° 9' de latitude méridionale et 111° 45' de longitude orientale. Nommée par les

indigènes *Vaihou*, elle fut appelée *Ile de Pâques* par l'amiral hollandais Roggeween, qui la découvrit le jour de cette fête, le 6 avril 1722. Cook, La Pérouse, Beechey, la visitèrent ensuite. Aride et triste, cette île renferme le Volcan *Roronoraka*. Elle contient des statues¹ colossales taillées de main d'homme dans le roc par une race disparue. Le Français Dutrou-Bornier, ancien capitaine au long cours, s'était établi dans l'île de Pâques, où il vécut plusieurs années. Après sa mort, en 1876, sa veuve, une indigène, gouverna les habitants, qui étaient en 1877 au nombre de 111 personnes des deux sexes. L'île nourrit des bœufs, des chevaux, des moutons, des porcs, des lapins, des rats, de la volaille. On y trouve le bananier, la canne à sucre, le dracena, le mûrier, la vigne, le figuier, l'amandier, le pêcher, la pastèque, enfin des mimosas, des juncs, des roseaux et quelques graminées.

Le Gouvernement Chilien notifia en 1888 son intention de prendre possession de l'île de Pâques pour y établir un pénitencier.

CHAPITRE XLIX.

L'ASIE CONTEMPORAINE.

I. — ÉTABLISSEMENTS ANGLAIS. — L'INDE ANGLAISE. LA BIRMANIE.

Inde anglaise. Ses grandes villes. Ses chemins de fer. — La Compagnie des Indes. — La révolte des cipayes à Meerut, Delhi et Cawnpore (mai-juin 1857). Nana-Sahib. — Siège de Delhi (8 juin-21 septembre 1857). — L'insurrection dans l'Onde. Défense de Luknow (1^{er} juillet-23 septembre 1857). Sir Henry Lawrence. Le général Hawelok. — Sir Colin Campbell et le général Outram. Évacuation (23 novembre 1857) et reprise définitive de Luknow (15 mars 1858). Fin de la guerre. — L'Inde depuis 1857. — Étendue actuelle des possessions anglaises. — Les Anglais dans l'Indo-Chine. — Expédition anglaise en Birmanie (1885). — Les insurrections au Manipour et au Tchétral. — Délimitation des Pamirs.‡

Inde anglaise. Ses grandes villes. Ses chemins de fer. — Ce que l'Australie promet d'être un jour, l'Inde l'est dès à présent. Bien que située à quarante lieues de la mer, Cal-

1. La tête de l'une de ces statues, rapportée à bord de *La Flore*, en 1872, par le contre-amiral de Lapelin, se trouve dans l'une des cours du Muséum d'Histoire Naturelle de Paris. La plus grande statue que vit dans l'île M. A. Pinard, lorsque *Le Seignelay* y aborda en 1877, mesure 7 mètres de haut à partir du buste.

cutta reçoit dans son port les plus grands vaisseaux; l'Houghi à sous ses murs un kilomètre de large; la ville renferme (avec les faubourgs) 810 786 habitants; *Bombay*, le plus grand port de l'ouest, en compte 821 764; *Madras*, 452 518; *Haider-Abad*, 415 039; *Luknow*, 273 028; *Bénarès*, la ville sainte des Brahmanes, 219 467; *Delhi*, l'ancienne capitale des Grands Mogols, 192 579; *Mandalay*, 188 815; *Cawnpore*, 188 712; *Bangalore*, 180 366; *Rangoun*, 180 324; *Lahore*, 176 854; *Allahabad*, 175 246; *Agra*, 168 662; *Patna*, 165 192; *Poona*, 161 390; *Djeypour*, 158 905; *Ahmedabad*, 148 412; *Amritsar*, 136 766; *Bareilly*, 121 039; *Meerut*, 119 390; *Srinagore*, 118 960; *Nagpou*, 117 014; *Howrah*, 116 606; *Baroda*, 116 420; *Surate*, 109 229; *Karatchi*, 105 199; *Gwalior*, 104 083.

De Calcutta part une première ligne de chemin de fer, qui remonte le Gange et la Djumna, au nord-ouest, parallèlement à l'Himalaya, par Patna, Bénarès, Allahabad, Agra, Delhi, pour atteindre par Meerut, Amritsar, Lahore, Pechawer, la Vallée du Sind et la frontière des Afghans. D'Allahabad, vers le milieu de cette ligne, s'en détache une seconde, presque perpendiculaire à la première; elle va au sud-ouest, par l'intérieur de la presqu'île, rejoindre Bombay; une troisième, longeant la Mer d'Oman du sud au nord, sur la côte occidentale, puis s'enfonçant dans l'intérieur, va de Bombay par Surat, Baroda et Ahmedabad, d'un côté à Delhi, de l'autre à Agra; une quatrième, partant de l'embouchure du Sind, remonte ce fleuve du sud-ouest au nord-est par Karatchi, Moultan et rejoint à Lahore la grande ligne de Calcutta à Pechawer; une cinquième encore, du nord-ouest au sud-est, joint Bombay à Madras; une sixième ira plus tard de Calcutta droit à l'ouest rejoindre à Nagpou la ligne qui réunit cette dernière ville avec Bombay, et permettra d'aller rapidement de la capitale à Bombay, sans faire au nord le détour d'Allahabad; une septième enfin, partant de Calcutta, descendra au sud-ouest en longeant la côte du Golfe de Bengale jusqu'à Madras et au Cap Comorin. Ces sept lignes de chemins de fer contournent ainsi tout l'Hindoustan et le traversent dans les différentes directions, ouvrant au commerce de nombreux débouchés, et, en cas de guerre, permettant de concentrer rapidement l'armée anglo-indienne sur le point menacé. 35 340 kilomètres de chemins de fer étaient exploités dans l'Inde le 31 mars 1898¹.

1. Il n'y en avait en 1853 que 33 kilomètres.

La Compagnie des Indes¹. — Le commerce du pays était autrefois exclusivement réservé à la *Compagnie des Indes* ; il a été permis en 1805 à tout Anglais, en 1833 à toutes les nations. En 1833, le Gouvernement avait racheté l'actif de la Compagnie en assurant aux actionnaires un revenu de 40 pour 100. Elle ne faisait donc plus qu'administrer l'Inde pour le compte du Gouvernement. Une *Cour des Directeurs*, composée des principaux actionnaires, et à laquelle le Gouvernement adjoignait un *Bureau de Contrôle*, dirigeait de Londres les affaires de l'Inde.

En Asie, résidait à Calcutta un *Gouverneur Général* avec un *Conseil*. Les agents du gouverneur, placés dans les possessions immédiates de la Compagnie, étaient chargés de lever les impôts et de rendre la justice ; ils laissaient aux indigènes le droit de s'administrer eux-mêmes d'après leurs lois, leurs mœurs et leurs cultes. Dans les possessions médiatees, se trouvait auprès de chaque prince indigène un *Résident* anglais, chargé de le surveiller et de gouverner en son nom. Pour être admis à un emploi supérieur dans le service de la Compagnie, il fallait avoir été envoyé d'Angleterre par la Cour des Directeurs. Les revenus comprenaient l'impôt foncier, les douanes, le monopole du sel et le commerce de l'opium.

Mais, depuis l'acte de 1833, qui fixait le revenu des actionnaires, la Cour des Directeurs et les agents de la Compagnie,

1. * Les gouverneurs généraux de l'Inde ont été *Warren Hastings*, 1777-1785, (annexion de Bénarès) ; *Lord Cornwallis*, 1786-1793 (annexion du Malabar avec Calicut, de Salem et des Iles Andaman) ; *Sir Shore*, 1793-1797 (Ceylan et Malacca pris aux Hollandais) ; le marquis de *Wellesley*, 1798-1807 (Delhi, Agra, Allahabad, c'est-à-dire les trois quarts de l'Aoudh, l'embouchure du Mahanadhi, le Golfe de Cambaye, et presque tout le Dekkan au sud du 15^e lat. N., c'est-à-dire le Maïssour, dont le centre seul, vassal, n'est pas annexé) ; *Lord Minto* (1807-1813) ; le marquis de *Hastings*, 1814-1823 (soumit une partie des pentes de l'Himalaya, et les Mahrattes, c'est-à-dire tout l'Ouest et le nord du Dekkan, et le Rajpoutana, enfin Singapour) ; *Lord Amherst*, 1823-1828 (l'Assam, l'Arakan, le Tenasserim) ; *W^m Bentinck*, 1828-1835 (le Courg) ; *Lord Auckland*, 1836-1842 ; *Lord Ellenborough*, 1842-1844 (le bas Indus) ; *Lord Hardinge*, 1844-1848 (l'est du Pendjab) ; *Lord Dalhousie*, 1848-1856 (le Pendjab, le Kachmir (simple protectorat), le reste de l'Aoudh, les provinces centrales, le Pégou) ; *Lord Canning*, 1856-1862, *premier vice-roi* après la révolte des Cipayes ; *Lord Elgin*, 1862-1863 ; *Lord Lawrence*, 1863-1868 ; comte de *Mayo*, 1868-1872 ; *Lord Northbrook*, 1872-1876 ; *Lord Lytton*, 1876-1880 ; le marquis de *Ripon*, 1880-1881 (Belouchistan britannique) ; *Lord Dufferin*, 1881-1888 (la Birmanie) ; *Lord Lansdowne*, 1888-1894 ; *Lord Elgin* (1894-1898) ; *Lord Curzon de Kedleston* (1898-1900).

n'étant plus intéressés à la prospérité du pays, avaient négligé l'administration. La justice était devenue coûteuse, les procès interminables. On maltraitait les indigènes, on les rançonnait hardiment : on comptait sur la faiblesse et la timidité naturelle aux Indiens, sans songer que dans les pays méridionaux les imaginations sont mobiles, les impressions vives, et qu'il n'est pas rare de voir succéder l'excès de l'audace à l'excès de la crainte ; c'est ce qui arriva en 1857.

La révolte des cipayes à Meerut, Delhi et Cawnpore (mai-juin 1857). **Nana-Sahib**. — Les Anglais avaient pour la garde de l'Hindoustan environ 30 000 Européens et 240 000 cipayes ou soldats indigènes, armés, habillés et disciplinés à l'europpéenne. Cette grande armée, par une révolte, pouvait mettre en péril la domination britannique ; mais on n'avait d'elle ni crainte ni défiance. On se rassurait en songeant que l'armée indigène se composait de Musulmans et d'Hindous, antipathiques les uns aux autres, et qu'on croyait incapables de se réunir contre leur maître commun ; on se trompait.

Le bruit courait dans l'Inde que la domination anglaise ne pouvait durer plus de cent ans, c'est-à-dire qu'elle finirait en 1857. Une sourde agitation régnait parmi les régiments de cipayes cantonnés dans les présidences du Bengale et d'Agrah. Une mesure imprudente amena la révolte. Dans les premiers mois de 1857, on distribua aux soldats des cartouches enduites de graisse de vache, animal sacré pour les Hindous. Aussitôt des feuilles de lotus¹, des gâteaux symboliques, circulèrent dans les camps et les villages. Des incendies éclatèrent à Raneegunge et Barrackpore ; le 19^e régiment d'infanterie indigène se souleva à Berhampore et le 34^e à Barrackpore ; plusieurs officiers européens faillirent être assassinés. Deux des coupables furent pendus, et leurs régiments licenciés (19-26 février). Le gouverneur général Lord Canning crut tout terminé.

Le dimanche 11 mai, à Meerut, au nord-est de Delhi, à la suite de l'arrestation de quelques mutins, trois régiments indigènes s'insurgèrent ; chassés de la ville par les soldats anglais, ils prennent la route de Delhi et y entrent le 12, après avoir franchi la Djumna. A leur vue, la garnison se soulève, massacre les officiers, pille et incendie les maisons

1. Le lotus, ou fleur des eaux, est sacré dans l'Inde. Suivant la légende, c'est du calice de cette fleur que sortit le dieu Brahma, la première personne de la Trinité indienne : les deux autres sont Vichnou et Siva.

européennes. Neuf Anglais, commandés par les lieutenants Willoughby et Forrest, après avoir longtemps défendu l'arsenal, le firent sauter pour le soustraire aux cipayes. Au fond du palais de *Delhi* vivait obscurément d'une pension de la Compagnie le dernier descendant des Grands Mogols : les insurgés le proclamèrent roi, et, sous le nom de ce vieillard de quatre-vingts ans, la ville, livrée aux musulmans et aux brahmines, fut souillée par tous les excès d'une soldatesque en délire.

Au sud-est de *Delhi* et d'*Agrah*, au nord-ouest d'*Allahabad*, se trouve sur le Gange la station de *Cawnpore*. Là vivait un homme dont le nom est devenu à jamais exécration, Nana-Sahib, soi-disant rajah de *Bithoor*. Intelligent, rusé, féroce, et d'ailleurs dévoré d'ambition, cet Indien, à l'aide d'un faux testament, avait dépouillé la veuve et les enfants du dernier souverain de *Poonah*, son bienfaiteur ; mais il n'avait pu obtenir, bien qu'il eût envoyé un agent en Europe à cet effet, de succéder au titre et au rang de son père adoptif. Animé dès lors contre les Anglais d'une haine implacable, à la nouvelle des événements de *Delhi*, il travailla par ses menées la garnison de *Cawnpore*.

Il n'y avait dans cette ville, à côté des cipayes, que deux cent dix soldats anglais sous les ordres du général Sir Hugh Wheeler. Dès le 21 mai, la population européenne, qui comptait huit cents personnes, parmi lesquelles deux cent trente femmes ou enfants, vint s'entasser sous leur protection dans un hôpital situé hors de la ville et défendu par un simple fossé. Le 5 juin les cipayes s'insurgèrent, pillèrent les caisses publiques, et le 7, sous les ordres de Nana-Sahib, mirent le siège devant l'hôpital. Dès le 6, l'insurrection d'*Allahabad*, que le colonel Neill ne devait apaiser que le 18, avait rompu toute communication entre *Cawnpore* et *Calcutta*.

Après quinze jours de résistance, les assiégés, mourant de faim et décimés par le choléra, acceptèrent la capitulation que leur offrait Nana-Sahib. Le rajah devait leur fournir des barques pour descendre le Gange jusqu'à *Allahabad*. Mais à peine étaient-ils à bord que des deux rives du fleuve, au mépris du traité, ils furent écrasés par la fusillade et la mitraille. Vingt-neuf barques sur trente furent submergées. La dernière, longtemps poursuivie, tomba enfin au pouvoir des cipayes. Les hommes furent immédiatement fusillés, les enfants et les femmes ramenés à *Cawnpore* et réservés à un sort plus

cruel. Quatre des fugitifs seulement avaient pu s'échapper à la nage.

En même temps l'insurrection éclatait dans le *Rohilkund*, à *Bareilly*, *Mooredabad*, *Budaon*, *Futteghur*, et partout les mêmes scènes se produisaient. A *Futteghur*, trente-deux Européens, réfugiés avec leurs familles dans un petit fort, s'y défendirent du 20 au 27 juin. Ils essayèrent de s'échapper en barque sur le Gange, et se noyèrent dans le fleuve ou furent massacrés par les sicaires de Nana-Sahib.

Siège de Delhi (8 juin-21 septembre 1857). — Si les Anglais s'étaient laissé prendre au dépourvu par l'insurrection, ils firent pour réparer leur faute des prodiges d'activité. Dès le 8 juin, 4 000 hommes, sous les ordres des généraux *Barnard* et *Wilson*, accourus d'*Umballa* et de *Meerut*, étaient sous les murs de *Delhi*, moins, il est vrai, assiégeants qu'assiégés ; car la ville renfermait 250 000 habitants et contenait 30 000 cipayes. Les Anglais avaient à braver non seulement le feu de l'ennemi, mais la chaleur, la soif, la faim, la fatigue, le choléra.

C'est du nord-ouest que leur vint le secours. Le *Pendjab* (vallée des cinq fleuves) était gouverné par trois hommes d'exécution, Sir John Lawrence, Sir Robert Montgomery et le colonel Nicholson. Pour couper court à toute velléité de révolte, ils licencièrent les régiments indigènes cantonnés dans la province. A *Mean-Meer*, aux portes de *Lahore* (14 mai), à *Ferozepore*, à *Pechawer*, les cipayes se laissèrent désarmer sans résistance. On mit à profit la haine des Sikhs pour les brahmines, et on leva parmi eux des corps auxiliaires. Partout où il y eut des tentatives de révolte, à *Pechawer*, à *Jellundur* (7 juin), à *Jhelum* (11 juillet), à *Sealkote* (14 juillet), à *Ujvalla* (1^{er} août), elles furent réprimées avec une rigueur impitoyable : les cipayes furent, par centaines, noyés, pendus, fusillés, attachés à la gueule des canons.

Ces terribles exécutions maintinrent le *Pendjab* sous le joug et permirent d'envoyer des renforts à l'armée de *Delhi*. En deux mois, la petite troupe campée sous les murs de cette grande ville et réduite à garder la défensive avait changé trois fois de chef et soutenu vingt-six combats. Enfin les secours arrivés du *Bengale* et surtout du *Pendjab* la portèrent à 8 000 combattants. Le 25 août, Nicholson remporta une brillante victoire à *Nujuffghur*. Après deux jours de bombardement (12-13 septembre), le général *Wilson* ordonna l'assaut. Il

fallut prendre la ville bastion par bastion et rue à rue. La lutte dura sept jours et coûta la vie à Nicholson. Quand elle fut terminée, le major Hodson, avec quelques cavaliers, alla chercher le vieux roi de Delhi dans la tombe de Humayoum, hors de la ville, et le ramena prisonnier. Le lendemain il retourna au même endroit, avec 100 cavaliers, arrêter, au milieu de 6 000 Hindous armés, les trois fils du roi et les tua lui-même sur un chariot à coups de pistolet (24 septembre). Ce tragique épisode est le dernier du siège de Delhi.

L'insurrection dans l'Aoud. Défense de Luknow (1^{er} juillet-23 septembre 1857). **Sir Henry Lawrence. Le général Hawelok.** — L'insurrection dura plus longtemps dans l'Aoud. Ce royaume avait été annexé en 1856, et l'on avait licencié les 40 000 soldats des derniers rois. Mais l'on n'avait pu détruire la féodalité dans le pays : 250 *taloukdars* ou grands seigneurs possédaient la plus grande partie du sol, avec des châteaux forts, de l'artillerie et des bandes armées : c'étaient autant d'ennemis de la domination anglaise. *Luknow*, capitale du pays, avait 180 000 habitants ; elle renfermait une garnison de 22 000 cipayes et, à côté d'eux, 900 soldats anglais seulement. Sir Henry Lawrence, frère de sir John, l'administrateur du Pendjab, était gouverneur. Le soulèvement éclata dans la nuit du 30 au 31 mai et fut accompagné, comme partout, du massacre, du pillage et de l'incendie. Le lendemain, les insurgés furent obligés de sortir de la ville. Mais le mouvement se propageait de proche en proche, et bientôt Luknow se trouva isolée au centre du pays ennemi, comme une île au milieu de l'Océan.

Le 30 juin, Sir Henry Lawrence apprit que 15 000 cipayes étaient concentrés à *Chinhut*, à l'est de la ville. Il marcha contre eux avec 700 hommes : accablé par le nombre, il fut rejeté dans Luknow, et, le même jour, forcé de se renfermer dans la *Résidence* (palais du Gouvernement). Alors commença un siège mémorable. Pendant trois mois, du 1^{er} juillet au 23 septembre, six ou sept cents Européens, embarrassés de femmes, d'enfants, de malades, entassés sur un étroit espace, au milieu de cadavres en décomposition, attaqués par la fusillade, le canon, la sape, la mine, sans nouvelles du dehors, opposèrent à d'innombrables assaillants une résistance héroïque. Vingt fois les cipayes tentèrent l'assaut inutilement. Dès le 2 juillet, Sir Henry Lawrence, frappé à mort, fut remplacé par le colonel Inglis. Le nombre des assiégés diminuait

rapidement, les cipayes tiraient 10 000 coups de canon par jour ; et les secours n'arrivaient pas.

Pourtant, dès le 7 juillet le général Hawelok était parti d'Allahabad, « Hawelok, qui, dit un historien, eût été sous Cromwell le modèle de ces soldats dévoués que le Protecteur appelait ses *Côtes de Fer* ». Il s'avança en combattant pendant vingt-deux jours. Nana-Sahib fut vaincu à *Futtehpore*, *Cawnpore* et *Bithoor*. C'est alors que se passa, le 16 juillet, le plus abominable épisode de « cette guerre d'esclaves ». Les cipayes de Nana, fuyant devant les Anglais, se jetèrent à Cawnpore sur leurs prisonniers. Cent quatre-vingts femmes et enfants furent hachés à coups de sabre, assommés à coups de crosses, écrasés contre les murs, et péle-mêle, morts et mourants, précipités dans un puits. Quelques jours après, soixante-cinq Européens prisonniers étaient encore mitraillés à Furruckabad.

Hawelok était parvenu à douze lieues de Luknow ; mais il n'avait que 2 300 hommes, et chaque jour il fallait forcer un passage obstinément disputé par l'ennemi, qui se reformait à deux ou trois lieues au delà du champ de bataille abandonné la veille. En face de ce rideau compact, Hawelok dut se replier sur Munghowur, où il resta jusqu'au 4 août. Quelques jours après, malgré deux victoires, un retour offensif de Nana-Sahib le força de reculer jusqu'à Cawnpore.

Enfin, le 17 septembre, Hawelok, rejoint par Sir James Outram et quelques renforts, qui portèrent sa petite armée à 2 600 hommes, franchit de nouveau le Gange. Après quatre jours de combat, il était aux portes de Luknow. Arrivé là, il fallut emporter à la baïonnette les barricades qui hérissaient les rues et se frayer, sous le feu des maisons crénelées, une route sanglante jusqu'à la Résidence : les défenseurs de Luknow étaient sauvés.

Sir Colin Campell et le général Outram. Évacuation (23 novembre 1857) **et reprise définitive de Luknow** (15 mars 1858). **Fin de la guerre.** — Leurs libérateurs, réduits à une poignée d'hommes, y furent à leur tour assiégés avec eux du 25 septembre au 15 octobre. Alors seulement le général en chef Sir Colin Campell arriva avec 5 000 soldats pour les dégager. Cependant ces forces étaient insuffisantes pour reprendre la ville. Dans la nuit du 23 novembre, la petite armée en sortit, emmenant avec elle les malheureux survivants de ce long siège. L'héroïque Hawelok, nommé baron-

net avec une pension de 1 000 livres sterling, ne jouit pas de la reconnaissance nationale : il mourut aux portes de Luknow. « Pendant plus de quarante ans, dit-il avant d'expirer, j'ai réglé ma vie de manière que la mort me trouvât toujours prêt. Aussi n'ai-je pas peur : mourir, c'est gagner. »

Durant les quatre derniers mois de l'année, les insurgés restèrent complètement maîtres de l'Aoud. Ils étaient 150 000, appuyés sur une population d'un million d'âmes. Ils avaient proclamé roi un enfant, Brijeis-Kuddr, « *L'Égal de la Planète Mercure* », sous le nom duquel gouvernait Mummoo-Khan, l'amant de sa mère. Pourtant 2 000 soldats, sous les ordres de Sir James Outram, restés à l'Alumbagh, près de Luknow, les tenaient en échec.

Ayant enfin reçu des renforts d'Europe, Sir Colin Campbell commença une campagne décisive par les batailles de *Cawn-pore* (6 décembre 1857) et de *Futtehghur* (3 janvier 1858). Le 27 février, l'armée anglaise, qui comptait un peu plus de 18 000 combattants, franchit le Gange et marcha sur *Luknow*. La ville était défendue par 60 000 cipayes et 150 000 paysans armés. Pourtant, attaquée sur les deux rives de la Goumti par Sir Colin Campbell et Sir James Outram, elle fut emportée d'assaut après onze jours de combat, saccagée et ensanglantée par d'horribles représailles (3-14 mars 1858).

La guerre n'était pas terminée : d'innombrables guérillas couvraient les deux rives du Gange. Il fallut encore neuf mois à Sir Colin Campbell pour rejeter les insurgés du Gange sur la Gogra, et de la Gogra dans les montagnes du Népal. Alors seulement la paix fut rétablie.

L'Inde depuis 1857. — La révolte des cipayes obligea le Gouvernement Anglais à modifier profondément la situation de l'Inde. En 1858 un bill du Parlement supprima la Compagnie des Indes et donna à la Couronne l'administration directe de cette colonie. Un Ministre de l'Inde fut créé ; on lui adjoignit un Conseil de quinze membres, dont huit nommés par le Gouvernement, et sept choisis par leurs collègues. C'est le Ministre de l'Inde qui nomme le gouverneur de l'Inde et les principaux employés de la colonie. Désormais les indigènes furent admis aux emplois publics ; l'accès de toutes les charges leur fut ouvert aussi bien qu'aux Européens, sous la seule garantie de compétence, prouvée par des examens publics passés en langue anglaise ; des collègues nombreux instruisent d'ailleurs la jeunesse indienne dans les lettres et les

sciences européennes, ainsi que dans la langue de ses maîtres.

Ces indigènes instruits, ces « babous », deviennent parfois de très bons instruments entre les mains des Anglais. Ils forment un corps excellent d'agents inférieurs : topographes, forestiers, financiers, conducteurs de travaux, etc. Mais beaucoup deviennent aussi des déclassés que la société indoue rejette, et que celle des maîtres n'admet pas. Ils aspirent à jouer un rôle politique, à émanciper l'Inde, se font journalistes et, comme tels, sont mis en prison, frappés d'amende. Les Anglais les méprisent et ne pensent pas qu'ils puissent jamais s'entendre entre eux ; ils comptent sur l'hostilité des races, des religions¹ ; mais, s'il n'y a pas encore de Parlement indou, il y a régulièrement un « Congrès national » ; pour beaucoup, ce n'est qu'une *singerie* ridicule des discours, des usages d'Europe. Mais qui ne voit le langage des membres devenir plus agressif, leurs vœux plus justes, leurs doléances plus précises, leur accord plus étroit ? Les Anglais finiront-ils par faire contre eux *l'Inde*, qui n'avait pas encore existé² ?

** En attendant, notons que deux Parsis ont été élus députés en Angleterre, comme M. Naoroji, et que quelques Indous commencent à se faire un nom dans les sciences, comme M. Chunder Bose, l'électricien.

On a vu (t. II, p. 434) que la reine de la Grande-Bretagne a pris en 1876 le titre d'*Impératrice des Indes*.

Le recensement de 1891 a donné pour l'Inde et la Birmanie anglaise 287 223 431 habitants ; classés par religions, qui ici indiquent bien les races, ces peuples divers se décomposent en 207 731 727 Indous, qui se divisent eux-mêmes en milliers de sectes (on en a compté 140 000), dont les deux premières sont les Brahmanes et les Rajpouts ; 57 324 164 Mahométans ; 9 280 467 Adorateurs de la Nature (les Aborigènes) ; 8 547 999 Bouddhistes et Jains ; 2 284 380 Chrétiens ; 1 907 833 Sikhs, et 149 861 individus appartenant à d'autres cultes moins nombreux, Parsis, Juifs, etc. — 123 langues distinctes sont parlées dans cet empire, les plus importantes étant par ordre : l'Hindoustani, le Bengali, le Telegu, le Mahratti, le

1. Voir SIR JOHN STRACHEY, *India* ; livre très optimiste sur la stabilité de la puissance anglaise aux Indes (*Traduction* J. HARMAND, 1892).

2. AUGUSTIN FILON, *L'Inde d'aujourd'hui d'après les Écrivains indiens* (*Revue des Deux Mondes*, 1899 et 1900).

Pendjab, le Tamil, le Guzrafi, le Canarèze, l'Uriui, le Malayalum, le Birman et le Sindi.

La population est presque entièrement livrée à l'agriculture; les paysans ou ryots sont misérables à l'extrême, accablés par les taxes payées au Gouvernement et les redevances dues aux zemindars ou propriétaires du sol¹; ils empruntent à 40, ou même à 60 pour 100.

** Le commerce de l'Inde, qui s'élevait en 1857 à 1 375 millions de francs, monte aujourd'hui à 5 milliards, chiffre peu élevé, si l'on songe que l'Inde compte environ 290 millions d'habitants. L'Angleterre et ses colonies envoient 80 pour 100 des importations et reçoivent 57 pour 100 des exportations. L'industrie indienne fait des progrès très considérables; mais les vieilles et admirables industries disparaissent; elles sont remplacées par la production courante.

Les admirables mousselines de jadis : « *rosée du soir, eau courante, air tissé* », ne se font plus; on ne donnerait plus au Prince de Galles, comme en 1876, une pièce de mousseline pesant 85 grammes les 20 yards; mais on produit une énorme quantité de filés grossiers qui s'exportent au Japon, en concurrence avec les filés anglais analogues²; en dix ans, cette exportation a crû de 450 pour 100; celle des cotonnades, de 126 pour 100; celle des toiles de jute, de 133 pour 100. Le nombre des métiers à coton a crû de 78 pour 100, celui des

1. Dans l'Hindoustan, « la faim règne en permanence... Les épidémies trouvent largement à moissonner parmi les populations épuisées... La mortalité moyenne est d'un tiers supérieure à celle des habitants de l'Europe occidentale... Il est probable que la famine de 1887 n'a pas enlevé moins de quatre millions d'hommes. » (E. RECLUS.) Les Indiens ont encore été décimés en 1896 et en 1899-1900 par la peste et par la famine, la récolte du riz ayant manqué par suite de la sécheresse.

** La famine de 1899-1900 est la plus terrible que l'Inde ait connue. Le Gouvernement est obligé de soutenir plus de 6 millions d'indigents, c'est-à-dire de gens réduits à l'état de squelettes, et souvent incapables de se mouvoir. Les *campes de travail* ne servent presque à rien. Mais on a créé beaucoup de bons postes d'inspecteurs, d'agents de distribution de secours. Plus de cinquante millions d'Indous souffrent de la faim, non que les vivres manquent, mais parce que l'argent coule toujours de l'Inde en Angleterre. Le « *famine fund* » a été employé à d'autres usages et les souscriptions de l'Angleterre n'atteignent pas le millième de ce qu'il faudrait. Aussi les épidémies enlèvent-elles facilement la population. Le choléra ravage une partie de l'Inde; la peste ne la quitte plus, et Bombay est à demi dépeuplé. En vain cherche-t-on à inoculer la population; elle s'y refuse souvent, et vit salement et misérablement.

2. ** Voir BREMER, *L'Évolution industrielle de l'Inde* (Annales de l'École des Sciences politiques, juillet et septembre 1894, janvier 1895.)

broches, de 121 pour 100. Presque toutes ces manufactures sont à des capitalistes indigènes, surtout des Parsis, du côté de Bombay. La main-d'œuvre est à très bas prix, et nombre de ces usines donnent des dividendes de 20 à 30 pour 100. Il y a là évidemment pour l'Angleterre un danger lointain; elle risque de perdre un jour le marché asiatique; mais jusqu'à présent presque toute la population vit encore hors des villes.

** L'armée compte 72 550 hommes de troupes anglaises et 147 535 de troupes indigènes. Il faut ajouter 80 000 hommes dans les États vassaux et 170 000 hommes de police. Mais les troupes vassales ne sont pas dangereuses : les officiers instructeurs sont tous Anglais et ont pour mission de ne pas apprendre leur métier à ces troupes. Elles ne servent qu'à la parade. Les seules bonnes troupes indigènes sont les Sikhs et les Goorkhas, vrais soldats d'élite. Après la révolte des cipayes, on les licencia, puis on les réorganisa et on augmenta le nombre des troupes anglaises. L'Inde est pour l'Angleterre un réservoir d'hommes où elle puise pour ses guerres, pour les campagnes du Soudan égyptien, de l'Afrique du Sud (elle en a envoyé plusieurs milliers dès le mois de septembre 1899), pour les côtes des Détroits, Hong-Kong, la Chine. C'est aussi l'immense réserve de travailleurs pour les plantations des Antilles, de la Guyane, de Maurice, du Natal, pour les travaux meurtriers du chemin de fer de l'Ouganda; réserve qu'elle s'ouvre toute grande, mais qu'elle ferme aux autres peuples qui sollicitent la moindre émigration indoue. L'Angleterre ne veut pas seulement prendre l'or et les champs de cotonniers, mais les hommes aussi : cela « paye ».

** Il est vrai que les hauts fonctionnaires touchent des revenus merveilleux (le vice-roi, à divers titres, reçoit environ 800 000 francs par an) et jouissent de belles pensions après peu de services; tel haut membre de la magistrature reçoit 48 000 francs de retraite après quinze ans de service. En tout, l'Inde est obligée de payer chaque année à l'Angleterre 375 millions, 750 même, écrit le socialiste anglais Hyndman, soit déjà *plusieurs dizaines de milliards!*

** A cause de la baisse universelle de l'argent, l'Inde a fermé sa Monnaie en 1893 à la frappe libre de l'argent, et doit passer à l'étalon d'or, imitant en cela le Japon².

2. Voir *La Réforme Monétaire aux Indes* (Economiste français, 2 et 30 septembre 1899.)

** Le budget de l'Inde n'est pas florissant. En 1897-98, les revenus ne se sont élevés qu'à 96 442 000 livres ou dizaines de roupies¹ (98 370 167 en 1895-96). Mais les dépenses sont de 101 801 215 Rx; d'où déficit de plus de 5 millions de Rx. L'impôt foncier (25 683 642 Rx) est en légère progression; les recettes des chemins de fer (21 260 886 Rx) aussi (23 millions Rx de plus en 5 ans). L'impôt du sel (8 594 225 Rx) décroît; l'octroi donne 5 489 454 Rx (4 641 295 en 1897-98) et a presque triplé en 40 ans. Mais le monopole de l'opium est tombé en 40 ans de 8 562 319 Rx à 5 479 772. Les charges militaires croissent tous les deux ans de 20 000 000 Rx. Ces dépenses représentent en 40 ans 2 313 693 920 Rx. Les forteresses seules ont coûté en 40 ans 37 963 290 Rx. Pendant ce temps, le Gouverneur et le service civil ont coûté 1 435 796 160 Rx, et la famine 134 667 590 Rx (53 631 250 en 1897-98); les routes et constructions diverses 566 854 550 Rx. La dette, en neuf ans, est passée de 206 619 559 £ à 242 989 003.

Étendue actuelle des possessions anglaises. — Les possessions anglaises comprennent : le *Bengale* (*Calcutta*), les *Provinces Nord-Ouest* avec l'*Aoud* (*Luknow*), les *Provinces de Madras, de Bombay, du Pendjab*² (*Lahore*), du *Centre* (*Nagpou*), l'*Assam*, la *Birmanie* (*haute et basse*), le *Béar*, l'*Adjmir*, le *Coorg*.

Les États feudataires ou alliés comprennent les pays suivants : *Radjpoutana*, *Haïderabad*, *Inde Centrale*, *Maïssour*, *Travancore*, *Baroda*, *Cochin*, *Cachmir*, *Sikkim*, *Manipou*, etc.

A l'Hindoustan se rattache au sud-est de la côte de Coromandel, la grande île de *Ceylan*, avec les villes de *Colombo*², *Kandy*, *Pointe-de-Galle*, *Trinquemalay*.

Sur la côte de Malabar, les Anglais possèdent l'archipel des *Laquedives*, et, plus au sud, celui des *Maldives*. Dans le golfe de Bengale, bien loin au sud-est sur la côte de l'Indo-Chine, ils sont maîtres des îles *Nicobar* et *Andaman*.

Le *Béloutchistan*, dont la population, malgré la vaste étendue du pays, ne dépasse pas 400 000 habitants, est devenu, lui aussi, une dépendance de l'Angleterre. Les villes princi-

1. La roupie, dans le budget, est évaluée à 2 shillings. La dizaine de roupies s'écrit en abrégé Rx.

2. *Simita*, sur le Sutledje, au nord du Pendjab, dans la région des montagnes, est devenue la résidence d'été des gouverneurs et comme la capitale périodique de l'Empire anglais pendant les chaleurs.

3. C'est à Colombo que les paquebots relâchent entre Aden et Singapour.

pales sont : *Kelat* et *Gondawa* (toutes deux sur un affluent de l'Indus), *Sarawan*.

Les Anglais dans l'Indo-Chine. — On rencontre en Europe, au sud du massif des Alpes et de la région centrale comprise entre les plateaux de la Suisse et de la Transylvanie, deux péninsules, l'Italie et la Grèce, séparées par un golfe profond, la mer Adriatique. La même conformation se remarque sur le sol de l'Asie : au sud des monts Himalaya et des plateaux du Thibet, on trouve deux péninsules, l'Hindoustan et l'Indo-Chine, séparées par le Golfe du Bengale. Mais, de la première, les Anglais possèdent également les points les plus importants de la seconde.

La côte occidentale leur appartient sans interruption jusqu'à l'isthme de *Kraw*, où commence la presqu'île de Malacca. On y remarque d'abord, le long de la province d'*Arrakan*, en allant du nord-ouest au sud-est, depuis le Brahmapoutre jusqu'au *Cap Negrais*, les deux ports de *Djittagong* et *Akyab*; ensuite le delta de l'*Irraouadi*, enlevé aux Birmans, aussi bien que l'embouchure de la *Salouen*. Les villes principales de la Birmanie anglaise sont : *Rangoun*, aux bouches de l'*Irraouadi*, renfermant 180 324 habitants et jointe par un chemin de fer avec *Prome*, plus au nord sur le même fleuve; *Bassein*, port à l'ouest de Rangoun; *Pégou*, à l'intérieur et au nord-est de la même ville; *Moulmèin* et *Martaban* à l'est et à l'embouchure de la *Salouen*; *Tavoi*, *Merguy* et *Tenasserim*, beaucoup plus au sud et à l'entrée de la presqu'île de Malacca.

C'est en cet endroit, vers le 10^e degré de latitude septentrionale, à 150 lieues au nord de Singapour, que la péninsule se rétrécit auprès du village de *Kraw* et forme un isthme étroit; les deux mers que sépare cette langue de terre, le golfe de Siam, d'une part, et celui du Bengale, de l'autre, ne sont plus qu'à 50 kilomètres de distance. On a parlé de creuser en ce point un canal.

** Plus au sud, et le long de la presqu'île de Malacca, jusqu'à son extrémité méridionale, la côte, à proprement parler, n'appartient à personne; mais les Anglais y possèdent, de distance en distance, tous les points importants : 1^o les *Straits Settlements*, c'est-à-dire Poulo-Penang et la province de Wellesley, avec la ville de Georgetown (jadis Tandjong), Malacca et l'île de Singapour; 2^o les *Protectorats malaisiens* : Pérak

(avec la province de Dinding); Sélangor; Negri Sembilan avec Sungei Ujong; Pahang (sur la côte est); le sultanat de Johore Bharu, à la pointe de la presqu'île, est déjà bien sous leur influence. Ces États sont admirablement riches en forêts de teck et autres arbres précieux, en coprah, en cultures tropicales, et surtout en étain. Aussi les Anglais y font-ils une série de lignes ferrées. Déjà *Port-Weld* (Pérah) est relié à *Taiping*; on en fait de *Kinta* à *Taiping* et *Telutz Aouan*, et de *Telutz* aux mines de *Goping*. Les différents contingents militaires de ces petits États ont aujourd'hui une organisation commune. Ce ne sont plus des postes éparpillés; cela devient une colonie, avec son armée, son organisation, destinée à jouer un rôle entre l'Océan Indien et les mers de Chine. En même temps, l'Angleterre multiplie ses consulats sur les côtes Siamois de l'isthme (Poulo-Ouâi, Kédal, etc.).

Expédition anglaise en Birmanie (1885).—On peut donc dire que les Anglais sont absolument les maîtres de la route qui conduit en Chine par mer. Ils songeaient depuis longtemps à s'ouvrir un chemin terrestre plus direct de Calcutta vers l'Empire du Milieu, à travers le territoire Birman. Non contents d'avoir enlevé à la Birmanie ses provinces maritimes et de l'avoir confinée à l'intérieur, ils voulaient maintenant en faire une possession immédiate, ou du moins une dépendance de leur domaine asiatique.

La Birmanie, qui se trouve interposée entre l'Assam Anglais et le Yunnan Chinois, est arrosée par l'Irraouadi et la Salouen; elle conduit en ligne droite du delta du Gange à la vallée du Yang-tsé-Kiang. Elle renferme de magnifiques forêts; on y trouve l'aréquier, le cocotier, le manguier, le bananier, l'oranger, le teck, le cachou, l'arbre à vernis; le pays produit du riz, du thé, du café, du sucre, du tabac. Il a pour capitale *Mandalay*¹, sur l'Irraouadi, qui a remplacé les villes voisines, *Ava* (*Etang des Pêcheurs*), et *Amarapoura* (*Ville de l'Immortalité*). La religion officielle est le bouddhisme; on évalue la population à 6 millions d'habitants. Inquiet de l'attitude de l'Angleterre, le Gouvernement de la Birmanie envoya en 1883 une ambassade à Paris pour demander la protection de la France, et un traité de commerce fut signé en 1885

1. Fondée en 1856 par Mendoume-Mén, cette ville fut à moitié brûlée en 1884. Le roi Thibo, qui régnait depuis 1878, et avait fait massacrer le 15 février 1879 quatre-vingts membres de sa propre famille, fut peut-être l'auteur de cet incendie.

entre la Birmanie et la République; ce traité, affirmait le *Times*, cédait aux Français un district voisin du fleuve Salouen, le droit d'exploiter des mines et le privilège exclusif d'établir des chemins de fer. Le fait fut démenti, le traité étant purement commercial; cependant les Anglais qui habitaient la Birmanie Britannique s'efforcèrent de faire déclarer la guerre au roi Thibo, afin d'opérer l'annexion complète de la Birmanie à l'Empire Indien.

Ils se plainquirent que le Gouvernement Birman refusât de laisser exploiter ses forêts de teck par une compagnie anglaise. Leurs excitations réussirent. Sommé de se soumettre aux exigences britanniques, Thibo eut d'abord l'idée de résister. Le général Prendergast, à la tête de 15 000 hommes, partit de Rangoun en remontant l'Irraouadi; du 16 au 25 novembre 1885, il enleva sans beaucoup de peine *Miat*, *Minha*, *Sincongwek*, *Kuligan*, *Mingyan*, *Pagan*. Découragé, Thibo se rendit aux Anglais, qui le 29 novembre entrèrent sans combat dans Mandalay; la Birmanie appartenait à la Grande-Bretagne. Bientôt, il est vrai, les *dacoits*, qui sont les *Pavillons-Noirs* Birmans, s'insurgèrent de toutes parts, et imposèrent aux envahisseurs la nécessité de soutenir une guerre de guérillas, féconde en surprises, longue, difficile, sanglante, qui n'est pas encore terminée; les Anglais y ont commis d'affreuses cruautés.

** Depuis que lord Dufferin annexa la Birmanie, les Anglais y ont fait des progrès considérables. La culture du riz dans les parties basses, l'exploitation, déjà imprudente, des forêts de teck, les gisements de pétrole et de pierres précieuses, des rubis surtout, telles sont les sources de la prospérité de ce riche pays; elles ont permis de faire lucrativement un grand réseau ferré, utile au point de vue militaire et économique. Dès 1877, s'ouvrait la voie de Rangoun à Prome (257 kil.); de 1884 à 1898, on en fit une de 1155 kil. entre Rangoun, Toungoo, Mandalay, Mogaoung, Myit-Kyina et Bhamo. Avec quelques embranchements, cela faisait déjà 1 453 kil. Depuis 1898, on a commencé les lignes de Mandalay à Kunlong, ville située sur la Salouen, presque sur la frontière chinoise; on veut la prolonger jusqu'au Mékong et au Yang-tsé-Kiang. Une autre ligne est à l'étude, de Bassein à Henzada et Thonze (160 kil.); trois autres (300 kil. environ) dans la haute Birmanie. Quelle comparaison avec notre Indo-Chine!

** Les chemins de fer sont à voie de 1 mètre et, depuis 1896,

confiés à une Compagnie. Le coût moyen a été de 55 724 roupies à 38 000 (la roupie vaut 2 fr. 36). Mais les travaux d'art deviennent de plus en plus considérables; le seul viaduc de Gokteik (ligne Mandalay-Kunlong) coûtera au moins 1 650 000 fr. Le capitaine Wingate, envoyé en mission dans le sud de la Chine, n'estime pas faisable un chemin de fer de Kunlong à Yunnan Fou : il faudrait « une succession de tunnels comme le Saint-Gothard, et des ponts comme celui du détroit de Menai. » Mais l'Angleterre a toujours désiré gagner le sud-ouest de la Chine par le Brahmapoutre, l'Irraouadi et la Salouen. Elle multiplie le nombre de ses consuls au Yunnan et poursuit activement la délimitation de la frontière birmane. La Commission anglaise de délimitation a été en partie massacrée par les Chinois au début de l'insurrection des Boxeurs.

Une convention signée entre l'Angleterre et la Chine le 1^{er} mars 1894 a fixé les limites des possessions réciproques du côté de la Birmanie. Les Anglais ont remis Monglein et Xieng-Hong au Céleste-Empire; ils ont obtenu l'ouverture d'un marché à Matung, dans le Tibet, avec le droit de résider dans cette ville.

Les insurrections au Manipour et au Tchitral. — Une insurrection avait éclaté contre la domination britannique dans le *Manipour*. Cet État, situé entre l'Assam et la Birmanie, avait pour souverain depuis 1851 le maharajah Chandra Kirti, allié des Anglais. Renversé par une insurrection en 1890, il demanda l'appui de la Grande-Bretagne. M. Quiton, commissaire général de l'Assam, pénétra bien dans Manipour avec deux régiments de *ghoorkas*; mais son camp fut attaqué, ses soldats dispersés, anéantis, plusieurs officiers anglais massacrés (24-25 mai 1891). Leur mort fut vengée un mois après.

Toutefois, la domination anglaise ne paraît très solide ni à Manipour, ni même dans le reste de l'Hindoustan; bien des symptômes indiquent que la population indigène reste hostile, et que l'instruction qu'on lui donne augmente son antipathie pour ses maîtres, loin de la diminuer.

En 1894, les Anglais eurent des combats à soutenir contre les Abors, dans la région de l'Himalaya, et contre les Waziris, vers la frontière du Pendjab et de l'Afghanistan. En 1895, ils triomphèrent de Sehr-Aszil, chef du Tchitral, vers le Kafiris-

tan, après une lutte acharnée au bord du Svât et dans des défilés d'accès difficile.

L'annexion définitive du pays de Tchitral fut décidée en août 1895. Kiladaroch, choisi pour quartier général, Tchitral, Dir, le col Malakand, Chakdarra, le gué du Svât, la route de Panjkora, furent militairement occupés.

** La frontière du nord-ouest¹ a été le théâtre d'une véritable révolte en 1897-1898. Il est vrai que le Gouvernement indien avait promis de respecter l'indépendance de ces régions montagneuses, mais les nécessités stratégiques firent oublier la promesse. L'occupation du Svât amena sans doute l'insurrection des Afridis, des Mohmands et des Orakzais en 1897. Le 23 août 1897, 10 000 insurgés, réunis subitement, enlevèrent le fort d'Ali-Masjid, et le 25, celui de Landi-Kotal. Il fallut réunir une armée de 40 000 hommes et la lutte fut très dure; le 20 octobre, eut lieu la prise de Dargaï par les Gordon Highlanders; assaut héroïque, mais inutile boucherie. L'expédition, encombrée de 18 000 valets et porteurs, se replia en décembre sur Pechawer. Le 27 juillet, les Svâtis s'étaient aussi jetés sur le fort de Chakdarra, soulevés par un fakir fanatique. Les Orakzais ne se battirent que quand les autres étaient déjà repoussés. En 1898 seulement (janvier), les Anglais eurent raison des Bounervals. Les Mohmands convinrent de payer 5 000 roupies d'amende et de livrer leurs fusils (8 septembre 1897); on rasa chez eux 72 tours et 40 forts. Le 15 décembre, les Orakzais payèrent 27 000 roupies. En mars 1898, on considérait l'insurrection comme terminée. Elle avait entouré comme d'un demi-cercle, tout le district de Pechawer, et, si ces tribus se fussent concertées, elle eût abouti à la prise de la ville. L'émir d'Afghanistan protesta de sa fidélité à l'Angleterre, dès le 24 août 1897; il eut peur. Résultat : au mois de juillet 1900, les Afridis se sont soulevés contre lui et ont détruit des forts. Quelque jour, ils reprendront la lutte contre l'Angleterre; il suffira d'un nouveau fakir et de quelques commerçants anglais assez avides de gain pour vendre sur la côte du Golfe Persique des fusils qui prendront vite la route du Tchitral et du Svât. Il est vrai que

1. ** Ou plutôt *les* frontières; il y en a deux : celle de l'Inde, et celle imposée à l'ouest à l'émir d'Afghanistan. C'est dans la zone montagneuse intermédiaire, peuplée de 1 million et demi d'habitants qu'ont lieu les troubles; c'est en payant un subside aux Afridis que les Anglais avaient cru maintenir leur autorité sur les passes de ces montagnes.

même à Kaboul on a créé un arsenal qui fabrique par an 150 canons à tir rapide et, par jour, 25 fusils et 10 000 cartouches. Deux Allemands dirigent l'arsenal. D'ailleurs dans toute l'Inde, on cherche à voler les fusils anglais pour les vendre à la frontière.

**** Délimitation des Pamirs.** — Les travaux de la Commission anglo-russe pour la délimitation des Pamirs se sont terminés. Désormais la frontière nord de l'Afghanistan est fixée de Zoulfikar sur le Heri-Roud, jusqu'au Pamir; toutefois cette délimitation des Pamirs (15 avril 1895) a beaucoup surpris; car elle reconnaît aux Anglais le cours supérieur d'une des branches qui forment l'Amou-Daria et, à l'est des Pamirs, elle leur laisse des passes avantageuses et même praticables à l'artillerie. Les Afghans ou les Anglais (c'est tout un) restent maîtres des crêtes et des passes de l'Indou-Kouch, et notamment du col de Baroghil. Négligence coupable des négociateurs russes, ou concession en échange d'avantages encore inconnus du public, on ne sait. Depuis lors, les Russes ont peu à peu amélioré leurs routes, et *perché* des postes au cœur du pays, presque dans les glaces.

II. — RIVALITÉ DES ANGLAIS ET DES RUSSES EN ASIE.

— LE TURKESTAN, L'AFGHANISTAN, LA SIBÉRIE. — LA PERSE.

Les Anglais et les Russes dans l'Asie occidentale, en Perse, à Hérat, dans le *Turkestan* et à Khiva. — *L'Afghanistan*. Son importance stratégique. — Guerre des Anglais contre les Afghans (1878). — *Province transcaspienne* de la Russie. — Conflit russo-afghan (1885). — Le chemin de fer transcaspien. — *Sibérie*. Le Transsibérien. — *Perse* ou Iran. — Le Chah Nassr-Ed-Din (1848-1896). Les Babis. — Assassinat de Nassr-Ed-Din (1^{er} mai 1896). — Lutte entre l'influence russe et anglaise.

Les Anglais et les Russes dans l'Asie occidentale, en Perse, à Hérat, dans le Turkestan et à Khiva. — Il y a longtemps que les Anglais et les Russes se disputent l'Asie: les uns l'ont entamée par le nord, les autres par le midi. Établis au sud du Caucase et à l'orient de la Mer Caspienne, les Russes environnent la Perse et la tiennent sous leur influence.

A peu près à égale distance entre le lac d'Aral, c'est-à-dire la frontière russe, et le Sind, c'est-à-dire la frontière anglaise, se trouvait le pays d'Hérat, dans une forte position au milieu des montagnes de l'Indou-Kouch. En 1856, les

Russes poussèrent le chah de Perse à l'attaque d'Hérat. Pour arrêter les Persans, le gouverneur général de l'Inde envoya une expédition dans le golfe Persique. Les Anglais s'emparèrent de l'île de Karack, du port de Bouchir, et parvinrent à l'embouchure du Chat-el-Arab (décembre 1856-février 1857). La paix fut signée la même année sous la médiation de la France, et le chah promit de respecter Hérat. Ce royaume était donc soustrait aux Persans, c'est-à-dire à la Russie. Non contents de ce succès, les Anglais en 1862 firent attaquer *Hérat* par le sultan de Kaboul, Dost-Mohammed, leur ancien ennemi devenu leur allié; après un an de guerre, cette ville tomba en son pouvoir (1863).

Les Russes avançaient de leur côté dans le Turkestan. En 1847 ils construisirent le fort Raim à l'embouchure du Syr-Daria dans la mer d'Aral. Ils explorèrent cette mer l'année suivante. Le colonel Pérovsky enleva la forteresse d'*Ak-Masjid*, dans le Kokan (1853). Le fort Raim fut évacué et remplacé par *Kazala*, à la tête du delta du Syr-Daria. En 1864, les colonels Vereskin et Tcherniaïef conquièrent *Turkestan*, *Aulié-Ata*, *Tchemkent*, *Niasbeck*, *Tachkent*. Deux ans plus tard, après la bataille d'*Irdzar*, les Russes s'emparèrent de *Khodjend* (24 mai 1866) et de *Samarhand*. Par le traité du 5 juillet 1868, le khan de Boukhara se reconnut vassal du tsar. *Zerafchan*, *Falgar*, *Magian*, furent annexés en 1870.

Au sud du Syr-Daria, dans la vallée de l'Amou-Daria, le *Khanat de Khiva*, peuplé d'*Euzbeks*, de *Kirghises* et de *Turkomans*, avait conservé jusque-là son indépendance. Les Turkomans, peuple nomade, vivaient sous la tente entre la mer Caspienne, la mer d'Aral, l'Atrek; ils étaient pêcheurs, chasseurs, bergers, agriculteurs et brigands. Ils erraient dans les steppes avec leurs troupeaux et leurs esclaves, et avaient une multitude de chameaux et de chevaux. Très habiles cavaliers, ils allaient enlever des Persans vers Astrabad, le Mazandéran et le Khorassan, et des Russes vers la mer d'Aral, pour les vendre comme esclaves à Khiva ou à Boukhara.

Ces brigandages fournirent au Gouvernement du tsar l'occasion d'une nouvelle conquête. En 1873, les Russes marchèrent sur Khiva en quatre colonnes commandées par le général Kaufmann, et occupèrent cette ville au mois de juin. Le khan de Khiva céda à la Russie toute la rive droite de l'Amou-Daria depuis les limites de Boukhara jusqu'à la mer d'Aral, en y comprenant le delta du fleuve; à l'ouest de la

mer d'Aral, jusqu'à la mer Caspienne la frontière russe dut être formée par l'Ouzboï, le lit de l'ancien Oxus. Les vainqueurs abolirent l'esclavage à Khiva et délivrèrent 40 000 esclaves.

Le 2 mars 1876, les Russes annexèrent le Kokan sous le nom de *Province de Fergâna*; *Tachkend*, ville de 156 414 habitants, est la capitale de tout le Turkestan Russe. Au sud de l'Ouzboï, la côte de la mer Caspienne, jusqu'à l'embouchure de l'Atrek, c'est-à-dire jusqu'à la frontière persane, a été également annexée. Les Russes possédèrent bientôt dans cette partie le port de *Chikislar*, sur l'Atrek, et celui de *Krasnovodsk*, au nord de l'Ouzboï : ils ne devaient pas s'en tenir là.

L'Afghanistan. Son importance stratégique. — Hérissé intérieurement de montagnes qui s'entre-croisent dans tous les sens, l'Afghanistan s'abaisse au nord vers la vallée de l'*Amou-Daria*, c'est-à-dire vers la Grande-Boukharie et l'Asie Russe; au sud-ouest, vers la vallée de l'*Helmend*, fleuve sans débouchés, qui va se déverser dans le lac *Zerrah* à la frontière persane; à l'est, vers le *Sind*, auquel il envoie un affluent, le *Kaboul-Daria*. Parmi ces montagnes sont les monts *Souleiman* inclinés du nord au sud, sur la rive droite du *Sind* et parallèles à ce fleuve. Quand, au sortir de *Pechawer*, dernière station du chemin de fer anglo-indien à l'est du *Sind*, on veut pénétrer dans l'Afghanistan, il faut s'engager perpendiculairement au fleuve dans le redoutable défilé de *Khaïber*, long de 80 kilomètres environ, étroit et profond, bordé de rochers à pic, dont l'entrée est dominée par le fort d'*Ali-Masjid*. Le *Kaboul-Daria* est encaissé dans la passe de *Khaïber*, et quand il déborde, la remplit en certains endroits. En remontant ce défilé, par *Jamroud*, *Ali-Masjid*, *Dakka* et *Djelalabad*, on arrive à *Kaboul*. Une seconde route plus méridionale, partant également des bords du *Sind* et remontant un autre affluent de ce fleuve, le *Kouroum*, conduit encore par *Mohamed-Azim*, à travers la passe de *Peiwar*, jusqu'à *Kaboul* (*Kaboul* est à environ 80 lieues du *Sind*).

Si de cette ville on veut gagner les bords de l'*Amou-Daria*, il faut traverser une seconde barrière, les monts de l'*Indou-Kouch*, inclinés de l'est à l'ouest, qui prolongent l'Himalaya, et sont eux-mêmes continués dans la direction de la mer Caspienne par les monts du *Khorassan*. Les principales villes des Afghans, au nord de l'*Indou-Kouch*, sont *Balkh*, *Koundouz*.

À l'ouest de l'Afghanistan, *Hérat* occupe une position analogue à celle de *Kaboul* à l'est, et non moins importante. Il y a encore à l'intérieur du pays, dans la vallée de l'*Helmend*, *Ghanza*, et plus au sud *Kandahar*. *Hérat* et *Kandahar* sont reliés par une route importante. De *Kandahar*, et en traversant dans la direction du sud-est les passes de *Khojak* et de *Bolan*, entre lesquelles est située la ville de *Quettah* (Bélocchistan), on arrive sur le *Sind*. De *Hérat*, en traversant dans la direction du nord les passes des montagnes, on arrive à *Merv*, sur le *Mourghab*, c'est-à-dire sur la route de l'*Amou-Daria* et de *Khiva*.

L'Afghanistan forme donc un immense bassin naturel jeté en avant des possessions russes et anglaises, au sud du Turkestan, au nord-ouest de l'Hindoustan. Il renferme tous les défilés, toutes les passes, toutes les routes qui conduisent de l'un des deux empires dans l'autre : en style militaire, il les domine, il les commande tous les deux. C'est ce qui faisait dire à la tribune anglaise par Lord Beaconsfield que les défilés de l'Afghanistan étaient indispensables à la sécurité de l'Empire Britannique en Asie, qu'ils en constituaient « la frontière scientifique ».

Guerre des Anglais contre les Afghans (1878). — On a vu (t. I, p. 561-562) à quel terrible désastre aboutit la première expédition des Anglais dans l'Afghanistan. De toute leur armée, c'est-à-dire de 20 000 hommes, un seul échappa à la mort. Depuis cette époque (1842), renonçant à renverser *Dost-Mohammed*, les Anglais s'attachèrent à se faire de lui un ami et à le brouiller avec les Russes. Quand il s'empara de *Hérat* en 1863, ils considérèrent ce succès comme une victoire personnelle. Mais à la mort de *Dost-Mohammed* une guerre de succession éclata entre ses fils, *Shere-Ali*, désigné par lui comme son successeur, quoique étant le plus jeune, et les deux aînés, *Afzoul-Khan* et *Azim-Khan*. La lutte fut longue et marquée par d'affreuses cruautés. *Shere-Ali* finit par l'empor-

1. Lord Beaconsfield, répondant à Gladstone, disait à la Chambre des Lords le 10 décembre 1878 : « Notre frontière des Indes était plutôt une prison qu'une frontière. Nous ne pouvions pas obtenir d'informations sur ce qui se passait au delà. Or, c'était là notre grande difficulté, car nous désirions avoir des yeux pour voir et des oreilles pour entendre... Si un représentant anglais avait été reçu à *Kaboul*, ce seul fait eût été virtuellement une rectification de frontières. Sans l'apparition soudaine de la Russie dans le voisinage de l'Afghanistan, les choses auraient pu continuer comme elles avaient existé pendant les vingt-huit dernières années... »

ter en 1868 et resta maître de Kaboul. Comme il se montrait favorable aux Russes, et qu'il avait reçu une ambassade du tsar dans sa capitale, l'Angleterre exigea qu'il accueillit également un envoyé du vice-roi des Indes. Le cabinet tory y tenait d'autant plus que les succès de la Russie dans la guerre de Turquie pouvaient affaiblir le prestige britannique parmi les musulmans orientaux, et que les lieutenants d'Alexandre II opéraient chaque jour dans le Turkestan des annexions nouvelles. Mais le major Cavagnari, chef de la mission anglaise, fut arrêté par un refus formel à l'entrée de la passe de Khaïber (septembre 1878). Shere-Ali était poussé à la résistance par les Russes, qui pourtant ne le soutinrent pas.

La guerre éclata bientôt. Le 21 novembre 1878, les Anglais prirent l'offensive : sous les ordres du général Brown, ils s'emparèrent du fort d'*Ali-Masjid*, et franchirent la passe de *Khaïber*. Un autre corps, avec le général Stewart, occupa la passe de *Khojak*; un autre, avec le général Roberts, prit d'assaut la passe de *Peiwar*. Éprouvées par le froid, la faim, la fatigue, les attaques des montagnards, qui les harcelaient, interceptaient les convois et coupaient souvent les communications, les colonnes envahissantes n'en poursuivirent pas moins leur marche en avant. Battu par les Anglais et odieux à ses sujets à cause de ses cruautés, Shere-Ali s'enfuit à Balkh et demanda des secours à la Russie : elle lui donna des conseils, en premier lieu celui de traiter avec l'Angleterre (décembre 1878).

La situation avait en effet complètement changé depuis l'époque où les Russes étaient pour la première fois entrés en relations avec lui. La paix était rétablie en Europe, et la perspective d'un conflit prochain entre Londres et Pétersbourg avait disparu; le tsar était d'ailleurs occupé des embarras intérieurs que lui causaient les nihilistes. Shere-Ali était donc abandonné à lui-même; il mourut sur ces entrefaites. Son fils Yakoub-Khan, qu'il avait retenu prisonnier pendant six ans, redevenu libre quand son père s'enfuit de Kaboul, lui succéda, et, après de longues hésitations, fit la paix avec les Anglais; par le traité de *Gandamak*, il leur céda sur tous les points, reçut une mission anglaise à Kaboul, et se résigna à n'être plus qu'un vassal de l'impératrice des Indes. Les Anglais entreprirent aussitôt la construction d'un chemin de fer partant de Tchikarpour sur l'Indus et se dirigeant au nord-ouest sur Quettah et Kandahar.

Leur triomphe n'était pas définitif. Moins d'un an après le traité, le 3 septembre 1879, les soldats afghans s'insurgèrent à Kaboul, réclamant l'arriéré de leur solde; ils prirent d'assaut l'ambassade anglaise et massacrèrent le major Cavagnari, représentant du Gouvernement Britannique. L'armée anglaise, appelée par Yakoub lui-même, marcha de nouveau sur Kaboul. Le général Roberts fut vainqueur à *Kharasaïb*, et les Anglais rentrèrent facilement dans Kaboul. Néanmoins, obligées de se disséminer en petits détachements, pour garder les passages des montagnes et tenir en respect les tribus hostiles, les troupes britanniques n'étaient nombreuses nulle part, et leur situation à la fin de 1879 paraissait des plus difficiles.

Un soulèvement éclata en janvier 1880; les Afghans insurgés s'emparèrent de *Ghazna*, et l'armée anglaise dut battre en retraite sur Djellalabad et Kaboul. Le Ministère Gladstone désirait vivement mettre un terme à cette imprudente expédition d'Afghanistan; mais encore fallait-il que l'honneur de la Grande-Bretagne et ses intérêts fussent saufs. Yakoub, soupçonné de complicité dans le massacre de l'ambassade Cavagnari, avait été détroné et retenu prisonnier à Pechawer. Avec qui traiter? Abderrhaman-Khan, proclamé par une partie des chefs afghans, fit la paix avec les Anglais; mais Ayoub-Khan, proclamé à Hérat par le parti national, marcha contre eux avec une nombreuse armée. Le 28 juillet 1880, il écrasa la colonne du général Barrows devant *Kandahar*, et assiégea dans la citadelle de cette ville le corps du général Primerose. Bombardée et affamée, la garnison résista pendant un mois. Elle fut enfin dégagée le 1^{er} septembre par l'arrivée et la victoire du général Roberts. L'année suivante (1884), Ayoub-Khan s'empara de Kandahar; mais il fut à son tour battu au même point le 22 septembre suivant, et obligé de s'enfuir en Perse; Abderrhaman resta sans rival.

Province transcaspienne de la Russie. — A l'invasion du territoire afghan par les Anglais répondirent de nouveaux progrès de la Russie dans le Turkestan. Pour ne pas rester en arrière, les Russes envoyèrent par la mer Caspienne et l'embouchure de l'Atrek une expédition chargée d'occuper *Abiverd* à l'ouest de Merv, à mi-chemin entre Khiva et Hérat. Le 28 août 1879 (vieux style¹), ils furent repoussés à l'at-

1. Notre 1^{er} janvier 1880 correspondait, dans le calendrier russe, au 20 décembre 1879.

taque de *Denguil-Tépé* par les Turkomans Tekkés. Mais le 12 janvier 1881 le général Skobelev s'empara de *Gueuk-Tépé*. Un an après, au commencement de 1882, les Russes entrèrent en relations avec *Merv* sur le *Mourghab*, la ville sainte dont nul Européen, sauf un correspondant du *Daily News* en 1881, n'avait encore franchi le seuil : les Mervites, après la prise de *Gueuk-Tépé*, s'inclinèrent devant la fatalité et firent bon accueil aux caravanes russes à destination de leur territoire ou en transit pour Boukhara. D'Askhabad, qu'un chemin de fer relia bientôt à la métropole, les Russes commandent maintenant toute cette région de l'Asie Centrale, qui deviendrait leur base d'opération en cas de guerre avec l'Inde Anglaise. *Merv*¹ même a été annexée à la Russie en février 1884. Au mois d'avril suivant, elle a pris possession de *Sarakhs*, plus au sud encore, sur la lisière du Turkestan, de la Perse et de l'Afghanistan, à l'est de Meched, au sud de *Merv*, au nord de Hérat. *Sarakhs* a été cédé par la Perse².

Conflit russo-afghan (1885). — Abderrhaman étant à peu près affermi sur son trône, le Gouvernement Anglais, pour s'assurer sa fidélité, lui accorda une pension considérable. En outre, l'Afghanistan ayant par sa situation une égale importance pour l'Inde Anglaise et la Russie, deux Commissions militaires furent nommées par les deux Gouvernements au début de 1885, pour déterminer au nord le tracé de la frontière afghane. Les Russes apportèrent alors, au dire des Anglais, le plus grand retard à se montrer ; ils attendaient, ajoutaient ceux-ci, que leurs troupes eussent avancé quelque peu en avant de *Sarakhs*, occupé dans l'été de 1884, et ils remontaient au sud de *Merv*, vers l'est la vallée du *Mourghab* dans la direction de *Merustchak*, vers l'ouest la vallée du *Kouch*, affluent de gauche du *Mourghab*, dans la direction de *Chamanidabad*, afin de pouvoir invoquer l'axiome favori de M. de Bismarck : *Beati possidentes*. Sur les conseils de la Commission Anglaise, les Afghans répondirent à l'avance des Russes à *Poul-i-Khatoun* et *Poul-i-Khisti*, en s'emparant du

1. La fertilité de Poasis qui entoure *Merv* est célèbre en Asie. Un proverbe local dit : « Sème un grain pour en récolter cent. » Le sorgho et le blé y viennent en abondance. C'est là que, dans l'antiquité, le roi de Syrie Antiochus Soter avait bâti *Antiochia Margiana*.

2. Il y a eu en 1890 une Exposition à Tachkend. Le Turkestan Russe produit surtout du coton, du vin, de la soie, du bétail ; il renferme de la houille.

petit fort de *Pendjeh* dans la région débattue vers le confluent du *Mourghab* et du *Kouch* ; le général Komarov les en délogea en les mettant en pleine déroute et en leur tuant beaucoup de monde (30 mars 1885). On put croire que cet incident allait donner naissance à une guerre anglo-russe. Des préparatifs furent faits des deux côtés ; le subside de l'émir fut augmenté, afin qu'il pût acheter des armes et soudoyer des soldats ; le Ministère Gladstone fit voter en Angleterre le 27 avril un crédit de 11 millions sterling pour frais de préparatifs ; Hérat (sur l'*Héri-Roud*) fut fortifié sous l'inspection des commissaires anglais ; les Russes, de leur côté, poussaient leurs chemins de fer et leurs télégraphes vers la frontière afghane, et armaient *Cronstadt* ; enfin les deux puissances pesaient sur la Turquie, l'une pour s'ouvrir, l'autre pour maintenir fermées les Dardanelles et la mer Noire.

Cependant le Ministère Gladstone à Londres et Alexandre III à Pétersbourg éprouvaient un égal désir de prévenir une lutte armée : malgré les excitations belliqueuses de la presse tory et les propos ardents des états-majors russes, les deux gouvernements négocièrent ; le chancelier allemand intervint, et le danger d'une conflagration fut écarté. La diplomatie des deux pays convint que *Pendjeh* et le terrain contesté appartiendraient à la Russie, mais que l'émir posséderait les passes de *Zulfikar* et de *Bala-Mourghab*, qui couvrent Hérat et la fertile vallée du *Mourghab*. De la sorte, la limite entre la Russie au nord et l'Afghanistan au sud devait suivre le tracé que voici : elle partirait à l'ouest de la frontière persane à *Zulfikar* (afghan) sur l'*Héri-Roud*, en amont de *Poul-i-Khatoun* (russe), sur le même cours d'eau, traverserait le *Kouch* à *Chamanidabad* (afghan), en amont de *Poul-i-Khisti* (russe), sur la même rivière, franchirait le *Mourghab* en amont de *Pendjeh* (russe), en aval de *Merustchak* et de *Bala-Mourghab* (afghans), pour aller au nord-est atteindre la frontière de la Grande-Boukharie à *Khodja-Satch* sur l'*Oxus* ou *Amou-Daria*. Les négociations pour le tracé définitif de la frontière afghane furent entamées directement à Londres entre la Russie et l'Angleterre le 4 mai 1887.

En novembre 1886, les Ghilzaïs se révoltèrent au nom de Ayoub-Khan contre l'émir Abderrhaman : c'est qu'ils étaient indisposés de la réception trop favorable faite par l'émir aux commissaires anglais pour la délimitation des frontières et aussi des entrevues d'Abderrhaman avec le vice-roi de l'Inde,

lord Dufferin, en 1885. Les Hazaras soutinrent d'abord les Ghilzaïs, puis les abandonnèrent. Les progrès des insurgés n'en continuèrent pas moins ; une partie des troupes envoyées pour les combattre firent cause commune avec eux. Au mois de mars 1887, ils étaient maîtres de Ghazna, et interceptaient la route de Kaboul à Kandahar ; en avril, ils battirent Parwana-Khan, lieutenant d'Abderrhaman, à Nani, au sud de Ghazna. Dès le mois de janvier 1887, une autre insurrection avait éclaté à Kandahar. D'autres mouvements eurent lieu au mois de septembre 1888 dans le nord de l'Afghanistan ; d'autres encore en 1889 ; enfin les Hazaras se sont soulevés de nouveau en 1892 contre l'émir.

Le chemin de fer transcasprien. — La confiance dans le maintien d'une longue paix paraissait médiocre à Londres et à Pétersbourg. Le chemin de fer transcasprien, commencé par les Russes en août 1880, fut continué avec une rapidité étonnante par le général Annenkov. Partant d'*Ouzoun-Ada* et *Mikhaïlov*, en face de Bakou¹ et vers *Krasnovodsk* sur la Caspienne², au 40^e parallèle, il incline un peu au sud-est, atteint *Kisil-Arcat*, longe la frontière persane, passe par *Gueuk-Tépé*, *Askhabad*, se rapproche de l'Afghanistan, et remonte vers le nord-est jusqu'à *Merv*. C'est le 14 juillet 1886 qu'il atteignit ce point, à environ 200 lieues de la mer. De Merv la ligne fut continuée toujours au nord-est. Deux bataillons de chemins de fer, logés dans un train formant une véritable ville roulante, dirigeaient 30 000 ouvriers, russes, turcomans, boukhares. On jeta sur l'Amou-Daria, à *Tchardjoui*, un pont en bois, qui fut terminé en cinq mois (septembre 1887-janvier 1888). Le fleuve, partagé en quatre bras, a en cet endroit plus de 2 kilomètres de large et roule entre des rives basses et sablonneuses ; on atteignit ensuite *Boukhara*. Le 27 mai 1888, jour anniversaire du couronnement d'Alexandre III, eut lieu l'inauguration solennelle de la ligne jusqu'à Samarkand³;

1. Bakou prend de plus en plus d'importance par la production du pétrole. Les innombrables puits de naphte de Balakhani, qui ont fait la fortune de Bakou, sont recouverts de hautes cages en bois. Les voyageurs comparent les gerbes de pétrole qui en jaillissent aux geysers de l'Islande et de la Yellowstone. Comme le pétrole jaillit, en certains endroits, à la surface même de la Mer Caspienne, celle-ci, pendant la nuit, paraît quelquefois tout enflammée.

2. La Mer Caspienne est à 26 mètres au-dessous du niveau de la Mer Noire.

3. Il y a 1 450 kilomètres ou un peu plus de 362 lieues de la Caspienne à Samarkand.

le premier train arriva dans cette ville avec le général Annenkov¹.

De son côté l'Angleterre a poussé ses chemins de fer de l'Inde à travers le col de Bolan jusqu'à Quetta, dans le Béloutchistan, à la frontière afghane (28 juillet 1886), et six mois après jusqu'au col de Khojak ; cette ligne doit être prolongée jusqu'à Kandahar ; une autre ligne par la route de Harnia est également en construction. Mais, à moins que les Afghans, jaloux de rester sous la dépendance anglaise, n'opposent aux Russes une résistance désespérée, la Russie a, dès à présent, le sort de l'Afghanistan entre ses mains : car la frontière au-dessous de Pendjeh n'est pas à 40 lieues de Hérat, tandis que Kandahar en est éloigné de plus de 100 lieues, et 50 lieues séparent encore Kandahar de Quetta.

** En 1899, les Russes ont prolongé le chemin de fer transcasprien de Merv jusqu'à Koutchk, à 120 kilomètres d'Hérat, sur territoire afghan. Un col, haut, il est vrai, de 2 000 mètres, les sépare seul de la ville qu'ils convoitent depuis si longtemps. On ne connut, en Europe, les travaux que quand ils furent achevés, à la fin de 1899. Le complément du transcasprien au nord s'est fait par Samarkand, Djizak, Ouré-Tioubé, Naou, Khodjent, Kokan, Margelan, Andidjan, avec embranchement de Naou sur Tachkent. Si l'on se rappelle que la Russie doit unir le Turkestan au réseau russe, par une deuxième ligne qui joindra Orenbourg à Tachkent, ou la ligne de Samara à Tchardjoui, on voit qu'elle fait converger lentement sa force offensive vers l'Afghanistan. Il semble toutefois que l'émir veuille tenir la balance égale entre les deux empires, ses voisins, et s'inféoder le moins possible².

** Toute l'organisation du Turkestan a été remaniée en 1898 ; on lui a réuni la province du Sémiretchié et le district transcasprien.

A l'ouest comme à l'est de l'Asie, la Russie étend son action civilisatrice et en même temps son empire autocratique. Le 4 juillet 1886, un ukase décida que Batoum, déclaré port franc par l'article 18 du traité de Berlin, ne le serait plus à l'avenir. Or, cette place, fortifiée sans bruit de-

1. ** Mort le 21 janvier 1900.

2. ** Un livre d'un grand intérêt a paru en 1899 : *Vers l'Inde, esquisse militaire, statistique et stratégique. Projet de campagne russe*, par un officier russe, M. LEBEDEV (traduit par le capitaine CAZALAS) ; c'est l'exposé d'un rêve caressé par beaucoup de Russes.

puis 1880, est reliée par un embranchement au chemin de fer Poti-Tiflis; la Caspienne est plus qu'aux trois quarts une mer russe, et la mer Noire l'est déjà à moitié : à défaut d'une attaque par les Balkans, la Russie menace maintenant la Turquie par l'Asie Mineure; depuis 1886, on reconstitue activement la flotte russe de la mer Noire, qui compte 8 navires cuirassés, 4 croiseurs, 9 vapeurs de la flotte volontaire, avec un grand nombre de bâtiments inférieurs, de transports et de torpilleurs.

** La Russie s'est fait accorder par la Turquie (février 1900) la concession de chemins de fer dans le nord de l'Asie Mineure : de Kars à Erzeroum notamment. L'Arménie russe sera protégée, l'Arménie turque *surveillée*.

** **Sibérie. Le Transsibérien.** — Tout en Sibérie se ramène à la question du chemin de fer. Décidé en 1890, il fut commencé en 1891. Cette voie, longue de 7590 kilomètres dans le plan primitif, devait être terminée au plus tard en 1905. La première section, de Tcheliabinsk à Omsk (793 kil.), a été achevée en décembre 1895; la seconde, d'Omsk à l'Obi (624 k.), en octobre 1896. On a continué sur les trois sections suivantes : de l'Obi à Krasnoïarsk sur l'Iénicéi (766 k.), de Krasnoïarsk à Irkoutsk (1 082 k.), et de Myssovaïa sur le Baïkal à Striétsensk, tête de navigation de l'Amour (1 128 k.). En 1898, la ligne atteignait Irkoutsk, et on attaquait la très difficile section du sud du lac Baïkal. Quant à la partie orientale, la section de Vladivostok à Khabarovsk (764 k.) a été achevée dans l'été de 1899. Depuis les derniers jours de 1899, on peut circuler en wagon ou en vapeur (sur le Baïkal et sur l'Amour) de Pétersbourg à Vladivostok. Mais la section amoureuse de Striétsensk à Khabarovsk a été remplacée par une ligne mandchourienne, qui, partant d'Onon en Transbaïkalie, passe la frontière à Tsouroukhaitou, traverse Tsitsikar, Bédoune, Ghirin, Moukden et Port-Arthur (v. plus loin CHINE); cette ligne doit d'ailleurs se souder à Nikolskoïé à celle de Vladivostok à Khabarovsk, et par Oui-tcheou au réseau Coréen (Oui-tcheou, Séoul, Fousan). La grande difficulté de la ligne mandchourienne est la traversée du Khingan, qui exige de nombreux tunnels. Elle était déjà faite de Port-Arthur à Moukden et le travail de terrassement poussé bien au delà quand l'insurrection des Boxeurs l'a détruite. On va, dit-on,

continuer le Transsibérien le long de la Chilke et du haut Amour depuis Striétsensk (où se détache la ligne mandchourienne) jusqu'à Pokrovka, où l'Amour devient navigable en toute saison.

** Les transports sur le Transsibérien sont remarquablement bon marché et très confortables, même en 3^{me} classe (114 fr. de la frontière allemande au Pacifique, en troisième!).

** Les travaux du Transsibérien ont amené une recrudescence dans l'immigration, qui dépasse maintenant 200 000 individus par an, et serait bien plus grande, si le gouvernement russe ne la « canalisait » pas avec une remarquable prudence et souplesse. Mais cet afflux de colons libres a forcé le Gouvernement en 1899, et définitivement en 1900, à renoncer à la déportation en Sibérie, sauf à Sakhaline. L'immigration se fait par Vladivostok, mais surtout par l'ouest, où tout est admirablement prévu pour accueillir ce flot d'invasisseurs. Les travaux du chemin de fer ont aussi permis de reconnaître la présence de nombreux gisements d'or, de cuivre, de houille. On a trouvé de ces derniers le long d'une grande partie de la ligne¹. La Sibérie ne donnera évidemment rien dans la zone des *toundras* (à moins qu'elle ne contienne de l'or, comme dans l'Alaska; on cherche déjà sur ses côtes orientales); la zone de la forêt, la *taïga*, est déjà d'une grande valeur; mais l'immense bande du *tchernoziom* (terre noire) d'ouest en est, avec son sol et son climat si bons pour le blé, comme le Manitoba canadien, et la zone montagneuse, admirablement riche en houille et en métaux, voilà les trésors de la Sibérie. Déjà plusieurs villes prennent une grande importance, surtout Tomsk, le grand centre intellectuel avec son Université; Irkoutsk, la capitale; Barnaoul, au centre du pays agricole. Sa population est encore bien faible (6 millions d'habitants), mais déjà russe en très grande majorité. Beaucoup de gens qui ne vivaient que du *trakt*, la route postale, vont être forcés de cultiver, de devenir vraiment des travailleurs. Ce n'est pas un mal. Si le grand commerçant *Sibiriak* est hardi et dépensier, un peu à l'américaine, la masse des habitants est encore effroyablement paresseuse; l'appât du gain même ne l'émeut toujours pas. Le chemin de fer va lui donner une heureuse impulsion².

1. ** V. RAVENEAU, *Annales de Géographie*, 1898.

2. ** JULES LEGRAS, *En Sibérie*. — PIERRE LEROY-BEAULIEU, *La rénovation de l'Asie, Sibérie, Chine, Japon*.

** Le chemin de fer ne fait pas oublier aux Russes la voie d'eau; un canal a été percé entre le Kass et la Kiet, c'est-à-dire entre l'Obi et l'Iénicéi. De plus, on a exempté des droits de douane les marchandises qui remonteraient les fleuves Sibériens. Une compagnie anglaise a déjà fait plusieurs expéditions; mais l'hiver trop rude ne permet pas toujours de franchir la mer de Kara. L'expédition de 1899 a été presque un désastre.

Perse ou Iran. — Baignée par la mer Caspienne au nord, par le golfe Persique au midi, et touchant à l'occident la Turquie d'Asie, à l'orient le territoire Afghan, la Perse ou Iran doit à cette situation une grande importance stratégique. Mais elle est en grande partie déserte; couverte de sables, de sel et de rochers au centre, à l'est et au sud-est, dans le *Kouhistan*; le *Khorassan* et le *Kerman*, elle est hérissée de montagnes: au nord-est, *monts du Khorassan*, avec le *Kelat-i-Nadir* (*Fort de Nadir*) et les *Hazar-Masdjid* (*Cent Mosquées*); au nord, les *monts Elbourz* (ancien *Albordj*), avec le *Chah-Kouh*¹ (*Mont Royal*), le *Hazar-djar*, le *Savad-Kouh*, le *Nezwar*, le *Demavend*², le *Totchall*, le *Siyalar*, l'*Alamout*³ (*Nid d'Aigle*); au nord-ouest, les *monts Talich*, le *mont Savalan*, le *Karadagh* (*Montagne Noire*), le *Sehend*; vers le centre et l'ouest, le *Kaftan-Kouh* (*Mont des Limites?* ou *Mont des Tigres?*), le *Khamseh*, le *Zagros*, l'*Elvend*; au sud-ouest, l'*Alidjouk*, le *Kouh-Dinar*; au sud, le *Djebel-Boukoun*, le *Djamal-Baris* (*Monts Froids*), le *Kouh-i-Hazar*, le *Kouh-i-birg*. Enfin la Perse manque de rivières navigables. Du côté de la Mer Caspienne, l'*Atrek* au nord-est, l'*Aras* au nord-ouest, ne font que longer sa frontière; le *Gourgen* (*Rivière des Loups*), le *Tilar* ou *Talar*, même le *Sefid-Roud* (*Rivière Blanche*)⁴, sont sans importance; le lac d'*Ourmiah*, au nord-ouest, dont les eaux

1. Au pied du Chah-Kouh, à l'ouest, s'ouvre le *Chamcherbour* (*Col taillé par l'épée*); au point le plus resserré le col est long de 735 mètres et large de 5 à 6. Peut-être faut-il voir là les *Pyles* Caspiennes d'Alexandre le Grand; on les place quelquefois plus à l'ouest, au col actuel de *Sirdara*.

2. Le *Demavend* ou *Dieband* (*Demeure des Div ou Génies*) est le point culminant de la Perse (5628 mètres); c'est un ancien volcan; on l'aperçoit de Téhéran, qui est situé à une grande distance à l'ouest.

3. C'est dans le fort d'Alamout que résidait à l'époque des croisés le chef des *Assassins* ou plus exactement *Hassassins* (fidèles enivrés de *hachich*).

4. Le *Sefid-Roud* est formé du *Chairoud* à droite à l'est, du *Kizil-ouzen* à gauche à l'ouest.

sont si riches en sel et en iode, n'est qu'un bassin sans issue. Du côté du golfe Persique, la *Kerkha* ou *Kerkhera*, le *Choaspe* des anciens, la *Kara-Sou* ou *Eau Noire* des Turcs, n'atteint pas directement la mer; elle se jette dans le *Chat-el-Arab* sur le territoire ottoman, en amont de Bassorah. Le *Karoun* ou *Kuren*, le *Pasitigris* des anciens, grossi à droite du *Dizfoul*, était autrefois un fleuve indépendant; il rejoint maintenant le *Chat-el-Arab* par le *Haffar*, canal situé à 10 lieues au sud de Bassorah; l'ancien lit continue pourtant jusqu'à la mer sous le nom de *Bamichir*.

Le désert, les montagnes, le manque d'eau, la difficulté des communications, la lourdeur des impôts, expliquent pourquoi la Perse, sur une étendue de 1 645 000 kilomètres carrés (trois fois celle de la France), n'a guère que 9 millions d'habitants (la plupart musulmans de la secte chiite). Elle produit pourtant beaucoup de blé, de riz, des fruits excellents, du raisin renommé; on y trouve le lin, le coton, le henné, le mûrier, le pavot à opium; les moutons, les chèvres, les chameaux, les ânes et les mulets, les chevaux sont estimés; on fabrique des armes (dans le *Khorassan*), des tapis (dans le *Kerman*), le velours et le brocat à *Kachan*.

Le *Kouhistan*, à l'est de la Perse, montagneux et couvert en grande partie par un désert salé, est pauvre et peu peuplé; les seules villes sont *Rabat-Cheheristan*, *Toun* et *Tebbes*. Au nord-est s'étend le *Khorassan*, vers le Turkestan, avec *Mached*, ville de 80 000 habitants; au nord, sur la mer Caspienne, le riant et fertile *Mazanderan*, « le Jardin de la Perse », avec *Astrabad* (*la Ville de l'Étoile*) ou *Asterabad* (*la Ville des Mules*), *Sari*, qu'entourent les cannes à sucre et les rizières, et *Barfroueh* (*le Grand Marché*); le *Ghilan*, marécageux et malsain, a pour villes principales *Recht*, célèbre par ses tapis, et *Enzeli*, par ses pêcheries. Le centre de la Perse est occupé par l'*Irak-Adjemi*, désert dans sa partie orientale, mais qui renferme à l'ouest la capitale du royaume, *Téhéran*¹ (230 000 habitants), *Ispahan* (80 000), *Kasvin*, *Yezd*, *Hamadan* (ancienne *Ecbatane*), *Kachan*. Au nord-ouest, l'*Azerbeïdjan* confine à l'Arménie Russe et à l'Arménie Turque. Là s'élevaient *Tabris*, exposée à de fréquents tremblements de terre, mais entourée de jardins et d'eaux minérales (180 000 hab.), *Ahar* et ses mines de fer, *Ardebil* et ses mines de cuivre,

1. *Téhéran* (*La Pure*) est une ville très malsaine en été.

Ourmia, au bord de son lac, *Maragha*, célèbre au XIII^e siècle par l'observatoire de l'astronome Khôdjah (maître) Nassyr-éd-dyn Mohammed ben el-Hhaçan el-Touëy (ou natif de Thous). A l'ouest de la Perse, le *Kourdistan* (*Kirmanchah* en est la ville principale) borde la frontière turque; au sud, le long du Golfe Persique, se succèdent le *Khousistan* ou *Arabistan* (ancien *Elam* ou *Susiane*) avec *Chouster* et *Dizfoul*; et le *Farsistan* (Perse primitive), avec *Chiraz*, autrefois si célèbre par sa fertilité, mais bien déchuë; le tremblement de terre de 1855 y fit périr 10 000 habitants; on y travaille le bois, l'ivoire, on y fait de l'eau de rose et du vin; c'est la patrie des deux poètes Hafiz et Sadi. Le principal port sur le golfe Persique est *Bander-Bouchir*. A l'est du Farsistan, le *Kerman* a pour capitale la ville de *Kerman* et pour port *Bander-Abbas*, dans le *Moghistan* ou *Pays des Dattes*, en face des îles de *Kichm*, de *Larek* et d'*Ormouz*.

Le Chah Nassr-Ed-Din (1848-1896). **Les Babis**. — La Perse est une monarchie absolue, dans laquelle le souverain réunit tous les pouvoirs, et porte le titre de *chah* (roi), ou, pour mieux dire, celui de *chaymchah* (roi des rois). La dynastie actuelle, celle des *Kadjars*, a été fondée en 1794, par *Aga-Mohammed-Khan*, qui fit périr dans d'affreux supplices Chah-Bock, son compétiteur, et fut lui-même assassiné en 1797. Son neveu Baba-Khan prit, en lui succédant, le nom de *Feth-Ali-Chah* (1797-1834); prince pacifique et lettré, qui même, dit-on, était poète à ses heures, il envoya deux ambassades à Napoléon I^{er}. Celui-ci, de son côté, envoya auprès de lui pour conclure une alliance le général Gardanne et le savant orientaliste Amédée Jaubert; ces relations n'amènèrent cependant aucun résultat important. Feth-Ali fut malheureux dans une guerre contre la Russie imprudemment entreprise en 1826. Son général Abbas Mirza fut vaincu près d'Élisabethpol par le général Paskievitch. Celui-ci franchit l'Aras, prit Ériwan, Tabris, et s'avança jusqu'à Tourkmantchaï. Le traité qui y fut signé le 22 février 1828 cédait à la Russie les provinces d'Ériwan et de Nachirvan. Mohammed-Chah régna ensuite sur la Perse de 1834 à 1848. Il eut pour successeur le 13 octobre 1848 son fils Nassr-Ed-Din, né le 18 juillet 1831.

Il y eut au début de son règne une terrible insurrection, celle des Babis. C'est une secte politique et religieuse qui existe depuis environ un demi-siècle. Son fondateur fut le Hadji Ali Mohammed, né à Chiraz, et qui fut surnommé le

Bab ou la *Porte (de la vérité)*. Illuminé enthousiaste, réformateur ardent, il s'était fait le champion des pauvres, le défenseur des femmes; il condamnait la polygamie, les distinctions de classes, et prêchait l'égalité des conditions et des sexes. Il recommandait la douceur envers les enfants, interdisait le divorce, l'usage du voile. Beaucoup de femmes furent au nombre de ses disciples; la plus célèbre a été *Zerrin-Tadj* (*Couronne d'Or*), surnommée *Son Altesse la Pure* ou *Gourretoul-ain* (*Consolation des Yeux*). Persécutés par les prêtres musulmans, les Babis s'insurgèrent dans le Mazandéran en 1848. Ils furent écrasés et la ville de Zendjan brûlée. Traqué à outrance comme ennemi de l'ordre de choses établi, le bab fut massacré à Tabris; beaucoup de ses partisans furent égorgés. L'un des survivants ayant tenté d'assassiner le chah, tous les Babis qu'on put saisir furent arrêtés. Les prisonniers furent partagés entre les principaux dignitaires de l'empire, qui, pour témoigner à l'envi leur fidélité au chah, firent périr ces malheureux dans les supplices les plus lents et les plus cruels. Beaucoup, qu'on brûlait à petit feu, criaient au milieu des tortures: « En vérité, nous venons de Dieu et nous retournons à lui! » (1849). La secte n'en subsista pas moins, à l'état de société secrète, comme les nihilistes en Russie.

On a vu la tentative que Nassr-Ed-Din fit pour s'emparer de Hérat en 1856 et la lutte qu'il dut soutenir alors contre les Anglais sur le Golfe Persique (p. 240). Nassr-Ed-Din visita une première fois la France en 1873 et éblouit les Parisiens par l'éclat de ses diamants. Il y revint en 1878; enfin, en 1889, après avoir passé par Saint-Pétersbourg et Londres, où on le reçut comme un prince dont on désire l'alliance, il vint visiter l'Exposition universelle de Paris, où il fut accueilli en hôte qu'on est heureux de revoir, et auquel on s'empresse à l'envi de faire fête; il était accompagné de son médecin, un Français, le docteur Tholozan¹. De 1884 à 1886, deux voyageurs français, M. et M^{me} Dieulafoy, chargés d'une mission par le Gouvernement de la République, explorèrent les ruines de *Suse* et firent de précieuses découvertes, dont la plus importante est celle de la *Frise des Archers*, aujourd'hui au Musée du Louvre.

Il y a plusieurs années déjà, on parlait de créer un chemin de fer partant d'*Enzeli* sur la Mer Caspienne, et qui, passant

1. Nassr-Ed-Din avait même écrit une relation de ses voyages.

par Recht, Kasvin, Téhéran, Ispahan, Chiraz, aboutirait à Bouchir, sur le golfe Persique, après un parcours de 450 lieues ; il devait être dirigé par un Français, M. Fabius Bois-tal ; il est resté à l'état de projet ; il n'y a encore qu'une seule voie ferrée de 10 kilomètres, entre Téhéran et Chah-Abdoul-Azim.

En 1889, le Karoun fut ouvert à la navigation européenne. Le chah avait alors, disait-on, l'intention d'accorder une Constitution à ses sujets. Le choléra fit de nombreuses victimes en Perse à la fin de 1889 et plus encore en 1892.

En 1893, 42 000 personnes périrent dans le tremblement de terre de Kouchan ; Meched, la capitale du Khorassan, fut aussi fort éprouvée. L'année suivante, le docteur français Galewzowski fut appelé en Perse pour soigner Zelle-Sultan, fils aîné du chah, gouverneur d'Ispahan, qui avait perdu un œil et qui était menacé de devenir complètement aveugle. Il le guérit, opéra des cures nombreuses, et obtint la création à Téhéran d'une chaire et d'une clinique ophtalmologique en langue française, sous la direction du docteur Ratula. En 1895, la famine fit de nombreuses victimes à Tabris.

Assassinat du Chah Nassr-Ed-Din (1^{er} mai 1896). — Depuis l'assassinat du Président Carnot¹, Nassr-Ed-Din était hanté par la crainte d'un sort semblable. Le 1^{er} mai 1896, il était allé faire ses dévotions à la mosquée de Chah-Abdoul-Azim², à 10 kilomètres au sud de Téhéran. Il venait de donner l'aumône à un Arabe et d'adresser quelques paroles bienveillantes à un porteur d'eau, en traversant la cour extérieure du sanctuaire ; accompagné du grand-vizir et de quelques autres personnes, il avait passé la première des deux portes qui ferment la cour intérieure, quand, de derrière un pilier, surgit un individu qui tira sur lui un coup de revolver à bout portant. Nassr-Ed-Din tomba en avant sur les genoux, mortellement blessé. Le meurtrier fut arrêté aussitôt. C'était un Babi³,

1. De peur que la nouvelle de l'assassinat de Carnot ne donnât à quelque mécontent en Perse l'idée de le frapper lui-même, le chah prescrivit aux journaux persans d'annoncer que le Président de la République Française était mort *d'apoplexie*.

2. La mosquée de Chah-Abdoul-Azim se trouve dans un ancien faubourg de Raghès. Cette ville antique, ensuite appelée *Rhatz* par les Arabes, fut dévastée par les Mongols au XIII^e siècle. C'est là que serait né Zoroastre ; c'est là que naquit le Khalife Haroun-er-Réchid, et que la Bible place l'histoire de Tobie.

3. Le révolutionnaire Djemal-Ed-Din, qui vit exilé en Europe, aurait été le maître de Mollah-Reza. A la nouvelle du meurtre de Nassr-Ed-Din, il fut même

nommé Mollah-Reza. Il avait été exilé de Perse en 1891, puis deux fois emprisonné et gracié ; il avait même reçu une pension du chah. Il déclara avoir été choisi pour le tuer et nomma huit complices.

Les funérailles de Nassr-Ed-Din eurent lieu à Koum¹. Il laissait trois frères, six fils et quatorze filles. Le fils aîné ne pouvait régner, étant fils d'une esclave ; le nouveau chah fut donc le second fils, Mozaffer-Ed-Din²-Mirza-Valhiade, né le 23 mars 1853, et gouverneur de Tabris. Il a fait élever ses enfants par un précepteur français, et parle assez couramment notre langue. On lui prête de nombreux projets d'économies et de réformes. Les Anglais virent son avènement avec déplaisir, et parurent même songer un instant à lui opposer un autre prétendant.

** L'héritier présomptif de la couronne est le prince Mohaméd-Ali-Mirza Etizad és-Seultaneh, gouverneur de la province d'Azerbéïdjan.

Dès septembre 1896, Mozaffer-Ed-Din supprima plus de 8 000 emplois, réduisit sa liste civile dans la proportion de 33 à 1, décida que les gouverneurs de province seraient salariés au lieu d'acheter leurs charges ; il se chargea du portefeuille de la guerre et nomma Amin ed Daouleh Président du Conseil et Ministre de l'Intérieur. Il est venu en France pendant l'Exposition de 1900, et en a profité pour visiter également le tsar. Un misérable anarchiste tenta de l'assassiner à Paris.

Lutte entre l'influence russe et l'influence anglaise. — La lutte d'influence continue toujours entre la Russie et l'Angleterre. En 1892, sir Henry Drummond Wolf avait obtenu l'ouverture du Karoun et d'une route d'Ahvaz à Ispahan. Les Russes avaient répondu en obtenant une route d'Askhabad à Kachan, mais, tout en arrachant des concessions de chemins

arrêté à Constantinople, comme soupçonné d'avoir été l'instigateur du crime ; il fut ensuite relâché (6 mai 1896). C'est Djemal-Ed-Din qui, dans une lettre adressée aux journaux français le 2 janvier 1892, avait accusé le chah d'actes de tyrannie et de férocité : confiscations, supplice de gens tués sans jugements, étouffés, étranglés, aveuglés, mutilés, etc.

1. Koum, située entre Téhéran et Ispahan, a été fondée en l'an 203 de l'hégire. Longtemps très importante, elle fut en grande partie détruite par les Afghans en 1722. A Koum se trouve le tombeau de « l'immaculée Fatima », sœur de l'imam Reza. C'est un pèlerinage célèbre, fréquenté surtout par les femmes, et dont l'entrée est interdite aux Juifs et aux Guèbres.

2. *Mozaffer-Ed-Din* signifie *Fils victorieux de la Religion*.

de fer, faisaient décider qu'on ne les commencerait pas avant 1900¹ ; ainsi devaient échouer les entreprises minières concédées aux Anglais, faute de moyens de transport. En 1890, fut fondée la Banque impériale par l'Anglais baron de Reuter, avec d'énormes privilèges ; elle a décliné depuis, et a cédé ses concessions minières à une Compagnie, qui fit faillite. En face se dresse la Banque des prêts de Perse, russe, que le tsar a autorisée (30 janvier 1900) à prendre à option un emprunt de 22 millions et demi de roubles, garanti par les douanes, sauf celles du Sud. La Perse promet de se libérer de toutes ses obligations envers les étrangers, et de ne plus rien contracter sans l'autorisation de cette Banque. Le chah avait vainement sondé les financiers européens pour en obtenir aide. La régie des tabacs avait été cédée à une Compagnie anglaise qui avait inondé la Perse d'agents anglais. Le chah dut la racheter par un emprunt de 500 000 £ gagé sur les douanes du Sud ; les Musulmans ne voulaient pas d'un tabac manié par des mains infidèles : une émeute, partie de Tabris, avait menacé Nassr-Ed-Din à Téhéran.

** Cette question des douanes du Sud est très grave : les Anglais qui, dès 1857, cherchaient à prendre les côtes sud de Perse, y reviennent sans cesse. Déjà leur télégraphe, avec agents anglais, traverse le sud de la Perse ; ils rêvent d'un chemin de fer qui unirait soit l'Égypte, soit Alexandrette (*en face de Chypre*), à l'Euphrate jusqu'à Bassora, pour aller de là, par Bouchir, Bender-Abbas, jusqu'à Karatchi. Aussi, sous prétexte de réprimer la piraterie, de s'exercer au tir, etc., les soldats anglais débarquent souvent : en janvier 1898, sur la côte du Mékran, pour venger le meurtre d'un agent de télégraphe ; en mars 1898, pour protéger le télégraphe de Bouchir ; en mars 1899, à Angalé, après une rixe, pour protéger les sujets anglais. Quand, en décembre 1898, la « *Imperial bank of Persia* » reçut en gage le contrôle des douanes de Bouchir, en échange d'une avance de 1 250 000 £ faite à la Perse, une émeute éclata et les Anglais débarquèrent à Bouchir. Mais la Perse put subitement rembourser l'avance ! On soupçonna à cette somme une provenance russe. En février 1900, enfin, la Perse a pu, par l'intermédiaire de la Banque impériale russe, rembourser à l'Angleterre l'emprunt 6 pour

1. Mais les Russes étudient des projets de Bakou à Enzeli, de Tiflis à Tabris et Kermanschah, de Meched au Transcaspien.

100 de 1892, et libérer ainsi les côtes du Farsistan du contrôle anglais.

** La question du golfe Persique devient ainsi internationale. Les Anglais le sillonnent de leurs vaisseaux et convoient les deux rives. Non contents des îles Bahrein, ils ont en partie occupé la presqu'île Katar, et considèrent le sultanat d'Oman comme leur. Ils payent au sultan, actuellement Seyid Feysoul, 7 200 roupies par mois, mais le traitent avec désinvolture. Au milieu de 1898, ils ont établi au cap Ras-el-Hadd (au sud de Mascate) un dépôt de charbon et un point d'appui pour leur flotte. Le major Fagan, résident actuel, a de son autorité privée, révoqué un arrêté ordonnant l'uniformité de poids pour les balles de riz importées à Mascate, ou diminué des deux tiers la taxe créée par le sultan sur les concessionnaires indiens des pêcheries de Gouadar, petit territoire possédé par le sultan sur la côte du Béloutchistan. Lassé de ces procédés, et peu touché par les bienfaits de l'Angleterre¹, le sultan s'est rapproché de notre consulat (ce poste est récent). En janvier 1899, il loua à bail à la France le port de Bender-Djissar, à 5 milles de Mascate, comme station de charbon. Immédiatement le nouveau vice-roi de l'Inde fit présenter un ultimatum au sultan pour imposer le retrait de la concession ; les trois croiseurs de l'amiral Douglas appuyaient l'ultimatum. En 1862, les gouvernements anglais et français s'étaient engagés à respecter l'indépendance du sultan. En 1891, l'Angleterre obtint du sultan l'engagement de ne rien aliéner de son territoire ; elle prétendit, malgré l'attitude de ses agents à Mascate, avoir toujours respecté l'indépendance du sultanat, que nous attaquions, au contraire. L'émoi fut vif en France. Le 4 mars, les deux gouvernements déclarèrent qu'ils étaient placés exactement sur le même pied à Mascate ; la France pouvait établir un dépôt de charbon, comme celui de l'Angleterre (« *un simple hangar* », a dit le secrétaire parlementaire de l'*India Office* à la Chambre des Lords). Aucune propriété territoriale ne pouvait être acquise par l'une ou l'autre nation dans le sultanat ; mais le Gouvernement anglais dut déclarer que la *forme trop comminatoire des procédés employés par le Gouvernement de l'Inde n'avait pas reçu son adhésion*. C'était un désaveu infligé au jeune vice-roi ; mais nous n'avons pas

1. En 1894, après la grande révolte, ils lui réclamèrent 77 000 dollars pour indemnité aux sujets britanniques, façon simple de recouvrer la pension.

de station navale. En 1900, nous avons déposé du charbon à Bender-Djissar. A la suite de ces événements, la Russie a installé un consulat à Mascate, et des vaisseaux de guerre russes et allemands se laissent voir dans le golfe Persique. Mais les Anglais fortifient Aden, unissent Aden-Camp et Steamer-Point à Cheikh-Othman par un chemin de fer, et, non contents de couvrir de forts et de fortins leur territoire, projettent de s'établir sur plusieurs points de la côte de l'Hadramaout, comme Bir-Ali. Avec des subsides bien distribués, ils gagnent de plus les tribus bédouines de l'intérieur. Quant aux chefs, on leur offre gracieusement un voyage dans l'Inde, d'où ils reviennent éblouis, soumis, rentés.

** La concession par la Turquie du chemin de fer de Koniéh à Bagdad et Bassora à la Compagnie des chemins de fer d'Anatolie, dont les capitaux sont allemands et français, change l'aspect de la question. La voie britannique *Gibraltar-Malte-Cypre-golfe Persique-Inde* risque bien d'être interrompue.

** Le dernier traité financier russo-persé est en même temps politique; il accordait à la Russie le passage de ses troupes à travers le Séistan, la province persé qui longe l'Afghanistan. C'est une menace contre Hérat et Kandahar. Cette influence russe en Persé se voit aussi dans l'armée, que des officiers russes ont organisée (à Téhéran, on compte 1 200 cavaliers, 800 fantassins et une batterie commandés par des officiers russes), et dans le commerce : les importations russes dépassent les importations indiennes, grâce à leur bon marché, grâce aussi au système de douanes que les Russes ont fait réorganiser à leur profit. La Persé va devenir vraisemblablement une annexe de la Russie.

III. — LA CHINE. — LE JAPON. — LA CORÉE.

Kachgarie et Dzoongarie. — Les Russes en *Chine* sur les bords du Fleuve Amour (1855). — Les Russes à Quelpaërt, les Anglais à Port-Hamilton (1855). — Les Anglais et les Français en Chine (1857-1860). Ouverture de ce pays aux Européens. — Révolte des Taï-Ping (1849-1864). — Relations fréquentes avec l'Europe. — Activité des Chinois. — État de la civilisation chinoise : unité de langue et de législation ; rôle de l'État ; égalité sociale. — Gouvernement des Lettrés. Le Tribunal de l'Histoire. — Défaits et vices de ce régime. Despotisme des souverains. — Législation cruelle.

Le Japon. Sa situation ; ses produits ; ses villes les plus importantes. — Ouverture du pays aux Européens (1854-1858). — Fondation d'Yokohama (1858). — Le Mikado, le Chogoun ou taïkoun, les daïmios, les samourais. — Révolution de 1868. — Désarmement des daïmios et des bonzes. — Rapides progrès de

la civilisation japonaise. — La Constitution du Japon (11 février 1889). — La *Corée* ouverte aux étrangers (1876-1887). — Le conflit entre la Chine et le Japon (1894). — Le théâtre de la guerre. — Les Japonais vainqueurs à Ping-Yang (15-16 septembre 1894). — Bataille navale de Hayang ou du Yalou (17 septembre). — Prise de Port-Arthur (21-22 novembre). — Prise de Oueï-Haï-Oueï (20 janvier-17 février 1895).

Le Japon et l'Europe. Traité de Chimonosaki (1895). — Les résultats de la guerre. Progrès du Japon. — La politique du Japon de 1896 à 1900. — Situation actuelle du Japon. — Lutte d'influence en Corée. — La Chine depuis la guerre. Li-Hong-Tchang et ses voyages. — Les étrangers en Chine. Politique de la « Porte ouverte ». — Protectorat des chrétiens en Chine. — La concession française de Chang-Haï. — Réaction de la Chine contre les Européens. Les Boxeurs. — Siège et défense des légations à Pékin. — Action diplomatique des puissances étrangères. — Accord anglo-allemand. — Entente des puissances sur la base des négociations.

Kachgarie et Dzoongarie. — Un nouvel État a existé récemment pendant douze ans au centre de l'Asie. Le pays de *Kachgar* et d'*Yarkand*, nommé encore *Haute-Tartarie* ou *Turkestan Oriental*, est borné à l'est par la Chine; il est séparé au nord des possessions russes par les monts *Thian-Chan* (*Montagnes Célestes*); au midi, du Petit-Tibet et de la vallée de l'Indus par le désert montagneux de *Karakorum* (*sable noir*); à l'ouest, le plateau du *Pamir* (*solitude?*) l'isole du bassin de l'Amou-Daria, qui y prend naissance dans le Lac *Seri-Koul*¹. Les habitants de ce pays, musulmans et de

1. Cette région si peu connue du Pamir a été traversée par trois explorateurs français : partis de Marseille en février 1886, MM. Bonvalot, Capus et Pépin gagnèrent Tiflis. Au mois de mars ils étaient à Téhéran. Ils quittèrent cette capitale le 27 avril, parvinrent à Mached et gagnèrent Hérat. L'hostilité des Afghans les contraignit à revenir sur leurs pas; par la passe de Mourdevay, ils atteignirent Merv, dans le Turkestan Russe. Une nouvelle tentative pour traverser le territoire afghan ayant échoué comme la première, ils durent gagner Samarkand. De là, ils entreprirent d'atteindre l'Hindoustan en traversant le plateau du Pamir. Les Russes leur objectaient la neige, le froid excessif, le manque de routes tracées, la hauteur des montagnes. Pourtant ils n'hésitèrent pas. Le général Kavatkov leur fournit de précieux renseignements. Le 6 mars 1887, MM. Bonvalot, Capus et Pépin partirent pour Ak-Basoka; le 13 mars ils constataient — 37° Fahrenheit. Deux cents indigènes, réquisitionnés par le capitaine Glouchanofski, second chef du district d'Osch, après trois jours de travail, leur frayèrent un chemin à travers la neige qui obstruait la passe de Taldik. Alors, bravant les avalanches et le froid, qui leur gercail les lèvres, leur brûlait les joues et les aveuglait (18 et 19 mars), au prix de fatigues incroyables, ils atteignirent le Pamir. Le 31 mars le mercure gela. Puis les Chinois voulurent leur barrer le passage. Dans la nuit du 9 avril, le seul guide qui restait à l'expédition s'enfuit avec le meilleur cheval. Arrivés à Tchital, MM. Bonvalot, Capus et Pépin virent la route barrée par les Afghans, et ils furent arrêtés pendant quarante-neuf jours dans un marais fétide, entre quatre murailles de pierres hautes de quelque mille

la même race que les Turcs, après un siècle de servitude, s'affranchirent de la domination chinoise (1863-1865). Les Chinois en garnison à Kachgar se laissèrent mourir de faim plutôt que de se rendre, et le commandant de la citadelle la fit sauter en mettant le feu aux poudres avec les cendres

pieds. Tandis que MM. Capus et Pépin vont à Tchitral s'expliquer avec le khan, M. Bonvalot fait parvenir aux Indes un mot expliquant la situation critique dans laquelle ils se trouvent. Lord Dufferin, ayant reçu la lettre de M. Bonvalot, intervient et fait relâcher les voyageurs le 6 juillet, après un séjour forcé de deux mois dans le Tchitral. Ils reçurent de l'argent du Gouvernement des Indes et arrivèrent à Kachmir, ayant perdu leur dernier cheval. Le 1^{er} septembre, ils s'embarquèrent à Karatchi pour revenir en France.

Dans un nouveau voyage, du 6 juillet 1889, date de son départ de Moscou, au 21 septembre 1890, date de son arrivée au Tonkin, M. Bonvalot, en compagnie du prince Henri d'Orléans, a traversé l'Asie Centrale de part en part, par Tioumen, Semipalatinsk, le lac Balkach, Tcharkent, Kouldja, les monts Thian-Chan, la rivière Youldouz, affluent du Tarim, la ville de Kourla, le Tarim, la région du marais Lob-Nor, l'oasis de Tchakalyk, les monts Astyn-Tagh, Chimantagh, Colombo, le Tibet, le lac Tengri-Nor, les monts Nindjin-Tangla, le fleuve Ourtchou, la ville de Tchang-Kha, le Yang-tse-Kiang, enfin Batang, Tatsien-Lou, le fleuve Rouge et Bac-Sat, le premier poste français.

M. Henri Dauvergne, Français habitant Srinagar (Kachmir), partit le 22 juin 1889 de cette ville, pour visiter les monts Kouen-Lun et les Pamirs du Sud. Il passa par Ladak, traversa le col du Kardong (5 400 m.), celui du Sasser-la (5 490 m.) en escaladant un glacier sous un vent terrible, franchit la rivière Shyok, le col de Karakorum (5 630 m.), puis la rivière Karach, affluent du Zerafchan. Ensuite au col de Kilian, dans les monts Kouen-Lun, il entra dans le Turkestan Chinois ou Kachgarie. Il contourna les Kouen-Lun au nord de l'est à l'ouest par Kara Kagouli, les cols de Saraghat, de Nameloug, de Touslar, de Toupa, reconnu qu'il y avait une seconde chaîne parallèle à la grande chaîne des Kouen-Lun sur le versant nord en Kachgarie, franchit les cols de Sanitche, Kitchikim, rencontra la mission russe du colonel Pevtsov qui venait d'Aksou et Yarkand, passa par le village d'Olonson, le col de Toupa, le village de Momou, la rivière Tisnab, qui s'en va au nord, le plateau de Donya, atteignit le col d'Arpatollouk, traversa d'affreuses et fantastiques gorges formées par des rochers gigantesques, passa sur des outres gonflées la rivière Zerafchan, qui va à Yarkand et qui coule entre deux murs de rochers à pic, et arriva dans le *Pamir* (plateau) par la vallée du Toung. Il en sortit à l'ouest par la passe du Kotlikandar. Au sommet, il trouva une vue grandiose sur les cimes neigeuses et les pics noirs du Pamir; puis surgirent les monts du Tagdoubach; la neige tombait. M. Dauvergne marcha à l'ouest: la neige encore, toujours! Voici le lac Wakiji-Kul ou Ouakiji-Koul à 4 750 mètres au pied des grands pics du Mustagh ou Mounztagh dans le Pamir (septembre 1889). Une rivière sort de 3 grands glaciers et coule vers l'ouest. Ce sont les sources véritables de l'Oxus ou Amou-Daria ainsi découvertes par 75° de longit. est du méridien de Greenwich et 37° 10' lat. nord. On en descendit le cours dans le Pamir Khourd ou Petit Pamir; on passa à Gombaz, près d'un lac qui donne naissance à la rivière Aksou, le lac Gazkoul; on traversa Langar et la passe Daraz, dans la neige; au sud se dressait la chaîne de l'Indou-Kouch. C'est par là qu'il fallait aller pour revenir à Kachmir. Mais c'était territoire afghan et systématiquement, par peur des Russes, les Afghans refusaient tout

chaudes de sa pipe. Un ancien lieutenant du khan de Kokan, Mohammed-Yakoub, devenu maître de Kachgar, prit le titre d'*Atalik-Ghazi* (*champion de la foi*) et se plaça sous la suzeraineté du sultan des Turcs. Les Russes s'empressèrent d'entrer en relations avec lui. Les Anglais ne voulurent pas rester

autorisation aux voyageurs venant du nord. « Cette passe est la seconde porte de l'Inde après Hérat; on peut y passer avec de l'artillerie de montagne. » M. Dauvergne attendit cinq jours l'autorisation de la franchir, qu'il avait envoyé demander inutilement au gouverneur afghan de Kila-Punjah. Il partit en pleine nuit au clair de lune et traversa le col de Baroghil. Il contourna en toute hâte le glacier de Chattibay, suivant le lit du Yarkhoun, par une neige épaisse où l'on enfonçait, et qui faisait disparaître le chemin et les précipices. Les yeux brûlés par la neige, il se hâta, de crainte d'être poursuivi, longea le lac Ishky-Koul, traversa avec des peines inouïes en tâtonnant la vallée obstruée par le glacier de Karoumber, et par Bokht, Emit, Ishkaman, Gakouch, arriva enfin à Gilgit, et entra à Srinagar le 8 novembre 1889.

Le colonel russe Prjévalsky, l'intrépide explorateur de la Mongolie Chinoise et du Koukhoun-nor en 1873, du Tibet et des bords du Fleuve Jaune en 1879-1880, mourut le 1^{er} novembre 1888 à Karakoll, au bord du lac Issyk-Koul, dans sa 5^e campagne d'exploration du Tibet septentrional.

Le colonel (depuis général) Pevtsov le remplaça avec le géologue Bogdanovitch. — Il partit de Karakoll le 25 mai 1889; il passa par Barskoum, la Kachgarie, la vallée du Yarkand, Daria ou Zerafchan, Au printemps de 1893, il explora la Kachgarie dans tous les sens, puis tourna à l'est par Kargalyk, Khotan, Keria, tandis que d'autres visitaient d'un autre côté Aksou, Ensuite, allant à l'est par Karasaï, Atchan et Mandalyk dans les monts Akkatagh, il tourna au nord, franchit l'Astyntagh, et, par Karachar, près du lac Bagratch-Koul, et par Ouroumtsi, entra en territoire russe à Zaisansk en janvier 1891.

Pendant ce temps, plus à l'est, les frères Groum-Grjimaïlo passaient la frontière de Kouldja le 8 juin 1889. Ils visitèrent les chaînes de Bogdo-Ola, la Dzungarie Centrale, les Monts du Bei-chân, la dépression de Tourfan, l'oasis de Pitchan, la région des monts Thian-chân-nan-lou, Nan-chân, malgré un froid excessif. Puis, par le lac Koukhoun-nor, ils firent retour en territoire russe le 25 novembre 1890. Ils avaient levé à la boussole 7 400 kilomètres.

Pendant ce temps, plus à l'ouest, l'expédition du capitaine Grombchefsky partait de Marghilane, capitale du Fergana, le 1^{er} juin 1889, arrivait à Kala-i-Koumb, capitale du Derwaz, et voulait visiter le Kafristan. L'émir afghan de Kaboul, Abdurrahman-Khan, refusa l'autorisation. Il fallut tourner vers la vallée du Mourghab et le Pamir. De ce côté on se heurta à l'hostilité des Chinois. On demanda l'autorisation d'aller hiverner sur le territoire Kachemirien. Le résident anglais la refusa. On passa à Karakorum, puis dans le Tibet à Yarkand, à Kachgar, et le 15 octobre 1890 on entra dans le Fergana, après 17 mois de voyage, ayant levé 7 000 kilomètres.

Un détachement russe, commandé par le colonel Yanov, s'est établi au Pamir en 1892 et a contraint les Afghans, après un petit engagement à Tomatash, à sortir de cette région que, de leur côté, les Chinois réclament.

M. Joseph Martin, chargé de mission par la Société de Géographie de Saint-Petersbourg, partit de Pékin en 1889 pour le Lob-Nor et la Kachgarie. Par Lan-Theou, Son-Souf-ta, Andang, An-Tchou, Tzin-youn, il gagna Sou-Theou le 15 septembre 1890. Il avait ainsi exploré les plateaux de la Chine situés au sud de la Grande Muraille, le Tibet septentrional et la province du Koukhoun-

en arrière de leurs rivaux. M. Forsyth, envoyé auprès de l'Atalik-Ghazi, obtint pour l'Angleterre l'autorisation d'avoir une ambassade permanente à Kachgar (1873-1874). Son compagnon, le colonel Gordon, explora le plateau du Pamir; il visita les bords de deux lacs, le *Grand Karakoul* au nord, et le *Petit Karakoul* au midi.

La population de la Kachgarie est d'environ 1 000 000 d'ha-

Nor. Il repartit le 31 mars 1891 pour le Lob-Nor. Malgré la mauvaise volonté des Chinois, il passa à Tchertchen, à Khotan, et arriva à Kachgar le 7 août 1891. L'année suivante, il mourut de fatigue à Marghilan, capitale de Fergana.

Par le Pamir, en 1892, le comte Komarowsky pénétra au delà de l'Indou-Kouch jusqu'à Dir et Pechawer.

La même année, M. W.-M. Conway explora les glaciers de l'Himalaya septentrional et du Karakoroum. Partant de Guilguit le 11 mai, il visita le glacier de Rakapouchi, de 312 kilom. carrés de superficie, quitta Askoley le 31 juillet, vit les glaciers de Biafo, celui de Baltoro, surnommé *Crystal Peak*, campa le 24 août à 6 090 mètres, et atteignit 7 012 mètres, l'altitude la plus considérable où l'homme fût encore parvenu, sans pouvoir arriver au sommet du Golden Throne. Il rentra à Kachmir le 12 octobre.

Chargé d'une mission par le Gouvernement Français, M. Dutreil de Rhins (né à Lyon en 1846), ancien capitaine au long cours, en compagnie de M. Grenard, explora en 1891 et 1892 le Turkestan chinois, le Khotan, les bords de l'Altyn-tagh et les sources du Keria-Daria. Les deux voyageurs passèrent à Polou, à Leh, capitale du Ladakh, et revinrent à Khotan par les cols de Sasser-la, Karakoroum, Saudjou, etc. M. Dutreil de Rhins étudiait tout ce qui concernait la géodésie, la cartographie, l'astronomie, la météorologie; M. Grenard s'occupait de la linguistique et de la physiologie. Ils se remirent en route l'année suivante; mais, le 5 juin 1893, près de Tou-Boudha, sur le Yang-tsé, M. Dutreil de Rhins fut assassiné par les Tibétains et son corps jeté dans la rivière Toung-Tien. Le Gouvernement Chinois a fait décapiter le principal coupable et payé une indemnité.

M. E. de Poncein, parti pour explorer les Pamirs, dans une lettre, de Guilguit, le 26 août 1893, à la Société de Géographie, exposait les détails de son voyage. Venu de l'Asie russe, du nord au sud, par Goutcha, Taldyk, la vallée de l'Alai, il avait laissé à Pouest le pic Gourouind, le lac Grand Karakoul et le lac Rang-Koul. Puis il s'était avancé par la rivière Karasou, la passe Naizatach, la vallée de l'Alitchonr, le lac Sassik-Koul, la passe de Kouind, la rivière Pamir, le lac Victoria ou Zor Koul, le lac Kourtek-méi, la passe Benderski, la vallée de l'Aksou, le lac Tchakmaktine, Bazaf-Gombaz sur l'Oxus; il dépassa l'altitude de 5 800 mètres, puis, par la passe Vakdjir, celle de Kilik, arriva au pays Kandjout dans le bassin de l'Indus, à Misgar, puis à Hounza, et enfin à Guilguit au nord du Kachmir.

En 1893 également, M. et M^{me} Littledale traversèrent tout l'intérieur de l'Asie, de Batoum à Pékin, par Samarkand, Marghilan, Ochi, le col de Terek-Davan, Kachgar, Kourla, Abdally sur le Lob-Nor, Sa-Tcheou, le Koukhout-Nor, d'où ils atteignirent la vallée du Hoang-ho. A la même époque, M. Broutchenf visita la région du Nan-ghan; il découvrit les lacs Khara-Nor et Boro-Nor.

Du 1^{er} décembre 1891 au 29 octobre 1892, un Américain, M. W. Woodville Rockhill, explora l'Empire Chinois de Pékin au Tibet, et du Tibet à Chang-Hai, sur un parcours d'environ 12 000 kilom., et fit une multitude de découvertes importantes pour la géographie, la géologie et la zoologie.

bitants. Elle a pour villes principales *Kachgar*, *Yanghi-Hissar*, *Yarkand*, *Kargalyk*, *Gouma*, *Khotan* ou *Iltechi*, *Kéria*, *Nia*, *Tchertchen*, *Tchakalyk*, *Karachar*, *Koutcha*, *Baï*, *Ak-sou*, *Outch-Tourfan*. Ce pays n'a pas conservé longtemps une existence autonome. La Chine, réveillée de sa torpeur par les événements, envoya une armée pour soumettre ses anciens sujets. Mohammed-Yakoub, vaincu à plusieurs reprises, se suicida. Son fils Beg-Kulibeg ne put se maintenir, et le Céleste Empire rentra en possession de la Kachgarie (1877).

Au nord de la Kachgarie, et séparée d'elle par les monts *Thian-Chan*, se trouve la *Dzoungarie*, arrosée par le fleuve *Ili*, qui va se jeter au nord-ouest dans le grand lac *Balkach*. La ville principale est *Kouldja*, sur l'Ili. Les indigènes du pays, soumis à l'Empire Chinois, s'insurgèrent contre lui en 1863. La Russie en profita pour annexer Kouldja en 1871. Elle était déjà maîtresse des bords du lac Balkach, et elle a créé entre le Syr-Daria et le lac Balkach, autrement dit, entre Kokan et Kouldja, dans la vallée de la rivière *Tchou* et du lac *Issyk-Koul*, la province de *Séméritché* (des sept rivières) avec la ville de *Vernoïé*. Toutefois les Chinois, victorieux de la Kachgarie, réclamèrent vivement depuis 1878 la restitution de Kouldja. En vertu d'un traité, la Chine a repris possession de la partie du territoire qui borde la rive droite de l'Ili; la Russie s'est réservé en toute propriété la partie méridionale du pays et les passages des monts Célestes, qui lui permettent de commander militairement le bassin du Tarim et toute la Kachgarie.

** Les Anglais, maîtres de Karakoroum, possèdent le cours supérieur des rivières de Khotan et de Yarkand; mais la Russie *s'infiltré* en Kachgarie: ses colons, par petits groupes, s'installent, cultivent, et son consul à Kachgar est arrivé à l'emporter en prestige sur le gouverneur chinois; il rend la justice comme lui et sert sans cesse d'arbitre; il a fait reculer la douane de la frontière à Kachgar. On voit là à merveille l'œuvre de la Russie, patiente et douce, pleine de contraste avec le commandement cassant des Anglais.

Les Russes en Chine sur les bords du Fleuve Amour (1838). — Les progrès des Russes ont été également rapides dans l'Asie orientale. En 1688, sous Pierre le Grand, *Kiakhta* fut désigné comme lieu de commerce entre la Sibérie et l'Empire Chinois. Sous le règne de Pierre II, la Russie reçut l'autorisation d'envoyer des ambassades en Chine. En 1852, elle

obtint un second marché à *Sémipalatinsk*, sur l'Irtych, qui passe à Omsk et à Tobolsk. Six ans après fut signé un traité qui autorisait les Russes à entretenir une ambassade permanente à Pékin, à voyager avec des passeports dans l'intérieur de l'Empire Chinois et à y exercer librement le christianisme (1838).

En même temps la Russie se fit céder tout le pays situé au nord du fleuve Amour depuis sa source jusqu'à son confluent avec l'Oussouri. A partir de ce confluent, la frontière devait désormais remonter l'Oussouri jusqu'à sa source, pour aller ensuite rejoindre la mer vers la baie Victoria, en face du Japon. Les Russes acquéraient d'un trait de plume deux cents lieues de côtes, avec les deux ports importants de *Nicolaïevsk* à l'embouchure du fleuve Amour et d'*Alexandrovsk* au sud de ce fleuve. La grande île *Sakhaline* ou *Tarrakai* en face de cette côte a été cédée par le Japon à la Russie. Depuis ces acquisitions les Russes ont, en face de l'Amérique et au nord de la Chine, une position d'une importance capitale, au point de vue stratégique aussi bien qu'au point de vue commercial (mai 1858). La capitale actuelle de cette région est *Khabarovsk*, sur l'Amour, en avant du confluent de l'Oussouri. Le port russe le plus méridional sur le Pacifique est *Vladivostok*, au nord de la Corée.

Les Russes à Quelpaërt; les Anglais à Port-Hamilton (1885).— Bien plus récemment encore, dans l'Extrême-Orient sur l'Océan Pacifique, les deux nations rivales, la Russie et l'Angleterre, voulurent s'assurer des points stratégiques sur la mer ou détroit de Corée, entre la presqu'île Coréenne et l'archipel du Japon. En 1885, au moment des difficultés soulevées par la délimitation de la frontière afghane, les Russes occupèrent la grande île de *Quelpaërt* au sud des îles Sodo, et les Anglais, le 12 mai 1885, les trois îles formant le havre appelé *Port-Hamilton*, au nord du même archipel, dans la mer de Corée; mais, le 23 janvier 1887, sur le rapport de leurs amiraux, qui déclarèrent mauvais les mouillages de l'île, les Anglais abandonnèrent ce poste, qu'ils remirent à la Chine: il leur semblait préférable de laisser dans cette station avancée et peu avantageuse les Chinois aux prises avec les Russes comme ces deux peuples l'étaient du reste fréquemment sur les différents points de la frontière sibérienne.

Les Anglais et les Français en Chine (1857-1860). **Ouverture de ce pays aux Européens.**— C'est en 1857 que les

Anglais avaient entrepris en Chine leur seconde expédition; mais cette fois ils n'étaient plus seuls comme en 1843: ils étaient alliés avec la France. Les Chinois avaient signé en 1844 un traité qui étendait aux Français les droits accordés l'année précédente aux sujets britanniques et permettait le libre exercice du catholicisme dans l'intérieur de l'empire; mais le nouvel empereur Y-Ching viola les conventions conclues avec les Européens. Dans les derniers mois de l'année 1857, une flotte anglo-française s'empara de *Canton* et fit prisonnier le vice-roi de cette ville, qui fut envoyé à Calcutta, où il mourut. L'année suivante, elle força l'entrée du *Peï-ho*, sur le golfe de Petchili, et s'empara de *Tien-Tsin*. C'est là que lord Elgin, le baron Gros, les ambassadeurs des États-Unis et de la Russie signèrent les traités qui ouvraient la Chine aux Européens et aux Américains: la liberté du commerce et la liberté religieuse étaient proclamées; une indemnité de 30 millions était accordée (juin 1858).

Le traité fut violé aussitôt que conclu, et quand les ambassadeurs se présentèrent l'année suivante à l'entrée du *Peï-ho* pour aller échanger les ratifications, ils y furent accueillis à coups de canon. On n'avait pas de moyens d'attaque suffisants; une tentative de débarquement sur un sol fangeux échoua et coûta cinq cents hommes aux assaillants (juin 1859).

Une nouvelle expédition en Chine fut alors entreprise par les Anglais et les Français, sous le commandement des généraux Sir Hope Grant et Cousin-Montauban; elle fut signalée par la prise des forts de *Takou* (20 août 1860), les batailles de *Tong-Tchéou* et de *Palikao* (18-21 septembre), et la destruction du *Palais d'Été*, qui fut pillé et livré aux flammes. Le prince Kong, frère de l'empereur, demanda aussitôt la paix. Lord Elgin et le baron Gros, accompagnés de 4 000 soldats anglo-français, entrèrent dans Pékin au son de la musique militaire. Les traités conclus en 1858 à Tien-Tsin furent ratifiés (24-25 octobre 1860). Depuis cette époque, la Chine a changé plusieurs fois de souverain. Le prince Kong, régent pendant la minorité de son neveu Toungchih (août 1861), se montra bien disposé à l'égard des étrangers. Aucun obstacle ne fut plus apporté au commerce des Européens et des Américains avec le Céleste-Empire.

Révolte des Taë-Ping (1849-1864). — La principale cause qui avait livré la Chine à peu près sans défense à l'invasion étrangère, c'était la révolte des *Tchang-Mao* (*Rebelles aux*

longs cheveux) ou *Taè-Ping* (*Partisans de la Grande Paix*). Elle dura vingt éclaté vers 1849 dans le sud de l'empire, et elle dura quatre ans. Le chef ou empereur des *Taè-Ping*, *Rong-Sieou-Tsien*, avait commencé par être maître d'école : il prétendait être « le frère de Jésus-Christ » dans l'espérance de gagner à sa cause les chrétiens indigènes. On put croire un instant, quand les *Taè-Ping* eurent pris Nankin en 1853, l'existence de la dynastie mandchoue en péril. Mais les rebelles déshonorèrent leur cause par d'odieuses cruautés. Après la signature des traités de 1860, sur la demande du prince *Kong*, des officiers européens autorisés par leurs Gouvernements prirent du service dans les armées impériales : l'un d'eux, l'amiral français *Protet*, fut même tué à leur tête ; un autre, *M. Prosper Giquel*, obtint de grands succès dans le *Tché-Kiang* et fut plus tard (en 1867) le créateur de l'arsenal de *Fou-Tcheou*. Enfin les *Taè-Ping* furent vaincus. *Rong-Sieou-Tsien* s'empoisonna le 30 juin 1864. Le 19 juillet de la même année, *Nanking* fut pris et 400 000 rebelles périrent.

C'est dans la lutte contre les *Taè-Ping* que commença la célébrité de « *Gordon le Chinois* ». Né à *Woolwich* le 23 janvier 1833, et officier du génie dans l'armée anglaise, *Charles-Georges Gordon* avait fait en cette qualité les campagnes de *Crimée* et de *Chine* (1860). Les négociants européens de *Chang-Haï*, mal protégés contre l'insurrection par le Gouvernement Chinois, avaient levé à leurs frais un corps de 5 000 hommes, commandés d'abord par deux Américains, puis par *Gordon*, et qui, à cause de ses succès, reçut le nom pompeux de « *l'armée toujours victorieuse* ».

Le Gouvernement Chinois eut ensuite à vaincre un immense soulèvement des musulmans du *Chen-si*, qui commença en 1860 à *Roua-Tcheou*. L'empereur *Toung-chih mou-rut* en 1875 en laissant un fils mineur, qui lui succéda sous le nom de *Kouang-sou*, et le prince *Kong* fut une seconde fois régent pendant la minorité du nouveau souverain¹.

1. Un nouveau conflit éclata en 1888 sur la frontière de l'Empire Chinois et de l'Hindoustan. Les Anglais possèdent depuis 1852 le territoire de *Sikkim*, dans l'Himalaya, entre le *Boutan* à l'est et le *Népal* à l'occident. Les *Tibétains*, qui revendiquaient *Sikkim*, dont les habitants sont de la même race et bouddhistes comme eux, attaquèrent le camp anglais de *Gnatong* et furent repoussés. L'ordre fut donné au colonel *Graham* de traverser les montagnes et de s'avancer jusqu'à *Lhassa*, la capitale du *Grand Lama*. Le Gouvernement

Relations fréquentes avec l'Europe. — Les relations des Européens et des Américains avec la Chine deviennent chaque jour plus fréquentes. La ville anglaise de *Victoria*, fondée en 1842 dans l'île de *Hong-Kong*, près de *Canton*, compte aujourd'hui 125 000 habitants : elle est le principal entrepôt du commerce européen avec la Chine Méridionale. Le grand port de *Chang-Haï* près de *Sou-Tcheou*, sur le *Hoang-Pou*, affluent du *Yang-tsé-Kiang*, joue le même rôle pour le commerce des régions centrales du Céleste-Empire ; beaucoup d'Anglais, d'Américains et de Français habitent cette ville¹.

Un premier chemin de fer fut ouvert en Chine dans la banlieue de *Chang-Haï* en 1876, mais détruit l'année suivante par ordre du Gouvernement. La Chine prit une part importante aux Expositions Universelles de 1878, 1889 et 1900 : les commerçants du Céleste Empire y exposèrent des meubles de luxe, des étoffes précieuses, des objets d'art ingénieusement sculptés, des jouets, etc., dont la vue montra que, pour la patience² et l'adresse, les artisans et les artistes chinois peuvent rivaliser avec les Européens.

L'empereur de Chine devint majeur en 1891. Au mois de mai 1894, une émeute éclata contre les Européens à *Wuhu* ou *Wouhou*, sur la rive gauche du *Yang-tsé-Kiang*. D'autres troubles survinrent à *Wuchen* (lac *Poyang*) et à *Takutang*. Des missions catholiques et protestantes furent saccagées, incendiées. Ces violences continuèrent aux mois de juin et de juillet.

Une nouvelle insurrection éclata bientôt après en Mand-

de *Pékin* envoya, dit-on, une ambassade pour négocier un arrangement pacifique entre ses vaisaux du *Tibet* et la *Grande-Bretagne*. Le colonel *Graham* battit les *Tibétains* en plusieurs rencontres (octobre-décembre 1888). Dans le cours de cette même année 1888, la vallée du *Pei-ho* fut éprouvée par des tremblements de terre, et une révolte éclata dans les provinces de *Honan* et du *Chan-toung* parmi les populations réduites à la misère par le débordement du *Fleuve Jaune*.

1. De 1868 à 1874, des ingénieurs européens firent construire pour le compte du Gouvernement Chinois 15 navires à vapeur. Parmi les explorateurs les plus heureux de l'Empire Chinois, citons le *Père Huc*, qui visita le *Tibet* et la *Chine* (1839-1844), au moment où mourait à *Bombay* un autre voyageur français, *Victor Jacquemont*, qui avait exploré l'*Hindoustan* pendant quatre ans (1828-1832) ; *M. l'abbé Davil*, missionnaire *lazariste* et *naturaliste*, qui visita *Pékin* en 1861, la *Mongolie* en 1866, le *Tibet* en 1868, enfin, en 1872, le *Kan-Sou* ; le comte hongrois *Biela-Szechenyi*, qui parcourut le *Tibet* et la vallée de l'*Irrouadi* en 1880 ; le capitaine anglais *Gill*, qui de 1876 à 1877 parcourut la *Chine* et la *Birmanie*.

2. Ils sont incontestablement beaucoup plus patients.

chourie. Les membres de la Mission Belge de Takou furent égorgés avec d'horribles raffinements de cruauté. Les troupes impériales finirent pourtant par écraser les insurgés (29 novembre 1891).

Cinquante mille personnes furent noyées dans l'automne de 1892 par le débordement du Fleuve Jaune¹. De nouvelles inondations firent périr également des milliers de victimes dans les vallées du Pei-ho et du Yang-tsé-Kiang en 1893.

Activité des Chinois. — C'est depuis la guerre de 1860 seulement qu'on a pu pénétrer dans l'intérieur de la Chine et acquérir des notions précises sur la civilisation de ce pays. Auparavant, on savait que là s'était fondé, à une époque extrêmement reculée, un empire aujourd'hui le plus peuplé du monde. On voyait avec étonnement d'innombrables émigrants chinois arriver à Bornéo, à Sumatra, aux Philippines, en Australie, à Singapour, aux îles Sandwich, en Californie, actifs et souples comme les Juifs dans l'ancien monde, se chargeant de tous les petits métiers dédaignés par les habitants du pays, détestés partout des indigènes, et néanmoins s'imposant au point qu'il devenait impossible de se passer d'eux. Toutefois on reprochait à la Chine d'être isolée et stationnaire. La première allégation est irréfutable; car, la « distance de Pékin à Paris étant la même que celle de Paris à Pékin, on pourrait avec autant de raison dire à la Chine que

1. « Le cours du Hoang-ho a varié souvent depuis trois mille ans, date à laquelle remontent les renseignements précis sur ses changements. A cette époque reculée, il se jetait dans le golfe de Petchili, en suivant à peu près la direction qu'il avait avant 1887; 600 ans avant Jésus-Christ, il se serait détourné au nord pour mêler ses eaux à celles du Ouéi-ho. (Le Ouéi-ho est un affluent de la rive droite du Pei-ho, qui se dirige du sud au nord.) En 1194 se produisit une déviation plus importante : à quelques milles en aval de Kaï-fong-fou, le fleuve se dirigea au sud-est, pour se jeter dans la Mer Jaune au point où le 34^e parallèle rencontre la côte. Mais, en 1852, il revint à son cours d'il y a trois mille ans, et il se jeta de nouveau dans le golfe du Petchili. Dès 1868, les digues qui contenaient le lit du fleuve avaient été rompues à Yung-tso-Schien; l'année suivante, une autre brèche avait laissé passer les eaux, qui avaient détruit plusieurs villes et villages et englouti des centaines de milliers d'habitants.

« Mais le désastre de 1887 dépassa tous les précédents : 1 942 400 hectares furent perdus pour l'agriculture; les ravages plus ou moins réparables s'étendirent sur 3 107 850 hectares, et le fleuve prit la direction de Chang-Hai. L'ancien et le nouveau cours forment un triangle de près de 600 kilom. de côté, comprenant dans son centre les montagnes du Chan-toung, qui auraient été anciennement un île. » (*Projet pour remédier aux inondations dans le nord de la Chine, par le baron G. de Contenson; Bulletin de la Société de Géographie, 3^e trimestre 1893.*)

nous avons vécu isolés dans un coin du monde». (Joseph FERRARI, *La Chine et l'Europe.*) Aujourd'hui on commence à mieux connaître l'*Empire du Milieu*¹.

Éclat de la civilisation chinoise : unité de langue et de législation ; rôle de l'État ; égalité sociale. — Cette immense contrée renferme environ 360 millions d'hommes, population plus considérable que celle de l'Europe entière réunie en un seul État, parlant la même langue, gouvernée par une même législation. Cette unité s'explique d'abord par la géographie : tandis que l'Europe est creusée par des mers (Méditerranée, Noire, du Nord, Baltique), découpée en presqu'îles et en îles (Crimée, Grèce, Italie, Sicile, Espagne, Suède et Norvège, Danemark, Grande-Bretagne, etc.), la Chine propre forme une seule masse compacte, arrosée par des fleuves parallèles, et qui mesure du sud au nord six cents lieues (en ligne droite, du 20^e au 42^e degré de latitude nord), de l'ouest à l'est, quatre cent cinquante (du 100^e au 148^e degré de longitude est). Elle s'explique encore par l'histoire : la nécessité de résister aux pasteurs nomades du nord et de l'ouest, Tartares, Mongols, Mandchous, dut obliger de bonne heure les habitants de la Chine à se serrer, à se grouper les uns contre les autres, pour former un bloc plus massif et plus solide².

Le Gouvernement Chinois se charge de la nourriture des pauvres, surveille les progrès de l'agriculture, contrôle, en vue du bien public, l'usage auquel le propriétaire destine le sol qui lui appartient³; en un mot, intervient dans tout. « Le peuple a-t-il froid, c'est moi qui en suis la cause; a-t-il faim, c'est ma faute; tombe-t-il dans quelque crime, je dois m'en regarder l'auteur. » Telles sont les paroles que le *Chouking* met dans la bouche de Yao, l'un des premiers empereurs, contemporain des rois pasteurs d'Égypte, vingt siècles avant

1. L'Empire du Milieu ou Céleste Empire est subdivisé en quatre parties : 1^o la *Chine*; 2^o la *Mandchourie*; 3^o la *Mongolie*, qui comprend le pays des *Ordos*, celui des *Khalkhas*, celui des *Kalmouks Dzoungares* et le *Koukhou-Nor*; 4^o le *Tibet*. La Corée a cessé d'être une dépendance de l'Empire Chinois.

2. C'est la même raison qui a fait construire la Grande-Muraille. Elle fut élevée à partir du troisième siècle avant notre ère par l'empereur Hoang-ti sur une longueur de 500 lieues; elle avait de 20 à 25 pieds de hauteur. Elle était protégée de distance en distance par des forts, qui gardaient des colonies de soldats-laboureurs, analogues aux *régiments frontières* établis autrefois par l'Autriche pour garder les bords du Danube et de la Save contre les Turcs.

3. Les principaux produits de l'agriculture et de l'industrie chinoises sont : le thé, le riz, le maïs, le sucre, les fruits, la soie, la porcelaine, les laques, les meubles de luxe.

notre ère. On ne connaît en Chine ni castes, ni distinctions de naissance, ni privilèges héréditaires. Dès la première dynastie, on trouve la loi agraire : la terre est divisée par portions égales entre toutes les familles, avec obligation de la cultiver moitié individuellement pour leur compte, l'autre moitié en commun pour le compte de l'État. Des lois analogues se retrouvent au début de chaque dynastie.

Actuellement encore l'agriculture chinoise est merveilleusement aménagée¹ : la propriété est divisée à l'infini, et travaillée avec tant de soin, que sur un même espace elle rapporte plus et nourrit plus d'habitants que dans tout autre pays. Les engrais y sont utilisés avec un zèle minutieux, qui ne laisse rien perdre de ce qui peut augmenter la fertilité; à force de travail, l'eau ne manque nulle part; elle est conduite jusqu'au sommet des montagnes; pas un coin entre deux rocs où l'on ne mette de la terre, où l'on n'ait rendu l'arrosage possible et fréquent. Chaque champ donne plusieurs récoltes; les graines sont préparées, arrosées, engraisées; les tiges des plantes, semées dru dans les pépinières, sont repiquées après une nouvelle préparation dans leur sol définitif; on les soigne beaucoup; elles rapportent beaucoup. (G. EUG. SIMON, *La Cité Chinoise*, passim.)

Gouvernement des Lettrés. Le Tribunal de l'Histoire. — Tous les emplois, toutes les charges, toutes les dignités depuis la plus humble, jusqu'à celle de mandarin et de ministre, sont donnés au concours par voie d'examen, après une série d'épreuves. Tandis que dans l'Occident les civilisations les plus anciennes ont à peine une durée de mille ans et sont soumises à une instabilité perpétuelle, la tradition historique des Chinois s'étend, selon eux, sans interruption sur une durée de quarante siècles, remplie par vingt-deux dynasties. Ils ont découvert l'imprimerie cinq siècles avant nous; leur philosophie, celle de Confucius², existe depuis deux mille cinq cents ans;

1. Nous avons emprunté à la Chine un grand nombre de plantes et de fleurs, par exemple la Glycine et le Chrysanthème.

2. Les deux grandes écoles philosophiques de la Chine sont celles de Lao-tze et de Confucius. Lao-tze est né en l'an 604 avant notre ère. Son principe est celui de la liberté : suivant lui, il faut que l'État n'intervienne en rien dans les affaires des particuliers, que tout soit laissé à l'initiative de chacun, en un mot, que « la prospérité générale soit confiée à la liberté du peuple et aux intérêts des individus ». La doctrine de Confucius (né en 550, mort en 479 avant notre ère) représente le principe opposé, celui de l'autorité, de la tradition : il veut voir l'État jouer dans la nation le rôle du père dans la

leur religion, celle de Fò ou Bouddha, depuis deux mille ans¹. La collection des meilleurs ouvrages chinois, décrétée en 1790 par l'empereur Kien-long, devait comprendre 180 000 volumes; un homme qui en lirait un par jour n'en viendrait pas à bout en cent ans. Pour assurer la perpétuité de la tradition, ils avaient créé un *Tribunal de l'Histoire*, composé de hauts fonctionnaires chargés depuis un temps immémorial d'enregistrer tous les événements. Afin de garantir leur entière impartialité et de la soustraire aux influences du jour, leurs livres n'étaient pas livrés au public, ni même connus du souverain. On les jetait feuille par feuille dans un coffre immense, qui n'était ouvert qu'après l'extinction de la famille régnante². « Le règne de la science, de l'égalité et du mérite, avec une langue universelle et une législation uniforme, voilà donc les avantages de la Chine. » (J. FERRARI.)

Défauts et vices de ce régime. Despotisme des souverains. — Par malheur, ces avantages ne sont que trop compensés par les inconvénients qui en résultent. En créant le plus grand des empires, les Chinois lui ont immolé toutes leurs libertés, et c'est seulement à cette condition qu'ils ont pu fonder tant de peuples hostiles en un seul. L'empereur est entouré d'une sorte d'auréole religieuse. On ne peut l'aborder qu'avec des cérémonies difficiles à suivre dans leurs minuties compliquées. Il faut ajouter pourtant qu'on s'est exagéré le despotisme du Gouvernement Chinois. Là, comme partout ailleurs, les gouvernants sont obligés de tenir grand

famille. Tout doit être soumis, d'après sa doctrine, à des règles, à des lois immuables. Une hiérarchie de savants, de philosophes, remplissant les diverses fonctions publiques et formant une pyramide au sommet de laquelle siège l'empereur : tel est son idéal, que la Chine a réalisés.

1. Son fondateur, Bouddha ou Çakyamouni, naquit dans l'Inde six siècles avant notre ère. Sa religion, ou plutôt sa philosophie, que le temps et l'imagination transformèrent en religion, était une réaction contre les cultes naturalistes de l'antique Hindoustan. Au régime des castes et de l'inégalité brahmanique, le Bouddha opposait le principe de la fraternité humaine. Il se prononçait contre le mariage, exhortait les hommes aux mortifications, à l'anéantissement des sens, exaltait la douleur, recommandait la vie cénobitique et la contemplation. Chassé de l'Inde et persécuté par les brahmines, le bouddhisme s'empara peu à peu de l'Indo-Chine, pénétra un siècle avant notre ère en Chine, où son fondateur fut connu sous le nom de Fò, au Japon, à Ceylan et dans une grande partie de l'Hindoustan même. Il y a environ sept siècles que les *Dalaïs-Lamas* ou pontifes suprêmes de la religion bouddhique sont établis au Tibet.

2. Cet usage a cessé au moment de l'invasion des Tartares Mandchous qui ont fondé en 1644 la dynastie aujourd'hui régnante.

compte de l'opinion publique, ce que les Européens, dans leurs exigences, oublient quelquefois. Les impôts sont moins considérables en Chine que partout ailleurs¹.

La famille se modèle sur l'empire : le père est tout-puissant comme le souverain. Il peut faire ce qu'il veut de ses enfants² : il est le maître absolu de ses femmes (la loi lui permet d'en épouser quatre). Elles vivent recluses dans l'intérieur des appartements, victimes d'un usage barbare qui leur tord les pieds pour les faire entrer dans des souliers d'enfant. Maître pendant sa vie, le père devient presque dieu après sa mort : son tombeau est un autel, devant lequel on célèbre chaque année sa mémoire³.

Législation cruelle. — Les tribunaux chinois ne font point acception des personnes : l'égalité la plus absolue règne devant eux. Mais la législation est atroce ; toute mécanique et extérieure, la loi pénale n'examine que l'acte et ne tient presque aucun compte des intentions de l'accusé.

Les châtimens sont avilissans et affreux. La peine la plus ordinaire est le bâton. Elle s'applique à tous les délits sans exception ; personne ne peut s'y soustraire : il y a égalité devant le bambou comme partout ailleurs. Puis viennent, pour les crimes, la marque, le carcan, la décapitation, la strangulation, le supplice des couteaux, par lequel on coupe un homme en cent vingt-cinq morceaux. Les fonctionnaires publics surtout sont sous le coup de la loi.

1. Il n'y a, dit Eug. Simon, qu'un fonctionnaire par plus de 400 000 administrés ; l'impôt annuel n'est que de 3 francs par habitant ; il y a six ministres : *Personnel, Finances, Rites, Armée, Justice, Travaux Publics*.

2. Comme le *Pater Familias* de l'ancienne Rome. On a exagéré la cruauté des Chinois envers leurs enfants. « Quant à moi, dit un des voyageurs contemporains les mieux informés, mon attention n'a jamais été attirée, pendant mon long séjour en Chine, par la fréquence des infanticides ; et je crois dans tous les cas, vu le chiffre énorme de la population de ce pays, qu'il pourrait, sans désavantage, supporter la comparaison avec tel pays de l'Europe que l'on voudrait. » (Léon Rousser, *A travers la Chine*.) Eugène Simon va plus loin : « J'affirme, dit-il, que ce crime est beaucoup moins fréquent en Chine qu'en France. » (*La Cité Chinoise*.)

3. Il y a dans la maison de tout Chinois riche une *salle des ancêtres* avec un autel ; chaque Chinois possède un *Livre de la Famille*. Ce culte des ancêtres fait songer à l'ancienne Égypte et à l'ancienne Rome. On sait avec quel soin les Égyptiens conservaient les momies et de quel respect ils environnaient les nécropoles. On se rappelle que les Romains divinisèrent leurs ancêtres sous le nom de *Divei Parentes*, et que chez eux les *Imagines Majorum* ou statues des aïeux ornaient l'atrium et étaient portées en procession dans les funérailles.

Il est fort possible qu'il y ait de l'exagération dans les tableaux qu'on traçait autrefois en Europe de la cruauté des tribunaux et de l'état malheureux du peuple chinois. Il faut cependant le reconnaître : la misère est grande en Chine, ce qui tient surtout, il est vrai, au chiffre excessif de la population, et les suicides sont fréquents dans l'*Empire du Milieu*.

Le Japon. Sa situation ; ses produits ; ses villes les plus importantes. — Le Japon, ou pour parler plus exactement l'*Empire du Soleil Levant*, était, il y a un siècle, peut-être encore plus complètement inconnu des Européens que la Chine. Il comprend au centre la grande île de *Nippon*, au sud les îles *Sikok*, *Kiouchiou* et l'*archipel des îles Lieou-Kieou*, enfin, au nord, le *Hokkaido*, anciennement nommé l'île d'*Yéso*, considérée comme une colonie, et l'*archipel des Kouriles*. Ces différentes îles forment une courbe, dont la corde est tournée vers la Chine, et qui se rapproche à l'une de ses extrémités de la Corée, à l'autre de l'île Tarrakai et du territoire acquis par les Russes à l'embouchure du fleuve Amour.

Le Japon est un pays découpé, montagneux, pittoresque, habité par un peuple intelligent, gai, vif, doux et curieux. Sa population s'élève à 46 026 406 habitans. Le climat est tempéré ; les productions principales sont le riz, les céréales, le thé, la soie, le coton, le tabac, le gingembre, les bois de construction, le papier, les laques, les porcelaines, les bronzes, les émaux, les ouvrages en bambou, en rotin, en ivoire, en écaille, des cuivres ouvrés, des peintures, des dessins, des poteries, des faïences, des écrins, des éventails, de l'encre de Chine, des pinceaux, du camphre, etc.

Nippon, la principale île Japonaise, est traversée du nord au sud par une grande route nommée *Tokaido*¹. La capitale *Tokio* ou *Yédo* est située par 35° 40' de latitude nord, sur la côte orientale, au fond d'un vaste golfe formé par le Pacifique ; elle est arrosée par le fleuve *Sumidagawa* et une multitude de canaux. Sa population est de 1 333 256 habitans.

1. « Cette route passe pour avoir été construite par le chogoun Tyocosama au seizième siècle. Elle est large et bien établie. Entre Kanagawa, village le plus proche de Yokohama, et Yédo, elle a plutôt l'air d'une rue que d'une route : car, sur les 17 milles qui séparent les deux villes, il en existe à peine 3 où les maisons ne fassent pas une bordure continue. Elle est toujours fréquentée, et d'ailleurs, comme il n'existe pas au Japon de routes intermédiaires entre le Tokaido et les sentiers qui traversent la campagne, il n'y a rien d'étonnant que toute la vie et le trafic de l'empire suivent cette voie. » (A. D. CARLISLE.)

Elle contient le *Jiro* ou palais impérial, le célèbre *Nippon-bashi* ou pont du Japon, centre géographique de l'empire, à partir duquel on compte les distances à tous les points de l'île ; le *Tsukiji*, ou quartier des étrangers, et le *Yochiwaru*, ou quartier des plaisirs. Les maisons sont basses, rarement munies de vitres : on les ferme avec des panneaux pendant la nuit. Près de *Yédo* se trouvent le lac *Hakoné*, dans la direction du sud-ouest, et un volcan éteint de 4 251 mètres de hauteur, le *Fousiyama*. Cette montagne, la plus haute de l'île, est considérée comme sainte : des milliers de pèlerins en font chaque année l'ascension.

A environ 60 lieues au sud-ouest de *Yédo*, dans l'intérieur des terres et au sud du lac *Biva*, se trouve *Kioto*, l'ancienne *Miako* (capitale). Aujourd'hui bien déchue, cette ville a 332 374 habitants. Elle est arrosée par les rivières *Kanagawa* et *Katsuragawa*, affluents du *Yodogawa* (*gawa* signifie eau).

Osaka, à peu près à dix lieues au sud de *Kioto*, lui sert de port. Avantageusement placée sur un golfe, *Osaka* est encore arrosée par le *Yodogawa*, qui sort du lac *Biva*, situé au centre de l'île. C'est une ville très commerçante, avec 753 375 habitants. *Nagoya*, à l'est du lac *Biva*, et au nord-est de *Kioto*, a 252 699 habitants ; *Kanazawa* sur la côte occidentale, au nord-ouest de *Tokio*, a 82 378 habitants ; *Kobé*, autre port, à l'ouest et à peu de distance d'*Osaka*, en a 194 598 ; *Hiroshima*, port sur la Mer Intérieure, au sud de *Nippon*, a 113 926 habitants ; *Sendai*, au nord-est de *Nippon*, en a 82 826.

L'île *Kiouchiou*, la plus méridionale des grandes îles japonaises, renferme les trois ports de *Kagosima*, au sud, 54 034 habitants ; *Koumamoutou*, au centre, 58 376 habitants ; *Nangasaki*, à l'ouest, 74 542 habitants.

Entre les trois grandes îles de *Nippon* au nord, *Kiouchiou* au sud-ouest et *Sikok* au sud-est, se trouve la *Mer Intérieure* du Japon ou *Souwo-Nada*. Elle est renommée par la beauté de ses rivages ; d'innombrables îlots la parsèment. Elle communique avec l'Océan, à l'ouest par le détroit de *Van der Capellen*, au sud par le détroit de *Bungo*, à l'est par le détroit de *Linschoten*.

Ouverture du pays aux Européens (1854-1858). — Au seizième siècle, les Portugais avaient été admis au Japon ; mais, à la suite de troubles intérieurs, les chrétiens furent

exterminés en 1637, et le Japon fermé aux Européens. Il n'y eut d'exception qu'en faveur des Hollandais¹ ; encore étaient-ils internés sur l'îlot de *Dechima*, aux portes de *Nangasaki*, dans l'île *Kiouchiou*, la plus méridionale de l'empire. En 1854, les États-Unis envoyèrent au Japon le commodore *Perry*, pour signer un traité de commerce ; après trois ans de négociations (1851-1854), le taïkoun ouvrit les ports de *Simoda* et d'*Hakodadi* aux Américains. La même année, les Anglais se firent accorder l'entrée des ports de *Nangasaki* et d'*Hakodadi* ; la Hollande obtint des concessions analogues (1854).

En 1858, l'Angleterre, la France, la Russie et les États-Unis obtinrent la signature de traités stipulant les avantages suivants : libre accès dans les ports de *Kanagawa*, d'*Hiogo* ou *Kobe*, dans l'île de *Nippon* ; d'*Hakodadi*, dans l'île de *Hokkaïdo* ; de *Nangasaki*, dans l'île de *Kiouchiou* ; droit pour les étrangers de s'établir dans les villes, et, de plus à partir de 1862, à *Tokio* et à *Osaka* ; droit d'entretenir au Japon un ambassadeur et des consuls ; libre exercice du christianisme ; admission des monnaies étrangères ; libre commerce, moyennant un droit d'exportation de 5 pour 100. L'importation de l'opium était seule prohibée.

Fondation d'Yokohama (1858). — Dès 1858, les Européens reçurent l'autorisation de fonder un comptoir près de *Kanagawa*, sur le golfe de *Yédo*. Des négociants anglais jetèrent les fondements d'*Yokohama* (*A travers la plage*)² : sur-le-champ ils apportèrent des marchandises anglaises et commencèrent à exporter de la soie, du thé, des éventails, des objets d'art. Les débuts de la colonie furent rudes. Les *daïmios* ou seigneurs japonais étaient hostiles aux Européens ; leurs clients ou *samourais* massacrèrent plus d'un étranger dans les limites mêmes des concessions. Plus d'une fois les canons des vaisseaux américains, anglais ou français durent tonner contre les forteresses des *daïmios* ; mais le taïkoun se montra plein de bonne volonté pour la colonie, et ses *yakunines* (fonctionnaires) escortaient partout les étrangers pour veiller sur eux.

1. C'est surtout par les travaux d'un Allemand au service de la Hollande, le médecin *Siebold*, que le Japon était connu avant d'être ouvert aux Européens. Né à *Wurtzbourg* en 1796, et mort en 1866, *Siebold* vécut longtemps à *Java*, visita le Japon à plusieurs reprises, et composa de nombreux ouvrages sur la langue, la géographie, l'histoire et la flore de ce pays.

2. *Yokohama* avait, en 1891, 127 987 habitants ; en 1894, 152 451 ; en 1898, 188 455.

Le mikado¹, le chogoun ou taikoun, les daimios, les samourais. — C'est avec le taikoun, chef du gouvernement de Yédo, que les ambassadeurs étrangers avaient traité. On croyait à cette époque qu'il y avait simultanément au Japon deux souverains, un chef spirituel, le *mikado* ou *tenno*, et un chef temporel, le *taikoun*, exclusivement chargé des affaires politiques. C'était une erreur. Le seul souverain officiel du pays était le mikado ou empereur; mais le mikado, résidant à Kioto, ville nommée aussi *Miako* ou capitale, n'était que le chef nominal de l'aristocratie des daimios. Le plus puissant des daimios était le chogoun, improprement appelé *taikoun* par les Européens. Depuis le douzième siècle les chogouns s'étaient rendus héréditaires et emparés, aux dépens du mikado, d'un pouvoir analogue à celui que les maires du palais possédaient en France sous les derniers Mérovingiens; les chogouns résidaient à Yédo.

Chacun des daimios possédait un grand territoire, une armée, une flottille, des châteaux forts, et s'entourait d'une troupe de *samourais* ou clients d'une noblesse inférieure, nourris par lui, et portant comme insignes deux sabres à leur ceinture. Ces samourais étaient braves, féroces, ennemis des étrangers. Le suicide était fréquent parmi eux, et ils se tuaient toujours de la même manière, en s'ouvrant le ventre. Les divisions religieuses s'ajoutaient aux divisions politiques. Deux cultes étaient en présence : le chintoïsme, ancienne religion du pays, dont le mikado était le chef, et le bouddhisme, importé de la Chine par la Corée; il comptait une multitude d'adhérents, parmi lesquels le chogoun. Le peuple était esclave, la législation tracassière, les pénalités impitoyables; les condamnés à mort étaient décollés par le sabre, étranglés, crucifiés, transpercés par la lance, étouffés dans l'eau bouillante. Tuer un oiseau dans les fossés du palais du chogoun était un crime capital.

Révolution de 1868. — Tout changea en 1868. Le 3 janvier de cette année, le prince de Satsouma, au nom du jeune mikado², et avec l'appui des trois princes de Choshin, Tosa, Hizen, parvint à chasser de Kioto les troupes du chogoun; vainqueurs dans deux batailles décisives à *Foujini* et *Yodo*

1. Les traditions japonaises font remonter la fondation de l'empire par Timou-Tenno à l'an 660 avant Jésus-Christ.

2. Le mikado Mout-sou-hito, né en 1852, a succédé à son père Komei-Tenno en 1867.

les partisans du mikado s'emparèrent d'Osaka et de Yédo. Le chogoun fut réduit à la condition de simple particulier. Le mikado vint s'établir à Yédo en 1869, et cette ville est depuis désignée sous le nom de *Tokio*. Il fit rentrer sous son autorité l'île de Hokkaido, où le marin Enomoto, avec le capitaine français Brunet, instructeur dans les troupes japonaises, avait essayé d'établir à Hakodadi une République. L'année 1868 reçut le nom de *Meiji*. C'est l'ère nouvelle des Japonais : c'est à partir de cette date qu'ils comptent le temps. Ainsi 1900 est la trente-deuxième année de Meiji.

La révolution qui venait de s'accomplir excita d'abord de grandes alarmes dans la colonie européenne de Yokohama. On croyait que l'ouverture des cinq ports aux Européens avait été la cause de la chute du chogoun; le prince de Satsouma avait été regardé jusque-là comme l'ennemi le plus acharné des étrangers. Heureusement ces craintes n'étaient pas fondées; le contraire de ce qu'on avait prévu arriva.

Vivement frappés par le spectacle de la civilisation européenne et américaine, beaucoup de conseillers du mikado étaient gagnés aux idées du progrès; ils se lancèrent dans la voie des réformes avec une ardeur fiévreuse.

Désarmement des daimios et des bonzes. — Le mikado Mout-sou-hito était en 1868 un jeune homme de seize ans; mais il eut pour ministres (à partir de 1871) des hommes intelligents et énergiques, MM. Sanjo, Kido, Okouma, Itagaki, Saigo et surtout Iwakoura Tomomi, Ministre des Affaires Étrangères.

La guerre civile était à peine terminée que les princes de Satsouma, Choshin, Tosa et Hizen adressèrent au mikado une pétition pour lui offrir leurs territoires et leurs hommes de guerre : l'offre fut acceptée. Sans doute, les chefs de la noblesse japonaise, en envoyant ainsi leurs soldats à Tokio, espéraient mettre auprès du mikado des surveillants, et gouverner sous son nom, en reprenant à leur profit le rôle du chogoun déchu; mais, s'ils s'étaient bercés de cette espérance, leur attente fut absolument trompée. Les soldats qu'ils avaient placés dans la capitale, dressés par des instructeurs européens, furent employés non contre les étrangers, mais contre eux-mêmes. Le 29 août 1871, les *Hans* ou fiefs des daimios furent supprimés : la féodalité se trouva ainsi dépossédée. Les daimios, aux termes de l'édit, devaient administrer, à titre de gouverneurs révocables, les domaines dont ils étaient

auparavant souverains héréditaires. Cette disposition a été depuis annulée, et tous les gouverneurs sont maintenant nommés par le mikado et choisis non plus d'après leur naissance, mais d'après leur capacité. Les anciens daimios, tout en conservant la faculté de voyager, ont dû fixer leur résidence ordinaire à Tokio. Le vasselage ou clientèle des samourais n'existe plus: les samourais ont dû déposer leurs sabres. Les privilèges pécuniaires sont abolis; l'impôt est payé par tout le monde. Le peuple a obtenu tous les droits qui étaient jusque-là le privilège des nobles. Tout le Japon a été divisé en 72 préfectures d'égale étendue.

Les prêtres bouddhistes, les bonzes, faisaient une opposition violente aux réformes. Leur nombre fut diminué, leurs dotations en terre en grande partie confisquées, leurs temples détruits ou convertis en édifices d'utilité publique; le célibat des bonzes n'existe plus.

Rapides progrès de la civilisation japonaise. — Une ligne télégraphique a été établie entre Tokio et Nangasaki. Le 12 juin 1872, en présence du mikado, le premier chemin de fer japonais fut inauguré entre Tokio et Yokohama, sur une distance de huit lieues. La même année, il y eut une exposition de l'industrie à Kioto; cette dernière ville a été, depuis, unie par un chemin de fer à Osaka. Des phares, des voies ferrées, des télégraphes, sont projetés ou en construction sur bien des points¹.

Le Japon possède une marine de guerre composée en partie de navires achetés aux États-Unis; en 1875 on a lancé à la mer le premier vapeur de guerre construit dans le pays. La France en a construit plusieurs pour lui. Un bâtiment japonais visita Toulon en 1878. Le service militaire a été déclaré obligatoire; artilleurs, fantassins, cavaliers, sont équipés, armés, habillés, exercés à l'europpéenne; beaucoup de leurs instructeurs sont Français.

Un collège de langues étrangères a été créé: on y étudie le hollandais, le français, l'anglais, l'allemand, le russe. Un grand nombre de jeunes gens ont été envoyés, aux frais du Gouvernement, pour s'instruire en Europe et en Amérique. Beaucoup sont venus à Paris et ont excité l'étonnement par la vivacité de leur intelligence, leur ardeur au travail, leur em-

1. Il y avait au Japon, en 1894, 3 600 kilomètres de chemins de fer exploités, et 1 109 en construction.

pressément à s'informer de tout, à vouloir tout examiner, tout comprendre. Des livres anglais, allemands, français, ont été traduits en langue japonaise par ordre du Gouvernement, pour propager dans le pays les connaissances utiles: on a fondé des écoles normales primaires. En 1875, la moitié des garçons et un cinquième des filles fréquentaient les écoles¹. M. Boissonade, professeur à la Faculté de Droit de Paris, fut appelé en 1873 au Japon pour y rédiger un code de lois, et logé au palais du mikado. Un autre légiste français, M. Georges Bousquet, fut également à Tokio attaché pendant quelque temps au Gouvernement.

Le Japon est en relations régulières: d'une part, avec l'Europe, par les paquebots des Messageries Françaises, qui viennent de Marseille, par Port-Saïd, Suez, Aden, Colombo, Singapour, Saïgon, Hong-Kong, Chang-Haï, à Yokohama; de l'autre, avec l'Amérique, par les paquebots de la *Pacific Mail Steamship Company*, qui vont de San-Francisco à Yokohama et Hong-Kong. Plusieurs ambassades extraordinaires japonaises sont déjà venues en Europe; le ministre Iwakoura était à la tête de l'une d'elles.

Aujourd'hui les usages et les costumes européens s'introduisent de plus en plus. Les tables et les chaises ont remplacé les nattes sur lesquelles on s'accroupissait; les sandales de bois, les longues queues disparaissent; on ne se rase plus le devant de la tête. Le mikado, autrefois invisible dans son palais, et duquel on n'approchait qu'en se prosternant, voyage dans les différentes parties de l'empire et se montre en voiture, en habit noir, dans les rues de Tokio: l'ancien cérémonial a été aboli. Plusieurs journaux s'impriment au Japon, l'un d'eux en français; les caractères chinois sont remplacés souvent par les lettres de l'alphabet romain. Un commerce important s'est établi entre l'Europe et le Japon. Ce pays a pris une part brillante aux Expositions Universelles de Paris en 1878, 1889 et 1900; ses vases, ses laques, ses sculptures, ses objets d'art de toute espèce, remarquables par la délicatesse et le fini du travail, enfin ses jardins et ses fleurs attiraient en foule les acheteurs et les curieux.

Tels sont les principaux épisodes de cette merveilleuse révolution qui s'est accomplie sous nos yeux au Japon. C'est un

1. L'écriture a été introduite au Japon par les Coréens, environ un siècle avant Jésus-Christ.

peuple passé brusquement du Moyen Age au dix-neuvième siècle. Jamais transformation plus complète ne s'est réalisée en si peu de temps : gouvernement, état de la propriété, mœurs, lois, costumes, tout se modifie à la fois. Quelques appréciateurs chagrins prétendent que ces progrès sont trop rapides pour être profonds et durables. Rien n'est venu jusqu'à présent confirmer ces appréhensions. Une tentative d'assassinat sur la personne du mikado dans son palais par les bouddhistes a échoué (26 mars 1872). La mauvaise volonté des bonzes, des daïmios et des samourais, l'assassinat de quelques résidents européens, des essais d'insurrection vite étouffés, n'ont fait que redoubler l'énergie du Gouvernement pour réprimer les mauvais vouloirs, assurer l'ordre et hâter les réformes. En dépit d'embarras financiers momentanés, un brillant avenir semble réservé à cette jeune société japonaise.

La Constitution du Japon (11 février 1889). — Une commission spéciale avait été envoyée par le gouvernement japonais en Europe et en Amérique pour étudier les diverses formes de gouvernement. A son retour, elle rédigea un rapport, dont le *Daily Telegraph* de Londres du 2 avril 1888 publia des extraits curieux. Elle demandait la revision des traités conclus avec les puissances étrangères, de façon que le Japon fût maître chez lui. Elle se plaignait du luxe et de l'apathie des fonctionnaires publics ; elle souhaitait que leur nombre fût réduit ; qu'on les rendit responsables de leurs actes ; qu'ils fussent tenus de rendre compte de l'emploi des sommes qui leur étaient confiées ; que les rapports fussent rendus plus faciles entre l'empereur et ses sujets ; qu'on laissât plus de liberté aux journaux et aux réunions publiques ; que l'armée fût portée à 100 000 soldats et la flotte à 20 navires de guerre, etc.

Le 11 février 1889, le régime constitutionnel fut inauguré au Japon. Le pouvoir législatif appartient à une *Assemblée Impériale* composée de deux Chambres : la *Chambre de la Noblesse* et la *Chambre des Communes*. Pour être électeur, il fallait avoir 30 ans et payer 15 yens d'impôt foncier ou d'impôt sur le revenu (le yen = 5 fr. 15 c. ; 15 yens font 77 fr. 25 c.). Le nombre total des électeurs devait être environ de 700 000. Le comte Kouroda était à la tête du ministère ; dans l'espérance de gagner au Gouvernement l'opposition libérale, il confia les postes et télégraphes au comte Goto, ancien chef des libéraux ; mais celui-ci, repoussé depuis lors par son ancien

parti, fut remplacé à la tête des opposants par le comte Itagaki, auquel le ministère fit des avances qu'il repoussa. Le jour même où la Constitution fut proclamée, le vicomte Mori, ancien représentant du Japon à Pékin et à Londres, Ministre de l'Instruction Publique, âgé de 43 ans, fut tué d'un coup de couteau par un jeune chintoïste nommé Nichino Boundjiro. Ce fanatique de 23 ans était exaspéré d'avoir vu M. Mori entrer à Isé dans un Temple du Soleil sans quitter ses souliers.

Les partis politiques sont nombreux au Japon : il y a les *Progressistes* (réformateurs modérés), les *Libéraux* (réformateurs radicaux), l'*Union Générale* (intermédiaire entre les deux partis précédents), les *Décentralisateurs*, les *Conservateurs*.

L'influence de l'Allemagne paraît avoir grandi au Japon, malheureusement au détriment de la nôtre, qui se relève cependant depuis quelques années, à mesure que celle de l'Angleterre baisse.

Le Japon fut éprouvé au mois d'août 1889 par d'épouvantables catastrophes : dans la province de Kil, au sud-ouest de Nippon, écroulement d'une montagne qui ensevelit six villages ; en outre, inondations produites par le débordement des rivières Kinogawa, Lodakagawa, Kinokuni, Hi-Kagwaga, Tomstogawa. Plusieurs villes, de nombreuses bourgades, furent renversées ; dans la seule province de Kil, on parlait de 40 000 morts et de 150 millions de francs de pertes ; on craignait la famine sur beaucoup de points. On a vu (t. II, p. 508) que, le 11 mai 1891, le tsarévitch (aujourd'hui l'empereur Nicolas II) faillit être assassiné dans un voyage au Japon.

Du 28 octobre au 9 novembre 1891, le Japon fut dévasté par d'épouvantables tremblements de terre ; les villes de Nagoya, de Gifou, d'Osaka, en partie détruites, d'innombrables routes, quais, ponts, des voies ferrées anéantis, 89 000 maisons démolies ou brûlées, 8 000 morts, 10 000 blessés : tel fut le bilan de cette grande catastrophe. Un terrible cyclone dévasta une partie du Japon en 1892.

La Corée ouverte aux étrangers (1876-1887)¹. — La position des îles du Japon sur la côte orientale d'Asie est analogue à celle des Îles Britanniques sur la côte occidentale

1. L'auteur a mis à profit, pour la composition des pages qui suivent, l'excellent ouvrage de M. le commandant Bujac sur la *Guerre Sino-Japonaise*.

d'Europe. De même la presqu'île de Corée rappelle celle du Jutland, et la presqu'île de Kamtchatka, celle de Suède et de Norvège. Très peu connue encore, la *Corée* forme une longue péninsule, montagneuse à l'intérieur, inclinée du nord au sud, et dont la superficie égale à peu près la moitié de la France. Au nord-est, elle touche à l'Asie russe, non loin de Vladivostok, vers le 42° 44' de latitude nord. Au nord-ouest, elle confine à la Mandchourie chinoise, dont la sépare le *Yalou-Kiang* ou fleuve *Yalou* (*Vert du Canard*) ; à l'ouest, elle est baignée par la *mer Jaune*, qui forme la *baie de Corée* ; au sud, par le *détroit* ou *mer de Corée*, qui la sépare du Japon ; à l'est, par la *mer du Japon*, qui forme le *golfe de Broughton*. La Corée renferme des mines d'or, d'argent, de plomb, de cuivre, de fer, de houille ; elle contient de grandes forêts de chênes, ormes, bouleaux, arbres à laque, magnoliacées, etc., dont le bois est expédié surtout en Chine ; elle nourrit des chevaux petits, mais vigoureux, des bœufs, des porcs, des chèvres ; le poisson abonde sur les côtes. Les pluies sont fréquentes, et le climat rigoureux en hiver. Les Chinois nomment la Corée *Tchaosien* ou *Tsiosen* (*Sérénité du Matin*). La superficie est de 218 650 kilomètres carrés (avec l'île *Quelpaërt*) ; la population, en 1899, est évaluée à 5 340 000 d'habitants.

La ville principale est *Han-Yang* ou *Han-Kiang* ou mieux *Séoul* (capitale), qui renferme 211 194 habitants ; elle est située sur le fleuve du même nom, à l'ouest, non loin de la mer Jaune, à 590 kilomètres ou un peu plus de 147 lieues de la frontière de Chine, à Sou-Tchoï. On peut encore citer *Kang-Hoa*, dans une île, à l'embouchure de ce fleuve ; *Nin-San* ou *Jinsen* ou plutôt *Tchemoulpo*, port sur la mer Jaune, à 32 kilomètres au sud-ouest de Séoul ; *Ping-Yang*, sur le fleuve *Tatou*, à 245 kilomètres au nord de Séoul, à peu près à mi-chemin entre cette capitale et la frontière chinoise ; *Wijou* (ou *OËi-Tjou*), sur la rive gauche et à l'embouchure du fleuve *Yalou*, à la frontière même de Chine ; *Gensan*, au nord-est de Séoul, sur la mer du Japon ; *Fousan*, au sud, sur le détroit de Corée, vers le 35° de latitude nord, à 320 kilomètres de Séoul. L'île de *Quelpaërt*, au sud de la Corée, vers le 33° de latitude nord, se rattache à ce pays.

Placée entre la Chine et le Japon, et sous la suzeraineté nominale de la première, la Corée devait nécessairement servir de champ de bataille. Les Français en 1866, les Amé-

ricains en 1871 avaient essayé sans succès d'obtenir l'entrée du pays. Plus heureux en 1876, les Japonais obtinrent le droit de trafiquer dans les trois ports de *Fousan*, de *Gensan*, de *Tchemoulpo*. A la suite d'une collision entre des soldats chinois et japonais à Séoul, le 7 décembre 1884 (les Chinois étaient là au nom de la puissance suzeraine, et les Japonais gardaient la légation de leur pays), le Japon réclama et obtint de nouvelles concessions. De 1882 à 1887, les États-Unis, l'Angleterre, l'Allemagne, l'Italie, la Russie, la France, se firent accorder des avantages analogues. De nouveaux troubles intérieurs, dont la nature précise n'était pas bien connue, éclatèrent en Corée en 1888. Le bruit courut cette année-là que par un traité secret, la Russie avait pris la Corée sous sa protection. Le roi de ce pays reçut avec de grands honneurs le grand-duc Alexandre Mikhaïlovitch, fils du grand-duc Michel, frère d'Alexandre II.

Le conflit entre la Chine et le Japon (1894). — L'année 1894 vit éclater la crise qu'on pouvait prévoir depuis longtemps. Des scènes orageuses avaient éclaté à Tokio le 29 décembre 1893 à l'ouverture du Parlement japonais ; l'opposition demandait la démission du Président de la Chambre Basse qu'elle accusait de corruption, et celle de plusieurs ministres ; elle exigeait également qu'on rendit plus difficile l'acquisition de la propriété territoriale pour les étrangers à l'aide de prête-noms japonais¹. Le mikado dut proroger l'Assemblée (31 décembre 1893), puis la dissoudre (12 janvier 1894). On découvrit six semaines après un grand complot, analogue à la conspiration des poudres en Angleterre sous Jacques I^{er}. Il s'agissait de faire sauter le mikado et le prince héritier lors de la visite du Sanctuaire des Ancêtres. Pour faire diversion à ses embarras intérieurs, et occuper l'activité turbulente des Japonais, le gouvernement de Tokio entreprit la guerre au dehors. Il était d'ailleurs impatient d'essayer la flotte et l'armée qu'il avait formées avec une activité fébrile et à si grands frais.

1. D'après les divers traités signés de 1854 à 1858, les étrangers au Japon n'étaient justiciables que de leurs consuls respectifs, et ne relevaient pas des tribunaux indigènes, tandis qu'en Europe les Japonais étaient justiciables des tribunaux du pays qu'ils habitaient. Cette inégalité blessait les Japonais. Ils alléguaient qu'ils étaient civilisés, qu'ils avaient adopté nos codes, et qu'il n'y avait pas de raison de se défer de leur justice, comme s'ils étaient des barbares. Le Japon s'impatientait d'être traité en mineur. « Renoncez à la juri-

Le désordre régnaît en Corée, où le roi, impuissant à se faire obéir de ses sujets, était entre la Chine et le Japon comme entre l'enclume et le marteau. Les Japonais résolurent de le traiter comme les Anglais avaient traité le Khédive d'Égypte, et les Français le Bey de Tunis. En juillet 1894, le cabinet de Tokio proposa à l'empereur de la Chine une intervention collective en Corée pour y rétablir l'ordre et y organiser l'administration. Le gouvernement chinois déclina l'offre, et envoya 2 000 hommes au roi de Corée en alléguant qu'à lui seul, en qualité de suzerain, il appartenait d'intervenir à Séoul. Refusant de reconnaître cette suzeraineté, le Japon envoya 5 000 hommes à Séoul, et occupa aussi Fousan au sud-est de la Corée, en invitant le roi de Corée à se déclarer indépendant de l'Empire du Milieu. Bon gré mal gré, ce roi dut céder aux Japonais, dont les soldats occupaient sa capitale (11 juillet), et les Chinois à leur tour se disposèrent à pénétrer en Corée par terre et par mer.

Le théâtre de la guerre. — L'archipel japonais décrivant une courbe inclinée du sud-ouest au nord-est, la Corée forme une presqu'île allant du nord au sud, et qui fait face, à l'orient, à la grande île japonaise de Nippon, au sud-est à cette même île, à celle de Kiouchiou¹, et à l'île plus petite et plus rapprochée de Tsou-Chima. Entre ces deux dernières îles et l'extrémité méridionale de la Corée d'une part, et la côte chinoise au nord de l'embouchure du Yang-tsé-Kiang d'autre part, la mer Jaune s'avance du sud vers le nord. Elle donne elle-même naissance au nord à la baie de Corée, au nord-ouest au golfe de Petchili, incliné de l'est à l'ouest. L'entrée du Petchili est resserrée du côté nord par la presqu'île de Liao-Toung, en Mandchourie, portant à son extrémité méridionale Port-Arthur, du côté sud par la presqu'île chinoise de Chan-Toung ou Kouang-Toun (*l'Épée du Régent*), qui renferme beaucoup de houille, et présente à son extrémité septentrionale, en allant de l'est à l'ouest, c'est-à-dire de l'extérieur à l'intérieur : le cap Tching-Chan, le port militaire de Oueï-Hai-Oueï, très bien fortifié par le capitaine allemand Hanneken, les ports de Ning-Hai-Tcheou, Tchï-Fou-Hien, Teng-Tcheou-Fou, en face des petites îles Mia-Tao, enfin Hoang-Hien et

Loum-Keou. Entre Port-Arthur et Oueï-Hai-Oueï, c'est-à-dire entre les deux péninsules de Liao-Toung et de Chan-Toung, la largeur de la mer est de 160 kilomètres ou 40 lieues. Le golfe de Petchili est prolongé au nord par le golfe de Liao-Toung (à l'ouest de la péninsule du même nom). Le Petchili reçoit du côté méridional le Hoang-ho ou Fleuve Jaune, du côté occidental le Peï-ho, avec Takou à l'embouchure, Tien-Tsin, puis Pékin.

Cette configuration du théâtre des hostilités explique comment les opérations de terre et de mer devaient être simultanées, coordonnées, et assurer sur les deux éléments un succès mathématique à celui des deux adversaires qui aurait su s'assimiler les méthodes européennes sur celui qui était resté réfractaire aux leçons de l'Occident.

Les Japonais vainqueurs à Ping-Yang (15-16 septembre 1894). — La première rencontre eut lieu le 25 juillet. Ce jour-là les Japonais victorieux dans un combat naval, près d'Asan, en vue de l'île Toung-Po ou Cho-Pai-Oul, prirent un navire chinois et coulèrent le transport de guerre *Kowshung* chargé de troupes; quelques-uns des naufragés furent sauvés par la chaloupe canonnière française *le Lion*. Les hostilités avaient aussi commencé sur terre. Le 29 juillet, l'armée japonaise, commandée par le général Ochima, élève des Allemands, chassa les Chinois de leurs retranchements de *Seikouan*, près Asan (au sud de Séoul et de Tchémoulpo), et les contraignit à battre en retraite en faisant un grand détour d'abord vers le sud, pour reprendre ensuite la direction du nord en contournant Séoul à l'est afin de se rapprocher de la frontière chinoise. Il était dès lors évident que, malgré les efforts de Li-Hong-Tchang, vice-roi de Petchili, pour mettre la Chine sur un pied militaire respectable, elle était hors d'état de résister. Bientôt la flotte japonaise alla reconnaître Oueï-Hai-Oueï; puis elle occupa une île dans Society-Bay, au nord-ouest de Port-Arthur.

La saison des pluies (juillet-août) étant passée, l'armée japonaise, commandée désormais par le maréchal comte Yamagata, avec les généraux Ochima et Nodzou, prit l'offensive et s'avança de Séoul vers le nord. Les 15 et 16 septembre, elle remporta une victoire complète à Ping-Yang à 245 kilomètres de Séoul. Les Chinois, commandés par les généraux Oueï, Tso et Yeh, y perdirent 14 000 morts, blessés ou prisonniers; Tso et Yeh furent tués. Dans leur enthousiasme,

diction consulaire, disait-il aux Européens, et nous vous permettrons de devenir propriétaires fonciers chez nous. Sinon, non. »

1. Entre Nippon et Kiouchiou s'ouvre le détroit de Chimonosaki. Chimonosaki et Hirochima sont à l'extrémité sud-ouest de Nippon.

les vainqueurs surnommèrent Yamagata « le Moltke Japonais ».

Bataille navale de Hayang ou du Yalou (17 septembre).

— Le lendemain une bataille navale fut livrée au nord de la baie de Corée, à l'embouchure du *Yalou*, où les Chinois voulaient débarquer. Malgré le courage de l'amiral chinois Ting et du major allemand von Hanneken, l'amiral japonais Ito fut victorieux : 5 navires chinois furent coulés ou détruits; le reste de l'escadre dut se réfugier à Port-Arthur, puis à Takou.

Sur terre, après la bataille de Ping-Yang, l'armée du maréchal Yamagata poursuivit son offensive vers le nord, marchant sur Wijou et de là sur Moukden, la capitale de la Mandchourie, la ville sainte de la dynastie qui règne à Pékin. De Ping-Yang à Moukden, il y a environ 300 kilomètres ou 75 lieues. Le 8 octobre, l'avant-garde japonaise s'empara de *Wijou* et refoula les Chinois au delà du *Yalou*. Ceux-ci étaient découragés, n'avaient ni discipline ni organisation militaire. Toutefois, le mauvais état des routes, la pauvreté du pays, les maladies contagieuses et bientôt la rigueur de la saison ralentirent l'offensive des Japonais. Ils franchirent le *Yalou* le 24 octobre, sous les ordres du général Nodzou, battirent les Chinois à *Fouseng*, à *Kiulientcheng*, à *Antoung*, et occupèrent, au sud, à gauche, *Ta-kou-chan*, près de la mer, au nord, à droite, *Feng-Huang-Cheng*, dans l'intérieur. Plusieurs des officiers chinois qui n'avaient pas fait leur devoir furent condamnés à mort. Le 15 novembre, le maréchal Yamagata franchit le défilé de *Fin-Chin* ou *Fann-Chui*, au nord-ouest des *monts Motienting* (*Monts touchant le Ciel*), et parvint à *Liao-Yang*, à 64 kilomètres de Moukden. Mais le froid et la neige obligèrent les Japonais à s'arrêter; ils avaient d'ailleurs commis la faute d'éparpiller leurs troupes sur un front trop considérable, en sorte qu'ils n'étaient plus suffisamment forts sur aucun point pour une offensive hardie. Le maréchal Yamagata, malade, fut remplacé par le général Nodzou. Le 19 décembre, les Japonais eurent l'avantage au combat de *Kangouantsai*.

Prise de Port-Arthur (21-22 novembre). — Les succès étaient plus rapides ailleurs. Une seconde armée japonaise, sous les ordres du maréchal Oyama, embarquée à Hirochima (Nippon), vint débarquer le 25 octobre dans la presqu'île de *Liao-Toung*, à *Seikiosso*, au nord-est de Port-Arthur, sur la baie de *Ta-Lien-Ouan*. Elle s'empara de *Kinchow* et de *Ta-*

Lien-Ouan (6-7 novembre), et *Port-Arthur* fut attaqué par terre et par mer, par le maréchal Oyama et l'amiral Ito. La place fut prise d'assaut après une lutte acharnée et féroce (19-22 novembre 1894).

Le maréchal Oyama entreprit ensuite d'opérer sa jonction avec l'armée de Mandchourie, qui, de son côté, obliquant à gauche, s'empara le 10 janvier 1895 de *Kaiping*. Son chef, le général Nodzou, repoussa plusieurs retours offensifs des Chinois, entre *Kaiping* et *Hai-Tching*, près de *New-Chwang* ou *Niou-Tchouang*, les 17 et 22 janvier, les 16 et 24 février, s'empara de *Niou-Tchouang* (5 mars), de *Ying-Kow* à l'embouchure du fleuve *Liao*, de *Thien-Chouang-Taï* ou *Chenhotai* (9 mars). Il fut nommé maréchal.

Prise de Oueï-Hai-Oueï (20 janvier-17 février 1895). — La Chine fut bientôt entamée d'un troisième côté. Maîtres de la presqu'île de *Liao-Toung* au nord du golfe de *Petchili*, les Japonais voulurent s'assurer de la presqu'île de *Chan-Toung* au sud du même golfe. Les 19 et 20 janvier 1895, la flotte japonaise, après avoir bombardé *Teng-tcheou-Fou*, débarqua une troisième armée dans la baie de *Young-Tcheng*, à environ 50 kilomètres de *Oueï-Hai-Oueï*. Cette forte place, dans le port de laquelle s'était réfugiée la flotte chinoise, fut attaquée par terre et par mer par l'amiral Ito et le maréchal Oyama. Le 20 janvier, les Japonais étaient à *Young-Tcheng-Hsien*, le 21 à *Tchi-Ming-Tao* (*Chant du Coq*), le 23 à *Ning-Hai*. Du 30 janvier au 5 février, ils s'emparèrent successivement des forts, de la ville de *Oueï-Hai-Oueï* et de l'île de *Liou-Koung-Tao*. Dès lors cernée par terre et par mer, la flotte chinoise était perdue. Ceux des navires qui n'avaient pas été détruits se rendirent (13 février). L'amiral chinois Ting, le général Chang, les capitaines de vaisseau *Liou-Pou-Chen* et *Yeng* se suicidèrent pour ne pas voir leurs navires au pouvoir de l'ennemi. Du 21 au 26 mars suivant, la flotte japonaise s'empara des îles *Pescadores*. Toute la côte chinoise était menacée.

Le Japon et l'Europe. Traité de Chimonosaki (1895). — L'empereur Kouang-Sou, le prince Kong, le vice-roi de *Petchili* *Li-Hong-Tchang* et le *Tsong-li-yamen*¹ avaient désormais conscience de l'impuissance de la Chine. Résignés à la

1. Conseil Suprême qui s'occupe des Affaires Étrangères.

paix, ils sollicitaient dès le mois de novembre 1894 l'intervention de l'Europe et des États-Unis. Les Russes, maîtres de Vladivostok en face du Japon, au nord de la Corée, les Français possesseurs du Tonkin, les Espagnols établis aux Philippines, les Anglais, les Allemands, les Américains qui font un si grand commerce dans ces régions, ne pouvaient assister avec indifférence aux succès foudroyants des Japonais, désormais prépondérants dans l'Extrême-Orient. Pourtant nulle intervention isolée ou collective ne s'était encore produite. « La principale cause pour laquelle l'Angleterre n'a pas agi seule, disait lord Rosebery dans un discours à Sheffield, c'est que les puissances se méfiaient l'une de l'autre, et toutes se méfiaient de l'Angleterre. » Les États-Unis, qui signèrent le 23 novembre un traité avec le Japon, paraissaient cependant assez disposés à offrir leurs bons offices, mais le premier négociateur envoyé directement par la Chine au Japon, M. Detring¹, fut renvoyé sans réponse. Le bruit courut que, si les Japonais menaçaient Nankin ou Chang-Hai, les Anglais occuperaient les îles Chousan.

Le Gouvernement de Pékin se décida à envoyer Li-Hong-Tchang, vice-roi de Petchili, en ambassade au Japon, avec de pleins pouvoirs, pour négocier un armistice et la paix. A Chimonosaki, où les pourparlers s'engagèrent, les Japonais ne voulaient d'abord accorder de suspension d'armes qu'aux conditions les plus dures. Pourtant Li-Hong-Tchang ayant été blessé d'un coup de pistolet à la tête par un jeune fanatique nommé Koyama² (23 mars), le mikado consentit à un armistice de trois semaines pour la Mandchourie, le golfe de Petchili et le Chan-Toung, les hostilités devant continuer à Formose et sur tout le reste des côtes.

La paix fut signée le 16 avril à Chimonosaki, aux conditions suivantes : indépendance de la Corée ; cession au Japon de Formose, des îles Pescadores, de la presqu'île de Liao-Toung avec Port-Arthur, indemnité de guerre de 200 millions de taëls, payable en sept ans, et jusqu'à l'entier acquittement de laquelle Ouëi-Hai-Ouëi resterait occupé par les Japonais aux frais de la Chine ; ouverture de trois nouveaux ports, et autres avantages commerciaux. L'empire chinois était ainsi livré à la discrétion du Japon. Cette immense contrée avec ses 500

millions d'habitants et ses gigantesques ressources serait donc désormais l'instrument de ce peuple remuant qui va si vite en besogne. Quelle perspective pour l'Europe et surtout pour la Russie ! Un échange de vues eut lieu entre les diverses puissances intéressées. L'Angleterre, soit jalousie contre la Russie et la France, soit rancune de ce qu'on ne s'était pas entendu avec elle dès le début, soit qu'elle espérât se faire un mérite de son abstention auprès du Japon et se ménager son alliance dans l'avenir, en vue de certaines éventualités, refusa d'intervenir, en alléguant que les intérêts britanniques n'étaient pas atteints. Voisine de la Chine, de la Corée, du Japon, la Russie avait un intérêt capital dans la question. La France, établie dans l'Indo-Chine, devait nécessairement soutenir la Russie, son alliée, et l'Allemagne ne voulait pas laisser à la France seule le mérite d'appuyer la Russie. Les trois puissances invitèrent donc amicalement le gouvernement du mikado à renoncer à la presqu'île de Liao-Toung et à Port-Arthur, dont la cession serait une menace constante contre Pékin. L'Espagne se montra disposée à les appuyer. Les Japonais, enorgueillis par leur victoire, se résigneraient-ils à céder ? Les amis de la paix apprirent avec une vive satisfaction que le mikado consentait à renoncer à la possession définitive de la péninsule de Liao-Toung et de Port-Arthur.

Toutefois, il restait encore bien des causes d'inquiétude. Les Pavillons-Noirs, chargés par la Chine de garder Formose, qui avaient tué leur général, n'obéissaient à personne ; consentiraient-ils à remettre l'île aux Japonais ? Les étrangers n'avaient-ils rien à craindre au Japon, où la condescendance du mikado aux demandes des trois puissances causait une vive irritation ? Jusqu'à quand l'occupation de la Corée et des territoires chinois envahis se prolongerait-elle ? La Corée ne deviendrait-elle pas une nouvelle Égypte ? Le Japon allait-il être l'Angleterre de l'Extrême-Orient ?

On mandait le 14 mai 1895 de Saint-Pétersbourg à la *Gazette de Francfort* que le Japon avait refusé d'indiquer une date prochaine pour l'évacuation des places du continent et de la Corée. Le Japon revendiquait le droit d'occuper la presqu'île de Liao-Toung et de Port-Arthur jusqu'au versement de la première moitié de l'indemnité de guerre, et Ouëi-Hai-Ouëi jusqu'au paiement intégral de cette indemnité. Quant à la Corée, elle ne serait évacuée qu'après que la situation se serait éclaircie et que l'indépendance de ce pays aurait été

1. Administrateur des douanes de Tien-Tsin.

2. L'assassin fut condamné à une prison perpétuelle.

garantie. On affirmait à la même date que la France formulait des demandes pressantes au sujet de Formose. Le 17 mai on apprenait que les troupes chinoises cantonnées à Chan-Hai-Kouan, vers le point où finit la grande muraille, étaient en pleine révolte et avaient pillé la ville. A Formose, le gouverneur et les soldats chinois, refusant de livrer l'île aux Japonais, proclamèrent son indépendance et se déclarèrent en République (25 mai). Le mouvement anti-dynastique s'étendait en Chine, où l'on signalait sur divers points la famine, des maladies contagieuses, des émeutes. On prétendait enfin que des troupes russes avaient pénétré en Mandchourie, avec le consentement du gouvernement chinois. Du mois de juin au mois de septembre 1895, dans la province chinoise de Sé-Tchouen, sur le Yang-tsé-Kiang, à Tchong-fou, la capitale, et à Tchong-kin, les missions catholiques et protestantes françaises, anglaises, américaines, étaient saccagées et détruites par les indigènes appartenant surtout à la secte des végétariens. Des meurtres horribles furent commis. Dans l'île de Formose, la République ne dura que quelques jours. Les Japonais y débarquèrent et occupèrent sans grande résistance Tamchoui et Taï-Peh-Fou. Le Gouvernement chinois, aussi incapable de maintenir l'ordre sur son territoire que de résister aux injonctions des étrangers, accorda toutes les satisfactions qui lui furent demandées.

A Formose, bien que les Japonais eussent une armée de plus de 60 000 hommes, la résistance des indigènes soutenus par les Pavillons-Noirs n'avait pas encore été complètement vaincue à la fin de septembre 1895; les envahisseurs n'étaient pas moins éprouvés par les maladies que par la guerre.

A la suite de ces événements, un traité fut signé entre la France et le Céleste Empire pour la délimitation de nos possessions indo-chinoises avec les provinces méridionales de Chine. Déjà fixée de Moncay à Laïchou, la frontière le fut de Laïchou au Mékong en passant par la vallée de Nam-hou; au grand mécontentement des Anglais, dont le *Morning Post* se fit l'interprète, ce traité assurait des avantages commerciaux à la France en territoire chinois. Le bruit courut bientôt après qu'un autre traité, signé entre la Russie et la Chine, accorderait à l'escadre russe droit d'ancrage à Port-Arthur ou dans la baie de Kiao-Tcheou, sur la côte orientale de la péninsule de Chan-Toung, et permettrait à la Russie de prolonger en

territoire chinois ses chemins de fer soit vers Vladivostok, soit dans la direction de Port-Arthur (v. page 250).

Le 19 juillet, un emprunt de 400 millions de francs fut émis par le Gouvernement chinois à Paris, Saint-Petersbourg et Amsterdam, sous la garantie de la Russie, pour hâter l'évacuation des provinces du Céleste Empire par les Japonais.

La péninsule de Liao-Toung fut évacuée par les Japonais à la fin de 1895 (novembre-décembre) aux conditions suivantes : la Chine s'est engagée à leur payer 30 millions de taëls; la Russie, la France et l'Allemagne s'engagent à ne pas s'emparer de la presqu'île; le Gouvernement chinois ne pourra céder à aucune puissance; Ta-Lien-Ouan devient port franc; Tatoung et Takouchan sont ouverts au commerce étranger.

Les résultats de la guerre. Progrès du Japon. — Si le Japon n'a pas conservé, à la suite de ses brillantes victoires, tous les territoires qu'il avait conquis, il n'en a pas moins obtenu des résultats considérables. Par le traité de commerce signé avec la Chine (21 juillet 1896), les Chinois accordaient au Japon la clause de la nation la plus favorisée, sans que le Japon leur accordât la réciprocité.

Au point de vue industriel et commercial, le Japon a cessé sur la plupart des points d'être tributaire de l'Europe, et devient pour elle un concurrent redoutable. Il y a eu à Kioto 4 expositions en 20 ans : 1877, 1881, 1890, 1895. On y fabrique des soieries, des cotonnades, des vêtements de laine, des bicyclettes, pendules, montres, allumettes, parapluies, papier, cuirs, malles, verres, faïences, porcelaine, lampes, balances, chaussures, parfumeries¹.

L'exportation des charbons japonais est de plus en plus considérable. En 1890, un seul port, Moji, en exportait 106 845 tonnes. En trois ans, ce chiffre a quadruplé (430 000). En 1895, 350 bâtiments étrangers et près de 3 600 navires japonais sont entrés à Moji. L'Inde anglaise consomme 416 000 tonnes de charbon japonais. Ce charbon vaut à Singapour 3 dollars 1/2 la tonne, tandis que le charbon anglais en vaut

1. Le Japon exporte principalement des soies (brutes ou travaillées), du thé, du riz, de la houille, du cuivre, du papier, des allumettes, des poissons et coquilles, des articles en bois et ouvrages de paille, des poteries, du camphre, des écrans, des éventails, etc.

le double. Une seule compagnie de navigation japonaise possède 47 paquebots ; elle a établi un service bi-mensuel du Japon à Bombay ¹.

** La prospérité matérielle du Japon s'accroît toujours. L'agriculture fait de grands progrès ; elle était déjà remarquable ². La production des mines augmente : elles donnent 5 millions de tonnes de houille, surtout dans Hokkaïdo et Kiouchiou, 20 000 tonnes de cuivre, 18 000 de fer (on en a découvert d'admirables gisements au centre de Nippon), 22 000 tonnes de pétrole, etc. L'industrie se développe également : pour le coton, la production totale, entre 1892 et 1895, passe de 83 à 196 millions de cafties ; le nombre des broches, de 1893 à 1897, monte de 518 000 à 830 000. L'exportation en coton brut a doublé de 1894 à 1897, et celle des filés décuplé. La production du papier a doublé de 1887 à 1895, celle de la porcelaine, des allumettes, des parapluies, de même de 1891 à 1895. A quel bon marché on fabrique, un chiffre le montrera : 120 allumettes valent 0 fr. 0125. La soie emploie plus d'un million de personnes. L'industrie a accru prodigieusement ses capitaux ³.

** Les moyens de transport se sont beaucoup développés. On comptait 5 000 kilomètres de chemin de fer en 1896, et on en projetait 20 000. En 5 ans, le nombre des voyageurs passe de 22 millions à 48. Quant à la navigation, même augmentation. Les chantiers de construction deviennent nombreux et très bien outillés ; on compte près de 700 vaisseaux marchands avec un tonnage de 500 000 environ. La *Nippon Yousen Kaïcha* en avait 63 en 1897, 84 en 1899, avec un tonnage de 209 617 tonneaux, se plaçant au 6^{me} rang des grandes compagnies du monde ; elle a 11 lignes locales, et 10 régulières

1. Quelques-uns de ces renseignements sont empruntés à l'intéressante étude de M. d'Estournelles de Constant intitulée *Le Péril Prochain*.

2. Le rendement du blé est de 16 hectol. à l'hectare ; celui du seigle, 18,7 ; de l'orge, 23,6 ; du riz, 26.

3.

	CAPITAL EN 1894.	CAPITAL EN 1898.
	yen.	yen.

Filatures de coton	14 337 523	28 770 881
Mines de charbon	973 432	9 500 000
Autres mines	7 234 644	8 598 431
Soie	2 064 127	3 869 431
Pétrole	619 134	1 754 327
Sucre	705 224	1 474 413
Construction des navires	272 500	3 272 424

sur l'Europe, l'Australie, l'Amérique, l'Inde, la Chine, la Sibérie, les Philippines. L'*Osaka Chosen Kaïcha*, avec ses 58 navires (34 000 tonneaux), dessert la Mer Intérieure. Le premier voyage de la *Nippon Yousen* en Europe s'est fait au début de 1897. Plusieurs de ces compagnies sont subventionnées.

** La population du Japon grandit vite. Elle dépasse 42 millions, sans Formose ; telles provinces comptent, comme celles de Chila, de Saïtama, de Kanagoa, 236, 277 et 391 habitants au kilomètre carré. Aussi émigre-t-on. Plus de 350 000 colons sont déjà venus dans Hokkaïdo ; et chaque année, plus de 20 000 émigrants quittent le pays. La vie est encore peu chère dans les campagnes : un ménage (les parents et un enfant) peuvent vivre à moins de 400 francs par an. Mais dans les villes, où la population se tasse ¹, le prix de la vie a augmenté de 54 pour 100 environ depuis 1887 ; la nourriture, de plus de 100 pour 100 ; l'habillement, de 30 à 100 pour 100 ; le prix des combustibles a presque triplé. Aussi les salaires ont crû en moyenne de 80 pour 100 depuis 1893, et même à un moment de 10 pour 100 en trois mois ! Il y a maintenant un paupérisme japonais : aucune législation ne protège encore les travailleurs, et l'on voit des femmes gagner 30 à 40 *sens* ² par douze heures de travail, des enfants de 8 à 10 ans, 25 *sens* en huit heures ! L'influence socialiste européenne commence à poindre et a déjà un représentant, M. ScouKatayama. Évidemment le Japon devra adopter une législation protectrice du travail. Mais ses capitalistes se rabattront sur la Chine, si elle est pacifiée, et tireront parti du traité de Chimonosaki, qui leur permet de fonder des établissements industriels : le Chinois ne comptera pas au point de vue humanitaire. C'est là « le péril jaune », bien plus qu'au Japon, où le relèvement des salaires diminue graduellement l'écart du prix de production avec l'Europe et l'Amérique.

Le Japon fut encore éprouvé en 1896 par d'épouvantables sinistres. Le 15 juin, un peu après sept heures du soir, le fond de la mer se souleva, avec une détonation formidable, sur la côte des trois préfectures de Myagi, Iwocté et Aomori, sur

1. Tokio a près de 1 500 000 hab. ; Osaka plus de 500 000 ; Nagoya 250 000 ; Yokohama et Kobé près de 200 000. Osaka et Kobé, sur la Mer Intérieure, sont maintenant les grands centres industriels du Japon, tout empanachés de fumée noire. Adieu le lumineux Japon de jadis !

2. Le *sen* = 5 centimes.

une longueur d'environ 150 kilomètres. De gigantesques montagnes d'eau s'abattirent sur le rivage, balayant, broyant tout à l'intérieur, dans l'espace de cinq minutes, jusqu'à une distance de cinq kilomètres du rivage. La vague s'élevait à 30 mètres de hauteur. Le nombre des morts fut évalué à 27 000, celui des blessés à 25 000; 8 000 maisons étaient détruites. A Kamaichi, ville de 8 000 habitants, il y avait 5 000 morts; 3 maisons seulement restaient debout. On trouva accroché aux branches d'un arbre un berceau dans lequel était paisiblement couchée une fillette de trois ans, seul être vivant échappé à la destruction d'un village (dans la partie septentrionale de Nippon) ¹.

Le 8 juillet, des inondations désastreuses détruisirent 3 000 maisons, dans les préfectures de Toyama et de Chiga, sur la côte occidentale de Nippon. Le 26 août, la ville de Kobé fut en partie détruite par un incendie. Puis, la même province fut ravagée par des inondations, des tremblements de terre, qui firent environ 2 500 victimes.

La politique du Japon de 1896 à 1900. — Une crise ministérielle éclata au Japon le 28 août 1896. Le comte Ito, président du Conseil, et tous ses collègues donnèrent leur démission, parce que l'accord n'existait pas entre les membres du cabinet au sujet de la nomination d'un nouveau ministre des affaires étrangères. Le comte Kouroda fut désigné par le Mikado pour remplir par intérim les fonctions de premier ministre.

** Le cabinet Matsoukata, dont le membre le plus remarquable était le comte Okouma, dura de septembre 1896 à décembre 1897; mais des dissensions intestines et des accusations de corruption le firent tomber. Le marquis Ito, qui a voyagé en Europe, le remplaça en décembre 1897. Alors les libéraux et les progressistes, jusque-là rivaux, formèrent le *Kensei-to*, ou parti constitutionnel, qui veut le régime parlementaire, c'est-à-dire tout autre chose que le régime actuel, où l'empereur tout-puissant s'est simplement associé une diète. Le marquis Ito refusa de les suivre, démissionna et fut remplacé par MM. Okouma et Itagaki, chef du *Kensei-to* (juin 1898). Mais en quatre mois, le *Kensei-to* succomba aux intrigues, et le comte Okouma fut remplacé par le cabinet Yamagata,

1. Le 26 juillet, un autre raz de marée effroyable dévasta la côte chinoise de Hai-chan, dans la province de Kiang-Sou, et fit au moins 4 000 victimes.

exclusivement composé de généraux et d'amiraux (novembre 1898). En octobre 1900, un nouveau ministère a été constitué par le marquis Ito.

** Les changements ministériels laissent en somme le pays très tranquille, aussi bien que les dissolutions de la Diète, comme en décembre 1893, en mai 1894, en décembre 1897, en juin 1898. Il y a si peu d'électeurs! 460 000 sur 46 millions d'habitants. 510 000 ont le cens électoral; mais sont exclus les militaires, les chefs de familles nobles, les faillis ¹. Malgré l'égalité politique, officielle, pratiquement le pouvoir appartient toujours aux anciens daïmios et samourais. Les deux clans de Satsouma et de Chôshiou (en abrégé : le *Sat-Chô*) ont presque toujours le ministère.

Le prince héritier Yochihito a épousé en mai 1900 la princesse Sadako.

** **Situation actuelle du Japon.** — La question financière est beaucoup plus grave au Japon. En mars 1897, le Japon a adopté l'étalon d'or; cela gêne son commerce avec la Chine, et diminue sa supériorité commerciale, mais facilite son commerce avec le reste du monde, en évitant les fluctuations du change. Le budget du Japon s'est très accru depuis la guerre de Chine. En 1886-87, les dépenses étaient de 83 millions de yens², les recettes de 84 millions; en 1897-98, les dépenses de 239 millions de yens, les recettes de 239 millions. L'accroissement du budget militaire a augmenté les dépenses; l'indemnité de guerre³, les recettes. Le budget extraordinaire égale l'ordinaire.

** Les dépôts de banque et de caisse d'épargne se sont élevés de 209 millions de yens en 1892 à 350 en 1895. Les capitaux se sont prodigieusement portés vers l'industrie et le commerce, au point que leur rareté actuelle a amené le taux de l'intérêt à 12 ou 13 pour 100 en 1898. On pourrait bien sortir de là en faisant un grand emprunt; mais le Japon est fier et veut rester libre de la banque européenne. Néanmoins il a contracté à Londres, en mars 1900, un emprunt de 250 millions de francs 4 pour 100.

** Une des grandes causes de dépenses au Japon, c'est son

1. *Commentaries on the Constitution of the Empire of Japan*, by count HIROBUN ITO, translated by MISOGI ITO.

2. Le yen = 2 fr. 50 c.

3. 300 millions de yens, soit 200 millions de taëls d'indemnité et 30 pour la restitution du Liao-Toung.

armée, sa flotte. L'armée compte 13 divisions; dans 3 ou 4 ans, elle aura une organisation complète, un nouveau canon à tir rapide et un fusil de 6^{mm}3; 140 000 hommes en paix, 550 000 en guerre. Le but poursuivi est : 130 000 hommes d'armée active, 285 000 de réserve, 210 000 de territoriale. Tous les services fonctionnent à la prussienne, et la mobilisation est très bien préparée. Osaka seul peut embarquer 100 000 hommes en quelques heures. Pour la marine, 200 millions de yens furent votés (septembre 1895), pour avoir 100 navires, dont 4 cuirassés et 10 croiseurs; depuis on a voté encore 117 millions. La marine compte déjà 115 torpilleurs, et, en 1905, son tonnage sera supérieur à 200 000 tonnes.

** Cette force que le Japon se sent en main l'a rendu plus fier pour demander la suppression des Capitulations que l'Europe lui avait imposées d'abord. Dès 1882, le cabinet japonais voulut soumettre les Européens à la juridiction japonaise, moyennant l'adoption d'un code occidental et l'adjonction aux tribunaux d'experts européens; les Européens auraient droit de résidence et de propriété. Mais la diète, convoquée pour la première fois en 1890, refusa d'admettre ce droit de propriété et l'adjonction des experts. Elle vota alors les nouveaux codes, œuvre en grande partie d'un Français, M. Boissonade; le code civil ressemble plus cependant au code allemand qu'au code Napoléon (1^{er} juillet 1898). L'Allemagne, la première, renonça à l'exterritorialité en échange d'avantages économiques. L'Angleterre suivit, puis la France et les autres États. Le 17 juillet 1899, le vieux régime tomba; le Japon prit place parmi les peuples civilisés. Mettra-t-il sa coquetterie à être équitable? ou ses juges suivront-ils le sentiment national réel, l'hostilité contre l'étranger?

** Le Japon a signé une série de traités de commerce avec la plupart des grands États : en 1896, avec l'Allemagne, la Suisse, la Chine; en 1897, avec la France, la Belgique. La France obtint, en échange de ses renonciations juridiques, le traitement de la nation la plus favorisée, avec réciprocité; cette clause peut être par nous dénoncée en prévenant un an d'avance. Ce traité, fait pour douze ans, a été très critiqué par nos sériciculteurs. A l'égard de la Chine, le Japon en obtient, mais ne lui accorde pas, le traitement de la nation la plus favorisée. En 1897, nous avons signé avec le Japon un traité de réciprocité pour la protection de la propriété industrielle.

** Bien importante aussi est la politique extérieure du Japon. Une seule affaire, mais très grave, avec les États-Unis (v. page 42) : les Japonais seraient-ils traités comme *jaunes* aux îles Hawaï, et désormais incapables de s'y établir? Ils y sont déjà 25 000. Les progressistes réclamèrent la guerre, l'annexion. On s'entendit enfin. Les États-Unis accordèrent 375 000 fr. d'indemnité aux émigrés Japonais (1897).

** Mais le plus difficile pour le Japon est la question chinoise. L'intervention russo-franco-allemande, qui empêcha le Japon de garder le Liao-Toung, l'occupation de Kiao-Tcheou l'émurent beaucoup, et il se rapprocha de l'Angleterre, qui fait une propagande active en faveur de l'union des deux pays, c'est-à-dire de l'exploitation du Japon par l'Angleterre pour agir contre la Russie. Mais l'occupation par l'Angleterre de Oueï-Haï-Oueï, que les Japonais tenaient encore, a dessillé bien des yeux. Cette évacuation leur fut dure (24 mai 1898). On a vu la vérité, et le Japon semble plus favorable peut-être aujourd'hui à une entente avec la Russie, dont la politique est plus nette, plus droite. Deux points intéressent le Japon en Chine : la province de Fou-kien, en face de Formose : le Japon a obtenu que la Chine ne l'aliénerait pas (avril 1898); et la Corée (v. ci-après). Le Japon se trouve aujourd'hui (1900), à la suite de l'insurrection anti-européenne en Chine, uni avec les grandes puissances pour la réprimer. L'Angleterre, voulant brouiller Russie et Japon, essaya en vain de faire donner au Japon mandat d'agir au nom de toutes les puissances. Ce lui fut refusé : le Japon coopère à la répression, avec une belle énergie, d'ailleurs; son contingent est très considérable. En tirera-t-il avantage?

La lutte d'influence en Corée. — Le calme ne se rétablit pas en Corée après la guerre. Le 8 octobre 1895, à Séoul, la reine fut attaquée dans son palais et massacrée avec d'horribles raffinements de cruauté. Elle passait pour ennemie de l'influence japonaise. Avait-elle été assassinée par des Japonais, ou du moins, à leur instigation, avec leur complicité? Avait-elle, comme on l'a dit également, été victime de la haine de Taï-Ouan-Koun, père de son mari? Le Gouvernement Japonais promit, du reste, de faire justice des coupables. Cette promesse ne paraît pas avoir été suivie d'effet.

Le 11 février 1896, un nouveau coup de théâtre se produisit à Séoul : le roi, le prince héritier et la reine mère se sau-

vèrent de leur palais, tous les trois en vêtements de femmes, et se firent porter dans des litières fermées à la légation de Russie, où ils reçurent asile; ils voulaient se soustraire, a-t-on dit, à la domination des Japonais; car, depuis le 8 octobre, ils étaient à peu près prisonniers dans leur palais. On avait enlevé au roi le sceau royal, et il craignait pour sa vie, ses ministres étant absolument les serviteurs du Japon. La veille de leur fuite, un détachement de 200 marins russes, débarqués du croiseur *Amiral Kornilov*, était venu de Tchémoulpo à Séoul occuper la légation. La population de Séoul accueillit, affirme-t-on, avec joie la nouvelle que la famille royale était en sûreté. Une proclamation du roi, datée de la légation russe, déclarait que les sept ministres étaient condamnés à mort. Quatre d'entre eux purent se réfugier à la légation japonaise; les trois autres, saisis par le peuple, furent mis à mort. Le roi désira en vain notre protectorat.

En fait la Corée était désormais sous le protectorat de la Russie. On télégraphiait de Yokohama le 23 novembre 1896 qu'on aurait arrêté à Séoul plusieurs officiers coréens accusés de complot pour ramener de force le roi de la légation russe dans son palais; de nouveaux marins russes seraient entrés à Séoul.

** Une convention dite Lobanov-Yamagata, signée le 28 mai 1896, reconnut l'indépendance de la Corée: les deux puissances s'engagèrent à aider le roi Li-Hsia à rétablir l'ordre dans ses États et à les mettre en valeur. C'était un *condominium* russo-japonais. Mais, au début de 1897, la Russie envoya une mission militaire à Séoul; d'où demande d'explication. La Russie répondit que cela résultait d'une convention antérieure à la convention Yamagata, et envoya un conseiller financier, M. Alexéiev. Le Japon naturellement redevint anglo-philie, surtout après l'affaire de Kiao-Tcheou.

** Mais lorsque la Russie eut obtenu de la Chine Port-Arthur et Ta-Lien-Ouan (27 mars 1898), la possession de la Corée lui fut moins utile; l'amitié du Japon le fut davantage. D'où la convention de mai 1898: la Russie et le Japon s'entendent de nouveau pour respecter la Corée et s'abstenir de toute ingérence dans les affaires intérieures du pays. « La Corée est entrée dans une voie où elle peut se suffire à elle-même, sous le rapport administratif. » La Russie retire sa

mission militaire et son attaché financier, qui est nommé attaché commercial au Japon (convention Nichi-Rosen).

** Les Japonais néanmoins s'intéressent assez à la Corée, pour y faire construire les voies ferrées de Séoul à Tchémoulpo et à Fousan (janvier et septembre 1898), et l'envahir commercialement, au point que la puissante *China merchants Co* n'y envoie plus ses vaisseaux. En 1900, enfin, une nouvelle difficulté a éclaté à propos de la baie de Mampo, puis de Fousan; la Russie voulait y acquérir un port, avec quais, station de charbon, etc. Elle a dû se contenter d'un simple dépôt, et l'île de Kojédo qui ferme la baie ne doit pas être aliénée.

La Chine après la guerre. Li-Hong-Tchang et ses voyages. — La Chine, de son côté, n'a pas accepté définitivement sa déchéance. Doit-elle, comme le pensent certains appréciateurs durs pour elle, continuer à s'affaïsser comme l'Empire Ottoman, à être morcelée par des divisions intérieures et des soulèvements locaux, par les envahissements de tous ses voisins, Japonais, Russes, Français, Anglais, auxquels elle n'est pas capable d'opposer une résistance sérieuse; ou bien le *péril jaune* existe-t-il, et cette immense ruche humaine, si longtemps endormie, doit-elle se réveiller sous le coup de l'adversité, et déborder à son tour sur le monde? Il n'est pas très facile d'en juger à l'heure présente. La Chine a de fins diplomates, intelligents, très intelligents.

Le nom de Li-Hong-Tchang a été prononcé plus d'une fois précédemment. Fils d'un humble lettré de la province de Ngan-Houei, il est né le 16 février 1823, et il se distingua d'abord, comme un brave et habile soldat, dans la célèbre lutte contre les insurgés Taë-Ping. C'est une bien curieuse figure que celle de ce Chinois, militaire, administrateur, diplomate, réformateur, ministre, qui, aux prises avec les intrigues de cour et les préjugés séculaires de son pays, veut le régénérer, organiser une armée, une marine, secourir la Chine et la transformer, lutte contre la France, intervient en Corée, se heurte au Japon, est battu, disgracié comme vaincu, puis rappelé, parce que, seul, on le juge en état d'en imposer encore au vainqueur, et de sauver ce qui peut encore être sauvé. Le voici en Russie, représentant officiel de son pays aux fêtes de Moscou, pour le couronnement du tsar

1. VOÏF VILLETARD DE LAGUERIE, *La Corée indépendante, russe ou japonaise.*

Nicolas II. Malgré ses soixante-dix ans, il court l'Europe et l'Amérique; on le voit à Berlin, à Vienne, à Paris, à Bruxelles, à Londres, à New-York; partout alerte, il cause, examine, interroge, s'enquiert de tout, demande à chacun ses secrets, cherche les *pourquoi* et les *comment*, note tout; en chaque pays, il veut savoir *ce qu'on fabrique, le prix de ce qu'on fabrique, et de quelle manière* on le fabrique. Avec une extrême finesse et un sang-froid parfait, il reçoit les honneurs, fait échange de propos gracieux; il est partout avisé et à son aise; il ne se compromet avec personne, et il ne laisse rien d'inconnu derrière lui. Partout on le reçoit bien; par curiosité d'abord, et puis, parce que chaque puissance a besoin d'exporter, et que la Chine a besoin d'importer, et que, dans l'espoir d'avoir la préférence, chacun se met en frais d'amabilité. Ensuite on témoigne ici et là quelque désappointement, parce que les attentes ont été déçues, que Li-Hong-Tchang a donné partout de bonnes paroles, et rien de plus, qu'il a joué — ou paraît avoir joué — même les Anglais! Quant à lui, il est satisfait: il voulait voir, il a vu. Dans quelle mesure la Chine profitera-t-elle de son expérience?

La France, elle, en a déjà profité: c'est à des ingénieurs et industriels français que la Chine a confié la reconstruction de l'arsenal de Fou-Tcheou. Un chemin de fer va être construit de Han-Keou à Pékin, sur une distance de 700 milles, nécessitant la construction de ponts sur 27 cours d'eau. C'est un syndicat américain qui s'est chargé des avances. On recevait de Chine, le 26 octobre 1896, la bizarre information que voici: Par un premier édit, Li-Hong-Tchang était nommé ministre des Affaires étrangères; par un second édit, il lui était infligé une punition, pour avoir osé pénétrer dans les ruines du Palais d'Été pendant une visite à l'impératrice douairière¹. D'autres nouvelles ont depuis confirmé celles-ci. Li-Hong-Tchang a été relevé de toutes ses charges, mis à la retraite

1. Autre fait bizarre. A Londres, le médecin chinois Soun-Yat-Sen, accusé de complot contre la dynastie régnante, fut saisi par des employés de l'ambassade chinoise, entraîné à l'hôtel de l'ambassadeur et retenu prisonnier. Il fallut bien le relâcher sur la demande du Gouvernement anglais que le malheureux séquestré avait trouvé moyen de prévenir. Cet incident soulevait une question délicate: il est reconnu que la police d'un pays ne peut pas pénétrer dans une ambassade étrangère sans l'autorisation de l'ambassadeur. La résidence de l'ambassadeur chinois, par exemple, est *territoire chinois*; mais, de son côté, l'ambassadeur peut-il transformer sa demeure en prison, et s'arroger le droit d'arrêter les gens dans un pays étranger?

et nommé membre du Tsong-li-Yamen. C'est ce que M. de Bismarck appellerait « *un enterrement de première classe* ». Li-Hong-Tchang a même été privé de traitement pendant un an. Ses ennemis avaient profité de son absence pour le perdre dans l'esprit de l'empereur.

** **Les Étrangers en Chine. Politique de la « Porte ouverte ».** — Les événements se sont précipités depuis quatre ans dans l'Empire Chinois, parce que la victoire des Japonais a montré sa faiblesse politique. Chaque puissance a cherché à en tirer parti jusqu'au terrible réveil de la Chine en 1900¹.

A la fin de 1896, la Russie obtint de faire passer son Transsibérien à travers la Mandchourie, de l'Amour à Vladivostok: cela économisait un grand détour, et la ligne traversait une région plus *payante*. Une clause permettait de faire des prolongements pour le compte de la Chine. Pour établir la ligne, on fonda la *Société de l'Est Chinois*, qui s'entendit avec la *Banque Russo-Chinoise*, dont le capital de 25 millions est français pour moitié: la garantie fut l'exploitation de la ligne pendant 80 ans, la Chine pouvant la racheter au bout de 30 ans. La ligne aura l'écartement des voies russes et la Russie pourra la défendre avec ses troupes. C'est la « Convention Cassini », dont la Russie ne tira d'abord aucun avantage.

L'Angleterre répondit, le 4 février 1897, en faisant délimiter à son avantage la frontière de Birmanie, et ouvrir au commerce (c'est-à-dire aux négociants de Hong-Kong) le West-River ou Si-Kiang: habile façon de contrecarrer nos efforts dans la Chine du Sud. Peu après, le 29 août, en présence du Gouverneur général de la province chinoise de Girin, et des autorités chinoises et russes, on ouvrit officiellement les travaux de terrassement du chemin de fer de l'Est chinois.

Mais l'intervention allemande allait bouleverser ces patients travaux. Deux missionnaires allemands ayant été massacrés, l'Europe attendit quinze jours que la France, protectrice des chrétiens, agit. Elle ne fit rien, hélas! Brusquement la flotte allemande débarqua dans la superbe baie de Kiao-Tcheou, où les Russes avaient déjà hiverné, dans le Chan-Toung (25 novembre 1897). L'empereur nomma son frère Henri commandant des troupes navales d'Extrême-Orient, et pressa l'action

1. V. RENÉ PISON et JEAN DE MARCILLAC, *La Chine qui s'ouvre*, 1900.

en Chine. Le 5 janvier 1898, la Chine cède à bail à l'Allemagne la baie de Kiao-Tcheou pour quatre-vingt-dix-neuf ans. C'est la mainmise sur une province grande comme la Bretagne, qui commande le golfe du Petchili, la vallée du Hoangho, possède d'admirables gisements de houille, de métaux, une race laborieuse, robuste; le climat est bon : c'est l'alternance de l'été de Sicile et de l'hiver d'Allemagne. Depuis, l'Allemagne a cherché à empiéter alentour sous mille prétextes : agressions contre des Allemands missionnaires, négociants, topographes, etc. Un seul Allemand, M^{re} Anzer, déclara qu'on risquait beaucoup à cette politique agressive.

La flotte anglaise stationnant avec insistance du côté du Liao-Toung, la Russie frappa un grand coup : elle pénétra dans la rade de Port-Arthur et, le 27 mars 1898, la Chine lui céda Port-Arthur et Ta-Lien-Ouan; de plus, elle obtenait d'unir Ta-Lien-Ouan aux chemins de fer de Mandchourie. Elle avait sur le Pacifique un port militaire en eau libre, à l'abri de la gelée ! Dès lors la Corée étant moins utile (v. Corée et Japon, p. 300), un accord intervint entre la Russie et le Japon, et par conséquent ce fut un échec à l'Angleterre, qui espérait beaucoup de l'hostilité entre ces deux pays.

La France dut agir aussi; elle fit confirmer définitivement (février 1898) la concession du chemin de fer de Pékin à Han-Keou au syndicat franco-belge qui l'avait obtenue en 1896 (les travaux commencèrent très vite). Elle obtint la cession à bail de la baie de Kouang-Tcheou-Ouan, sur la côte orientale de la presqu'île Louëi-Tcheou¹, comme dépôt de charbon, la promesse de ne pas aliéner de territoires dans les provinces de Kouang-Si, Kouang-Toung et Yunnan, le droit de construire un chemin de fer du Tonkin à Yunnan-fou et le choix d'un Français comme directeur du service des postes.

L'Angleterre ne pouvait pas rester en arrière. Le 5 avril 1898, elle obtenait : 1^o que la région du Yang-tsé-Kiang ne serait jamais cédée à bail ni autrement à aucune puissance étrangère; 2^o que le successeur de sir Robert Hart, comme

1. La délimitation définitive n'a eu lieu qu'en novembre 1899, entre l'amiral Courrejollès et le maréchal Sou; nous avons obtenu la cession des deux îles qui ferment la baie, mais dans l'intérieur nous avons renoncé même aux positions où les Chinois avaient massacré plusieurs de nos officiers. Très vantée d'abord, puis déclarée impraticable, cette baie semble une assez bonne acquisition. En face, notre compatriote Claudius Madrolle s'est efforcé d'établir notre influence dans l'île d'Hainan.

surintendant des douanes chinoises, serait un Anglais aussi longtemps que l'Angleterre garderait la suprématie commerciale en Chine¹; 3^o que les navires de toutes les nations auraient accès dans les eaux intérieures de la Chine. De plus la Chine lui concédait la position de Oueï-Haï-Oueï, au nord du Chan-Toung, dans les mêmes conditions que la Russie avait eu Port-Arthur. Pour forcer le Japon à l'évacuer, il fallut prêter à la Chine les derniers 400 millions de l'indemnité de guerre : la *Hong-Kong and Shanghai Bank* et la *Deutsch Bank* s'associèrent pour cela et prêtèrent à 4 1/2 pour 100². La Chine paya, le Japon évacua le 20 mai; les Anglais occupèrent le 24.

Non contents de cela, les Anglais obtinrent, *en violation formelle* de la convention franco-chinoise, la cession à bail d'une bande de territoire dans la presqu'île de Kow-loon, pour mettre Hong-Kong à l'abri. Le territoire comprend les eaux des baies de Mirs et de Deep, la presqu'île de Kow-loon et l'île de Lantan (juin 1898)³.

Les demandes de concessions de chemins de fer devinrent innombrables; l'Angleterre à elle seule demanda pour un syndicat anglo-américain une voie de Han-Keou à Canton et Kow-loon (c'est-à-dire Hong-Kong) pour amener à son port tout le commerce de la Chine centrale drainé par la ligne franco-belge, avec voie entre Tching-Kiang, Nankin, Sou-Tcheou,

1. M. Curzon, aujourd'hui vice-roi des Indes, déclarait alors que l'Angleterre faisait 82 p. 100 du commerce chinois. M. Colquhoun, grand voyageur et administrateur en Extrême Orient disait, 70 p. 100. Mais un économiste anglais, M. Giffen, lui montra que ses chiffres étaient faux de 100 livres sterl. p. 100. En réalité, les statistiques douannières chinoises, dirigées par l'Anglais Robert Hart, jouent merveilleusement des chiffres : elles comptent comme importation de provenance britannique tout ce qui en vient et y passe en transit : riz de Cochinchine, pétrole russe ou américain, cotonnades allemandes, tout ce qui relève à Singapour, Hong-Kong, etc. En réalité, le commerce anglais en Chine ne représente que 40 à 45 p. 100 du commerce chinois. La France vient encore très notablement avant l'Allemagne.

2. De 1894 à 1899 la Chine a déjà emprunté, en huit fois, 1 500 millions à l'Europe. Sauf l'emprunt de 400 millions 1895 à 4 p. 100 garanti par la Russie, tous les emprunts ont été faits au taux de 5 à 7 1/4 p. 100. La charge de tous ces emprunts est de 80 millions environ, soit le revenu des douanes chinoises. Pour que la Chine, qui ne payera pas d'impôts nouveaux, puisse verser une indemnité de guerre aux puissances, il faut qu'elles se résignent à voir augmenter les droits de douane en Chine (actuellement ils sont de 5 p. 100 environ) et par conséquent... à y payer elles-mêmes l'indemnité au prorata de leur commerce.

3. L'Angleterre a dû soutenir une lutte fort vive pour s'emparer de sa concession.

Chang-Haï et Ning-po; une voie entre Pékin et Tching-Kiang (les Allemands devant l'exécuter dans le Chan-Toung); une voie de Tien-Tsin à Niou-tchouang pour contrecarrer les Russes dans leur marche sur Pékin en interposant une voie étroite entre leur réseau et Pékin; le raccord des lignes de l'Inde et de la Birmanie avec celles du Yunnan (même si c'est la France qui les fait); et pour un syndicat anglo-italien, les chemins de fer et mines du Chan-Si, une des plus riches provinces, avec prolongement éventuel du chemin de fer jusqu'à Siang-Yang sur le Han. La Russie obtenait une ligne qui, partant du Franco-Belge, desservirait le Chan-Si et aboutirait à Tai-yuen-Fou et même à Si-Ngan-Fou¹.

Entre la Russie et l'Angleterre, la lutte fut serrée : la concession à la *Hong-Kong and Shanghai Bank* de la ligne de Tien-Tsin à Chan-Haï-Kouan amena une protestation russe, au nom de la Convention Cassini : ils construisaient déjà la ligne mandchourienne vers Moukden et Port-Arthur et voulaient obtenir une ligne de Moukden à Chan-Haï-Kouan en évitant Niou-Tchouang, où réside un petit groupe de commerçants anglais. Après quelques semaines de négociations irritées², une première entente eut lieu le 10 septembre 1898 : les Anglais feraient la ligne de Chan-Haï-Koan à Niou-Tchouang, mais n'auraient ni contrôle ni hypothèque sur la ligne. Pour prix de leur modération, ils se firent céder la ligne de Kowloon dont nous avons parlé plus haut. Le 28 avril 1899, enfin, l'Angleterre s'entendit avec la Russie : elle ne recherchera aucune concession de chemin de fer au nord de la Grande Muraille, et ne s'opposera à aucune demande de chemin de fer de la part des Russes dans cette région; la Russie prend un engagement analogue pour le Yang-tsé-Kiang.

Dix jours après, la Russie demande (les travaux déjà commencés) la concession d'une ligne de Moukden à Pékin, à l'écartement russe : colère anglaise ! Rien à dire cependant; la convention du 28 avril était formelle. Le Transsibérien aboutirait donc à Vladivostok, à Port-Arthur et à Pékin à la fois. Les Russes ont bien joué.

1. Cette ligne fera évidemment concurrence à celle de Pékin-Han-Keou.

2. Au début d'août, l'ambassadeur anglais à Pékin informa même le Tsong-li-Yamen que l'Angleterre soutiendrait le Gouvernement chinois contre toute puissance qui commettrait une agression contre la Chine, motivée par la concession par la Chine à des sujets anglais de chemins de fer ou de travaux publics analogues.

Quant aux Allemands, fort habiles, ils arrachaient à l'Angleterre la concession, à travers le Chan-Toung, de la voie Pékin-Tching-Kiang, et le réseau du Chan-Toung; à la Chine, la mise en état du bas Hoang-ho, au prix de plus de 10 millions!

La demande la plus étrange faite à la Chine par une puissance européenne fut celle de l'Italie. Brusquement, le 1^{er} mars 1899, elle demanda la baie de San-Moun au sud de Ning-po. La Chine refusa d'abord péremptoirement; l'Europe s'étonna. Mais l'Italie envoyait cinq vaisseaux, 4 500 hommes, et la Chine céda. Que ferait l'Italie de cette baie sans débouchés? On se demanda si l'Angleterre, qui semblait la pousser, n'espérait pas là une station de charbon britannique. Le ministère tomba, et l'Italie n'a pas occupé la baie.

Quant au Japon, il se fit promettre, en 1898, que le Fo-Kien ne serait jamais aliéné.

**** Protectorat des chrétiens en Chine.** — Tandis que ces demandes, demi-politiques, demi-économiques, se multipliaient, des faits très graves eurent lieu au point de vue religieux¹.

Les massacres des missionnaires très nombreux ont amené une foule de demandes de compensation.

La France, représentée successivement par deux hommes énergiques et habiles, MM. Gérard et Pichon, prit la protection des siens. Elle faillit à son protectorat en ne réclamant pas pour les missionnaires étrangers, même allemands. Cela amena l'intervention allemande. Dès 1879, quelques missionnaires allemands étaient venus en Chine au Chan-Toung méridional, qui devint un vicariat apostolique spécial en 1886. Cette même année, l'Anglais Dunn, employé des douanes chinoises, vint au Vatican pour persuader au Pape d'établir une nonciature à Pékin; Allemands et Italiens l'appuyèrent. Heureusement notre ambassadeur, M. Lefebvre de Béhaine, montra au Pape que c'était contraire aux traités de Whampoa (1844), de Tien-Tsin (1858), et de Pékin (1880), qui donnaient à la France le protectorat des chrétiens en Chine, où elle avait, à elle seule, fait plus d'efforts que les autres peuples catholiques ensemble. Depuis, nos ennemis ont toujours tenté de faire aboutir ces projets de nonciature à Pékin et à Constantinople.

1. V. RENÉ PINON et JEAN DE MARCELLAC, *La Chine qui s'ouvre*, 1900.

Si nous avons réussi à parer ce coup en 1887, nous comimes la faute de laisser M^{re} Anzer mettre en 1887 et en 1891 ses missions sous le protectorat allemand, et demander à la chancellerie allemande les passeports que tout missionnaire en Chine demandait jusque-là à la France. Faiblesse désastreuse, qui faisait faire brèche dans la situation si solide et unique de la France!

Heureusement, au moment où l'empereur allemand faisait ses manifestations en Palestine, une lettre du cardinal Langénieux, archevêque de Reims, au Pape, posa la question et le Pape lui répondit, le 20 août 1898, en proclamant solennellement que « le Saint-Siège ne veut rien toucher au glorieux patrimoine que la France a reçu de ses ancêtres ».

Depuis, notre protectorat s'est solennellement affirmé par les indemnités que nous avons obtenues à chaque attentat contre les missionnaires, par le relèvement de l'église de Tien-Tsin, de la cathédrale de Pékin, le *Pétang*. En retour, nos ministres sont mieux informés que tout autre de ce qui se passe en Chine, par ces missionnaires qui y vivent depuis des années et sont en rapport avec toutes les classes de la société.

Enfin, le 15 mars 1899, un décret de la plus haute importance a été rendu par l'empereur de Chine : il reconnaît la religion et le culte catholique en Chine, assimile les évêques aux gouverneurs de province, et chaque catégorie de missionnaires à une catégorie de mandarins. Toutes les questions d'étiquette sont réglées. Il décide qu'en cas de difficulté les missionnaires demanderont l'intervention de la « puissance protectrice ». Cet acte mémorable est dû à l'entente active de notre ministre, M. Stéphen Pichon, et de M^{re} Favier, évêque de Pékin. Depuis, l'empereur de Chine a écrit de la plus aimable façon au Pape pour ses 90 ans.

**** La concession française de Chang-Haï.** — A la même époque où l'Allemagne luttait ainsi contre notre influence, l'Angleterre nous cherchait querelle à propos de notre concession de Chang-Haï. Nous l'avons toujours maintenue sous notre seul contrôle; les Anglais ont ouvert la leur, théoriquement; en réalité, elle est anglo-américaine. Quand en 1896 les puissances demandèrent l'extension des concessions, la France la demanda aussi pour la sienne, mais en lui conservant son caractère strictement français. Dès lors la politique anglaise consista à nous faire refuser l'extension ou à nous

forcer à nous fondre dans la concession cosmopolite, lisez anglo-américaine, où notre influence eût été noyée. Mais notre concession renfermant le cimetière de la Guilde de Ning-po, où l'on dépose provisoirement les cercueils, même de cholériques et de pestiférés, notre municipalité voulut au moins régler cette question d'insalubrité et exproprier ce dépôt de cercueils; refus. Il fallut enfin débarquer 150 hommes pour démolir le mur. L'Angleterre en prit prétexte pour agir encore plus contre nous, et, quand nous demandâmes encore en 1898 l'extension de notre concession sur la rive droite du fleuve (faubourg de Pou-toung) et sur la rive gauche, dans la direction de Zi-ka-oueï, l'Angleterre nous amena à renoncer à la première extension, à accorder que les titres des propriétaires anglais sur notre concession fussent enregistrés au consulat anglais. Elle agit ensuite sur le Gouvernement chinois pour nous faire refuser le reste, envoya trois croiseurs à Chang-Haï, menaça le vice-roi d'une insurrection, et nous fit tout refuser, pendant qu'on accordait l'agrandissement de la concession américaine le 21 juillet 1898.

Mais depuis, l'Angleterre se lança dans la guerre en Afrique. Après avoir refusé d'acquiescer à notre demande d'extension, et sollicité pour les Anglais de la concession française de Han-keou des privilèges accordés à ceux de Chang-Haï, elle en vint, ayant les mains liées, à admettre nos demandes comme raisonnables. L'extension de notre concession fut donc accordée le 23 janvier 1900; elle devint deux fois et demie plus grande qu'elle n'était. La chose était bien grave : il s'agissait de notre prestige en Chine et du quasi-droit de préemption que l'Angleterre s'est décréto à elle-même dans la vallée du Yang-tsé. Il fallut que le premier fût rétabli et le second contesté. La guerre sud-africaine l'a permis¹.

**** Réaction de la Chine contre les Européens. Les Boxeurs.** — Tandis que les Européens se faisaient ainsi attribuer chemins de fer, mines, ports², concessions, de graves faits avaient lieu en Chine.

Depuis de longues années, les efforts de l'Europe abou-

1. V. *Livre jaune français*, du 2 février 1900; *Blue book* anglais, n^{os} 319, 370, 384, 416, 437, 446.

2. Le port et l'arsenal de Fou-Tcheou devaient être rétablis par une mission française (octobre 1896).

tissent à une action réelle en Chine, et aussi à une réaction. La masse de la population est hostile aux Européens, comme étrangers, comme blancs, comme barbares, comme chrétiens. Elle nous hait et nous méprise, et contre nous tous les Chinois font bloc. Mais, entre eux, il est un élément de discorde; des millions de Chinois ne peuvent encore se résigner à la domination de la dynastie mandchoue, déjà pourtant presque trois fois séculaire et toute chinoise. C'est elle qui leur a imposé le port de la queue, en signe de servitude¹. C'est contre elle que se forment la plupart des sociétés secrètes qui pullulent en Chine, avec des épreuves analogues à celles de la franc-maçonnerie. Une des plus puissantes est « Le Ciel, la Terre et l'Homme » ou la Triade, qui compte cinq loges centrales, des millions d'affiliés et obéit à un consistoire secret. Le « Lotus blanc », au contraire, a un grand maître connu; depuis qu'en 1840, il a failli renverser l'empereur, il est persécuté et change fréquemment de nom : (« Pas d'hypocrisie » — « Ne faites rien », etc.). La Société du Frère aîné ou *Ko-hao* veut remettre sur le trône une ancienne dynastie, d'ailleurs sans doute éteinte. Toutes ces sociétés politiques sont ou des sortes de franc-maçonneries, ou des ordres de chevalerie, ou des complots militaires, souvent même les trois. La société des « Boxeurs pour le Droit et l'Harmonie » appartient au dernier type.

Les puissances européennes sont restées impassibles en face de ce mouvement, sauf l'Angleterre, qui a su utiliser sa franc-maçonnerie encore déiste, et, par ses loges d'Extrême Orient, entrer en contact avec les loges chinoises. Son plan est simple; tout en proclamant son désir de maintenir la stabilité de la Chine et d'en voir seulement la « porte ouverte » au commerce international, au sien surtout, elle fortifie tous les éléments de destruction de cet empire². On trouvera bien un bon morceau à prendre dans les ruines ! Aussi, fidèle à sa méthode, suivie au Siam, à Madagascar, partout

1. Aussi les « coupeurs de queue » enlèvent prestement la tresse des passants dans les rues.

2. « Si la Chine ne peut pas se garder avec nous et par nous [c'est-à-dire en faisant réorganiser son armée et sa flotte par des Anglais « pour organiser contre la Russie une force militaire comme en Égypte et en Inde »], nous devons la laisser tomber en pièces, et alors nous et d'autres bâtirons un plus beau monument » (Cap. YOUNGHUSAND, *Contemporary Review*, octobre 1898).

enfin, l'Angleterre a cherché à gagner l'aristocratie, c'est-à-dire les mandarins. Nombre d'entre eux ont, grâce à elle, étudié en Angleterre, aux États-Unis, et se sont assez pénétrés d'idées européennes pour trouver, au retour, leur gouvernement détestable et en désirer le changement. Deux surtout, Kang-Yeou-Oueï et Tchang-Youn-Hoan, ont agi puissamment en ce sens.

Heureusement pour eux, le jeune empereur Kouang-Sou adopta leurs idées, et juin 1898 vit le bouleversement le plus surprenant; il décida que des écoles élémentaires officielles remplaceraient les bonzeries; il cassa de vieux fonctionnaires et les remplaça par des progressistes, créa un collège pour la traduction des livres étrangers, qui devinrent la base des examens, qu'on transforma radicalement. Il supprima six grands bureaux à Pékin (revision, cérémonies, banquets, écuries, contrôle, instruction), proclama la liberté de la presse, adopta le calendrier européen, etc., et accorda toutes les concessions à bail qu'on voulut. Étaient mécontents plusieurs milliers de mandarins, 20 000 employés, les maîtres d'école et quelque cent mille bonzes. Li-Hong-Tchang fut destitué en septembre. Toute la Chine craquait.

C'est alors que reparait une femme remarquable, *Sy-tai héou*, l'impératrice douairière. Née le 10 novembre 1834, d'un banneret mongol, épouse secondaire de l'empereur Hien-Fong (vers 1852), elle en eut un fils, et dès lors s'appela *Tsé-hy* (*Miséricordieuse Bienfaitrice*). Elle montra déjà sa résolution en 1860, dans la guerre de Chine, et eut pour allié son beau-frère, le prince Kong (mort le 2 mai 1898). Le fils de Tsé-hy, *Tong-tché*, succéda à son père en 1861, avec un conseil de régence, que Tsé-hy fit exécuter aussitôt, sous prétexte d'une omission dans les rites. On proclama la veuve de Hien-Fong régente, Tsé-hy corégente; Kong présida le grand conseil. Le trio, assisté de bons conseillers, réorganisa l'empire, en releva la force, apaisa les Taë-Ping. Li-Hong-Tchang, après 1870, devint le conseiller prépondérant. En 1873, *Tong-tché*, perdu de débauche, reconnut et proclama par un testament (que sa mère fabriqua sans doute) son cousin germain Kouang-Sou, qui devint majeur le 4 mars 1889. La régente était morte en 1881; la corégente se retira et surveilla.

Quant elle vit comme il donnait dans le piège anglais, s'habillant même à l'europpéenne, elle lui fit de sanglants reproches; il voulut appeler à lui l'armée de Tien-Tsin; brus-

quement alors, dans la nuit du 21 au 22 septembre 1898, elle envahit le palais, força l'empereur à la nommer régente, lui dévoila les complots qui devaient même aboutir à le détrôner. Une répression sanglante suivit. Kang-Yeou-Oueï n'eut que le temps de s'enfuir sur un vaisseau anglais. Elle rapporta les mesures trop radicales de son neveu, mais installa cependant l'Université de Pékin (31 décembre 1896), l'œuvre de l'Anglais Gilbert Reid, ouvrit nombre de ports nouveaux, réforma les *likins* ou douanes provinciales, punit les associations illicites.

Naturellement, les puissances européennes, inquiètes, renforcèrent leurs légations à Pékin (octobre-novembre 1898). Les Allemands même occupèrent I-tcho, dans le Chan-Toung. Tsé-ly parvint à tout apaiser et à faire retirer les troupes européennes dès avril 1899. On l'avait accusée d'avoir fait tuer l'empereur. Elle osa, malgré les rites, faire venir le médecin de la légation française, qui put longuement examiner Sa Majesté, et voir en lui un jeune homme malingre, condamné à une mort rapide. Elle-même reçut plusieurs fois en audience les dames européennes. Ce n'est donc pas l'esprit réactionnaire qu'on a tant critiqué en Europe.

Le 21 janvier 1900, Kouang-Sou s'associa comme héritier *Pou-tsin*, son jeune cousin ; en réalité, il aurait dû désigner son héritier dès 1894, puisqu'il avait cinq ans de mariage sans enfant (depuis 1889). Ce n'est donc pas un coup d'État. Malheureusement, le père de Pou-tsin, le prince Touan, frère de Hieng-Fong et de Kong, esprit étroit, exilé depuis 1860, revint ainsi à la Cour, y apportant les idées de la Chine d'il y a un demi-siècle. Le résultat, on l'a vu, hélas ! C'a été l'insurrection des Boxeurs.

Dès le mois de janvier 1900, l'évêque de Pékin, M^{sr} Favier, sentant venir l'orage, regagna son poste.

Le 18 mai déjà, le chemin de fer de Pékin à Han-Keou fut attaqué par les Boxeurs. Après ces premières agressions, les ministres européens se réunirent. Le nôtre, M. Richon, voulait renforcer les gardes des légations. Le ministre d'Allemagne, baron de Ketteler, s'y opposa absolument, et ses collègues l'approuvèrent¹ : si l'on prenait de telles mesures, il

faudrait rester à Pékin ; or l'été y est insupportable. M. Pichon seul (peut-être aussi le ministre d'Italie), et dès le mois de mai, avait vu le danger et averti ses imprudents collègues. On fit toutefois venir 400 marins, quand l'insurrection arriva aux portes de Pékin au début de juin.

Dès ce mois, en effet, les Boxeurs inondèrent le Chan-Toung et le Petchili. Le général Nieh, chargé de les disperser, prit tellement au sérieux sa mission qu'il fut disgracié. Le gouverneur chinois lança des édits, annonça des mesures contre les Boxeurs, tandis qu'il les approuvait, les soutenait. Le 8 juin, le général Tong-Fou-Siang entra à Pékin, et ses troupes, désormais, appuyèrent les Boxeurs. Le 13, ceux-ci envahissent le quartier des légations, brûlent des églises, des hôpitaux, et ouvrent le feu.

Au reçu des dépêches désespérées des légations, la flotte internationale débarqua 915 Anglais, 350 Allemands, 300 Russes, 158 Français, 104 Américains, 52 Japonais, 40 Italiens, 25 Autrichiens. Le détachement, commandé par l'amiral Seymour, arriva, le 11, à 40 kil. de Pékin, mais y trouva retranchés Boxeurs et réguliers chinois ; il ne put atteindre la capitale, et revint à Tien-Tsin, en perdant un sixième de son effectif.

Le 16 juin, un grand conseil fut tenu au palais. Les Chinois semblent avoir été partisans de la paix, les Mandchous, de la guerre, sauf toutefois Youan-Chang et Hsou-Tching-Tcheng, directeur des chemins de fer de l'est. Mais Kang-Yi poussa à la guerre et, avec le prince Touan, père de l'héritier présomptif, sortit du conseil pour amener la populace.

Comme les Chinois de Takou avaient mouillé des torpilles dans le Peï-ho, les commandants de l'escadre européenne leur ordonnèrent, le 16 juin, d'évacuer les forts. Les Chinois répondirent en faisant feu sur les navires, qui bombardèrent alors les forts pendant sept heures, puis s'en emparèrent en débarquant 2 000 hommes. Le Tsong-li-Yamen déclara alors, le 19, au corps diplomatique que la prise des forts de Takou équivalait à une déclaration de guerre et les invita à se rendre à Tien-Tsin dans les vingt-quatre heures sous la protection des troupes chinoises. Les ministres répondirent qu'ils iraient le lendemain discuter la question du départ ; l'ambassadeur d'Allemagne, qui avait demandé une audience depuis quarante-huit heures, s'offrit à aller porter la réponse négative de ses collègues. Quelques minutes après, des soldats chinois

1. Le bruit a couru qu'un des ministres, très conscient du danger, le nia résolument, pendant qu'il offrait secrètement aux Chinois le concours de ses troupes pour rétablir l'ordre !

apostés fusillèrent le baron de Ketteler à bout portant (20 juin). Ses collègues ouvrirent enfin les yeux et ne songèrent plus qu'à se défendre désespérément.

**** Siège et défense des Légations à Pékin.** — La légation d'Autriche, intenable, fut évacuée le 20, et son personnel rejoignit le nôtre. Le 22, celle d'Italie fut évacuée, brûlée. Celle de France, défendue par 90 personnes, fut assiégée sans interruption du 20 juin au 17 juillet. Les Chinois employèrent tout contre elle : incendie, fusillade, canonnade à bout portant, explosion de mines même (13 juillet). On crénela les murs, on creusa des tranchées, des contre-mines. Des volontaires belges, autrichiens, italiens vinrent y remplacer nos morts ; 85 pour 100 de l'effectif fut blessé, 25 pour 100 tué. Mais quand le feu cessa le 17 juillet (pour reprendre d'ailleurs le 5 août), et quand la légation fut délivrée le 14 août, elle tenait encore ! Quant aux ambassadeurs, ils s'étaient tous réunis à la légation d'Angleterre, qui abrita 7 à 800 personnes. C'est sur elle qu'on devait se replier, si l'on était obligé d'évacuer les autres.

A peine Takou occupé, les Chinois bombardèrent avec acharnement le quartier européen de Tien-Tsin, et repoussèrent les colonnes venues pour le débloquer. Leur tir était admirablement réglé. Ce n'est que le 14 juillet que la cité chinoise de l'ouest, à Tien-Tsin, fut conquise : dans le seul assaut final les Européens eurent 775 tués et blessés. On détruisit là pour plus de cent millions d'armes et de munitions entassées dans les arsenaux depuis quelques années. *Les douanes n'en avaient pas fait mention.*

Au sud, notre consul à Yunnan-Fou, M. François, menacé par les Chinois, fut sauvé, ainsi que les Européens, grâce à son admirable fermeté et à la menace de la France de rendre le ministre de Chine à Paris responsable de son sort¹. Il put arriver le 5 juillet au Tonkin. Mais au nord, les missionnaires, les chrétiens furent massacrés à Moukden et dans toute la Mandchourie. Les Chinois prirent même un instant l'offensive et attaquèrent les Russes de la rive gauche de l'Amour, à Blagovietchensk. Pendant tout ce temps l'incertitude poignante régnait sur le sort des légations de Pékin ; des nouvelles contradictoires se succédaient. Li-Hong-

Tchang, gouverneur du Kouang-Toung, fut nommé au Petchili. Il allait désormais devenir l'intermédiaire entre les puissances et son gouvernement. Le 20 juillet, deux jours après qu'on eut appris la résistance persistante des légations, le ministre de Chine à Paris demanda la médiation de la France. M. Delcassé fait savoir aussitôt que notre réponse sera adressée à la légation de France à Pékin, et alors seulement qu'on saura si notre ministre, M. Pichon, était encore vivant. « Il nous faut de plus la certitude que le prince Touan et les hauts fonctionnaires responsables des événements actuels ont été éloignés du gouvernement en attendant le châtiment inévitable. » Le 21, l'empereur répondit que tous les ministres étaient saufs, hormis celui d'Allemagne. Une pareille demande de médiation avait été adressée aux autres puissances. Le 18 juillet seulement les hostilités cessèrent pour une quinzaine contre les légations, qui avaient subi de furieuses attaques et étaient presque toutes ruinées. Le Gouvernement chinois demanda que tout leur personnel rejoignit les Européens. C'était vouloir les faire massacrer en route. A ce même moment, le prince Touan, maître de Pékin, faisait exécuter les conseillers qui, le 16 juin, avaient voulu la paix et le châtiment des Boxeurs, et nommait généralissime Li-Ping-Hien, le vainqueur de Lang-Son. Il fallait délivrer les légations : l'armée alliée, qui s'était formée dans l'intervalle, marcha sur Peï-tsang, les Japonais, les Anglais et les Américains sur la rive droite du Peï-ho, les Allemands, les Russes et les Français sur la rive gauche. Le 5 août, après sept heures de combat contre 10 000 Chinois, on put prendre Peï-tsang, grâce en grande partie à notre tir ; les Russes perdirent, ce jour-là, 500 tués ; le lendemain, Yang-tsoun se rendait aussi. Les Chinois, au nombre de 15 000, défendirent successivement sept lignes de retranchements ; dès lors la résistance fut moins vigoureuse ; le 13 août on campa à Toung-teheou, à 18 kilomètres environ de Pékin. Comme une attaque furieuse avait été faite contre les légations dans la nuit du 12 au 13, on avança l'assaut d'un jour ; il commença le 14 à deux heures du matin, et dura de longues heures ; la lutte continua jusqu'au 19 ; les légations furent délivrées ! Le général Frey, qui avait merveilleusement mené notre contingent dans cette campagne, délivra le 16 le Pétang, la cathédrale de Pékin, où M^{sr} Favier et une foule d'Européens et de chrétiens chinois, nos protégés, étaient réfugiés. Un Gou-

1. *Revue de Paris*, 1^{er} novembre 1900.

vernement provisoire fut installé; chaque puissance eut charge d'administrer un quartier de la capitale.

Depuis, il a fallu guerroyer sans cesse autour de Pékin; et même bien au delà; les Russes ont repris les bords de l'Amour, Moukden (2 octobre), et la presque île du Liao-Toung. Chan-Haï-Kouan est aux Européens. Mais la Cour ayant fui à Tai-Youen-Fou, puis à Si-Ngan-Fou, les Européens (les Français d'abord) ont occupé Pao-Ting-fou, sur la ligne de Pékin à Han-Keou. La Cour rendra-t-elle à Si-Ngan-Fou son antique rang de capitale? La plus grande incertitude règne sur ses décisions. Tantôt les Chinois annoncent le châtement d'un des meneurs, ou son suicide, ou même sa mort naturelle (comme celle de Kang-Yi), tantôt on apprend que ces personnages sont bien vivants et nous bernent par des propositions qui vont jusqu'à l'impertinence. En réalité Li-Hong-Tchang et ses compatriotes sentent bien que les « Barbares » se défient au moins autant les uns des autres que des Chinois. La diplomatie européenne semble impuissante faute de concorde.

**** Action diplomatique des puissances étrangères.** — Dès le début de la guerre, l'Angleterre tenta de faire investir le Japon d'un véritable mandat international en Chine. C'est le retour à sa vieille politique : élever le Japon contre la Russie en Extrême Orient, et faire de lui son instrument, politique dont les Japonais semblent se défier; les volte-face de l'Angleterre pendant la guerre sino-japonaise, l'occupation par elle de Oueï-Haï-Oueï, la mission de lord Beresford en Chine, où il a passé les troupes en revue, visité les arsenaux et prodigué les conseils aux Chinois, tout cela ne peut que grandir la sage réserve du Japon. Il fallut donc que toutes les puissances intervinssent; le feraient-elles de concert, ou chacune protégerait-elle une région; l'Angleterre, au mois d'août, inclinait vers cette solution, pour mettre la main sur la vallée du Yang-tsé-Kiang, qu'elle considère, à elle seule, comme sa sphère d'influence. Elle annonça qu'elle allait débarquer 2 500 hommes à Chang-Haï. La France répondit aussitôt qu'elle ferait de même. On hésita à Londres; mais, de crainte de paraître timide, on débarqua des troupes le 18 août; aussitôt la France et d'autres États suivirent cet exemple. Le coup était manqué, le Yang-tsé ne serait pas un second Nil! Le Gouvernement français avait habilement manœuvré. Pour montrer notre désintéressement, peut-être

aussi à cause de la difficile situation qu'aurait le généralissime de l'armée européenne, la France n'accepta point les ouvertures du Gouvernement allemand, qui paraissait désirer pour ce rôle un Français, et particulièrement, semble-t-il, le général en chef de nos forces indo-chinoises; ses campagnes aux colonies, sa valeur, sa prudence reconnues, le pays même où il se trouvait alors, recommandaient aux Allemands le général Borgnis-Desbordes. Il mourut presque aussitôt d'ailleurs, et au lieu de lui les puissances acceptèrent le feld-maréchal de Waldersee, cousin de l'empereur allemand, qui arriva à Tien-Tsin le 27 septembre. Chaque puissance envoya plusieurs officiers pour l'état-major général du corps expéditionnaire; la France envoya le lieutenant-colonel Marchand : mission diplomatique autant que militaire. Le général Voyron commande nos troupes, qui, en novembre, comptaient 15 000 hommes.

Un coup de théâtre se produisit bientôt : le 1^{er} septembre, le Gouvernement russe déclara qu'il n'avait jamais déclaré la guerre à la Chine, mais qu'il voulait seulement protéger sa légation et ses sujets, et aider le Gouvernement chinois à réprimer les troubles. Il repoussait toute idée de partage de l'empire, et même d'annexion de la Mandchourie à la Russie, et désirait le rétablissement d'un gouvernement régulier à Pékin. Pour y arriver, le meilleur moyen lui semblait être d'évacuer la capitale; la Cour pourrait ainsi revenir. Le ministre, la légation et les troupes de Russie iraient à Tien-Tsin. Les États-Unis et la France adhérèrent à la proposition, bien qu'on la jugeât généralement imprudente. Mais la Russie a moins d'intérêt à prendre une part de la Chine, avec les autres puissances, qu'à y renoncer, avec elles aussi, à l'heure présente, pour y exercer seule ensuite lentement, mais régulièrement, une influence pénétrante et sans rudesse, comme en Perse. En réalité, devant la désapprobation générale, les Russes n'ont pas évacué Pékin et ont même augmenté leurs forces.

L'empereur allemand, à son tour, jeta l'émoi parmi les puissances. Le 18 septembre parut dans la *Gazette de l'Allemagne du Nord* une dépêche circulaire adressée à tous les ambassadeurs d'Allemagne accrédités auprès des puissances qui agissent en Chine : comme condition préliminaire de l'ouverture des négociations, la Chine devrait livrer « les personnes reconnues comme véritables et premières instiga-

trices des crimes commis à Pékin contre le droit des gens ». Les représentants des puissances à Pékin fourniraient leurs témoignages pour dresser la liste. Cette dépêche troubla tout le monde. L'Allemagne voulait, disait-elle, n'agir qu'avec les autres puissances. Mais comment s'entendre sur le choix des coupables? L'Angleterre voit parmi eux l'impératrice, parce qu'elle est hostile aux Européens et qu'elle a fait échouer les tentatives anglophiles de Kang-Yeou-Oueï¹. Mais la Russie l'épargnera sans doute pour ce même motif, et parce qu'elle seule paraît capable de rétablir un pouvoir régulier en Chine. Les États-Unis déclarèrent que le châtement des coupables par la Chine elle-même lui semblait préférable, et annoncèrent l'intention de traiter directement si les alliés ne parvenaient pas à ouvrir des négociations générales. Rien ne peut plus contenter les Chinois, désireux d'obtenir d'une puissance isolée quelque concession qui paralyse les autres. L'Allemagne le comprit et ne fit plus de la livraison des coupables une condition absolue de toute négociation; elle accepta, dans une lettre à l'empereur de Chine, qu'il les châtiât lui-même. Kouang-Sou fit annoncer des destitutions et déchéances variées et nombreuses, mais cet édit du 25 septembre est-il sincère? Aux États-Unis, on mit plus de bonne volonté à seconder le concert européen, et enfin, le 5 octobre, M. Delcassé envoya une note à toutes les puissances, claire, et qui permit une entente. La République Française propose comme base des négociations : 1^o punition des principaux coupables, qui seraient désignés par les représentants des puissances à Pékin; 2^o maintien de l'interdiction de l'importation des armes; 3^o indemnités équitables pour les États, les sociétés et les particuliers; 4^o concentration à Pékin d'une garde permanente pour les légations; 5^o démolition des fortifications de Takou; 6^o occupation militaire de deux ou trois points de la route de Tien-Tsin à Pékin, qui serait ainsi toujours ouverte aux légations voulant se rendre à la mer, ou aux forces qui, de la mer, auraient pour objectif la capitale.

Les puissances n'adhérèrent pas également à cette note; l'Italie le fit aussitôt et sans discussion; l'Angleterre accepta, avec quelques réserves sur l'occupation de la route de Tien-Tsin à Pékin. Le gouvernement le moins favorable fut celui

1. Dont les partisans viennent à Canton de causer une effroyable explosion (28 octobre).

des États-Unis : il propose que les puissances complètent la liste des coupables dressée par la Chine; que la cour internationale de La Haye fixe les indemnités dues par la Chine; que l'interdiction d'importation des armes ne soit que temporaire; sur les autres questions « militaires », il formule des réserves, ne pouvant d'ailleurs prendre de décisions sans le pouvoir législatif. Néanmoins il était intéressant d'avoir esquissé un programme commun; les Chinois le sentirent bien, et aussitôt Li-Hong-Tchang et Ching, arrivés à Pékin pour traiter, demandèrent, comme conditions préalables, qu'on cessât toute hostilité, et que chaque puissance formulât séparément ses demandes. M. Pichon répondit que, s'étant mise hors du droit des gens, la Chine ne pouvait plus demander qu'on cessât les hostilités avant de négocier, et qu'on ne pourrait les suspendre qu'après l'exécution de Touan, Tchouang, Kang-Yi et Toung-Fouh-Siang. Li-Hong-Tchang essaya alors de persuader à M. Delcassé d'envoyer un autre plénipotentiaire, M. Pichon étant trop souffrant pour prendre une part active aux négociations!

Le corps diplomatique est au complet depuis la fin d'octobre. L'entente semble se faire sur la « base des négociations ».

Pour impressionner les Chinois, on a occupé les tombeaux impériaux à Si-ling. Les *ancêtres* nous servent de gage!

**** Accord anglo-allemand.** — Mais un coup de théâtre nouveau s'est produit! Le 16 octobre, l'ambassadeur d'Allemagne à Londres et le marquis de Salisbury avaient conclu l'accord suivant :

Le gouvernement impérial allemand et le gouvernement de Sa Majesté britannique, étant désireux de maintenir leurs intérêts et leurs droits en Chine aux termes des traités existants, ont convenu d'observer les principes suivants, concernant leur politique mutuelle en Chine :

1^o C'est une question d'intérêt mutuel et d'intérêt international permanent, que les ports situés sur les cours d'eau et sur le littoral chinois restent libres et ouverts au commerce et à toutes les autres formes légitimes d'activité économique, aux nationaux de toutes les autres puissances sans distinction.

Les deux gouvernements s'engagent, pour leur part, à maintenir ce principe sur tout le territoire chinois, autant qu'ils pourront exercer leur influence à ce sujet.

2^o Le gouvernement impérial allemand et le gouvernement de

Sa Majesté britannique ne profiteront pas, en ce qui les concerne, des complications actuelles pour obtenir pour eux-mêmes aucun avantage territorial en Chine, et ils feront tendre leur politique vers le maintien intégral de la situation territoriale de l'empire chinois.

3^o Dans le cas où une autre puissance profiterait des complications en Chine pour obtenir, sous quelque forme que ce soit, des avantages territoriaux de ce genre, les deux parties contractantes se réservent de conclure un accord préliminaire au sujet des mesures éventuelles à prendre pour la protection de leurs propres intérêts en Chine.

4^o Les deux gouvernements communiqueront cet arrangement aux autres puissances intéressées, spécialement à l'Autriche-Hongrie, à la France, à la Russie, à l'Italie, au Japon et aux États-Unis d'Amérique, et les inciteront à adhérer aux principes contenus dans cet accord.

Le texte fut publié le 20. L'Agence *Havas* avait d'abord omis le nom de la Russie dans la liste des puissances auxquelles serait communiquée la convention. « C'est une insulte à la Russie ! » s'écria-t-on d'abord ; après rectification, le calme revint, mais l'on resta partagé sur le sens de cet acte. Des optimistes chez nous s'en réjouirent ; l'Allemagne, disaient-ils, a forcé l'Angleterre à renoncer à ses prétentions sur la vallée du Yang-tsé, et la Russie, qui a traité sans nous avec l'Angleterre, le 28 avril 1899, au sujet de la Chine, se rapprochera de nous.

Les défiants y virent un avertissement à la Russie, un « hands off », à propos de la Mandchourie, et rappelèrent les accords précédents de l'empereur allemand et de la reine d'Angleterre ; quelques-uns, plus instruits du passé, songèrent aux rapprochements antérieurs, au traité secret du 11 janvier 1757 notamment, auquel Bismarck, en 1889, au Reichstag, attribuait encore toute sa valeur originelle¹. Par

1. On ne doit jamais perdre de vue la question de la « succession d'Autriche. » Le conflit est si grave entre les nationalités diverses de cet empire qu'à la mort de François-Joseph, des troubles, des sécessions sont possibles. On sait que la Prusse, depuis Bismarck, intriguée en Autriche, y soutient un parti pangermaniste, sans que ce malheureux État, lié par la Triple, puisse se défendre. Comme Bismarck, Guillaume II rêve d'annexer la partie allemande de l'Autriche, de régner de la Baltique à l'Adriatique, sur 75 millions d'hommes. Mais cela ne se pourrait qu'avec la connivence de plusieurs grands États. D'où l'idée d'un rapprochement avec l'Angleterre : carte blanche à l'Angleterre dans l'Afrique du Sud, accord en Chine, mais en retour liberté pour l'Allemagne d'agir en Autriche. Le jeu de l'Angleterre est très impru-

contre, on vit chez nous quelques publicistes, infidèles aux conseils de Gambetta, faire du cléricanisme un article d'exportation, et accuser les missionnaires de tout le mal. Pour éviter « des affaires », ces politiques prudents abandonneraient à la mort quelques centaines de concitoyens, et un million de protégés français, qui ont toujours admirablement renseigné la France et, seuls, au prix de leur sang, ont affirmé notre influence au milieu de 400 millions d'hommes, — un quart de l'humanité, — que nos commerçants ne daignent guère visiter. Cet héroïque désintéressement du bien et de l'honneur de la patrie n'a pas été imité à l'étranger !

**** Entente des Puissances sur la base des négociations. —**
A la mi-novembre, les puissances semblent s'être enfin mises d'accord sur un programme à imposer à la Chine :

Au commencement de la note remise au gouvernement chinois on déclare que cette communication a le caractère d'une décision irrévocable. Parmi les réclamations adressées aux Chinois, on met en première place celle qui concerne l'envoi à Berlin d'une mission qui aura à sa tête un prince de la famille impériale de Chine et qui sera chargée d'exprimer les regrets de l'empereur de Chine et du gouvernement chinois au sujet de l'assassinat du baron de Ketteler.

De plus, les Chinois devront ériger sur le lieu du crime un monument convenable portant une inscription en latin, en allemand et en chinois, qui exprimera aussi les regrets de l'empereur de la Chine au sujet du forfait qui a été commis.

Le gouvernement chinois devra ensuite punir de mort les meneurs

dent, car une Allemagne peuplée de 75 millions d'hommes, ayant pied sur trois mers, sans présenter pourtant beaucoup de côtes vulnérables aux flottes ennemies, appuyée de plus sur l'Italie, aurait vite fait de renverser sa politique, d'entrer en conflit avec l'Angleterre, de l'écraser, surtout après avoir complété sa flotte, et de lui arracher les terres qu'elle lui aurait quelque temps reconquises, comme l'Afrique du Sud, où l'Allemagne victorieuse paraîtrait en sauveur. L'Italie alors pourrait tirer un premier avantage de la suzeraineté allemande en recueillant les débris de l'Angleterre dans la Méditerranée. Cette dernière puissance joue donc peut-être tout son avenir pour quelques avantages présents. L'attitude parfois hostile de Guillaume II à l'égard de l'Angleterre ne doit pas surprendre : pour la forcer à servir son jeu il faut l'intimider de fois à autre et la menacer d'un rapprochement avec les Français ; on peut dépouiller l'Angleterre en s'unissant contre elle aux Français et aux Russes, tout autant qu'en s'alliant temporairement à elle pour grandir démesurément et l'écraser ensuite. Guillaume II est assez souple pour suivre simultanément les deux politiques, en donnant des gages aux deux camps à tour de rôle, et se réserver à la fin pour le parti le plus profitable.

du mouvement contre les étrangers, tant ceux qui sont déjà nommés dans l'édit du 25 septembre que ceux qui ont été ou pourront encore être désignés par les représentants des puissances.

Il devra, en outre, faire afficher pendant deux ans, dans toutes les sous-préfectures, un édit impérial menaçant de mort tout individu qui fera partie de la secte des Boxeurs, faisant connaître les peines prononcées contre les coupables, rendant les vico-rois et les fonctionnaires des provinces responsables de l'ordre dans leurs circonscriptions, et portant que les fonctionnaires qui toléreront de nouvelles violations de traités et de nouvelles molestations envers les étrangers seront immédiatement destitués et ne pourront jamais obtenir d'autres emplois. De plus, le gouvernement chinois devra faire ériger un monument expiatoire dans chacun des lieux de sépulture, étrangers ou internationaux, dont les tombeaux ont été profanés pendant les troubles.

Le Tsong-li-Yamen sera réorganisé d'après des prescriptions qui seront fixées par les puissances.

La Chine payera aux puissances, pour les différents États et pour les particuliers, une indemnité proportionnée au dommage éprouvé.

Les sommes qui devront être versées comprendront aussi, comme on le fait remarquer expressément, des indemnités pour les Chinois qui ont éprouvé un dommage au service des étrangers.

L'interdiction de l'importation des armes en Chine sera maintenue jusqu'à nouvel ordre.

Chaque puissance aura le droit d'avoir une garde permanente à sa légation. Le quartier des légations, où les Chinois ne seront pas autorisés à habiter, sera mis en état de défense. Les fortifications de Takou et toutes les autres fortifications pouvant empêcher la liberté des communications entre Pêkin et la mer seront rasées.

Les puissances détermineront les différents points situés entre la capitale et la côte qui devront être occupés militairement, afin que la liberté des communications entre le siège des légations et la mer soit toujours assurée.

Le 17 novembre, Li-Hong-Tchang a communiqué à M. Pichon¹ des édits impériaux d'après lesquels les principaux coupables seraient dégradés, emprisonnés, condamnés à mort. Mais quelle foi ajouter à ces édits successifs, jusqu'ici toujours démentis par les faits² ?

1. M. Pichon, après règlement des affaires, viendra en Tunisie, où il vient d'être nommé Résident.

2. V. PIERRE LEROY-BEAULIEU, *La Rénovation de l'Asie, Sibérie, Chine, Japon*, 1900; — E. BARD, *Les Chinois chez eux* (1900). A lire aussi avec grand profit, pour comprendre l'histoire de Chine et son passé militaire : LÉON CAHON, *Introduction à l'histoire de l'Asie*.

IV. — L'INDO-CHINE FRANÇAISE.

Conquête de Saïgon et de la Basse-Cochinchine (1858-1867). — Le capitaine de Lagrée et le lieutenant Garnier (1866-1873). — Traité de 1874. Le Tonkin sous le protectorat français. — Expédition du commandant Rivière au Tonkin (1882). — Traité avec la Chine (1882). Il est désavoué (1883). — Mort du commandant Rivière (1883). — Traité de Hué avec l'Annam (25 août 1882). — Conquête du Tonkin par l'amiral Courbet et le général Millot. — Traité de Tien-Tsin avec la Chine (11 mai 1884). — Protectorat du Cambodge. — Échec de Bac-Lé (23 juin 1884). — Guerre avec la Chine. — Bombardement de Fou-Tchéou (23 août 1884). — Expédition de l'île Formose. — Les Chinois au Tonkin. Combat de Kep (8 octobre 1884). — Les Français prennent l'offensive. — Victoire de Dong-Son et prise de Lang-Son (4-13 février 1885). — Défense héroïque de Tuyen-Quan (24 novembre 1884-3 mars 1885). — La retraite de Lang-Son (28 mars 1885). — La lutte devant Kelung. — Occupation des îles Pescadore (29-31 mars 1885). — Signature de la paix (4 avril-9 juin 1885). — Mort de l'amiral Courbet (11 juin 1885). — Les soulèvements dans le Cambodge, la Cochinchine et l'Annam. — Le général de Courcy. La surprise de Hué (2-5 juillet 1885). — Paul Bert au Tonkin. Sa mort (novembre 1886). — L'administration de M. Constans (1887-88); de M. Richaud (1888-89), de M. Picquet (1889-91), de M. de Laussan (1891-94), de M. Rousseau (1894-96). — L'occupation du Laos et le conflit avec le Siam (1893). — M. Doumer, gouverneur général.

Conquête de Saïgon et de la Basse-Cochinchine (1858-1867). — En Chine et au Japon, la France a obtenu l'ouverture des ports, le droit de libre circulation et de commerce; dans l'Indo-Chine, elle a acquis une importante colonie.

L'empire d'Annam¹, qui forme la partie orientale de l'Indo-Chine, est borné à l'est et au sud par la mer de Chine au nord par l'empire Chinois, à l'ouest par les royaumes de Siam² et de Cambodge. Il comprend la *Cochinchine* et le *Tonkin*, et il est arrosé par deux grands fleuves : au nord, le Song-Koï, qui passe à *Hanoi*, capitale du Tonkin; à l'ouest et au sud, le Mekong ou Cambodge, dont il possédait autrefois les embouchures. C'est sous Louis XVI, en 1787, que l'empire d'Annam entra pour la première fois en relations avec la France. A cette époque, Gialong, descendant des anciens souverains du pays, luttait depuis 1781 pour reconquérir sa couronne usurpée en 1774 par les trois frères Tay-Son. Malheu-

1. L'Empire d'Annam renferme de 16 à 20 millions d'habitants.

2. Le Royaume de Siam renferme environ 10 millions d'habitants. Il est arrosé par le Fleuve Meinam et a pour capitale Bangkok, avec environ 400 000 habitants.

reux dans ses premières tentatives, et abandonné par le roi de Siam, qui avait d'abord été son allié, Gialong, sur le conseil de l'évêque d'Adran, envoya une ambassade demander la protection de la France, à laquelle il promit de céder la baie de Tourane, sur la côte orientale de la Cochinchine. La Révolution Française et les guerres maritimes qu'elle amena interrompirent les relations entre la France et l'Annam. Toutefois, grâce aux officiers français Olivier, Chaigneau, Vanmier, Dayot, le roi Gialong reconquit de 1792 à 1802 ses anciens États, y compris le Tonkin. Lorsque la Restauration, en 1817, voulut renouer les relations de la France avec l'Annam, et obtenir la baie de Tourane, Gialong répondit par un refus; il mourut bientôt après. Son successeur Ming-Mang rompit avec les Européens, qui, pour la plupart, quittèrent le pays en 1823, et accepta l'investiture de la Chine, pour s'appuyer sur elle contre les puissances de l'Occident.

Trente-cinq ans plus tard, le souverain annamite Tu-Duc ou Hoang-Nam, en persécutant les chrétiens, s'attira une guerre avec les Européens (1838). La lutte, commencée par les Espagnols et les Français réunis, fut terminée par les Français seuls. Au bout de quatre années, pendant lesquelles les amiraux Rigault de Genouilly, Charner, Bonnard, obtinrent de grands succès, Tu-Duc, menacé dans Hué, sa capitale, signa la paix le 5 juin 1862: il céda à la France les trois provinces de Saïgon, Bienhoa et Mytho, payait les frais de la guerre, permettait l'exercice du christianisme dans ses États et ouvrait trois ports du Tonkin. Les provinces cédées à la France étaient vastes, fertiles et arrosées de nombreux cours d'eau; les vaisseaux peuvent remonter jusqu'à Saïgon; mais le climat, à la fois chaud et humide, est souvent malsain. La colonisation commença bientôt. Les produits principaux du pays sont: le riz, le coton, la soie, le sel et le poisson salé.

A l'ouest de la colonie, le vice-amiral Bonnard explora en septembre 1862 le delta du Cambodge, le lac Tonlé-Sap et les immenses ruines du temple d'Angkor¹. Cinq ans après, du

1. Quelques années après, en 1873, le lieutenant de vaisseau Delaporte, placé à la tête de la mission du Cambodge, fit dans cette région encore si peu connue d'importantes découvertes. On a pu voir en 1878, à l'Exposition Universelle de Paris, le modèle au dixième des portes de la citadelle d'Angkor-Tom, restitution par M. Delaporte, d'après son relevé des ruines encore existantes et les cotes de M. Ratté, ingénieur civil attaché à la mission.

18 au 24 juin 1867, la France acquit à l'embouchure du Cambodge les trois provinces de Vinh-long, Chaudoc, Ha-tien.

La population de la Cochinchine française est de 2 226 935 habitants. Saïgon, situé sur la rivière du même nom, compte 65 000 habitants, et avec Cholon, la ville chinoise, qui en est une dépendance, 115 000. Le 20 novembre 1881, la Cochinchine française fut appelée pour la première fois à nommer un député. Un premier chemin de fer a été construit de Saïgon à Mytho. Le 16 juillet 1883, les communications télégraphiques ont été établies entre Saïgon et Bangkok; elles furent l'occasion d'un échange de démonstrations amicales entre la France et le Gouvernement de Siam.

Dès 1863, Norodom, roi du Cambodge, s'est placé sous le protectorat français. Sur une superficie d'environ 100 000 kilomètres carrés, son royaume n'a guère que 1 500 000 habitants. Sa capitale actuelle est Pnom-Penh (30 000 hab.), qui a remplacé Oudong.

Le capitaine de Lagrée et le lieutenant Garnier (1866-1873). — Le capitaine de frégate Doudard de Lagrée partit le 5 juin 1866 de Saïgon pour remonter le Cambodge. Il visita les ruines d'Angkor, explora le lac Tonlé-Sap, le Laos, vaste pays alors tributaire du Siam, dont la capitale était Louang-Prabang, atteignit la province chinoise de Yunnan et mourut le 12 mars 1868 à Tong-Chouen-Fou. Ses compagnons de voyage, sous la conduite du lieutenant de vaisseau Francis Garnier, descendirent le Yang-tsé-Kiang et atteignirent Chang-Haï, après avoir fait des découvertes immenses pour la géographie, l'ethnographie et le commerce.

Francis Garnier ne se laissa pas décourager par la mort de Doudard de Lagrée. Frappé par l'importance du commerce de la Chine méridionale, il avait résolu de lui ouvrir une nouvelle voie par la Cochinchine française, de faire de Saïgon la rivale de Chang-Haï. La province la plus septentrionale de l'empire d'Annam, le Tonkin, est arrosée par le fleuve Song-Koï, qui prend naissance dans la province chinoise de Yunnan, traversée, elle-même par le Yang-tsé-Kiang, principale artère fluviale de la Chine. Garnier résolut de remonter successivement le Yang-tsé-Kiang et le Song-Koï.

En 1873 il remonta le Yang-tsé-Kiang au delà de Outchang

1. Un monument a été élevé, en 1896, à la mémoire de Doudard de Lagrée par Grenoble, sa ville natale.

et de Han-Keou, derniers points de la navigation européenne dans l'intérieur de la Chine. Il explora le lac Toungting et remonta la rivière Yen-Kiang à travers un pays étrange, rempli de cours d'eau qui fréquemment disparaissent sous la terre, semé de grottes, hérissé de montagnes pittoresques couvertes de pins, de palmiers, de glycines, de lianes, et qui produisent du thé, du riz, du maïs, de l'indigo, des fruits de toute sorte.

Pendant ce temps, un négociant français, M. Dupuis, explorait le Tonkin et acquérait la certitude qu'il était possible d'ouvrir la voie commerciale désirée; mais il rencontra de grands obstacles de la part des habitants soulevés. Envoyés par l'amiral Dupré, gouverneur de la Cochinchine, le lieutenant Garnier et l'enseigne de vaisseau Balny d'Avricourt, avec l'assentiment apparent du Gouvernement annamite, au mois de novembre 1873, arrivent au Tonkin. La mauvaise volonté du vice-roi N'guyen-tri-Fuong empêchant l'accomplissement de leur mission, Garnier, emporté par son ardeur, fit appel aux armes. Aidé de M. Dupuis, à la tête de cent soixante-huit Français et Chinois, avec un courage héroïque, il attaque et prend d'assaut la forteresse de *Hanoï* (20 novembre). Quelques jours plus tard, *Hai-Dzuong*, l'une des places les plus fortes de l'Extrême Orient, est conquise, après *Phu-ly* et *Huong-yen*, par Balny d'Avricourt. La conquête du Tonkin était accomplie en un mois par une poignée de Français. Malheureusement, le 21 décembre, Garnier et Balny d'Avricourt, attirés dans une embuscade sous les murs de Hanoï, tombaient percés de coups : Garnier avait 35 ans, Balny d'Avricourt 24 ans. Garnier s'était distingué à la défense de Paris; la Société Asiatique de Londres avait tenu à le compter parmi ses membres, dont le nombre est limité à cent. Le Congrès international d'Anvers, en 1871, et la Société de Géographie de Paris lui avaient décerné des médailles d'honneur.

Traité de 1874. Le Tonkin sous le protectorat français.

— Depuis cette époque, aux termes du traité de Saïgon du 15 mars 1874, la France reconnaissait « l'entière indépendance du roi d'Annam vis-à-vis de toute puissance étrangère » (par conséquent de la Chine); elle lui promettait « son appui contre toute attaque », lui donnait des armes et plusieurs navires.

De son côté, le roi d'Annam s'engageait à « conformer sa politique extérieure à celle de la France », accordait la

liberté religieuse dans ses États, et ouvrait au commerce étranger trois ports, *Haiphong* et *Hanoï* au Tonkin, à partir de 1875, et *Quinhon* au sud de Hué; les Français pouvaient mettre garnison à Haiphong.

Le Tonkin, qui se trouvait ainsi placé sous la dépendance de la France, est la partie la plus peuplée et la plus considérable de l'Annam. Le nom de *Tonkin* signifie *Capitale de l'Orient*, comme celui d'*Annam*, *Sud Pacifique*. Le *Song-Koi* ou *Fleuve Rouge*, qui traverse cette région, à sa sortie de la province chinoise de Yunnan, à *Laokay*, à 150 lieues de la mer, a déjà 100 mètres de large. Il passe, en entrant au Tonkin, dans un pays de forêts et de montagnes. Ses eaux sont rapides, mais souvent peu profondes. Il reçoit à droite le *Song-bö* ou *Hého* ou *Du-Giang* ou *Rivière Noire*, qui a 800 mètres de large à son embouchure, et, à gauche, après avoir formé un coude brusque, le *Tsin-Ho* ou *Rivière Claire*. A la hauteur de son confluent avec la Rivière Claire, le lit du fleuve a près de 2 000 mètres de large; mais il est obstrué par un banc de sable, qui une partie de l'année le divise en deux bras séparés par une grande île. A 37 lieues de la mer, le Fleuve Rouge forme un vaste delta, dont les bras principaux sont le *Song-Koi* proprement dit au nord-est, et le *Song-Hai* ou *Day* au sud-ouest. A l'orient du Song-Koi coule un autre fleuve indépendant, le *Song-Cau*, qui lui est d'abord à peu près parallèle, et qui vient ensuite s'y mêler à la partie est du Delta sous les noms de *Thai-Binh* pour le bras droit, et pour le bras gauche, de *Song-tam-bac* (ou de *Cam* pour la partie la plus voisine de la mer). Deux canaux, le *Canal des Rapides* ou de *Bac-Ninh* au nord, celui de *Thai-Binh* au midi, unissent le Song-Koi et le Song-Cau. Le pays produit surtout du riz, du coton, du thé, du tabac, la canne à sucre, la patate, le mûrier, le ricin, l'indigo, la gomme, le bétel, le bambou, du bois, des fruits; il renferme du fer, de la houille, du plomb, de l'argent et de l'or; il exporte du coton, des soieries, des meubles sculptés, des laques, des incrustations sur nacre.

La capitale *Hanoï* (*Au milieu des rivières*) ou *Kecho* (*Le Marché*), sur la rive droite du Song-Koi, renferme environ 120 000 habitants; elle est entourée de lacs, d'étangs, et de terrains inondés, où l'on cultive le riz. Elle possède une citadelle qui a 6 kilomètres de développement, construite au dix-huitième siècle par Olivier et d'autres officiers français au

service de Gialong. Les autres villes sont : *Song-Taï* et *Hang-Hou* en remontant le Song-Koï au nord de Hanoï; *Hung-Yen* et *Nam-Dinh* en descendant le même fleuve au sud de Hanoï; *Hai-Dzuong* au sud-est, et *Bac-Ninh* au nord-est de Hanoï. A une plus grande distance de la capitale, il y a encore : dans la région maritime, *Hai-Phong*, le port marchand le plus fréquenté, et *Quang-Yen* à l'est du Delta, *Ninh-Binh* au sud, et *Tánh-hoa* au sud-ouest; dans la région des montagnes, au nord, du côté de la Chine, *Tuyen-Quan* sur la *Rivière Claire*; *Thái-Nguyen* et *Cao-Banc* sur le *Song-Cau*; *Lang-Son*, sur un affluent oriental du Song-Cau.

Expédition du commandant Rivière au Tonkin (1882). — Par malheur Tu-Duc n'était pas résigné : il avait subi le traité de 1874 avec l'intention de gagner du temps, et sa résistance était encouragée par la Chine. Le Gouvernement Chinois se déclarait suzerain de l'Annam; la cour de Hué envoyait, en effet, à intervalles réguliers, des présents et un tribut à celle de Pékin; quant au lien de vassalité par lequel elle lui aurait été rattachée, on n'était pas alors convaincu en France qu'il existât réellement : suivant les circonstances et ses intérêts, disait-on, elle les niait ou les affirmait, s'abritant tour à tour derrière la volonté chinoise ou s'en proclamant indépendante. Le pays était d'ailleurs infesté par une multitude de pirates et de contrebandiers nommés *Pavillons Noirs*¹, *Pavillons Jaunes* et *Pavillons Blancs*, qui faisaient entre la Chine et le Tonkin la contrebande de l'opium et des armes. Il y avait parmi eux des Annamites, des Chinois, peut-être même des Européens. Le Gouvernement Annamite était accusé d'être leur complice, ou du moins était impuissant contre eux; le trafic était impossible sur le Fleuve Rouge.

Le commandant Rivière² partit de Saïgon le 26 mars 1882, pour aller au Tonkin réclamer l'exécution du traité de 1874. La situation était des plus délicates : il y avait alors au Ton-

1. Les Pavillons-Noirs furent à l'origine d'anciens *Taï-Ping*, qui, en 1864, après la victoire définitive du Gouvernement Chinois contre l'insurrection à laquelle ils avaient pris part, se réfugièrent dans la région montagneuse et d'accès difficile située au sud de la Chine et au nord du Tonkin, autour de la ville de *Tien-tu-Chang*, leur capitale.

2. Henri-Laurent Rivière était né à Paris le 12 juillet 1827. Admis à l'École Navale en 1849, enseigne en 1854, lieutenant de vaisseau en 1856, capitaine de frégate en 1870, et capitaine de vaisseau en 1871, à la suite de la part active qu'il prit cette année-là à la répression de l'insurrection canaque, le commandant Rivière était aussi un littérateur brillant.

kin des troupes régulières chinoises que le Gouvernement du Céleste Empire, en sa qualité de suzerain, y avait fait entrer pour réprimer la piraterie. Rivière remonta le Song-Koï, et débarqua devant Hanoï le 4 avril. Impatient, et cédant lui aussi à un excès d'ardeur, sans mesurer le péril auquel il allait s'exposer ni les complications dans lesquelles il allait jeter la France, il prit cette ville d'assaut le 25. Menacé par les Chinois, les Annamites et les Pavillons-Noirs, dès lors réunis contre l'adversaire commun, il se maintint avec une poignée d'hommes au centre du pays. Ayant reçu quelques renforts au mois de février 1883, il prit d'assaut *Nam-Dinh* et *Bing-ay*. Le représentant de la France à la cour de Tu-Duc, le commandant Rheinard, n'étant plus en sûreté à Hué, dut quitter cette ville.

Traité avec la Chine (1882). Il est désavoué (1883). — En France pourtant, on hésitait à envoyer des forces plus considérables au Tonkin. Était-il prudent, disaient les adversaires de l'expédition, de se lancer dans une entreprise coûteuse, difficile, lointaine, qui nous mettrait en guerre avec les Annamites, peut-être avec la Chine, serait mal vue des Anglais, et userait nos forces indéfiniment pour des avantages problématiques? D'ailleurs, le ministre de France en Chine, M. Bourée, avait entamé avec le Gouvernement du Céleste Empire des négociations dont il convenait, ajoutaient-ils, d'attendre la fin. Il signa le 28 novembre 1882 avec le vice-roi du Péitchili un traité qui plaçait sous la surveillance de la Chine la partie du Tonkin située sur la rive gauche du Song-Koï, et sous la surveillance de la France la partie située sur la rive droite; de plus, la suzeraineté chinoise sur le Tonkin était implicitement reconnue; la France renonçait à toute annexion ultérieure; l'état de choses actuel devait être maintenu sous la double garantie de la France et de la Chine. C'était, dirent les partisans d'une action plus décidée, une sorte de protectorat à deux, gros d'embarras, de périls et d'équivoques pour l'avenir; c'était, disaient M. Bourée et les partisans d'une politique prudente, le seul traité possible; le seul capable, dans tous les cas, de prévenir une catastrophe immédiate au Tonkin, où Rivière, avec une poignée d'hommes, qu'il était impossible de secourir à temps, courait les plus extrêmes périls. Le traité fut désavoué, M. Bourée rappelé et remplacé par M. Tricou (1883), qui ne put obtenir des conditions plus favorables.

Mort du commandant Rivière (1883). — Sur ces entreprises arriva en Europe une désastreuse nouvelle. Bloqué dans Hanoï, avec une garnison insuffisante, par les Pavillons-Noirs et leur chef Luh-Vinh-Phuoc, le commandant Rivière voulut faire une sortie à la tête d'une petite troupe le 19 mai 1883. Assaillis à bout portant sur une route étroite bordée de bambous, fusillés par un ennemi à couvert, les Français durent battre en retraite. Rivière fut tué, et le commandant Berthe de Villers mortellement blessé, avec plusieurs officiers et beaucoup de marins et de soldats, en ramenant des canons, non loin de l'endroit où avaient péri Garnier et Balny d'Avricourt.

Traité de Hué avec l'Annam (23 août 1883). — Des renforts furent aussitôt expédiés de Saïgon et de France au Tonkin. Le contre-amiral Courbet fut nommé au commandement de la division navale des côtes du Tonkin, le général Bouet au commandement des troupes, et l'on résolut de prendre vigoureusement l'offensive au Tonkin même, et au cœur de l'empire d'Annam, en attaquant le souverain jusque dans sa capitale, Hué. Le roi Tu-Duc venait d'y mourir (20 juillet 1883). Né en 1830 et second fils du roi Tien-Tri, il avait succédé à son père en 1847. Avant de mourir, il avait choisi pour successeur son neveu N'guyen-Ung-Aï, qui fut en effet proclamé sous le nom de *Du-Duc*. Mais son règne ne dura que deux jours; sur la proposition de son aïeule, qui était aveugle depuis longtemps, le *Trieu-Dinh* ou *Conseil des Censeurs* déposa Du-Duc et le remplaça par son frère adoptif Tan-Lan, qui fut proclamé sous le nom de *Diep-Hoa* (*Corde et Paix*). Il était âgé de 37 ans.

Un mois après l'avènement de Diep-Hoa, l'escadre du contre-amiral Courbet arrivait à l'embouchure de la Rivière de Hué, dans la *baie de Chou-Mai*. Pour pénétrer jusqu'à la capitale annamite, il fallait franchir la barre de *Thouan-ane*, qui n'a que 3 mètres de profondeur; ensuite on se trouvait dans le fleuve même, large de 350 mètres, mais dont l'entrée était défendue par des forts et deux barrages, puis, à 8 kilomètres, par la ville de *Thouan-Phoc*, l'île de *Daido*; on rencontrait enfin la ville de *Hué*, construite au siècle dernier par le colonel français Olivier, à 20 kilomètres de la mer. Du 18 au 20 août les forts situés à l'embouchure furent bombardés; le 20, le débarquement s'opéra; les forts des deux rives furent occupés. Alors les Annamites terrifiés cédèrent. M. Harmand,

commissaire général civil de la République au Tonkin, remonta le fleuve jusqu'à Hué avec une escorte, et y signa la paix aux conditions suivantes : reconnaissance du protectorat français sur l'Annam et le Tonkin; annexion à la Cochinchine française de la province la plus méridionale de l'Annam, celle de Din-Thuan; remise aux Français de toutes les douanes et du contrôle sur les finances annamites; occupation permanente des forts de Thouan-ane et des lignes de Voung-khiong qui commandent les communications entre le Tonkin et l'Annam (23 août 1883).

En concluant ce traité, le Gouvernement de Hué était-il sincère? La Chine ratifierait-elle la convention signée par son vassal? Les fonctionnaires annamites au Tonkin, invités à se soumettre aux Français et à séparer leur cause de celle des Pavillons-Noirs, obéiraient-ils aux ordres envoyés de Hué par un Gouvernement qu'ils regardaient comme n'étant plus libre? La réponse à ces questions dépendait des opérations militaires au Tonkin. On y avait été moins heureux qu'à Hué même. Sans doute la garnison de *Nam-Dinh*, commandée par le lieutenant-colonel Badens, avait repoussé les Annamites dans une sortie vigoureuse (19 juillet); mais quand, les premiers renforts reçus, le général Bouet voulut prendre l'offensive, malgré l'appui de la flottille, on se heurta à des obstacles imprévus. Une tentative de marche en avant de Hanoï vers Song-Taï échoua devant la résistance des Pavillons-Noirs retranchés à l'abri de haies de bambous et de fortifications qui barraient la route, et le débordement du Fleuve Rouge contraignit les Français à la retraite (15-16 août). Le colonel Brionval s'empara le 22 août de *Hai-Dzuong*, à l'est de Hanoï, et y prit 150 canons. Mais une nouvelle tentative du général Bouet sur Song-Taï les 1^{er} et 2 septembre, malgré l'élan des troupes qui passèrent dans l'eau jusqu'à la poitrine et enlevèrent la position de *Pallan* à la baïonnette, demeura encore sans résultat. Le général Bouet retourna en France et fut remplacé par le colonel Bichot; on resta quelque temps sur la défensive.

Cette prolongation de la lutte encourageait le Gouvernement de Pékin à tenir bon. Les négociations entamées en Chine par M. Tricou n'avançaient pas; à Paris, le langage du marquis de Tseng devenait plus hautain. Il était évident que les Pavillons-Noirs étaient armés et soldés par la Chine et soutenus par les troupes régulières chinoises. A Hué même,

une révolution éclatait ; le 2 décembre Diep-Hoa, qui avait signé le traité du 27 août avec la France, fut renversé, empoisonné peut-être par les mandarins du parti chinois et remplacé par son neveu Meïnen, âgé de quinze ans, sous le nom de Kien-Phuoc. Toutefois le nouveau Gouvernement n'osa point rompre ouvertement le traité.

Conquête du Tonkin par l'amiral Courbet et le général Millot. — Cependant les opérations avaient recommencé au Tonkin. Le colonel Badens, avec une poignée d'hommes, enleva les citadelles de *Ninh-Binh* et de *Phu-Noï* (18-21 octobre). Puis le contre-amiral Courbet, chargé du commandement supérieur des forces de terre et de mer, marcha résolument sur *Sông-Taï*. Parti de Hanoï le 11 décembre, il arriva le 14 en présence de l'ennemi. Malgré des obstacles de toute sorte, après une lutte de trois jours, dans laquelle tirailleurs algériens, marins, soldats de l'infanterie de marine et de la légion étrangère, montrèrent un entrain merveilleux, les ouvrages avancés, la ville et la citadelle de *Sông-Taï* furent emportés (16 décembre) sur les Pavillons-Noirs et les Chinois.

Le contre-amiral Courbet, nommé vice-amiral et rappelé à la tête de la flotte, fut remplacé dans la direction des opérations à l'intérieur du Tonkin par le général de division Millot, ayant sous ses ordres les généraux de brigade Brière de l'Isle et de Négrier. Le général Millot, arrivant à la tête de renforts considérables, prit sur-le-champ l'offensive. Les Pavillons-Noirs et les Chinois qui les soutenaient disposaient d'un matériel imposant ; ils étaient sur un terrain coupé de bras de rivières et facile à défendre. Pourtant le 12 mars 1884, ils furent chassés de *Bac-Ninh* (à 35 kilomètres au nord-est de Hanoï), bien qu'ils eussent 25 000 hommes et une excellente artillerie ; le 19 mars, le général Brière de l'Isle leur enleva la citadelle de *Thaï-Nguyen* ; le 12 avril, les Français occupèrent *Hong-Hoa* ; le général Millot prit aussi possession de *Tuyen-Quan* sur le Tsin-ho ou Rivière Claire au nord-ouest de Hong-Hoa. L'ennemi fuyait vers la frontière de Chine. La flotte menaçait en même temps l'île de Hainan et le port de Canton.

Traité de Tien-Tsin avec la Chine (11 mai 1884). — Rien n'avait fait prévoir jusque-là que le Gouvernement Chinois dût abandonner tout à coup ses prétentions sur l'Annam.

M. Tricou était revenu en Europe sans conclure ; le marquis de Tseng avait quitté Paris pour Londres et écrit une lettre, rendue publique, où il rappelait en termes injurieux nos désastres de 1870. Sans doute on comptait en Chine sur l'appui de l'Allemagne ou de l'Angleterre contre la France ; mais l'Allemagne aimait mieux voir les Français s'occuper du Fleuve Rouge que du Rhin, et l'Angleterre avait bien assez à faire en Égypte.

Les défaites essayées coup sur coup par les Pavillons-Noirs et les troupes chinoises, qui les avaient soutenus sans que la Chine fût officiellement en guerre avec la France, convinquirent enfin le Gouvernement de Pékin que malgré ses canons Krupp, ses fusils se chargeant par la culasse et ses navires cuirassés achetés aux Allemands, il ne pouvait résister aux armées et aux flottes françaises. Un nouvel ambassadeur, Li-Fong-Pao, vint de Berlin à Paris remplacer le marquis de Tseng, et, le 11 mai 1884, un traité fut signé à Tien-Tsin, entre le capitaine de frégate Fournier au nom de la France, et Li-Hong-Tchang au nom de la Chine. Le Gouvernement Chinois devait rappeler ses troupes du Tonkin, reconnaissait le protectorat français sur le Tonkin et l'Annam, et consentait à la liberté du trafic entre l'Annam et la France d'une part, la Chine de l'autre, ouvrant ainsi au commerce ses trois provinces méridionales de Yunnan à l'ouest, Kouang-Si au centre, Canton à l'est. En exécution de ce traité, le général Millot devait occuper, après le 6 juin, Cao-Bang, Chat-Ké et Lang-Son.

La paix de Tien-Tsin eut pour conséquence un nouveau traité, signé à Hué avec l'Annam, aux conditions suivantes : l'Annam est placé sous le protectorat de la France ; un agent français le représentera dans ses rapports avec les puissances étrangères ; la Cochinchine, l'Annam et le Tonkin formeront une union douanière ; les travaux publics, les postes et télégraphes, les régies financières et les douanes formeront un service unique sous la direction d'un agent français. Les Français rendent à l'Annam la province de Din-Thuan ; ils mettent garnison dans la citadelle de Hué et peuvent occuper tout point du pays.

Protectorat du Cambodge. — Bientôt après, le 17 juin 1884, le gouverneur de la Cochinchine, M. Thomson, opéra une acquisition nouvelle. On a vu plus haut que Norodom, roi du Cambodge, par un traité signé le 11 août 1863 avec

l'amiral de La Grandière, s'était placé sous le protectorat de la France, et le 3 juin 1864, il avait été couronné à Oudong, alors sa capitale, en présence du commandant Desmoulin et d'une petite troupe de marins et de soldats français. Les secours de la France l'aidèrent en 1866 à vaincre l'insurrection de Pon-Combo ; mais, l'année suivante, il perdit les provinces de Baltambang et d'Angkor, annexées par les Siamois. Le 15 janvier 1877 l'ordre de succession au trône fut réglé dans un sens conforme aux vœux du Gouvernement français. Au mois de septembre 1883, la perception des droits sur l'opium et les alcools fut remise à la France ; enfin, à la suite d'un voyage à Pnom-Penh, la nouvelle capitale, le gouverneur de la Cochinchine obtint du roi intimidé la remise à la France de l'administration tout entière. Douanes, finances, justice, travaux publics, armée, tout dut être à l'avenir dirigé par des fonctionnaires français ; l'esclavage était aboli ; Norodom devait recevoir une liste civile de 300 000 piastres. Un résident et un sous-résident français seraient établis à Pnom-Penh.

Échec de Bac-Lé (23 juin 1884). — Cependant le traité de Tien-Tsin n'avait pas terminé le différend avec la Chine. Le 23 juin, le lieutenant-colonel Dugenne, envoyé avec un millier d'hommes, dont 350 Français, pour prendre possession de Lang-Son, se heurta au delà de Bac-Lé, au bord du Song-Tuong, à 10 000 Chinois établis en travers de la route sur des hauteurs escarpées ; le temps était chaud et pluvieux, les chemins détestables. Les mandarins chinois Li, Ouang et Oueï envoyèrent un parlementaire porter une lettre dans laquelle ils demandaient au chef de la colonne de s'arrêter, promettant de se retirer eux-mêmes aussitôt qu'ils en auraient reçu l'ordre officiel de leur Gouvernement. Avec plus d'ardeur que de prudence, le lieutenant-colonel Dugenne, qui n'avait pas avec lui d'interprète capable de traduire la lettre des mandarins, au lieu de télégraphier au général Millot, commandant en chef, et d'attendre ses instructions, continua sa marche en avant ; mais les coolies indigènes désertèrent ; on fut repoussé, presque cerné ; il fallut battre en retraite.

Guerre avec la Chine. — Il y avait eu malentendu, manque de sang-froid, incontestable bravoure, mais enfin sanglant échec. On accusa les Chinois de trahison préméditée. « De pareilles choses se payent ! » s'écriait Jules Ferry à la Chambre des Députés, et il demanda aux Chinois 250 millions. Le Gouvernement du Céleste Empire répondit que le traité du

11 mai n'était qu'une convention provisoire, et le Tsong-li-Yamen déclara que tout était venu de la précipitation des Français ; il offrait, au surplus, une indemnité aux familles des hommes tués à Bac-Lé. Il fut impossible de s'entendre sur le chiffre, et les négociations entamées à Paris par Li-Fong-Pao, ministre de Chine, à Chang-Hai par M. Patenôtre, n'aboutirent pas (juillet 1884). Le *Daily News* du 11 août déclarait qu'« une indemnité de 250 millions pour la non-évacuation de Lang-Son serait une punition d'une sévérité *extravagante*, en supposant même, ce qui n'était pas démontré, que la faute fût exclusivement au Gouvernement de Pékin ». M. de Sémallé, l'ambassadeur de France, avait quitté Pékin, et le représentant de la Chine s'était retiré de Paris à Berlin. Le chiffre de l'indemnité exigée fut ensuite abaissé, sans résultat d'ailleurs, à 50 millions¹ ; trois fois offerte, la médiation des États-Unis fut trois fois déclinée.

Le cabinet dont J. Ferry était le chef avait résolu de « saisir des gages » et d'user d'une « politique de représailles », en se conformant, disait le même journal anglais, « à la moderne doctrine française, qu'il peut y avoir des *actes de guerre* sans un *état de guerre* ». L'escadre de l'amiral Courbet reçut l'ordre d'ouvrir les hostilités.

Bombardement de Fou-Tcheou (23 août 1884). — Cet habile et énergique marin se trouvait déjà dans la Rivière de Min, au *Mouillage de la Pagode*, en vue de *Fou-Tcheou*, le principal arsenal de la marine militaire du Céleste Empire. Fou-Tcheou est à 32 kilomètres de l'embouchure du Min, le Mouillage de la Pagode à 14. Pour y arriver, Courbet avait dû passer devant les deux forts *Kimpai* et *Mingan*, situés au nord sur la rive gauche, à un endroit où le fleuve est étroit, tortueux et d'un passage difficile ; il les avait longés sans difficulté, la lutte n'ayant pas encore commencé. Le 23 août, les Français ouvrirent le feu sur l'arsenal de Fou-Tcheou et l'escadre chinoise. En trois heures les 8 navires français terminèrent leur tâche : 9 vaisseaux chinois et 12 jonques de guerre furent détruits par nos torpilleurs, et l'arsenal incen-

1. Dans une dépêche à M. Patenôtre, le 3 août 1884, Jules Ferry s'exprimait ainsi : « Quant au chiffre, le marchandage ne sert à rien. C'est 50 millions ou la guerre. Votre notification devra contenir ce chiffre avec déclaration qu'il ne sera pas réduit d'un centime. » Le Président du Conseil ajoutait que par là il croyait « avoir atteint les dernières limites de la modération ».

dié; il avait été construit par un Français, M. Prosper Giquel; l'amiral Courbet, ses officiers, parmi lesquels le capitaine Gourdon, et ses marins s'étaient montrés admirables de sang-froid, d'habileté et de valeur. Il fallut ensuite, du 24 au 27 août, éteindre le feu des forts de Kimpai et Mingan pour sortir du Min.

Expédition de l'île Formose. — C'était un vigoureux début : comment allait-on le soutenir? Courbet aurait voulu qu'on allât au nord attaquer *Port-Arthur*, le grand arsenal chinois du golfe de Pétchili, au plus près de Pékin. Le Gouvernement lui ordonna d'attaquer l'île *Formose*, pour saisir les mines de charbon de Keloung¹, espérant amener ainsi le Céleste Empire à céder. Dès le 5 août, le contre-amiral Lespès, lieutenant de Courbet, avait bombardé les forts de *Keloung*, sans pouvoir pénétrer dans l'intérieur de l'île, défendu par des ennemis trop nombreux et fournis d'armes européennes des derniers modèles. Le 1^{er} octobre, l'amiral Courbet arriva de Fou-Tcheou devant *Keloung*. Le 2, les forts, malgré leurs canons Krupp, furent réduits au silence; on débarqua, on les prit, mais on y fut bloqué; on n'avait pas assez de monde pour avancer; il faisait tour à tour chaud et froid, il pleuvait; les hommes étaient fatigués, soumis à de rudes privations, atteints de la fièvre typhoïde, du choléra, la mortalité était grande. Les Chinois, dix contre un, furent enhardis par notre inaction forcée. On essaya d'en sortir, et on fut repoussé à l'attaque de *Tam-Soui* (8 octobre); l'hiver fut rude, et les combats des 2, 14 et 16 novembre n'améliorèrent pas la situation; les Chinois avaient des officiers et instructeurs européens, surtout allemands. L'amiral Courbet, à bord du *Bayard*, proclama le blocus de Formose. L'escadre fut éprouvée et avariée par les tempêtes qu'amenait la mousson du nord-est. En résumé, l'expédition de Formose fut un échec; entreprise malgré l'amiral, elle coûta beaucoup et immobilisa sans résultat appréciable, jusqu'à la fin de la guerre, l'escadre victorieuse de Fou-Tcheou.

1. L'importance des mines de Keloung avait été signalée en 1878 dans ouvrage français : *A travers la Chine*, par M. Léon Rousset, ancien professeur à l'arsenal de Fou-Tcheou. Il indiquait aussi la meurtrière insalubrité du climat de cette partie de Formose : « Le climat de Tam-Soui est très malsain; il y règne une humidité perpétuelle; il y pleut constamment; aussi la dysenterie et les fièvres, surtout les fièvres perniciosuses, en ont-elles fait leur lieu d'élection. »

Les Chinois au Tonkin. Combat de Kep (8 octobre 1884). — Cependant les troupes régulières chinoises en très grand nombre envahissaient le Tonkin sur tous les points. Le général Millot, ayant demandé des renforts sans les obtenir, donna sa démission pour raison de santé et fut remplacé par le général Brière de l'Isle (10 septembre). Celui-ci se trouva bientôt aux prises avec l'ennemi. Le 2 octobre, les canonnières en reconnaissance sur le *Loch-nan*, affluent de gauche (à l'est) du Song-Cau, eurent à repousser une attaque furieuse. Le colonel Donnier prit l'offensive par un combat heureux sur le Loch-nan, le 6, et le général de Négrier vint de l'ouest pour l'appuyer. Les Chinois occupaient, de l'est à l'ouest, *Chu*, sur le Loch-nan, *Bao-Loc*, enfin *Kep*, où ils étaient couverts par des hauteurs, des fourrés, des barricades, qu'il fallut prendre d'assaut « sous un soleil de feu », après un combat corps à corps et très sanglant contre des adversaires armés de fusils européens; le général de Négrier avait dirigé l'attaque (8 octobre)¹. Kep est sur la route de Bac-Ninh à Lang-Son, à 45 kilomètres de Bac-Ninh. Les vaincus furent refoulés au nord-ouest dans la direction de Yenthé; l'invasion chinoise était momentanément contenue de ce côté.

Les Français prennent l'offensive. — A quel parti allait-on s'arrêter? Les négociations officieuses entreprises à Londres entre lord Granville et le marquis de Tseng, pour obtenir le rétablissement de la paix sous la médiation de l'Angleterre, n'aboutirent pas (novembre-décembre). Le Gouvernement chinois, encouragé par ce qui se passait à Formose; poussait activement ses préparatifs et prenait à son service beaucoup d'Allemands. Les Français devaient-ils se retrancher fortement dans le Delta du Fleuve Rouge et y attendre l'attaque? ou bien devaient-ils prendre l'offensive et refouler les Chinois jusqu'aux frontières du Céleste Empire, à travers la région des montagnes, le *Tonkin-mines*, mais aussi « *le Pays de la Mort* », par un sentier qui circule dans de véritables « coupe-gorge », où le ravitaillement était presque impossible, sur un terrain « dont la topographie est pour nous un *mystère* »? La question fut débattue dans la Commission de la Chambre des Députés. Le général Campenon, Ministre de la Guerre, le général Millot, le général de Négrier,

1. Le général de Négrier constatait bientôt après que les Chinois « avaient manœuvré et s'étaient battus absolument à l'européenne ».

étaient d'avis qu'il fallait s'en tenir au Delta. La Chambre des Députés vota le 27 novembre l'ordre du jour suivant proposé par M. Spuller : « La Chambre, persistant dans sa résolution d'assurer l'exécution pleine et entière du traité de Tien-Tsin, prenant acte des déclarations du Gouvernement et comptant sur son énergie pour faire respecter les droits de la France, passe à l'ordre du jour. » Cela signifiait-il qu'on sortirait du Delta ? Jules Ferry déclara le 11 décembre à la tribune du Sénat : « Le corps expéditionnaire *marchera* , j'en prends ici l'engagement. » Le général Campenon, qui croyait cette *marche* imprudente et ne pensait pas pouvoir sans péril affaiblir l'armée en expédiant au Tonkin de nouveaux renforts, donna sa démission et fut remplacé au Ministère de la Guerre par le général Lewal¹. Interpellé le 14 janvier à ce sujet, J. Ferry répondit par une explication assez vague. L'ordre du jour pur et simple, qu'il acceptait, fut voté par 294 voix contre 234 : la majorité diminuait.

Victoire de Dong-Son et prise de Lang-Son (4-13 février 1885). — Dès lors les événements se précipitent. Les 3 et 4 janvier 1885, le général de Négrier culbute 12 000 Chinois à une journée à l'est de *Chu*, vers *Muidop*, dans la vallée du Loch-nan. De nombreux renforts sont expédiés au Tonkin, et le général Brière de l'Isle prend l'offensive avec 12 000 hommes environ en deux brigades, pour s'avancer de *Chu* et de *Kep* sur *Lang-Son*. Le 4 février, trois forts commandant le camp retranché de *Lang-Son* sont pris d'assaut ; le lendemain, le camp lui-même est enlevé. On fait ensuite une marche forcée de trois jours à travers des gorges. Le 11, le général de Négrier prend le village de *Vanoi* ; le 12, la brigade Giovaninelli refoule l'ennemi de crêtes en crêtes, malgré le brouillard et après une vive résistance ; le 13 février, le drapeau français flotte sur *Lang-Son* : les Chinois se retirent au nord vers leur frontière. La brigade de Négrier leur inflige une nouvelle défaite le 23 ; elle s'empare de la Porte de Chine et des deux forts qui la flanquent.

Vaincus à l'est du Tonkin, les Chinois, grâce à leur grand nombre, couvraient au contraire l'occident du pays, et le général Brière de l'Isle, après la prise de *Lang-Son*, dut laisser la brigade de Négrier réduite à ses seules forces, pour courir

1. Le général Lewal disait qu'il ne fallait pas « se laisser *hypnotiser* par la trouée des Vosges ».

avec le reste de l'armée au secours de la garnison de *Tuyen-Quan*.

Défense héroïque de Tuyen-Quan (24 novembre 1884-3 mars 1885). — La défense de cette ville restera l'une des plus glorieuses pages de notre histoire militaire. *Tuyen-Quan* est situé au nord-est du Tonkin sur la Rivière Claire ; pendant 100 jours pleins, du 24 novembre 1884 au 3 mars 1885, 608 hommes, sous les ordres du chef de bataillon Dominé, ont défendu cette ville contre des assaillants *vingt fois* supérieurs, l'armée chinoise du Yunnan, dirigée par des Européens, et les Pavillons-Noirs de *Luh-Vinh-Phuoc*. Le héros du siège fut un jeune sergent du génie, Parisien et engagé volontaire, Bobillot, journaliste malgré son jeune âge avant d'être soldat. Avec 8 sapeurs du génie, 27 pioches, 10 pelles et 4 haches, sans cesse debout, partout présent, il arma les fortifications, répara les brèches, éventa les mines, construisit des contre-mines¹. Derrière quatre mauvais murs sans bastions, la vaillante garnison repoussa sept assauts et infligea des pertes immenses à l'ennemi. Lorsque le siège finit, il y avait 18 jours que la brèche était ouverte.

Pour secourir *Tuyen-Quan*, le général Brière de l'Isle, venant de *Phu-Doan*, avec la brigade Giovaninelli, dut forcer trois lignes successives de tranchées établies par l'ennemi dans le défilé de *Duoc*, à 6 kilomètres de *Tuyen-Quan* ; Chinois et Pavillons-Noirs s'étaient battus en désespérés (2-3 mars).

La retraite de Lang-Son (28 mars 1885). — La joie causée par la délivrance de *Tuyen-Quan* fit bientôt place à une consternation trop légitime. La brigade du général de Négrier, restée seule à l'est, à *Lang-Son*, *Dong-Dong* et à la Porte de Chine, dans un pays inconnu, en face d'un ennemi dont le chiffre était ignoré, sans moyens de se ravitailler, avait été accablée. Dans la nuit du 22 au 23 mars, l'armée chinoise du *Kouang-Si*, sortie de son camp retranché de *Bang-Co*, attaqua le poste de *Dong-Dong* à 18 kilomètres au nord-ouest de *Lang-Son* et à 10 kilomètres au sud de la Porte de Chine. Le général de Négrier la repoussa et enleva le 23 la première

1. Bobillot, né le 10 septembre 1860 à Paris, bachelier ès lettres et ès sciences, écrivit dans plusieurs journaux sous le pseudonyme de *Jules Fernay*. Il collabora à une pièce de théâtre jouée à Cluny, et écrivit plusieurs romans. Proposé pour la croix de la Légion d'honneur, il mourut des suites de ses blessures le 19 mars 1885 à Hanoi. Une statue lui a été élevée à Paris en 1888.

ligne des forts de *Bang-Co*. Mais le lendemain 24, en présence de la supériorité numérique de l'ennemi et de ses « attaques enveloppantes », l'artillerie n'ayant plus de munitions, on dut revenir à Dong-Dong ; on n'avait pu se dégager qu'« à grand'peine » et on avait éprouvé des pertes « très sensibles ». (Télégramme du général de Négrier.) Il fut impossible de se maintenir à Dong-Dong, et le 26, on se replia sur *Lang-Son*. On y fut attaqué avec impétuosité par les Chinois le 27, en avant de *Ki-Lua*. Frappé d'une balle en s'efforçant de rallier ses soldats, qui pliaient sous le nombre¹, le général de Négrier dut abandonner le commandement au lieutenant-colonel Herbinge (28 mars). Au milieu du désordre causé par la blessure du général en chef et l'ébranlement des troupes, celui-ci fut obligé d'évacuer *Lang-Son*, pour éviter d'y être enveloppé. On perdit le trésor de la brigade, 530 000 francs, et une batterie, qui fut jetée dans le *Son-Ki-Kung*, les mulets étant employés au transport des blessés. La colonne, très éprouvée, rétrograda sur Dong-Son et Than-Moï, puis sur Déo-Quan, enfin sur Chu et Kep (1^{er} avril).

En même temps, à l'ouest, l'armée du Yunnan, reprenant l'offensive, menaçait de nouveau Tuyen-Quan et Hong-Hoa, à 70 kilomètres au sud de Tuyen-Quan, à 40 kilomètres à l'ouest de Son-Taï et à 60 à l'ouest de Hanoi.

Qui devait porter le poids de la déroute de *Lang-Son*? Le général Brière de l'Isle, qui avait laissé la brigade de Négrier *en l'air* pour aller secourir Tuyen-Quan avec le reste de ses forces? Le général de Négrier, qui dès le mois de novembre précédent écrivait, dit-on, dans une lettre particulière : « Nous resterons tous sous *Lang-Son* », et qui, attaqué le 22 mars, avait voulu prendre l'offensive, sans vérifier si le succès était possible? Le lieutenant-colonel Herbinge, qui aurait manqué de sang-froid et reculé trop vite, comme le disait un rapport du général Brière de l'Isle, daté du 1^{er} avril à Hanoi², et comme ce général l'a répété au mois de novembre 1885 devant la Commission des crédits du Tonkin? Mais le lieutenant-colonel Herbinge, dont les états de services antérieurs

1. Un régiment, disait le télégramme déjà cité du général de Négrier lui-même, avait « perdu tous ses sacs » et était « complètement hors d'état d'être remis en ligne » ; il fallait « prévoir de graves événements ».

2. L'ordre du jour de la 2^e brigade disait que le commandement s'était trouvé « dans des mains insuffisamment préparées ».

étaient excellents, et qui fut alors remplacé par le colonel Borgnis-Desbordes¹, de l'artillerie de marine, fut mis depuis hors de cause par un Conseil de Guerre². La responsabilité appartenait-elle au Président du Conseil, qui, malgré l'avis unanime des militaires, dont les Chambres n'avaient pas suffisamment connaissance, avait ordonné l'imprudente marche hors du Delta? Autant de questions débattues avec une vivacité passionnée dans la seconde partie de l'année 1885.

La lutte devant Keloung. — La nouvelle de l'échec de *Lang-Son* causa, comme on l'a vu, une immense sensation en France, et eut pour premier résultat la chute du Ministère Ferry (t. II, p. 174). Les nouvelles de l'île Formose n'étaient guère meilleures. Sans doute, au combat naval de *Sheipoo*, le 15 mars, 2 navires chinois de l'escadre du Yang-tsé Kiang furent détruits par les torpilleurs de l'amiral Courbet; mais, à Formose même, les combats des 10 et 31 janvier et une lutte de quatre jours consécutifs, du 5 au 8 mars, entre Keloung et Tam-Soui, restèrent sans résultat décisif : on n'arriva point à Tam-Soui.

Occupation des Iles Pescadores (29-31 mars 1885). — On avait déclaré que le riz serait à l'avenir considéré comme contrebande de guerre, afin d'empêcher l'approvisionnement par mer du nord de la Chine, où le riz tient une place capitale dans l'alimentation. Les 29, 30 et 31 mars, l'amiral Courbet prit possession des *iles Pescadores*, situées dans le détroit de Formose, entre cette île et la côte chinoise, par 23° environ de latitude nord et 117° environ de longitude est. Les deux principales sont *Pongou* et *Pehoe*. Le port et la forteresse de *Makung*, dans l'île Pongou, furent enlevés après un brillant combat.

Signature de la paix (4 avril-9 juin 1885). — Ce fut la dernière rencontre de cette pénible guerre. Les négociations n'avaient jamais entièrement cessé; elles continuaient par l'intermédiaire de fonctionnaires anglais au service chinois,

1. Dont le rapport sur les événements de *Lang-Son* fut publié par le *Temps* du 10 décembre 1885.

2. Stégarant au Tonkin. Le lieutenant-colonel Herbinge a été ensuite déclaré exempt de tout reproche par un Conseil d'Enquête réuni à Saint-Malo. (Herbinge était en garnison à Cherbourg.) Ce malheureux officier, dont on avait voulu faire une sorte de bouc émissaire (on l'avait accusé d'intempérance, on avait regretté qu'il ne se fût pas trouvé « une balle intelligente » pour le frapper), est mort au mois de mai 1886.

et les États-Unis avaient offert à plusieurs reprises leur médiation. Les préliminaires de la paix furent signés à Paris le 4 avril 1885 et ratifiés à Tien-Tsin le 9 juin par M. Campbell, employé supérieur des douanes chinoises. On en revenait aux conditions du traité de Tien-Tsin du 11 mai 1884, que la Chine n'avait jamais cessé d'offrir. On s'était donc battu un an pour rien : loin d'obtenir les 250 millions réclamés par le Ministre Ferry à la Chine, on n'avait même pas l'indemnité de 500 000 taëls ou environ 3 500 000 francs, qu'elle offrait après l'affaire de Bac-Lé¹.

Mort de l'amiral Courbet (11 juin 1885). — On avait du moins la paix, ce que tout le monde désirait. Le brave amiral Courbet, qui avait rempli avec tant de dévouement une mission si difficile, en désaccord avec ses vœux personnelles², mourut des suites de ses fatigues, à bord du vaisseau amiral *Le Bayard*, en rade de Makung, le 11 juin 1885. Ses restes furent ramenés en France, et ses funérailles célébrées solennellement à Paris à l'Hôtel des Invalides, puis à Abbeville, sa ville natale ; il était né le 28 juin 1827.

Les soulèvements dans le Cambodge, la Cochinchine et l'Annam. — Les événements dont le Tonkin était le théâtre en 1884-1885 eurent leur contre-coup dans les pays voisins. Le roi d'Annam Kien-Phuoc étant mort à 17 ans le 2 août 1884, le colonel Guerrier fit introniser comme son successeur Nam-Nghi (17 août) en présence de la petite garnison française de la citadelle de Hué. Six mois après, au plus fort de la lutte contre les Chinois, un soulèvement éclata contre le protectorat français au Cambodge ; à la tête des insurgés réunis à Sambor, sur le Mékong, près du Laos Siamois, à 50 lieues au nord-est de Pnom-Penh, se trouvait Si Wotha, frère de Norodom (8 janvier 1885). Il fallut envoyer des renforts de la Cochinchine Française, déjà bien dégarnie, et où des insurrections éclatèrent sur différents points. Le 20 février, Saïgon, défendu par 200 miliciens seulement, était en-

1. On ne pouvait, d'ailleurs, pas obtenir d'avantages commerciaux particuliers en Chine, le Gouvernement du Céleste Empire s'étant engagé par une convention antérieure à étendre aux Allemands tous les privilèges qu'il pourrait à l'avenir conférer à d'autres nations. (Convention supplémentaire au traité de commerce entre la Chine et l'Allemagne, présentée au Reichstag le 31 mars 1881.)

2. Comme on le voit par ses lettres, publiées après sa mort, et où il apprécie en termes d'une grande amertume et très vifs les plans qui lui étaient imposés.

veloppé par de nombreuses bandes d'Annamites, de Cambodgiens, de pirates chinois, qui pillaient, brûlaient les villages voisins, et massacraient les indigènes restés fidèles à la France. Un complot fut même formé pour incendier Saïgon ; enfin les renforts arrivèrent, et la colonie put respirer. Au Cambodge, la capitale même, Pnom-Penh, fut menacée dans la nuit du 2 au 3 mai. Le 5 juin les insurgés furent chassés du fort d'Anko. La pêche annuelle du Grand Lac, principale ressource du Cambodge, ne put avoir lieu. Quant au Tonkin lui-même, dans une dépêche du 7 mai, le général Brière de l'Isle déclara qu'il faudrait 60 000 hommes pour l'occuper tout entier⁴.

Le général de Courcy. La surprise de Hué (2-5 juillet 1885). — Tout n'était pas fini par le traité avec la Chine : on en eut bientôt la preuve. Le général de Courcy, envoyé au Tonkin avec les pouvoirs les plus étendus comme gouverneur militaire, y arriva le 1^{er} juin, et avec le nouveau général il y eut sur-le-champ une nouvelle politique. M. de Courcy voulait s'emparer de l'Annam : il annonçait l'intention d'exercer sur la cour de Hué « une forte action diplomatique » (1^{er} juin) ; il trouvait nécessaire de « procéder par intimidation » (16 juin). Il partait pour Hué en emportant de « nouveaux griefs contre les régents », décidé à agir « énergiquement » (25 juin). Les événements favorisèrent les vues du général en chef, lorsqu'il fut arrivé à Hué, avec un demi-bataillon de zouaves, pour présenter ses lettres de créance au roi d'Annam (2 juillet). Logé dans une partie de la citadelle avec son escorte, il y fut brusquement attaqué la nuit du 4 au 5 juillet par toute l'armée annamite, forte de 25 à 30 000 hommes, qui espérait surprendre et brûler les Français endormis. Ceux-ci prirent les armes en tumulte au milieu des incendies qui les enveloppaient, et, malgré l'obscurité, mirent les assaillants en déroute en leur infligeant des pertes énormes. La citadelle avec un immense matériel, mille canons, le trésor, restèrent aux Français.

Ce rapide succès confirma le général de Courcy dans ses vues. Dans un télégramme daté de Hué, le 21 juillet, il déclarait que « l'occupation du Tonkin... est encore à faire ». Il

1. Depuis, il est vrai, devant la Commission des Crédits, il déclarait, le 30 novembre, que c'était « une boutade », et que « 5 à 6 000 hommes de troupes, en temps normal, avec 12 à 15 000 Tonkinois, suffiraient à cette besogne de gendarmes ».

disait, parlant du voisinage de la Chine : « Il y aura donc de ce côté une épée de Damoclès toujours suspendue. » Il proposait de « quitter le Tonkin¹ », pour nous emparer de l'Annam; « qui... sera pour nous une acquisition coloniale d'une bien autre valeur ». Il ajoutait, le 2 août, dans une autre dépêche, qu'au Tonkin on avait « jeté des sommes énormes, prodigué le sang français et compromis gravement la santé de nos soldats ». Il affirmait qu'il ne fallait pas s'arrêter aux « richesses minières qui n'existent, je le crains, que dans l'imagination trop féconde de certains explorateurs ».

Cependant le roi d'Annam, Nam-Nghi, s'était enfui de Hué, emmené de gré ou de force par les régents, après l'affaire du 5 juillet, et refusait d'y revenir. Le général de Courcy proclama, le 14 septembre, un autre souverain, Métriou, prince Chanh-Mong, qui prit le nom de Dong-Khan (*Union de Deux Nations*). L'un des régents, Thu-Ong, avait été pris et envoyé captif aux îles Poulo-Condor; l'autre, Thu-Yet, se retira avec le roi Nam-Nghi sur les montagnes de Than-Hoa, dans la province de Quang-Tri, au nord de Hué, près de la ville de Cam-Lo. L'ordre donné à l'armée régulière annamite par le général de Courcy de déposer les armes dans toutes les provinces du royaume ne fut qu'incomplètement obéi. Il y avait donc en Annam deux rois, l'un allié, l'autre ennemi des Français, en sorte que la guerre y continuait. Dans toutes les provinces annamites soumises à Nam-Nghi et Thu-Yet, les chrétiens indigènes furent massacrés au mois d'août 1885 au nombre, dit-on, de 21 000. Au Tonkin des bandes de Pavillons-Noirs, de déserteurs chinois et de pirates se montrèrent encore sur différents points du Delta et de la vallée du Song-Koi. Le 24 octobre 1885, au nord de Hong-Hoa, le général Jamont débusqua les Pavillons-Noirs de *Tam-Mai*.

La question du Tonkin, qui avait déjà amené un changement de ministère au printemps de 1885, revint devant le Parlement aussitôt après les élections nouvelles. Le cabinet présidé par M. Brisson demanda qu'un crédit de 75 millions² fût affecté aux dépenses de l'occupation pendant l'année 1886.

1. Depuis, dans une dépêche du 30 novembre, le général de Courcy se prononçait au contraire contre l'évacuation du Tonkin, et ajoutait : « Je réponds de la pacification du Delta à bref délai. »

2. Du 28 mai 1885 au 3 avril 1885, les Chambres avaient voté 332 233 242 francs pour l'expédition du Tonkin.

Il ne s'agissait pas, en réalité, d'un crédit nouveau, mais du maintien et de l'emploi de crédits ouverts aux ministres, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1885, par les lois de finances des 12 décembre 1884, 1^{er} et 8 avril 1885. Une Commission de 33 membres fut nommée le 23 novembre par la Chambre des Députés, après d'importantes discussions dans les bureaux. M. Wickersheimer s'exprimait ainsi (2^e bureau) : « Nous sommes là entre une nation de 500 millions d'habitants, la Chine, à laquelle nous avons appris malgré elle l'art de la guerre moderne, et une autre nation, l'Angleterre, qui commande à 250 millions de sujets, et que nous trouvons devant nous dans toutes les conquêtes lointaines. » M. Pichon déclara reculer devant « la responsabilité de créer un impôt qui s'appellera dans tout le pays *l'impôt du Tonkin* » (3^e bureau). M. Henry Maret, n'admettant pas la possibilité de s'appuyer sur les Annamites, disait : « Vouloir faire protéger le Tonkin par eux contre les Chinois, c'est comme si Napoléon 1^{er}, dans la guerre d'Espagne, eût chargé les Espagnols de chasser les Anglais » (4^e bureau). M. Gaillard (Vaucluse), répondant à une comparaison entre le Tonkin et l'Algérie, faisait observer que « l'Algérie n'est pas à 3 000 lieues de la patrie ». Il disait aussi : « La France ne tirera aucun profit du Tonkin Chinois; Anglais et Allemands feront tout le commerce » (7^e bureau). M. Delafosse s'exprimait ainsi : « Les débouchés commerciaux au Tonkin sont un rêve. » Les commissaires nommés étaient en majorité partisans de l'évacuation immédiate ou dans un délai plus ou moins rapproché. Ils élurent pour président M. Georges Périn; le rapport, rédigé par M. Camille Pelletan, fut lu le 17 décembre à la Chambre des Députés. Il concluait contre les crédits « au triple point de vue politique, budgétaire¹ et extérieur », et proposait de n'accorder que 18 millions, ce qui impliquait

1. En voici quelques extraits : « Une conquête dont une moitié est encore à terminer (celle du Delta et des régions avoisinantes), dont l'autre moitié, la plus difficile, est encore à compléter; — et une paix qui exige plus de troupes et qui tue plus d'hommes que la guerre : voilà la situation actuelle au Tonkin. Le cabinet actuel présente son projet comme un legs du dernier cabinet. C'est, en quelque sorte, un fait acquis subi par lui, sans qu'il y ait aucune initiative... Si l'on admettait une telle façon de raisonner... le hasard suffirait pour rendre un peuple conquérant malgré lui... Reconnaître que le pays est las de la politique dite coloniale, et se croire tenu à organiser la conservation permanente des territoires où elle a porté ses armes, ce serait, comme le disait un de nos collègues, monter la garde autour des fautes passées... »

l'abandon du Tonkin. M. Casimir-Périer, au nom de la minorité de la Commission, exprima de son côté l'opinion contraire.

Devant la Chambre, la discussion dura quatre jours et souleva des débats passionnés. MM. Freppel et Paul Bert, partisans de la politique coloniale, déclarèrent que le drapeau était engagé; que l'évacuation du Tonkin serait comparée à l'abandon des colonies françaises sous Louis XV; qu'elle aurait pour résultat, dans nos autres colonies, le soulèvement des indigènes, qui perdraient tout respect de la métropole. M. Delafosse, au contraire, affirma que l'honneur de l'armée était sauf, grâce au courage de nos soldats; que l'Angleterre ne s'était pas crue déshonorée pour avoir abandonné l'Afghanistan, le Transvaal, le Zoulouland; enfin, qu'on n'avait trouvé au Tonkin « ni charbon, ni pépites, ni travail pour les ouvriers, ni placement de père de famille ». MM. Frédéric Passy, Camille Pelletan, Georges Périn, Raoul Duval, Clemenceau, Andrieux, combattirent aussi l'occupation indéfinie du Tonkin. M. Passy invoqua les droits des indigènes : « Ce territoire stérile, s'écria-t-il, qui est sans valeur pour vous, il est, pour ces gens-là, leur Alsace et leur Lorraine à eux. » A l'argument qu'on ne pouvait abandonner une terre arrosée du sang français, M. Georges Périn répondit : « Mais le monde est plein de tombes de soldats français! S'il y avait déshonneur à abandonner le pays où reposent des soldats français, combien de territoires, hélas! nous aurions à revendiquer! » M. Clemenceau rappela que cette guerre du Tonkin avait amené Jules Ferry à se mettre, après Lang-Son, « sous l'humiliante protection de l'Allemagne », et ajouta que « la tâche du parti républicain consiste, non à fonder un empire en Indo-Chine, mais à fonder la République en France ».

Au contraire, MM. Brisson, Président du Conseil, de Freycinet, de Lanessan, Casimir-Perier, le général Campenon, soutinrent qu'on devait conserver le Tonkin. M. Brisson s'exprima ainsi : « Le Gouvernement déclare hautement qu'il n'abandonnera rien du patrimoine national qu'il a reçu... Il ne faut pas qu'on puisse dire : « La Monarchie a donné l'Algérie à la France, la République a déserté l'Indo-Chine. » Le général Campenon, proclamant qu'il n'avait jamais été « partisan d'une politique coloniale à outrance », insista sur la nécessité de constituer une « armée coloniale »; mais il affirma

que, par les emprunts faits à l'armée continentale, « la défense nationale n'est pas compromise »; il déclara enfin que « l'évacuation, ce serait la violation des traités que nous avons signés ». M. de Freycinet ajouta : « La pacification est très avancée, elle sera terminée au mois de mai. » Il demanda le vote des crédits « pour la puissance morale de la France, pour son bon renom dans le monde, pour qu'on sache qu'elle a une politique étrangère qui se suit, et qui oblige l'Europe à compter avec elle ». Les crédits furent accordés le 24 décembre par 274 voix contre 270.

Paul Bert au Tonkin. Sa mort (11 novembre 1886). — Le 27 janvier 1886 Paul Bert fut nommé Résident général dans l'Annam et au Tonkin avec pleins pouvoirs et la direction supérieure des forces de terre et de mer; il ne devait dépendre que du Ministère des Affaires Étrangères. Le 15 mars il était à Saïgon; bientôt après à Hanoï. Il se montrait rempli d'ardeur, d'entrain, de confiance dans l'avenir; il visita Hué; il imprima une direction énergique à tous les services, et le 14 novembre suivant, victime du climat meurtrier du Tonkin, il succombait à la maladie, après avoir travaillé jusqu'à la fin. Il eut pour successeur M. Bihourd.

Les nouvelles du Tonkin étaient en 1887 rares et peu précises; nos soldats, trop souvent encore, s'y trouvaient aux prises avec des bandes de pirates et de Chinois, qu'elles ne pouvaient atteindre qu'au prix d'extrêmes fatigues et disperser qu'en leur livrant de véritables combats. La population indigène était durement éprouvée par une famine résultant de l'insuffisance de la récolte du riz; on prit des mesures pour atténuer l'effet du fléau et en prévenir le retour. Quant à la situation sanitaire, l'Agence Havas déclara que « l'épidémie cholérique qui sévit actuellement sur la colonie est de même nature que celle qui apparaît chaque année lors de la saison des pluies ». (Juin 1887.)

L'administration de M. Constans (1887-88); **de M. Richaud** (1888-89); **de M. Picquet** (1889-91). — Depuis cette époque, M. Constans, député et ambassadeur de France à Pékin, fut nommé gouverneur général des possessions françaises de l'Indo-Chine. Il entra en France en 1888, en laissant à M. Richaud l'administration de la colonie par intérim. Nommé bientôt après gouverneur général à titre définitif, M. Richaud adressa au Gouvernement une dépêche en date du 23 mai 1888, puis un rapport en date du 10 juin suivant,

qui constituait un véritable réquisitoire contre son prédécesseur¹.

On a vu (t. II, p. 241-242) quels débats s'élevèrent dans la Chambre des Députés lorsque ces documents, d'abord tenus secrets, eurent été publiés par les journaux. En même temps, dans un discours adressé au Conseil Colonial de Cochinchine, à Saïgon, le gouverneur général représentait la situation comme des plus sombres, et réclamait un emprunt de 100 millions pour l'organisation du Tonkin.

Par une dépêche du 7 novembre 1888, adressée de Saïgon au Ministre de la Marine, on apprit que l'ex-roi d'Annam, Nam-Nghi, qui depuis le mois de juillet 1885 se cachait dans les montagnes de l'intérieur, avait été capturé ; il a été depuis interné à Alger. Le roi Dong-Khan, que le général de Courcy lui avait donné pour successeur, mourut à Hué, à l'âge de 25 ans, au mois de janvier 1889. Il fut remplacé par son parent Bun-Lan, âgé de dix ans, avec un Conseil de Régence présidé par Hoaï-Duc. Le nouveau roi reçut le nom de Than-Thai.

Rappelé en France, M. Richaud mourut du choléra, au moment de son retour, à bord du *Caledonien*, le 31 mai 1889. Il eut pour successeur M. Picquet. On a eu trop souvent, de 1888 à 1893, l'occasion de signaler dans nos possessions de l'Extrême Orient des maladies épidémiques, des incursions de pirates et des insurrections sanglantes.

Administration de M. de Lanessan (1891-1894) ; de M. Rousseau (1894-1896). — M. Picquet fut remplacé en 1891 par M. de Lanessan, député du Ve arrondissement de Paris, qui reçut le titre de Gouverneur Général de l'Indo-Chine Française, avec des pouvoirs très étendus. Les lettres du Tonkin

1. Il reprochait à M. Constans d'avoir tout fait pour séduire la colonie européenne du Tonkin par des promesses irréalisables ; d'avoir eu une attitude effacée en présence du roi d'Annam ; de s'être entouré « de spéculateurs sans capitaux, d'un passé plus ou moins douteux ; d'avoir semblé vouloir « entretenir l'irritation et la désunion entre les représentants de l'autorité civile et militaire » ; d'avoir autorisé le rétablissement du Jeu des Trente-six Bêtes au Cambodge, jeu qui « équivaut à un véritable vol organisé ». Il ajoutait que ce rétablissement « avait soulevé dans le public un vif sentiment d'indignation ». Il disait encore, en parlant des cadeaux reçus par M. Constans : « La coïncidence d'un de ces présents avec l'autorisation donnée à S. M. Norodom de rétablir le Jeu des Trente-six Bêtes a donné lieu à des commentaires véritablement injurieux. Le rapport contenait aussi cette phrase : « Le Tonkin est et sera pendant longtemps encore un pays de conquête, et il est absolument inexact de prétendre qu'il est aujourd'hui pacifié. »

présentaient la situation comme des plus sombres à la fin de janvier 1891. Elles signalaient les intrigues de la Chine, et constataient que les pirates, innombrables et disséminés çà et là, se séparant, se réunissant, levaient des impôts, empêchaient les transactions, terrorisaient le pays. Nos soldats, ajoutaient-elles, malades et fatigués, s'usaient à poursuivre un ennemi insaisissable. Dans un banquet à Lyon, le 28 mai 1891, M. de Lanessan annonçait l'intention de développer au Tonkin, à côté de la culture du riz, celle du mûrier, du coton, du café, des graines oléagineuses ; d'instruire les Annamites, de multiplier les routes, de rendre le régime douanier plus libéral. La situation ne parut pas se modifier bien sensiblement de 1892 à 1896. Fréquemment encore on signalait des incursions de Chinois, des apparitions de pirates, des incendies, la mort d'officiers et de soldats¹, des conflits entre l'autorité militaire et l'autorité civile. Plusieurs journaux reprochèrent à M. de Lanessan ses affirmations optimistes, en désaccord, affirmaient-ils, avec les faits, et ses allures autoritaires. On l'accusait de s'entourer de favoris, de dépasser les crédits votés par les Chambres², de payer les chefs des

1. Dans les rencontres entre Français et pirates, les choses se passent généralement ainsi : les pirates s'embarquent dans quelque position d'un accès difficile, sur quelque hauteur boisée, et là, abrités par des escarpements de terrain, des fourrés de bambous ou d'autres obstacles naturels, ils attendent l'attaque, fusillent les adversaires qui s'avancent vers eux plus ou moins à découvert, et s'enfuient quand ils sont sur le point d'être abordés. On ne peut les atteindre qu'en les faisant tourner par un détachement, tandis qu'un autre les occupe de front. C'est ce qui s'est produit par exemple le 11 janvier 1895 dans un combat entre *Lang-Gian* et *Lang-Bay*, entre la colonne du commandant Gouttènegre et la bande de pirates ayant pour chefs Hoang-Man et son neveu (Hoang-Man est un ancien lieutenant de Luu-Vinh-Phuoc). Cette bande était sortie de Chine vers la mi-novembre 1894 pour venir dans la région de Tu-Lé, entre le Song-Koi et la Rivière Noire, pays riche et dont les habitants sont, paraît-il, assez disposés à faire cause commune avec les pirates. Puis elle avait rétrogradé devant la colonne du commandant Gouttènegre, dans le Phong-Nien, « région, dit un des officiers qui faisaient partie de cette colonne, à peu près inhabitée, dont les chemins, quand ils existent, sont des rivières, et celles-ci des borbriens, d'où il est difficile de se retirer une fois dedans ». Dans le combat du 11 janvier 1895, le commandant Gouttènegre fut blessé, mais les pirates furent complètement battus, grâce à l'énergie, au sang-froid et à l'intelligente direction du capitaine Champmartin, dont le succès fut complété par l'entrée en ligne d'une petite réserve commandée par le capitaine Cibaud.

2. Le rapporteur de la Commission des finances du Sénat constata que le chemin de fer de Phu-Lang-Tuong à Lang-Son avait coûté 19 millions, bien que le devis voté par les Chambres n'eût été que de 3 millions.

pirates pour obtenir la tranquillité, de ne rien faire pour délivrer les Européens tombés aux mains de leurs bandes. Par contre il trouvait dans la Presse de chauds panégyristes. Pendant un voyage qu'il fit en France au printemps de 1894, le gouverneur général déclara que tout allait pour le mieux au Tonkin, et que la colonie se développait rapidement. Pourtant on apprenait de nouvelles attaques sur plusieurs points, et à Monkay (frontière de Chine, près de la mer), dans la nuit du 26 août, M. Chaillet, contrôleur des douanes, était assassiné dans sa maison, sa femme et sa fille emmenées prisonnières¹.

M. de Lanessan venait de retourner dans l'Indo-Chine, quand on apprit tout à coup qu'il était relevé de ses fonctions et rappelé en Europe (décembre 1894). Au cours des perquisitions opérées par le magistrat instructeur chez M. Raoul Canivet, directeur du *Paris*, accusé de chantages, on avait, disait-on, trouvé des lettres établissant que M. de Lanessan était en correspondance avec les adversaires du Gouvernement. M. Armand Rousseau, ingénieur des ponts et chaussées, et successivement député du Finistère, sous-secrétaire d'État aux Travaux publics, puis aux colonies, enfin conseiller d'État, fut nommé gouverneur général de l'Indo-Chine française.

L'occupation du Laos et le conflit avec le Siam (1893). — Un nouveau conflit s'engagea au printemps de 1893 dans l'Extrême Orient. Depuis une quinzaine d'années, les Siamois, profitant de nos embarras, avaient envahi le Laos, c'est-à-dire la vallée du Mékong, considérée de tout temps, surtout sur la rive gauche, c'est-à-dire à l'est, comme territoire annamite. Là s'étend, du 14° degré jusqu'à près du 23° degré de latitude nord, une vaste contrée fertile, et dans laquelle le fleuve forme une voie de communication toute tracée pour le commerce avec l'Empire Chinois. Le royaume de *Louang-Prabang* et les *États Chans* occupent la meilleure partie de cette région. Des explorations récentes² en ayant révélé l'importance, le Gouvernement de l'Indo-Chine Française résolut

1. Encore l'année suivante le capitaine Delaunay, opérant dans les massifs de la Cai-Kinh, fut tué à bout portant par les pirates cachés dans les hautes herbes (8 décembre 1895).

2. En 1887, M. Lucien Fournereau visita au Cambodge les ruines d'Angkor, bâti par les Khmers du XII^e au XIII^e siècle. De 1882 à 1883, M. Étienne Aymonier parcourut la vallée du Cambodge. De 1886 à 1891, M. Pavie, vice-consul à Louang-Prabang, explora, avec le capitaine Cupet, le lieutenant Nicolon, les capitaines Coignard et de Maglaive, toutes les parties de l'Indo-

de revendiquer les droits de l'Annam, notre protégé. Au mois d'avril 1893, des détachements français occupèrent Strung-Treng, puis les îles de Khône et de Khong, non sans résistance. Dans un engagement qui eut lieu le 3 mai, le capitaine Thoreux, tombé dans une embuscade, resta prisonnier. Le Gouvernement Siamois déclina toute responsabilité, attribuant ce qui s'était passé à la résistance spontanée des tribus sauvages du Laos. Il promit de donner satisfaction et d'évacuer la rive gauche du Mékong. Mais au cours même de cette évacuation, l'inspecteur de la milice Groscurin fut traîtreusement assassiné avec quatorze miliciens de son escorte, à Keng-Kien, par le mandarin siamois qui revenait de Camoun, et qui avait fait venir de Houten, sur la rive droite du fleuve, une bande de Siamois armés (3 juin). En outre, plusieurs négociants français furent maltraités sur divers points du royaume.

M. Pavie, ministre de France à Bangkok, fut chargé de demander satisfaction. Le contre-amiral Humann reçut l'ordre de remonter le Ménam avec les canonnières *Inconstant*, *Comète* et *Lutin*, pour appuyer ses réclamations, et de venir mouiller à Bangkok, comme nos navires avaient le droit de le faire aux termes du traité de 1856. Quand la flottille arriva le 13 juillet à la barre du Ménam, elle fut accueillie à coups de canon et dut forcer le passage, ce qu'elle fit brillamment, non sans effusion de sang, pour atteindre la capitale.

Aussitôt la presse anglaise éclata en plaintes et en menaces contre la France : la partie nord du Laos, disaient les journaux anglais, autrefois litigieuse entre le Siam et la Birmanie, avait été abandonnée aux Siamois par les Anglais, devenus maîtres de l'empire Birman, à condition de ne la jamais rétrocéder à personne. A la Chambre des Communes, M. Curzon se fit l'interprète de la mauvaise humeur de ses compatriotes, en attaquant les prétentions françaises (19 juillet). La veille, à Paris, à la Chambre des Députés, M. Develle, Ministre des Affaires Étrangères, avait répondu à une interpellation de

Chine Française. Près de 24 000 kilomètres d'itinéraire furent levés, parmi lesquels 18 000 de routes de terre et 6 000 de cours d'eau navigables.

M. Fournereau, parti de Bangkok en octobre 1891, remonta le Ménam, parcourut des forêts de teck, visita les ruines brahmaniques de Sajanâlâya, de Sukhodaya, de Lophaburi, de Vixaien. — Le prince Henri d'Orléans explora l'Indo-Chine en 1891 et 1892, reconnut les bassins houillers de Hong-hai et de Kebao, explora la vallée de la Rivière Noire et le Laos.

MM. Deloncle et Dreyfus *qu'il n'avait pas d'engagements avec l'Angleterre, qu'on ne lui en avait pas demandé*, et que la France ferait résolument valoir ses droits. Des renforts furent envoyés sur le Mékong et à Bangkok, la côte siamoise fut mise en état de blocus, et l'ultimatum présenté le 20 juillet au Gouvernement Siamois fut accepté par lui le 30, les Français devant occuper provisoirement, pendant les négociations entamées pour la signature d'un traité définitif, la ville de *Chantaboun*, par 12° 40' de latitude nord, près de l'embouchure du Paknam, entre le Ménam et la frontière cambodgienne. Simultanément, l'*Agence Havas* annonça que, d'après un échange de vues avec le Gouvernement Anglais qui avait commencé en 1889, le Gouvernement Français avait adhéré « au principe d'une zone neutre à établir, au moyen de sacrifices réciproques, entre les possessions des deux puissances dans la région du Haut-Mékong. » L'Angleterre paraissait donc avoir gain de cause.

Aux termes du traité définitif signé entre la France et le Siam (1-3 octobre 1893), le Gouvernement Siamois renonçait à la rive gauche du Mékong et aux îles du fleuve, s'interdisait d'entretenir des embarcations armées sur le lac Tonlé-Sap, le Mékong et ses affluents, ne devait construire aucun poste fortifié dans les provinces de Battambang, de Sien-Reap, et dans un rayon de 25 kilomètres sur la rive droite du Mékong. Chantaboun devait rester occupé jusqu'à l'exécution complète du traité. Précédemment déjà une indemnité de 3 millions de francs avait été payée à la France.

Tout n'était pas fini cependant. En évacuant la rive gauche du Mékong, les Siamois emmenèrent avec eux, de gré ou de force, une grande partie de la population et incendièrent les villages. A Bangkok, le mandarin Phrayot, meurtrier de l'inspecteur Groscurin, fut acquitté par les juges siamois; des matelots français furent assaillis par la foule dans les rues de cette capitale. La Chine, à l'instigation des Anglais, s'appropriait, disait-on, à revendiquer les territoires du Haut-Mékong, y compris Louang-Prabang. A la Chambre des Lords le 12 mars 1894, à la Chambre des Communes le 25 mai, plusieurs orateurs, lord Salisbury, M. Curzon et sir Richard Temple, se plaignirent de l'occupation prolongée de Chantaboun, et s'exprimèrent en termes désobligeants pour la France. Ils insistaient surtout sur la prompte organisation de la zone neutre, c'est-à-dire sur la création de l'*État-tampon* projeté.

Cependant les Français prenaient possession du Laos. M. Vacle, commissaire du Gouvernement, arrivait le 31 mars à Louang-Prabang. Sur l'appel du Gouvernement français, le mandarin Phrayot était jugé une seconde fois par un tribunal mixte composé de juges des deux nations en nombre égal, et condamné à vingt ans de travaux forcés (13 juin 1894). A la fin de 1894 et au début de 1895, une Commission française, dirigée par M. Pavie, et une Commission anglaise étudièrent sur place, dans la vallée du Haut-Mékong, les moyens de créer l'*État-tampon* projeté. Elles ne purent s'entendre et se séparèrent sans résultat (mai 1895).

Au mois de juillet, la Chine, à laquelle l'intervention de la France, de la Russie et de l'Allemagne venait d'être si utile pour modérer les exigences des Japonais, ses vainqueurs, signa un nouveau traité de limites et de commerce réglant les questions relatives à l'Indo-Chine française. Les Français et Annamites étaient autorisés à commercer dans les provinces limitrophes du Tonkin, le Yunnan, le Kouang-Toung, le Kouang-Si, à Tieng-Heng, Lutchow, Mongtsé, Hokhow, Ssemao; à y prolonger leurs chemins de fer, à y exploiter des mines, à y établir des télégraphes; les droits de douane étaient réduits¹.

Ainsi la Chine reconnaissait entièrement à la France la possession de la rive gauche du Mékong. Les Anglais s'en montrèrent furieux et, puisque la création d'un État-tampon n'avait pu aboutir, ils prétendirent (discours de lord Lamington du 30 août) que le territoire de Kiang-Kheng ou Kiang-Hung avait été cédé par l'Angleterre à la Chine à condition qu'il ne pourrait être rétrocédé par celle-ci à aucune autre puissance européenne; que Kiang-Kheng, tributaire de la Birmanie, était, comme tel, une dépendance de la couronne britannique. Ils firent plus: ils occupèrent militairement Muong-Sin, sur la rive gauche du Mékong, pour empêcher la France de se servir du cours de ce fleuve dans ses relations avec la Chine.

La France baisserait-elle la tête devant un pareil défi? Elle était déjà en conflit avec l'Angleterre au Congo, sur le Haut et le Bas Niger; il est vrai que la Grande-Bretagne, qui ne se

1. De plus, M. Gérard, Ministre de France à Pékin, obtint complète satisfaction au sujet des missions du Se-Tchouen dévastées par les Chinois. Les principaux coupables furent exécutés, et une indemnité de 4 millions de francs accordée aux victimes.

gène avec personne, s'était attiré des embarras sur tous les points de la terre : conflit avec les États-Unis au sujet du Vénézuéla ; avec l'empereur d'Allemagne, au sujet de l'inqualifiable attaque du territoire des Boërs ; avec la Russie, au sujet des limites des deux empires en Asie ; avec l'État Libre du Congo, au sujet de l'exécution du pirate Stokes ; avec à peu près toute l'Europe, au sujet de la Turquie, dont elle avait, disait-on, projeté le démembrement.

Ainsi contenue, l'Angleterre dut en rabattre de ses prétentions pour ne pas avoir tout le monde contre elle à la fois. Elle signa le 15 janvier 1896 une nouvelle convention avec la France. Il n'était plus question d'État-tampon ; les Anglais évacuaient Muong-Sin ; le Mékong était reconnu limite des possessions françaises jusqu'à la frontière chinoise ; les deux puissances s'interdisaient de pénétrer dans la vallée du Ménam et promettaient de respecter Bangkok, les régions du royaume de Siam situées à l'est et à l'ouest de la vallée du Ménam restant en dehors de cette clause. Les deux pays s'engageaient de plus à procéder dans le plus bref délai à la délimitation de leurs possessions respectives à l'ouest du Bas-Niger et à la révision du traité Anglo-Tunisien du 19 juillet 1875.

Au mois de décembre 1895, le Gouvernement demanda aux Chambres d'autoriser le protectorat de l'Annam et du Tonkin à contracter un emprunt de 80 millions pour liquider le passif de la colonie et exécuter des travaux d'utilité publique, comme les chemins de fer de Hanoï à Phu-Lang-Thuong, et de Lang-Son à Dong-Dong. Cet emprunt fut voté par la Chambre des Députés le 25 janvier 1896.

Du 31 octobre 1893 au 25 octobre 1895, le lieutenant de vaisseau Simon, avec la canonnière *La Grandière*, remonta le Mékong depuis la mer jusqu'à la frontière chinoise, c'est-à-dire jusqu'au 20° 40' de latitude nord, à 2 500 kilomètres de mer, passant successivement les chutes de *Khône*, l'île du même nom, l'île voisine de *Khong*, la ville de *Bassac*, les rapides de *Kemarat* et l'île du même nom, *Bang-Mouk*, *Savan-Nakeh*, *Panom*, *Nong-Khay*, *Vien-Tiane*, *Sampana*, *Louang-Prabang*, *Xieng-Khong*, *Xien-Lap*¹.

1. Un autre voyage intéressant fut entrepris la même année par M. Charles-Eudes Bonin, vice-résident de France en Indo-Chine. Il l'a raconté sous ce titre : *De Tourane au Mékong, une Mission au Laos en 1895*. Voici ce qu'il constata. Le massif de montagnes couvertes de forêts qui sépare l'Annam et le

De nouveaux incidents graves se produisirent depuis au Siam. Le 11 août 1896 on apprenait qu'à la suite de graves désaccords avec le Gouvernement siamois, M. DeFrance, notre ministre à Bangkok, avait rompu les relations diplomatiques. Quelques jours après (17 août), des marins français étaient attaqués par la foule dans les rues de Bangkok sans que la police fit rien pour s'opposer à cette agression. Le même jour, la nouvelle arrivait qu'un syndicat anglais avait obtenu la concession d'une ligne de chemin de fer de Bangkok à Chieng-Maï (frontière chinoise)¹. Le 7 septembre, la Cour criminelle du royaume de Siam mit en jugement un Cambodgien, nommé Kadir, protégé français, accusé du meurtre d'un sujet siamois, qui n'était justiciable que de la juridiction consulaire française ; notre consul, M. Hardouin, demanda qu'il lui fût remis. Qu'en résulta-t-il ? A la fin de 1896, il était difficile de le savoir, en raison des nouvelles contradictoires arrivées à ce sujet. Une collision sanglante entre Siamois et Cambodgiens eut lieu en décembre 1896.

Le bruit courait dans l'été de 1896 que l'emprunt de 80 millions, autorisé au début de l'année, ayant été entièrement absorbé « sans qu'on ait pu parer à la moitié des dépenses en vue desquelles il avait été autorisé », le Gouvernement général de l'Indo-Chine allait demander l'autorisation de contracter un nouvel emprunt de 40 millions. On se plaignait aussi que les jeux de hasard, officiellement interdits, existassent encore, en fait, sur certains points du Tonkin.

Par suite de l'insuffisance de la récolte du riz, la misère a été très grande au Tonkin en 1896, ce qui faisait dire au *Journal d'Hanoï* : « Notre désir d'obtenir par nos douanes, au risque d'affamer le pays, des sommes toujours plus fortes en laissant sortir le plus possible de ce riz, qui payait pour

Tonkin de la vallée du Mekong ou Laos, est un pays sauvage, sans routes, difficile à traverser, habité par les Moïs, que les Annamites regardent eux-mêmes comme des sauvages. Le Laos produit du riz, de l'alcool de riz, du tabac, du bétel, des noix d'arec, du coton, des mûriers, de la soie, des noix de coco (le cocotier est l'arbre fruitier par excellence), de la cardamome, du benjoin, le *yao* ou arbre à huile, le teck, l'aréquier, le rotin, le bambou. Parmi les animaux, il faut citer l'éléphant, le tigre, le sanglier, le bœuf et le buffle sauvage, le cerf, le daim, le bouquetin, le porc, la chèvre.

1. Sur la demande de la Grande-Bretagne, en 1896, le Gouvernement chinois a consenti à l'ouverture du fleuve Si-Kiang au commerce international, ce qui diminue notablement l'importance des avantages conférés aux Français par la Cour de Pékin, quand elle a autorisé la construction de chemins de fer entre le Tonkin et le Yunnan.

sortir, n'a-t-il pas beaucoup contribué à amener le malheur auquel nous compatissons aujourd'hui, impuissants à le réparer? »

Le général de brigade Dodds, le vainqueur du Dahomey, avait été nommé commandant supérieur en Indo-Chine. A peine arrivé à son poste, il fut remplacé et rappelé (22 juillet 1896). Ce rappel causa un certain étonnement, et M. Gerville-Réache annonça l'intention d'interpeller le Gouvernement à ce sujet. Retardée par les vacances parlementaires, cette interpellation eut lieu au mois de décembre 1896. M. Gerville-Réache reprocha à l'amiral Besnard, Ministre de la Marine, d'avoir rappelé de l'Indo-Chine le général de brigade Dodds uniquement pour donner sa place au général de division Duchemin, son compatriote et ami personnel. Il affirma que ces actes de favoritisme décourageaient les bons officiers, désorganisaient les services par les changements perpétuels qui en résultaient, et causaient au Trésor, déjà si obéré, de nouvelles dépenses, par suite de ce chassé-croisé des officiers, qui n'étaient pas sitôt arrivés au bout du monde qu'un ordre de rappel les atteignait, et qu'en arrivant de Toulon à Haï-Phong, il leur fallait brusquement se rembarquer, sans savoir pourquoi, toujours aux frais des contribuables, de Haï-Phong pour Toulon. L'amiral Besnard répondit que la mesure en question n'était point une marque de défiance à l'égard du général Dodds, aux services duquel il rendait justice; mais que, comme il y avait trois généraux de brigade dans l'Indo-Chine, on ne pouvait laisser deux d'entre eux sous les ordres d'un troisième, leur égal en grade. Oui, disaient les adversaires de la mesure, mais cet état de choses durait depuis plusieurs années; pourquoi n'en avait-on pas plutôt aperçu les inconvénients? Pourquoi surtout n'en avait-on pas fait la remarque avant d'envoyer là-bas le général Dodds, ce qui aurait empêché ce brusque rappel, désobligeant pour lui, et ce double voyage onéreux pour le Trésor? Le ministère obtint l'ordre du jour qu'il demanda.

L'Indo-Chine française fut éprouvée dans l'automne de 1896 par de terribles sinistres. Dans la nuit du 31 octobre, un violent typhon causa dans la province de Binh-Dinh des inondations qui firent de nombreuses victimes.

Le Gouverneur général, M. Armand Rousseau, avait entrepris de parcourir toutes les parties de la colonie. Le 13 octobre il avait visité à Pnom-Penh le roi de Cambodge Noro-

dom. Il mourut subitement le 10 décembre 1896 à son retour à Hanoi. Paul-Armand Rousseau, né le 24 août 1835 à Tréfléz (Finistère), et entré à l'École Polytechnique en 1854, en était sorti ingénieur des Ponts et Chaussées.

** **M. Doumer, gouverneur général.** — Le 28 décembre 1896, M. Doumer, un des chefs du parti radical, fut nommé gouverneur général. La nomination fit grand bruit, mais elle fut excellente : elle donnait à l'Indo-Chine un chef d'une intelligence et d'une activité remarquables. Son gouvernement s'est signalé par plusieurs tendances, vers l'administration directe d'abord : le 29 juillet 1897, en faisant entrer le vice-roi du Tonkin dans le Conseil de l'empire d'Annam, il supprima ce poste si important; le Tonkin a désormais pour chef le Résident supérieur. La même année, on vit pour la première fois le roi du Cambodge et l'empereur d'Annam rendre visite au Gouverneur général. Les uns s'en réjouissent : cela affirmait notre supériorité; les autres s'en émurent : ces rois, qu'il était interdit jadis d'apercevoir et qu'on pouvait maintenant regarder, perdraient tout prestige, et nous toute action par leur intermédiaire. Le pays regarderait cette visite comme un affront fait à ses princes et l'en vengerait... M. Doumer, en présence du déficit chronique du budget, créa de nouveaux impôts; on l'a accusé d'excéder la mesure, en particulier pour les régies. Mais en même temps, il cherchait à mettre de l'ordre dans les finances et à accroître la richesse du pays. Le 1^{er} août 1898, un décret donna à l'Indo-Chine une nouvelle organisation judiciaire et en même temps une sorte de personnalité civile : il y a désormais un budget général de l'Indo-Chine, alimenté par les recettes des douanes et régies et les impôts indirects des cinq territoires (Annam, Tonkin, Laos, Cochinchine, Cambodge), qui gardent leurs budgets particuliers. Le budget général comprend les dépenses du gouvernement général, de l'armée, de la marine, de la justice, des douanes et régies, des travaux publics d'intérêt général et des postes. Néanmoins, le parti « historique » protesta contre cette demi-fusion des anciens territoires séparés.

** Le 24 décembre 1898, fut voté un emprunt de 200 millions pour les travaux publics indo-chinois. Le Gouvernement voulait accorder la garantie de l'État français; M. Doumer refusa : la colonie devait établir son crédit par elle-même. L'emprunt fut couvert bien des fois. Quel chemin parcouru

depuis treize ans ! En 1885, la Chambre voulait évacuer le Tonkin.

** La première partie de l'emprunt doit servir à construire les lignes d'intérêt urgent : Tourane à Hué, Hanoï à Haï-Phong, Hanoï à Viétri, Hanoï à Ninh-Binh, Hanoï à Phu-Lang-Thuong, Saïgon à Tam-Linh. Pour la ligne Hanoï-Phu-Lang-Thuong, il a fallu jeter sur le Fleuve Rouge un pont métallique de plus de 4 600 mètres. Ces lignes doivent être prolongées : de Ninh-Binh à Vinh ; de Viétri à Lao-Kaj et même en Chine à Yunnan-Fou ; de Lang-Son à Nanning-Fou, de Tam-Linh à Djaïng. L'ancien projet de M. de Lanessan comprenait une ligne Nord-Sud, d'une incontestable utilité stratégique, il est vrai, mais très discutée au point de vue économique : une ligne passant par un pays presque désert, l'Annam, le long d'une côte où le cabotage est très actif, semble d'un avenir périlleux. Malgré son inclination vers les voies ferrées, M. Doumer n'a pas négligé la navigation. Sur le Mékong, les *Messageries fluviales d'Indo-Chine* font un service actif sur chaque bief navigable ; à Khong, le petit chemin de fer parcourt l'île au milieu des rapides et permet le transbordement d'un bief à l'autre. Sur le Fleuve Rouge, la navigation se développe aussi, et sur les côtes, le cabotage très actif se fait, malheureusement, sous pavillon chinois ou même allemand.

** Depuis quelques années, un calme complet règne en Indo-Chine. Cependant en 1897, brusquement, une tentative d'insurrection a éclaté à Nam-Dinh, conduite par Ky-Dong, jeune homme intelligent, qui avait étudié en France. Quelques arrestations et décapitations arrêtrèrent net le mouvement. Il y a là cependant grave matière à réflexion, non tant sur l'éducation à donner aux indigènes que sur la façon de les traiter, une fois retournés chez eux. On ne traite pas en humbles sujets ceux qu'on a élevés en compatriotes.

** Avec les fonctionnaires Chinois de la frontière, les rapports sont devenus plus aisés. En 1897, une convention de 18 articles régla les relations commerciales entre la Chine et le Tonkin : elles se font sur six points. Le maréchal Sou a coopéré avec nous très loyalement. En avril 1898, nous avons obtenu la baie de Kouang-Teheou-Ouan, la permission de relier Yunnan-Fou au Tonkin par voie ferrée, et la promesse de ne jamais aliéner l'île d'Haïnan. Quelque temps après, comme compensation du meurtre d'un missionnaire, nous avons obtenu

la concession du chemin de fer de Pakhoï au Si-Kiang « pour empêcher d'autres de le faire contre nous ». Avec le Siam, M. Doumer a cherché à établir de meilleures relations. En avril 1899, il a même été à Bangkok, et a eu avec le roi plusieurs entrevues qui semblent avoir porté leurs fruits. Malgré sa visite à Paris, en 1897, au milieu d'une grande tournée en Europe, le roi de Siam avait repris en 1898 sa politique agressive : envahissement de la zone de 25 kilomètres sur la rive droite du Mékong (il semble d'ailleurs que cela continue toujours) ; enlèvement et détention arbitraires de protégés français ; concessions de lignes ferrées, de mines, etc., uniquement à des Anglais. Cela cessera-t-il ? Il faut penser que, grâce à ses grands collègues aristocratiques, l'Angleterre a pu facilement offrir une éducation princière aux jeunes princes Siamois ; ils ne voudraient pas de nos lycées démocratiques. La famille est donc anglicisée. Aujourd'hui cependant, l'influence anglaise est menacée par l'Allemagne, qui a accaparé les travaux de la voie ferrée de Bangkok à Korat, et dont le *Norddeutscher Lloyd* vient d'acheter la *Scottish oriental Steamship Corporation* (14 vapeurs, 20 942 tonneaux) et la *Holt-Line*, qui faisaient le service de Bangkok à Singapour et Hong-Kong¹ ; — par des Belges, très influents grâce à leur compatriote Rollin-Jacquemyns, ministre du Siam ; — par les États-Unis, qui essayent de monopoliser le commerce du Siam ; — par le Danemark, dont les Compagnies maritimes font des progrès prodigieux dans l'Extrême-Orient.

** La colonisation est en progrès en Indo-Chine. De nombreux Français sont venus en touristes² et souvent revenus en colons. Les uns font du métayage avec les indigènes pour la culture du riz ; d'autres installent des plantations de caféiers, de théiers, de canneliers, de cacaoyers, de cannes à sucre, de chanvre de Manille, etc. Le thé et le café réussissent déjà très bien ; nos missionnaires de Chine ont été pour le thé de précieux guides. D'ici quelques années, notre Annam produira 1 à 2 millions de kilogr. de thé. Dans le Haut-Tonkin, on a même essayé la vigne et le blé. Quant au riz, sa production se développe prodigieusement : les deltas du

1. L'Angleterre n'est plus représentée dans ces mers que par ses Compagnies subventionnées.

2. Parmi lesquels était une Française, M^{me} Massieu, qui a parcouru seule la Birmanie, le Siam, le Laos, le Tonkin, avec une remarquable hardiesse.

Mékong et du Fleuve Rouge pourraient nourrir le double d'habitants et exporter¹. Les forêts donnent des bois de construction et d'ébénisterie, de la laque, des vernis, etc. L'élevage réussit bien.

** Quant aux ressources minérales, elles sont très grandes. Des missions géologiques comme celles de M. Bel, de M. Leclère, nous ont montré d'immenses gisements de houille du Laos à Tourane, et le long du Fleuve Rouge², du cuivre, de l'étain, du plomb, du fer (au Cambodge), de l'or (au Laos) etc.³. Notre Indo-Chine est un pays très riche en ressources minérales et végétales, habitée par vingt millions d'habitants, travailleurs, très intelligents et habiles⁴. L'élan est vraiment donné; déjà le Tonkin compte une chambre d'agriculture; des manufactures s'établissent, le commerce s'accroît: l'Annam seul a exporté en France 31 000 kil. de thé en 1898, 137 000 en 1899; pour le sucre brun, 17 000 kil. et 89 010; pour les ouvrages en bois, 2 560 kil. et 233 207; pour les joncs et roseaux, 3 000 kil. et 35 840; pour les bois, 4 849 kil. et 1 000 960, etc. En retour, les importations croissent: de 1898 à 1899, elles se sont élevées de 98 millions à 111; c'est un excédent de 12 millions, dont 10 pour la France. Ce sont les métaux, les ouvrages en métaux (les grands travaux publics en sont cause) et aussi les tissus qui font le surplus; les tissus français importés valent 50 pour 100 de plus qu'il y a trois ans. Nous voyons là un véritable essor, dû à la direction des affaires Indo-chinoises, à l'initiative des colons (dont beaucoup sont des Lyonnais) et des industriels français, qui s'appliquent maintenant à satisfaire la clientèle coloniale⁵.

** Notre empire Indo-Chinois peut jouer un rôle considérable

1. La consommation du riz en France a « trentuplé » en 15 ans.

2. Dès mars 1897, la houille de Kébao s'est vendue à San-Francisco 9 dollars contre 10 dollars la houille de Pensylvanie. — Mais celle de la côte (Hon-gay, Kébao), dont on fait des briquettes, parce qu'elle est cassante et menue, est dépassée par celle du Haut Fleuve Rouge, *égale au Cardiff*.

3. L'Exposition de 1900 était très instructive à cet égard.

4. Les meubles de style européen exposés en 1900 le montrent bien.

5. De novembre 1895 à novembre 1897 une mission d'études économiques explora la Chine et en rapporta de précieuses indications pour notre commerce et notre industrie. Envoyée par la Chambre de Commerce de Lyon, elle fut dirigée par M. Rocher, consul de France, qui, malade dès avril 1896, fut remplacé par M. Henri Brenier, un jeune économiste du plus grand mérite. Le Rapport général de la Mission lyonnaise est une mine de documents sur la Chine.

dans les affaires d'Extrême Orient. Mais il serait bon qu'on le défendit sérieusement. Il y a d'excellentes positions: le cap Saint-Jacques, Tourane, la baie d'Along, etc. Mais encore y faut-il des batteries, des munitions, des soldats; ce qui fait défaut aujourd'hui. Le commandant en chef des troupes d'Indo-Chine, le général Borgnis-Desbordes, un de ceux qui nous ont donné l'empire du Soudan, une de nos gloires coloniales, est mort en juillet 1900. Le général Dodds l'a remplacé.

V. — ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS ET PORTUGAIS DANS L'INDE.

Établissements français. — La France possède encore en Asie, dans l'Inde, *Pondichéry*¹, *Karikal* et *Yanaon*, sur la côte de Coromandel; *Mahé*, sur la côte de Malabar; *Chandernagor* sur l'Hougly, au nord de Calcutta, dans le Bengale. La population totale de l'Inde Française est de 286 883 habitants. Le 13 octobre 1879 on a inauguré le chemin de fer qui met Pondichéry en communication avec le grand réseau anglo-indien.

Établissements Portugais. — Le Portugal a conservé en Asie quelques établissements, débris de son vaste empire colonial: c'est, dans l'Inde, sur la côte de Malabar, en allant du sud au nord, *Goa*, conquise par Albuquerque en 1510, et surnommée alors « *la Dorée* » et la « *Reine de l'Orient, l'orgueil des enfants de Lusius* », aujourd'hui en ruines et presque inhabitée à cause de son climat insalubre; ensuite, à 8 kilomètres de Goa, *Panjim* ou *Villa Nova de Goa*, capitale officielle depuis 1843; *Diu*, dans une île au sud de la presqu'île de Goudjerate, et *Damaun*, au nord de Bombay et au sud de Surate. La population totale est de 514 169 habitants.

Le Portugal possède encore en Chine *Macao*, [dans la Rivière de Canton (60 000 habitants)]. Cette ville, acquise en 1557, est située sur une presqu'île rattachée au continent par un banc de sable nommé « la Tige du Nénuphar ». On y montre encore, dans un jardin appelé « le Parc de la Tourterelle Blanche », une grotte où Camoëns composa, dit-on, ses *Lusiades*. Macao fut dévasté dans la nuit du 22 au 23 septembre 1874 par un épouvantable typhon, qui fit périr plus

1. Pondichéry (*Le Beau Village*), fondé en 1674 par le Parisien François Martin, qui mourut en 1706.

de 2 000 personnes. La citadelle fut envahie par les vagues : la garnison tout entière, fidèle à la discipline, garda son poste et fut noyée, à l'exception d'un seul homme.

Un soulèvement, en octobre 1893, aux environs de Goa, contre la domination portugaise, fut réprimé au bout d'un mois.

CHAPITRE L.

L'AFRIQUE CONTEMPORAINE.

I. — EXPLORATION DE L'AFRIQUE.

Exploration de l'Afrique Occidentale : Mungo-Park, Lander, Denham, Caillié, Barth; découverte du Niger, du Lac Tchad, de Tombouctou (1795-1854). — Exploration de l'Afrique Équatoriale : Speke, Burton, Baker; découverte du lac Tanganyika, du Victoria-Nyanza, de l'Albert-Nyanza et des sources du Nil (1857-1864). — Exploration de l'Afrique Orientale : l'Abyssinie et les affluents du Nil. M. d'Héricourt (1839-1845); les dames Tinné (1863); Georges Schweinfurth (1868-1871); le docteur Nachtigal (1868-1874).

Exploration de l'Afrique Méridionale. Le docteur Livingstone. — Découverte du lac N'gami, du Pays des Makololos (1849-1850). — Livingstone traverse l'Afrique Australe à l'ouest, du N'gami à Saint-Paul de Loanda (1853-1855). — Il la traverse à l'est par le Zambèze jusqu'à Quilimane (1855-1856). — Dernier voyage de Livingstone (1866). Il est retrouvé par M. Stanley (1872). Mort de Livingstone (1873). — Le lieutenant Cameron traverse l'Afrique de la mer des Indes à l'Océan Atlantique (1873-1875). — M. Stanley découvre l'identité du Loualaba avec le Congo ou Zaïre (1874-1877). — Voyage du major Serpa Pinto; du capitaine Trivier. — L'Association Internationale Africaine.

Exploration de l'Afrique occidentale : Mungo-Park, Lander, Denham, Caillié, Barth; découverte du Niger, du lac Tchad, de Tombouctou (1795-1854). — L'intérieur de l'Afrique a été depuis un siècle exploré par d'intrépides voyageurs. Dès 1795, l'Écossais Mungo-Park, parti de la côte occidentale, s'était avancé à cinq cents lieues vers l'est; il avait reconnu le cours du *Sénégal*, de la *Gambie*, et trouvé le *Niger*. Il revint en 1805, et voulut descendre ce dernier fleuve, qui semblait tourner le dos à l'océan : son canot se brisa contre les rochers; lui-même périt dans les eaux.

On ne connaissait pas encore le cours exact du Niger, dont on n'avait visité que le cours supérieur. Ce fleuve allait-il se perdre dans les sables de l'Afrique centrale, comme paraissait l'indiquer sa direction de l'ouest vers l'est? ou bien revenait-il vers le sud, et fallait-il chercher son embouchure

au nombre de celles dont on avait constaté l'existence sur la côte de la Guinée? Richard Lander résolut ce problème : il descendit le *Niger* depuis *Yaouré* jusqu'au golfe de *Benin* et en visita les rives en trois voyages; il périt dans le dernier (1824-1827)¹.

À l'est du Niger, dans l'Afrique centrale, au sud du Sahara, entre le Grand Désert et le Soudan, s'étend l'immense lac *Tchad*, qui mesure quatre-vingts lieues de l'ouest à l'est et cinquante du nord au sud. Trois Anglais, le colonel Denham, Clapperton et Oudney, partis de Tripoli, après avoir traversé le Fezzan et le Sahara, arrivèrent dans le *Bornou*. Resté seul, Denham eut l'honneur de découvrir le lac Tchad. Il traversa sur ses bords des marécages et des forêts gigantesques, rencontrant des éléphants, des singes, des gazelles et des troupes d'oiseaux. Seuls habitants de ces déserts, ces animaux restaient immobiles à l'approche de l'homme, dont ils n'avaient point encore appris à se défier (1823).

À quatre cent cinquante lieues à l'ouest du lac Tchad, sur la rive gauche et au nord du Niger, s'étendait, au milieu des sables et sous un ciel brûlant, la capitale des nègres Kissours, *Tombouctou*. Cette ville était le principal entrepôt du commerce dans l'Afrique occidentale et le point de rencontre des caravanes qui allaient, à travers le Grand Désert, du Maroc dans le Soudan, du Fezzan dans la Sénégambie et la Guinée. Elle fut visitée par le Français René Caillié en 1827, par l'Allemand Henri Barth, de Hambourg, en 1854, et par un voyageur autrichien, le docteur Lenz, en 1880.

Exploration de l'Afrique équatoriale : Speke, Burton, Baker; découverte du lac Tanganyika, du Victoria-Nyanza, de l'Albert-Nyanza et des sources du Nil (1857-1864). — L'une des découvertes qui font le plus d'honneur au dix-neuvième siècle est celle des sources du *Nil*. On savait depuis longtemps que le Nil Blanc ou *Bahr-el-Abiad*, le plus occidental des bras du grand fleuve, se prolonge presque indéfiniment vers le sud.

1. Dans le courant du mois de septembre 1879, deux représentants de la maison Vermine de Marseille sur la côte de Guinée, MM. Zweifel et Moustier, traversèrent les montagnes, peu élevées, de Kong, qui courent parallèlement au rivage, et, arrivés sur l'autre versant, découvrirent, avec l'aide des naturels, les sources du Niger ou Dioliba. Aucun Européen n'avait encore atteint ces localités, et le Français René Caillié ainsi que l'Allemand Barth avaient vainement tenté d'y parvenir. L'insalubrité du climat et l'hostilité des indigènes les avaient successivement forcés de rebrousser chemin. Mungo-Park n'avait pas été plus heureux.

En 1857, le capitaine anglais Burton, de l'armée des Indes, fut chargé par la Société de Géographie de Londres de chercher au centre de l'Afrique un vaste lac signalé par des missionnaires allemands. Il débarque à Zanzibar avec le capitaine Speke. Le 13 février 1858, du haut d'une montagne, il découvre le vaste lac *Tanganyika*, dans le pays Oudjidji. Pendant que Burton était malade à Kaseh, Speke apprit des Arabes qu'il existait à vingt-cinq jours de marche plus au nord, un autre grand lac, duquel sortait un cours d'eau. Il alla visiter ce lac ou *nyanza*, auquel il donna, en l'honneur de la reine d'Angleterre, le nom de *Victoria-Nyanza*. L'idée lui vint que ce pourrait bien être la source du Nil.

Speke revint débarquer avec le capitaine Grant à Zanzibar le 17 août 1860. Par Kaseh, le pays de Karagoué, celui d'Ouganda, Speke retourna au bord du Victoria-Nyanza. Le 21 juillet 1862, il naviguait sur le Nil Blanc au sortir du lac. Mais il ne put le suivre que peu de temps : l'hostilité des nègres riverains l'obligea à partir directement vers le nord. Il avait entendu dire que le Nil Blanc, après être sorti du Victoria-Nyanza, traversait plus à l'ouest un autre lac, dont il recueillait également les eaux. Speke périt plus tard obscurément en Angleterre d'un accident de chasse.

Sir Samuel White Baker, chasseur à Ceylan et ingénieur sur le Danube, partit avec sa femme par l'Égypte et la Nubie à la recherche des sources du Nil en remontant le fleuve. Son voyage dura deux ans (1862-1864). Il visita le pays des *Outumbi*, d'*Ouganda*, d'*Oumyoro*, et des *Mallegha*. Le 14 février 1863, à Gondokoro, il eut la joie de rencontrer Speke et Grant, qui revenaient du Victoria-Nyanza. Les renseignements qu'il reçut d'eux lui firent diriger sa marche vers l'ouest.

Le 14 mars 1864, au lever du soleil, le voyageur, parvenu au sommet d'une colline granitique, voyait s'étendre sous ses pieds, au sud et au sud-ouest, un lac immense, semblable à une mer d'argent ; à l'ouest, des montagnes bleues, qui paraissaient sortir du lac, s'élevaient à une hauteur de sept mille pieds. « L'Angleterre avait conquis les sources du Nil. » Baker, qui se trouvait alors par 1° 14' de latitude nord, donna au lac, « en l'honneur de l'époux pleuré par la reine Victoria », le nom d'*Albert-Nyanza* ; puis il s'élança dans l'eau et but à longs traits aux sources du Nil. Le lac au bord duquel se trouvait Baker était appelé *Nzighé* par les indigènes. Il constata que le Nil y entraît à l'extrémité septen-

trionale pour en sortir aussitôt et continuer sa route vers le nord¹.

Exploration de l'Afrique orientale : l'Abyssinie et les affluents du Nil. M. d'Héricourt (1839-1845) ; les dames Tinné (1863) ; M. Georges Schweinfurth (1868-1874) ; le docteur Nachtigal (1868-1874). — La vallée du *Nil Oriental* ou *Nil Bleu*, qui arrose l'Abyssinie, fut deux fois explorée par un Français, M. Rochet d'Héricourt (1839-1840, 1842-1845). Venu des côtes de la mer des Indes par le pays des Adels, ce hardi voyageur, après avoir traversé de hautes montagnes, descendit en Abyssinie, au milieu d'une végétation luxuriante, dans un pays rempli de lacs, de rivières, de cascades, où l'orge, le blé et le coton croissaient à l'état sauvage à côté de l'acacia et du jasmin. Il visita les huttes circulaires des Abyssins, dont les grands toits coniques semblaient sortir d'une mer de verdure. Il parcourut *Ankober*, *Ankolola*, *Aleyou-Amba* et le pays des *Gallas*.

C'est de l'Abyssinie que sort le *Nil Bleu* ou *Bahr-el-Azrak*, qui, à *Khartoum*, en Nubie, se jette dans le *Nil Blanc*. Si l'on remonte ce dernier fleuve depuis *Khartoum* en allant vers le Victoria-Nyanza, on trouve à l'ouest de nombreux affluents, dont le plus considérable est le *Bahr-el-Ghazal* (Rivière des Gazelles). Trois Hollandaises, la mère, la fille et la tante, les dames Tinné, accompagnées de MM. Heuglin et Steudner, résolurent de l'explorer. Elles partirent de *Khartoum* le 25 janvier 1863, traversèrent les lacs *Nô* et *Rek*, au milieu de plaines inondées, peuplées de reptiles, de moustiques, et couvertes de roseaux énormes, qui souvent fermaient le passage aux barques. On s'avança pendant dix mois ; mais les pluies survinrent, et avec elles les fièvres. Deux des trois dames Tinné et le docteur Steudner succombèrent.

Un naturaliste de Riga, M. Georges Schweinfurth, entreprit un voyage d'exploration dans les mêmes contrées de 1868 à 1871. Il visita l'Égypte, la Nubie, le lac *Nô*, les bords du *Bahr-el-Ghazal*, le pays des anthropophages *Sandeh* ou *Niams-Niams*, des *Mombouttous* et des nains *Akka*.

Gordon-Pacha, « Gordon le Chinois », passé au service de l'Égypte, visita depuis cette époque les mêmes pays. Un Al-

1. Des explorations plus récentes et plus complètes ont démontré qu'il y a là, non pas un lac, mais deux lacs, quelquefois réunis, quelquefois séparés, selon que le niveau s'élève ou s'abaisse : le *Mbutan* ou *Mbuton* ou *Albert-Nyanza* au nord, et le *Muta-Nzighé* ou *Banda-Nzighé* au midi.

lemand, le docteur Nachtigal, parti de Tripoli, découvrit de 1868 à 1874, au sud-est du Fezzan, l'oasis jusque-là inconnue de *Tibesti*; il se dirigea ensuite vers le lac Tchad, explora, au sud et à l'ouest de ce lac, le *Bornou* dont la capitale *Kouka* renfermait 60 000 habitants, et le *Baghirmi*, à l'est du Bornou, arrosé par le fleuve *Chari*, tributaire du lac Tchad. Il revint par le Darfour au bord du Nil.

Exploration de l'Afrique méridionale. Le docteur Livingstone. — Né en Écosse, au bord de la Clyde, le docteur Livingstone fut le fils de ses œuvres. Entré à l'âge de dix ans comme apprenti dans une filature de coton près de Glasgow, il y resta onze ans, trouva le moyen d'apprendre le latin, le grec, se fit recevoir docteur en médecine et ministre protestant. Il s'embarqua en 1840 pour le cap de Bonne-Espérance, passa six mois dans la vallée de *Mabotsa*, au milieu des *Bé-tchouanas*¹, faillit être dévoré par un lion, et vécut ensuite six ans à *Colombeg*. La destruction de cette ville par les Boërs hollandais en guerre avec les Bé-tchouanas l'obligeant à trouver une nouvelle demeure, il partit pour le nord, à la recherche du lac *N'gami*.

Découverte du lac N'gami, du pays des Makololos (1849-1850). — Ce lac est situé sous le 20° 30' de latitude sud et le 20° 40' de longitude est; il a trente lieues de tour; il est à peu près à égale distance des deux mers. Pour y parvenir, Livingstone avait dû traverser pendant deux mois, du sud au nord, le grand désert de *Kalahari*, couvert de hautes herbes, et dans la saison des pluies, de melons sauvages, infesté de moustiques, d'énormes fourmis, qui élèvent des monticules hauts de trente pieds, de serpents, de rhinocéros et de lions (juin-juillet 1849).

Livingstone remonta ensuite vers le nord, en suivant les bords du *Chobé*, qui va se perdre dans le *Zambèze*. Il visita *Linyanti*, sur le *Chobé*, et *Sésheké*, capitale des Makololos sur le *Zambèze* (17° 31' latitude sud et 22° 52' longitude est). L'intrépide Anglais était parvenu au centre de l'Afrique australe (1851).

1. A côté du nom de Livingstone, il convient de citer celui de son beau-père, le docteur Moffat. Né en 1795, et arrivé au Cap en 1816, il évangélisa les Bé-tchouanas, traduisit la Bible dans leur langue, et résida de longues années à *Kuruman*. Après 50 ans de séjour en Afrique, sa santé le contraignit à revenir en Europe, où il mourut à Leigh (Kent) en 1883.

Livingstone traverse l'Afrique australe à l'ouest, du N'gami à Saint-Paul de Loanda (1853-1855). — Il résolut de mettre ce point en communication avec l'Océan Atlantique à l'ouest et l'Océan Indien à l'est. Avec l'appui de Sékélétoù, roi de Linyanti, il s'embarqua le 11 novembre 1853 sur le *Chobé* et descendit ce cours d'eau jusqu'à son confluent avec le *Zambèze*; puis il remonta ce fleuve lui-même et ensuite le *Liba*, un autre de ses affluents, en se dirigeant toujours vers le nord, jusqu'au lac *Dilolo*, dans le pays de Londa. Bientôt après, il était sur le versant de l'Atlantique, au bord du *Casaï*, affluent du Congo; une longue marche vers l'ouest l'amena au Congo même. Après avoir traversé ce fleuve, large de cent cinquante mètres, il atteignit *Cassange*, première station portugaise, et vit enfin la mer à *Saint-Paul de Loanda* (31 mars 1854). Il en revint en passant plus à l'est, dans un pays où la vue d'un blanc épouvantait hommes et animaux, où à son approche les chiens s'arrêtaient court, puis se sauvaient la queue entre les jambes, comme s'ils avaient vu un lion. Ce fut seulement en octobre 1855 qu'il atteignit Linyanti et revit Sékélétoù, à qui il rapportait un uniforme de colonel portugais.

Il la traverse à l'est par le Zambèze jusqu'à Quilimane (1855-1856). — Il restait maintenant à gagner à l'est l'Océan Indien. Parti de *Linyanti* le 3 novembre 1855, Livingstone descendit le *Chobé*, puis le *Zambèze*, et parvint à la chute *Victoria*, que forme ce fleuve. Large de dix-sept cents pieds, le *Zambèze*, à la hauteur de la cataracte, se resserre dans un lit de deux cents pieds; violemment comprimées, les eaux se précipitent par une pente perpendiculaire dans un gouffre profond de quatre cents pieds, d'où elles rejaillissent en colonne de vapeur. Toujours suivant le *Zambèze*, Livingstone traversa le pays des *Batokas*, des *Banyanis*, reconnut les ruines de *Zambo*, visita *Tété*, premier établissement portugais de Mozambique, passa aux pieds des monts *Lupata*, à *Sená*. Le 20 mai 1856, il avait atteint *Quilimane*, au nord de l'embouchure du *Zambèze*, d'où il s'embarqua pour l'Angleterre.

Il en revint en 1858 avec le titre de consul d'Angleterre à *Quilimane* et un vapeur à sa disposition. Malgré la mauvaise volonté des Portugais, qui exerçaient encore clandestinement sur cette côte la traite des nègres, il explora pendant six ans (1858-1864) la vallée du *Zambèze* et de son affluent le *Chiré*.

Ce dernier cours d'eau vient du nord et descend parallèlement à la côte. Livingstone le remonta en traversant les lacs *Pamalombé* et *Nyassa*; il retourna en 1864 en Angleterre.

Dernier voyage de Livingstone (1866). Il est retrouvé par M. Stanley (1872). Mort de Livingstone (1873). — Dès 1866, l'infatigable voyageur débarquait sur la côte orientale de l'Afrique, vers le cap Delgado, à l'embouchure de la rivière Rovouma, près du 11° de latitude sud. A son tour, il voulait explorer la région où le Nil prend sa source. Il s'enfonça dans l'intérieur, dépasse le lac *Nyassa* et parcourt, de 1867 à 1871, le pays situé à l'ouest du lac *Tanganyika*. Il découvrit cinq lacs : les quatre premiers, en allant du sud au nord, étaient : le lac *Bangouéto*, le lac *Moéro*, le lac *Komolondo* ou *Oulendjé*, et le lac *Sans Nom*; le cinquième, le lac *Lincoln*, était situé à l'ouest de l'Oulendjé. Tous étaient réunis par des rivières, qui portaient le nom de *Loulaba*. Ces masses d'eau allaient-elles au nord s'écouler dans la vallée du Nil? Se dirigeaient-elles au contraire vers l'ouest, pour aller former quelque fleuve inconnu tributaire de l'Atlantique?

Livingstone ne put résoudre cette question. Abandonné des hommes de sa suite, exposé à la défiance des indigènes, il ne pouvait depuis plusieurs années communiquer avec l'Europe; on le croyait mort. Un Américain, M. Stanley, correspondant du *New-York Herald*, parti à sa recherche, débarqua sur la côte de Zanzibar, parvint à le rejoindre à *Oudjidji*, à l'est du lac *Tanganyika*, lui fournit des secours et vint apporter de ses nouvelles en Europe (1872-1873). Demeuré en Afrique, Livingstone découvrit en 1872 le lac *Liamba*, prolongement sud-est du *Tanganyika*¹. Au retour d'une nouvelle excursion vers l'ouest, il dut traverser des contrées inondées, où il marcha souvent trois heures de suite dans l'eau jusqu'à la ceinture. Atteint de la dysenterie, il mourut le 4 mai 1873 à *Mouilala*, sur le plateau de *Lobisa*, à l'âge de 57 ans.

Ses restes furent rapportés vers la côte par Jacques Wainwright et cinq autres nègres, qui, avec leur précieux fardeau, accomplirent en neuf mois un trajet de 450 lieues. Ils rencontrèrent en route les lieutenants Cameron et Murphy et le docteur Dillon, qui avaient été envoyés à la recherche de Livingstone.

1. On a reconnu depuis que ce lac n'était qu'une nappe d'eau temporaire formée par le trop-plein du *Tanganyika*.

Le Gouvernement anglais, rendant un juste hommage à la mémoire de cet homme illustre, et se faisant l'interprète de l'admiration du monde civilisé, fit célébrer ses funérailles et inhumer son corps dans l'abbaye royale de Westminster, aux frais de l'État.

Le lieutenant Cameron traverse l'Afrique de la mer des Indes à l'Océan Atlantique (1873-1875). — Le lieutenant Cameron, de la marine anglaise, choisi par la Société géographique de Londres pour aller à la recherche de Livingstone, arriva à Zanzibar le 13 janvier 1873. Le 18 mars il partit de *Bagamoyo* pour l'intérieur, accompagné du lieutenant d'artillerie Cecil Murphy, du docteur Dillon et de M. Moffat, jeune neveu de Livingstone. Ils se dirigèrent vers le lac *Tanganyika*. M. Moffat mourut d'épuisement après une marche de cent sept jours. Peu après les voyageurs rencontrèrent la caravane qui ramenait vers la côte les restes de Livingstone; le docteur Dillon, malade, se joignit à elle pour revenir sur ses pas, avec M. Murphy, et, quelques jours après, dans un accès de fièvre, il se brûla la cervelle.

Sans se laisser décourager, Cameron poursuivit sa route et atteignit les bords du *Tanganyika* à *Kawélé*, dans l'Oudjidji, le 22 février 1874. Il les explora pendant deux mois, du 13 mars au 9 mai 1874. Ce lac, seize fois grand comme le lac de Genève, a plus de 150 lieues du sud au nord sur 10 de l'est à l'ouest. Cameron découvrit à l'ouest du lac, au sud de l'île *Kasendjé*, la rivière *Loukouga* ou *Louvoubou*, qui va vers l'occident porter le trop-plein du *Tanganyika* dans le *Loulaba*. Le *Loulaba* est formé de deux bras : le bras oriental ou *Luwa*, qui traverse les lacs *Bangouéto* et *Moéro*; le bras occidental, qui traverse les lacs *Lohemba* et *Kassali*. Réuni en une seule masse, le *Loulaba* traverse le lac *Komolondo* et coule au nord parallèlement au lac *Tanganyika* jusqu'à la ville de *Nyangoué*, vers le 4° lat. sud. Là il change de direction, tourne à l'ouest, reçoit à droite au nord les rivières *Lila*, *Lindi* et *Lowa*, et à gauche au sud la rivière *Lomami*, grossie elle-même à l'ouest de la rivière *Luwembi*, qui a traversé le lac *Iki* ou *Lincoln*. D'après des renseignements dont Cameron ne put vérifier l'exactitude, le *Loulaba* formait ensuite le lac *Sankorra*, d'où il sortait à l'ouest, pour aller, pensait-il, rejoindre le Zaïre, avec lequel il était peut-être identique. De cet ensemble de découvertes résultait pour le voyageur anglais la conviction que le lac *Tanganyika* était

la source du Zaïre, comme le Victoria-Nyanza la source du Nil.

L'hostilité des indigènes empêcha Cameron de compléter sa découverte en descendant le Loualaba jusqu'au bout. A partir de Nyangoué, il dut tourner au sud-ouest, visita *Kilemba*, au nord du lac Kassali, laissa Kabébé sur la droite, le lac Dilolo sur la gauche, et passa à *Chakelembe*, *Peho*, *Bihé*. Il traversa des plaines où l'herbe atteignait trois mètres de hauteur. Tous les peuples qu'il visita étaient nègres; leur religion était le fétichisme. Ils pratiquaient les sacrifices humains, ils avaient des esclaves. Enfin, après deux ans et huit mois, malgré la chaleur, l'hostilité des naturels sur certains points et des périls de toutes sortes, Cameron atteignit l'océan Atlantique à *Katombela* à 25 kilomètres au nord de Benguéla (septembre 1875). Le premier de tous les Européens, il avait parcouru l'Afrique tropicale dans toute sa largeur.

M. Stanley découvre l'identité du Loualaba avec le Congo ou Zaïre (1874-1877). — Très vraisemblable depuis le voyage de Cameron, l'identité du Loualaba et du Congo ou Zaïre est aujourd'hui démontrée. M. Stanley, encouragé par le succès de son premier voyage en Afrique à la recherche de Livingstone, était reparti pour visiter l'intérieur de ce continent, comme correspondant du *New-York Herald* et du *Daily-Telegraph* (de Londres), avec des embarcations et plusieurs centaines d'hommes. Ayant quitté Zanzibar en septembre 1874, il explora en détail les bords du Victoria-Nyanza et de l'Albert-Nyanza (1875-1876). Ensuite il côtoya en cinquante et un jours tous les rivages du lac Tanganyika. Le 24 août 1876, il quitta Oudjidji, et, après soixante-quatorze jours, atteignit Nyangoué, sur la rive droite du Loualaba, dans le pays des Manyouémas anthropophages.

C'est jusque-là que le lieutenant Cameron avait descendu le Loualaba. M. Stanley, en suivant le fleuve plus bas dans un pays entièrement inconnu, découvrit que Livingstone et Cameron, trompés par les faux rapports des indigènes, avaient cru à tort à l'existence d'un lac, que le premier désignait comme *sans nom*, que le second appelait *Sankorra*. Il reconnut aussi que le Loualaba, loin de couler au nord-ouest, descend dans la direction du nord en faisant de grands détours à l'est. A certain moment, Stanley et ses compagnons durent trainer à bras leurs embarcations à travers les forêts vierges, et ils échappèrent avec peine aux flèches empoisonnées des

anthropophages de l'*Oukousou*. Sous l'équateur, le Loualaba prend la direction du nord-ouest, forme cinq cataractes et coule à travers des montagnes pittoresques. Il reçoit une grande rivière venue du nord-est et large de 1 800 mètres. Un peu plus loin, M. Stanley faillit périr dans un combat contre cinquante-quatre barques indigènes.

Il avança toujours et reconnut que le Loualaba, auquel les indigènes donnent désormais le nom de *Congo*, puis de *Zaïre*, parvient à 2 degrés au nord de l'équateur, c'est-à-dire à la hauteur du point central de l'Albert-Nyanza. Arrivé là, le Loualaba, dont la largeur varie entre 4 et 18 kilomètres, forme un vaste lac mouvant. Puis il fallut livrer de nouveaux combats contre les nègres. M. Stanley perdit beaucoup de ses compagnons et faillit périr sur les cataractes de *Mowa* et de *Mbélo*. Le 8 août 1877, il atteignit Bomana en pays connu, et le 13 il s'arrêtait à Kabinda, à l'embouchure du Zaïre. Son voyage avait duré deux ans et neuf mois; il avait découvert l'identité du Loualaba, Congo ou Zaïre, navigué cinq mois sur ce fleuve, auquel il donna le nom de *Livingstone*, franchi 57 cataractes et soutenu 32 combats.

Un voyageur français, l'abbé Debaise, partit bientôt après de la côte de Zanzibar avec l'intention d'explorer la portion encore inconnue du continent, entre l'Albert-Nyanza, le Congo et la côte de Gabon. Les nouvelles de 1879 permettaient d'espérer que ses efforts seraient couronnés de succès; malheureusement on reçut en 1880 la nouvelle de sa mort.

Voyages du major Serpa Pinto (1877-1879); du capitaine Trivier, etc. — Depuis cette époque, un autre Européen, le major portugais Serpa Pinto, est parvenu à traverser l'Afrique plus au sud.

Le major Alexandre Alberto Serpa Pinto partit de Benguela le 12 novembre 1877. Laissant au nord la route de Cameron, M. Pinto passa par *Dombé-Grande*, *Quillingue*, *Caconda*, le *Nano*, le *Huambo*, le *Sambo*, le *Moma*, le *Caquingue*, le *Bihé*. Il traversa successivement une zone marécageuse, insalubre et stérile; une zone de montagnes, très boisée et fertile; une zone de plateaux, où le fer abonde, mais où le buffle, l'hippopotame, le serpent, le crocodile, se rencontrent à chaque instant. Les nègres de cette région sont très ignorants, misérables, et même, sur certains points, anthropophages.

Parti malade de Bihé le 7 juin 1878, M. Pinto franchit le *Coanza* et atteignit le *plateau de Cangala*, où prennent nais-

sance le *Coanza*, tributaire de l'Atlantique, et le *Zambèze*, tributaire de l'Océan Indien. Il suivit alors la vallée de *Cuando* ou *Linyanti*, auquel on donne ordinairement, à tort, paraît-il, le nom de *Chobé* ou *Tchobé*. En butte à l'hostilité des négriers, manquant de vivres, ayant à craindre les bêtes féroces, M. Serpa Pinto fut abandonné par tous les nègres qu'il avait pris à son service. Il parvint pourtant à descendre en barque le *Zambèze* par *Catongo* et *Embarira*. Il rencontra un naturaliste anglais, le docteur Bradshaw, puis, à *Luxuma*, un missionnaire français, M. Collard. Il parvint ensuite à gagner *Guejuma*, puis la fameuse cataracte *Victoria*, nommée par les indigènes *Mosi-oa-tunia*.

Il se dirigea vers le midi, par *Patamatenga*, par le Désert de *Raines*, limitrophe de celui de *Kalahari*, et par l'immense lagune de *Macaricari*, située à 903 mètres au-dessus du niveau de la mer, et réunie au lac *N'gami* par la *Botlétlé*. Enfin, par la ville de *Shoshong*, M. Pinto atteignit *Prétoria*, sur le territoire du Transvaal, le 12 février 1879.

Un jeune officier de la marine française, M. Victor Giraud, enseigne de vaisseau, entreprit en 1882 de traverser l'Afrique Équatoriale. Parti de Zanzibar le 17 décembre 1882 par Dares-Salam et l'Ousagara, il atteignit le lac Bangouéolo. Retenu prisonnier pendant 2 mois chez les Vouossi des rives du Louapoula (nom du Congo supérieur), il parvint à s'échapper, et gagna le lac Tanganyika, puis la station de Karema, dans l'État Libre du Congo. Il repartit pour l'Ouest en 1884; mais, abandonné de ses porteurs, seul, sans guide, il dut rebrousser chemin, et revenir à la côte orientale, qu'il regagna par le lac Nyassa, le Chiré et le *Zambèze*; il la rejoignit à Quilimane. Il avait trouvé partout les indigènes misérables, et constaté que, dans l'Afrique Tropicale, la population décroît rapidement.

L'Afrique Australe a été traversée de nouveau dans ces dernières années par un autre voyageur français. M. Trivier, capitaine au long cours, quitta Bordeaux le 21 août 1888 avec l'aide pécuniaire du journal *La Gironde*. Accompagné d'un Alsacien, Émile Weissemurger, et de deux noirs du Sénégal, Baba et Ali, il partit le 10 décembre 1888 de Loango sur l'Atlantique, dans la Gabonie, et remonta le Congo avec l'intention d'aller rejoindre l'Océan Indien à Zanzibar. Retenu prisonnier à Kassongo par le sultan N'sigué, beau-frère du puissant chef arabe Tippou-Tib, il parvint à s'échapper, et arriva

le 2 juin 1889 à M'toa, sur la rive occidentale du lac Tanganyika. Il le traversa, passa à Oudjidji, puis se dirigea au sud-est vers le Chiré, affluent du *Zambèze*; le 23 septembre, au sud du Tanganyika, il perdit son compagnon Weissemurger, dévoré par une bête fauve ou victime d'un autre accident pendant la nuit. Sans bagages, à peu près sans ressources, à force d'énergie, de courage, de présence d'esprit, M. Trivier parvint à gagner Quilimane le 1^{er} décembre 1889 avec Baba et Ali.

Un autre Français, M. Jules Borelli, chargé d'une mission gratuite par le Gouvernement, explora l'Afrique Orientale pendant cinq ans, de mars 1884 à juin 1889, visitant successivement Tadjourah, le Choa, Ankober, le Harrar, le cours des rivières Omo et Godjeb, le Mont Harro-Wenchit et son immense cratère, le May-Gondo aux flancs tapissés de forêts de bambous, les pays de Djimma, des Tradix, des Tambaro, des Wallams, le lac Abbala, le Garo, le Boscha, le Kouollo, le lac Schambarra ou Basso Narok, dans lequel se jette la rivière Omo, mais sans pouvoir pénétrer dans le royaume de Zingero.

Chargé d'une mission par un comité international siégeant à Londres, M. Édouard Foa explora trois ans l'Afrique méridionale, du Cap à Zanzibar, par le Transvaal, franchit le Limpopo, le Pongoué, visita Quilimane, passa le *Zambèze*, le Chiré, le lac Nyassa (1891-1893). Un autre Français, M. Léopold Dècle, parti du Cap vers le nord en 1891, passa dans le Kalahari, traversa le *Zambèze*, vint à Karonga au nord du lac Nyassa, visita Mpimbwe et Oudjidji sur le lac Tanganyika, arriva au Victoria-Nyanza, traversa l'Ouganda et rejoignit la côte à Mombasa (Afrique Orientale Anglaise) en 1893.

Le jeune duc d'Uzès avait quitté la France à vingt-quatre ans pour traverser le continent africain du Congo à l'Égypte. Ses forces épuisées l'obligèrent à revenir mourir à la côte (1892-1893). M. Jean Hess, né en Alsace en 1862, et d'abord médecin de la marine, puis explorateur, parti avec l'expédition du duc d'Uzès, a exploré les pays Baribas entre le Niger et le Dahomey.

Deux autres Français, MM. Charles-Maurice Versepuy et le baron de Romans, chargés d'une mission, par le Ministère de l'Instruction Publique, dans l'Afrique Orientale, traversèrent de l'est à l'ouest le continent noir. Par malheur, Versepuy, à peine revenu en France, mourut à Chantilly, dans sa famille, des suites de ses fatigues (3 septembre 1896).

L'Association Internationale Africaine. — Une Société d'Exploration Internationale Africaine fut fondée en 1878 sous le patronage de Léopold II, roi des Belges, et la direction de M. Stanley, pour établir des stations commerciales sur la route de Zanzibar au lac Tanganyika et du lac Tanganyika à l'Océan Atlantique. Il y en avait 17 en 1883, les principales étant : à l'*embouchure du Congo* ; à *Vivi* ; à *Isangila* ; à *Manyanga* ; à *Léopoldville* ; à *Mrwatu* ; à *Bolobo* ; à *Lukoleia* ; à *l'Équateur*. M. Stanley découvrit en 1883 le lac *Mantumba*. Très hostile à la fois aux Portugais et aux Français, il semblait agir moins dans l'intérêt de la Société internationale que de l'Angleterre. Dans une lettre adressée de Léopoldville le 23 juillet 1883 à l'*Association Anglaise pour l'Avancement des Sciences*, il engageait l'Angleterre à *protéger* les indigènes du Bas-Congo, pour les soustraire aux Portugais. Autrement, disait-il, « vous les livrez corps et âme à l'enfer et à l'esclavage ». Revenu en Europe en juillet 1884 pour y rétablir sa santé éprouvée par le climat, M. Stanley fut remplacé à la tête de l'Association Internationale par le lieutenant-colonel Sir Francis de Winton.

Les dernières explorations ont permis de déterminer avec précision le cours du Congo. Ce fleuve sort réellement du lac Bangouéolo, traverse le lac Moéro, forme de nombreux rapides, est navigable pendant 360 lieues des Chutes Stanley jusqu'au petit lac Stanley, et redevient impraticable jusqu'aux Chutes de Yellela.

** La suite des explorations de l'Afrique se retrouvera dans l'histoire récente de l'extension coloniale de chacune des diverses nations européennes qui continuent à s'y créer des établissements considérables.

II. — CONFÉRENCE DE BERLIN. — ÉTAT LIBRE DU CONGO.

Le prince de Bismarck et sa politique coloniale en Afrique. Ses avances à la France. — La Conférence de Berlin (novembre 1884-février 1885). L'État Libre du Congo. — La Province de l'Équateur. Emin-Pacha. Dernier voyage de Stanley. — Les traités anglo-congolais et franco-congolais (1894). — Projet de vente du Congo à la Belgique. — Le lieutenant Lothaire et le négrier Stokes. — Prospérité du Congo belge.

Le prince de Bismarck et sa politique coloniale en Afrique. Ses avances à la France. — En 1884 l'Allemagne

à son tour se plaça au nombre des puissances coloniales de l'Afrique, et M. de Bismarck prit l'initiative d'une Conférence en vue de déterminer une règle internationale pour la prise de possession des territoires non encore occupés par les Européens. C'est à la France qu'il s'adressa d'abord ; il disait dans une séance du Reichstag où était discutée sa politique coloniale : « Jamais, depuis 1866, nos rapports avec la France n'ont été si bons : c'est le résultat de l'avènement en France d'un Gouvernement prévoyant ². » Le chancelier de fer ne réfléchissait pas assez que son *satisfecit* ne serait peut-être pas aux yeux des Français pour le Ministère Jules Ferry une recommandation aussi puissante qu'il le pensait. Du reste, en poussant la France aux entreprises lointaines, au Tonkin, au Congo, à Madagascar, il espérait lui faire oublier Metz et Strasbourg, en tout cas diviser ses forces, la mettre indéfiniment aux prises avec les Annamites, les Chinois, les Hovas, la paralyser, la détourner des affaires du continent, lui créer de nouveaux ennemis, la brouiller peut-être complètement avec l'Angleterre, comme il avait déjà travaillé à la brouiller avec l'Italie et l'Espagne ³. Les Anglais, si peu bienveillants pour la France, qui nous ont évincés de l'Égypte, et qui nous surveillaient avec tant de jalousie au Maroc, à Madagascar, sur la mer Rouge, en Chine, en Birmanie, partout, s'inquiétaient eux-mêmes du rapprochement qui s'opérait entre Paris et Berlin. Le *Standard* écrivait : « L'idée d'une alliance entre la France et une puissance qui lui a enlevé l'Alsace et la Lorraine est trop peu naturelle, trop impraticable, pour que des gens sensés puissent s'y arrêter... Le prince de Bismarck cherche à former des dissensions entre l'Angleterre et la France en vue d'isoler cette dernière. » Néanmoins une entente préalable s'établit entre le chancelier allemand et le Ministère français (25 septembre 1884), et la réunion d'une Conférence de toutes les grandes puissances à Berlin fut décidée (8 octobre).

1. Dans la séance du 10 janvier 1885.

2. Aussi Jules Ferry, dans le conflit entre la France et la Chine, après avoir refusé les bons offices des États-Unis, croyait-il pouvoir invoquer ceux de l'Allemagne : « Si, écrivait-il le 29 mars 1885 à M. Alphonse de Courcel, ambassadeur de France à Berlin, l'Allemagne donnait à la Chine un conseil autorisé, nos affaires pourraient se régler rapidement. Sous cette forme, le concours de l'Allemagne nous serait précieux. »

3. On lui prêtait ce propos : « Je ferai des agneaux de ces Français tapageurs. »

La Conférence de Berlin (novembre 1884-février 1885). **L'État Libre du Congo.** — Elle s'ouvrit le 13 novembre 1884 sous la présidence de M. de Bismarck et dura jusqu'au 26 février 1885. Elle décida qu'à l'avenir toute puissance qui voudrait acquérir en Afrique un territoire nouveau devrait : 1° notifier sa prise de possession à toutes les puissances représentées dans la Conférence ; 2° maintenir sur les territoires occupés ou protégés une juridiction suffisante pour faire observer la paix. L'existence de l'État Libre du Congo fut reconnue ; la navigation et le commerce y furent déclarés libres, sauf révision dans vingt ans ; la vallée du Congo était neutralisée ; le commerce était libre aussi dans la vallée française de l'Ogôoué et dans celle du Niger.

La principale question était la fixation des limites entre l'État Libre du Congo, les colonies portugaises au sud et à l'ouest, la colonie française du Gabon et de l'Ogôoué au nord. Le Portugal dut abandonner l'embouchure du Congo, dont il se prétendait souverain, en se réservant seulement au nord du fleuve l'enclave de Cabinda, et, par suite du traité de Berlin, du 14 février 1885, entre le Gouvernement de Lisbonne et l'Association Internationale Africaine, les limites de l'État Libre du Congo furent tracées comme il suit :

A l'ouest, le littoral de l'Océan Atlantique, à l'embouchure du Congo, sur une étendue de 37 kilomètres, entre Banane et Yabé ; le parallèle de Yabé jusqu'à sa rencontre avec le méridien de Ponta de Lenha ; ce méridien vers le nord, jusqu'au Chiloango ; la rive gauche de ce fleuve jusqu'à sa source ; une ligne courbe de ce point aux Chutes de Ntombo-Makata du Congo, laissant sur le territoire français la station de Mboko et sur le territoire de l'Association celles de Moukombi et de Manyanga ; enfin, à partir des chutes Ntombo, le Congo même, jusqu'au confluent de la Boumba, au delà de la station de l'Équateur, où la limite se dirigeant vers le nord-est restait à déterminer ;

Au sud, le Congo, depuis Banane, jusqu'un peu en amont de Noki, la rive nord du fleuve étant à l'Association, la rive sud au Portugal ; puis, à partir de Noki, le parallèle de ce point jusqu'à un point voisin du 9^e parallèle et une ligne brisée de ce point au lac Bangouéolo ;

A l'est, les rives occidentales du Bangouéolo, du Tanganyika, du Mouta-Nzigé et de l'Albert-Nyanza.

Au nord, la ligne de faite (à reconnaître), qui sépare le bas-

sin hydrographique du Congo de ceux du Nil, du Chari et de la Bénoué.

Ces frontières ne sont exactement connues que dans leur partie occidentale, où les intérêts de la France, du Portugal et de l'Association se touchent ; elles donnent à l'État du Congo une superficie approximative de 2 252 780 kilomètres carrés, près de quatre-vingts fois celle de la Belgique, cinq fois celle de la France. Le roi Léopold II de Belgique fut déclaré souverain du nouvel État.

**Depuis, plusieurs conventions internationales ont été signées, relatives à l'Afrique. Le 8 juin 1899, notamment, à Bruxelles, un accord a réglé le régime des spiritueux en Afrique. Là où ils ne sont pas encore prohibés, des droits élevés en frapperont l'entrée, et l'alcool des distillateurs indigènes sera taxé au moins autant que celui d'importation. C'est la question des *bouilleurs de cru* nègres !

En mai 1900, à Londres, une convention a été signée pour la protection des animaux entre le 20^e lat. N., les mers et océans, le nord du Deutsch-Sud-West Africa et le Zambèze. Il est interdit de tuer les animaux utiles, les animaux non adultes d'autres espèces, les femelles suivies de leurs petits ; des réserves seront créées. On fixera la saison de chasse, pour laquelle seront délivrés des permis. L'éléphant est en particulier protégé par la confiscation des défenses inférieures à 5 kilos. La destruction des crocodiles, des serpents venimeux est prévue, ainsi que des mesures pour la domestication des éléphants, des autruches, des zèbres, etc.

La province de l'Équateur. Emin-Pacha. Dernier voyage de Stanley. — La situation de l'État libre du Congo en 1887 ne paraissait rien moins que prospère. Les administrateurs belges n'avaient su jusque-là ni l'organiser ni le défendre. Les Arabes marchands d'esclaves² lui enlevèrent en 1886 le

1. On évaluait en 1898 la population à 14 millions d'habitants, parmi lesquels seulement 1 628 blancs, dont 959 Belges.

2. Rien de sérieux n'a été fait dans l'État Libre pour supprimer le trafic des esclaves. Le cardinal Lavigerie, archevêque d'Alger et de Carthage, entreprit en 1888 une campagne de propagande ayant pour but l'abolition de la traite dans l'intérieur de l'Afrique. Dans des conférences faites principalement en Belgique, le prélat traça un tableau lamentable des scènes de cruauté et de violence qui avaient lieu au Congo : abolitionnistes *en paroles*, les administrateurs de l'État Libre seraient esclavagistes *en fait*. On a vu (t. II, p. 258) qu'une Conférence Internationale, réunie à Bruxelles, étudia les moyens de supprimer la traite (1889-1890), sans aboutir jusqu'ici à un résultat

poste des chutes Stanley. Le chef arabe Tippou-Tib fonda entre le lac Tanganyika et la côte de Zanzibar un empire analogue à celui du mahdi dans le Soudan Égyptien, avec Kasongo pour capitale, menaçant ainsi la partie orientale de la vallée du Congo. Aussi, à la fin de 1886, Léopold II rappela-t-il d'Amérique M. Stanley, qui y faisait une tournée de conférences des plus fructueuses. M. Stanley partit en 1887 pour l'Afrique. Le but ostensible de son voyage était d'aller secourir l'Allemand Emin-Pacha. Celui-ci, Silésien d'Autriche, avait reçu de Gordon-Pacha en 1878 le gouvernement de la *Province de l'Équateur*. Devenu musulman, et isolé depuis plusieurs années à Ouadelaï, à l'extrémité méridionale de l'ancien empire égyptien, il y était cerné, croyait-on, par les nègres et les Arabes.

Le 18 mars 1887 M. Stanley était à l'embouchure du Congo, avec 709 hommes, se dirigeant vers Stanley-Pool; le 21 avril il était parvenu à Léopoldville; le 1^{er} mai il se trouvait sur la Rivière-Noire; le 20 juin l'expédition était arrivée aux chutes Yambouya sur l'Arrouhouimi; le major Barttelot y fut laissé avec 3 officiers européens et 237 hommes; il devait attendre le steamer venant de Stanley-Pool avec des renforts, et, à l'arrivée du contingent de porteurs promis par Tippou-Tib, suivre la colonne principale de Stanley. Cette colonne, forte de 389 hommes, partit le 28 juin. De cette date jusqu'au 21 décembre 1888, on fut sans nouvelles précises de Stanley, et le bruit courut plusieurs fois qu'il était mort. L'audacieux explorateur finit pourtant par être retrouvé. On sut qu'après des périls et des fatigues sans nombre, il avait atteint les bords du lac Albert, rencontré Emin-Pacha, qu'il était revenu sur ses pas après avoir fondé un fort dans l'espace intermédiaire, et qu'à la tête du détachement laissé en arrière avec le major Barttelot, il était retourné vers Emin. Moins heureux que lui, Barttelot avait été assassiné par les indigènes. Depuis, Stanley, revenu encore une fois au bord de l'Albert-Nyanza, décida, bon gré mal gré, Emin à revenir vers la côte, et tous deux, avec leurs compagnons survivants, parvinrent le 4 décembre 1889 à Bagamoyo sur l'Océan Indien.

pratique. Le duc d'Uzès, dans les lettres qu'il adressait d'Afrique à sa mère (1893), et que la duchesse a publiées après la mort du jeune explorateur, porte, lui aussi, le plus sévère jugement sur les agents, trafiquants et le souverain de l'État Libre. Il appelle le roi Léopold « marchand d'ivoire et de chair humaine ». Ailleurs il le nomme « grand marchand, grand négrier ».

En 1889, M. Hodister explora la Mougela, affluent de droite du Congo en amont de l'Oubangui. En 1890, le capitaine Van Gele remonta l'Oubangui jusqu'aux rapides de Sango et fonda deux stations nouvelles sur cette rivière. Les capitaines Roget et Becker parcoururent la vallée de l'Arrouhouimi. Le gouverneur général de l'État Libre, M. Janssen, remonta la Lomami (ou Loman) jusqu'au 4^e 27' de latitude sud.

Par un décret du 10 juin 1890, Léopold II créa un 12^e district de l'État Libre, le Koango oriental, comprenant le bassin de la Haute-Cassaï dans le pays de Lounda. Par le traité du 25 mai 1891, le Portugal et l'État Libre du Congo se partagèrent ce pays, ancien royaume de Mouta-Nyamvo.

Au printemps de 1892, à Bena-Kampa, au sud-ouest du pays de Pakouba, au confluent du Louloua et du Kassai, à 80 milles environ de Stanley-Pool, la petite troupe belge dirigée par M. Hodister, chef d'un syndicat commercial, fut massacrée par les Arabes. Deux officiers belges, les lieutenants De Bruyn et Lippens, résidents à Kassongo, tombés au pouvoir des Arabes, furent également massacrés par eux aux bords de la Lomami.

Emin-Pacha, le « sauvé malgré lui », désormais au service de l'Allemagne, retourna en 1891, à la tête d'une nouvelle troupe, dans son ancienne province, à travers le territoire anglais. Le bruit de sa mort se répandit au printemps de 1893. Il semble établi, par des renseignements émanant du chef Tippou-Tib et de divers explorateurs, M. Becker, le major Wissmann, M. Swamm, que le 13 mars 1893, Emin-Pacha et sa troupe, qui se dirigeaient du lac Albert vers le Congo, furent massacrés au bord du fleuve Itouri, à Ouadelaï, à quatre journées de marche des Stanley-Falls, par les noirs Manyouémas ayant à leur tête l'Arabe Said Ben Abed. Les indigènes, dit-on, reprochaient à Emin les cruautés dont il usait à leur égard pour leur extorquer de l'ivoire. Les collections de botanique du célèbre voyageur et son journal, qui s'arrête au 31 décembre 1892, seraient entre les mains d'un officier belge du Haut-Congo.

Un conflit existait depuis quelque temps entre l'État Libre du Congo et la France, au sujet des limites des territoires appartenant aux deux pays. La rive droite de l'Oubangui jusqu'à son intersection avec le 4^e degré de latitude nord appartenait à la France depuis la Conférence de Berlin de 1885 et le

traité du 29 avril 1887 avec l'État Libre lui-même. Cependant des agents de l'État Libre, attirés par l'ivoire et le caoutchouc, envahirent les vallées de l'Ouellé et du Mbomou, deux des rivières dont la réunion forme l'Oubangui. C'est ainsi qu'ils fondèrent la station de *Yacoma* au nord du 4^e degré, à droite de l'Oubangui et du Mbomou, dans un territoire incontestablement français. Des négociations furent entamées pour régler le différend ; mais, le 28 février 1892, des indigènes auxiliaires de l'État Libre attaquèrent le poste français de Ouanda ; M. Le Marinel, représentant de l'État Libre, interdit à une compagnie française le commerce dans le bassin du Haut-Oubangui ; le 23 avril 1892, le poste français de l'embouchure du Koto, affluent de droite de l'Oubangui, fut attaqué, et le garde-pavillon tué. Le 17 mai, M. de Poumayrac, agent français, fut assassiné au bord du Koto ; l'État Libre, il est vrai, déclina toute responsabilité, les meurtriers appartenant à la tribu des Boubous, qui ne dépendait point de lui. Les négociations pour la délimitation des deux territoires n'aboutirent point (1892-1893). Le territoire contesté s'étendait entre la rive droite de l'Ouellé-Oubangui et la rive gauche de son affluent le Mbomou jusqu'à leur confluent près des *Abiras* ou *Abissas*. Les Belges fondaient leurs réclamations sur ce territoire en alléguant que, en amont de cet endroit, ce n'était pas l'Ouellé, mais le Mbomou, qui était la véritable continuation de l'Oubangui : affirmation insoutenable, car l'Ouellé a un débit beaucoup plus fort et est bien plus large que le Mbomou.

Les traités Anglo-Congolais et Franco-Congolais (1894).

— La situation ne tarda point à s'aggraver singulièrement par l'entrée en scène de la Grande-Bretagne, que partout, aux colonies, les Français rencontrent devant eux. Installés depuis 1882 en Égypte, les Anglais établirent en 1894 leur protectorat sur l'Ouganda (entre les lacs Albert et Victoria (v. plus loin OUGANDA), et ils voulurent compléter cette prise de possession en s'avancant plus loin encore dans l'intérieur. Ainsi fut signée, le 12 mai 1894, une convention anglo-congolaise contraire à la fois aux intérêts allemands et aux intérêts français.

L'Angleterre devait avoir un couloir de 25 kilom. de large, qui, pris sur la bordure orientale de l'État Libre du Congo, entre les lacs Albert-Édouard et Tanganyika, et longeant la frontière ouest de l'Afrique orientale allemande, se

serait interposé entre ces deux pays, pour aller rejoindre les possessions britanniques du Zambèze, établissant ainsi du nord au sud, à travers toute l'étendue du continent africain, une route entièrement au pouvoir des Anglais depuis le delta du Nil jusqu'au cap de Bonne-Espérance.

L'Allemagne ainsi contournée se plaignit, et l'Angleterre céda. La France aussi était lésée. Le traité de Berlin de 1885 n'avait pas fixé avec une précision suffisante la limite encore à déterminer en pays inconnu entre le Congo français et l'État Libre. En 1887 une convention avait fixé cette limite au thalweg de l'Oubangui et au 4^e parallèle, ce qui était sur la rive droite de l'Oubangui et au nord du 4^e parallèle demeurant dans la région de l'influence française. Cela n'empêcha pas les agents de l'État Libre de s'établir plus au nord sur la rive droite de l'Oubangui et même du Mbomou. Ce fut le sujet de négociations avec la France.

Elles durèrent encore quand parut le traité du 12 mai. Avec son manque habituel de scrupule, l'Angleterre, comme si le différend entre la France et l'État Libre n'avait pas été, pendant, disposait des territoires contestés, les attribuant implicitement à la sphère d'influence de l'État Libre. Elle reconnaissait en effet à cet État la rive gauche du Nil depuis Lado jusqu'à Fachoda, du 5^e au 10^e à peu près de latitude nord, lui cédant ainsi à bail indéfini le Bahr-el-Ghazal. Ainsi l'État Libre se serait interposé au nord entre le Congo Français et la vallée du Nil, autrement dit entre la France et l'Angleterre, puisque celle-ci occupe l'Égypte et entend bien y rester. Comme on pouvait s'y attendre, l'émotion fut vive en France. Le *Standard* reconnaissait bien que le droit de préemption dont la France jouissait à l'égard de l'État du Congo justifiait l'intérêt porté par son Gouvernement à tout arrangement conclu par Léopold II avec d'autres États ; mais le consciencieux journal se plaisait à espérer que la France reculerait devant la responsabilité de troubler *l'œuvre civilisatrice* de l'État Libre dans le Soudan, comme elle trouble celle de l'Angleterre en Égypte !

La France assumait cette responsabilité. Une interpellation déposée par MM. Étienne et Deloncle fut discutée à la Chambre des Députés le 7 juin 1894. M. Étienne énuméra tous les obstacles opposés par les Anglais à la France, toutes leurs querelles injustifiées au Siam, sur le Niger (la Mission Mizon arrêtée ; v. CONGO FRANÇAIS), au Congo, à Obock, en Égypte,

dont ils veulent transformer l'occupation temporaire en annexion perpétuelle, et où ils disposent de territoires qui ne leur appartiennent pas, mais bien au khédivé et au sultan son suzerain. MM. Deloncle et Flourens s'exprimèrent dans le même sens. Aux applaudissements de la Chambre, M. Hanotaux, Ministre des Affaires Étrangères, déclara que, « respectueuse du droit des autres, la France veut qu'on respecte tout son droit », et qu'elle « considère la convention anglo-congolaise comme nulle et de nulle portée ». L'ordre du jour approuvant cette déclaration fut adopté à l'unanimité.

La colère et le désappointement furent grands à Londres, où l'on avait espéré qu'une fois de plus, la France courberait la tête et se soumettrait docilement aux faits accomplis. Le gouvernement de Léopold II dut reconnaître de son côté qu'il s'était engagé inconsidérément. On organisait une expédition qui devait être dirigée par le commandant Monteil, nommé gouverneur du Haut-Oubangui. Cet officier, à la tête d'une troupe imposante, devait arrêter, au besoin par la force, les empiétements de l'État Libre dans le territoire contesté. On négocia donc et un traité fut signé le 14 août 1894 à Paris par M. Hanotaux avec les négociateurs du roi Léopold, M. Devolder et M. le baron Goffinet. Désormais la frontière suivrait le cours de l'Oubangui jusqu'au Mbomou, puis celui du Mbomou jusqu'à sa source, puis la ligne la plus courte jusqu'à la crête de partage des eaux entre le bassin du Congo et celui du Nil. L'État Libre remettrait les postes qu'il occupait sur notre territoire. La zone d'influence de l'État Libre était limitée par le 30° degré de longitude est à l'orient, et le 5° 30' de latitude septentrionale au nord. L'État Libre renonçait donc ainsi au don que l'Angleterre lui avait fait du Bahr-el-Ghazal, avec lequel il ne communiquait plus, puisqu'il avait reconnu à la France la possession du territoire intermédiaire. Ces résultats ne concordaient qu'incomplètement avec les déclarations du 7 juin. Si l'État Libre ne conservait pas ce que les Anglais lui avaient reconnu, il gardait une part considérable de ce que les Français lui avaient jusque-là contesté. Mais enfin, le traité franco-congolais infirmait le traité anglo-congolais du 12 mai. Aussi le mécontentement anglais fut-il grand. Le 25 août, à la clôture de la session du Parlement, la Reine disait : « Il y a lieu de regretter que certaines questions soulevées relativement à l'Afrique entre mon Gouvernement et celui de la République Française ne soient pas encore

résolues. Je désire qu'elles soient réglées sans aucun retard inutile. » Langage au moins étrange, quand on pense que l'Angleterre, depuis 1892, n'a pu encore trouver le temps de satisfaire à nos réclamations au sujet des missionnaires français indignement spoliés et maltraités dans l'Ouganda.

Qu'allait devenir la région que l'Angleterre avait donnée à bail à l'État Libre, et à laquelle celui-ci renonçait par son traité avec la France, c'est-à-dire la vallée du Bahr-el-Ghazal ? L'Angleterre allait-elle l'annexer, comme le demandait le *Times* ? Les Français allaient-ils y pénétrer par l'ouest ? Lord Kimberley annonça que des renforts seraient envoyés au colonel Melvil dans l'Ouganda (août 1894). Le 28 mars 1895, en réponse à des questions sur de prétendus envahissements de la France dans la vallée du Haut-Nil, Sir E. Grey disait : « Les conventions signées avec l'Allemagne et avec l'Italie en 1890 et 1891 reconnaissent que la vallée du Nil est dans la sphère de l'influence britannique. Ces conventions existent depuis cinq ans à la face du monde entier, et quoique, à l'exception des parties contractantes, les autres puissances n'aient pas reconnu nos titres..... il n'y a aucun doute que les titres de l'Angleterre et de l'Égypte réunies ne s'appliquent à la totalité de la vallée du Nil..... Je ne puis pas croire que les bruits que l'on fait courir méritent la moindre créance. Un pareil mouvement de la part de la France serait, en effet, *un acte d'hostilité*, et le Gouvernement Français sait fort bien que c'est ainsi que nous le prendrions. » Sir E. Grey prétendit, il est vrai, que les traducteurs français avaient exagéré le sens de ses expressions, et que *unfriendly* ne signifiait pas *hostile*, mais seulement *peu amical*. La nuance est bien subtile.

C'est par des actes isolés de guerre entre détachements anglais et français dans l'intérieur du continent américain, lorsqu'en Europe la paix régnait encore entre la Grande-Bretagne et la France, que débuta au XVIII^e siècle la terrible rivalité des deux pays. Faut-il craindre qu'à une date indéterminée de semblables collisions se produisent à l'intérieur du continent noir ?

Projet de vente du Congo à la Belgique. — En 1884, l'Association Internationale Africaine, transformée depuis en État Libre du Congo, avait assuré à la France un droit de préemption sur son territoire. En 1887 le Gouvernement de l'État Libre expliqua que ce droit de préemption ne pourrait être invoqué par la France que si la Belgique elle-même refusait

d'annexer le Congo. La France n'objecta rien à cette interprétation du roi Léopold. Celui-ci, qui depuis longtemps avait obéré ses ressources financières, songeait à vendre le Congo à la Belgique. Le bruit de cette vente prochaine s'étant répandu au commencement de 1895, le Gouvernement Français crut prudent de prendre des précautions pour que la Belgique ne pût pas céder telle ou telle partie de sa future colonie à tel ou tel Etat (à l'Angleterre par exemple), sans notre consentement. Une nouvelle convention, signée à Paris, décida que le Congo devenant colonie belge, la Belgique ne pourrait ni le céder ni le vendre, en totalité ou en partie, à aucune puissance, sans l'avoir préalablement offert aux Français (février 1895). Le projet de loi relatif à l'annexion fut déposé devant le Parlement belge, puis, tout à coup, brusquement retiré. Pourquoi? Sans doute dans un intérêt électoral, de peur que les électeurs belges, qui allaient avoir la parole en 1896 (voir t. II, p. 750), inquiets du surcroît de dépenses nécessaire par l'achat de l'État Libre, ne votassent contre les candidats du Gouvernement. M. de Mérode, Ministre des Affaires Étrangères, contraire à l'ajournement, donna sa démission. La décision du Gouvernement provoqua une forte baisse sur les valeurs congolaises.

Les troupes de l'État libre battirent les Derviches du 18 au 23 décembre 1894, au bord de la Niéré, de l'Akka et de l'Ouélé.

Le lieutenant Lothaire et le négrier Stokes. — Un grave conflit se produisit bientôt après entre l'État Libre et l'Angleterre. Un Anglais nommé Stokes était accusé d'avoir vendu des armes de guerre à tir rapide aux Arabes marchands d'esclaves aux prises avec le Congo, et d'avoir excité les indigènes à la révolte. Parti le 9 janvier 1895 de Kilongalanga pour le Lindi afin d'y délivrer le chef Kibougé, il voulait faire massacrer les soldats belges; au moins le lieutenant (ensuite capitaine et enfin major) Lothaire en trouva-t-il ou crut-il en trouver la preuve dans des lettres de lui qu'on intercepta. Par l'ordre de cet officier, Stokes fut pendu le 15 janvier. Les journaux anglais prétendirent que Stokes était un honnête marchand, irréprochable, et sa mort un assassinat. Sur les réclamations de la Grande-Bretagne, le roi Léopold consentit à donner une indemnité et à soumettre à un conseil d'enquête la conduite de M. Lothaire. Le procès du major Lothaire eut lieu à Boma au printemps de 1896; le ministère public re-

nonça à l'accusation, et le major fut acquitté. Sur l'appel du Gouvernement Anglais, le procès fut jugé de nouveau à Bruxelles, et M. Lothaire acquitté de nouveau par la Cour de Bruxelles (6 août 1896).

**** Prospérité du Congo belge.** — Le Congo belge¹ est d'une croissante prospérité. Son commerce s'est élevé en 1899 à plus de 60 millions, soit 31 pour 100 de plus qu'en 1898. Les exportations se sont accrues de 63 pour 100, surtout à cause du caoutchouc (augmentation : 77 pour 100). La plus grande partie des importations vient de Belgique : plus de 15 millions sur 22.

** Le commerce est devenu bien plus considérable à la suite de l'ouverture des chemins de fer. Fondée le 31 juillet 1889 et dirigée par un vrai *conquistador*, le major Thys, la *Compagnie anonyme des chemins de fer du Congo* eut à soutenir des luttes héroïques en Belgique. Les travaux commencèrent en 1890; en décembre 1893, on inaugurait les 40 premiers kilomètres. Le terrain, le climat, les travailleurs donnèrent de terribles déboires. Enfin le 18 mars 1898, la locomotive arrivait à Dolo sur le Stanley-Pool. La ligne fut inaugurée solennellement en août 1898. Longue de 435 kil. environ, elle va de Matadi, sur le bas Congo, au Stanley-Pool, longeant l'escalier des cataractes et ouvrant ainsi au commerce les 18 000 kilomètres du réseau navigable du grand fleuve équatorial. Cette position unique comme débouché, l'activité des Belges, et les concessions énormes dont jouit la Compagnie ont fait de ce chemin de fer une entreprise de premier ordre. Encouragés par ce succès, les Belges construisent une autre ligne pour desservir les forêts du Mayumbé, et en projettent une série d'autres, principalement du Congo, en aval des Stanley-Falls, au lac Albert au nord, et au Tanganyika, au sud, pour unir le bassin du Nil au Congo, soit 1 400 kil. au moins.

** Mais les difficultés avec les indigènes renaissent, par la faute des Belges, semble-t-il. Ils mettraient trop d'avidité dans leur exploitation, trop de dureté dans leurs rapports avec les indigènes. Peut-être les journaux anglais, tout gonflés de mots humanitaires, exagèrent-ils par haine de ces jeunes rivaux si actifs; toujours est-il que, même en Bel-

1. J.-A. WALTERS, *L'Etat indépendant du Congo, 1898*. Collection du *Mouvement géographique* de Bruxelles.

gique, trop de cris d'indignation se sont élevés pour qu'il n'y ait pas quelque chose de vrai.

** En juillet 1897, le lieutenant Henri a battu complètement les rebelles de l'expédition Dhanis, près du lac Albert-Édouard. En août 1898, les Derviches attaquèrent inutilement Redjaf et durent se retirer au nord. Les Belges semblent, depuis notre retraite de Fachoda, non seulement occuper, au bord du Nil, l'enclave de Lado-Gondokoro, mais descendre plus au nord, et s'emparer de ce que la France a dû abandonner. L'entente anglo-belge subsisterait.

** Avec l'Allemagne, des conflits se sont produits du côté du lac Kivou; les Allemands se sont emparés du nord du lac et de l'est de la rivière Rouzizi, bien que ce soit en dehors des limites reconnues en 1885 et 1894 entre les deux États. Aux dernières nouvelles, il semble que les chancelleries se soient entendues pour régler la question à l'amiable.

III. — ÉTABLISSEMENTS ALLEMANDS EN AFRIQUE.

Le Sud-Ouest Africain Allemand. — Le Kameroun. — Le Togoland. — L'Afrique Orientale Allemande.

** Les Allemands, qui ont souvent raillé nos aptitudes colonisatrices, mettent bien peu d'empressement à se servir de leurs nouvelles possessions.

Dans beaucoup d'entre elles, on a d'abord vu nombre d'actes de barbarie commis par les autorités allemandes : dans l'Afrique orientale (Peters), au Kameroun, au Togoland, elles sont d'une moralité déplorable, brutalisent et tuent souvent hommes et femmes, favorisent même parfois la traite. Malgré quelques retentissantes condamnations, il ne semble pas que le mal, qui cause déjà de nombreuses révoltes, soit près de s'éteindre.

Le Sud-Ouest Africain allemand. — Des maisons ou compagnies allemandes opérèrent de nombreuses annexions en Afrique en 1884 et 1885. D'abord les Allemands acquirent à l'ouest de l'Afrique australe une étendue de côtes de 1 300 kilomètres ou 325 lieues, partant au nord du *Cap Frio*, extrémité méridionale de la colonie portugaise de Benguéla, et se terminant au sud à l'embouchure du *Fleuve Orange*, extrémité septentrionale sur l'Atlantique de la colonie anglaise du cap

de Bonne-Espérance. Ce territoire fut nommé *Lüderitzland*, en l'honneur de M. Lüderitz, de Brême, fondateur des premiers comptoirs. Le point principal est *Angra Pequena* (*Petite Baie*), sur la côte des Baleines. Seule entre ces limites, la *baie de Walfish* (des Baleines), occupée antérieurement par les Anglais, échappait à l'Allemagne. Le *Lüderitzland* est aujourd'hui plus connu sous le nom de *Sud-Ouest Africain allemand*; il contient au nord le *Damaraland* ou *Terre des Damaras*, et au sud le *Grossnamaqualand* ou *Terre des Grands Namaquas*, avec la côte déserte appelée autrefois *Cimbébasie*.

** Toutefois, dans cette colonie, les progrès sont rapides, quoique le pays soit bien peu avantagé actuellement. Le climat est très sec, et l'on est obligé de faire beaucoup d'irrigations. Mais si la côte vaut peu, les montagnes contiennent d'assez fertiles vallées où l'on peut faire de l'élevage. De plus, on a trouvé d'assez nombreux gisements de cuivre. Les Anglais possédant la baie de Walfish, les Allemands ont dû se créer un autre port, meilleur d'ailleurs, Swakopmund. De là on construit une ligne vers Windhoek, la capitale (381 kil., dont 200 étaient terminés en 1900). On la prolongerait peut-être jusqu'à Prétoria. A cela il faut ajouter la petite ligne de Lüderitzbucht à Keetmanshoop par Béthanie et un projet, bien vague encore, de la baie du Tigre (en territoire portugais) jusqu'à Prétoria ou Johannesburg ou en Rhodesia. C'est un des résultats de l'accord anglo-allemand de novembre 1899; aucune ligne ne serait construite entre la Rhodesia et l'Atlantique au sud du 14^e parallèle, avant l'achèvement de la ligne allemande du sud-ouest. L'Allemagne voudrait ainsi faire de sa colonie un pays de transit. Déjà 4 000 blancs y sont fixés, dont moitié d'Allemands. La révolte des Hottentots du chef Witboï s'est terminée par leur soumission, le 20 mars 1898.

Mais le parti colonial allemand s'inquiète des agissements de la *Deutsche Süd-West Afrika Gesellschaft*, dont Cecil Rhodes est un des plus gros actionnaires, et qui offre de faire la ligne de Walfish-Bay à Johannesburg. Elle semble s'entendre sous main avec la Compagnie de Beers, dirigée par Cecil Rhodes, pour exploiter les gisements de diamants et autres de l'Afrique du sud.

Le Kameroun. — Les Allemands possèdent sur le golfe de Biafra, à l'est de l'embouchure du Niger, le territoire de *Kameroun* (du mot portugais *Camaraos*, crevettes). La ville de

*Kameroun*¹ est située dans l'île et à l'embouchure du fleuve du même nom, au pied du mont Kameroun. Les pays de *Bimbia*, *Malimba*, *Batanga* en dépendent.

Un traité anglo-allemand du 18 novembre 1893 fixa les limites de l'*Hinterland* du Kameroun et des territoires de la Compagnie britannique du Niger. La plus grande partie de l'Adamaoua et la rive méridionale du lac Tchad jusqu'à Kouka étaient comprises dans la sphère d'influence allemande. On n'avait pas tenu compte à Londres ni à Berlin des droits antérieurs pouvant résulter pour la France des expéditions Mizon et Maistre. Un autre traité franco-allemand, du 6 février 1894, régla la limite orientale du Kameroun du côté du Congo français. Le *Vorvaerts* de Berlin et le *Hamburger Echo* ont reproché à une compagnie allemande de pratiquer la traite des esclaves sur la côte du golfe de Guinée. Les Allemands eurent à réprimer le 15 décembre 1893, à Jossilatte (siège du Gouvernement de Kameroun), une révolte de leurs soldats indigènes exaspérés des mauvais traitements infligés à leurs femmes.

** Le Kameroun, d'ailleurs, ne se développe pas rapidement. Au mois de juillet 1900, une nouvelle convention franco-allemande a précisé la frontière méridionale, où le capitaine de Carnap-Quernheim a atteint la Sangha, le 25 décembre 1897. Il semble que ce soit de ce côté surtout que les Allemands portent leurs efforts. Une grande compagnie de colonisation (*Süd Kamerun Gesellschaft*) s'est formée pour exploiter cette région accessible par la mer, et, à travers notre territoire, par la Sangha. A la *Nord-West Kamerun Gesellschaft*, fondée en juillet 1899, ont été concédés 80 000 kil. carrés. Le Kameroun est admirablement riche, mais le climat, sauf dans l'Adamaoua, effroyablement meurtrier. Les Allemands ont créé un remarquable jardin botanique à Victoria. Mais avant de mettre la colonie en valeur, on doit encore batailler. En 1899, il a fallu enlever le sultan Tibati, au sud de Nyaoundéré; le 24

1. Un célèbre voyageur allemand, le docteur Nachtigal, consul général d'Allemagne à Kameroun, mourut dans cette ville le 3 mai 1885. De 1888 à 1890 le docteur Zintgraff, dans le pays allemand de Kameroun, s'avança au nord jusqu'à la rivière Benoué dans le pays d'Adamaoua. Il y trouva des éléphants, des antilopes, des singes, des moutons, des buffles. En 1889 le lieutenant Morgen visita la vallée du Zannaga, au sud de Kameroun. En 1890 et 1891 l'hostilité des nègres obligea deux expéditions conduites par Zintgraff et Morgen à reculer.

novembre 1899, l'expédition Plehn a été massacrée dans le Kameroun méridional. Un des grands explorateurs de cette région, le Dr Zintgraff, est mort en janvier 1898. On projette, en ce moment, une grande expédition vers le Tchad.

Le Togoland. — Sur le golfe de Bénin, à l'ouest de l'embouchure du Niger, les Allemands acquirent d'abord le territoire de *Lagos*, comprenant le pays d'*Yorouba*, d'*Iajo* et d'*Aghoto*. Encore plus à l'ouest, au sud du Dahomey, sur la Côte des Esclaves, ils établirent leur protectorat sur le *Togo*, avec *Bagida* et *Petit-Popo*. Ils jetèrent enfin leur dévolu entre la Sénégambie au nord, et le Sierra-Leone au sud, sur la côte de *Kerry*, du *rio Cassini* à la *Mellacorée*, renfermant les districts de *Kabitaye* et *Koba*, avec les *Soussous*, les *Nalous*, les *Bagas*. La France avait sur le Kerry et une partie du Togo des droits antérieurs, qui donnèrent lieu à un règlement entre les deux pays le 24 décembre 1885. D'après cet arrangement, l'Allemagne renonçait en faveur de la France, dans la baie de Biafra, à tous ses droits de souveraineté ou de protectorat sur les territoires situés au sud de la rivière Kampo. La France renonçait à toutes ses revendications territoriales au nord de cette ligne. Sur la Côte des Esclaves, elle reconnaissait le protectorat allemand sur le territoire de Togo, renonçait à ses droits sur le territoire de Porto-Seguro, sur le Petit-Popo, et reconnaissait le protectorat de l'Allemagne sur ce pays. Sur la côte de Sénégambie, l'Allemagne renonçait à ses prétentions sur le territoire entre le rio Nunez et la Mellacorée, notamment à Koba et Kabitaye.

** Au Togoland¹ l'Allemagne a, par deux conventions, fixé ses frontières : par acte du 23 juillet 1897 avec la France, elle a acquis l'embouchure du fleuve Mono, et s'étend au nord jusqu'au 11° parallèle pour rejoindre la frontière anglo-française (v. SOUDAN FRANÇAIS). Avec la Grande-Bretagne elle a, le 14 novembre 1899, partagé la zone neutralisée en 1888 autour de Salaga et de Yendi. La nouvelle frontière suit la Daka depuis son confluent avec la Volta jusqu'à son intersection avec le 9° parallèle. De là elle va au nord en laissant Salaga, le Mampoursi et le Gambakha à l'Angleterre, Yendi, le Tchakossi à l'Allemagne. L'Angleterre a pris la meilleure part. Les deux pays interprètent d'ailleurs très

1. *Études d'économie coloniale, Colonies allemandes, impériales et spon-tanées*, par HENRI HAUSER, 1900.

différemment le traité : selon les Anglais, la frontière coupe en deux le Dagomba ; pour les Allemands, Yendi et Dagomba sont synonymes, et tout le Dagomba devrait leur revenir. Ces deux conventions ont donné au Togoland 100 000 kil. carrés et environ 2 millions et demi à 3 millions d'habitants. La capitale est maintenant Lomé, dont on améliore beaucoup le port. Les principaux produits sont l'huile de palme, de coprah, la gomme ; on a déjà planté 100 000 caféiers. On n'en est encore qu'à esquisser de vagues projets de chemins de fer. Pour la délimitation sur place de la frontière, deux contingents, français et allemand, ont dû travailler de concert et, attaqués par les indigènes, se battre ensemble sous le commandement de l'officier français, le capitaine Plé (17 septembre 1899). On en parla beaucoup en Allemagne.

L'Afrique Orientale Allemande. — Dans l'Afrique orientale, l'Allemagne soumit à sa souveraineté le district d'*Ousaramo* avec le port de *Dar-es-Salam*, au sud de Zanzibar ; le cours du *Roufidji* ; plus à l'intérieur, le pays d'*Ousagara*, sur la route du lac Tanganyika ; plus au nord, et sur la côte, *Vitou* ou *Vitu*, à cinq jours de navigation d'Aden. Une compagnie fondée au mois de mars 1884 pour exploiter ces régions fut placée le 27 février 1885 sous la protection impériale. Le traité du 29 octobre 1886 régla les frontières des établissements allemands et anglais (ceux-ci sont au nord des premiers, entre la côte de Mombasa et le lac Victoria). L'État de Zanzibar ne conserva plus qu'une étendue de côtes profonde de dix milles marins. Les bords orientaux du lac Tanganyika, la partie nord-est du lac Nyassa et la partie sud du lac Victoria étaient désormais dans la sphère d'action de l'Allemagne. En janvier 1887, l'escadre allemande de Zanzibar occupa encore *Ripini*, *Mkonoumé*, *Mandabouchi*, *Mokowe*.

Au mois de septembre 1888, des soulèvements éclatèrent contre la domination allemande sur la côte de Zanzibar, chez les Ousambaras et les Somalis. A *Lindi*, à *Kiloua*, à *Mikindani*, à *Pangini*, à *Bagamoyo*, à *Dar-es-Salam*, il y eut des combats acharnés, des massacres d'Européens. Le bombardement des localités voisines de la côte et les pertes infligées aux indigènes par le feu des navires allemands ne firent que les exaspérer davantage. Le 15 octobre tous les établissements avaient dû être évacués. Du 3 au 5 novembre, une entente fut conclue entre les Gouvernements anglais et allemand (auquel se joignit le Gouvernement italien), pour bloquer de

concert, avec l'assentiment du sultan de Zanzibar¹, les côtes de l'Afrique orientale qui appartenaient à ce souverain, afin de supprimer la traite des esclaves et l'importation des armes et des munitions. Des renforts furent expédiés sur les côtes d'Afrique, et le blocus fut déclaré le 2 décembre. Les Allemands bombardèrent d'abord Lindi et Saadani. Les budgets coloniaux du Gouvernement furent votés par le Reichstag (29 janvier 1889). Le capitaine de vaisseau Wissmann, commissaire fédéral, envoyé avec de pleins pouvoirs à Zanzibar, prit l'offensive. Le 8 mai, il chassa le nègre Bushiri ou Bouchiri de son camp retranché à Bagamoyo ; au mois de juin, il brûla Saadani et Ouwindji. Le 8 décembre Bushiri fut battu : livré par la tribu des Ouasegou, il fut fusillé peu après à Pangani. Le 5 janvier, les 8 et 9 mars 1890, Bana Heri, souverain de Saadani, fut battu par les Allemands, puis il fit la paix avec eux. Au mois de mai, les Allemands occupèrent Kiloua et Lindi.

Aux termes de l'accord anglo-allemand du 1^{er} juillet 1890, l'Allemagne renonçait aux îles de Zanzibar et de Pemba et au protectorat de Vitou, en sorte que désormais l'*Afrique orientale allemande* a pour limites : à l'est, l'Océan Indien du 4^o au 10^o lat. sud ; au nord, l'Afrique orientale anglaise, le lac Victoria et une ligne allant de ce lac rejoindre l'État Libre du Congo ; à l'ouest, ce même État, dont le lac Tanganyika la sépare, puis une ligne tirée de ce lac au lac Nyassa et l'extrémité nord-est du lac Nyassa ; au sud, une ligne qui part de ce dernier lac pour atteindre l'Océan à l'embouchure de la Rovouma, près du cap Delgado.

Au mois d'octobre 1890 plusieurs Allemands ayant été massacrés à Vitou, l'amiral anglais Freemantle prit cette ville et la détruisit. On apprit de Zanzibar, le 14 septembre 1891, que l'expédition allemande du capitaine Zalewski avait été taillée en pièces près d'*Ulenza* par les Ouahéhés. Une autre expédition, commandée par le lieutenant de Bulow, fut détruite à *Mochi* par les Méli le 10 juin 1892.

Le port de Dar-es-Salam, à 70 kil. environ au sud de Zanzibar, a été choisi comme capitale de l'Afrique orientale allemande². Le 30 octobre 1894, les Allemands prirent d'assaut

1. Le sultan de Zanzibar Seyyid Khalifah ben Saïd mourut en février 1890 et eut pour successeur Seyyid-Ali, mort à son tour en 1896. Le sultan actuel est Hamoud ben Mohamed ben Saïd.

2. Dans l'Afrique Orientale Allemande, M. Baumann a visité l'Ousambara, le

Kouirenga, capitale du pays des Ouahéhés. Dans l'automne de 1896, à la suite du massacre de deux missionnaires allemands, une expédition commandée par le capitaine Johannès détruisit dix-sept villages indigènes dans la région du Kilima-N'djaro.

** L'Afrique Orientale allemande est certainement la colonie la plus riche de l'Allemagne. Exposée aux grandes pluies de l'Océan Indien, couverte de hautes montagnes, dont plusieurs formeront d'admirables *sanatoria*, et de plateaux élevés où l'Européen peut très bien vivre, desservie par d'admirables cours d'eau, cette terre est une colonie de grand avenir. Bien que quelques expéditions de police se fassent encore fréquemment, surtout contre les Ouahéhés et dans la région du Kilima-N'djaro, le port de Dar-es-Salam se développe rapidement. Mais il faudrait des chemins de fer pour pénétrer jusqu'au fond de la colonie. Dès 1894 on y songea. On n'a fait encore que 100 kil. de Tanga à Korogoué. On doit prolonger la ligne pour desservir la vallée du Pangani et atteindre le Kilima-N'djaro. On a parlé de plusieurs projets : soit prolonger la ligne de Tanga jusqu'au lac Victoria à Nassa, et en faire une autre de Dar-es-Salam au Tanganyika, soit de Dar-es-Salam aller à Mrorogo (291 kil.), Tabora, et de là se diriger sur les deux grands lacs. Le Gouvernement allemand, en octobre 1899, a annoncé l'intention de construire lui-même le chemin de fer en émettant un emprunt à 3 1/2 pour 100. La ligne serait centrale (de Dar-es-Salam à l'Oukami) et se ferait en trois ans. Mais le Reichstag, en mai 1900, a refusé les crédits nécessaires à la mission d'études et accordé, au contraire, 2 686 250 fr. pour continuer la ligne de Tanga-Mouhessa à Korogoué.

** En 1898, Cecil Rhodes a voulu obtenir de l'empereur allemand le passage de son « *Cap-Alexandrie* » à travers la colonie allemande. Il semble que Guillaume II ait accordé le raccord des lignes allemandes à ce grand chemin de fer, mais aussi qu'il ait exigé que, sur territoire allemand, la ligne fût allemande. Même si l'on ne prolongeait pas cette voie à travers le Soudan Égyptien, les spéculateurs de

Paré et l'Ongueno jusqu'aux stations allemandes du Kilima-N'djaro. M. Hans Meyer a gravi les mêmes montagnes en 1889-1890 et atteint au sommet du Kilima-N'djaro le cratère de Kibo, cirque large de 2 000 mètres, profond de 200 mètres, à une hauteur de 6 000 mètres. De ce cratère sort un véritable glacier.

l'Afrique du Sud voient dans la soudure avec les voies allemandes le moyen de faire venir chez eux à bas prix les sujets allemands pour leurs mines.

** Le secret continue toujours à couvrir l'accord anglo-allemand de septembre 1898 au sujet des colonies portugaises. Il semble que les deux pays se soient entendus pour partager l'empire colonial portugais à la première bonne occasion. Les clauses en sont mystérieuses. La visite de Guillaume II à sa grand' mère en novembre 1899 a bien pu préciser les choses.

** A Zanzibar, l'Allemagne a renoncé au bénéfice de l'exterritorialité par la convention du 14 novembre 1899, mais à condition que les autres puissances [c'est-à-dire la France] en fissent autant. En attendant, son consul maintient très énergiquement la position de l'Allemagne¹ dans cette île que l'Allemagne a troquée contre Helgoland, « échangeant, a dit Stanley, un habit magnifique contre un bouton de culotte ».

** Avec le Congo belge, un conflit s'est produit dans la région du lac Kivu; les Allemands ont pris le nord du lac et l'est de la rivière Rouzizi, malgré les traités de 1885 et 1894. Mais les deux États règlent la question à l'amiable.

** Le commerce du Togoland s'est élevé en 1899 à 5 864 000 marks; celui du Kameroun, à 13 897 000 marks; du Deutsch-Ost-Afrika (Afrique orientale allemande), à 14 759 000 marks; du Deutsch-Süd-West-Afrika (Afrique allemande du sud-ouest), à 6 783 000 marks. Dans l'essor de cette colonisation, une part importante revient à l'initiative privée : le *Deutsch Kolonial Verein* compte 30 000 membres.

IV. — L'AFRIQUE DU SUD.

Colonie du Cap. — République Sud-Africaine. — État libre d'Orange.

La Colonie anglaise du Cap. — États indépendants : *Orange* et *Transvaal*. — Annexion du Transvaal (1877). Guerre contre les Zoulous (1878-1879). — Soulèvement et guerre du Transvaal (1880-1881). — Les mines d'or du Transvaal, La Chartered Company, Cecil Rhodes et Jameson. Nouvelle attaque contre le Transvaal. Le raid Jameson (1896). — La Colonie du Cap de 1896 à 1900. — Le Transvaal depuis le raid Jameson (1896-1900). — La question des

1. Depuis le dernier rapprochement anglo-allemand le consul allemand et le gouverneur de l'Ost-Afrika, général Liebert, ont été remplacés (fin 1900).

Utilisateurs : la naturalisation, le droit de vote. — La guerre sud-africaine (1899). — Voyage du président Krüger en Europe.

La Colonie anglaise du Cap. — L'établissement le plus important des Anglais en Afrique, c'est, à l'extrémité sud de cette partie du monde, la *colonie du Cap*, principal point de relâche entre l'Océan Atlantique et l'Océan Indien, entre Sainte-Hélène et l'île Maurice. Occupé par les Hollandais en 1652, le Cap leur fut enlevé par les Anglais en 1795, et devint définitivement possession britannique lors des traités de 1815. Pendant longtemps, la colonie anglaise, terminée au sud par les caps de *Bonne-Espérance* et des *Aiguilles*, s'arrêtait du côté septentrional à la rive gauche du *Fleuve Orange*, tributaire de l'Océan Atlantique. Elle avait dès lors pour ports principaux *Cape-Town*¹ ou la *Ville du Cap* au sud-ouest, au pied du *Mont de la Table*, *George-Town* au sud-est et *Port-Natal* au nord-est. Mais Port-Natal était séparé des autres établissements anglais par les Cafres indépendants⁴.

La Colonie du Cap possède des chemins de fer, à l'extension desquels on travaille activement; elle est très fertile, et elle le serait plus encore si elle n'avait pas à souffrir de fréquentes sécheresses. Elle nourrit des chevaux, des bœufs, des moutons renommés pour la belle qualité de leur laine. Elle renferme des diamants (le premier a été trouvé en 1867), du charbon, du cuivre, de la houille, de l'or. Elle vend de l'ivoire et des plumes d'autruche : il n'y avait en 1865 que 80 autruches apprivoisées; en 1875, il y en avait 32 249, donnant annuellement pour plus de 8 millions de francs de plumes (on plume les oiseaux deux fois par an); en 1888, 152 415; en 1889, année d'épizootie et de sécheresse, 149 684. De 1879 à 1888, la Colonie du Cap a exporté 1 022 083 kilogrammes de plumes pour 184 081 694 fr. La chair de l'autruche est comestible. Depuis 1883, on a établi au Cap un droit de sortie² de 2 500 fr. par oiseau et de 125 fr. par œuf. La Colonie produit aussi des céréales, du sucre (la culture de la canne a été introduite en 1849), des fruits et d'excellents

1. On a découvert, et M. Bent a exploré en 1891, au nord de la Colonie du Cap, les ruines de Zimbabwe, qui paraissent être un ancien établissement phénicien.

2. On essaye de domestiquer l'autruche en Australie, à la Nouvelle-Zélande, à Maurice, à Buenos-Aires, à Montevideo, en Égypte (à Mataryeh près du Caire), et à Alger (au Jardin d'Essai; l'autruche, à l'état sauvage, a disparu d'Algérie depuis 1871).

vins, dont les plus renommés sont ceux de Constance, qui doivent leur nom à la montagne ainsi appelée. Les premières vignes ont été plantées par des protestants français réfugiés au Cap après la révocation de l'Édit de Nantes. La population, depuis les annexions les plus récentes, monte à 4 528 000 habitants. L'Afrique méridionale anglaise est autonome; elle possède son Parlement. Les nègres sont électeurs comme les blancs, pourvu qu'ils aient un salaire annuel de 25 livres sterling plus leur nourriture.

États indépendants : Orange et Transvaal. — Au nord-est de la colonie du Cap, deux États, la *République du Fleuve Orange* et la *République Transvaaltique*, avaient été fondés par les Boërs ou descendants des anciens colons hollandais, mêlés à des Hottentots esclaves et à des Cafres appartenant aux tribus des Bassoutos et des Bétchouanas. La République du Fleuve Orange, comprise entre le cours d'eau de ce nom au midi, et le *Gariep* ou *Vaal* au nord, s'est déclarée indépendante le 23 février 1854; elle renferme 207 503 habitants, parmi lesquels 77 746 blancs, et a pour capitale *Bloemfontein*. La République Transvaaltique, qui s'était déclarée indépendante le 17 janvier 1852, était limitée à l'est par les Monts Drakenberg; à l'ouest et au nord, par le Limpopo, qui va se jeter dans la mer des Indes; au sud, par le Vaal, affluent de l'Orange, qui va se jeter dans l'Océan Atlantique. Elle a environ 690 000 habitants, parmi lesquels 288 000 blancs, avec *Prétoria*⁴, *Potchefstroom* et *Johannesburg* (102 714 habitants) pour villes principales.

Annexion du Transvaal (1877). Guerre contre les Zoulous (1878-1879). — Mais la colonie anglaise ne tarda point à s'étendre aux dépens de ses voisins. D'abord l'établissement du *Griqualand* ou *Terre des Diamants* fut fondé en 1872 sur la rive droite du Fleuve Orange et sur les deux rives du Vaal; il compte déjà une population considérable et a pour point le plus important la ville de *Kimberley*. Ensuite, en 1877, la République Transvaaltique fut annexée, en même temps que la conquête du territoire cafre intermédiaire entre

1. Le 8 juillet 1895 fut inauguré le chemin de fer entre la baie Delagoa et Prétoria, long de 793 kilomètres. La capitale du Transvaal communique également avec la mer par les voies ferrées du Cap (1 674 kilom.), de Port-Elisabeth (1 191 kilom.), d'East-London (1 114 kilom.) et de Durban (609 kilomètres).

Port-Natal et le Cap s'accomplissait malgré la résistance acharnée des Cafres.

Toutefois l'annexion du Transvaal devait coûter cher aux Anglais. Dès l'abord elle les mit en présence d'adversaires redoutables. Les Zoulous, peuple nègre intelligent et brave, s'établirent au début du siècle sur la côte de l'Océan Indien, entre la baie Delagoa au nord et le fleuve Touguéla au midi. Ils furent successivement gouvernés par trois frères : Chaka, Dingaan et Panda. Le second tua le premier, et fut à son tour égorgé par ses sujets. Le pacifique Panda fut père de Cettivayo, qui lui succéda. Ennemi des habitants du Transvaal, ce dernier le devint des Anglais quand ils eurent annexé le pays.

Au mois de janvier 1878 les Anglais envahirent le territoire des Zoulous avec plusieurs petites colonnes, qui devaient se rejoindre à l'intérieur. Mais dans cette région accidentée, semée de ravins, de crevasses, hérissée de hautes herbes, où les routes manquent, où l'eau est rare, où l'on ne trouve pas de vivres, les mouvements sont longs et difficiles. Une colonne surprise par les Zoulous bien plus nombreux et armés en partie de zagaies (sorte de lance), en partie d'armes à feu, fut presque anéantie après une résistance opiniâtre à *Isandhlouana* (3 février 1879). Les envahisseurs durent rester longtemps sur la défensive, et il leur fallut entreprendre une pénible campagne pour aller débloquer la garnison d'un petit fort assiégé par les Zoulous.

De nouveaux renforts furent appelés d'Europe sous les ordres de Sir Garnet Wolseley, le vainqueur des Achantis. Dans l'armée anglaise servait comme officier volontaire le fils de Napoléon III, ancien élève de l'École Militaire de Woolwich. Prétendant à la couronne de France, ce jeune homme devait peut-être, disait-on, épouser la princesse Béatrix, dernière fille de la reine Victoria. Envoyé en reconnaissance avec un petit nombre de soldats, en compagnie du lieutenant Carey, il fut surpris le 1^{er} juin 1879 près de la rivière Imbanano, non loin du fleuve Hyotozi, dans le ravin de Varsin-Kraal, par des Zoulous cachés dans des champs de maïs, n'eut pas le temps de fuir, et fut tué de 17 coups de zagaie.

La bataille d'*Ouloundi*, gagnée le 3 juillet 1879 par lord Chelmsford contre Cettivayo, rendit enfin l'avantage aux armes britanniques. Plusieurs chefs zoulous firent leur sou-

mission ; Cettivayo, après une longue poursuite, fut pris par le colonel Clifford le 28 août.

Après une assez longue captivité au Cap, Cettivayo fut amené en Angleterre, où on le traita en hôte des contrées barbares, cherchant surtout à lui donner une forte impression de la grandeur, du pouvoir et des ressources de l'Angleterre. Puis on le renvoya dans son pays, dont on lui restitua la moitié, l'autre moitié restant divisée entre différents chefs indigènes (1882). Ce compromis ne réussit pas ; il donna lieu à des guerres acharnées de tribus à tribus. Cettivayo fut vaincu en août 1883 par son rival Ousibepou, ses kraals détruits ou incendiés, et les membres de sa famille tués pour la plupart ; lui-même n'échappa qu'à grand'peine, et se réfugia dans la Réserve (territoire neutre) ; d'autres massacres de ses partisans, par les roitelets qu'on avait élevés contre lui, brisèrent le cœur du vieux roi noir, et l'ex-souverain d'une Sparte cafre s'éteignit le 10 février 1884, en se plaignant amèrement des malheurs que les Anglais avaient apportés à lui et à son peuple. Le fils de Cettivayo, Dinizoulou, fut proclamé en mai 1884 roi des Zoulous. Un nouveau soulèvement éclata dans le Zoulouland contre les Anglais en 1888 ; ils en triomphèrent, et Dinizoulou disparut ; on ne sut s'il était mort ou captif de quelque tribu indigène.

Soulèvement et guerre du Transvaal (1880-1881). — Par la soumission du Zoulouland les embarras de l'Angleterre dans l'Afrique Australe étaient loin d'être terminés. La République du Transvaal avait été annexée aux domaines britanniques le 12 avril 1877 par sir Bartle Frere, gouverneur de la colonie du Cap. Or les habitants de ce petit Etat, les Boërs, c'est-à-dire les colons hollandais, dont beaucoup descendaient de calvinistes français expatriés sous Louis XIV après la révocation de l'Édit de Nantes, étaient fermement résolus à maintenir leur indépendance. Rompus à la fatigue, passant leur vie à la chasse, c'étaient des hommes robustes, excellents tireurs, pleins de bravoure et de sang-froid. Néanmoins ils patientèrent pendant trois ans, adressant au Gouvernement anglais d'incessantes réclamations pour obtenir justice. Le cabinet whig Gladstone ne pouvait méconnaître que l'annexion du Transvaal par le ministère précédent était un acte injustifiable et inique ; mais pouvait-il revenir sur les faits accomplis ? Il rappela du moins sir Bartle Frere.

Voyant que la force seule pourrait les affranchir, les Boërs

y eurent recours. Ils mirent à leur tête un triumvirat composé du Président Brand, de MM. Krüger et Jovrissen, et s'armèrent sous la direction du général Joubert (d'origine française). La lutte commença au mois de décembre 1880. Les Boërs battirent les Anglais à *Potchefstroom*, prirent *Derby*, bloquèrent toutes les garnisons anglaises, et vinrent occuper les passes du *Drakenberg*, par lesquelles l'ennemi allait essayer de pénétrer du Natal dans leur pays. Ils repoussèrent le corps d'armée du général sir Pomeroy Colley à *Laing Nek* et à *Schaine Hoogte*. Pourtant les assaillants, ayant reçu des renforts, reprirent l'offensive et s'avancèrent de Mount-Prospect vers les hauteurs du *Mont Majouba* ou *Spitz Kop*, dont ils s'emparèrent le 26 février 1881. Dès le lendemain 27, les Boërs conduits par Joubert revinrent à la charge, décimèrent les troupes anglaises par un feu terrible, et, gravissant les pentes de la montagne, en débusquèrent l'ennemi, qui s'enfuit en déroute. Le général Colley était au nombre des morts.

Qu'allait faire la Grande-Bretagne ? La première pensée fut de venger cette défaite. A la réflexion pourtant on comprit que la justice était du côté des Boërs. L'opinion publique se prononça en leur faveur, et le ministère whig eut la sagesse de signer un traité qui reconnaissait l'indépendance de ce vaillant petit peuple, à condition qu'il reconnaîttrait de son côté la suzeraineté de la reine d'Angleterre (traité de Prétoria (3 août 1881).

Du reste cette condition, qui n'était qu'une satisfaction apparente à l'orgueil britannique, n'existe plus. Dès 1884, la République du Transvaal fit la guerre aux Bétchouanas du nord-ouest, sans se soucier de ce qu'en penseraient les Anglais. MM. Paul Krüger, Président de la République du Transvaal, Jacob du Toit, Ministre de l'Instruction publique, et le général Smit, envoyés par les Boërs en Europe, signèrent le 27 février 1884, à Londres, un traité qui reconnaissait l'indépendance absolue de leur pays sous le nom de *République Sud-Africaine*¹. Ils vinrent également en Hollande, en Belgique, en France, en Allemagne, négocier des

1. Toutefois l'article 4 de ce traité disait : « La République Sud-Africaine ne peut contracter aucun traité ou engagement avec aucun État, excepté l'État Libre d'Orange, ou avec aucune tribu indigène à l'est ou à l'ouest de la République, sans l'approbation de Sa Majesté la Reine. »

traités de commerce, et à Lisbonne préparer l'établissement d'un chemin de fer entre leur capitale Prétoria et la baie Delagoa, dans le territoire portugais du Mozambique¹.

Il y eut en 1883 du trouble dans la Terre des *Bassoutos* (*Basoutoland*), située entre la colonie de Natal, la colonie du Cap et la République du Fleuve Orange. Souffrant des exactions des colons, les Bassoutos paraissaient vouloir revenir sous le gouvernement immédiat de la Grande-Bretagne.

En 1885 le protectorat anglais fut proclamé sur les territoires de Bétchouanaland et Kalahari. Les limites de ces territoires, devenus le « *Bétchouanaland britannique* », sont : à l'est, la République Sud-Africaine ; au sud, la colonie du Cap ; à l'ouest, le fleuve Molopo ; au nord, ce même fleuve jusqu'à sa jonction avec le Ramathlabassa, et plus loin ce dernier cours d'eau jusqu'aux frontières de la République Sud-Africaine.

En 1890 le pays des *Souazis* (*Souaziland*), entouré de trois côtés, au nord, à l'ouest et au sud, par la République Sud-Africaine, fut cependant annexé aux domaines britanniques. Il est situé à portée de la baie Delagoa. Au mois de mai 1891, un nouveau territoire, le *Bastardsland*, fut réuni au Bétchouanaland ; il s'étend, d'un côté, du fleuve Orange au sud, au fleuve Nosob au nord ; de l'autre, du Bétchouanaland à l'est, au Damaraland ou territoire allemand Sud-Africain à l'ouest.

La même année, une proclamation de la Reine organisa le protectorat anglais dans la vallée du Zambèze et sur le *Nyassaland*. Ces acquisitions étaient faites aux dépens du Portugal, contraint à s'incliner devant la loi du plus fort.

Les procédés tyranniques de la *Chartered Company* pour tirer parti des ressources du pays soulevèrent les indigènes. Dans la région du Chiré et du lac Nyassa, on apprit au mois d'avril 1893 que le fort Johnson et le poste de Blantyre² étaient menacés. Plus avant dans l'intérieur, les Anglais se trouvèrent aux prises avec les *Matébélés* ou *Matabélés*, peuple énergique, parent des Zoulous par l'origine, établi entre la rive gauche du Limpopo au sud et la rive droite du Zambèze

1. En mai 1895, il y eut un soulèvement des Cafres Makatésé du Zoutpansberg, ayant pour chef Magata, contre le Transvaal.

2. Blantyre, sur la rive gauche, c'est-à-dire à l'est du Chiré, au sud du lac Nyassa, par 16° 17' de latitude sud et 30° 40' de longitude est.

au nord. Ils avaient pour roi Lobengoula et pour capitale Boulouwayo. Des dépêches du fort Victoria, arrivées en Europe par le cap de Bonne-Espérance, annoncèrent qu'après une résistance désespérée et des pertes énormes, les Matabélés avaient été écrasés dans deux batailles par les forces anglaises, sous les ordres des officiers Forbes et Jameson, et que les Anglais étaient entrés le 2 novembre 1893 à Boulouwayo. Tout n'était pas fini ; car bientôt après, un détachement anglais fut taillé en pièces, et son chef, le capitaine Wilson, tué par les Matabélés.

Le 30 mai 1893, l'Angleterre annexa le Tongaland à la colonie de Natal, pour couper le Transvaal de la côte ; et le 30 novembre, le Bétchouanaland fut annexé à la colonie du Cap.

Les mines d'or du Transvaal. La Chartered Company. Cecil Rhodes et Jameson. Nouvelle attaque contre le Transvaal. Le raid Jameson (1896). — L'Afrique méridionale n'a pas cessé depuis d'être le théâtre de mémorables événements. De 1893 à 1893, de nombreuses mines d'or y furent découvertes, dans le Matabéléland, ainsi que sur le territoire du Transvaal, et de nombreuses compagnies formées en Europe pour les exploiter. Une multitude d'émigrants, Anglais, Américains, Allemands, Français, affluèrent sur le territoire de la République Sud-Africaine, où de nouvelles villes se fondèrent comme par enchantement dans les districts miniers, par exemple Johannesburg. Parmi ces nouveaux venus, ces *uitlanders*, le plus grand nombre étaient Anglais, aventuriers audacieux et sans scrupule. Ils exigeaient que sur-le-champ la République Sud-Africaine leur accordât les droits de citoyens, c'est-à-dire se mit à leur merci ; car, dans les régions où ils affluaient, ils formaient la majorité de la population. Le Gouvernement du Président Krüger s'y refusait naturellement. Alors les Anglais de Johannesburg¹, organisés sous le nom d'*Union Nationale*, préparèrent une insurrection. Ils comptaient être appuyés par une troupe anglaise sortie du territoire du Cap : cette troupe, il est vrai, n'était pas envoyée par le Gouvernement, mais par la trop fameuse *Chartered Company* ; elle était

1. Johannesburg avait 102 714 habitants, dont 51 235 blancs, d'après le recensement du 15 juillet 1896 ; il y avait parmi eux environ 20 000 Anglais et 20 000 Américains et Allemands.

commandée par le docteur Jameson¹, déjà célèbre par la férocité et le mépris du droit des gens qu'il avait montrés en 1893 dans le Matabéléland². Il est vrai que la *Chartered Company* tient ses privilèges de la couronne, qu'elle a pour président le duc de Fife, gendre du prince de Galles, qu'un de ses principaux chefs est M. Cecil Rhodes, premier ministre de la colonie du Cap, et plusieurs officiers³ de l'armée régulière anglaise appartenant « aux meilleures familles de la Grande-Bretagne » commandaient, sous les ordres de Jameson, sa bande de flibustiers. Ainsi, selon que les choses tourneraient, l'Angleterre approuverait les agissements des envahisseurs, s'ils réussissaient et que l'Europe laissât faire, ou les désavouerait, s'ils étaient vaincus et que l'Europe se fâchât.

Au dernier moment, le ministre britannique, M. Chamberlain, pour couvrir la responsabilité de la Grande-Bretagne, télégraphia même à sir Hercules Robinson, gouverneur de la colonie du Cap, et à sir Cecil Rhodes, d'arrêter la marche du docteur Jameson, et de rappeler les officiers qui étaient avec lui. Jameson n'en tint pas compte, persuadé que le succès couvrirait tout, passa la rivière Élan, et envahit le Transvaal avec 800 hommes, 4 canons et 6 mitrailleuses Maxim. Il fut complètement battu les 1^{er} et 2 janvier 1896 aux environs de *Krûger's dorp*, près du chemin de fer qui joint cette ville à Johannesburg, et obligé de se rendre à discrétion avec ses complices survivants. Les *uitlanders* de Johannesburg n'avaient pas bougé ; ils attendaient le succès de Jameson pour se déclarer, et furent désarmés après la bataille ; par contre, la République du Fleuve Orange se déclarait prête à soutenir le Transvaal en cas de besoin, et les résidents français et allemands invoquèrent le secours de leurs gouvernements respectifs. Le Gouvernement Anglais et même la *Chartered Company* désavouèrent Jameson ; et le ministre Chamberlain télégraphia au Président Krüger pour le prier de se montrer clément envers ses prisonniers.

1. Le docteur Jameson (Léandre-Starr), né à Édimbourg le 9 février 1853, étudia la médecine à Londres et arriva au Cap comme médecin en 1878.

2. Il est très vraisemblable que l'expédition était organisée par un groupe de financiers anglais qui voulaient mettre la main sur les mines d'or du Transvaal.

3. Le major sir John Willoughby, des Horse-Guards, le capitaine White, des grenadiers de la garde, le major Crey, le capitaine Coventry, le lieutenant Douglas Marsham. Le capitaine Coventry fut tué.

Dans presque toute l'Europe, cette brutale invasion en pleine paix d'un pays inoffensif, par des pirates ayant à leur tête des officiers anglais, souleva la plus violente réprobation. L'Empereur d'Allemagne, dans un télégramme du 3 janvier, félicita dans les termes les plus explicites le Président Krüger d'avoir, « sans recourir à l'aide des puissances amies, repoussé l'attaque des perturbateurs de la paix ». Guillaume II¹ avait-il cédé à un premier mouvement de sa nature impressionnable, ou bien le petit-fils de la Reine Victoria avait-il voulu montrer aux Anglais qu'il n'abandonnerait sur aucun point de l'univers les intérêts germaniques², et en même temps se procurer un argument de plus pour arracher au Parlement allemand les sommes nécessaires à l'augmentation de sa flotte? Plusieurs navires cuirassés allemands furent envoyés dans la baie Delagoa. A Londres, le désappointement et la colère furent grands; le *Times*, le *Daily Graphic*, le

1. L'Empereur allemand aurait dit en recevant le ministre du Transvaal à la Haye : « J'ai été aussi heureux de la victoire des Boërs que si elle avait été remportée par des soldats allemands. »

2. Les Anglais sont inquiets et irrités de la concurrence de plus en plus redoutable que l'industrie et le commerce allemands leur font sur tous les points du globe. Tandis que les industriels anglais, qui payent cher leurs ouvriers, veulent vendre *cher* et tiennent à leurs procédés de fabrication, les Allemands, pour lesquels la *main-d'œuvre* est moins coûteuse, vendent *mauvais*, mais *bon marché*, et donnent au client, rouge ou noir, blanc ou jaune, ce qu'il demande, de forme ronde ou carrée, de couleur claire ou foncée, à son choix; en sorte que, sur bien des points, ils ont évincé ou évincent leurs concurrents britanniques. A chaque instant, en Angleterre même, tel objet, que sur l'apparence on croirait britannique, vient d'Allemagne; et dans tel coin on découvre avec surprise la convaincante formule : *Made in Germany*. Ces trois petits mots exaspèrent les Anglais, qui se voient ainsi couper l'herbe sous le pied jusque dans leur île. En 1896, M. Edwin Williams, dans un livre auquel il a précisément donné pour titre *Made in Germany (Fait en Allemagne)*, signala à ses compatriotes le danger qu'ils courent.

« Regardez autour de vous, dit M. Williams; voici à peu près ce que vous verrez : l'étoffe d'une partie de vos vêtements a probablement été tissée en *Allemagne*; il est plus que probable qu'une partie des objets d'habillement de votre femme est d'*importation allemande*; il est hors de doute que les beaux manteaux et les magnifiques jaquettes avec lesquels vos bonnes se prélassent le dimanche ont été *faits en Allemagne* et vendus par des *Allemands*, sans quoi on ne les aurait pas eus à ce prix-là. Le fiancé de votre institutrice est commis dans la Cité; mais lui aussi *vient d'Allemagne*. Les joujoux, les poupées et les livres de contes que vos enfants abiment dans la *nursery* ont été *faits en Allemagne*, et toutes les apparences sont pour que le papier de votre journal favori ait la *même provenance*. Parcourez votre maison de haut en bas, et vous rencontrerez à chaque pas l'*étiquette fatale*, depuis le piano du salon jusqu'au pot à bière de la cuisine, en dépit de son inscription anglaise. »

le *Morning Post*, le *Pall Mall Gazette*, le *Saint-James Gazette* attaquèrent en termes violents l'Empereur allemand, et soutinrent que l'Angleterre n'avait de comptes à rendre à personne. Dans les théâtres et les lieux publics, on siffla les Allemands, on acclama Jameson et ses compagnons; des boutiques allemandes et hollandaises furent pillées dans l'*East-End*. On demanda l'augmentation immédiate de la marine anglaise; le général en chef déclara que l'armée n'avait « jamais été mieux préparée à toutes les éventualités ». Jameson et les autres prisonniers avaient été menés à Prétoria; ils furent ensuite conduits à la frontière et remis au gouverneur du Cap, sir Hercules Robinson¹. Ils furent embarqués pour l'Angleterre, où ils devaient être jugés pour avoir attaqué en pleine paix un pays ami. Sir Cecil Rhodes donna sa démission. Une polémique violente n'en continua pas moins entre les journalistes anglais d'une part, allemands et hollandais de l'autre. Une adresse de félicitations fut envoyée d'Amsterdam au Président Krüger. Dans plusieurs villes allemandes, notamment à Hambourg, on fit des collectes en faveur des Boërs blessés. Les Irlandais manifestaient leur joie. Le ton des journaux anglais devint momentanément plus aimable à l'égard de la Russie et de la France. Appuyée sur l'article 4 du traité de 1884, la Grande-Bretagne, affirment-ils, ne souffrira pas que personne s'interpose entre elle et la République Sud-Africaine.

Lorsque Jameson et ses complices furent amenés en Angleterre pour y être jugés, la foule, à leur débarquement, leur fit un accueil enthousiaste (25 février), comme à des héros. La Cour de Bow-Street leur accorda leur liberté provisoire sous caution. En même temps, en Afrique, les documents publiés par le Président Krüger² établissaient que

1. La Haute Cour de Justice de Prétoria avait condamné Jameson à être fusillé. La République du Transvaal réclame, dit-on, à la *Chartered Company* une indemnité de 500 000 livres sterling, ou 12 millions 500 000 francs.

2. M. Paul Krüger, fils d'un fermier boër, est né le 10 octobre 1825 à Rustenburg. De bonne heure remarqué par sa bravoure dans les combats contre les Cafres, il fut élu membre du Conseil Exécutif en 1872, puis, en 1883, Président de la République Sud-Africaine. C'est pour la quatrième fois qu'il exerce ces hautes fonctions, auxquelles il a été réélu en 1898 à la presque unanimité. Son gouvernement est tout patriarcal; sa vie fait songer à ces vieux Romains légendaires qu'on tirait de la charrie pour leur confier la dictature, et qui préparaient eux-mêmes leur repas de légumes cultivés par leurs mains. Il n'est pas rare de voir, à Prétoria, le Président Krüger, un grand vieillard au visage

M. Cecil Rhodes¹ et la *Chartered Company* étaient les complices de l'agression de Jameson. Le 8 mai 1896, sir William Harcourt demanda si le Gouvernement Anglais, en accordant l'impunité aux coupables, « laisserait déshonorer et compromettre le nom de l'Angleterre dans toute l'Afrique du Sud et devant le monde entier ». M. Chamberlain² dut reconnaître devant les Communes que M. Cecil Rhodes était coupable ; mais il ajouta : « Sans des hommes comme lui, l'Angleterre serait moins brillante et les possessions britanniques moins vastes. »

Bientôt pourtant on apprit que la *Chartered Company* venait de recevoir et d'accepter la démission de M. Cecil Rhodes et de deux autres administrateurs compromis avec lui dans les affaires du Transvaal. A Prétoria, les membres du *Comité de réformes* de Johannesburg, complices de Jameson, furent condamnés par les juges du Transvaal à la peine de mort ; cette condamnation fut commuée provisoirement en quinze ans de prison ; enfin on se borna à leur imposer une amende et à les bannir ; encore, quand les quatre chefs réformistes eurent été remis en liberté, leur permit-on de rester dans le pays, à condition de signer l'engagement de ne plus s'occuper de politique. Seul, le colonel Rhodes, frère de sir Cecil Rhodes, ayant refusé de signer, dut quitter le Transvaal (12 juin). Deux jours plus tôt, à Londres, le procès de Jameson avait été repris ; le trop fameux flibustier, déclaré coupable par le jury, fut condamné à quinze mois de prison ; ses complices, à diverses peines (28 juillet).

expressif, assis sous sa véranda, fumant sa pipe et répondant par un geste amical au salut des passants ; ses compatriotes l'appellent *l'Oncle Paul*.

1. Sir Cecil Rhodes, fils d'un pasteur protestant, est né en 1853 ; élève de l'Université d'Oxford, il arriva au Cap en 1870, et fit fortune dans l'exploitation des mines de diamant. Premier ministre du Cap en 1890, il rêvait l'union de tous les Etats de l'Afrique Australe en une Confédération de l'Afrique du Sud, dont il aurait été le chef. Intelligent et sans scrupule, il avait été surnommé par ses admirateurs *le Napoléon du Cap*.

2. M. Chamberlain avait dit quinze jours plus tôt, dans un discours au *Constitutional Club* de Londres : « Le Transvaal est le seul pays civilisé qui ait refusé à la majorité de sa population les droits les plus élémentaires du citoyen » (22 avril).

En réalité, pour obtenir au Transvaal les droits de citoyen, l'étranger devait, à son arrivée dans le pays, se faire inscrire sur un *Registre de résidence*. Après deux ans de résidence réelle, il pouvait être naturalisé, à condition de payer cent vingt-cinq francs, de prêter serment de fidélité et de s'astreindre au service militaire. Ce n'étaient pas des conditions draconiennes.

Tout en désirant la paix et en le proclamant en toute circonstance, le Gouvernement du Transvaal, qui tient à conserver son indépendance, ne cessa point de prendre d'utiles précautions. Le Président Krüger déclina pour le moment la proposition de venir en Angleterre discuter personnellement, de vive voix, les questions pendantes. Le Transvaal commanda 60 000 fusils à une manufacture allemande (6 juillet). Il restreignit la vente de l'alcool aux indigènes, et mit en vigueur la loi sur l'instruction gratuite des enfants de toute nationalité. Le 15 août, le Volksraad de Prétoria vota une résolution accordant le droit de suffrage à 3 000 hommes d'origine étrangère qui avaient pris les armes pour concourir à la défense du pays contre l'invasion de Jameson.

Les relations devinrent de plus en plus étroites entre la République du Transvaal et celle du Fleuve Orange, également menacées par l'ambition anglaise. La République du Fleuve Orange prenait ses mesures en 1896 pour contracter un emprunt en Allemagne, afin de racheter les chemins de fer construits et possédés sur son territoire par des Anglais ; par le contrat de concession, elle s'est en effet réservé la faculté de racheter quand il lui conviendrait à des conditions déterminées.

Pendant cette même année 1896, une nouvelle insurrection éclata chez les Matabélés contre la domination britannique¹. Le mouvement commença le 26 mars à Insigna et à Filabeesi, sans doute à la nouvelle de la défaite de Jameson au Transvaal. Les Matabélés, soulevés au nombre d'environ vingt mille, bloquèrent les résidents européens à Boulouwayo et à Gouélo. Beaucoup d'Anglais furent massacrés ou disparurent. Ce fut seulement après six mois de lutte et de combats acharnés, qu'à la fin de septembre, les troupes de la *Chartered Company*, commandées par les capitaines Nicholson, Dranson, les colonels Gifford, Plumer, White, Beal, Carrington, et M. Cecil Rhodes, triomphèrent des insurgés rassemblés « comme des fourmis » sur la rivière Oumgousa, au nord de Boulouwayo, réussirent à débloquer cette ville et à étouffer le mouvement.

La résistance se prolongea pourtant encore sur certains points. Le 2 novembre 1896 on recevait de Fort Salisbury la nouvelle que M. Cecil Rhodes télégraphiait d'Enkeldoorn que

1. Ce mouvement paraît avoir été surtout causé par les violences des blancs à l'égard des femmes indigènes.

le capitaine Ferrera avait pris et brûlé le village de Pangoi, et fait sauter les Matabélés réfugiés dans des cavernes. Il n'y avait plus, ajoutaient les Anglais, de rebelles dans le district de Mazoé.

En 1895, le district de *Manica*, situé vers le 19° de latitude sud, à la frontière occidentale du Mozambique portugais, et à la limite orientale du Matabéléland anglais, est devenu un objet de contestation entre les deux nations, à cause des mines d'or qu'il renferme. La décision a été remise à l'arbitrage de l'Italie.

A l'automne de 1900, l'Angleterre a pris définitivement sous son protectorat le pays des *Barotsés*, au nord du Zambèze.

La Colonie du Cap de 1896 à 1900. — Toute l'histoire de la colonie du Cap est malheureusement liée depuis quatre ans à celle des Républiques Hollandaises.

Notons cependant quelques points importants de son histoire intérieure.

Au Natal ont été annexés le Zoulouland et le Tongaland, le 30 décembre 1897. Le Natal compte désormais 600 000 habitants, dont 45 000 blancs seulement. Au Cap on en compte 400 000 sur 1 400 000 habitants. Le Natal est envahi par les immigrants indous et refuse aujourd'hui de laisser débarquer ces sujets britanniques. Sans en arriver à une union douanière, le Cap et le Natal ont cependant unifié leurs tarifs.

Au nord le *Central Africa Protectorate* ou *Nyassaland*, c'est-à-dire le sud et l'ouest du lac Nyassa, se développe progressivement. Des colons s'y établissent, Européens et Indous, et cultivent surtout le café. Des vapeurs circulent sur le lac, et le télégraphe est poussé de ce lac au Tanganyika; la « route Stephenson » les unit déjà. A l'ouest du lac Nyassa, les révoltes sont fréquentes, surtout chez les Zoulous Angonis; 1 600 hommes de troupes gardent le pays. Le Portugal a accordé une charte royale à la Compagnie anglaise du Nyassa (colonisation, ouverture de routes, *administration du pays*). Elle fonda, dans la baie de Pomba, la ville de Port-Amélie. Une grande expédition en est partie sous le major Spilsbury et le capitaine da Costa. Mais le major s'obstinant à vouloir circuler sous pavillon anglais à l'exclusion du pavillon portugais, le capitaine da Costa se retira (février 1900).

En novembre 1898, la fameuse « *South Africa Co Chartered* » fut réorganisée. La *Rhodesia du Sud* doit désormais avoir une administration locale avec un Conseil exécutif et un Conseil législatif, dont une partie sera élue¹ et l'autre nommée par le Gouvernement. Il y aura un secrétaire des Affaires étrangères. La Compagnie conservera son droit sur les mines. Son directeur devra être approuvé par le Ministre des Colonies et sera révocable par lui. Un Commissaire résident de la Couronne siègera dans le Conseil, et aucune opération militaire ne pourra se faire sans lui. C'est le résultat de l'expédition Jameson.

Au Cap les luttes sont de plus en plus vives entre les deux partis, les *Impérialistes*, de Cecil Rhodes, et les *Afrianders*, d'origine hollandaise, dirigés par MM. Hofmeyr et Schreiner. Le chef du parti impérialiste, M. Gordon Sprigg, a promis, au nom de la colonie dont il était premier ministre, lors du jubilé de la Reine (juin 1897), de donner un cuirassé à la flotte anglaise; au moment de payer, la colonie se ravisa et vota une annuité de 30 000 livres comme contribution à la marine de guerre (fin 1898). Cette même année, le 22 juin 1898, la Chambre législative émit, par 47 voix contre 36, un vote de défiance. L'Assemblée fut dissoute sans succès par le Ministre; elle revint composée de 40 Afrianders, 35 progressistes, c'est-à-dire Rhodésiens, et 4 indépendants anti-rhodésiens. A la rentrée, le 14 octobre, un nouveau cabinet Afriander fut choisi, avec MM. Schreiner et Merriman comme chefs. Leur ministère devait être hérissé de difficultés: le parti progressiste proposa une nouvelle loi électorale. Nécessaire à cause de l'augmentation de la population, elle fut faite avec ruse pour écraser le parti afriander, en renforçant le nombre des députés des villes, plus anglaises que les campagnes. C'est peut-être la fin de la prépondérance politique des Afrianders. M. Schreiner fut vilipendé par la presse jingoïste, parce qu'il avait dit qu'il ferait tous ses efforts pour maintenir la neutralité de la colonie pendant la guerre. On l'accusa de laisser passer des armes pour les Boërs, de pactiser avec eux; on le hua dans les rues; un peu plus, on le tuait. Le haut commissaire britannique dans l'Afrique du Sud, sir Alfred Milner, travaillait contre lui. Il démissionna en juin 1900, et fut aussitôt remplacé par un ministre *progressiste*

1. 11 membres, dont 4 élus par le Macheland et le Matabéléland.

dirigé par MM. Gordon Sprigg et Rose Innes. La fin de la guerre du Transvaal ménage sans doute de tristes surprises au parti afrikander, qui n'a su ni se révolter contre l'Angleterre, ni se détourner résolument des Boërs.

**** Le Transvaal depuis le raid Jameson (1896-1900).** — Depuis le raid de Jameson en 1896, le *Transvaal* a vécu sur le qui-vive. Le fameux flibustier fut bien condamné à quinze mois de prison, le 28 juillet; mais le 3 décembre il était libéré. La Chambre des Communes ordonna une enquête parlementaire sur l'affaire Jameson. Le ministre Chamberlain la fit dévier sur le Gouvernement du Transvaal. Les séances de la Commission d'enquête ne furent qu'une suite d'ovations pour Cecil Rhodes, qui reconnut nettement son rôle, et bravant les rares libéraux qui persistaient à vouloir la lumière : « L'opinion, leur dit-il, est plus forte que vous; vous ne pouvez rien contre elle. » On n'eut pas la lumière; on refusa de produire les lettres, les documents nécessaires. Malgré la brusque clôture de l'enquête et ce silence voulu, la complicité de MM. Chamberlain et Rhodes et du *Times* se dégageait nettement. Sir William Harcourt lui-même ne consentit pas à blâmer la Commission, qui fut approuvée par 595 voix contre 77. Quant à l'indemnité totale de 41 925 000 fr. que le Transvaal réclamait pour les dommages causés par Jameson, il n'en vit jamais rien.

En vain, le Président du Transvaal multipliait les paroles pacifiques et même les actes de courtoisie : le jour du jubilé de la Reine Victoria fut férié au Transvaal. Tout ce qu'il faisait était prétexte à récriminations. Dans un *Livre Bleu*, M. Chamberlain déclara que le Transvaal avait violé la convention de Londres par ses lois sur l'immigration¹ et l'expulsion des étrangers, sur la presse, par son traité avec la Hollande, son accession à la convention de Genève, son traité d'extradition avec le Portugal, signés sans le consentement de la Reine.

Le Transvaal, menacé ainsi que l'État Libre d'Orange (on y voyait enfin que le but poursuivi était non la suppression de quelques mauvaises lois transvaaliennes, mais l'écrasement de la race hollandaise en Afrique), s'unirent tous deux

1. Loi très sage de la fin de 1896, interdisant l'immigration aux étrangers sans ressources, c'est-à-dire aux brigands prompts à se vendre en temps de trouble.

par un traité d'alliance défensive; l'égalité des *burghers* des deux États était proclamée; ils s'accordaient le traitement de la nation la plus favorisée, créaient une cour d'arbitrage, jetaient les bases d'un Conseil fédéral commun pour les questions d'intérêt commun. Le 15 juin 1897, dans la République du fleuve Orange, le 14 juillet au Transvaal, les Volksraads ratifièrent le traité.

La question des uitlanders : la naturalisation, le droit de vote. — Le Gouvernement anglais protestait toujours contre le sort fait aux uitlanders et contre la législation minière. Le Gouvernement de Prétoria fit une enquête sur cette législation, et ne suivit guère d'ailleurs les indications de la commission. Mais M. Krüger aimait mieux, avec le produit des lourdes taxes sur les mines, acheter secrètement en Europe le matériel de guerre nécessaire. Il suivait avec inquiétude l'envoi croissant de troupes anglaises et indoues au Cap et au Natal. En vain, pour prouver sa bonne volonté, offrit-il à l'Angleterre de trancher la difficulté par un arbitrage. Le 4 août 1897, M. Chamberlain, interrogé aux Communes, répondit qu'il ne pouvait y avoir d'arbitrage « entre un État vassal et son État suzerain ». Il invoquait, dans sa dépêche du 20 octobre 1897, l'article 4 de la Convention de 1884¹. Mais le Transvaal répliquait que cette Convention ne parle plus de la suzeraineté britannique établie par celle de 1881. La Convention de 1884 a abrogé celle de 1881; mais les honnêtes Boërs ont négligé de bien spécifier qu'elle abrogeait aussi le préambule de 1881, où était justement indiquée cette suzeraineté. L'Angleterre prétend que le préambule de 1881 subsiste concurrentement avec le nouveau texte de 1884! Comment concilier cette suzeraineté, répliqua-t-on de Prétoria, avec ce fait que le Gouvernement anglais a établi des consuls au Transvaal précisément depuis 1884, et lui demande pour eux l'*exequatur*?

Un instant le Gouvernement anglais put espérer l'emporter en créant des difficultés au Président, avec qui le chef de la justice Kotze était entré en conflit; mais aux élections de février 1898, M. Krüger fut réélu par 12 838 voix contre 3 733 à M. Schalk Burger et 2 001 à M. Joubert. Il destitua aussitôt Kotze, qui passa au parti anglais. En même temps les Afrikanders triomphaient au Cap.

L'Angleterre entra alors en jeu définitivement. En mars

1899, une pétition monstre, signée de 21 000 uitlanders¹, fut adressée à la reine Victoria pour réclamer son intervention contre l'*oppression intolérable* dont ils souffraient. Mais 9 000 autres uitlanders firent aussitôt une protestation contraire. Une entrevue eut lieu, en juin 1899, à Bloemfontein, capitale de l'État libre d'Orange, entre le président Krüger et sir A. Milner, haut commissaire britannique au Cap : les Anglais se montrent plus arrogants que jamais, au moment même où quelques anciens officiers anglais viennent encore de compléter à Johannesburg ! Sir Milner demande que le nombre des années de séjour nécessaires pour avoir droit de vote soit de cinq ans avec effet rétroactif ; que le serment de naturalisation soit modifié ; qu'une représentation *équitable* soit accordée à la nouvelle population ; que la naturalisation donne immédiatement le droit de vote. Remarquons qu'aucun de ces vœux n'a trait aux réformes économiques, si souhaitables au Transvaal (comme les prix des transports, le monopole de la dynamite, etc...) ; ce sont toutes réformes politiques qui permettraient de modifier brusquement la composition du Volksraad, et... peut-être de lui faire voter l'annexion à l'Angleterre. Depuis quand voit-on un pays naturaliser les étrangers par milliers après cinq ans de séjour, de façon à leur donner presque la majorité, et surtout quand ces étrangers sont, pour beaucoup, d'un pays voisin par deux fois envahisseur ? et des étrangers collaborer aux lois d'un pays sans en devenir citoyens ? Certains Anglais veulent forcer le Transvaal à admettre l'égalité officielle des deux langues, à introduire l'anglais dans les écoles, à faire raser les forts de Johannesburg, etc.

Le Président Krüger, très sagement, veut distinguer la naturalisation, concédée après deux ans, du droit de vote, donné plus tard ; faire dépendre la naturalisation de certaines conditions de cens, pour éviter l'afflux d'une écume d'aventuriers dans le corps électoral ; exiger que ces nouveaux citoyens aient eu les droits civiques dans leur pays d'origine (on ne veut pas naturaliser des criminels de droit commun) ; enfin obtenir du Gouvernement anglais l'acceptation de l'arbitrage sur tous les différends à venir, c'est-à-dire *éviter la guerre*, ce que l'Angleterre ne veut pas ! Sir Milner a déclaré

1. Sur 200 000 ! Encore faut-il dire que quelques-uns ont signé plusieurs fois (jusqu'à 15 fois !) et on a même inscrit des noms de morts.

ces propositions insuffisantes. Mais après avoir refusé à l'Angleterre, M. Krüger a fait quelques concessions sur la demande de MM. Hofmeyr et Herholdt, chefs du parti Afrikaner au Cap, et de M. Schreiner, le premier ministre. M. Fischer, de l'État libre, obtint enfin la naturalisation au bout de sept ans¹.

M. Chamberlain imagina alors de soumettre à une commission mixte anglo-transvaalienne la loi de naturalisation (au bout de 7 ans) récemment votée par le Volksraad, avec le droit de « suggérer des amendements ». C'eût été créer un précédent pour intervenir dans la législation du Transvaal. Le Président Krüger déclara consentir aux demandes anglaises, mais à condition que, la question des uitlanders réglée, l'Angleterre s'engageât à ne plus intervenir dans les affaires intérieures de la République et à renoncer à sa prétendue souveraineté (19 et 21 août). Le cabinet anglais répondit qu'il acceptait les concessions, mais rejetait les conditions auxquelles elles étaient subordonnées (28 août). Le Gouvernement transvaalien riposta en retirant les concessions proposées et en acceptant l'enquête par une commission mixte et même l'élection de 10 députés sur 36 par la région minière (2 septembre). L'Angleterre répondit aussitôt que, puisque le Transvaal retirait ses concessions, elle était obligée de tracer de nouvelles conditions et, en attendant, poussa ses armements. Le 12 septembre, elle fit semblant encore d'accepter l'offre du 19 août, bien que rejetée depuis, et demanda de plus l'égalité des langues anglaise et hollandaise, en maintenant toujours sa prétention à la souveraineté, et en exigeant une « réponse immédiate et positive ». A cet ultimatum le Transvaal répondit négativement le 17. Le Gouvernement anglais convoqua le Parlement pour le 17 octobre et les réserves pour le 19. A son tour le Transvaal lance le 9 octobre un ultimatum demandant l'arbitrage, le retrait des troupes massées à la frontière et des renforts arrivés et en route ; le délai est de 48 heures, jusqu'au mercredi 11 octobre 1899. S'il ne reçoit pas de réponse suffisante, il considérera le fait comme une déclaration de guerre. L'Angleterre refusa le 10.

« **La Guerre Sud-Africaine** (1899). — Immédiatement le Président Steijn, de l'État Libre, mobilisa ses troupes et an-

1. Le Gouvernement néerlandais, par trois fois (13 mai, 4 et 15 août 1899), donna aussi à celui du Transvaal des conseils de modération.

nonça leur jonction avec les troupes du Transvaal. « Burghers de l'État Libre, disait sa proclamation, levez-vous comme un seul homme contre l'oppresser et le violateur du droit. »

La brusque déclaration de guerre du Transvaal¹ et l'adhésion un peu inattendue de l'État d'Orange semblent avoir pris au dépourvu l'Angleterre, qui espérait pouvoir prolonger les négociations avec les Boërs jusqu'au moment où elle aurait réuni dans ses territoires de l'Afrique australe des forces suffisantes. On se faisait cependant à Londres de grandes illusions, et M. Chamberlain parlait dédaigneusement², comme d'une simple « promenade militaire », de la campagne qui s'ouvrirait et qui devait, durant cinq mois, n'être qu'une suite ininterrompue de cruels revers, les plus désastreux que l'Angleterre ait jamais subis.

Les troupes anglaises envoyées dans l'Afrique du Sud avaient été concentrées principalement au Natal, où elles formaient une division d'une douzaine de mille hommes sous les ordres des généraux Symons et White. Aussi est-ce de ce côté que les Boërs portèrent leurs premiers efforts. Un corps d'une dizaine de mille hommes, dirigé par le général en chef Joubert, franchissait, dès le 15 octobre, la frontière du Natal et occupait presque sans opposition les bourgades de Newcastle et de Charlestown. Quelques jours après il se heurtait à *Glencoë* et à *Elandslaagte* à l'armée anglaise, qui paraissait au premier abord avoir l'avantage, mais qui, ayant perdu son chef, le général Symons, se décidait à battre en retraite vers le sud sous la direction du général White. Le 31 octobre, celui-ci tentait cependant un mouvement offensif sur la position de *Nicholson's Neck* occupée par les Boërs et éprouvait un sanglant échec, qui lui coûtait la perte de 2 000 hommes faits prisonniers, ainsi que plusieurs canons, des munitions et des approvisionnements. Hâtant sa retraite

1. Les renseignements sur la Guerre Sud-Africaine sont puisés dans le *Nouveau Dictionnaire de Géographie universelle* de VIVIEN DE SAINT-MARTIN (Supplément, 18^e fascicule, TRANSVAAL).

2. M. Chamberlain disait à la Chambre des Communes, en 1896 : « Une guerre en Afrique du Sud serait une des guerres les plus sérieuses qu'il serait possible de faire. Elle aurait le caractère d'une guerre civile, elle serait une guerre longue, une guerre acharnée, une guerre coûteuse, et, comme je l'ai fait remarquer, elle laisserait derrière elle le souvenir d'une lutte que des générations ne suffiraient pas à faire disparaître. Faire la guerre au président Krüger pour lui imposer des réformes dans l'administration intérieure de son Etat, dans lequel les ministres ont, à cette place, répudié le droit d'intervenir, serait un acte aussi immoral que peu sage. »

après ce désastre, il se repliait sur *Ladysmith*, petite ville située à une vingtaine de kilomètres de la rive gauche de la Touguéla et au point de bifurcation du chemin de fer du Natal sur l'État d'Orange et le Transvaal. Cette place, sans fortifications, occupe le centre d'un cirque de *koppjes* ou collines rocheuses que le général White se hâta d'armer de canons avant que les troupes du général Joubert eussent réussi à les occuper. Mais, dès le 3 novembre, l'investissement de Ladysmith par les Boërs était complet.

Pendant ce temps, les milices fédérales franchissaient les frontières méridionale et occidentale de l'État d'Orange et envahissaient le territoire anglais; au sud, quelques *commandos* (ou détachements) boërs seulement traversaient le fleuve Orange et occupaient plusieurs petites localités où, bien accueillis par les habitants d'origine hollandaise, ils entraient presque sans coup férir; mais à l'ouest, un important corps d'armée, sous les ordres du général transvaalien Cronjé, investissait la ville de *Kimberley*, occupée par une forte garnison anglaise, tandis qu'un autre corps moins considérable mettait le siège devant la petite ville de *Mafeking*, située un peu plus au nord.

La nouvelle de l'échec des généraux Symons et White au Natal, ainsi que de l'investissement de Ladysmith et de Mafeking causait une vive émotion à Londres. Et le Gouvernement, semblant pour la première fois comprendre la gravité de la situation, se décidait à expédier rapidement dans l'Afrique du Sud des renforts portant à 80 000 hommes l'armée placée sous les ordres du général Buller. Ce dernier, arrivé au Cap en novembre 1899, paraît avoir été fâcheusement impressionné par la situation de la division du général White toujours étroitement investie dans Ladysmith par les Boërs; au lieu, comme il en avait manifesté l'intention, de réunir toutes ses forces pour envahir l'État d'Orange, il se contentait de détacher une division d'une douzaine de mille hommes sous les ordres de lord Methuen, pour se porter au secours de Kimberley et quelques milliers d'hommes commandés par les généraux Gatacre et French pour tenir tête aux forces orangistes du Sud, tandis que lui-même se dirigeait par mer avec le gros des renforts (environ 30 000 hommes) vers le Natal, afin de débloquer Ladysmith. Ce funeste éparpillement des forces allait amener d'incomparables désastres qu'il nous faut énumérer succinctement.

Le 26 novembre, le général Methuen se heurte pour la première fois aux Boërs près de *Belmont*, station de la ligne de Kimberley et remporte un léger succès, mais, le 28, il est arrêté sur la rive de la *Modder* par le général Cronjé et subit de fortes pertes; le 11 décembre, il tente de nouveau de forcer les lignes boërs occupant les hauteurs de la rive droite de cette rivière et perd la sanglante bataille de *Maggersfontein*, qui lui coûte plus de 2 000 hommes, tués, blessés ou disparus. Au sud du fleuve Orange, les divisions du général Gatacre et French ne sont pas plus heureuses contre les Oran-gistes; le 10 décembre, Gatacre est battu devant *Stormberg* et perd 1 200 hommes, dont 600 prisonniers; quelques jours après, French subit un cruel échec devant *Colesberg*. En somme, les trois corps de l'ouest et du sud se trouvent dès lors immobilisés et toutes leurs tentatives pour marcher en avant sont suivies d'échecs. C'est maintenant le tour du général en chef Buller, qui, pendant trois mois, va faire décimer son armée de 30 000 hommes sans réussir à rompre les lignes des Boërs, qui commandent à la fois les passages de la *Touguéla* et le cercle d'investissement de Ladysmith. Le 15 décembre, première tentative (bataille de *Colenso*); l'armée anglaise essaye de franchir la *Touguéla*, près de Colenso, et est littéralement écrasée par l'artillerie et la mousqueterie des Boërs; elle a 1 500 hommes tués ou blessés, 600 prisonniers et perd onze canons. Le 19 janvier 1900, seconde tentative (bataille de *Spion-Kopje*) qui aboutit à un désastre encore plus grand, que les Anglais ont surnommé le « second Majouba » et qui leur coûte 2 500 hommes. Enfin le 5 février, troisième tentative (affaire de *Vaals Krants*), où, après un léger succès, les Anglais n'échappent à un nouveau désastre que par une retraite précipitée au delà de la *Touguéla*, qu'ils ont franchie un instant.

Cette série inouïe de désastres a cette fois jeté la consternation en Angleterre. Le Gouvernement prend des mesures énergiques; il décide de porter le chiffre de l'armée d'Afrique à 200 000 hommes, c'est-à-dire à un chiffre supérieur à celui des Boërs de tout âge et de tout sexe des deux Républiques, pendant ainsi, malgré lui, hommage à l'admirable héroïsme de ce petit peuple.

Pour atteindre ce nombre, ayant épuisé les ressources de l'armée régulière, il convoque les milices territoriales, demande de nouveaux contingents à ses colonies, qui lui ont

déjà fourni leur appui, et fait appel aux corps de volontaires de la Cité de Londres et des autres grandes villes du royaume. C'est vraiment la guerre de tout l'immense Empire Britannique contre une poignée de paysans.

Le commandement en chef de l'armée d'Afrique est en même temps retiré au général Buller et confié au maréchal lord Roberts, auquel on adjoint lord Kitchener, le vainqueur du mahdisme, qui accourt en toute hâte de Khar-toum.

Sous ces immenses efforts, et aussi grâce aux qualités stratégiques de ces nouveaux chefs, la face de la guerre semble prendre bientôt une tournure plus favorable à l'Angleterre. Arrivé au Cap à la fin de janvier, lord Roberts concentre les troupes que lui envoie la métropole et reprend le plan primitif abandonné à tort par le général Buller, celui de l'invasion de l'État d'Orange et la marche sur Bloemfontein et Prétoria. Grâce au chemin de fer qui relie le Cap au camp de lord Methuen resté immobile sur le bord de la *Modder* depuis le désastre de Maggersfontein, il réunit ses forces à celles de ce général et se trouve ainsi à la tête d'environ 45 000 hommes avec plus de 100 canons. Le 12 février, il commence ses opérations, et franchissant la frontière de l'État d'Orange, il s'avance sur *Jacobsdal*, pendant que son lieutenant, le général French, exécute un rapide mouvement pour tourner le corps d'investissement de Kimberley, commandé par le général boër Cronjé. Mais celui-ci ne se laisse pas surprendre; le 16 février, tandis que French entre à Kimberley, il a déjà levé le siège de cette place et, avec une admirable rapidité de mouvements, il bat en retraite vers l'est, emmenant toute son artillerie, ses munitions et ses approvisionnements. L'armée anglaise se lance à sa poursuite; Cronjé se sentant serré de près s'arrête, le 19 février, dans la vallée de la *Modder* et, pendant que le gros de ses troupes avec des canons continue la retraite, il fait face à l'ennemi avec quelques milliers d'hommes. Bientôt, il est cerné par toute l'armée du général Roberts; son camp est battu sans relâche par le feu de cent canons; mais ce n'est que lorsqu'il a perdu le tiers de son effectif, lorsqu'il n'a plus ni munitions ni vivres, qu'il se rend, le 27 février, fièrement, sans conditions, arrachant à son vainqueur, à l'Europe entière un cri d'admiration pour cette héroïque défense de 3 700 hommes sans canons, contre une armée de 45 000 hommes avec une formidable artillerie. La belle

manceuvre de lord Roberts, d'autre part, devait avoir des conséquences encore plus importantes que la capitulation de Cronjé et la délivrance de Kimberley. Les hostilités portées au cœur de l'Orange menaçant à la fois Bloemfontein et la route du Transvaal, les Boërs se voient obligés de concentrer leur armée sur la ligne du Vaal. Tandis que leurs forces qui opèrent au sud de l'Orange contre Gatacre et Clements reçoivent l'ordre de se replier vers le nord, le général Joubert se décide à abandonner le siège de Ladysmith, et, battant en retraite avec tous ses canons et ses approvisionnements, il évacue le bassin de la Touguéla pour s'établir sur les passes du *Drakensberg* commandant la frontière du Transvaal.

Avant de se retirer, il inflige encore un dernier échec au malheureux général Buller, qui n'entre pas moins triomphalement, le 28 février, dans Ladysmith où la division du général White agonise littéralement après 121 jours de siège. Le maréchal Roberts lui-même occupe, le 13 mars, Bloemfontein, capitale de l'État d'Orange, que les Boërs ont abandonnée sans essayer de la défendre. Cette place n'offre aucune importance stratégique, mais elle livre aux Anglais la ligne de chemin de fer Bloemfontein-Colesberg et leur assure ainsi une seconde ligne de communication avec le Cap.

La prise de *Bloemfontein* marque, on pourrait le dire, la fin de la première période de la guerre, période qui a coûté aux Anglais, au total, 20 605 hommes (3 825 tués ou morts de maladie, 10 508 blessés, 2 832 malades impropres au service et 3 530 prisonniers).

Peu après la prise de Bloemfontein, mourut le vieux général Joubert (28 mars). Le général Botha le remplaça. Le général Joubert avait constamment témoigné sa défiance à l'égard des volontaires étrangers, même du généreux colonel de Villebois-Mareuil que l'on avait chargé de la direction de l'État-Major général et qui fut tué, le mois suivant, dans une reconnaissance imprudente sous les murs de Kimberley. C'est sans doute à Joubert qu'on dut la malheureuse tactique du début, ces sièges interminables avec canonnades inutiles, sans assaut, au lieu des pointes hardies qu'il eût fallu faire au sud pour exciter les Afrikanders à la révolte et couper les lignes de chemins de fer, surtout aux points de jonction, comme De Aar.

En avril, les Boërs remportèrent encore quelques succès :

le 1^{er} avril, à *Thabanchu*, Botha prenait 3 à 400 hommes et 7 canons ; à *Rudesburg*, 5 compagnies anglaises se rendaient. A *Wepener*, le colonel Dalgetty fut même un instant assiégé. Mais à quoi bon faire des prisonniers, quand l'insuffisance de vivres et de transports obligeait à les rendre aux Anglais !

Les Anglais avaient encore à débloquer Mafeking ; pour y arriver, ils firent passer des troupes par Beira et la colonie portugaise de Mozambique, en interprétant perfidement une convention commerciale de 1891. Ils recouraient à cette route, puisque la sentence d'arbitrage sur la baie de Delagoa (mars 1900) leur enlevait leur ancienne espérance d'occuper Lourenço-Marquès et la voie ferrée (voy. POSSESSIONS PORTUGAISES). Le 18 mai, *Mafeking* fut délivré ; ce fut une nouvelle explosion de joie en Angleterre. Au commencement de ce même mois, lord Roberts, avec ses 221 000 hommes, s'ébranla définitivement, et dès lors déborda sans cesse les Boërs qui durent évacuer les plus belles positions, sous peine d'être tournés et cernés. Le 12, il prit *Kroonstad* sans difficulté. Le 30 mai, *Johannesburg* capitula ; le 5 juin, *Prétoria*. A l'est, Buller ne pouvait encore franchir les passes du sud-est ; mais déjà par *Helmpakar*, il en avait tourné. Après la prise de Prétoria, les garnisons du défilé de *Laing's Nek* l'abandonnèrent pour rejoindre le reste de l'armée, dans les massifs de *Lydenburg* ; Buller put dès lors occuper les passes et la ligne de Lourenço-Marquès. Le 24 mai, les Anglais annexèrent la République du Fleuve Orange.

A partir de ce moment, il n'y a qu'un large et lent envahissement du Transvaal par l'immense armée anglaise, et la résistance désespérée des *commandos* boërs qui font une véritable lutte de *guerrillas* ; le général Dewet surtout grandit dans cette période : il harcèle l'armée anglaise, lui enlève des détachements isolés, coupe perpétuellement les voies ferrées, menace par instants Johannesburg et Prétoria, pendant que la « rébellion » reprend de plus belle dans le sud du territoire orangiste. Cette tactique exaspère les Anglais, qui, désormais, à la générosité des Boërs opposent une méthode inhumaine et contraire au droit des gens : ils brûlent les fermes, enlèvent les femmes et les enfants et les déportent sur leur territoire ; bien plus, ils s'en prennent à ces uitlanders qu'ils venaient délivrer, même à ceux qui ne les ont pas combattus : on enlève les ingénieurs, les commerçants, les industriels européens, les employés de la Com-

pagnie Nnéerladaise des chemins de fer, sans leur laisser le temps d'embrasser les leurs, de prendre des vêtements. On les entasse dans n'importe quel wagon, sur n'importe quel vaisseau, et on les expédie en Angleterre, sans un sou. Ainsi prépare-t-on place nette aux colons anglais. *Ubi solitudinem faciunt, pacem appellant.*

En juillet, le général boër Prinsloo capitula avec 5 000 hommes, disent les Anglais, entre les mains du général Mac-Donald, au nord-est de l'État d'Orange. Le 29, lord Roberts occupa Middelburg, sur la ligne de Prétoria à Lourenço-Marquès. Mais le 11, les Boërs, à 28 kilomètres de Prétoria, au col de *Nitral*, avaient pris 2 canons et un fort détachement anglais. Dewet, traqué de tous côtés par cinq généraux et 30 000 hommes, put encore, le 19 août, rejoindre Delarey en filant inaperçu de Bethléem vers Lindley et Kroonstadt, dont il coupait la voie ferrée. Irrités, les Anglais ont décrété la mort contre tout burgher qui enfreindrait le serment de neutralité, la déportation contre tout burgher insermenté, la destruction de toute maison qui abriterait des éclaireurs boërs, et déclaré complice tout burgher qui ne dénoncerait pas les combattants. Après un complot plus ou moins réel, destiné à l'enlever, lord Roberts a fait fusiller le lieutenant Hans Cordua, qui est mort héroïquement. Le 1^{er} septembre, lord Roberts a annexé le Transvaal et y a décrété la loi martiale, pour pouvoir traiter ses défenseurs en rebelles, bons à passer par les armes, et on a annoncé son départ pour l'Angleterre¹ le 1^{er} novembre ; il fallait bien déclarer la guerre finie ; le Parlement fut dissous en Angleterre, et les élections ont eu lieu en septembre et octobre². Le 16 août, le général boër Ollivier se laissa prendre à *Winburg* ; ce qui n'empêcha pas les Orangistes de cerner *Ladybrand* à la frontière du Basoutoland et de s'y réapprovisionner de vivres et d'armes. Au nord, il est vrai, les Anglais ont pris *Machadodorp*, sur la ligne de Prétoria à Lourenço, et forcé par une bataille de deux jours les premières passes des massifs montagneux où s'est réfugié le gros des forces boërs. Le 6 septembre, les Anglais occupaient sans résistance *Lyden-*

1. Il va remplacer lord Wolseley comme généralissime de l'armée anglaise. Il n'est parti qu'au début de décembre en laissant le commandement des troupes de l'Afrique du Sud à lord Kitchener.

2. Elles ont donné au Gouvernement 135 voix de majorité ; il en avait 128 avant la dissolution.

burg, qui devait être, disait-on, un abri inexpugnable, et *Spitzkop*. A la frontière, à *Komati-Poort*, une revue a uni fraternellement les soldats anglais et portugais.

La cause des Boërs ne semble pas avoir gagné au remplacement du général Botha par le général Viljoen : la région de Lydenburg et de Barberton a été bien vite évacuée. Depuis, il est vrai, un nouveau mouvement s'est produit dans le sud même de l'État d'Orange, où les républicains ont pu, pendant quelques jours, réoccuper Wepener, Rouxville, Philippolis, Ficksburg, Reddesburg. A la fin de novembre même les 451 soldats anglais de *Dewetsdorp* se sont rendus, avec plusieurs canons, aux Boërs. Ceux-ci ont même menacé la colonie anglaise. Tel est aujourd'hui leur plan : plus de batailles, de sièges, mais la guerrilla perpétuelle : sans cesse le télégraphe, le chemin de fer coupé. On ne fait circuler les trains que la nuit entre De Aar et Kimberley ; tout troupeau isolé est enlevé ; toute ville un instant dépourvue de garnison, prise : ainsi s'approvisionnent-ils de vivres, d'armes, de munitions. En retour, les Anglais redoublent d'atrocités à l'égard des femmes, des enfants. A Johannesburg, entouré de remparts, de fils de fer barbelés, on entasse les Boërs « révoltés » ou non. C'est le système des *reconcentrados*, que l'Espagne appliqua naguère à Cuba, malgré les cris indignés des philanthropes anglais. La maladie fait d'effroyables ravages parmi ces infortunés ; mais lord Roberts, dans ses adieux à ses troupes, a parlé de leur *bonté*, de leur *humanité*, de leur *tolérance* et de leur *bonne conduite* !

On estime déjà à 50 000 hommes au moins les pertes des Anglais, et à deux milliards et demi, leurs dépenses. Le Gouvernement va, dit-on, emprunter 16 millions de livres sterling. Ce sont les porteurs de titres des mines d'or qui payeront.

**** Voyage du Président Krüger en Europe.** — Le 12 septembre, le Président Krüger est arrivé à Lourenço-Marquès, après avoir très régulièrement investi provisoirement de ses pouvoirs M. Schalk Burger. Ce n'est pas une fuite, malgré l'insidieuse proclamation de lord Roberts (15 septembre). Un instant on put craindre que le Portugal, par une nouvelle faiblesse, n'allât le retenir prisonnier. Il l'a séquestré simplement. Heureusement, pour prévenir tout *incident*, la Hollande a offert au Président un navire de guerre, le *Gelderland*, pour le conduire en Europe.

C'est là, en effet, qu'il est venu plaider la cause de sa patrie. Déjà MM. Fischer, Wessel et Wolmarans ont été au printemps aux États-Unis pour tenter d'émouvoir l'opinion; c'est en vain : les rois de l'or sympathisent plutôt avec l'héritière de George III qu'avec les héroïques républicains du Transvaal et de l'Orange, ces Washington, ces Franklin de l'Afrique du Sud. La réélection de M. Mac-Kinley à la présidence (certaine depuis l'élection de ces délégués en novembre) achève d'enlever tout espoir de ce côté. En Europe, deux puissances seules pourraient utilement agir : l'Allemagne et la Russie. La première a bien protesté, et même avec ardeur, quand les Anglais, au début de la guerre, avaient saisi ses trois vaisseaux (*Herzog, General et Bundesrath*). Mais qui peut dire aujourd'hui les desseins de l'empire allemand ? Quant à la seconde, elle est retenue par les affaires de Chine, qui ont éclaté très à propos pour l'Angleterre, et par la maladie du tsar.

Le 22 novembre, le Président Krüger est arrivé à Marseille, le 24 à Paris. Pendant son séjour en France, il a été considéré comme un chef d'État voyageant incognito, et comme tel il a eu des rapports officiels discrets, mais réels, avec le Gouvernement français. Les deux Chambres, à l'unanimité, lui adressèrent leurs respectueuses sympathies. Le peuple, plus libre que la diplomatie, a honoré en lui le malheur et l'héroïsme de tout un peuple, demi-frère de sang, frère d'institutions, et ennobli par la plus belle défense que jamais hommes libres aient faite. Pendant la semaine où l'illustre vieillard s'est confié à notre hospitalité, jamais, du sud au nord, on n'ouït un mot, un cri contraire aux usages internationaux, sage réponse de notre foule aux craintes qu'exprimait naguère lord Salisbury à propos des *nations où le Gouvernement passe aux mains des masses peu cultivées*, contraste admirable avec les saturnales indécentes et sanglantes dont Londres eut à rougir au retour des *City imperial volunteers*, le 29 octobre.

Le Président devait se rendre à La Haye au sortir de France. Il décida d'aller d'abord à Berlin; mal lui en prit, car, arrivé à Cologne, au milieu de l'enthousiasme populaire, il reçut l'avis, qui eût bien pu être envoyé à Paris ou même plus tôt, que l'empereur, « en raison de dispositions antérieures », ne pourrait le recevoir! Le monde entier s'étonna et se souvint du télégramme du 3 janvier 1896. L'Allemagne elle-même

tâcha, par son accueil, de faire oublier au Président l'affront que son empereur lui avait volontairement infligé. Après deux jours de repos, M. Krüger vint en Hollande, où la nation entière l'a entouré de sa grave et chaude sympathie. En vain la duchesse d'Albany accourut de Londres pour contrarier l'action de la jeune reine Wilhelmine; celle-ci reçut le Président deux heures après le départ de la princesse anglaise (8 décembre). Là seulement on a vu le souverain répondre au sentiment national, car cette guerre du Transvaal et le voyage de son Président ont montré un étrange et triste contraste entre la diplomatie des Gouvernements et l'âme des peuples. Qui mènera l'autre, en ce conflit? Le tsar, rétabli, aidera-t-il la reine de Hollande à proposer à l'Angleterre sa médiation? Le jour même du départ de Paris du Président Krüger, le Gouvernement français publia son adhésion officielle à la Convention de La Haye. Mais l'Angleterre ne veut entendre parler d'aucune intervention, même sous une forme amicale, et ses ministres ne parlent que d'annexer les deux républiques; le seul adoucissement serait, au dire de M. Chamberlain (7 décembre), la constitution d'un régime spécial aux Uitlanders du Transvaal, tandis que les habitants indigènes seraient soumis au régime militaire. Après une période de préparation aussi brève que possible, la pacification une fois accomplie, les nouvelles colonies jouiraient du *self-government*, et des Afrikanders seraient nommés à tous les postes de l'administration locale.

Si le ministre des colonies espère gagner ainsi les Afrikanders du Cap, il se trompe : leur congrès, à Worcester, où plus de 100 délégués représentaient au moins 120 000 d'entre eux, a montré à l'Angleterre et à ses procédés barbares plus d'hostilité que jamais (7 décembre).

En Europe, la question transvaalienne a amené une complication : le Portugal a retiré l'exequatur au consul néerlandais à Lourenço-Marquês, M. Pott, et l'ambassadeur de Hollande en Portugal est revenu à La Haye, pendant que la flotte anglaise mouillait à Lisbonne le 6 décembre; dans cette même ville où le 11 janvier 1890 l'Angleterre ordonnait au Portugal d'abandonner la vallée du Zambèze et de renoncer à son empire africain, sa flotte vient d'être reçue chaleureusement. Au banquet qu'il offrait à l'amiral Rawson, et dans sa dépêche à la reine Victoria, le roi Carlos parla de « la franche et loyale alliance qui unit l'Angleterre et le Portu-

gal », de « l'amitié mutuelle et de l'alliance étroite.... fortifiées par l'histoire et le sang répandu en commun pour des causes toujours justes ».

V. — AUTRES ÉTABLISSEMENTS ANGLAIS EN AFRIQUE.

Établissements Anglais de l'Afrique Occidentale : Sainte-Hélène, la Gambie, Sierra-Leone, Côte de l'Or, Lagos. — La Compagnie anglaise du Niger. — L'Afrique Orientale anglaise. L'Ouganda. — Ile Maurice. La Somalie anglaise.

Établissements Anglais de l'Afrique Occidentale : Sainte-Hélène, Gambie, Sierra-Leone, Côte de l'Or, Lagos. — Dans l'Océan Atlantique, les Anglais ont l'île *Sainte-Hélène*, principal point de relâche entre le cap de Bonne-Espérance et le cap Vert, avec le port de *Jamestown*; les îles de l'*Ascension*, de *Saint-Mathieu* et de *Tristan d'Acunha*¹. Sur le continent, au sud du cap Vert et de la colonie française du Sénégal, les Anglais possèdent le cours de la *Gambie*, avec *Sainte-Marie-de-Bathurst* et *Albreda*. Plus au sud encore, ils sont maîtres de la côte de *Sierra-Leone*, avec *Freetown*. Dans la Guinée, ils ont la *Côte de l'Or* et les comptoirs nommés *Apolonia*, *Dixcove*, *Cape-Coast*, *Christianborg*, ainsi qu'une partie du *Lagos*. La population s'élève à environ 2 millions d'habitants pour l'ensemble de leurs possessions dans l'Afrique occidentale.

La possession de ces établissements met fréquemment les Anglais en conflit avec les indigènes. C'est ainsi qu'en 1871, la Grande-Bretagne, ayant acheté les possessions hollandaises du golfe de Guinée, devint voisine des Achantis, peuple nègre, pillard et féroce, dont les pirateries amenèrent la guerre en 1873. Sir Garnet Wolseley remonta le fleuve *Dah* avec un corps de troupes, s'empara de *Coumassie*, capitale des Achantis, après un combat de cinq jours, et la livra aux flammes le 4 février 1874.

Dans le territoire de la Gambie, le 23 février 1894, une expédition anglaise envoyée au nord de Bathurst, contre le chef Fodi Silah, fut presque entièrement détruite. Cette dé-

1. En 1898, Sainte-Hélène contenait 4543 habitants; l'Ascension, 484; Tristan d'Acunha, 64. — C'est à Sainte-Hélène que les Anglais ont tenu captif Napoléon I^{er}; c'est là qu'ils ont transporté le général boër Cronjé et ses troupes prisonnières.

faite fut sur-le-champ vengée par la prise de Busumballa, de Brekema, de Gonjor (mars 1894).

A la suite d'actes d'hostilité commis par le roi de Coumassie contre les colonies britanniques de la Côte de l'Or (septembre 1895), une nouvelle expédition fut envoyée contre les Achantis sous le commandement de sir Francis Scott. Leur roi, désespérant de pouvoir résister, se soumit sans combat (17 janvier 1896). Le prince Henri de Battenberg, frère de l'ancien prince de Bulgarie, et marié à la princesse Béatrice, la plus jeune fille de la reine Victoria, mourut de maladie pendant cette expédition.

** L'histoire de ces établissements est depuis des années la même que celle des colonies françaises voisines, pour l'extension, la délimitation. Nous renvoyons nos lecteurs à l'*Afrique occidentale française* pour le récit de ces compétitions¹.

La *Gambie*, séparée administrativement de Sierra-Leone depuis 1888, n'est plus qu'un long cul-de-sac, très malsain, où les maisons françaises font le plus gros du commerce. L'Angleterre s'en débarrasserait volontiers contre nos droits à Terre-Neuve, par exemple. Ce troc désavantageux ne nous a jamais plu. Les importations se sont élevées de 1893 à 1898 de 4 150 000 francs à 6 150 000 francs; les exportations, de 5 425 000 francs à 6 200 000 francs.

Sierra-Leone est une position bien plus importante; très riche en produits végétaux, elle a une capitale, Freetown, et son chemin de fer, commencé en 1896, arrivera bientôt à Rotifunk (88 kilomètres au prix de 150 000 francs le mille). On va sans doute le prolonger jusqu'à Bo, soit 129 kilomètres de plus, et, si l'on peut, *pénétrer dans le Liberia*. C'est la seule chance qui reste à cette colonie de n'être pas ruinée par la Guinée française, dont l'essor lui est très nuisible. Malheureusement nous commençons seulement notre chemin de fer.

La taxe sur les cabanes a soulevé une véritable et longue révolte dans Sierra-Leone, sous la direction de Baï-Bouré, en mars 1898. Les nègres y sont unis souvent en associations secrètes meurtrières. Les importations ont été de 10 425 000

1. Le 4 août 1900, les deux gouvernements ont admis l'arbitrage sur les affaires de 1893; pour le meurtre involontaire de Waïma, la France payera une indemnité de 5 000 livres au moins, de 8 000 au plus; l'Angleterre en payera une pour la saisie abusive du bateau *Sergent Malamine*.

francs en 1893 et de 15 150 000 francs en 1898; les exportations, de 9 975 000 francs et de 7 275 000 francs.

La *Côte de l'Or*, plus grande depuis les conventions franco-anglaise de 1898 et anglo-allemande de 1899 (voy. ÉTABLISSEMENTS ALLEMANDS), est une colonie d'avenir, desservie par le beau réseau de la Volta, dont les Anglais n'ont jamais voulu partager l'estuaire avec les Allemands. Samory s'est longtemps tenu au nord de cette colonie, dont les maîtres auraient traité avec lui, sans les vives représentations de la France. En 1897, il détruisit par mégarde l'expédition Henderson; quand il vit à qui il avait affaire, il renvoya ses prisonniers avec excuses, en gardant leurs canons. La Côte de l'Or justifie son nom; de nombreuses compagnies s'y sont déjà fondées. C'est pour elles que l'on a fait le chemin de fer de Seckondi à Tarekwah (64 kil.), terminé au printemps de 1900, et que l'on va faire les lignes d'Accra à Pong (98 kil.) et d'Apam à Insuam; on prolongera celle de Tarekwah à Coumassie, à 291 kilomètres de la côte. Ces lignes coûtent 125 000 francs le mille. A Accra, à Seckondi, on fait des appointements.

Mais l'Angleterre, en 1900, a dû réprimer une nouvelle et terrible révolte des Achantis, auxquels ils voulaient enlever le tabouret d'or, insigne antique de la royauté, caché depuis la suppression du royaume. Tout le pays s'est soulevé; le gouverneur, sir Hodgson, a été bloqué dans Coumassie, où il a subi deux assauts terribles, mais vains: les assaillants n'avaient pas de canons. Les colonnes de secours ont d'abord été repoussées; mais, le 27 juin, les Achantis laissèrent partir sir Hodgson. La ville fut débloquée, le 15 juillet, par le colonel Wilcox. Mais depuis, il a fallu livrer une foule de combats, détruire, brûler les villages, *écraser* le peuple achanti. Pour y parvenir, l'Angleterre a dû réunir près de 3 000 hommes, que l'on a fait venir même de Zanzibar, où l'on a simplement enlevé les flâneurs dans les rues. Cette révolte va retarder l'essor de l'industrie aurifère.

Les importations ont été de 17 950 000 francs en 1893 et 27 725 000 en 1898: les exportations de 18 050 000 et de 24 825 000 francs.

Ces différentes colonies britanniques n'ont pas une prospérité extraordinaire. On peut comparer leur commerce avec celui des colonies françaises voisines (voy. AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE). Leur budget est peu satisfaisant; ceux de la Gambie et de Lagos s'équilibrent généralement; mais Sierra-

Leone a un déficit régulier de 100 à 500 000 francs. A la Côte de l'Or, le déficit, dans ces dernières années, avant toute révolte, sans expédition, varie de 3 à 4 millions. Aussi en 1899, l'Angleterre a avancé 7 750 000 francs à Sierra-Leone; 20 millions à Lagos et 14 millions et demi à la Côte de l'Or pour leurs travaux publics. La proportion entre les dépenses locales et le commerce de ces colonies est de 15,32 pour 100; dans les nôtres voisines, elle est de 11 pour 100, de 13 si on y ajoute les subventions métropolitaines. L'avantage est donc de notre côté.

La Compagnie Anglaise du Niger. — La *Compagnie anglaise du Niger*, fondée en 1882 sous le nom de *National African Company Limited*, obtint une charte royale le 10 juillet 1886, et signa de nombreux traités avec les tribus indigènes, surtout avec le Sokoto et le Borgou. Elle ne comptait en Afrique en 1890 que 71 Européens; elle montre un esprit incroyablement envahisseur. Au mépris du traité de Berlin du 26 février 1885 qui a proclamé la liberté de la navigation dans la vallée du Niger, elle a entrepris d'interdire en fait aux autres nations l'accès de ce fleuve et de son principal affluent de gauche, la Bénoué, qui constitue la voie naturelle de pénétration du golfe de Guinée vers le lac Tchad. C'est ainsi qu'elle a opposé tous les obstacles possibles à l'expédition allemande de M. Flegel, à laquelle on déclara, à Loko, sur la Bénoué, que la Compagnie était propriétaire du pays *jusqu'à dix lieues dans l'intérieur*, et qu'elle la sommait de s'éloigner dans les trois jours. Le Gouvernement allemand protesta et ne voulut point reconnaître les traités que la Compagnie anglaise disait avoir été signés par elle avec les chefs indigènes, « tous ces soi-disant contrats de monopole ne pouvant lier personne, car ils sont en contradiction formelle avec l'acte de navigation du Niger ». (*Note du 16 juillet 1888*).

En 1895, *Akassa*, à l'embouchure du bras central et principal du Niger, capitale des établissements de la Compagnie, fut attaqué et un instant occupé par les gens de Brass; il y eut aussi des mouvements dans le pays de Yorouba.

** Les établissements du *Bas Niger* couvrent un espace considérable, grâce à nos fautes de 1885 et de 1890. Mais les Anglais sont loin d'y être maîtres comme nous au Soudan. En 1890 ils prétendaient dominer le Sokoto et les bords du Niger jusqu'à Saï; ce n'est qu'en 1896 et 1897 qu'ils ont pu, après une guerre très dure, prendre le Noupé; en

1897 seulement ils ont pu occuper Bida ; la même année, le roi de Bénin a massacré une expédition anglaise, d'où campagne de répression ; c'étaient également les Ilorins qui se révoltaient, ainsi que les riverains de la Bénoué. En décembre 1898, les Anglais brûlaient même Ibo et Onitcha. Quant au Sokoto, en 1900 encore, son sultan a poliment éconduit l'évêque Tugwell qui venait s'installer chez lui. Ainsi ce n'a été partout que révoltes, guerres, massacres. Pendant quatorze ans, la *Royal Niger Co Chartered* a tyrannisé ce pays, l'inondant d'alcool allemand¹, et fermant le fleuve, *malgré les actes internationaux*, au commerce de tous les peuples, même au commerce anglais ! La Chambre de Commerce de Liverpool s'en est longtemps plainte, en vain : la Compagnie avait de trop puissants actionnaires, dont le ministre des Colonies, Joseph Chamberlain. Enfin, à partir du 1^{er} janvier 1900, la Compagnie a perdu son privilège : le 27 juillet 1900, il lui fut racheté pour 21 650 000 francs. Elle n'est plus qu'une compagnie de commerce ordinaire ; mais en gens de précaution, les directeurs ont acheté, pour quelques bouteilles de gin, la propriété de la plupart des terres le long du fleuve. Ces « land treaties » forceront donc à payer bon prix à la Compagnie, pour pouvoir même s'amarrer sur la rive du fleuve !

Aujourd'hui ces territoires comprennent : 1^o le protectorat du Bas Niger ; 2^o la colonie de Lagos ; 3^o la Nigeria du Sud (en aval d'Idda) ; 4^o la Nigeria du Nord. C'est un pays admirablement riche, très bien desservi par le Niger et la Bénoué, très peuplé : beaucoup de villes, comme Lokodja, Ibadan, Abéokouta, etc., ont de 50 à 100 000 habitants et plus. Mais le climat est meurtrier ; 10 pour 100 des blancs y meurent, et le reste, anémié, n'en vaut guère mieux. La colonie a fait un commerce de 22 700 000 francs aux importations, de 22 030 000 aux exportations en 1898. (En 1893, 18 725 000 francs et 20 900 000 francs.) Un chemin de fer part de Lagos et va à Ibadan (209 kilomètres à 150 000 francs le mille). Le Colonial Office refuse de le continuer jusqu'au Niger à cause de la concurrence fluviale.

Ces différentes colonies anglaises sont défendues par 5 à 6 000 hommes, dont 2 500 dans la Nigeria du Nord, 4 000 dans la Nigeria du Sud, 700 à Lagos, 4 200 à la Côte

1. 3 000 tonnes par an environ, avec 100 p. 100 de bénéfice.

de l'Or. L'ensemble constitue la « Wester African frontier force », commandée par le colonel Luggard, haut commissaire britannique au Niger. Outre cela, il y a toujours dans les colonies anglaises une « police armée ».

L'Afrique Orientale Anglaise. L'Ouganda. — En mai 1888, en raison de l'activité déployée par la Société Allemande de l'Afrique Orientale, le Gouvernement Anglais crut devoir accorder des lettres patentes à la *Compagnie Anglaise de l'Afrique Orientale* (Président, M. Mac-Kinnon), lui conférant pleins pouvoirs de percevoir des impôts et des droits de douanes, de maintenir une force armée sur terre et sur mer et de faire respecter son autorité dans son territoire. Les régions des deux Compagnies rivales, quoique définies par un accord international aux points où elles se touchaient, étaient loin d'être clairement établies, surtout vers l'ouest ; chacune s'efforçait d'étendre plus loin son influence ; la Compagnie anglaise avait l'ambition de rayonner par delà le Victoria-Nyanza jusqu'à l'Albert-Nyanza. Le sultan de Zanzibar avait accordé à la Compagnie anglaise une concession directe analogue à celle accordée à la Compagnie allemande. Le champ ouvert aux deux Compagnies rivales était énorme ; on estime à 12 millions d'âmes les populations disséminées autour du lac Victoria-Nyanza, et le terrain est, dit-on, en maints endroits, des plus fertiles.

Aux termes de l'accord anglo-allemand du 1^{er} juillet 1890, l'Allemagne cédait aux Anglais l'île et la ville de Zanzibar, le protectorat de Vitou et le pays des Somâlis, en sorte que désormais l'*Afrique Orientale anglaise* avait pour limites : à l'est, l'Océan Indien de 0^o à 4^o de latitude méridionale ; au nord, une ligne qui remonte le fleuve Djouba jusqu'au pays des Gallas ; à l'ouest, l'État Libre du Congo ; au sud, une ligne qui longe le 1^o de latitude sud depuis l'État Libre du Congo jusqu'au bord occidental du Victoria-Nyanza, puis une ligne qui part du bord oriental du même lac pour aller du nord-ouest au sud-est, en passant par le mont Kilima-N'djaro, rejoindre la mer.

L'*Ouganda*, c'est-à-dire la région située entre les lacs Victoria et Albert, dans les limites de l'Afrique Orientale anglaise, a été il y a quelques années le théâtre d'événements déplorables. Les *Pères d'Alger* ou *Moines Blancs* français avaient entrepris de convertir au catholicisme les noirs de cette contrée, que des missionnaires anglais essayaient de

leur côté de convertir au protestantisme; en 1888, les Pères d'Alger sauvèrent même deux missionnaires anglais, MM. Walcker et Gordon. En 1890, les agents de la *Compagnie anglaise de l'Afrique Orientale* pénétrèrent à main armée dans le pays et imposèrent au roi Mouanga un traité de protectorat. Au début de 1892, un conflit éclata entre les indigènes catholiques et les protestants. Les agents de la *Compagnie anglaise de l'Afrique Orientale*, les capitaines Luggard et Williams, fournirent des armes aux protestants et prirent même une part directe à la lutte. Il y eut, le 24 janvier, un horrible massacre de catholiques; 6 ou 7 000 d'entre eux furent fauchés par les mitrailleuses ou se noyèrent en fuyant. Plusieurs des missionnaires catholiques, parmi lesquels le Père Guillemin, furent retenus prisonniers au fort Campolla jusqu'au 19 mars. Les habitations, écoles, églises, furent pillées et incendiées par les nègres Bagandas protestants et les soldats nubiens au service de la Compagnie, et le 5 avril un traité draconien fut imposé aux catholiques par M. Luggard. Bien que les journaux anglais aient accusé d'exagération les détails donnés par l'évêque Hirth, vicaire apostolique de l'Ouganda, dans une lettre au cardinal Lavignerie (de Kiziba, 25 avril 1892), leur exactitude ne paraît que trop bien établie.

Sur la demande du Gouvernement français, le Ministère britannique promit une enquête, et en chargea sir Gerald Portal, consul général à Zanzibar. Celui-ci, arrivé dans l'Ouganda, rendit aux catholiques, par l'accord du 7 avril 1893, quelques-uns des droits dont ils avaient été dépouillés l'année précédente.

La *Compagnie anglaise de l'Afrique Orientale*, dont les ressources étaient complètement épuisées, avait évacué l'Ouganda à la fin de 1892. Sur le rapport de sir Gerald Portal au retour de son exploration, le Gouvernement de la Grande-Bretagne établit son protectorat sur l'Ouganda (12 avril 1894).

C'est en avril 1898 seulement que le Parlement britannique vota 250 000 francs d'indemnité aux Pères Blancs, victimes, en 1892, des agissements du capitaine Luggard.

En 1894, les Anglais établirent une ligne de forts allant de l'Ouganda au lac Albert et arborèrent leur drapeau à Ouadelaï. Le 13 juin 1895, le Gouvernement britannique, par l'organe de sir Edward Grey, demanda et obtint de la Chambre des Communes un crédit de 80 000 livres sterling

pour racheter la Charte de la *Compagnie anglaise de l'Afrique Orientale*, et pour organiser le protectorat anglais dans le pays entre l'Ouganda et la côte; il annonça la construction prochaine d'un chemin de fer entre l'Ouganda et la côte. Au cours de la discussion, M. Chamberlain attaqua vivement la France au sujet des projets prêtés au Gouvernement du Congo français de faire marcher une expédition par l'Oubangui vers le haut Nil.

Le sultan de Zanzibar, Hammed ben Thwain, qui avait succédé le 15 mars 1893 à son grand-oncle Seyyid Ali ben Sadi, mourut le 25 août 1896. Aussitôt son oncle Said-Kaled prit possession du palais et se proclama sultan. C'était un usurpateur, dirent les Anglais, dont il n'était pas le partisan; ils bombardèrent son palais et débarquèrent des marins. Said-Kaled se réfugia au consulat allemand, et put s'échapper ensuite à bord d'un croiseur allemand. Les Anglais proclamèrent sultan de Zanzibar Hamoun, cousin du sultan décédé.

** Dans l'Ibéa (Imperial British East Africa), ou Afrique Orientale Anglaise, deux questions très graves retiennent l'attention: les chemins de fer de l'Ouganda et les révoltes des indigènes.

Le chemin de fer devait coûter 43 900 000 fr. On a déjà voté 75 millions en 1896, et, en mai 1900, il a fallu encore voter 47 500 000 fr. Le mille coûtera non plus 5 500 mais 8 500 livres. Il est vrai que les recettes seraient très supérieures aux prévisions. La ligne part de Monbasa, traverse un bras de mer sur un viaduc de 528 mètres, escalade les premières pentes d'un plateau qui couvre d'abord le désert de Tarou, large de près de 200 kil., plateau terrible par le manque d'eau ou au contraire par des pluies torrentielles et destructives, par la présence de la mouche *tsétsé*, qui fit périr une grande partie des bêtes, et par une foule de maladies: 50 pour 100 des coolies furent atteints par les fièvres. On réunit jusqu'à 19 000 travailleurs nègres ou surtout indous. La grande station intermédiaire est Nyrobi, à 1 700 mètres d'altitude, et à 326 kil. de la côte. L'air y est sain, le pays habitable aux Européens, qui y arrivent déjà. De là jusqu'au massif de Kikouyou, peu d'obstacles; la ligne s'élève jusqu'à 2 360 mètres (à 580 kil.), puis redescend dans la grande cassure volcanique de la Naïvacha; la pente est si raide là qu'on établira provisoirement un funiculaire. Du fond de la dépression, il faut remonter et franchir l'escarpement de Mau (2 530 mètres),

pour arriver enfin à Port-Florence, au nord-est du lac Victoria, qu'atteint déjà la « route Sclater » depuis 1897 et sur lequel naviguent plusieurs vapeurs. La ligne doit avoir plus de 1 000 kil.; sur 724, la voie est déjà posée. Ce chemin de fer donnera à l'Angleterre la possession réelle de l'Ouganda et la vallée du Haut Nil.

Mais des troubles très importants se sont produits dans l'Ibèa. Après la révolte du roi de l'Ouganda, Mouanga, qui se réfugia chez les voisins allemands, pour en revenir bientôt d'ailleurs, ce fut l'insurrection des garnisons soudanaises, anciens soldats d'Émin-Pacha pour la plupart, à qui l'on devait cinq à six mois de solde. Leur rébellion dura de 1897 à 1898 et exigea l'envoi d'un régiment indien. Le major Mac-Donald les vainquit, et le lieutenant-colonel Martyr écrasa les derniers révoltés. Le roi Mouanga, de l'Ouganda, et Kabaréga, le roi de l'Ounyoro, en guerre depuis 1892, tinrent encore longtemps campagne; ce n'est qu'en mai 1899 que le lieutenant-colonel Twait les battit et les prit.

Les Anglais ont, de l'Ouganda, dirigé plusieurs expéditions sur le Nil et l'Abyssinie : le major Mac-Donald, puis les majors Price et Martyr (en 1898-1899) dans l'Ouganda, l'Ounyoro et la région de Lado. Martyr, qui devait rejoindre Kitchener à Fachoda, ne put atteindre le Sobat, et arriva au plus loin à Redjaf. Les Anglais veulent évidemment occuper en fait tout le pays entre l'Ouganda, le Nil et l'Abyssinie.

En janvier 1900, l'Administration du protectorat de l'Ouganda et tous les pouvoirs militaires et civils ont été concentrés entre les mains de M. Johnston.

A Zanzibar, l'abolition de l'esclavage a été proclamée le 5 avril 1897; mais il y a des tolérances. Le gouverneur anglais a d'ailleurs lui-même « exercé la presse » en 1900 pour envoyer des hommes à la Côte de l'Or contre les Achantis. Par la convention de 1899, l'Allemagne a renoncé à l'exterritorialité à Zanzibar, à condition que les autres puissances (c'est-à-dire la France) y renoncent aussi. Zanzibar est un centre d'intrigues musulmanes contre nous. De là sont parties bien des agitations qui ont ému dangereusement les Comores. Le sultan affecte une attitude hostile à notre égard. Il pousse tous nos protégés à se faire inscrire comme *sujets anglais*; tout récemment il a gagné ainsi à ses maîtres Seyyid Salem, fils du sultan d'Anjouan, que nous avions invité à l'Exposition et qui en revenait.

L'île Maurice. La Somalie Anglaise. — Dans l'Océan Indien, les Anglais possèdent l'île *Maurice* (ancienne île de France), fertile en sucre et en café, avec un excellent mouillage à *Port-Louis*. Elle renferme (avec ses dépendances) 377 856 habitants. A Maurice¹ se rattachent l'île *Rodrigue*, les *Amirantes*, les *Seychelles*. Les Anglais sont encore maîtres de l'île *Périm*, à l'entrée de la mer Rouge, au point le plus resserré du détroit de Bab-el-Mandeb, entre l'Afrique et l'Asie. En 1884, ils ont occupé *Berberah* sur la côte des Somalis², au sud et en face d'Aden, au sud-est de l'établissement français d'Obock et de l'établissement italien d'Assab; mais les Allemands se sont fait accorder par la Turquie le droit d'établir un dépôt de charbon dans l'île Koumah (archipel des Farsan dans la mer Rouge) en novembre 1900.

** Le *Somaliland* a été détaché du ministère des Indes en novembre 1898 et rattaché directement au Foreign Office. Nous renvoyons au paragraphe ABYSSINIE pour tout ce qui concerne sa frontière. Notons seulement qu'on a signalé, depuis plusieurs mois, de fréquents débarquements d'armes et de troupes dans les ports du Somaliland, et que, dans l'été de 1900, deux explorateurs français qui voulaient y voyager ont été arrêtés et reconduits à la frontière. L'Angleterre accumule-t-elle des forces pour tenter un effort contre Ménélik, quand elle en aura fini avec les Boërs? Y a-t-il quelque rapport entre ces mesures et le soulèvement musulman de l'Ogaden que le Dedjaz Benti vient d'écraser? On ignore ce qui se passe en ce pays.

VI. — ÉTABLISSEMENTS PORTUGAIS ET ESPAGNOLS EN AFRIQUE.

Établissements Portugais : les Açores, Madère, le Cap Vert, Angola, Mozambique. — Le Conflit Anglo-Portugais (1889-1890). — État actuel des Colonies Portugaises. — *Établissements Espagnols* : les îles Canaries.

Établissements portugais : les Açores, Madère, le Cap Vert, Angola, Mozambique. — Les Portugais possèdent en

1. L'île Maurice a été dévastée par un terrible cyclone le 19 mai 1892; plus de 5 000 habitants furent tués ou blessés. Elle doit payer aujourd'hui une partie des frais de la guerre du Transvaal, ce qui la grève beaucoup.

2. Le Pays des Somalis ou Somaliland, baigné à l'est par la Mer des Indes, au nord par le Golfe d'Aden, forme l'extrémité orientale du continent africain, et se termine en pointe au nord-est par le cap Guardafui, en face de l'île Socotra.

Afrique, dans l'Atlantique, l'archipel des Açores. Ces îles sont *Terceira* (ville *Angra*), *Fayal* (ville *Horta*), *San-Miguel* (ville *Punta Delgada*), *Graciosa*, *Florès*, *Pico*, *S. Jorge*, *Santa-Maria*; la population totale est de 255 594 habitants.

Signalées dès 1351 par un *portulan* florentin, et reconnues par les Portugais en 1431, les Açores ont été souvent dévastées par des éruptions volcaniques; leur climat est doux et très égal. On y trouve des fougères, des arbousiers, des genévriers, des lauriers, des oliviers, des cédratiers, des peupliers, des eucalyptus, des chênes, des tilleuls, des tulipiers, des araucarias, des cèdres, des camphriers, des palmiers, des pins; on y cultive des céréales, des légumes, de l'oseille, du pastel, le phormium tenax, l'oranger, la vigne. Beaucoup de géographes rattachent cet archipel à l'Europe; les Portugais le considèrent (aussi bien que Madère), non comme une colonie, mais comme une partie intégrante de la monarchie.

Beaucoup plus loin au sud-est, sur les côtes du Maroc, *Madère* (*île des Bois*) et *Porto Santo* sont Portugaises depuis 1418-1419. Elles produisent surtout un vin justement renommé, des bananes, des cannes à sucre, des primeurs. La population s'élève à 134 040 habitants; la capitale de Madère est *Funchal*.

Les *îles du Cap Vert* (15° à 16° latitude nord, 25° à 28° longitude ouest), au large du Cap Vert et du Sénégal, produisent du manioc, du maïs, des haricots, du vin, du café, des cannes à sucre, du tabac. Elles ont 110 926 habitants. Les principales sont *São-Thiago*, *Boavista*, *São-Nicolao*, *São-Vicente*, *São-Antão*. Les *îles Bissaos* ou *Bissagos*, beaucoup plus rapprochées du continent, au sud-est, renferment 6 518 habitants. Les îles de *Principe* (*du Prince*) et de *São-Thomé* (*Saint-Thomas*), dans le golfe de Guinée, ont 20 931 habitants.

Sur la terre ferme, une partie de la Côte des Esclaves en Guinée fut soumise en 1885 au protectorat portugais, avec le consentement du roi du Dahomey. On a déjà vu que, aux termes du Traité de Berlin du 14 février 1885, le Portugal a renoncé, au profit de l'État Libre du Congo, à toute prétention sur la côte située au nord de ce fleuve, sauf l'enclave de

Cabinda, qu'il a conservée; au sud, il a gardé les territoires compris entre l'embouchure de ce fleuve et Noki. Il possède encore le vaste établissement d'*Angola*, entre le Congo et le cap Frio, du 6° au 18° de latitude méridionale, divisé en districts de *Loanda*, de *Benaguéla*, de *Mossamèdes*, et comprenant les villes de *Saint-Paul de Loanda*, de *Saint-Philippe de Benaguéla* et de *Mossamèdes*. Le pays contient environ 12 100 000 habitants.

Sur la côte de l'Océan Indien, au sud-est de l'Afrique, en face de Madagascar, le Portugal possède la capitainerie générale de *Mozambique*, avec l'embouchure du *Zambèze*, et les villes suivantes, en allant du sud au nord, sur la côte: d'abord, de la baie Delagoa au *Zambèze*, *Lourenço-Marquês*, *Inhambane*, *Sofala*; ensuite du *Zambèze* au cap Delgado, *Quilimane*, *Mozambique*, *Olinde*. Le Mozambique compte environ 800 000 habitants. Les colonies portugaises d'Afrique produisent du vin, du riz, du tabac, du coton, des bois précieux, du café, du sucre, etc.

Confit Anglo-Portugais (1889-1891). — Les Anglais et les Portugais sont aujourd'hui rivaux en Afrique. La Compagnie du chemin de fer de Lourenço-Marquês (baie Delagoa) à la frontière du Transvaal, à la suite d'un contrat signé le 13 décembre 1883 avec le Gouvernement portugais, fut formée le 14 mai 1884; le délai fixé dans le contrat pour l'achèvement de la ligne fut prorogé trois fois par le Gouvernement portugais, qui consentit aussi à des modifications de tracé; cependant, et quoiqu'un arrêté officiel du 24 octobre 1888 eût fixé un dernier délai de huit mois pour l'ouverture de la voie, la Compagnie, cette fois encore, ne s'étant pas trouvée en mesure, par un décret rendu à Lisbonne le 25 juin 1889, le contrat primitif fut résilié, la voie ferrée confisquée et mise aux enchères, à la grande irritation des Anglais, qui compaient pour une forte part parmi les actionnaires de la Compagnie. Une Compagnie néerlandaise la racheta.

Un autre différend plus grave surgit bientôt après entre les deux pays. La vallée du Chiré, affluent de gauche du *Zambèze*, qui coule du nord au sud et vient du lac Nyassa, était considérée à Lisbonne comme territoire portugais, bien que non occupée en fait. Depuis le voyage de Livingstone en 1868, les Anglais à leur tour regardaient cette région comme soumise à leur influence. Ils y fondèrent des missions et ils y envoyèrent en dernier lieu le consul John-

tora. Il est encore très peu connu; un voyageur français, M. Révoil, naturaliste, chargé d'une mission du Ministère de l'Instruction Publique, l'explora en 1884

ston. Dans le courant de 1889, le major Serpa Pinto et l'ingénieur Castellões, à la tête d'un petit corps portugais, firent une expédition sur les bords du Chiré pour opérer l'annexion effective du pays. Un conflit s'engagea entre les Portugais et les Makololos ou Makollos. Ceux-ci, que toutes les versions représentent comme les agresseurs, furent battus (novembre 1889) à M'Passo. Cependant les journaux de la Grande-Bretagne accusaient les Portugais d'avoir violé les droits de l'Angleterre et attaqué un territoire britannique. Le Ministère Salisbury somma en termes hautains le Gouvernement de Lisbonne de désavouer le major Serpa Pinto et de renoncer à toute prétention sur le territoire contesté. Une escadre anglaise se réunit à Gibraltar : on put croire que ses navires blindés allaient envahir l'entrée du Tage et traiter Lisbonne comme Alexandrie avait été traitée en 1884 ou Copenhague en 1801 et 1807. D'autres forces navales menaçaient les possessions africaines des Portugais. Le Portugal avait pour lui les sympathies de l'Europe ; mais cela ne suffisait pas pour lui permettre de résister. Le 11 janvier 1890, le ministre d'Angleterre à Lisbonne, M. Glynn Petre, somma le Gouvernement Portugais de céder aux injonctions britanniques, menaçant de quitter le pays s'il n'avait pas reçu une réponse affirmative dans les vingt-quatre heures. N'ayant pas les moyens matériels de résister, le Portugal céda, tout en protestant pour la forme qu'il n'entendait rien abandonner de ses droits.

Des manifestations indignées contre les Anglais et contre le Cabinet qui avait obéi à leurs injonctions se produisirent à Lisbonne et à Oporto (12-14 janvier 1890). Les républicains s'agitèrent ; les ministres donnèrent leur démission, et M. Serpa Pimentel fut chargé par le roi de former un nouveau ministère. Une fois de plus l'Europe avait constaté par expérience que

La raison du plus fort est toujours la meilleure.

Aux termes d'un projet de traité, en date du 20 août 1890, entre la Grande-Bretagne et le Portugal, la limite nord des possessions portugaises devait partir de l'embouchure de la Bovouma sur l'Océan Indien, et remonter ce fleuve dans l'intérieur jusqu'au lac Nyassa. Toute la rive occidentale de ce lac était laissée aux Anglais, ainsi que son extrémité méridionale.

dionale. Au sud du lac Nyassa, les deux rives du Chiré, qui en sort pour aller se jeter dans le Zambèze, leur étaient également reconnues, ainsi que la rive droite du Rouo, son affluent de gauche, jusqu'au confluent des deux cours d'eau. De la sorte Mponda, Blantyre, Katonga, tous les points disputés étaient perdus pour le Portugal ; la navigation du Zambèze devait être libre.

L'opinion publique en Portugal se souleva contre le projet avec tant de vivacité, que le cabinet de Lisbonne n'osa pas le ratifier. Les deux Gouvernements convinrent d'un *modus vivendi* qui maintenait provisoirement le *statu quo* territorial, mais ouvrait à la navigation le Zambèze, son affluent le Chiré, et le Pongoué, fleuve situé au sud du Zambèze. Toutefois de nombreux conflits se produisirent sur divers points : les Portugais furent attaqués par la police armée de la *South Africa Company* (novembre 1890). A leur tour, au mois d'avril 1891, il tirèrent sur un vapeur anglais qui remontait le fleuve Pongoué.

Un traité définitif fut signé le 11 juin 1891. L'Angleterre, modérant ses exigences, consentit à laisser aux Portugais une partie de ce qu'elle avait voulu prendre au nord du Zambèze ; mais elle se fit céder au sud de ce fleuve une partie du plateau de Manica, voisin du Pongoué, jusqu'au 33° degré de longitude est, de façon que la Compagnie Africaine eût libre accès à la côte¹.

Désormais les possessions portugaises du Mozambique sont complètement enveloppées à l'ouest par les possessions anglaises, qui s'étendent sans interruption dans l'intérieur du sud au nord, depuis le Cap de Bonne-Espérance jusqu'à l'extrémité méridionale du lac Tanganyika et jusqu'aux sources du Congo, en traversant le Zambèze et en contournant au sud et à l'ouest le lac Nyassa.

Un nouveau conflit anglo-portugais se produisit en 1894. M. Cecil Rhodes, directeur de la *South Africa Company*, voulut établir une grande ligne télégraphique allant du Cap de Bonne-Espérance en Égypte à travers toute l'étendue du continent, en passant sur le territoire portugais de Mozambique. De là un conflit, qui d'ailleurs n'eut pas de suites,

1. Du mois d'août 1890 au mois de janvier 1891, un voyageur anglais, M. Alfred Sharpe, parti de Katonga au nord du lac Nyassa, visita les bords du lac Moéro, Kazembé, et les États du chef Msidi.

entre l'équipage d'une canonnière anglaise sur le Zambèze et des soldats portugais.

En octobre 1894, les Cafres Mahazoula se soulevèrent, battirent les Portugais et assiégèrent la ville de Lourenço-Marquês. Un nouveau combat défavorable aux Portugais eut lieu le 2 février 1895 à Maryqueen. Ils eurent au contraire l'avantage contre le chef Zichacha au combat de Magia le 8 septembre 1895.

Dans l'année 1896, le bruit courut, à plusieurs reprises, que la Grande-Bretagne voulait acheter au Portugal, moyennant 300 millions, la baie Delagoa, sur le canal de Mozambique, en face de Madagascar; c'est la tête de ligne de la voie ferrée la plus directe qui conduit de la mer à Johannesburg, c'est-à-dire à la région des mines d'or. L'Angleterre, par son traité du 11 juin 1891 avec le Portugal, s'est réservé un droit de préemption sur Delagoa; il est vrai que ce traité n'a reçu la ratification d'aucune des autres puissances.

**** État actuel des colonies portugaises.** — Depuis 1896, à part quelques révoltes dans la région Zambézienne, c'est-à-dire au voisinage des colonies anglaises, l'Afrique portugaise n'a guère d'histoire. La plus importante de ces révoltes a été celle du roi Goungounhana, dans le pays de Gaza; le major Mousinho d'Albuquerque l'écrasa en allant enlever Goungounhana¹ dans son propre camp (août 1897).

Dans la partie occidentale, la mise en valeur se poursuit. Les côtes renferment des villes nombreuses et peuplées; Saint-Paul a plus de 50 000 habitants. Les hauts plateaux sont très habitables à la race blanche; il y a de nombreux gisements minéraux et la flore est très riche. La vallée de la Loukalla, affluent du Couanza, contient de grandes cafétérias; plus de 125 000 porteurs la desservent; aussi a-t-on fait un chemin de fer de Saint-Paul à Ambaca (363 kil.). La ligne fait de très belles recettes. En 1897, on a décidé de faire une autre ligne d'Ambaca à Malange, et une série d'embranchements latéraux: on poussera même peut-être la ligne jusqu'à Kassange et au Couango; ce serait alors une concurrence au chemin de fer du Bas-Congo, par le Couango et le Kassai. En même temps on entreprend une ligne de Benguéla à Bihé

1. Les Portugais saisirent alors un navire anglais chargé de « vin doux ». C'étaient 1 000 fusils et 20 000 paquets de cartouches que la *Chartered Co* de Cecil Rhodes envoyait à Goungounhana.

sur la Catumbela, et de Mossamèdes à Huilla; toutes doivent atteindre le plateau, la région des grandes exploitations. Les autres projets sont de Cabinda au Tchiloango (dans l'enclave congolaise), de la baie du Lobito (38 kil. au nord de Benguéla) au pays des Barotsé, et de Port-Alexandre au pays des Koniamso. Il y a donc là un véritable mouvement. Malheureusement, beaucoup de ces exploitations sont en mains étrangères, et la richesse même du pays pousse au brigandage diplomatique.

À l'est, la situation est plus triste. Le Portugal est spolié ouvertement par l'Angleterre, qui fait accorder à ses nationaux toutes les concessions possibles. Plusieurs lignes ferrées traversent ce riche territoire pour le compte de l'Angleterre. Seule la ligne de Lourenço-Marquês entre la baie de Delagoa et le Transvaal n'est pas anglaise. Construite par la *Compagnie Néerlandaise*, elle affranchit au contraire les deux pays du monopole commercial des Anglais. Elle avait d'abord été concédée en 1877 à un Américain, Mac-Murdo, qui la conduisit si mal qu'il fallut la saisir en 1889 et presque tout refaire. D'où, procès entre le Portugal et les ayants droit de Mac-Murdo, soutenus par les États-Unis et l'Angleterre (voy. p. 433). Un tribunal arbitral réuni à Berne devait trancher la question. Depuis 1890, la question traînait; la guerre du Transvaal a fait hâter la sentence. L'Angleterre espérait que l'indemnité serait si forte que le Portugal ne pourrait payer, et lui donnerait en gage la baie de Delagoa, qu'elle convoite depuis si longtemps, et que nous, établis à Madagascar, ne pouvons lui laisser prendre. Mais à la fin de mars 1900, la sentence a été rendue: 15 340 000 francs seulement d'indemnité! Le Portugal a pu payer quatre mois après. Adieu Delagoa! En Angleterre, on osa déclarer que l'arbitrage n'était pas valable, quoiqu'on se fût engagé à le respecter. Depuis, le roi de Portugal a multiplié les actes d'obédience à l'égard de la reine d'Angleterre.

Pour unir le Manicaland¹, la Rhodesia, à la côte, une ligne a été faite de Beira, sur le Pongoué, jusqu'à Fort Salisbury; elle quitte le territoire portugais à Oumtali. Mais même sur ce territoire, elle reste anglaise, a un personnel anglais, accorde des tarifs de faveur à la Rhodesia, et fait le con-

1. La frontière du Manicaland a été fixée le 30 janvier 1897, par l'arbitrage de M. Vighiani, sénateur italien.

traire pour le pays portugais. Elle fait payer un supplément télégraphique pour les dépêches rédigées en une autre langue que l'anglais. Ses concessions de terrains sont énormes de chaque côté. On construit encore ou on projette les lignes de Beira à Tété, de Beira à Sana, de Quilimane à Ruo et au Nyassaland, et de la côte au lac Tanganyika, le Gouvernement portugais ayant commis l'imprudence de donner une grande concession à des Anglais dans la baie de Pomba¹.

Les ports de Beira, dont les quais ont été faits par une maison française, et de Chindé grandissent beaucoup. Celui de Lourenço-Marquês, débouché naturel du Transvaal, devient de plus un grand entrepôt de charbon; il est alimenté par les mines de Middelburg et de Belfast (Transvaal). La colonie est prospère et a fait de grands progrès sous le gouvernement de M. d'Albuquerque; mais il portait ombrage aux voisins : on le leur sacrifia en 1898; beaucoup de sous-gouverneurs se retirèrent avec lui. L'importance des intérêts français croît rapidement dans le Mozambique, que nous devons surveiller de très près, depuis notre établissement à Madagascar.

Nous avons vu plus haut (ÉTABLISSEMENTS ALLEMANDS) comment, en septembre 1898, l'Angleterre et l'Allemagne se sont secrètement entendues pour partager le domaine portugais. Cela n'a pas empêché pendant la guerre Transvaalienne (avril 1900) le roi de Portugal, en violation du droit des gens, d'autoriser l'Angleterre à faire passer ses troupes par territoire portugais, en invoquant une clause obscure et non publiée d'un traité de commerce anglo-portugais de 1891¹. Le roi de Portugal « perd gaiement » ses colonies. En septembre 1900, quand le président Krüger a dû traverser le Mozambique pour venir en Europe, le Gouvernement portugais l'a presque séquestré. Le consul anglais à Lourenço-Marquês prend rang à côté ou au-dessus du gouverneur portugais.

Établissements Espagnols : les îles Canaries. — Les Espagnols possèdent en Afrique, sur la côte du Maroc, les ports ou *Présides de Ceuta, Melilla, Alhucemas, Peñon de Velez*, situées au pied des montagnes du Riff, qui s'étendent

parallèlement à la côte, et constituent dans le Maroc une région d'accès difficile analogue à la Grande-Kabylie en Algérie. Très remuantes, très pillardes, très féroces, les tribus du Riff n'obéissent que fort imparfaitement au sultan du Maroc. Les Espagnols, ayant voulu augmenter les fortifications de Melilla, furent attaqués le 2 octobre 1893 par des milliers d'indigènes, que repoussa le général Margallo. Les attaques se renouvelant, il fallut envoyer des renforts et constituer un véritable corps expéditionnaire, ce que rendaient difficile la faiblesse numérique de l'armée espagnole et les embarras financiers du Gouvernement de Madrid (il avait dû récemment opérer des réductions sur les traitements des fonctionnaires publics). Des combats acharnés se livrèrent sous les forts de Melilla les 27 et 28 octobre. Les Kabyles, très nombreux, armés de fusils européens vendus par les négociants anglais de Gibraltar, montraient la plus grande audace. Le général Macias à son arrivée prit le commandement supérieur, et fit exécuter le 30 octobre une brillante sortie par le général Ortega. Le général Margallo fut tué dans cet engagement. Les inquiétudes étaient d'autant plus vives qu'on craignait de voir l'Angleterre profiter de l'occasion pour renouveler ses tentatives en vue d'imposer son protectorat au Maroc et d'occuper Tanger. Heureusement le sultan du Maroc reçut très bien le maréchal Martinez Campos, envoyé en mission auprès de lui, désavoua les Kabyles du Riff, promit de leur imposer la paix, de punir les coupables, et de donner à l'Espagne une indemnité de 20 millions (novembre 1893).

Les Espagnols possèdent encore dans l'Océan Atlantique, sur la côte du Sahara, les îles *Canaries* (334 524 habitants), dont les principales sont *Ténériffe*, avec son pic volcanique haut de 3 717 mètres, *Lancerote, Fortaventure, Gomère, Palma, la Grande Canarie* et *l'Île de Fer*. Les îles Canaries, où, après les Génois, le Normand Jean de Béthencourt arriva en 1402, et dont la conquête, commencée par lui pour le compte de la Castille, ne fut terminée qu'en 1497, sont regardées par les Espagnols, non comme une colonie, mais comme une province du royaume. On y trouve des palmiers, des nopals, des dattiers, des bananiers, des dragonniers, des lauriers, des cytises, des pins, des orangers, des cactus, de la vigne, du tabac.

L'Espagne possède encore les îles *Fernando-Po* et An-

1. Voy. AFRIQUE DU SUD, *Nyassaland*, p. 406.

2. « Droit de laisser passer toutes personnes et marchandises à destination de la Rhodésie. »

nonon, dans le golfe de Guinée. Les Espagnols se sont aussi établis en 1884 dans les îles *Elobey*, près de Corisco, au nord du Congo Français. La population des divers établissements espagnols du golfe de Guinée s'élève à environ 30 000 habitants.

Une expédition espagnole partie des Canaries au printemps de 1886 entra dans le continent africain par le *Rio de Oro* et s'avança dans l'intérieur du Sahara en suivant à peu près le Tropique. Elle signa, dit-on, avec les Touaregs des traités en vertu desquels toutes les tribus depuis l'*Adrar-Tmarr* (Montagne des Dattes) jusqu'au *Rio de Oro* et jusqu'à la *Baie d'Arquin* reconnaissaient la suzeraineté espagnole. C'était un territoire de 500 000 kilomètres carrés.

** Depuis la perte de ses colonies d'Amérique et d'Océanie, l'Espagne attache plus de prix à celles qui lui restent en Afrique. Elle réorganise les services de navigation qui les desservent, et augmente ses forces militaires et maritimes dans le golfe de Guinée. Avec la France elle vient de signer (28 juin 1900) un accord pour délimiter deux possessions disputées. Du côté du Rio de Oro, l'Espagne laisse à la France tout l'Adrar et la Sebkhâ d'Idjil, d'où l'on retire par an pour plusieurs millions de francs de sel. Plus au nord la frontière se tient entre le 14° et le 16° de longitude ouest de Paris pour finir par suivre le 14° 20', sur une longueur qu'on a évité de préciser aux approches du Maroc. Par contre, au Gabon, nos concessions ont été grandes. Les Espagnols avaient prétendu étendre leur colonie en « hinterland » jusqu'à l'Oubangui ! En réalité elle était si peu maîtresse, même à Elobey, que la France dut naguère lui rendre le service d'y faire la police. La frontière nouvelle suit une ligne tirée de l'embouchure du Mouni jusqu'au 9° de longitude, puis ce méridien, et enfin la frontière allemande. La France garde un droit de préemption sur cette enclave. Ainsi se terminent les différends de 1888, 1890, 1892. Nous avons par là montré notre amitié à l'Espagne.

Le bruit courut (fin juillet 1900) que l'Espagne aurait obtenu enfin du Maroc l'établissement que le traité de 1861 lui a reconnu au sud, sous le nom de Santa-Cruz de la Mar Pequena, et dont les Marocains n'ont encore jamais pu découvrir le lieu. Ce serait définitivement Ifni.

VII. — ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS EN AFRIQUE.

1° L'Algérie et la Tunisie.

L'Algérie de 1848 à 1870. — Les Juifs naturalisés (1870). L'insurrection de 1871. — Gouvernement et divisions. — Administration des indigènes. — Population. — Productions et commerce. — Les chemins de fer algériens. — Projet de mer intérieure et projet de chemin de fer transsaharien. — La question du Touat. — Histoire intérieure de l'Algérie de 1892 à 1896. — Occupation d'In-Salah. — La question algérienne et l'antisémitisme en Algérie. — Situation actuelle de l'Algérie.

La Tunisie. — Les Français à Tunis. Le traité du Bardo (1881). Le Protectorat français. — Productions, Commerce, Travaux publics. — Situation actuelle de la Tunisie.

L'Algérie de 1848 à 1870. — La plus vaste de nos colonies africaines, c'est l'Algérie.

La Révolution de Février fut accueillie avec joie par la population européenne de cette contrée. Dès le 2 mars 1848, le Gouvernement provisoire promit aux colons « l'assimilation progressive des institutions algériennes à celles de la métropole ». L'Algérie fut appelée à élire des députés ; le territoire civil fut étendu, et, le 19 septembre 1848, 50 millions furent votés pour la création de colonies agricoles. L'année suivante (1849), le colonel Carbuccia parvint à Biskra (14 juillet) ; ensuite, du 7 octobre au 26 novembre, l'oasis de *Zaatcha* fut conquise par le général Herbillon et par les colonels Canrobert et Petit. En 1850, après le vote de la loi sur la transportation par l'Assemblée Législative, l'Algérie vit arriver les premiers proscrits politiques. Des expéditions furent entreprises à cette époque dans la Kabylie, de Sétif à Bougie, dans l'Aurès, et sur la frontière du Maroc. Après le coup d'État du 2 décembre 1851, du 1^{er} au 26 mars 1852, 2 593 républicains, frappés par les Commissions mixtes, furent internés à *Lambessa*¹, à *Mers-el-Kébir*, au *Camp de l'Oued-Hammam*.

La Constitution de 1852 enleva à l'Algérie ses députés. Le général Randon, depuis maréchal de France en 1856, devint

1. *Lambessa*, ou plutôt *Lumbèse*, l'antique *Lambæsis*, avait du temps des Romains une importance considérable. C'est là qu'était campée la III^e Légion *Augusta*, qui surveillait tout le pays entre Carthage et Cirthe. De nombreux monuments, temples, tombeaux, portiques, ponts, inscriptions, attestent le long séjour de cette légion dans la contrée. *Lambèse* n'est qu'à 11 kilomètres de *Batna*, qui fut fondée en 1844 et érigée en ville en 1848, d'abord sous le nom de *Nouvelle-Lambèse*.

gouverneur. Sous son administration, la conquête continua. *Laghouat* tomba au pouvoir des Français en 1852. Les montagnards de la *Grande-Kabytie*¹, qui habitaient la chaîne du *Djebel Djurjura*, entre Alger et Bougie, avaient été battus en 1851 par le général Saint-Arnaud et rendus tributaires; ils se soulevèrent (1853-1854), et furent vaincus par les généraux de Mac-Mahon, Bosquet, Yusuf, Deligny. Ils firent en 1857 une nouvelle tentative; cette fois leur pays fut entièrement conquis par le maréchal Randon (mai-juillet 1857). Le *Fort Napoléon* (aujourd'hui *Fort National*) fut construit chez les Beni-Raten sur un plateau escarpé (à 916 mètres au-dessus du niveau de la mer) pour les tenir en respect; une route le joint à Tizi-Ouzou, situé au nord-ouest. Dans l'extrême sud, les Français étaient arrivés à Ouargla en 1853; à Tougourt en 1854.

Le 26 septembre 1858 l'Algérie cessa d'être administrée par un gouverneur général². Un *Ministère de l'Algérie et des colonies* fut créé; on le confia d'abord au prince Napoléon, cousin de l'empereur, puis au comte Chasseloup-Laubat. Ce ministère fut supprimé le 10 décembre 1860, après un voyage de Napoléon III en Algérie, et le maréchal Pélissier, duc de Malakoff, devint gouverneur général. Il réussit moins bien en Algérie qu'à Sébastopol; les colons tracassés par l'autorité militaire, les indigènes opprimés par leurs chefs, sur les concussions desquels les bureaux arabes fermaient trop souvent les yeux³, demandaient également qu'on leur vint en aide.

1. La *Petite-Kabytie* est située à l'est de la Grande, de l'Oued-Sahel à l'Oued-El-Kebir, entre Bougie et Djidjelli.■

2. Depuis 1848 les gouverneurs généraux avaient été : le général *Changarnier* (par intérim, 3 mars 1848); le général *Cavaignac* (10 mars-11 mai 1848); le général *Changarnier* (11 mai-22 juin); le général *Marey-Monge* (par intérim, 22 juin-28 septembre 1850); le général *Charon* (28 septembre 1848-juin 1850); le général *Pélissier* (par intérim, juin-octobre 1850); le général *Hautpoul* (22 octobre 1850-11 décembre 1851); le général *Randon* (11 décembre 1851-25 juin 1857); le général *Renault* (par intérim, 25 juin 1857-26 septembre 1858).

3. Un procès dramatique avait révélé, quelques années plus tôt, quelles conséquences pouvait produire le pouvoir illimité, ou à peu près, des Bureaux Arabes. Le capitaine Doineau, chef du Bureau Arabe de Tlemcen, avait assassiné aux portes de cette ville, à la tête d'une bande d'indigènes, l'Agha Ben-Abdallah, qui se rendait à Oran dans une voiture publique, et dont il craignait les révélations sur ses actes arbitraires (12 septembre 1856). Le capitaine Doineau fut condamné à mort par la Cour d'Assises d'Oran le 23 août 1857. Il obtint d'abord une commutation de peine, puis grâce entière. De l'interro-

La lettre impériale du 6 février 1863 au duc de Malakoff pour lui recommander les indigènes excita les inquiétudes des colons; elle contenait l'expression « *Royaume Arabe* », qui leur fit craindre de voir sacrifier la population française. Le sénatus-consulte du 22 avril 1863 déclara les tribus propriétaires des territoires qu'elles cultivaient collectivement; ce territoire devait être partagé par lots, mais en laissant les Arabes prolétaires, les *Krammès*, en dehors de cette distribution. Il y eut, au mois de février 1864, aux environs de Géryville, une insurrection de Si-Hamza, Khralfa des Ouled-Sidi-Cheikh; le colonel Beauprêtre fut tué le 8 avril en la combattant à Aïounet-bou-Beker. Le décret du 7 juillet suivant, subordonnant les préfets aux généraux de division, fut considéré comme une aggragation du régime militaire.

Pélissier était mort le 22 mai 1864; le maréchal de Mac-Mahon le remplaça jusqu'en 1870. L'empereur vint visiter l'Algérie du 3 mai au 7 juin 1865. 400 millions furent votés par le Corps législatif pour être employés pendant six ans en travaux d'utilité publique. Par le décret du 27 décembre 1866 les municipalités de l'Algérie furent réorganisées; les indigènes administrés par l'autorité civile furent désormais rattachés aux communes; des communes mixtes, où les commandants de territoire devaient faire fonction de maires, furent créées en territoire militaire.

Les Juifs naturalisés (1870). L'insurrection de 1871. — Pendant la malheureuse guerre de 1870-1871, l'Algérie se trouva presque entièrement dépourvue de troupes françaises. Après la Révolution du 4 septembre, le Gouvernement de la Défense nationale décida que l'Algérie aurait désormais un *Gouverneur civil*, ayant sous ses ordres un général de division commandant militaire. Le décret du 10 novembre 1870 accorda la naturalisation française aux Juifs d'Algérie: Crémieux, membre de la Délégation de Tours et israélite lui-même, était l'auteur de cette mesure. Elle a rencontré beaucoup plus de critiques que d'approbateurs. Elle fut mal accueillie par les Arabes. Habités à considérer les Juifs

gatoire de Doineau et des autres accusés, et des dépositions des témoins, au nombre desquels se trouvaient le général Cousin-Montauban, commandant la province d'Oran, le général de Beaufort, le commandant Chanzy, etc.; il résulta qu'un chef de Bureau Arabe pouvait, en fait, de son autorité privée, prononcer des confiscations, disposer des objets confisqués, emprisonner, faire bâtonner, faire fusiller un indigène sans jugement.

comme une population inférieure, à laquelle ils n'épargnaient pas les humiliations et les injures, les Arabes furent irrités de leur voir concéder des droits qu'ils n'obtenaient point eux-mêmes. Encouragés par les revers des Français en Europe et l'absence des troupes régulières, ils s'insurgèrent du mois de janvier au mois de mars 1871 dans les provinces de Constantine et d'Alger. Leur principal chef était Ali Ben Mohamed Kassi El Mokrani¹. Un détachement fut égorgé à Tougourt, la ville de Batna à moitié détruite; Palestro, à 77 kilomètres à l'est d'Alger, sur l'Oued Isser, dans la Kabylie, fut saccagé, et une partie de la population massacrée; pendant deux mois (16 avril-16 juin), les Kabyles assiégèrent le Fort National, sans pouvoir arracher « cette épine plantée dans leur œil ».

Enfin les secours arrivèrent de France. Les généraux de Lacroix, Lallemand et Cérez vainquirent les insurgés; on leur reprit 80 000 fusils, et on leur imposa une contribution de 30 000 000 de francs, dont 19 furent distribués aux colons pour les indemniser de leurs pertes.

Deux nouvelles insurrections furent étouffées en 1876 dans le Zab-Dahraoui, et en 1879 dans l'Aurès.

Pendant la campagne de Tunisie de 1881, un soulèvement éclata dans le sud du département d'Oran. Il était l'œuvre du marabout Bou-Amema, qui entraîna la puissante tribu des Ouled-Sidi-Cheikh. Une mauvaise récolte amenée par la sécheresse venait de causer de grandes souffrances parmi les indigènes des environs de Géryville, de Saïda et de Sebdu. Bou-Amema parvint à échapper aux différentes colonnes envoyées pour le combattre. Le 19 mai 1881, il fit éprouver un échec sanglant à la colonne du colonel Innocenti au combat de *Chellala*. Il vint ensuite dévaster les plantations d'alfa voisines de *Saïda*; un grand nombre d'ouvriers espagnols furent massacrés. Les autres, affamés et dépouillés, s'enfuyèrent à Sidi-bel-Abbès ou même à Oran, et de là regagnèrent l'Espagne. L'inquiétude fut grande en France quand on reçut ces mauvaises nouvelles. Les précautions furent prises depuis cette époque pour prévenir toute nouvelle insurrection. On prolongea le chemin de fer de Saïda jusqu'au *Kreïder* et à *Mecheria*, au sud du Chott-ech-Chergui, et l'on fortifia cette position.

Le 2 avril 1882 Bou-Amema fut surpris et battu au combat de l'*Oued-Fendi*, un des affluents de l'Oued-Zoufana, au sud de Figuig, à environ 200 kilomètres sud-ouest d'Aïn-Sefra, par une colonne que dirigeait le commandant Catroux; le 29 du même mois, deux compagnies françaises repoussèrent l'attaque de nombreux Arabes au combat du *Chott-Tigri*; le 20 novembre, l'oasis de *M'zab* fut annexée à l'Algérie.

Gouvernement et divisions. — L'administration supérieure appartient aujourd'hui à un *Gouverneur général civil*; M. Albert Grévy, qui avait remplacé avec ce titre le général Chanzy, eut lui-même pour successeur M. Tirman, auquel (on le verra plus loin) a succédé en 1891 M. Cambon. L'Algérie est occupée par le 19^e corps d'armée²; elle comprend trois divisions militaires et trois départements, dont les chefs-lieux sont placés également à Alger, Oran, Constantine. Le département d'Alger compte cinq arrondissements: *Alger*, *Tizi-Ouzou*, *Médéa*, *Miliana*, *Orléansville*³. Le département de Constantine en renferme sept: *Constantine*, *Bône*, *Philippeville*, *Bougie*, *Sétif*, *Guelma*, *Batna*⁴. Le département d'Oran en contient cinq: *Oran*, *Mostaganem*, *Mascara*, *Sidi-bel-Abbès*, *Tlemcen*⁵. Chaque département se compose d'un

1. Depuis 1860, l'Algérie a été administrée par: le maréchal *Pétissier*, duc de *Malakoff* (10 décembre 1860-22 mai 1864); le maréchal de *Mac-Mahon*, duc de *Magenta* (19 septembre 1864-juillet 1870); les généraux *Durrien*, *Walsin-Esterhazy*, *Lichtin* (par intérim, de juillet à octobre 1870); M. *Charles Dubouzey*, commissaire extraordinaire; M. *Alexis Lambert* (même qualité, février-mars 1871); le vice-amiral *Gueydon*, gouverneur général civil (29 mars 1871-10 juin 1873); le général *Chanzy* (10 juin 1873-18 février 1879); M. *Albert Grévy* (15 mars 1879-26 novembre 1881); M. *Tirman* (1881-1891); M. *Cambon* (1891); M. *Lépine* (1897); M. *Laferrière* (1898); M. *Jonnart* (1900).

2. Le 19^e corps est composé de troupes spéciales à l'Algérie: 4 régiments de Zouaves, 4 de Tirailleurs Algériens, 2 de la Légion Étrangère, 5 bataillons d'Infanterie Légère d'Afrique, 5 compagnies de discipline, 6 régiments de Chasseurs d'Afrique, 4 régiments de Spahis. La durée du service militaire dans l'armée active n'est que d'un an pour les colons français de l'Algérie.

3. Les autres localités importantes du département d'Alger sont: sur la côte, *Dellys*, *Cherchel*, *Ténez*; à l'intérieur, *Koléa*, *Blida*, *Aumale*, *Boghar*, *Teniet-el-Haad* (*Teniet* veut dire *col*), *Bou-Saada* (*Père du bonheur*), *Laghouat*, *El-Guerrara* et *Ouargla*.

4. Les autres localités importantes du département de Constantine sont: sur la côte, *La Calle*, *Stora*, *Collo*, *Djidjelli*; à l'intérieur, *Souk-Ahras* (*Souk* veut dire *marché*), *Bordj-Bou-Arréridj* (*Bordj* signifie *tour*), *Aïn-Betida* (*Aïn* veut dire *source*), *Tébessa*, *Lambèse*, *El-Kantara*, *Biskra*, *Tougourt*.

5. Les autres localités importantes du département d'Oran sont: sur la côte, *Arzew*, *Nemours*; à l'intérieur, *Reizane*, *Saint-Denis-du-Sig*, *Aïn-Temouchent*, *Lalla-Maghnia*, *Sebdu*, *Saïda*, *Tiaret*, *Géryville*.

1. Déporté à la Nouvelle-Calédonie, il a été amnistié en 1895.

territoire civil, entièrement assimilé à la France, et d'un *territoire de commandement*, régi par l'autorité militaire. Il y a trois sortes de communes : 1^o les *communes de plein exercice* ; 2^o les *communes mixtes*, dans les endroits où les Européens sont encore en minorité ; 3^o les *communes indigènes*, dans les endroits où il n'existe pas d'Européens.

Les communes de plein exercice sont administrées comme celles de la métropole ; mais les habitants indigènes et européens peuvent être élus conseillers municipaux. Les communes mixtes situées en territoire civil ont à leur tête un *administrateur*, dépendant de l'autorité civile et faisant fonctions de maire ; les communes mixtes situées en territoire militaire sont administrées par une *Commission municipale*, que préside le *Commandant supérieur* assisté d'un *Adjoint civil*.

Il y avait en Algérie, à la fin de 1886, 232 communes de plein exercice, 84 communes mixtes, dont 6 en territoire militaire, et 13 communes indigènes.

Administration des Indigènes. — « Le *Douar*, réunion de tentes en cercle, est considéré comme la base de la constitution sociale des Arabes. Un certain nombre de douars réunis forment une *Ferka* (section) obéissant à un *Cheikh*¹. L'assemblée de plusieurs ferkas compose une *Tribu* ; la tribu ne renferme quelquefois qu'une ferka, qui est alors plus considérable ; elle est commandée par un *Kaïd*. Plusieurs tribus groupées constituent, soit un grand *Kaïdat*, soit un *Aghalik*, sous les ordres d'un *Kaïd-el-Kaïd* (Kaïd des Kaïds) ou d'un *Agha* ou *Arla*. Des aghaliks peuvent former une circonscription relevant d'un *Bach-Agha*, chef des Aghas, ou d'un *Khralfifa*. Le *Cercle* comprend ordinairement plusieurs kaïdats. » (LOUIS PIESSE, *Algérie et Tunisie*.)

Les fonctions du cheikh sont à peu près celles d'un maire. Il est assisté d'un Conseil ou *Djemmâa*, composé des principaux notables des douars de sa juridiction. La justice est rendue dans chaque tribu par un *Kadi* (ou Cadi), qui règle les contestations civiles, procède aux mariages, aux divorces, au partage des successions. Cheikhs, Kaïds, Aghas, Kadis, sont nommés par l'autorité militaire française. Ils agissent sous la surveillance et la direction des *Bureaux Arabes*.

1. Cheikh signifie *vieillard*.

Population. — La population¹, au 1^{er} avril 1878, s'élevait à 2 867 626 habitants ; elle comptait, en 1884, 3 340 663 habitants ; en 1886, 249 627 Français, 42 595 israélites naturalisés, 3 284 762 musulmans, 205 512 étrangers, 65 269 habitants comptés à part ; en tout 3 847 465 ; augmentation sur 1881 : 506 800. En 1891, 4 424 732 habitants, ainsi répartis : Français, 267 672 ; israélites naturalisés par le décret de 1870 : 21 730 ; nés d'israélites naturalisés : 25 729 ; militaires : 16 475 ; Européens (Espagnols, Italiens, Maltais, etc.) : 245 793 ; Indigènes musulmans : 3 559 687 ; Tunisiens : 2 731 ; Marocains : 14 643 ; augmentation sur 1886 : 307 267 ; en 1896, 4 479 000 habitants. Alger avait 92 120 habitants, et avec la banlieue, c'est-à-dire *Saint-Eugène*, *Mustapha Supérieur* et *Mustapha Inférieur*, 140 468. Oran² en renfermait 80 944, Constantine 47 771 et Bône 32 005. C'est une augmentation, sur 1891, de 354 268.

Productions et Commerce. — L'Algérie fabrique des armes, des tapis, des meubles, des bijoux, travaille les cuirs, et produit surtout du blé, de l'orge, du maïs, de l'alfa (plante textile servant à faire du papier), du vin, des fruits de toute espèce (dattes, oranges, citrons, cédrats, figues, grenades, raisins, etc.), des légumes, des pâtes alimentaires, du liège, du tabac (la culture du tabac est libre en Algérie), de l'huile d'olive, du coton, du lin, de la soie, des laines. Elle renferme de magnifiques forêts, exposées à de fréquents incendies, dus à la malveillance ou simplement à l'imprudence des indigènes, lorsque souffle le redoutable vent du sud ou *sirocco*. Ces forêts se composent de chênes verts, de chênes-lièges, de chênes-zéens, de pins d'Alep, de cèdres, de thuyas, de pins maritimes, d'ormes, de frênes, de lentisques, d'oliviers sauvages, de caroubiers, d'eucalyptus. Les forêts couvrent 2 785 486 hectares. Le palmier nain (*chamaerops humilis*) pousse en broussailles dans une grande partie de l'Algérie ; le dattier (*phœnix dactylifera*) se trouve partout (excepté sur les plateaux exposés à la gelée) ; mais ses fruits ne mûrissent que dans le sud. Les bois de teinture sont nombreux.

En 1885, l'Algérie produisit 6 613 827 quintaux métriques de blé, et 9 160 206 d'orge. La vigne, dont la culture s'accroît

1. Il y a encore d'assez nombreux nomades, qui campent l'été sur les plateaux, et retournent l'hiver au sud dans le Sahara Algérien.

2. Les Espagnols sont plus nombreux que les Français à Oran.

chaque année d'une superficie d'environ 6 000 hectares, n'avait en 1876 qu'une superficie de 12868 hectares; elle en comptait 70 885 au 31 décembre 1885. Elle produisit, en 1885, 967 924 hectolitres de vin. En 1887, le vin valait de 15 à 18 francs l'hectolitre. En 1893, on évalua la production vinicole de l'Algérie à plus de 4 millions d'hectolitres.

Malheureusement les récoltes sont quelquefois détruites en Algérie par des invasions de sauterelles, qui s'abattent en nuages innombrables sur les cultures, détruisent les grains, les feuilles, les fruits, encombrant les champs et jusqu'aux voies ferrées. Le pays fut particulièrement éprouvé par ces redoutables insectes en 1866, 1870, 1872, 1874, 1877; au mois de juin 1888, ils anéantirent les récoltes dans une partie du département de Constantine, surtout autour de Sétif; les colons durent couper les blés verts pour sauver au moins la paille.

On trouve en Algérie du fer, du cuivre, du plomb, du zinc. Les eaux thermales, minérales, sulfureuses, ferrugineuses, salines, abondent. Il y a du sel gemme, du marbre, des pierres à bâtir. Le pays nourrit des chevaux, des mulets, des ânes, des chameaux, des bœufs, des moutons, des chèvres, des pores. On pêche sur les côtes le corail (entre La Calle et Bône), la sardine (vers Stora et Collo), le thon, le Saint-Pierre, la murène, etc. Le commerce spécial de l'Algérie s'élevait en 1885 pour les importations à 237 957 903 francs, et pour les exportations à 497 369 668 francs. En 1897, il atteignit 260 millions pour les importations, et 276 millions pour les exportations.

On a surtout exporté du vin, des bestiaux, des céréales, du tabac, des peaux, de l'alfa, des laines, du liège, des fruits, des primeurs, etc.

Les chemins de fer algériens. — Il y a maintenant en Algérie de nombreux chemins de fer exploités ou en construction. Une première ligne va d'Alger¹ par *Maison-Carrée*, *Bli-da*, *El-Affroun*, *Affreville* (près de *Miliana*), *Orléansville*, *Relizane*, *Perrégaux*, *Saint-Denis-du-Sig*, *Sainte-Barbe-du-Tlélat*, jusqu'à *Oran*, avec un embranchement au sud, de

1. On va d'Alger à Marseille en 24 heures (ces deux villes sont séparées par 417 milles marins, environ 772 kilomètres ou 192 lieues). Par le chemin de fer il y a d'Alger à Oran 421 kilomètres; d'Alger à Constantine 464 kilomètres.

Sainte-Barbe-du-Tlélat jusqu'à *Sidi-bel-Abbès*, *Magenta* et *Ras-el-Ma*. La ligne qui d'Oran va rejoindre Tlemcen, en longeant le côté nord de la Sebkhah ou lac salé voisin de la première de ces deux villes, va, par *Misserghin* et *Lournel*, à *Ain-Temouchent*. Une autre ligne part d'Arzeu, à l'est d'Oran, coupe la ligne d'Alger à Oran à *Perrégaux*¹, pour aller à *Saïda*, et de là à *Kralfallah*, au *Kreider*, à *Mécheria*, *Aïn-Sefra* et *Duveyrier*. Une autre part de *Mostaganem* et par *Relizane*, atteint *Tiaret*. Une ligne va de *Constantine* à l'ouest par *Le Kroubs*, *El-Guerrah*, *Sétif*, *Bordj-bou-Arreidj*, *Mansourah*, *Sidi-Brahim*, *Beni-Mansour*, *Bouira*, *Païestro*, *Ménerville* et l'*Alma*, jusqu'à *Alger*. Une autre ligne se détachant de la précédente au *Kroubs*, fait communiquer *Constantine* à l'est avec *Oued-Zenati*, *Hammam-Meskoutine*, *Guelma*, *Duivier*, *Souk-Ahras*, sur la frontière tunisienne. Une autre ligne va de *Constantine*, par *Le Kroubs* et *El-Guerrah*, à *Batna*, *El-Kantara* et *Biskra*². Le port de Bône est uni par un chemin de fer aux mines d'*Aïn-Mokra* à l'ouest, à *Duivier* au midi. Une autre ligne va de *Philippeville* par le *Col des Oliviers* à *Constantine*. Le 24 juin 1878 on ouvrit la première section du chemin de fer de *Tunis* à la frontière algérienne entre *Tunis*, *Djedeïda* et *Tebourba*. Elle a été continuée depuis par la vallée de la Medjerda jusqu'à *Souk-el-Arba*, *Ghardimaou* et *Souk-Ahras*. Il y a encore une ligne de *Ménerville* à *Tizi-Ouzou*; une de *Beni-Mansour* à *Bougie*; une autre de *Souk-Ahras* à *Tébessa*. Des lignes sont projetées d'*Affreville* à *Medéa*, *Aumale* et *Bordj-Bouira*; de *Tébessa* à *Gafsa* et *Gabès*. A la fin de 1898, 3 472 kilomètres de chemins de fer étaient en exploitation.

La situation de l'Algérie donna lieu au mois de février 1891 à d'importants débats devant le Sénat. Ils furent provoqués par une interpellation de M. Dide. M. Pauliat, partisan de la colonisation par les indigènes, et M. Guichard critiquèrent vivement l'administration de M. Tirman. Les indigènes, disaient-ils, étaient la proie des usuriers juifs: on sacrifiait tout à l'intérêt électoral. Les colons d'ancienne date et les juifs naturalisés, c'est-à-dire les électeurs, avec l'appui des représentants de l'Algérie dans les deux Chambres, obtie-

1. Une petite ligne se détachant de celle-ci à *Tizi*, au sud de *Perrégaux*, atteint *Mascara*.

2. On étudie depuis plusieurs années une ligne qui irait de *Biskra* à *Ouargla*.

naient à chaque instant qu'on dépossédât les indigènes à leur profit, et se faisaient octroyer des terres nouvelles; au contraire, vingt-cinq mille Français qui réclamaient des concessions, découragés par la lenteur qu'on mettait à leur répondre, se rebutaient et allaient ailleurs, la plupart en Amérique : aussi la population française de l'Algérie restait-elle stationnaire. Le Sénat nomma une Commission d'Études; M. Tirman donna sa démission et fut remplacé comme gouverneur général de l'Algérie par M. Cambon, préfet du Rhône.

Projet de mer intérieure et projet de chemin de fer transsaharien. — Ce qui manque surtout à notre grande colonie d'Afrique, c'est l'eau. Le commandant Roudaire (1875-1878) a proposé de créer une mer intérieure au sud-est de l'Algérie en unissant entre eux et à la mer Méditerranée les grands lacs ou chotts dont on rencontre dans cette direction les bassins à moitié desséchés. On pourrait ainsi, par le golfe de Gabès, le chott El-Fedjedj, le chott Djerid, Tozeur, le chott Rharsa, le chott Melrir, Mraïer et l'Oued-Righ, arriver par eau jusqu'à Tougourt.

L'exécution de ce projet présente-t-elle des obstacles matériels invincibles? ou bien doit-on croire à la possibilité de le réaliser? Aurait-elle pour résultat de fertiliser et de restituer à la culture une partie du Sahara algérien, où la sécheresse du sol rend les travaux agricoles impraticables? Autant de questions qu'il est difficile de résoudre. La Commission scientifique nommée pour l'examen de ce projet fit une réponse défavorable.

On a aussi projeté un chemin de fer qui, de l'Algérie, irait à travers le Sahara rejoindre au sud le Soudan, c'est-à-dire la vallée du Niger, permettant ainsi d'exporter en Europe les produits de ces riches contrées, et ouvrant à l'industrie européenne un débouché d'une immense importance, puisque la population de ces régions est très considérable. Une autre voie ferrée, partant de notre colonie du Sénégal sur l'Atlantique, à l'ouest de l'Afrique, pourrait venir rejoindre la première au bord du Niger, au sud de Tombouctou. Si ce double projet se réalisait, il aurait pour la France les plus vastes résultats. L'Afrique du nord et de l'ouest serait ouverte à

1. On supplée en partie au manque d'eau à l'aide de puits artésiens, qui permettent de créer de nouvelles plantations de dattiers, et par conséquent de nouveaux centres de population.

notre commerce et deviendrait réellement terre française. Mais les difficultés sont immenses. Une mission envoyée d'Algérie dans le Sahara sous la direction du lieutenant-colonel Flatters pour étudier le projet de chemin de fer, après être parvenue heureusement à la fin de janvier 1881 à Amguid, par 26° de latitude nord et 3° de longitude est, fut massacrée par les Touaregs à Tadjenout.

Le lieutenant Palat, du 11^e hussards, parti au mois de novembre 1885 de Géryville pour traverser le Sahara, périt lui aussi assassiné. Un autre voyageur français eut le même sort en 1889 dans le désert. Camille Douls, parti de Tanger sous le costume de marchand maure, se dirigea vers l'est, avec l'intention de traverser le Sahara pour atteindre l'Égypte et La Mecque. Il arriva jusqu'à l'Aoulef; mais là, s'étant assis et sans doute endormi à l'ombre d'énormes tamarix qui entourent le puits du Hassi Ilighen, sur la route entre l'Aoulef et Akbh, il fut étranglé par ses deux guides touaregs.

En 1890, le cardinal Lavigerie, archevêque d'Alger et de Carthage, créa à Biskra un ordre de moines armés, les *Frères du Sahara*, dont la mission est de travailler à la destruction de l'esclavage dans l'intérieur du continent noir.

En 1891, on organisa dans le sud de l'Algérie, à El-Goléah, un petit corps de *méharistes*, c'est-à-dire de tirailleurs indigènes montés sur des *méharis* ou chameaux coureurs. Cette troupe, qui rappelle le *régiment des dromadaires* créé par Bonaparte pendant l'expédition d'Égypte, permettra d'explorer le Sahara et de réprimer les Touaregs.

La question du Touât. — Le 8 septembre 1891, Ben Memmer Sya, chef des partisans de la France dans le Touât, fut massacré avec une trentaine de ses amis, à In-Salah, par les partisans du Maroc. Le *Touât* (*les oasis en langue berbère*) est la réunion d'un certain nombre de villages disséminés entre 0° et 3° de longitude ouest, 26° et 30° de latitude nord. Il est sur le passage des caravanes qui vont de l'Algérie ou du Maroc à Tombouctou; il se trouve à l'ouest d'Amguid (Sahara), au sud-ouest d'El-Goléah (Algérie), au sud-est de Tafilet (Maroc). Il comprend au nord le *Gourara*, avec *Tabel-kousa*, *Cherouïn*, *Timmimoun*; à l'ouest, le *Saoura*, avec *Beni-Abbas*, *Karzas*, *Ouled-Raffa*; au sud, l'*Aougerout*, avec *Charef*, le *Tsabit*, avec *Brinken*, le *Timmi*, avec *Adrar* et *Tamentit*; au sud-ouest, le *Touât* proprement dit; au sud-est, le *Tidikelt*, avec *Akebli* et *In-Salah*. La population est

d'environ 40 000 habitants, musulmans fanatiques, qui élèvent des chameaux, recueillent du sel, de l'alun, récoltent des dattes, du coton, du henné, du tabac, de l'opium.

Le Touât serait-il annexé à l'Algérie? Demeurerait-il aux Marocains? Il fut d'abord décidé qu'on augmenterait la garnison d'El-Goléah et qu'on prolongerait la voie ferrée au delà d'Aïn-Sefra. Ensuite il fut question dès 1893 d'envoyer un corps expéditionnaire aux Oasis. Une expédition a été organisée dans l'automne de 1896 dans le Sud Oranais, à Aïn-Sefra. Son objectif serait l'occupation pacifique, assure-t-on, du Touât, qu'aurait demandée, dans un voyage à Paris, Si Eddin, l'un des principaux chefs des Ouled-Sidi-Cheikh. Le bruit court (déc. 1900) que Bou-Amama, réfugié au Touât depuis 1881, demande à se soumettre.

Le 31 octobre 1896, le lieutenant Collot, en mission topographique, fut massacré avec trois des soldats de son escorte, dans l'extrême sud algérien, à 38 kilomètres au nord du fort Miribel, par des pillards du désert, sans doute des Chambaas dissidents.

Histoire intérieure de l'Algérie de 1892 à 1896. — On a déjà vu (t. II, p. 253, et plus haut, p. 449) qu'en 1891, à la suite d'une interpellation adressée au Gouvernement par un sénateur, M. Pauliat, M. Tirman donna sa démission et fut remplacé comme gouverneur général de l'Algérie par M. Cambon. Il fut établi, dans les discussions qui s'élevèrent à cette occasion, que trop souvent les indigènes étaient victimes d'actes arbitraires, de dénis de justice, d'exactions sans recours possible; on examina la pétition d'Abd-el-Mounen, ce Kadi de Miliana, qui, en butte à des dénonciations calomnieuses, avait été arrêté, détenu, exilé, ruiné; on reconnut que les impôts qui pèsent sur les musulmans, l'*achour*, portant sur les récoltes, et le *zekkat* sur le bétail, sont excessifs, fixés d'ailleurs sans contrôle, modifiés sans raison, en sorte que l'indigène, pour payer, est obligé de s'adresser à des usuriers, qui lui prêtent à gros intérêts, épuisant ses dernières ressources; ajoutez les amendes¹; d'où cette conséquence fatale: la famine à peu près en permanence. Une Commission sénatoriale, nommée pour aller faire une enquête sur place et présidée par Jules Ferry, constata que ce tableau, loin

1. Le receveur des contributions de Nemours, pour l'exercice de 1892, a eu à recouvrer 18 500 amendes pour une population de 28 000 habitants.

d'être exagéré, restait au contraire bien au-dessous de la vérité.

Le 13 novembre 1892, une ambassade de Touaregs arriva à Biskra; le chemin de fer, « œuvre du diable », à leur avis, les conduisit à Alger, où ils reçurent un excellent accueil; peut-être leur voyage contribuera-t-il à rendre l'accès du Sahara plus facile pour les Français. Le 26 novembre, le cardinal Lavigerie, archevêque d'Alger et de Carthage, primat d'Afrique, mourut dans sa villa de Saint-Eugène, près d'Alger. Cette même année, l'émir El-Hachem, fils d'Abd-el-Kader, fut autorisé à résider en Algérie.

Les derniers mois de 1892 et les premiers mois de 1893 furent malheureusement marqués en Algérie par une famine qui fit de nombreuses victimes parmi les Arabes. Il fut même constaté par une circulaire du procureur général d'Alger « que la plus grande partie des semences données par la charité publique aux indigènes profiteraient en définitive aux usuriers ». Les prêteurs d'argent à intérêts excessifs, juifs pour la plupart, sont en effet un des fléaux de l'Algérie.

Le 15 février 1894, un arrêté du préfet d'Alger suspendit de ses fonctions M. Fournier, maire d'Orléansville, à la fois magistrat municipal et avocat, dont les manœuvres, disait l'arrêté, « avaient eu pour effet de réduire à une effroyable misère plus de 3 000 personnes ». Bientôt après, l'ancien maire d'Aumale, le boucher Éloi Sapor, passa en cour d'assises. Des révélations accablantes témoignèrent que, pendant plusieurs années, notamment de 1886 à 1890, cet homme avait fait argent de tout, trafiquant des emplois municipaux, vendant l'impunité aux malfaiteurs, arrachant des rançons aux indigènes des deux sexes qu'il faisait arbitrairement arrêter, enfin extorquant des sommes considérables par des menaces, des brutalités, des détournements, des vols et des faux. Il fut condamné à cinq ans de réclusion (16 juin 1894).

Le 9 juillet 1893, une interpellation fut adressée au Gouvernement par M. le sénateur Pauliat, au sujet des gisements de phosphate de chaux découverts en 1891 dans la région de Tébessa. Ce précieux engrais chimique (on estime qu'il y en a trois milliards de tonnes) serait exploité par des compagnies anglaises, dont les concessionnaires français apparents ne seraient que les prête-noms; il cita par exemple M. Bertagna, conseiller général et maire de Bône, qui aurait obtenu

pour trente ans, moyennant une faible redevance de 20 centimes par tonne, l'exploitation d'un gisement de phosphate, et cédé tous ses droits à MM. Jacobsen sons et Co, négociants à Bône et à Édimbourg, et à MM. Bruton et Rew, négociants à Leith. Le Gouvernement promit de faire une enquête. Sur le rapport d'une commission envoyée en Algérie, plusieurs fonctionnaires furent révoqués. Du reste, on signalait depuis quelque temps en Algérie la présence de nombreux Anglais des deux sexes, missionnaires méthodistes, et membres de l'Armée du Salut, qui faisaient à la fois de la propagande religieuse, commerciale et politique antifranaise.

Une nouvelle interpellation, au sujet de la question des phosphates, eut lieu à la Chambre des députés en décembre 1895. MM. Marcel Habert et Viviani accusèrent en termes véhéments certains fonctionnaires publics d'Algérie de mauvaise volonté, d'inertie, ou même de connivence avec les auteurs des fraudes dont ils se plaignaient. Ils attaquèrent surtout M. Bertagna, et M. Viviani termina son discours en priant le Gouvernement « de montrer, non pas par des paroles, mais par des actes... que l'Algérie ne sera plus, désormais, la proie des aventuriers de la finance et de la politique ». M. Thomson leur répondit. A la suite d'une enquête faite dans l'été de 1896, une ordonnance de non-lieu fut rendue en faveur de M. Bertagna, qu'il avait été question de poursuivre.

Le 10 mai 1896, un épouvantable accident de chemin de fer se produisit en Algérie. Par suite d'une négligence d'employés, une collision eut lieu sur la ligne d'Alger à Oran, entre les stations d'Adelia et de Vezoul-Benian. Un train qui transportait de Mostaganem à Alger deux compagnies du 2^e régiment de tirailleurs algériens, à destination de Madagascar, se heurta avec un train de voyageurs venant d'Alger; une quarantaine d'hommes furent tués, et, parmi eux, six officiers; soixante-quinze hommes furent blessés.

Le 7 novembre 1896, vint en discussion devant la Chambre des députés une interpellation de M. Fleury-Ravarin déposée depuis plus d'un an sur les agissements des missionnaires anglais en Algérie, qui, sous prétexte de propagande religieuse, s'efforceraient d'exciter les indigènes contre la France. M. Fleury-Ravarin critiqua le régime administratif actuel de notre colonie. Il dit que le suffrage universel était en Algérie l'apanage d'une petite minorité, beaucoup de conseils municipaux tenant leur mandat d'un nombre insignifiant d'élec-

teurs; il fit remarquer que *l'élément colon, l'élément fonctionnaire, l'élément israélite*, en majorité, et *l'élément naturalisé* s'y confondaient; que peut-il sortir, ajouta-t-il, d'un corps électoral ainsi composé? Sa conclusion fut qu'il fallait renforcer l'autorité du Gouverneur général et supprimer les rattachements¹ des services de l'Algérie aux différents ministères. M. Forcioli, député de l'Algérie, dans sa réponse, tout en reconnaissant l'existence du mal, soutint qu'il n'était pas aussi grand; il dit qu'il faudrait organiser à côté du Gouverneur un conseil colonial composé de membres élus dans lequel les indigènes seraient représentés, et augmenter les crédits de colonisation pour attirer de nouveaux colons français. M. Samary insista sur le mal produit par l'application du décret Crémieux sur les Juifs². MM. Thomson et Étienne, députés de l'Algérie, prétendirent au contraire qu'on exagérerait et combattirent l'administration actuelle. Enfin M. Cambon, Gouverneur général, dans un discours très applaudi, énuméra les efforts qu'il avait faits pour combattre les abus signalés; il déclara qu'il s'associait à la demande de l'établissement d'un conseil colonial de contrôle; il dit qu'il était souhaitable d'admettre les indigènes dans les conseils municipaux et généraux, où ils défendraient utilement leurs intérêts. M. Cambon énuméra en terminant les attaques person-

1. Le décret de 1860 donnait au Gouverneur Général des pouvoirs assez étendus, lui permettant de régler sur place, sans perte de temps, frais ou formalités inutiles, beaucoup de questions dont la solution immédiate importait aux habitants. En 1881, le système des rattachements des questions algériennes aux différents Ministères transporta l'examen et la solution des moindres affaires à Paris; de là, une perte de temps énorme; les papiers vinrent s'accumuler dans les bureaux des Ministères; les décisions furent ajournées indéfiniment, ou prises par des fonctionnaires étrangers à l'Algérie, et procédant à l'égard de l'Algérie exactement comme s'il s'était agi de la France, quand, en réalité, tout diffère, climat, traditions, religion, organisation de la famille et de la propriété.

2. Ce qui faisait dire au journal *l'Éclair*: « La source principale des abus sur lesquels il n'est plus possible de fermer les yeux, celle de laquelle ont découlé en réalité tous les maux de l'Algérie, c'est le décret Crémieux, qui, en 1870, par la naturalisation en bloc de tous les Juifs algériens, a créé, au profit d'une partie de la population indigène, un privilège électoral dont elle s'est empressée de se servir pour opprimer d'abord, pour mettre en coupe réglée ensuite le pays.... La graine d'injustice qu'il a semée n'a pas tardé à germer. Et depuis le mal n'a fait que grandir. Le jour où, par le système des rattachements, on a transporté à Paris l'examen et la solution de toutes les affaires algériennes, ce jour-là, les vrais maîtres de l'Algérie ont été ses députés, et, par ricochet, les Juifs maîtres de l'élection. »

nelles, violentes et grossières, lancées contre lui par les gens intéressés au maintien des abus qu'il avait pris à tâche de détruire. La Chambre vota l'ordre du jour proposé par M. Fleury-Ravarin, et invitait le Gouvernement : « 1° à rapporter immédiatement les décrets de rattachement et à réorganiser la haute administration de la colonie ; 2° à déposer sans retard un projet de loi, tant pour organiser le contrôle de l'administration que pour régler la composition et le bon fonctionnement du Conseil supérieur ». La Chambre vota aussi, sur la proposition de M. de Saint-Germain, député d'Oran, un ordre du jour invitant le Gouvernement « à faire cesser immédiatement les agissements des méthodistes anglais en Algérie ».

Des fouilles entreprises sous la direction de M. Albert Ballu à Timgad, à 20 kilom. à l'est de Lambessa, mettent peu à peu à découvert une Pompéi africaine, la ville romaine de Thamughas, restée à peu près intacte sous les sables qui depuis tant de siècles lui servaient de linceul. Elle avait été fondée sous Trajan et ruinée après Justinien.

On a inauguré récemment à Paris, au Musée du Louvre, une salle très curieuse consacrée aux Antiquités de l'Algérie et de la Tunisie. On y trouve des tombeaux, des bas-reliefs, des inscriptions votives, surtout de merveilleuses mosaïques, provenant de Constantine, Cherchel, Lambessa, Carthage, Utique, etc. Il y a surtout une admirable mosaïque de Constantine, représentant le *Triomphe de Neptune et d'Amphitrite*, montés sur un char traîné par des veaux marins, et autour duquel se jouent des dauphins, des poissons, des reptiles de toute sorte. En 1896, à Soussse (l'ancienne Hadrumète), en Tunisie, au camp du 4^e régiment de tirailleurs, des soldats ont découvert une mosaïque représentant *les Muses dictant l'Énéide à Virgile*. Le poète est assis et écrit; derrière le dossier du siège, Clio et Melpomène dictent; sur le rouleau de papyrus où le poète écrit, on peut lire le huitième vers de l'*Énéide*; Clio est vêtue simplement; Melpomène porte une robe de théâtre aux couleurs pourpre, vert et or.

**** Occupation d'In Salah.** — Depuis 1896, le territoire algérien s'est accru au sud d'une façon importante. Les nomades Châambas et Touaregs circulant avec trop de facilité entre nos fortins du sud, et enlevant même les convois de ravitaillement, le commandant Godron fit un *raid* de vitesse surprenante dans cette région. Dans l'été de 1897, on créa

des spahis sahariens; en novembre 1899, on occupa Timassinin. Evidemment notre action s'affirmait enfin par là. Un des anciens chefs d'insurrection du sud, rallié depuis et fidèle, Si Kaddour ben Hamza, mourut en février 1897, ainsi que, le 20 avril, Si Hamet el Tidjani, chef de la confrérie des Tidjanias, toujours favorable à la France. C'étaient deux auxiliaires de moins. Enfin, en 1899 et 1900, le grand coup réclamé depuis tant d'années, et qui épouvantait les pusillanimes, fut frappé¹ : la mission scientifique Flamand, partie d'Ouargla avec 150 hommes le 28 novembre 1899, arriva le 27 décembre au Tidikelt; attaquée le 28 par 1200 hommes d'In-Salah, elle les repoussa, et pénétra dans le Ksar el Kébir d'In-Salah. Le lieutenant-colonel d'Eu renforça le poste d'In-Salah, prit In-Rhar le 19 mars 1900, et l'Aoulef (partie orientale du Tidikelt). Le colonel Bertrand, de son côté, occupa Igli au nord-ouest, le 5 avril. Le 17 mai nous prenions le ksar de Fatis, dans le Gourara, et Timmimoun. Les principaux points étaient ainsi occupés. Il ne reste donc que Figuig. Le chemin de fer d'Aïn-Sefra, prolongé à Djenien-bou-Reszg à la fin de 1899, avait permis ces mouvements de troupes. On le prolonge 35 kilomètres plus loin, jusqu'à Duveyrier, et on le poussera vers le Touat par l'oued Zousfana et l'oued Saoura. Déjà on parle de constituer une « Mauritanie occidentale » dans le Sahara occidental, nom plus connu des modernes. A peine quelques petites échauffourées se sont-elles produites depuis le printemps de 1900.

**** La question algérienne. L'antisémitisme en Algérie.** — Mais à l'intérieur l'Algérie a causé bien des ennuis à ses administrateurs. Il est certain que la nouvelle génération algérienne n'a pas du tout la placidité de la précédente, toujours hantée par la crainte d'une révolte indigène. Les jeunes Algériens ne sentent pas le besoin de se serrer autour du pouvoir et aiment fronder. La grande question qui les agite est celle des Juifs. Depuis le décret Crémieux, que personne ne défend plus aujourd'hui, les Israélites algériens, la plupart encore réfractaires à la civilisation française, ont pu jouer un rôle souvent capital dans les élections, dont ils ne se souciaient que pour vendre leurs voix; ils se sont groupés en puissantes et bientôt riches communautés, pratiquant l'usure, et, grâce à l'introduction abusive de notre code civil en Al-

1. En juin 1898, MM. Germain et Laperrine firent un nouveau levé de la route du fort Mac-Mahon à In-Salah.

gérie, ont pu déposséder maintes fois les indigènes¹, qui, sans un gouvernement énergique, les massacraient rapidement. Exploitée par les antisémites, niée tout net par les « philo-sémites », la question juive est passée au premier rang à partir de 1896. Depuis lors c'est une suite ininterrompue de troubles, et en Algérie le bâton, le couteau et le revolver jouent vite un rôle. En 1897, et 1898 surtout, on a été jusqu'à l'émeute à Alger. Tant que M. Jules Cambon fut gouverneur, le calme s'était maintenu; mais il fut nommé ambassadeur à Washington à la fin de 1897, et son successeur, M. Lépine, ancien préfet de police à Paris, ne sentit pas peut-être assez la différence entre les Algériens et les Parisiens. Les élections de mai 1898 donnèrent une énorme majorité aux antisémites. Le Gouvernement remplaça M. Lépine par M. Laferrière, vice-président du Conseil d'État, le 26 juillet 1898. Sous son gouvernement ont encore eu lieu des troubles, moins graves cependant; le préfet d'Alger, M. Génie, fut remplacé par M. Lutaud, qui a amassé sur sa tête les haines jusque-là réservées au gouverneur. Le maire d'Alger, Max Régis, le principal chef des troubles, fut suspendu, condamné par défaut (il était parti en Espagne); il fut en 1900 acquitté à Aix, et réintégré dans ses fonctions. Evidemment il y a une question algérienne; il y en a même beaucoup! Rien ne sert de fermer les yeux.

D'abord le néfaste rattachement des différents services de l'Algérie aux Ministères correspondants à Paris. D'où des lenteurs insupportables pour régler toute affaire algérienne. Le 31 décembre 1896, un décret a augmenté beaucoup l'action du gouverneur général, et supprimé nombre des « rattachements » (celui des forêts ne l'a été qu'en 1898). A partir de 1900, il dut y avoir un budget général algérien. Le gouverneur peut désormais correspondre directement avec notre résident à Tunis et notre ministre au Maroc. L'Algérie existe. Pour réprimer les abominations de l'usure et de la spoliation des indigènes, on a promulgué, le 18 février 1897, une nouvelle loi foncière algérienne, et un décret sur l'usure, qui limite le taux de l'intérêt à 10 pour 100 (10 janvier 1898); la loi du 14 avril 1895 avait organisé les sociétés indigènes de prévoyance,

1. Un individu peut acheter une part minime de la propriété indivise d'une tribu pour réclamer ensuite la liquidation de la communauté, au nom de la loi, et acheter, pour une bouchée de pain, toutes les terres que la malheureuse tribu est obligée de vendre.

qui comptent déjà 250 000 membres. Enfin, en prenant possession de son gouvernement, M. Laferrière publia trois décrets très importants, dont le premier faisait du Gouverneur le seul maître des décisions nécessitées par la sûreté intérieure et extérieure de l'Algérie, à condition qu'il y eût au préalable délibération des autorités civile et militaire; que l'exécution de la décision fût confiée au commandant des forces de terre et de mer, et que les ministres compétents fussent immédiatement avertis. Le deuxième décret créait les « délégations financières algériennes », représentant les colons, les contribuables des villes et villages autres que les colons, et les indigènes musulmans, assemblées purement consultatives, siégeant séparément. Le troisième introduisait dans le Conseil supérieur du Gouvernement, jusqu'à concurrence de plus de moitié, des membres des délégations et des Conseils généraux. Un autre décret a réformé les consistoires israélites d'Algérie, en leur laissant de pures attributions ecclésiastiques.

Le 20 décembre 1900, une loi a donné la personnalité civile à l'Algérie; elle peut donc désormais posséder des biens, concéder des chemins de fer ou autres travaux publics, contracter des emprunts. Le gouverneur général ne peut faire ces concessions ni ces emprunts qu'autorisé par les délégations financières. Une loi postérieure doit préciser les attributions du Conseil général et des délégations. A partir de l'exercice 1901, le budget de l'Algérie n'est plus compris dans celui de l'État; il est autonome et réglé par décret du Président de la République, sur le rapport du Ministre de l'Intérieur.

**** Situation actuelle de l'Algérie.** — La question sémitique n'est pas la seule question de race: des milliers d'étrangers sont naturalisés et admis à voter (25 000 environ). Les candidats à la députation rédigent des affiches en espagnol, en italien. Aussi on conçoit de plus en plus la nécessité de distinguer la naturalisation civile, facile à accorder, de la naturalisation politique, qui ne devrait s'appliquer qu'à la deuxième ou troisième génération. C'est une réforme indispensable, d'autant plus que le service militaire n'étant que d'un an et fait en Algérie, ces nouveaux Français ne subissent pas l'empreinte nationale et jouissent d'un privilège. Aussi est-il question de faire faire le service en France aux Algériens, sans pourtant les enlever à la colonisation, encore insuffisamment avancée.

La population de l'Algérie était, au recensement de 1896, de 4 429 421 habitants (et 4 479 000 hab. en comptant le Sahara algérien), dont 3 764 076 indigènes et 306 000 Français pour l'Algérie proprement dite. La natalité est bien plus forte en Algérie qu'en France, même chez les colons français. La culture, l'élevage, la colonisation se développent régulièrement. Depuis quelques années, des recherches géologiques ont fait trouver d'immenses gisements de phosphates, surtout à Tébessa (département de Constantine), de la calamine, du mercure (même département), du pétrole (dans la vallée inférieure du Chélif). L'Algérie est moins pauvre en métaux qu'on ne pensait ; mais elle n'a pas de houille. Le commerce algérien s'est élevé en 1898 à 588 millions, dont 232 exportés en France, 225 importés de France. Pour faciliter le commerce avec le Sahara et le Maroc méridional, on a créé des marchés francs au Sud (17 décembre 1896). Alger tend de plus à devenir un grand port de transit, un dépôt de houille de premier ordre. La loi du 4 juillet 1897 a décidé la création d'un arrière-port ayant 100 hectares d'eau et 17 de quais. Les autres principaux ports algériens ont été très améliorés depuis dix ans. On parle d'en créer un pour la marine de guerre à Rachgoun, près d'Oran. Malheureusement le réseau ferré, qui compte 3 472 kilomètres (décembre 1899), est insuffisamment long, surtout vers le sud, et ses trains sont d'une lenteur ridicule.

Lors de l'affaire de Fachoda, nous avons reconnu l'insuffisance de la défense de l'Algérie. On y a expédié des troupes, créé des approvisionnements, et en février 1899, l'ensemble de nos forces dans l'Afrique du Nord a été confié au commandant en chef du XIX^e corps d'armée. Il y a encore beaucoup à faire en ce sens.

Les fouilles continuent à donner des résultats remarquables. Une des plus importantes a permis d'exhumer toute une ville du moyen âge, la *Kalaa* des Beni-Hammad, près de Bordj-bou-Arreridj. Elle fut faite par M. Blanchet, le futur et infortuné explorateur de l'Adrar en 1900.

En mars 1900, fut inauguré, à Biskra, un monument élevé en l'honneur du cardinal Lavignerie.

La Tunisie. — La *Tunisie*, nommée autrefois *Régence de Tunis*, est comprise entre 5° 30' et 9° de longitude orientale, 33° et 37° de latitude nord. Elle est limitée à l'ouest par

l'Algérie, au midi par la Tripolitaine, à l'est et au septentrion par la Méditerranée.

Tunis, la capitale (170 000 habitants, parmi lesquels 50 000 Européens), est située au nord-est du pays, au fond d'un golfe formé à l'orient par la presqu'île du *cap Bon* ou *Ras-Addar*. Ce cap de la Tunisie est le point le plus rapproché de la Sicile. Tunis est séparé de la mer par une lagune intérieure ou lac salé nommé *Bogaz*, large de 15 kilomètres, mais qui n'est pas navigable à cause du manque de profondeur. La *Goulette*, à l'est de ce lac, sert (ou plutôt servait) de port à Tunis, et se trouve reliée avec la métropole par un chemin de fer. C'est au *Bardo*, dans la banlieue de Tunis, qu'est placée la résidence ordinaire du Bey.

Si l'on tourne le dos à la ville, et qu'on s'avance vers le nord en longeant le rivage, on rencontre le *cap Carthago*, vers l'emplacement de la célèbre rivale de Rome ; puis *Porto-Farina*, près de *Satcora*, l'ancienne Utique, à l'embouchure de l'*Oued Medjerda*, qui a pris naissance en Algérie, et dont le parcours d'environ 80 lieues est constamment dirigé du sud-ouest au nord-est. Voici maintenant le *cap Sidi-Ali*, au delà duquel la côte incline à l'occident ; puis *Bizerte*, l'ancienne Hippone-Zaryte, à l'entrée d'une lagune très poissonneuse, où il a été possible d'établir un bon port. Au sud de cette lagune, à peu près à égale distance de Bizerte et de la Medjerda, se trouve la ville de *Mateur*. Un peu au nord de Bizerte est le *cap Blanc* ou *Ras-el-Abiad*. La côte incline dès lors du nord-est au sud-ouest, en se rapprochant de l'Algérie. On y remarque le *Ras-el-Keroun*, les îlots nommés *Les Freres*, le *cap Serrat*, le *cap Negro*, l'*île de Tabarka*, ancienne colonie génoise, *Bordj-Djerid* ; en face, sur la côte, l'embouchure de la *rivière des Abeilles* ; enfin, le *cap Roux*, près de la ville algérienne de La Calle.

A l'intérieur des terres, du côté de l'occident, la Tunisie est bordée par le département français de Constantine. Les postes français les plus rapprochés sont : La Calle, au nord, sur la côte ; Souk-Ahras, au centre ; Tébessa, au midi. C'est dans la région peu connue et hérissée de montagnes, située entre la rive gauche de la Medjerda et la Mer Méditerranée, qu'habite la peuplade des *Khroumirs*. *Béja* ou *Bedja* est la ville la plus importante de cette région, entre la frontière et Tunis, sur la rive gauche de la Medjerda. Entre Béja et Tunis, il y a encore *Toukabewr* et *Djedeida*.

Au sud de la Medjerda, c'est-à-dire sur la rive droite de ce fleuve, se dressent la ville et la citadelle d'*El-Kof*, sur une colline escarpée qui commande l'entrée de la Tunisie de ce côté : c'est peut-être l'ancienne Sicca.

La côte orientale de Tunisie, depuis le cap Bon jusqu'au golfe de Gabès, est inclinée du nord au midi. Elle regarde la Sicile et Malte, au delà des petites îles de *Pantellaria*, *Linosa* et *Lampedouse*, qui appartiennent à l'Italie. On y rencontre *Aklybia*, près du cap Bon; *Hammamet* (la ville des pigeons sauvages¹); les ports de *Sousse* et *Monastir*, et à quelque distance de la côte, *Kairouan*, la seconde ville de la Tunisie. Bien déchue de ce qu'elle était du septième au treizième siècle, elle renferme environ 50 000 habitants. La côte nous présente encore *Mehadia* ou *Africa*, au nord du *Ras-Kadishah*, et *Sfax* au sud du même cap. Au large de Sfax s'étendent les quatre îlots de *Kerkena* (*Cercine*), où Hannibal trouva son premier refuge quand la haine des Romains le fit bannir de Carthage. Nous sommes parvenus au golfe de Gabès ou *Petite Syrte*, où s'ouvre le port de Gabès, et que termine au midi l'île de *Djerba*. Les Anciens la nommaient, à cause des lotus qui y croissaient, *l'île des Lotophages*. C'est là que les Turcs avaient élevé en 1558 une pyramide de têtes coupées à la suite d'un combat contre les Espagnols.

L'intérieur de la Tunisie renferme de nombreux lacs salés ou *chotts* semblables à ceux de l'Algérie. Le plus important, en parlant du seuil de Gabès, est le *Chott el-Fedjedj*, l'ancien *Palus Tritonis*, nommé autrefois *lac Laoudeah*, au bord duquel on rencontre *Tozeur*. Il y a encore, au sud de Kairouan, le *Chott Sidi-el-Heni*, dans lequel se perdent l'*Oued Fekka* et l'*Oued Seroud*.

La Tunisie a un climat chaud et sec. Le dattier, l'olivier, l'oranger, le citronnier, la vigne, le figuier, le mûrier, les céréales, le coton, le tabac, sont les principales richesses agricoles. Le sol est imprégné de sel et de nitre. La sécheresse et les sauterelles sont les deux ennemis les plus redoutables de l'agriculture.

Quelle était la population, quel était exactement le Gouvernement de la Tunisie? Double question à laquelle, avant 1881, on eût été bien embarrassé pour répondre. A Tunis,

1. Deux mots assez semblables signifient : *Hammam*, Bain chaud; et *Krammam*, Pigeon.

comme dans tous les pays musulmans, la statistique est chose inconnue. On évaluait le nombre des habitants du pays à 1 500 000; la population de la capitale à 125 000. Il y avait en Tunisie des Berbères, des Arabes, des Maures, des Juifs, des Levantins. Officiellement, aux termes d'un firman du 25 octobre 1871, le Bey de Tunis devait recevoir l'investiture du sultan, et lui fournir un contingent en cas de guerre. Mais c'était une obligation qu'il n'avait pas remplie lors de la dernière lutte entre la Turquie et la Russie; du reste, la France n'avait jamais reconnu à la Turquie le droit de s'immiscer dans les affaires de Tunis.

Située à l'extrémité orientale de l'Algérie, dont elle est le prolongement géographique, et en face de la Sicile, dont un étroit bras de mer la sépare seul, la Tunisie devait nécessairement attirer l'attention des Français et des Italiens¹. Aussi les résidents de ces deux nations étaient-ils nombreux à Tunis, et s'y disputaient-ils souvent les affaires commerciales et les concessions de travaux publics. C'est une compagnie française qui de 1878 à 1880 construisit le chemin de fer par lequel Tunis est relié avec la frontière algérienne en suivant la vallée de la Medjerda. Le Bey Mohammed-es-Sadok, régnant depuis 1868, parut d'abord bien disposé envers les Français; mais depuis 1870, encouragé sans doute par nos malheurs, poussé en outre peut-être par son frère Sidi-Ali, et cédant, a-t-on dit, aux instigations du consul d'Italie, M. Maccio, il se montra en toute occasion notre ennemi : taquineries envers nos nationaux, retrait de concessions déjà accordées à des compagnies françaises, interdiction de continuer des travaux déjà commencés, le Bey avait donné à la France d'innombrables preuves de mauvais vouloir; de plus les Khroumirs, tribu kabyle des montagnes de la frontière, avaient, à différentes reprises, de 1878 à 1881, violé le territoire algérien.

1. Ce n'est pas d'aujourd'hui que Tunis est un point de rencontre pour les Français et les Italiens. En 1270, lorsque Louis IX, roi de France, et Charles d'Anjou, son frère, roi de Naples et de Sicile, entreprirent de concert la huitième Croisade, Charles insista pour que, au lieu d'aller tout droit à Jérusalem, on commençât par s'emparer de Tunis, dans la pensée que si l'on réussissait, c'est à lui que demeurerait cette ville. En 1535 Charles-Quint, également maître de Naples, s'empara de Tunis. Il laissa garnison à La Goulette, dont les Espagnols restèrent possesseurs de 1535 à 1574. Sous Philippe II, don Juan d'Autriche prit de nouveau Tunis, et occupa aussi Bizerte en 1574. Il songeait même, dit-on, à se faire roi d'Afrique; mais les Espagnols furent chassés de leur conquête l'année suivante.

Les Français à Tunis. Le Traité du Bardo (1881). Le Protectorat français. — Le Gouvernement français résolut d'entreprendre une expédition en Tunisie. Une interpellation adressée à M. Cairoli, premier ministre d'Italie, par deux membres du Parlement de Rome, au sujet de l'attitude que le Gouvernement du roi Humbert comptait prendre dans l'éventualité d'une occupation française à Tunis, amena un vote qui mit le cabinet en minorité et fut suivi de sa démission, bientôt retirée, il est vrai, mais renouvelée et devenue définitive après la signature du traité Franco-Tunisien.

Des troupes françaises venues d'Algérie et de Toulon, sous le commandement supérieur du général Forgemol, ayant pour lieutenants les généraux de brigade Bréart, Ritter, Vincendon, de Brem, Galland, Logerot, Caillot, entrèrent en Tunisie au mois d'avril 1881, à l'ouest par la vallée de la Medjerda, au nord en débarquant dans l'île de *Tabarka*, et ensuite à *Bizerte*. La ville du *Kef* fut occupée, ainsi que la ligne du chemin de fer. L'ennemi fut battu aux combats de *Ben-Bechir* et de l'*Oued Zane*.

Le 12 mai, Jules Ferry, président du Conseil des Ministres, lisait aux deux Chambres une déclaration contenant le passage suivant : « La République Française a répudié solennellement, en commençant cette expédition, tout projet d'annexion.... Mais le Gouvernement du Bey de Tunis est tenu de nous laisser prendre sur son territoire, pour la sauvegarde de nos possessions et dans la limite de nos intérêts, les mesures de précaution qu'il est manifestement hors d'état d'assurer par ses propres forces. » Le même jour, le général Bréart signait au Bardo, avec Mahommed-es-Sadok, un traité par lequel le Bey reconnaissait le protectorat français¹.

Après le traité du Bardo, contre lequel la Turquie protesta, et que l'Italie refusa de reconnaître, on crut trop tôt en France que tout était terminé, et une partie du corps expéditionnaire fut rappelée. Tout à coup on apprit le massacre du personnel d'une des gares de la ligne du chemin de fer de Tunis à la frontière algérienne (celle d'*Oued-Zerga*); une insurrection éclata à l'intérieur de la Tunisie (28 juin). Le centre en était la ville maritime de *Sfax*, à 225 kilomètres de Tunis, et le principal chef Ali-ben-Khalifa. De nouvelles

1. Mohammed-es-Sadok mourut le 27 octobre 1882 et eut pour successeur son frère Ali.

troupes durent être envoyées de France en Afrique, et le général Saussier fut nommé commandant du XIX^e corps d'armée. La flotte de la Méditerranée, commandée par l'amiral Garnaun, arriva devant Sfax le 14 juillet, mais dut, à cause du manque de profondeur, se tenir à 6 000 mètres du rivage. La ville n'en fut pas moins bombardée; le 16 juillet, un débarquement fut opéré devant Sfax sous le feu de l'ennemi, et cette ville fut prise d'assaut. On occupa également Gabès (24 juillet), Mehadia, Monastir et Sousse; puis les troupes expéditionnaires entrèrent à Tunis. L'automne arrivé, lorsque la chaleur fut devenue moins meurtrière, les Français marchèrent sur Kairouan, la ville sainte de la Tunisie. Ils y pénétrèrent sans combat le 26 octobre. A la suite de négociations poursuivies de 1882 à 1884, et de l'établissement de tribunaux français en Tunisie, la plupart des puissances¹ consentirent à la suppression ou à la suspension des capitulations en vertu desquelles les Européens n'étaient justiciables à Tunis que de leurs consuls respectifs. Conformément au décret du 25 juin 1885, le ministre plénipotentiaire, Résident général de France à Tunis, est chargé de l'administration de la Régence.

Productions, Commerce, Travaux publics. — On a entrepris à Bizerte en 1892 des travaux pour améliorer le port et fortifier la ville, au grand mécontentement des Italiens et des Anglais, qui craignent de voir la France créer là un grand établissement militaire et maritime capable de tenir en échec Tarente, la Sicile, la Sardaigne et Malte².

Du 21 au 28 mai 1893, un nouveau port fut inauguré à Tunis par de grandes fêtes. Grâce à un canal creusé à travers le Bogaz, les paquebots ne sont plus obligés de s'arrêter à La Goulette; ils viennent aborder directement les quais de Tunis.

La Tunisie exporte surtout des céréales, de l'huile d'olive, des bestiaux, du vin, des peaux, du tan, des fruits, du liège, des toiles, des soies, du poisson, de l'alfa, du zinc.

En 1895 le traité de commerce qui réglait les rapports entre l'Italie et la Tunisie approchant de son terme, et le

1. Toutefois, jusqu'en 1896, l'Italie ne cessa point de réclamer le bénéfice des capitulations. Ainsi, au mois d'octobre 1888, le consul d'Italie déclara au résident général français, M. Massicant, qu'un décret du Bey de Tunis soumettant toutes les écoles du pays à l'inspection de l'autorité académique française n'était pas applicable aux écoles italiennes.

2. La flotte française de Toulon a pu mouiller le 14 mai 1896 à Bizerte.

Gouvernement Français ne paraissant pas disposé à le renouveler aux mêmes conditions, les Italiens prétendirent de nouveau qu'ils n'avaient point reconnu le protectorat français en Tunisie. Ils annoncèrent l'intention de traiter directement de puissance à puissance avec le Bey de Tunis sans passer par l'intermédiaire de notre résident. Il y avait peu de chance qu'une pareille prétention fût admise par la France, et que l'Italie fût suivie sur ce terrain-là par aucune autre puissance européenne.

Son gouvernement dut donc renoncer à cette attitude de provocation. Le duc de Sermonetta, à Rome, fut remplacé aux Affaires étrangères par M. Visconti-Venosta. Après de laborieuses négociations entre M. Tornielli, ambassadeur d'Italie en France, et M. Hanotaux, notre ministre des Affaires étrangères, un nouveau traité de commerce fut signé entre l'Italie et la Tunisie (29 septembre 1896). Par cet arrangement, conclu pour neuf ans, la Tunisie reprenait, à l'égard de l'Italie, sa liberté douanière, dans la limite du tarif minimum français. Désormais les Italiens en Tunisie étaient soumis, non plus, comme sous le régime antérieur, celui des capitulations, à la juridiction de leurs consuls, mais à celle de la justice française; un traité d'extradition était signé¹; il y avait liberté de commerce et de navigation entre la Tunisie et l'Italie; les deux nations se concédaient réciproquement le traitement national; le *statu quo* était maintenu pour les écoles italiennes en Tunisie et l'hôpital italien à Tunis. Pour les tarifs douaniers, il était stipulé que le traitement de la nation la plus favorisée continuerait à être appliqué aux importations italiennes aussi longtemps que le *statu quo* garanti par le traité anglo-tunisien serait en vigueur. Dans le traitement de la nation la plus favorisée n'était pas comprise l'éventualité du régime spécial réservé à la France.

Un événement tragique se produisit au sud de la Tunisie, dans le Sahara, en 1896. M. de Morès (Antonio-Amedeo-

1. Au mois de juin 1896, six Italiens, retenus prisonniers par leur Gouvernement, qui les accusait d'être anarchistes, dans l'île de Favignana, s'étant réfugiés en Tunisie, furent, à la suite d'une demande d'extradition, livrés à l'Italie. Aux réclamations de la presse et des meetings radicaux, protestant contre cette conduite du ministère, qu'ils déclaraient contraire au droit de l'hospitalité et à l'honneur national, il fut répondu que, en vertu des Capitulations, la Tunisie n'avait pu se dispenser de livrer les fugitifs réclamés par l'Italie.

Maria-Vincenzo-Manca, marquis de Morès et de Montemaggiore), descendait d'une vieille famille de l'île de Sardaigne. Né à Paris le 13 juin 1858, fils du duc de Vallombrosa et de la duchesse des Cars, il avait épousé la fille d'un banquier américain. Officier de hussards, démissionnaire, colon et éleveur en Amérique, voyageur dans l'Hindoustan, le Tibet, le Tonkin, mêlé aux affaires boulangistes et à l'antisémitisme, il avait tué dans un duel qui fit grand bruit le capitaine Meyer, de l'école Polytechnique (v. t. II, p. 272). Un instant journaliste, il avait fini par organiser une caravane pour traverser le Sahara et gagner l'intérieur de l'Afrique. Le 8 juin 1896, trompé par sa confiance imprudente dans la bonne foi des indigènes, il fut attaqué traîtreusement par des Touaregs et des Chaambas qui le massacrèrent avec plusieurs de ses compagnons, et pillèrent ses bagages, vers El-Outia, 31° lat. nord et 8° long. est.

**** Situation actuelle de la Tunisie.** — Notre situation en Tunisie a été définitivement réglée ces dernières années. Par une série de traités, arrachés un à un avec grande habileté, la France a accordé le traitement de la nation la plus favorisée (sauf celui de la France, naturellement) en échange de l'abandon des capitulations : à l'Autriche-Hongrie (20 juillet 1896), à l'Italie (29 septembre 1896), à la Russie (2 octobre 1896), à la Suisse (14 octobre 1896), à l'Allemagne (18 novembre 1896), à la Belgique (2 janvier 1897), au Danemark (21 janvier 1897), à la Suède et à la Norvège (15 mai 1897). Les Anglais avaient signé le 19 juillet 1875 un traité perpétuel de commerce qui n'imposait à leurs produits que 8 pour 100 *ad valorem*, comme à ceux de France. L'Angleterre consentit à renoncer à cet avantage et signa comme les autres puissances, à condition que ses cotonnades ne payeraient que 5 pour 100 jusqu'en 1913. Depuis le 1^{er} janvier 1898, la France est maîtresse du tarif tunisien, et le nouveau tarif lui donne le monopole pour ses principales industries, dont les produits entrent en franchise pendant que les produits étrangers sont soumis à notre tarif protecteur. Une surélévation de la taxe sur l'alcool et le sucre a compensé le vide fait ainsi dans le budget tunisien. Le commerce tunisien s'élève en 1899¹ à plus de 105 millions, dont 26 exportés

1. On commence à exploiter sérieusement les phosphates au Sud, la calamine et le fer dans les montagnes du Nord.

en France, et 34 importés de France. La Tunisie exporte pour 14 millions d'huile, 7 de blé, 2 de vin.

La Tunisie compte 730 kilom. de chemins de fer, dont 352 à voie large, au nord dans la vallée de la Medjerda jusqu'à Tunis. Un réseau important rayonne autour de Tunis et atteint Bizerte, Hammamet, Sousse, Kairouan. Au sud, une ligne de plus de 200 kilom., entre Sfax et Gafsa, a été créée uniquement pour desservir les mines de phosphate de Gafsa (1898); on l'a posée très vite : parfois presque deux kilom. par jour ! Les ports commerciaux de Tunis, de Sousse, de Sfax (inauguré le 28 avril 1899) ont été remarquablement creusés et améliorés. Celui de Bizerte commence à recevoir les fortifications nécessaires pour en faire un grand port militaire. La Tunisie aurait encore trop peu de troupes en cas de guerre.

La population française est de 49 000 habitants aujourd'hui¹. Mais on y compte plus de 60 000 Italiens, de 13 000 Maltais, en tout plus de 90 000 étrangers. Nous avons trop développé d'abord la grande colonisation, qui n'exige que quelques régisseurs sur un immense espace. Il nous faudrait aujourd'hui beaucoup de petits colons. Les Italiens, venus de Sicile comme manœuvres, ont aujourd'hui des terres, forment des villages entiers. La Chambre de Commerce de Palerme a constitué une société pour coloniser la Tunisie, où les Italiens ont leurs écoles, leurs hôpitaux, leurs associations. Éloignés de quelques heures de la Sicile, ils peuvent facilement se retremper dans leur patrie, et sont donc très difficiles à assimiler.

Différentes réformes administratives ont été faites par le résident, M. Millet, comme l'élargissement de la Conférence consultative. On reproche cependant à cette administration d'écraser d'impôts les indigènes, d'être coûteuse et fastueuse.

A la fin de 1900, notre ministre en Chine, M. Pichon, a été nommé résident général en Tunisie, M. Benoist faisant l'intérim jusqu'à la fin des affaires de Chine.

Le 3 décembre 1898 est mort le prince Taïeb, frère et héritier présomptif du Bey; l'héritier est maintenant le fils aîné du Bey, le prince Mohammed.

En 1898 on a pu arrêter trois Chaambas, coupables d'avoir

1. Le taux de la natalité des Français de Tunisie est de 37 p. 1 000, au lieu de 22 p. 1 000 en France !

aidé à l'assassinat du marquis de Morès. Cette affaire est loin d'être éclaircie, et ménage, dit-on, de pénibles surprises.

Le 23 avril 1899, fut inauguré à Tunis le monument élevé à Jules Ferry, qui nous a donné la Tunisie.

2° L'Afrique occidentale française.

Le *Sénégal*. Origines de la colonie. Administration de Faidherbe (1854-1865). — Progrès dans l'intérieur. — Les Français sur le Niger. Conquête d'une partie du *Soudan* (1881-1896). — Occupation de Tombouctou (1894). — Établissements du Golfe de Guinée. Les Français au *Dahomey*. Behanzin (1890-1894). — Les explorateurs Binger (1887-89), Monteil (1891-92). — L'explorateur Hourst (1894-1896). — Défaite et capture de Samory. — Lutte contre les Touaregs et les Maures Trarzas. — Délimitation des frontières. — Les missions Cazemajou (1897) et Voulet-Chanoine (1899). — Organisation du *Soudan* français. — Progrès du *Sénégal*. — Situation actuelle de la *Guinée française*. — Situation actuelle de la *Côte de l'Ivoire*. — Situation actuelle du *Dahomey*. — Le commerce de l'Afrique occidentale française.

Le *Sénégal*. Origines de la Colonie. Administration de Faidherbe (1854-1865). — Outre l'Algérie, la France possède encore à l'ouest du continent africain une colonie bien située et fertile, mais d'un climat très malsain : c'est le *Sénégal*, partie septentrionale de la *Sénégalie*, au sud du Sahara, sur l'Océan Atlantique. La population est évaluée à 1 850 000 habitants. C'est de 1664 que date la colonie du *Sénégal*; le traité de Nimègue, en 1678, confirma la possession de l'île de *Gorée* à la France. De 1694 à 1724, le *Sénégal* eut pour gouverneur l'énergique et intelligent André Brûie; le fort de *Podor* fut construit en 1743. Depuis 1815, les Français ne possédaient que *Saint-Louis* à l'embouchure du fleuve, dont l'entrée est obstruée par les sables, avec l'île de *Gorée* au sud; on n'y faisait d'autre commerce que celui de la gomme. En 1821, on fonda *Dagana*, à l'est de Saint-Louis, sur le *Sénégal*, et *Bakel*, sur le même fleuve, mais beaucoup plus loin dans l'intérieur. Un gouverneur d'une grande activité, le colonel (depuis général de division et commandant en chef de l'armée du Nord en 1870) Faidherbe, vainquit toutes les peuplades environnantes. Il eut à lutter contre le marabout El-Hadj-Omar, contre lequel le métis Paul Holl défendit le fort de *Médine* avec 64 hommes le 19 avril 1857 au 18 juillet de la même année, 95 jours, bien que les assaillants fussent

25 000. Toute la côte de *Cayor*, entre Saint-Louis et Gorée, fut cédée à la France par un traité du 1^{er} février 1864. Les vallées de la *Casamance*, du *Rio Nunez*, du *Rio Pongo*, devinrent également françaises. Les deux rives du Sénégal furent occupées et mises en culture (1854-1863).

On a vu plus haut que des études ont été entreprises dans le but d'établir un chemin de fer reliant l'Algérie, à travers le Sahara, à la vallée du Niger, et un autre joignant l'embouchure du Sénégal à la même vallée. De 1880 à 1885 on a ouvert une première ligne, de *Dakar*, point où abordent les paquebots, au sud près du cap Vert, à *Saint-Louis* au nord, sur le bas Sénégal. Cette ligne a 260 kilomètres ou 65 lieues.

Progrès dans l'intérieur. — Une mission fut envoyée du Sénégal à l'intérieur pour ouvrir des rapports avec les peuples nègres qui séparaient du Niger la colonie française (1879-1884). Ahmadou, roi de Ségou, chef de la tribu des Bambaras, sur les rives du haut Niger, conclut un traité avec le capitaine Gallieni et le lieutenant Vallière. Ahmadou consentait à ce que les Français eussent le droit, à l'exclusion de toute autre nation européenne, de s'établir et de fonder des comptoirs dans tout l'empire de Ségou; ils pouvaient améliorer les routes et ouvrir des voies commerciales sur le haut Niger, qui était placé sous le protectorat de la France depuis les sources du fleuve jusqu'à Tombouctou. Les Français avaient le droit exclusif de naviguer sur le haut Niger, et d'entretenir un résident à Ségou.

Le docteur Bayol, compagnon du capitaine Gallieni, parcourut dans une seconde expédition le pays de *Fouta-Djalou*, entre le Sénégal et le haut Niger, et en décida les habitants à se mettre sous le protectorat français. Il reconnut les sources de la *Gambie*, du *Rio Grande*, parvint au sud jusqu'à *Timbo*, et atteignit la côte à l'embouchure du *Rio Nunez*, au sud de la rivière *Casamance*, à peu près en face des îles Bissagos (1884-1882). La rivière *Dubreka* avait été cédée à la France en 1880.

Les Français sur le Niger. Conquête d'une partie du Soudan (1884-1896). — Depuis cette époque, plusieurs expéditions ont été entreprises dans l'intérieur pour reconnaître la contrée comprise entre le Sénégal et le Niger, entrer en relations suivies avec les indigènes, et créer une série de postes conduisant jusqu'au grand fleuve du Soudan. La première expédition quitta *Médine* pour s'avancer vers l'est le

9 janvier 1881. Le 25 février, son chef, le lieutenant-colonel Borgnis-Desbordes, après avoir traversé *Bafoulabé*, posa la première pierre du fort de *Kita*; au mois de mai on revint à *Médine*. Cette première campagne avait soumis à la France le pays situé entre Bafoulabé et Kita. Une seconde expédition, toujours sous les ordres du même chef, quitta Saint-Louis le 17 octobre. Elle atteignit *Kayes* le 20 décembre, *Badoumbé* le 31, parvint à *Kita* le 9 janvier 1882, battit le chef Malinke Samory à *Kéniera* le 25 février, et se replia sur Kita. Le lieutenant-colonel Borgnis-Desbordes marcha de nouveau en avant le 22 novembre 1882, détruisit *Mourgoula*, battit les Toucouleurs, s'empara de *Daba*, de *Dio*, et arriva le 1^{er} février 1883 à *Bammako*, sur le Niger, en amont de Ségou. Le 7 février on y posa la première pierre d'un nouveau fort, et le drapeau tricolore fut arboré au bruit du canon sur le Niger.

Pendant qu'il était occupé à la construction du fort, le commandant en chef chargea le docteur Bayol, son compagnon, de longer le Niger pour explorer le pays et conclure des traités avec les chefs indigènes. Le docteur Bayol, parti de Bammako avec un officier et vingt indigènes, releva en quarante-cinq jours 563 kilomètres d'un pays entièrement inconnu; il entra, au nord de Bammako, dans le *Béléoudougou* (*Pays de pierre*), à *N' Kara*; passa par *Nossombougou*, visita *Koumi*, capitale des Bambaras, à 116 kilomètres de Bammako, *Gessenais*; parcourut le *Fadougou*, par *Bovo*, *Dampa*, puis le pays de *Mourdia*, où l'on trouve du fer et de nombreux troupeaux, ne put pousser jusqu'à *Segala* et revint par *Kodjau*. Il avait partout distribué des présents et conclu des alliances d'autant plus utiles qu'avec la mobilité d'esprit naturelle aux Maures, Ahmadou, roi de Ségou, était devenu notre ennemi.

En 1884, un envoyé de Tombouctou arriva à Saint-Louis, et une canonnière fut lancée sur le Niger. Le Djolof fut placé sous le protectorat français au printemps de 1885. Du 1^{er} au 4 avril 1886, la garnison de Bakel, sur le Sénégal, repoussa les attaques furieuses du marabout ou prophète indigène Mahmadou-Lamine.

L'un des plus puissants chefs nègres de la vallée du Niger, l'almamy-émir Samory, d'abord ennemi acharné des Français, ayant été battu par le colonel Frey, changea d'attitude. Il entra en relations amicales avec la France; son fils Karamoko visita Paris en 1886. Le 19 mars 1887, le capitaine Péroz signa avec Samory, dans Bissandougou, sa capitale, un traité dont voici

les clauses essentielles : Le Niger, jusqu'à Tiguibirri, le Bafing, de Tiguibirri à ses sources, servaient de frontière entre les possessions françaises dans le Soudan et l'empire de l'almamy-émir. Celui-ci se plaçait, lui, ses héritiers, ses États présents et à venir, sous le protectorat de la France. Le commerce était absolument libre de tout droit (entrée, sortie, séjour, passage), par voie terrestre, fluviale ou maritime.

En 1887, la canonnière *Le Niger*, commandée par le lieutenant de vaisseau Caron, descendait le grand fleuve de Bamako jusqu'à Kabara, port de Tombouctou¹. D'un autre côté, une mission envoyée au sud par le colonel Gallieni, commandant sur le haut fleuve, réussissait dans le Fouta-Djalou, à Timbo et à Benty, et reliait les comptoirs de nos rivières du sud à nos établissements du Haut-Sénégal. Le capitaine d'infanterie de marine Oberdorf, chef de cette expédition, mourut à Tombé, un peu avant d'atteindre Timbo. Il fut solennellement inhumé en présence des indigènes à Tombé, sous un baobab séculaire.

Une dépêche du 20 décembre 1887 apporta en France la nouvelle que Mahmoud-Lamine, l'ennemi le plus acharné de la colonie, qui infestait la région de la haute *Falémé* (affluent de gauche du Sénégal), avait été chassé de Toubakouta, sa place d'armes, par le capitaine Fortin, et tué près du poste anglais de Mac-Carthy, sur la Gambie.

Le 20 janvier 1888, le colonel Gallieni arrivait à Siguiri, au confluent du Niger et du Tankisso, et y entreprenait la construction d'un nouveau fort, en amont de Bammako, dans le pays de Bouré, où l'on recueille de l'or.

Le 18 février 1889, le commandant Archinard, à la tête de la colonne d'expédition du haut fleuve, prit d'assaut *Koudian*. Cet officier obtint carte blanche pour marcher sur Segou contre le cheikh ou sultan Ahmadou, fils d'Omar-El-Hadj et chef des Toucouleurs musulmans, homme rusé, cruel, patient, tenace, notre implacable ennemi. L'occupation de Bammako sur le Niger par les Français avait coupé ses États en trois tronçons isolés : au nord-est, le Kaarta, où il résidait à Nioro ; au sud-est, sur la rive droite du Niger, le Segou, administré par un de ses enfants, Madani ; au sud, le Dinguiray, gouverné par un de ses frères. Les Français étaient interposés entre le Kaarta et le Dinguiray, les Bambaras de Bélédougou, fétichistes, nos alliés, entre Segou et le Kaarta. De son côté, à Segou, Madani interceptait les communications entre les Français et les régions du Bas-Niger, comme le Macina et Tombouctou, et disait « qu'il se moquait des Français comme des moustiques ». Ahmadou essayait de soulever le Fouta-Djalou et de détacher de l'alliance française Samory, dont le royaume était à l'est de nos établissements ; les Bambaras étaient inquiets et méfiants, ne sachant pas si nous étions assez forts pour les défendre. Par bonheur Samory était aux prises avec le roi Tiéba, son voisin, et ne pouvait, en 1889¹, soutenir Ahmadou, comme une lettre interceptée montra qu'il était disposé à le faire. Le commandant Archinard se porta rapidement sur Segou par une marche de 250 lieues, l'enleva à l'improviste le 6 avril 1890, puis prend d'assaut plus au nord, le 26 avril, Ouossébougou, entre le Niger et Nioro. Le 25 mai, la colonne française, avec son chef nommé lieutenant-colonel, revient à Kayes pour s'y reposer. Ahmadou reprend l'offensive ; il est repoussé dans une attaque sur Kayes le 6 juin, et chassé le 10 juin de Koniakary. Il essaya encore une fois de reprendre Koniakary le 8 septembre, et fut repoussé par le lieutenant Valentin.

L'hiver suivant, une nouvelle campagne fut entreprise dans le Soudan. Parti de Kayes le 10 décembre à la tête de 700 hommes, le lieutenant-colonel Archinard voulut en finir avec Ahmadou. Il envahit le Kaarta, et, après un premier succès à Koriga, il s'empara le 1^{er} janvier 1891 de Nioro, la capitale du pays, malgré l'opiniâtre résistance des Toucouleurs. L'armée d'Ahmadou fut encore battue quelques jours après à Youri. Le Kaarta fut placé sous le protectorat français, et Mademba fut proclamé roi de Segou à la place d'Ahmadou².

Marchant ensuite contre les insurgés du Baninko, le lieutenant-colonel Archinard prit d'assaut Diena ou Dhéanha (24 février 1891), vint au secours du roi Tiéba contre Samory, occupa la ville de Kan-Kan (7 avril), et s'empara de Bissandougou, la capitale de Samory (9 avril).

1. Plusieurs chefs nègres du Soudan, parmi lesquels Oaymas-Jassi-almamy, roi du Boudou, vinrent à Paris visiter l'Exposition Universelle de 1889.

2. Dans la séance du 17 juin 1895. M. le Sénateur Isaac interpella le Gouvernement, auquel il reprochait de tolérer l'existence de l'esclavage au Soudan; les captifs distribués à nos auxiliaires indigènes étant de véritables esclaves. Quelques-uns des faits cités furent reconnus vrais, d'autres contestés; on atténuait par M. Chautemps, Ministre des Colonies.

1. Le lieutenant de vaisseau Jaime y vint aussi en 1889.

En 1891 aussi le capitaine Brosselard-Faidherbe et M. des Michels, envoyés en mission dans le Soudan, obtinrent des résultats satisfaisants. Partis le 2 janvier de Benty sur la Mel-lacorée, après un voyage pénible à travers un pays de montagnes et la vallée de la Scarcie, ils atteignirent Ouauoussou, capitale du Tamisso; le chef de ce pays, puis l'almamy Délé-dougou, souverain de Kakounya, enfin le Kamouké se placèrent sous le protectorat de la France. Parvenue le 6 mars à Simangarea, la mission dut rétrograder, le chef Keramo-Bilali lui ayant interdit d'aller plus loin.

En 1892, le lieutenant-colonel Humbert, commandant supérieur du Soudan, le 1^{er} janvier, conduisit une colonne sur le Niger, par Siguiri, Kan-Kan, Bissandougou, battit le 11 janvier Samory et son fils Karamoko, et remporta de nouveaux succès le 11 mars à Fabala, et à Diassoko, le 14, près du marigot de Bassé¹. Un poste nouveau fut créé à Bissandougou. Samory fut encore vaincu quelques jours après à Kabadiambara. Il fut décidé en 1892 que le *Soudan français*, entre Bakel et le haut Niger, formerait un Gouvernement spécial, distinct du *Sénégal*, comme l'était déjà le territoire des *Rivieres du Sud* (au sud de la *Gambie Anglaise* et enveloppant la *Guinée portugaise*), ayant pour chef-lieu *Konakry*.

Un nouveau traité d'amitié fut signé en 1892 par le gouverneur du Sénégal avec le cheikh des Oasis de l'Adrar, dans le Sahara, au nord de notre colonie.

Dans une nouvelle expédition au Soudan, en 1893, le lieutenant-colonel Combes fit une course de 650 kilomètres dans l'est, en 34 jours, infligea une défaite décisive à Samory, à Gueleba, et obtint la soumission de la plupart des chefs sofas. De son côté, le colonel Archinard, devenu commandant supérieur civil² du Soudan français, obligea Ahmadou à s'enfuir vers l'est et captura sa famille. Il prit possession de Djenné le 12 avril 1893, et de Bandiagara le 29 avril. Bientôt après même, il occupa la province de Macina, au sud-ouest de

1. Cet officier supérieur, en désaccord avec le général Borgnis-Desbordes, son supérieur hiérarchique, auquel il reprochait d'avoir inexactement présenté les faits de cette campagne, fut frappé par punition disciplinaire de soixante jours d'arrêt. Il prit sa retraite aussitôt qu'il y eut droit, à 48 ans, en 1896, et fit récemment publié une brochure intitulée *Le Général Borgnis-Desbordes et le Colonel Humbert*.

2. Le Soudan Français comprenait 6 cercles : *Bakel, Médine, Bafoulabé, Kita, Bamako, Siguiri*. Il produit du maïs, des arachides, du riz, de la gomme; on y trouve de l'ivoire, et il renferme de l'or.

Tombouctou. Cette dernière conquête, entreprise sans autorisation, parut imprudente. Le colonel Archinard fut rappelé, et M. Grodet, nommé gouverneur civil du Soudan, voulut arrêter l'offensive de nos soldats; il n'y réussit point (novembre 1893).

Occupation de Tombouctou (1894). — La poussée vers le centre africain continuait. Entraînés par leur ardeur à marcher en avant, nos chefs de colonnes dans le Soudan n'attendaient pas toujours, quelquefois même enfreignaient les instructions de la métropole. Au commencement de 1894, la France et probablement le Ministère lui-même apprirent avec une égale surprise l'occupation de Tombouctou.

Le lieutenant-colonel Bonnier était parti de Kayes le 19 novembre 1893, lorsque M. Grodet n'avait pas encore pris le gouvernement du Soudan. La flottille du Niger, commandée par le lieutenant de vaisseau Boiteux, était parvenue à Kabara, port de Tombouctou, sur le fleuve, à environ 15 kilomètres au sud de la ville. Le 23 décembre, M. Boiteux occupa Tombouctou. L'enseigne de vaisseau Aube, laissé à Kabara à la garde des navires, s'étant lancé imprudemment à la poursuite d'un parti de Touaregs, fut tué avec dix-neuf des siens le 28 décembre. Dès le lendemain, M. Boiteux vengea cet échec près de Kabara. Le lieutenant-colonel Bonnier était alors à Mopti, à environ 300 kilomètres. Il jugea nécessaire de venir au secours de la flottille et il entra dans Tombouctou le 10 janvier¹. Ainsi le drapeau français flottait sur cette ville mystérieuse que quelques Européens seulement avaient visitée, sur cette capitale de la vallée du Niger, point de départ ou d'arrivée des caravanes qui traversent le Sahara, à 2400 kilomètres au sud-ouest d'Alger, à 1500 kilomètres à l'est de Saint-Louis du Sénégal. D'autres appréciateurs moins optimistes observaient que Tombouctou était une ville déchue, d'un climat meurtrier, en plein désert, toujours menacée par les Touaregs. L'occupation, concluaient-ils, avait été imprudente, serait coûteuse, entraînerait de grands périls; il n'était pas rassurant que le premier officier venu pût engager la res-

1. Dans un rapport en date du 11 janvier 1894, adressé à M. Grodet, le lieutenant-colonel Bonnier déclarait que le lieutenant de vaisseau Boiteux avait occupé Tombouctou malgré ses ordres, et il attribuait à l'imprudente division en deux détachements des marins déjà trop peu nombreux de la flottille l'échec du 28 décembre.

possibilité de la France sans ordre ou même contre ses ordres.

L'événement parut bientôt leur donner raison. Le lieutenant-colonel Bonnier était parti de Tombouctou avec la plus grande partie de ses forces dans la direction du nord-ouest, soit pour marcher contre les Touaregs, soit pour revenir à Kayes, conformément aux instructions de M. Grodet. Dans la nuit du 15 janvier, les Touaregs attaquèrent à l'improviste le campement français; le lieutenant-colonel Bonnier fut tué avec le commandant Hugueny et neuf autres officiers, et la colonne taillée en pièces (à trois jours de marche de Tombouctou, à Dongoï, à deux heures au nord de Goundam¹). Un seul officier, le capitaine Nigotte, blessé à la tête, put regagner Tombouctou avec les survivants. Le capitaine Philippe y avait le commandement comme le plus ancien officier. Il y fut rejoint et ravitaillé par le commandant Joffre, qui avait suivi la marche en avant de l'expédition Bonnier à la tête d'une seconde colonne, par Sansanding, Monimpé, Nampala, Lère, Soumpé et Goundam, et qui entra le 12 février à Tombouctou. De nouveaux combats eurent lieu autour de cette ville contre les Touaregs-Tenguereguif, entre le lac de Goro, près de Diré, et le lac Fati, les 23 et 25 mars; cette tribu y fut à peu près détruite.

Pendant que les Français occupaient Tombouctou, de graves incidents se produisaient sur le haut Niger. Le 4 décembre 1893, des bandes de Sofas étaient dispersées à Faragare, près Ténétou; le lendemain Samory en personne était battu à Koloni et repoussé vers le sud de ses États. Le 23 décembre, avant le lever du soleil, à Ouaïma, district de Konno, vers la frontière du Sierra-Leone britannique et du Soudan français, une fusillade accidentelle s'engagea dans l'obscurité, au milieu des hautes herbes, entre un détachement franco-sénégalais commandé par le lieutenant Maritz,

1. *Goundam*, à l'ouest-sud-ouest de Tombouctou, sur la rive gauche du Niger, avec lequel il communique par un marigot, est entouré de lacs, dont le principal (vers le nord et l'ouest) est le *Faguibine*, qui s'étend d'orient en occident sur une longueur de 110 kilom., avec des fonds de plus de 30 mètres.

Il y a aux environs du mil, du coton, des arachides, du blé, des haricots. Le pays fournit aussi du sel, du fer, de l'or, du miel, de la cire, de l'ivoire. Cette région nourrit des moutons, des bœufs, des chameaux, des chevaux, des ânes; la chasse et la pêche y sont très fructueuses.

Du 1^{er} août 1894 au 20 février 1895, le mouvement commercial, à Tombouctou, dépassa 2 millions de francs.

venu de Tembikoundou, et un détachement anglo-indigène commandé par le colonel Ellis. Le lieutenant Maritz fut mortellement blessé, et trois officiers anglais furent tués. La rencontre, déclarait la version anglaise, avait eu lieu en territoire britannique; le lieutenant Maritz avait attaqué par erreur, prenant la troupe qui occupait Ouaïma pour une bande de Sofas, quand les Anglais eux-mêmes étaient en campagne pour réprimer les brigandages des Sofas. Ouaïma était-il en territoire français ou anglais? C'est ce qu'il paraît bien difficile de déterminer, en l'absence de limites précises. On reconnut ensuite que Ouaïma avait été occupé par les Sofas et qu'ils en avaient été débusqués par le colonel Ellis la veille même de la collision. L'enquête française établit que la responsabilité du conflit devait peser sur le chef de Ouaïma, Korona, qui avait trompé les deux troupes en faisant croire à chacune d'elles que l'autre était composée de Sofas. Korona fut pris et exécuté.

En janvier 1895, un arrangement définitif fut signé entre la France et l'Angleterre pour régler la frontière du Sierra-Leone et des possessions françaises. Nous conservons tout le bassin du haut Niger, Erimankoro, et la route qui, par Ouélia, Lucenia, Oulaï, relie nos postes du littoral au Fouta-Djalou. En outre, l'Angleterre reconnaissait la convention entre la France et la République de Liberia, fixant à l'est et au nord la frontière de ce dernier État.

Pour prévenir de nouveaux conflits entre l'autorité civile et l'autorité militaire, le décret du 16 juin 1895 institua un *Gouvernement général de l'Afrique Occidentale française*, comprenant : 1^o le Sénégal; 2^o le Soudan français; 3^o la Guinée française¹; 4^o la Côte de l'Ivoire. Le gouverneur général réside à Saint-Louis, administre directement le Sénégal et contrôle l'administration des trois autres colonies. C'est à M. Chaudié que ces hautes fonctions ont été confiées, le colonel Boilève commandant les troupes sous sa direction.

La frontière entre le Sénégal et la Gambie fut délimitée à l'amiable, au printemps de 1896, par des commissions anglaise et française.

Après avoir accepté le protectorat de la France, le souverain du Fouta-Djalou, l'almamy Bokar-Biro, dont la capitale était Timbo, n'en continua pas moins à fermer les routes au

1. C'est le territoire nommé précédemment *les Rivières du Sud*.

commerce et à piller les caravanes. Ce fut l'occasion d'un nouveau conflit. Les Français entrèrent à Timbo le 3 novembre 1896. Bokar-Biro périt quelques jours après dans une rencontre, et Oumarou-Bademba le remplaça.

Établissements du golfe de Guinée. Les Français au Dahomey¹. Behanzin (1890-1894). — Au sud du Sénégal, sur la Côte de l'Ivoire, en Guinée, à l'est du cap des Palmes, la France avait abandonné en 1874 ses deux établissements de *Grand-Bassam* et *Assinie* (fondés en 1843); mais elle en reprit possession, et en 1884, sur la demande de divers chefs de la *Côte des Esclaves*, au sud du *royaume de Dahomey*, le protectorat français fut établi dans les territoires de *Porto-Novo*, d'*Agoué*, *Grand-Popo*, *Kotonou*, *La Baranquière*. Ces points sont situés à l'est de la *Côte de l'Or*, qui appartient aux Anglais, et à l'ouest de *Ouidah*, où sont établies des factoreries française, portugaise et anglaise. Le roi de Dahomey ayant attaqué les nègres de Porto-Novo, protégés français, un petit corps de troupes fut envoyé au commencement de 1890 du Sénégal à Porto-Novo.

Le 17 février le commandant Terrillon occupa Kotonou, que les Dahoméens essayèrent sans succès de reprendre le 4 mars; mais plusieurs négociants français furent enlevés à Ouidah et emmenés captifs dans l'intérieur. Un nouveau combat eut lieu le 25 mars à Godomey. Il fallut bientôt envoyer des renforts. On ne pouvait songer à marcher sur Abomey, la capitale du Dahomey, à travers un pays très chaud, humide, malsain, coupé de lagunes et sans routes; le corps expéditionnaire n'était pas d'ailleurs assez nombreux, et l'opinion publique, en France, paraissait peu favorable à une guerre en règle. Pour empêcher les Dahoméens d'acheter des munitions et des armes à des maisons allemandes ou anglaises, la Côte des Esclaves fut déclarée en état de blocus à dater du 14 avril 1890, et le commandement supérieur confié au commandant Fournier, puis au contre-amiral Cuvelier de Cuverville. Il y eut de nouveaux combats le 11 et le 20 avril; on parvint à obtenir l'échange des prisonniers de

1. M. le capitaine A. F. Champmartin, alors lieutenant au 1^{er} régiment d'infanterie de marine, a bien voulu communiquer à l'auteur de précieux renseignements sur le Dahomey, qu'il a recueillis sur place en octobre 1890; malheureusement, les dimensions restreintes de cet ouvrage n'ont permis d'en profiter que d'une manière très imparfaite.

Ouidah (9 mai). Cependant les Dahoméens résistaient vigoureusement, et nous avions beaucoup de malades. Des négociations s'ouvrirent par l'entremise d'un missionnaire, le Père Dorgère, et, aux termes d'un traité signé avec le roi Behanzin, Kotonou et Porto-Novo furent définitivement cédés à la France. Une pension de 20 000 francs était accordée à Behanzin.

Le roi nègre n'était pas résigné à sa défaite. On apprit bientôt qu'il opérât des razzias chez les peuplades voisines et qu'il conduisait ses prisonniers à Ouidah, d'où une maison allemande les expédiait à Cameroun ou au Congo belge, en qualité de *travailleurs engagés*, c'est-à-dire en réalité comme esclaves. Avec l'argent que lui procurait ce trafic, Behanzin achetait aux négociants allemands des munitions, des armes, même des canons Krupp, et il prenait à son service des instructeurs militaires, aussi de nationalité allemande.

Au mois de mars 1892 il vint avec plusieurs milliers d'hommes attaquer des villages placés sous le protectorat français, fit tirer sur une chaloupe canonnière et déclara la guerre par une lettre menaçante adressée au lieutenant gouverneur, M. Ballot. Il fallut donc se résigner à entreprendre une expédition nouvelle pour mettre Behanzin hors d'état de nuire, et le Gouvernement demanda aux Chambres un crédit provisoire de 3 millions. Il l'obtint (11 avril), mais après une discussion où il fut révélé que l'année précédente, lors des premières opérations sur la côte du Dahomey, l'accord avait manqué entre la flotte et l'armée de terre, le capitaine de vaisseau Fournier, commandant le *Sané*, ayant dû, pour obéir aux prescriptions formelles du ministre de la Marine, refuser de faire débarquer les marins dont le commandant Terrillon demandait l'appui (4 mars 1890).

A la fin d'avril 1892, les Dahoméens répandus dans la vallée de l'Ouémé et sur les bords du lac Denham menaçaient Porto-Novo, Kotonou et le Grand-Popo. Un officier intelligent et énergique, le colonel d'infanterie de marine Dodds, originaire du Sénégal¹, et dont la carrière s'était passée en grande partie dans cette colonie, fut chargé du commandement supérieur. A partir du 15 juin, pour empêcher l'importation des armes et des munitions au Dahomey, le blocus fut

1. Alfred-Amédée Dodds est né le 6 février 1842 à Saint-Louis.

établi sur la Côte des Esclaves entre le *Togoland* allemand à l'ouest et le *Lagos* anglais à l'orient. Le 8 août, la flottille bombarda Ouidah, Godomey et Abomey-Kalavi. Le colonel Dodds quitta Porto-Novo le 17 août avec sa petite armée, que des renforts portèrent bientôt à 3000 hommes, et s'enfonça dans l'intérieur, appuyé par les navires qui remontaient l'Ouémé. Il eut à lutter contre des difficultés de toute sorte : manque de routes, climat insalubre, rareté des vivres, grand nombre et bravoure des Dahoméens, pourvus d'armes européennes et ayant parmi leurs chefs des Allemands et des Belges. Le pays de Dékamé une fois soumis, on remonta l'Ouémé jusqu'à Dogba. C'est là que le 19 septembre, à cinq heures du matin, le petit corps expéditionnaire fut attaqué et presque surpris par 5000 Dahoméens sous les ordres d'un frère de Behanzin; ils furent mis en déroute après une lutte sanglante dans laquelle périt le commandant Faurax. On fut surtout frappé de l'acharnement des Amazones, qui formaient la garde du roi de Dahomey¹. Le 2 octobre l'Ouémé fut franchi au gué de Tohoué. Le 4 octobre, Behanzin, qui avait avec lui 10000 hommes et 8 canons, fut vaincu au combat de Poguessa. A la suite de nouveaux engagements très acharnés, du 6 au 27 octobre, les Dahoméens furent successivement chassés de toutes leurs positions fortifiées, près de Poguessa, à Sabovi, Kouloupa, Apka, sur la rivière de Koto, enfin à Koptopa. Le 2 et le 3 novembre la forteresse de Muako fut emportée; le lendemain un retour offensif du gros des forces dahoméennes fut vigoureusement repoussé. Le 5, la grande ville de Kana fut prise d'assaut; enfin, le 17, le général Dodds (il venait de recevoir ce grade en récompense de ses succès) entra dans Abomey, la capitale du pays, évacuée par l'ennemi. On y trouva un grand butin. Behanzin s'était réfugié au nord, avec les partisans qui lui restaient, dans le pays de Tado. Les villes du littoral, Ouidah, Godomey, Avreketé, Abomey-Kalavi, furent occupées.

Maintenant que fallait-il faire? Devait-on ravager l'intérieur du pays, brûler les villes, et revenir à la côte? Occuperaient-on au contraire tout le Dahomey d'une manière permanente comme un territoire français, ce qui serait bien coûteux et peut-être bien peu utile? Devait-on en donner la possession à notre allié Toffa, le roi nègre de Porto-Novo, parent de Be-

1. L'armée dahoméenne se composait de 14 régiments et des amazones.

hanzin, sous le protectorat de la France? De petites garnisons furent laissées à Abomey et sur d'autres points, pour prévenir un retour offensif de Behanzin. Le 18 novembre, dans une proclamation datée d'Abomey, le général Dodds proclama la déchéance de Behanzin. Le 21 février 1893, le vainqueur entra en triomphe à Ouidah. Le général Dodds, à son arrivée en France, reçut à Marseille (11 mai), puis à Paris, un accueil enthousiaste.

Pendant Behanzin, retiré dans le nord, y avait réuni de nouvelles forces, et inquiétait nos détachements. Le général Dodds fut renvoyé au Dahomey et y commença une campagne d'automne pour en finir avec le roi nègre. De son côté, celui-ci envoya en France, pour y demander la paix, une députation qui arriva à Paris en novembre 1893. Elle ne fut point reçue par le Président de la République. Traqué de retraite en retraite, obligé de vivre dans la brousse et de se déplacer toutes les nuits, Behanzin finit par se rendre sans conditions au général Dodds (à Ajego, nord-ouest d'Abomey) le 25 janvier 1894; il fut interné à la Martinique. Agoli Agbo fut proclamé roi d'Abomey, et Gi-Gla-Doug-Gbé-Nou-Maou, roi d'Allada. Toffa demeura roi de Porto-Novo. M. Ballot fut nommé gouverneur général de nos établissements du golfe de Bénin. Il fonda la station de Carnotville, par 8° 59' de latitude nord, dans le pays des Mahis.

Il serait intéressant que le Dahomey, devenu français, fût complété, au nord, par la possession du territoire qui s'étend jusqu'au Niger, c'est-à-dire jusqu'au Soudan français. Le commandant Decœur, parti de Marseille en juillet 1894, arriva au Dahomey en août, et, au mois d'octobre, s'enfonça dans l'intérieur vers le nord, avec le lieutenant Baud, et fit reconnaître le protectorat français aux divers chefs indigènes de cette région. Il apprit que le lieutenant allemand de Carnap-Quernheim était parti de la colonie allemande de Togo¹, voisine à l'ouest de notre Dahomey, avec le docteur Gruner, pour gagner les Français de vitesse dans cette campagne d'annexions. Le commandant Decœur atteignit Sansanné-Mango le 6 janvier 1895, tandis que le lieutenant Baud arrivait à Say sur le Niger le 6 février. Le roi de Sansanné-Mango montra au com-

1. Les limites entre le Dahomey Français, le Lagos Anglais et le Togo Allemand ont été régulièrement déterminées en ligne droite depuis la mer jusqu'au 9° de latitude nord; mais, plus avant dans l'intérieur, jusqu'à nouvel ordre, le terrain est au premier occupant.

mandant Decœur un traité signé le 14 août 1894 entre lui et le mulâtre anglais George Ekem Fergusson, de la colonie anglaise de Lagos à l'est du Dahomey ; par ce traité, de commerce et d'amitié, ce roi s'interdisait de mettre son pays sous le protectorat d'une puissance quelconque. M. Decœur n'insista pas. Moins scrupuleux, les Allemands, quelque temps après firent signer à ce même chef un traité par lequel il reconnaissait le protectorat allemand. Voyant alors que les scrupules n'étaient pas de saison, les Français se ravisèrent, et le roi de Sansanné-Mango signa un nouveau traité, apporté par M. Alby, et par lequel il reconnaissait le protectorat français.

M. Forget, sous-chef du bureau des directions de l'intérieur, au Dahomey, ayant été massacré par les Baribas, M. Fonssagrives fut chargé en avril 1896 d'aller faire une enquête et de venger Forget. Arrivé le 1^{er} mai 1896 à Yakbassou, où le meurtre avait eu lieu, il fut lui-même attaqué et blessé avec quelques-uns des siens. La mission, obligée à la retraite, mourant de soif et de fatigue, et ayant perdu plusieurs de ses membres, qui heureusement la rejoignirent ensuite, regagna Carnotville avec peine.

La côte de Guinée produit des arachides, de la gomme, de l'huile de palme, du manioc, du maïs, des patates, des ignames, du café, des ananas, des bananes, des oranges, des citrons, du riz, du coton, de l'indigo, des bois précieux, de la poudre d'or.

Les explorateurs Binger (1887-1889) et Monteil (1891-1892). — Nos établissements du golfe de Guinée ont été reliés au Soudan français et au Sénégal par le voyage heureux et fécond en résultats de M. G. Binger. Officier d'ordonnance du général Faidherbe, le capitaine Binger fut chargé en 1886 de reconnaître la boucle du Niger et d'aller par terre du Sénégal au golfe de Guinée. Le hardi voyageur débarqua le 28 février 1887 à Dakar. Le 24 juin il était à Bammako sur le haut fleuve ; il se lança dans l'inconnu, et, à force de courage, de persévérance, de tact, d'habileté, de bonheur aussi, il parvint à mener à bien son aventureuse mission. Il visita Ouolosébougou, rencontra de grands obstacles de la part des gens de Samory, vit à Ténéitou le pèlerin musulman El-Hadj-Mahmadou-Lamine, traversa le Banifing, et arriva au camp de Samory, qui assiégeait Natinian, ville des États du roi Tiéba. Il trouva le fils de Samory, Karamoko, affublé d'un uniforme de cuirassier qu'il avait rap-

porté de France, visita les ruines de Komina, habitées par une nuée de singes, séjourna à Bénokhobougoula, et continua sa route malgré Samory, qui voulait l'empêcher d'aller plus avant. Il franchit le Banifing, passa à Tiong-i, Fourou, Dioumantene, Niélé, Léra, Lokhoguilé, Kong, gouverné par Karamoko-Oulé, et quitta cette ville le 13 mars 1888. Il visita le pays administré par Boukari-Naba, explora le Mossi ou pays de Mor'o, habité par une population paresseuse, traversa le Gourounsi, région agricole arrosée par la Volta Blanche, visita Karaga, le Dagomba, Salaga, par 2° 20' longitude ouest et 8° 51' 30" latitude nord ; arriva à Kouchi, premier village *achanti*, à Bondoukou, vieille ville commerçante, gouvernée par le roi Ardjoumani, puis revit Kong au mois de janvier 1889. Il y trouva le 5 janvier M. Treich-Laplène, à la tête d'un convoi de ravitaillement venu de la Côte de l'Or à sa rencontre. L'organisation de ce convoi était due surtout à l'initiative de M. Verdier, armateur à La Rochelle, propriétaire des comptoirs français d'Assinie et de Grand-Bassam. Après une marche pénible à travers d'immenses forêts, le hardi voyageur atteignit à Attakrou, le 28 février 1889, les rives du Comoé, fleuve tributaire du golfe de Guinée ; le 20 mars, il arrivait à Grand-Bassam. M. Treich-Laplène est mort depuis.

Le capitaine (aujourd'hui colonel) Monteil, chargé à son tour d'explorer la boucle du Niger, traversa le Sénégal et le Soudan français, et partit de Segou-Sikoro au commencement de 1891. La nouvelle arriva quelques mois plus tard à Sikasso, capitale de notre allié et protégé Tiéba, que le capitaine Monteil avait été bien reçu à Ouagadougou, capitale du Mossi, et qu'il avait quitté cette ville le 5 mai, se dirigeant par la route de Gourma vers Saï ou Say, sur le Niger. Cet énergique officier passa ensuite à Kano dans le Sokoto ; puis, le 15 août 1892, il atteignit Kouka, capitale du Bornou, sur la rive occidentale du lac Tchad. Bien accueilli du souverain, il visita aussi Barroua, plus au nord, sur le même lac ; enfin, après avoir traversé le Fezzan, il arriva en décembre 1892 à Tripoli avec son compagnon, l'adjudant Badaire.

En 1891 également, le capitaine Ménard quitta Grand-Bassam pour aller remplir une mission dans le pays de Kong, où il fut parfaitement accueilli ; mais il fut tué en 1892 à l'attaque de Séguela, village de Samory.

Le lieutenant Paul Quiquerez et le sous-lieutenant de Segonzac, du 4 avril au 10 mai 1891, explorèrent 300 kilomètres

de côtes depuis Grand-Bassam ou plutôt Grand-Lahou jusqu'à la frontière de Liberia, traversant un pays de forêts, de marigots, de lagunes, qui produit de l'huile de palme, du riz, du manioc, des patates, des pistaches, des bananes, du maïs, des noix de kola, des citrons, etc.; ils passèrent à Drewin, à Cavally, traitant avec les chefs de village et roitelets nègres. On rencontra une barre formidable sur la côte. D'après le rapport de M. de Segonzac, Quiquerez, qui remontait la rivière San-Pedro sur une pirogue, fut attaqué par les indigènes, la pirogue chavira, et Quiquerez mourut d'un accès de fièvre le 22 mai. L'exactitude de ce rapport fut révoquée en doute, et une enquête ordonnée. Elle montra que Quiquerez avait péri de mort violente. S'était-il brûlé la cervelle, et son compagnon avait-il dissimulé le suicide par égard pour la famille? Quiquerez avait-il été tué par M. de Segonzac dans un duel sans témoin? Avait-il même été assassiné par lui, comme la famille du mort le soupçonnait? Arrêté et traduit devant un conseil de guerre siégeant à Saint-Louis (Sénégal), M. de Segonzac fut acquitté le 17 octobre 1893; les débats établirent que les accusations dirigées contre lui avaient eu pour premier auteur l'Anglais Williamson, trafiquant de la côte de Guinée, et adversaire de parti pris des explorateurs français.

En 1894, le lieutenant-colonel Monteil avait été nommé gouverneur du Haut-Oubangui afin d'aller, à la tête d'une force importante, arrêter les empiétements des agents de l'État Libre du Congo. La question ayant été réglée à l'amiable par le traité franco-congolais du 14 août 1894 (voir plus haut, page 382), le colonel Monteil fut rappelé de Libreville à Grand-Bassam sur la côte de l'Ivoire, afin de marcher sur Kong menacé par les bandes de Samory, et de les refouler du sud au nord, pendant que nos forces du Haut-Niger les attaquaient du nord au sud pour les prendre entre deux feux. Le colonel Monteil ne put avancer qu'au prix de combats acharnés. Le 31 décembre 1894, à 200 kilomètres environ de Grand-Lahou, en sortant des forêts, au nord de Singouobo, il fallut repousser les indigènes du Baoulé soulevés par Samory. La marche fut des plus pénibles (de la côte à Kong, 450 kilomètres, dont 300 de forêts épaisses sans routes tracées). On était fusillé à bout portant par des ennemis invisibles; les vivres manquaient, les hommes étaient décimés par la fièvre. Le Ministère inquiet rappela le colonel Monteil,

auquel on reprochait, comme à tant d'autres, un excès d'ardeur; sa colonne, arrêtée depuis un mois à Toumoudi, était, croyait-on, en péril. Il reçut le 18 mars 1893, à Satama-Sonkoro, à 300 kilomètres de la côte, la dépêche qui le rappelait; il était blessé et malade. Le commandant Caudrelier, qui le remplaça, dut revenir vers la côte¹.

Les possessions françaises de la Côte de Guinée, par le décret du 10 mars 1893, avaient été divisées en 3 groupes : 1^o *Guinée Française (Fouta-Dialon et territoires voisins)*; 2^o *Côte de l'Ivoire*, avec le pays de *Kong* et la *Boucle du Niger* à l'exception des États de Tiéba et de Samory, attribués au Soudan Français; 3^o le *Bénin* (aujourd'hui *Dahomey et Dépendances*). M. Ballay était gouverneur de la Guinée Française, M. Binger de la Côte de l'Ivoire, et M. Ballot du Dahomey. M. Binger a donné sa démission, pour raisons de santé, en 1896.

L'insuccès de l'expédition Monteil montra les inconvénients de cette division. Si Samory avait été attaqué par le nord du côté du Soudan, pendant que la colonne Monteil, partie de la côte, l'attaquait au sud, les choses se seraient passées autrement; mais il n'y avait pas eu d'entente entre les administrateurs indépendants les uns des autres. Comme on l'a vu plus haut, p. 477, il fut décidé le 16 juin 1893 que nos 4 colonies du Sénégal, du Soudan, de la Guinée et de la Côte de l'Ivoire, tout en conservant leur autonomie administrative, seraient placées sous l'autorité supérieure du Gouverneur général de l'*Afrique Occidentale*, résidant à Saint-Louis, et assisté d'un commandant des troupes placé sous ses ordres. Le Dahomey seul restait en dehors de cette organisation. M. Chaudié, inspecteur général de 2^e classe des colonies, fut nommé gouverneur général, et le colonel Boilève commandant militaire.

Dans l'été de 1896, M. Chaudié vint passer un congé de quelques semaines en France, et se proclama plein de confiance dans l'avenir de l'Afrique Occidentale Française. Il déclara « qu'on peut aller aujourd'hui de Saint-Louis à Tombouctou par Bammakou avec autant de sécurité que sur la route de France ». Il ajouta que les ressources abondaient,

1. Par suite d'un traité entre la France et la République de Libéria, la limite entre cet État et nos possessions de la Côte de l'Ivoire a été fixée au Rio Cavally (8 décembre 1892). Haïr-Cavally a donc été occupé en 1894.

et que notre commerce trouverait dans ces régions de précieux débouchés, où il supplanterait les Anglais quand il aurait assez d'énergie et d'intelligence pour entreprendre de le faire¹. Quant à l'almamy Samory, il déclarait qu'il s'était établi sur un point du Comoé, par environ 8°, un peu en amont de Mango, sur les deux rives du Niger. M. Chaudié ne croyait pas qu'il eût le désir sincère de vivre en paix avec la France; ses protestations avaient surtout pour but, pensait-il, de prévenir ou de retarder une attaque des Français et de rester maître des régions de Kong.

Le capitaine Braulot, envoyé auprès de lui de Grand-Bassam en mai 1896 pour conclure un traité de paix, n'avait encore, au bout de plusieurs mois, ni vu venir Samory à Bouaké (7° 30'), où il avait reçu l'invitation de l'attendre, ni obtenu l'autorisation d'aller jusqu'à lui.

La création en 1896, sous ce titre : *Vallée d'or de la Falémé*, d'un syndicat financier pour constituer une société au capital de 12 500 000 francs, en vue d'exploiter les mines d'or du Soudan Français, avec un conseil d'administration dont 7 membres sur 8 étaient Anglais, donna lieu à de vives protestations de la Presse; le Ministre des Colonies fit déclarer par l'*Agence Havas* qu'aucune concession n'avait été accordée à cette Société.

La libre navigation du Niger et la possibilité de le remonter librement, lui et son grand affluent de gauche, la Bénoué, et de commercer sans obstacle avec les riverains, sont toujours un champ de rivalité entre les Anglais, les Français et les Allemands. Les intérêts de l'Allemagne et de la France sont identiques; mais ici, comme partout, comme toujours, les Anglais réclament pour eux — *tout*; et sont disposés à laisser aux autres — *rien*.

L'explorateur Hourst (1894-1896). — Du mois de mars 1894 au mois d'octobre 1896, le lieutenant de vaisseau Hourst, accompagné de l'enseigne Baudry, du lieutenant d'infanterie de marine Bluzet, du médecin de marine Tabet, du missionnaire Hacquart, et de trente hommes, descendit le Niger sur le bateau en aluminium le *Jules-Davoust*. C'est le 1^{er} mars 1893 que les explorateurs s'em-

1. Pourtant, le 30 novembre 1896, à l'ouverture de la session du Conseil Général, à Saint-Louis, M. Chaudié constatait que les exportations du Sénégal avaient été : en 1892, de 21 152 339 francs; en 1893, de 18 650 473 fr.; en 1894, de 15 271 206 fr.; en 1895, de 10 913 742 fr.

barquèrent sur le grand fleuve à Bammako. Ils séjournèrent cinq mois et demi à Say; ils arrivèrent enfin, malgré le mauvais vouloir de la *Compagnie anglaise du Niger*, aux bouches du Niger, à *Ouari*, sur la *bouche de Forcados*. Ils ne perdirent personne et n'eurent pas un coup de fusil à tirer. Ils avaient dressé la carte de Tombouctou à Boussa; ils rapportaient de nombreuses photographies et observations astronomiques; ils avaient signé des traités avec les chefs de nombreuses peuplades, par exemple avec Madidou, cheikh des Aouellimiden; il était désormais démontré que le Niger est navigable sur un trajet de près de 1 700 kilomètres ou 425 lieues dans les limites de la zone d'action de la France.

Rien de plus difficile, dans ces dernières années, que de savoir au juste et surtout d'apprécier sainement ce qui se passait dans la région du Bas-Niger, au-dessous de Say. A qui, sur la rive droite, c'est-à-dire à l'ouest et au sud du grand fleuve, appartient la région qui forme, du côté septentrional, l'hinterland du territoire de la Compagnie anglaise du Niger, du Lagos anglais, du Dahomey français, du Togo allemand? Et, sur la rive gauche, à qui appartient la vaste contrée qui s'étend du Niger à la rive droite de la Bénoué? Il y a une véritable *course au clocher* entre les militaires, marins, voyageurs, anglais, français, allemands. Tous concluent des traités, distribuent des pavillons, donnent des fusils, de la poudre et du tafia aux roitelets indigènes, qui signent tout ce qu'on veut leur faire signer (quand ils savent signer), et se mettent successivement sous le protectorat de tous ceux qui leur font des cadeaux d'alcool et d'armes, sans bien savoir au juste ce que c'est qu'un *protectorat*. L'essentiel pour eux est de recevoir des présents. Et ensuite les Européens se disputent entre eux; on apprend à chaque instant tel pas en avant, telle occupation nouvelle, tel incident¹, qui aura ou n'aura pas de suite diplomatique².

1. Les nouvelles arrivent tard, sont vagues, confuses, contradictoires; les mêmes lieux sont désignés par des noms différents; en cas de conflit, chaque pays donne naturellement raison à ses nationaux. Comment vérifier? contrôler?

2. Les conflits sont incessants, sur le cours inférieur du Niger, entre les voyageurs de toute nation, spécialement les Français, et les agents de la Compagnie Britannique, qui prétend interdire la navigation sur le fleuve au mépris des conventions internationales. C'est ainsi qu'ils arrêtaient une chaloupe à vapeur allemande naviguant pour le service de l'avis français *Ardent*, échoué sur les bas-fonds du fleuve. En 1895, le sultan de Sokoto, entre la Bénoué et le Niger, devint l'allié de la Compagnie; plusieurs villes indigènes furent

**** Défaite et capture de Samory (1898).** — Les quatre dernières années nous ont vus à la fois finir la conquête, fixer nos frontières et commencer la mise en œuvre du pays¹.

De tous les grands conquérants noirs du Soudan, il ne restait que Samory à l'ouest, Rabah à l'est : le premier errant avec une immense tribu des sources du Niger à la Volta, pour tirer des armes des colonies anglaises de Sierra-Leone ou de la Côte de l'Or, chassé par nous d'ouest en est, puis lentement cerné, refoulé, et enfin pris dans la forêt de l'ouest ; véritable Attila des Noirs, le second, aussi violent, mais capable d'organiser son armée et ses conquêtes, au lieu de vider le pays comme Samory. Tels furent les deux ennemis que nous avons ruinés. En outre, une multitude de troubles, de révoltes, de pillages, ont forcé nos troupes à combattre sans cesse de la côte jusqu'au Sahara : à des peuples qui n'ont connu que la guerre pendant des siècles, et peut-être toujours, il est impossible de demander la placidité des compagnards français ; il serait ridicule aussi de croire qu'on pût les tenir en paix sans déployer de force. Les expéditions, incessantes et toujours périlleuses, furent nécessaires ; mais nous ne citerons que les principales.

Après le massacre de la mission Brulot, le 20 août 1896, et l'échec des négociations de M. Nebout en 1897, il devenait évident, sauf pour les aveugles partisans de la paix à tout prix, que Samory ne traiterai jamais sérieusement. Il fallait le supprimer. Le 5 décembre 1897, nous occupâmes Bondoukou ; peu après les lieutenants Demars et Méchet rentrèrent dans Kong, cette ville riche et peuplée de 15 000 hab. au temps du voyage de Binger, ruinée depuis par Samory ; 2 000 sofas vinrent les y assiéger quinze jours. Le commandant Caudrelier les délivra le 17 février 1898. Samory se trouvait séparé de la Côte de l'Or. Un instant il espéra trouver un allié dans Babemba, fama de Sikasso, notre allié jusque-là ; celui-ci maltraita le capitaine Morisson, notre résident,

bombardées et prises ; le capitaine Luggard, trop fameux par les massacres de l'Ouganda en 1892 (v. plus haut, p. 428), passé au service de la Compagnie du Niger, signa de nombreux traités avec les chefs indigènes de la région.

1. *Carte de la boucle du Niger*, dressée par le lieutenant Spicq (*Bulletin du Comité de l'Afrique française*). — La publication mensuelle de ce Comité, qui, depuis sa fondation en 1890, a lancé ou soutenu toutes nos missions africaines, est d'une lecture indispensable à qui veut connaître exactement tout ce qui se passe en Afrique, spécialement dans nos colonies. On y trouve de plus nombre d'études de grande valeur sur ces pays.

pilla et faillit massacrer son escorte (février 1898) ; la punition fut prompte : le 1^{er} mai, malgré ses deux enceintes de 40 et de 7 kilomètres, ses murs hauts de 3 mètres, larges de 7, Sikasso fut pris par le colonel Audéoud, et Babemba tué. L'écho en retentit dans tout le Soudan. Dès lors ce fut la chasse. Le capitaine Marchaise, le capitaine Benoist nettoient le pays de Kong des dernières bandes ; le commandant Pineau et le lieutenant-colonel Bertin harcèlent Samory : le 12 juin 1898, il lève enfin le camp, un camp de 70 000 personnes au moins, et se dirige vers l'ouest, vers Libéria ; ses sofas marchent bien, mais en protestant ; il a promis d'aller piller le Nord, mais va au Sud, dans la grande forêt, où l'on ne trouve qu'ombre, silence, marais, anthropophages ; la cohue qui suit va lentement. Brusquement à Tiaféso, au passage du Cavally, le lieutenant Wœffel l'attaque, l'écrase, tue le grand chef Bilali, fait 5 000 prisonniers ; 20 000 noirs se rendent. C'est la *Bérésina* du « Napoléon noir » (9 septembre 1898). La chasse continue. Le commandant de Lartigue lance le capitaine Gouraud à sa suite, course folle à travers la forêt, dont les clairières sont jonchées de milliers de cadavres en putréfaction : les blessés, les bouches inutiles de l'armée de Samory ; il a pensé ainsi arrêter notre marche. Rien n'y fait, on passe ; on passe aussi à travers les groupes effarés des femmes, des trainards, pas un coup de fusil. Enfin le camp de Samory est là, tout près, à Guélérou ; comme une trombe, avec 210 hommes, le capitaine Gouraud, le lieutenant Jacquin tombent dans le camp ; Samory les voit, s'enfuit sans pouvoir s'armer ; trop tard : le sergent Bratieres le rattrape, le saisit. L'almamy est mort, s'il n'ordonne pas aux siens de mettre bas les armes. Il l'ordonne : 12 à 13 000 soldats rendent leurs armes à ces deux cents soldats français. 5 000 personnes se soumettent. Saranké Mory, le fils de l'almamy, le meurtrier de Brulot, parti en avant-garde, se rend aussi sur la promesse de la vie. C'est fini. Bien vite ramené aux sentiments d'un prisonnier, Samory est affaîssé ; ses fils, ses femmes l'abandonnent. Entre quatre baïonnettes, on ramène la terreur du Soudan lentement de ville en ville jusqu'au Sénégal : il faut que des milliers de Soudanais l'aient vu captif ; sinon il eût surgi de faux Samory. A Saint-Louis on l'embarque, avec Saranké Mory et quelques-uns des siens, pour le Gabon ; on l'interne à Ndjolé, dans une île. Le 2 juin 1900, une pneumonie l'a emporté.

Depuis, il a fallu faire beaucoup de petites opérations de police; mais la paix est renée: les villages se repeuplent, on cultive de nouveau, les habitants reprennent confiance.

Sur la Côte de l'Ivoire, il faut châtier les Bouhouris, en août 1898. Dans cette région, de nombreuses petites tribus se révoltent souvent, pillent, assassinent et parfois mangent les blancs: il y a encore des anthropophages dans la forêt. Mais ce ne sont pas des guerres: un village « cassé », une amende, les meurtriers punis, c'est tout.

**** Lutttes contre les Touaregs et les Maures Trarzas.** — Beaucoup plus importantes ont été les lutttes contre les Touaregs et les Maures du nord. En janvier 1897, le lieutenant Wirth enleva un nid de pillards, Bassikounou, entre le Kaarta et Tombouctou. On l'évacua peu après. En juillet 1897, un détachement commandé par MM. de Chevigné et de Latour de Saint-Ygest périt presque en entier à Rhergo, victime des Touaregs. Il fallut une série de campagnes du commandant Réjou en 1895-96, du colonel Klobb en 1897-98, du commandant Crave en 1898 pour mater ces bandes de pillards. Certaines tribus, comme les Tademekket, une partie des Aouellimiden, se sont soumises et payent l'impôt; les Arabes Berabich de même; mais les Arabes Kountas n'ont obéi qu'après l'écrasement de leur chef, Abiddin Bakaï (1897-98). Les Kel-Antassar (arabo-berbères), châtiés de leurs brigandages, se tiennent tranquilles. D'ailleurs des postes ont été fondés à Ras-el-Mâ, à Sompî en 1895; à Saï (mai 1897), à Bomba, Daoussou, Zinder, Ausongo, Tosaye, Grou en 1898. A part quelques *rezzou* inévitables chez des peuples pillards, le calme est revenu dans ces parages; plusieurs tribus nomades se sont fixées sur l'une ou l'autre rive, et les bords si fertiles du Niger recommencent à être cultivés.

Au nord, deux missions sont à signaler: celle de M. Coppolani, toute pacifique et bien accueillie, au nord de Tombouctou jusqu'à Araouan (mai 1899), et celle de M. Blanchet, organisée par le journal *Le Matin*, pour étudier la question du Transsaharien. Partie pour l'Adrar, elle fut bien accueillie d'abord, puis tomba, à Atar, dans un guet-apens, organisé par des agents marocains et une population fanatique (9 juin 1900), et fut abandonnée par son escorte. Mais le roi de l'Adrar n'osa mettre à mort les prisonniers, et les rendit même en août. Un péril plus grand attendait le vaillant explorateur: la fièvre jaune; il y succomba en arrivant au Sénégal.

**** Délimitation des frontières.** — Mais, à part la lutte contre Samory, les plus grandes difficultés, dans la boucle du Niger, ont été d'ordre diplomatique pour l'établissement des frontières¹.

Sous peine de voir à jamais végéter nos colonies d'Afrique Occidentale, il fallait les unir, et du Soudan français faire un tout. On y arriva en lançant plusieurs missions très importantes. Les premières conventions de délimitation entre la Côte de l'Ivoire et la Côte de l'Or n'avaient rien fixé pour l'intérieur du pays²; de même pour la frontière entre le Dahomey et le Togoland d'une part³, le Lagos d'autre part. Anglais et Allemands étaient pressés d'arriver au Niger et de réduire nos colonies à l'état de possessions côtières.

Pour arrêter l'expansion de la Côte de l'Or au nord, le commandant Destenave, dès 1895, plaça Dori, le Yatenga, sous notre protectorat. Les lieutenants Voulet et Chanoine, avec une poignée d'hommes, occupèrent le Mossi et le Gourounsi, et prirent Ouagadougou (1^{er} septembre 1896), dans une admirable campagne, pendant que les commandants Destenave et Caudrelier soumettaient tout le pays entre le Macina et Saï. A l'est, le lieutenant Bretonnet, parti de Carnotville, au Dahomey (28 décembre 1896), créa une série de postes dans le Borgou septentrional, atteignit Boussa le 5 février 1897 et rayonna de là sur toute la rive droite du Niger, établissant partout notre protectorat. Il ne pouvait plus, hélas, descendre plus au sud, jusqu'aux pays occupés dans l'admirable expédition du commandant Toutée, jusqu'au fort Arenberg, que celui-ci avait fondé en aval des rapides de Boussa, et que nous avons cédé, en octobre 1895, à la première réclamation de l'Angleterre.

En même temps les capitaines Baud et Vermeersch, partis aussi du Dahomey, contournèrent Sansanné-Mango qu'occupaient les Allemands, pénétrèrent par Bama dans le Gourma, organisèrent le pays et se dirigèrent, M. Baud vers Ilo, M. Vermeersch vers Nikki, où notre drapeau fut hissé le 13 novembre 1896, non sans lutte. Dans le Gourma, ils furent rejoints par la mission Voulet-Chanoine. La jonction était faite. Mais à Pama avec les Allemands, à Oua et Boussa avec

1. *La boucle du Niger* (1896-98), par M. ANDRÉ LEBON (*Revue des Deux-Mondes*, 15 sept. 1900).

2. 10 août 1889 et 12 juillet 1893.

3. 24 décembre 1885.

les Anglais, des difficultés s'élevèrent et des détachements étrangers restèrent côte à côte avec les nôtres dans les mêmes villes.

Les négociations diplomatiques furent assez faciles avec l'Allemagne, comme toujours sur le terrain colonial : le 23 juillet 1897, d'après la nouvelle convention, la frontière était modifiée au sud, l'Allemagne recevant la rive droite inférieure du Mono, mais nous laissant la même étendue de côte sur la lagune et la mer ; au nord, la frontière laissait Aladjo, Séméré, Djé, Pama à la France, Kirikri, Bafilo, Sannané-Mango à l'Allemagne, qui renonçait au Gourma, au Borgou et à l'accès du Niger¹. Avec l'Angleterre, les négociations durèrent presque un an : chaque incident était grossi démesurément par le ministre, M. Chamberlain, qui nous accusait de suivre une « politique de coups d'épingle² ». L'Angleterre prétendait que la convention d'août 1890, en stipulant que « la zone d'influence de la France au sud de ses possessions méditerranéennes [allait] jusqu'à une ligne de Saï sur le Niger à Barraou sur le Tchad », signifiait que, sur la rive droite, nous étions limités par le méridien de Saï. A ce compte nous aurions dû évacuer Kotonou et le tiers du Dahomey ! De bonne foi, la convention de 1890 ne s'appliquait qu'à la rive gauche du Niger. L'Angleterre ne voulut jamais admettre l'évidence, ni reconnaître le « fait accompli », son argument favori... pour d'autres régions. A notre occupation solide et vieille de deux ans, elle opposait des traités douteux de voyageurs mulâtres, qui faisaient parapher par les roitelets nègres illettrés leurs *témoignages de remerciements* : c'étaient des traités de protectorat imprimés d'avance, où les noms seuls et la date restaient à inscrire ! Le capitaine Lugard put même être pris en flagrant délit... d'erreur volontaire, au sujet de ses itinéraires. Malgré la violence de la presse jingoïste, on put arriver à une entente, le 14 juin 1898 : l'Angleterre gardait une partie du Gourounsi et des villes qu'elle avait occupées en pleine paix aux dépens de la

1. Le parti colonial allemand réclame toujours le Noupé, le Gando, visités par Grünier en 1895, et accessibles par le Niger, *fleuve ouvert à toutes les nations*.

2. Ce mot a fait fortune en Angleterre, où on oublie la réciproque : l'affaire d'Assikasso, par exemple, où sur notre Côte de l'Ivoire, 6000 sujets anglais assiégèrent notre poste 62 jours, sans que le gouverneur de la Côte de l'Or bougeât !

Côte de l'Ivoire, Oua et Gambakha. Sa frontière remontait là jusqu'au 11° parallèle, et la Côte de l'Or englobe désormais la plus grande partie du bassin de cette Volta, grande comme une Loire, dont les sources seraient à Liège, Munich et Avignon ! A l'est une grande partie du Borgou lui était cédée ; nous n'avions ni Fort-Arenberg, ni Boussa, ni même Ho, ce marché si important. Tous les efforts des Baud, des Decœur, des Toutée, des Hourst, des Bretonnet étaient perdus ; le Dahomey est réduit à un étroit couloir. L'Angleterre nous accorde à bail, pour 30 ans et avec faculté de tacite reconduction, deux emplacements propres à l'établissement de ports commerciaux sur la rive droite du Niger, entre Liaba et le confluent du Moussa (ou Mochi) et sur une des embouchures du Niger¹. Malgré toutes les explorations qui depuis 1890 avaient prouvé l'inanité de ses prétentions sur le Sokoto, qu'elle n'avait jamais pu se concilier, l'Angleterre se le faisait encore reconnaître ainsi que le Bornou, et consentait seulement à nous laisser Zinder, à la lisière du désert, et les rives nord et est du Tchad, c'est-à-dire la lutte avec Rabah. Une clause commerciale très grave stipulait l'égalité de traitement fiscale entre les deux nations dans tout le pays compris entre la côte et le 10° parallèle environ dans la Côte de l'Ivoire, la Côte de l'Or, le Dahomey, le bas Niger.

C'était la liquidation de toutes les tentatives françaises et anglaises à l'ouest du Tchad. Il nous restait donc à occuper et organiser les territoires à l'est du Niger. Le Tchad devenait plus que jamais un but, que nous allions nous efforcer d'atteindre par l'ouest, le nord et le sud.

**** Les missions Cazemajou (1897)-1898, Voulet-Chanoine (1899).** — Déjà, par l'ouest, pendant les négociations avec l'Angleterre, le capitaine Cazemajou s'était dirigé vers le Tchad. Parti de Saï en novembre 1897, il avait traversé Sokoto, d'où grand émoi en Angleterre, avait pu en passant contrôler la fausseté des dires de Djebari, qui prétendait que Flatters se trouvait là prisonnier ; il fut brusquement assassiné à Zinder le 5 mai 1898. Intrépide, le caporal indigène Kouby-Keita, avec 8 tirailleurs, menaça de brûler Zinder, peuplé de 9 à 10 000 habitants, si on ne leur rendait pas

1. En 1900, le chef d'escadron Toutée a été délimiter sur place le Dahomey et les deux enclaves, le capitaine d'infanterie de marine Peltier la Côte de l'Or.

les corps de leurs chefs. Pendant trois jours, il garda les positions extérieures de la ville; il fut tué; le sultan offrit en vain de prendre à son service les survivants; cette héroïque poignée de tirailleurs, privée de ses chefs, fit retraite en bon ordre jusqu'au poste français le plus voisin. Elle y arriva le 8 juillet, donnant ainsi un admirable exemple du courage et de la discipline de nos soldats Sénégalais.

Pour reprendre l'œuvre de Cazemajou, on envoya les deux conquérants du Mossi, le capitaine Voulet, qui longea le Niger sur la rive gauche depuis Tombouctou, et le capitaine Chanoine, qui coupa l'autre rive en ligne droite. Réunis, ils livrèrent un combat sanglant à Dioundiou sur la rive gauche, le 24 février 1899, et « cassèrent » le village. Bientôt des bruits fâcheux coururent; le lieutenant Peteau les accusa de réquisitions violentes, d'incendies, de massacres: une enquête parut nécessaire; le lieutenant-colonel Klobb en fut chargé. Le 14 juillet, à Damangar près de Tessaoua, le colonel Klobb put atteindre Voulet, qui avait d'abord cherché à fuir à l'est, et l'avertit de son mandat. Voulet, furieux, répondit que, s'il se présentait, il le recevrait à coups de fusil; le colonel s'avance avec le lieutenant Meynier; à 150 mètres, ils essuient trois feux de salve et sont blessés; le colonel, avec une admirable sérénité, reçoit la mort sans vouloir se défendre. Une charge à la baïonnette achève l'assassinat: l'escorte se retire. Voulet annonce son crime aux membres de la mission et déclare que, puisqu'on a voulu lui ravir son commandement et son honneur, il se révolte et va fonder un empire. Chanoine seul accepte de le suivre, et Voulet emmène de force les sous-officiers Bouthel et Tourot; ils se sauvent et rejoignent le reste de la mission, les lieutenants Pallier et Joalland, le Dr Henric, le sergent-major Laury, et bientôt après l'infortuné Meynier, dont les blessures peuvent être guéries; quant aux tirailleurs, ils se révoltent contre Voulet, tuent Chanoine le 16 juillet, et, le lendemain, Voulet. Ainsi finit cet effroyable drame.

La mission, dirigée par Pallier, ne croit pas sa tâche finie parce que deux de ses membres ont failli; elle occupe Zinder le 29 juillet; le lieutenant Joalland y reste avec 100 hommes et le lieutenant Meynier, pendant que le lieutenant Pallier et le Dr Henric ramènent à la côte les mauvais éléments que Voulet avait joints à sa bonne troupe. L'infortuné Pallier, longtemps retenu au Sénégal pour les besoins de l'enquête

faite sur le drame de Tessaoua, est mort de la fièvre jaune à Saint-Louis en août 1900, sans revoir la France; le Dr Henric a pu y rentrer en septembre. Les lieutenants Joalland et Meynier laissèrent à Zinder le sergent Bouthel, et se dirigèrent vers le Tchad, où ils arrivèrent le 23 octobre 1899, le traversèrent par le nord et l'est, acquérant le Kanem à l'influence de la France; le 9 décembre ils atteignirent le Chari, et le 9 janvier 1900 purent se joindre à la mission Gentil. Nous verrons plus loin (CONGO FRANÇAIS) quelle part héroïque ils prirent à la lutte contre Rabah.

Organisation du Soudan Français. — Ainsi s'est terminée la période *héroïque* du Soudan. La période d'exploitation commence avec l'établissement des chemins de fer qui peu à peu draineront chacun une part du Soudan français. Cette dislocation probable a été prévue et réglée déjà par le décret du 17 octobre 1899: le Soudan français est *supprimé comme colonie autonome*. Les cercles de Kayes, Bafoulabé, Kita, Satadouougou, Bammako, Ségou, Dienné, Nioro, Goumbou, Sokolo, Bougouni, sont rattachés au Sénégal; ceux de Dinguiray, Siguiiri, Kouroussa, Kankan, Kissidougou, Beyla, à la Guinée française; ceux de Odienné, Kong, Bouna, à la Côte de l'Ivoire; les cantons de Kouala (ou Nebba) au sud du Liptako et le territoire de Saï (cantons de Diennaré, Diougore, Folmongani, Botou), au *Dahomey*. Quant à la « région Est et Nord-Est du Soudan français », elle formait deux « territoires militaires », ceux de Tombouctou et de Ouagadougou. Un troisième territoire militaire, celui de Zinder, entre le Niger et le Tchad, a été créé le 23 juillet 1900.

Le général de Trentinian, gouverneur du Soudan français, résignait donc ses fonctions: le Gouvernement le nomma commandeur de la Légion d'Honneur en lui témoignant, par une lettre, combien il avait été utile à la patrie. La distinction était méritée: pendant les quatre années de son gouvernement, le général avait fait faire des pas de géant à la colonie. C'est grâce à lui que l'on a pu soumettre à si bon compte une grande partie de la boucle du Niger, et la garder avec des effectifs trop restreints: 2 896 hommes (en 1897), dont 583 Européens inscrits, mais en réalité beaucoup moins: 1 combattant européen par 4 000 kilomètres carrés, un indigène par 300! Avec cela, aucune force de police; mais, très prudemment, le général avait su constituer des réserves exercées, mobilisables en cas de grande guerre, près de 15 000

hommes, précieuse ressource, si l'Angleterre nous eût attaqués lors de l'affaire de Fachoda. Grâce à lui, un hôpital-ambulance a été créé à Kati, près de Bamako (janvier 1896). Son activité fut aussi grande dans le domaine économique : il introduisit dans la vallée du Niger la culture du riz de Caroline, du tabac de Virginie, du coton américain, par d'habiles réductions de l'impôt en nature, accordées à quiconque fournirait les nouveaux produits. Il a encouragé l'exploitation du caoutchouc, la culture du blé, créé des moulins à Koulikoro, des autrucheries près de Tombouctou, des jardins d'essais, des haras, des écoles, etc. Un réseau télégraphique, long de 8 000 kilomètres, a uni toutes nos colonies.

Sa gestion financière n'a pas été moins remarquable : avant lui, le Soudan était chargé d'un déficit constant et croissant; en quelques exercices, on vit les dépenses diminuer rapidement et les recettes s'accroître très vite, malgré des campagnes incessantes. La guerre était finie, le Soudan allait amasser des réserves.

Nos possessions dans l'Ouest de l'Afrique sont donc actuellement, ainsi que nous l'avons vu plus haut (pp. 477, 485 et 495), divisées administrativement de la façon suivante : le Gouvernement général de l'*Afrique Occidentale française* comprend : 1° le *Sénégal*; 2° la *Guinée française*; 3° la *Côte de l'Ivoire*, et en outre trois territoires militaires. Le *Dahomey* forme une colonie distincte.

**** Progrès du Sénégal.** — Au Sénégal, il faut signaler de grands travaux publics : le pont Faïdherbe à Saint-Louis, sur le Sénégal; l'adduction d'eau potable à Saint-Louis. Dakar et Rufisque; cette dernière ville, grâce au commerce des arachides, va sans doute supplanter ses deux rivales¹. Le port de Dakar doit être agrandi et recevoir de sérieuses défenses pour devenir un « point d'appui » pour notre flotte. Le chemin de fer de Dakar à Saint-Louis doit envoyer un embranchement dans le Baol chez les Sérères. Celui du Soudan a reçu une impulsion toute nouvelle. Voté en 1884, il n'avait

1. La fièvre jaune, hélas ! dont les premiers cas ont été constatés à la fin d'avril 1900, a emporté le maire de Rufisque, le lieutenant Pallier, le lieutenant-colonel Decœur, l'évêque du Sénégal et presque tous les Européens. La colonie n'a jamais connu une crise pareille, que de sages mesures eussent pu éviter. M. Chaudé a été remplacé, à la suite de cette épidémie, par M. Bailly, comme gouverneur général.

que 53 kilomètres en 1884, et on avait dépensé 24 millions ! Une partie des fonds, il est vrai, avait servi à la conquête du Niger. Après une foule de tâtonnements, de réfections, le ministre des Colonies, M. Lebon, qui vint en octobre 1897 au Sénégal et au Soudan, fit adopter par le Parlement une loi permettant au Soudan d'emprunter 24 millions à la Caisse des Dépôts et Consignations, l'État devant fournir autant. Grâce à cette combinaison, le chemin de fer arrivera au Niger (à Toulimandio et à Bamako) en 1904 au lieu de 1930. Déjà les recettes couvrent les frais d'exploitation. La ligne a franchi le Bakhoy sur le viaduc de Toukoto, le 12 mars 1900; elle atteindra Kita en 1901. En même temps un service d'automobiles pour voyageurs et marchandises a été créé¹ et rend de grands services. Sur le fleuve, navigable en hautes eaux, 4 mois environ, des vapeurs à tirant d'eau de 0^m40 permettent, même en basses eaux, d'aller en cinq jours de Saint-Louis à Kayes. Quand le chemin de fer atteindra le Niger, la colonie deviendra prospère.

**** Situation actuelle de la Guinée française.** — La Guinée française, sous le remarquable gouvernement de M. Ballay, a pris un étonnant essor. Sa capitale Konakry, inconnue il y a dix ans, est devenue une ville où relâchent un grand nombre de navires, au détriment de Freetown, dans le Sierra-Leone. Là aussi un chemin de fer va être fait, grâce à la persévérance du capitaine Salesses. Le 14 août 1899, la Guinée française a été autorisée à emprunter à 4 pour 100, à la Caisse des Dépôts et Consignations, pour faire une voie de 400 kilomètres entre Konakry et Kardamania, sur le Niger. Elle n'aura ni viaduc ni tunnel et desservira le massif du Fouta-Dialon et le bief supérieur du Niger, pays très riche en bois, kola, fruits, caoutchouc, ivoire, etc.². Le pays a été exploré récemment en 1898 par le D^r Maclaud.

**** Situation actuelle de la Côte de l'Ivoire.** — A la Côte de l'Ivoire, de nombreuses missions se sont succédé : M. Eyséric en 1897; le lieutenant Blondiaux en 1897-98. Celui-ci, chargé de reconnaître le Firédougouba, que la convention franco-libérienne du 8 décembre 1892 reconnaît nôtre, a

1. Par M. FELIX DUBOIS, journaliste, devenu explorateur et colon, auteur de *Tombouctou la Mystérieuse*.

2. V. *Essai sur la géographie du Fouta-Dialon*, par J. MACHAT (Bulletin du Comité de l'Afrique française, Août 1900; Renseignements coloniaux, n° 7).

montré que ce cours d'eau n'est pas le haut Cavally, mais le haut Sassandra, qui dès lors prenait bien plus d'importance comme voie de pénétration. En 1897, M. Hostains étudia le Cavally. En 1899 eut lieu un fait très important : la mission Woelfel-Mangin était partie du Soudan vers le sud ; la mission Hostains-d'Ollonne de la Côte de l'Ivoire ; arrêtées toutes deux en août 1899 à la suite de quelques troubles, peu graves cependant, elles purent enfin se rejoindre à Beyla, en décembre, après avoir exploré la forêt guinéenne, fondé Fort-Binger en août 1899, et complètement changé nos idées sur le Cavally, qui naît vers 8° de latitude nord et fait un grand coude à l'ouest, ce qui agrandit beaucoup notre colonie. Enfin le capitaine Houdaille fut chargé en 1899 d'étudier un projet de chemin de fer de la côte au plateau. L'épidémie de fièvre jaune qui décima Grand-Bassam en 1899 a fait décider l'abandon de cette malsaine capitale. Le capitaine Houdaille a trouvé un emplacement bien meilleur : la baie d'Abidjean, au fond de la lagune ; quelques dragages dans la lagune, l'ouverture d'un chenal de 800 mètres à travers la flèche qui la ferme, suffiront pour mettre cette baie d'Abidjean, profonde de 3 à 15 mètres, en communication avec le « trou sans fond », vallée sous-marine qui s'ouvre devant Petit-Bassam et se creuse presque aussitôt à 20 et même 100 mètres. Le chemin de fer partira donc de cette merveilleuse position, à *Bingerville*, et se dirigera au nord vers Kouodiakofi ; on commencera sans doute les travaux en 1902 à Alépé, en utilisant le Comoé pour le transport du matériel ; des embranchements iront peut-être à Kong et à Malamalasso, où la mission a découvert de très puissantes chutes d'eau capables de donner la force nécessaire au chemin de fer et aux industries locales. La Côte de l'Ivoire, admirablement riche en bois et en une foule de végétaux, est une colonie de grand avenir.

**** Situation actuelle du Dahomey. —** Le Dahomey aussi doit posséder son chemin de fer, que le commandant Guyon a étudié en mars-juillet 1899. On doit commencer¹ par poser 150 kilomètres de voie à 1 mètre d'écartement, depuis Kotonou vers Paou (avec embranchement de là sur Ouida), Alada, le Lama, marais qui exigera bien des remblais, Cana, Atchéribé, où il traversera le Zou, l'Ouémé, qui nécessitera un pont de 120 mètres, Tchaourou ; prolongée jusqu'au Niger,

1. Arrêté ministériel du 20 mars 1900.

la ligne aurait 700 kilomètres. On en évalue le coût à 65 000 fr. le kilomètre. Ainsi ces trois riches colonies vont faire leurs lignes avec leurs propres ressources.

La frontière ouest a été établie définitivement par une Commission franco-allemande, qui suspendit quelque temps ses travaux, et les termina enfin après avoir dû combattre en commun des assaillants indigènes sous le commandement de l'officier français, le capitaine Pié (17 septembre 1899).

Le 1^{er} février 1900, a été supprimé le royaume du Dahomey ; Agoliagbo, que nous avons gardé après Béhanzin, s'agitait. Neuf cantons ont remplacé le Dahomey.

**** Le Commerce de l'Afrique Occidentale Française.**

Ainsi de tous côtés nous mettons à l'œuvre. Déjà ces colonies donnent de remarquables résultats¹ : de 1893 à 1898 leurs recettes se sont élevées de 7 à 45 millions ; presque toutes ont une caisse de réserve bien alimentée ; aucune ne reçoit de subvention métropolitaine, sauf le Sénégal et le Soudan (pour la garantie d'intérêt du chemin de fer sénégalais et les dépenses militaires si grandes que nécessitait Samory). Le commerce y croît rapidement. Les importations s'y sont élevées, entre 1892 et 1898, de 36 à 57 millions, les exportations de 32 à 49².

Note part dans ce commerce s'accroît ; mais la France ne fournit encore qu'un tiers de ces importations, et ne prend que la moitié de ces exportations. La situation s'améliore cependant. Telle qu'elle est, notre Afrique occidentale est une belle colonie, qui vaut les sacrifices qu'on a faits pour elle. Si le sous-sol, encore inexploré, ne nous a révélé que de l'or, la surface se montre d'une richesse inouïe en arbres dans l'immense forêt guinéenne qui s'étend presque de la

1. V. ANDRÉ LEBON, article cité.

2. En voici le détail : la comparaison est instructive avec les colonies anglaises, plus anciennes et moins prospères.

		1892.	1898.	1899.
		r.	fr.	fr.
IMPORTATION	du Dahomey	6 430 000	9 995 000	12 350 000
—	de la Guinée française	3 600 000	9 000 000	15 440 000
—	de la Côte de l'Ivoire	1 986 000	5 600 000	»
—	du Sénégal et Soudan	24 260 000	33 155 000	»
EXPORTATION	du Dahomey	7 260 000	7 540 000	12 700 000
—	de la Guinée française	4 800 000	7 800 000	9 460 000
—	de la Côte de l'Ivoire	3 740 000	5 040 000	»
—	du Sénégal et Soudan	17 300 000	29 150	»

Gambie au Dahomey; toute la végétation spontanée et cultivée des tropiques peut réussir sur la côte, sur le plateau, surtout dans les vallées des fleuves côtiers et du Niger, véritable Nil de l'ouest, qui possède près de Tombouctou un magnifique réseau de lacs, aux bords fertiles, et qui n'ont été connus que depuis notre entrée dans la ville. Enfin les habitants sont industriels, souvent très travailleurs; presque partout guerriers. Ce qui naît dans notre Soudan, c'est ce que les Romains ont donné à la Méditerranée : la paix¹ et l'ordre après des siècles de guerre; mais la République Française la donne sans épuiser le pays, à l'inverse de la République antique. Nos sujets n'ont pas à soupirer après un César.

3° Le Congo Français. — Le Haut-Oubangui. Le Tchad.

M. de Brazza sur l'Ogôoué et au Congo. *Le Congo Français* ou *Gabonie*. — Les explorateurs Cholet (1890), Gaillard (1891), Crampel (1890-91), Dybowski (1891), Maître (1892-93), Mizon (1890-93), Barrat (1893-96). — Situation actuelle du Congo et du *Haut-Oubangui*. — Mission Marchand (1896-99). — Vers le *Tchad*. La Mission Gentil (1895-98). — La Mission Fourreau-Lamy 1897-1900. A travers le Sahara.

M. de Brazza sur l'Ogôoué et au Congo. Le Congo Français ou Gabonie. — En 1843 les Français avaient occupé, au sud de l'embouchure du Niger, sous l'Équateur même, le *Gabon* ou *M'Pongo*. *Libreville* y fut fondée en 1849 par des esclaves affranchis. Plus au sud, vers 0° 30' de lat., le cap Lopez, à l'embouchure du fleuve Ogôoué, fut occupé en 1862.

L'Ogôoué fut remonté à une grande distance par deux voyageurs français, Victor de Compiègne et M. Alfred Marche, de 1872 à 1874. En 1875, M. Marche partit de nouveau en compagnie d'un officier de marine, M. Savorgnan de Brazza, pour tenter de pénétrer à l'intérieur de l'Afrique.

1. V. dans *Tombouctou la Mystérieuse* la façon dont les indigènes appréciaient cette paix. Qu'on se rappelle aussi la déclaration des habitants de Dori au commandant Destenave. « Nous avons écouté de mauvais conseils, et nous avons été trompés; tu pouvais ruiner notre ville; il ne tenait qu'à toi de nous faire mourir de faim et de soif dans la brousse; tu n'avais qu'à entrer dans Dori et à faire battre la campagne par tes cavaliers. Mais tu n'as pas voulu notre perte, tu t'es arrêté: tu nous as montré notre erreur et nos fautes et, en nous laissant le temps de revenir, tu nous as sauvés de la ruine. Nous sommes désormais tes captifs; nous ne l'oublierons jamais, et nous l'apprendrons à nos enfants. Rien ne pourra plus nous faire douter des Français et nous détacher d'eux. »

L'insuccès de cette expédition n'en empêcha point une nouvelle. M. de Brazza recommença ses opérations au mois d'août 1875, en compagnie de M. Ballay, médecin de la marine, avec une escorte de 12 soldats indigènes du Sénégal sous les ordres du quartier-maître Hamon. Les intrépides voyageurs, partis du Gabon, devaient remonter le cours de l'Ogôoué, que l'on supposait à tort en communication avec les grands lacs de l'intérieur. Le voyage dura trois ans. M. de Brazza parcourut en pays inconnus 1300 kilomètres, dont près de 300 à pied: chaleurs, fièvre, manque de vivres, traversées de forêts inextricables, de fleuves infestés d'hippopotames et de crocodiles, mauvaise foi et hostilité des indigènes, tout fut bravé avec une constance qui ne se démentit pas. On découvrit le bassin supérieur des rivières *Alima* et *Licono*, qu'on sut l'année suivante être des affluents de la rive droite du Congo; la petite troupe revint au Gabon le 30 novembre 1878. La Société de Géographie de Paris décerna la grande médaille d'or à son chef.

M. de Brazza, reparti à la fin de 1879 pour l'Afrique, remonta l'Ogôoué jusqu'à la rivière Passa; il fonda une station à *Franceville* en juin 1880. Ensuite, passant dans le bassin du Congo, il franchit plusieurs affluents de l'*Alima* et le *Leketé* et arriva sur le plateau de *Batété*, dans le royaume de Makoko où il fut bien accueilli.

Un traité fut signé le 3 octobre 1880: M. de Brazza obtenait la cession à la France du pays situé entre les rivières *Djoué* et *Impila*, affluents de la rive droite du Congo. Aussitôt après on donna à M. de Brazza une boîte pleine de terre pour le grand chef blanc (le Président de la République), afin qu'il vit que le pays de Makoko était à la France. Alors le roi nègre arbora sur sa case le drapeau tricolore et il appuya les négociations avec les Oubendji.

Les chefs de ce peuple vinrent avec plus de cent pirogues au rendez-vous fixé par M. de Brazza. Il protesta de ses intentions pacifiques, et offrit son amitié, qui fut acceptée. Ensuite eut lieu la création d'une seconde station à la cataracte N'tamo, sur le cours inférieur du Congo. La station prit le nom de *Brazzaville*. M. de Brazza, tombé malade, revint en France au mois de décembre 1880.

En deux ans et demi, il avait accompli un itinéraire de plus de 4 000 kilomètres, dans un pays qui produit l'arachide, la noix de palme, le maïs, l'ivoire, le caoutchouc, qui possède

des mines de cuivre et de plomb. Stanley, qui le premier avait exploré la vallée du Congo tout entière, et qui, en ce moment-là même, au nom de l'Association internationale africaine, fondée sous le patronage du roi des Belges, créait des stations dans la vallée du Congo, ne put voir sans un vif dépit M. de Brazza venir lui faire concurrence sur un terrain qu'il considérait comme exclusivement le sien.

Pendant ce temps, M. de Brazza recevait à Paris un accueil enthousiaste (1881-1882). M. Stanley, qui s'y trouva en même temps que lui, ne put dissimuler sa mauvaise humeur, qui contrastait d'une façon éclatante avec la courtoisie chevaleresque de notre compatriote. Les deux Chambres ratifièrent le traité conclu avec le roi Makoko, et M. de Brazza reçut le commandement d'une expédition destinée à prendre possession effective au nom de la France des contrées ouvertes par son intelligente et courageuse initiative. Parti de France au mois de mars 1883, il occupa les baies de *Loango* et de *Punta-Negra* vers 4° 20' de latitude sud, à environ 40 lieues au nord de l'embouchure du Congo, et il s'enfonça ensuite dans l'intérieur. Revenu en France en 1885, il se rembarqua pour l'Afrique en 1887, avec le titre de *Commissaire général du Congo*. « Je pars plein d'espoir, disait-il à Bordeaux en réponse aux personnes qui lui souhaitaient un heureux succès ; dans cinq ou six ans, l'exploitation commerciale au Congo donnera tout ce qu'on est en droit d'attendre. »

Aux termes de la convention signée à Paris le 4 mai 1885, entre la France et l'Association internationale du Congo, les limites de la colonie française sont : à l'ouest, l'Océan Atlantique ; au sud, la rivière Tchiloango, depuis l'Océan jusqu'à sa source, puis une ligne conventionnelle aboutissant à la rive droite du Congo ; à l'est, ce même fleuve jusqu'à un point en amont de la rivière Licona ; au nord, le parallèle qui part de la baie de Corisco, en face des îles Elobery.

Les explorateurs Cholet (1890), Gaillard (1891), Crampel (1890-91), Dybowski (1891), Maistre (1892-93), Mizon (1890-93), Barrat (1893-96). — En 1890, M. Cholet, administrateur colonial, explora la Sangha, affluent de droite du Congo, en aval de l'Oubangui, en la remontant jusqu'au-dessus du 4° de lat. nord et jusqu'au 13° de long. est. Cette même année, le poste français de Bangui, situé alors à l'extrême limite de nos possessions du Congo, sur la rive droite de l'Oubendji ou Oubangui, qui, en cet endroit, a 1 800 mètres de

large, fut attaqué par les cannibales, et son chef, M. Musy, tué.

En 1891, M. Gaston Gaillard, administrateur colonial, remonta la Sangha jusqu'à son confluent avec le Ngoko, et y fonda le poste d'*Ouessou* (1° 36' lat. nord, et 13° 14' 30" long. est). Une autre expédition, chargée aussi par M. de Brazza d'étudier la vallée de la Sangha, et dirigée par M. Alfred Fourneau, fut attaquée par les sauvages, dans la nuit du 10 mai 1891, par 6° 30' de lat. nord. Deux Européens furent massacrés ; M. Fourneau, poursuivi, se sauva en canot à travers les rapides de l'Ekela.

Pendant ce temps, M. Gaston Gaillard remontait le Congo, puis l'Oubangui, en amont des rapides de Bangui, avec MM. Husson, capitaine au long cours, de Poumayrac et de Masredon. Il fonda trois stations nouvelles, à *Mossobaka*, à *Mobaï* et à *Abirras*, au confluent de l'Oubangui et de son affluent de droite, le M'bomou, par 4° 10' de lat. nord et 20° 15' de long. est¹. En amont de ce confluent, l'Oubangui est nommé l'Ouellé. Le capitaine Husson périt dans un naufrage sur les rapides de Mobaï (1891).

Quelques mois plus tôt, le 16 août 1890, l'explorateur Paul Crampel avait quitté Brazzaville avec 30 tirailleurs sénégalais et 223 porteurs indigènes ; il se proposait de remonter la rive droite du Congo, puis l'Oubangui, d'atteindre et de parcourir le bassin du Chari, d'explorer la région du lac Tchad, enfin de traverser le Sahara pour rejoindre l'Algérie. Au cours de l'expédition, deux de ses compagnons européens, Orsi et l'ingénieur Lausière, périrent de maladie ; puis, au mois de juin 1891, le bruit arriva à Liverpool, de Loango, que Crampel et ses compagnons avaient été massacrés par les cannibales de Matonga, au sud du lac Tchad, le 27 avril, vers 8° de lat. nord, à El-Kouti. Ce bruit fut malheureusement confirmé.

M. Dybowski, envoyé par M. de Brazza à la recherche des restes de la mission Crampel, partit de Bembé le 8 novembre 1891 avec 105 hommes. Il atteignit et tailla en pièces les meurtriers de Crampel, s'avança dans la vallée du Chari, tri-

1. La station belge de Yakoma, au nord du 4° degré de latitude, à droite de l'Oubangui et du M'bomon, était en dehors de la sphère d'action de l'État du Congo, définie par le protocole du 27 juin 1887, en territoire français ; de là vint la contestation signalée plus haut, page 382, et réglée, comme on l'a vu, par le traité du 14 août 1894.

butaire du lac Tchad, et découvrit le *pic Crampel* (7° 26' 30" lat. nord et 17° 54' 30" long. est). Il revint après seize mois de voyage, ayant fait d'importantes découvertes, exploré les rivières Ombella et Kemo, affluents de l'Oubangui, et signé de nombreux traités avec des chefs noirs.

L'année suivante, M. Ed. Cholet visita la haute Sangha. Partant de Bangui le 5 février 1892, il s'avança à travers des peuplades anthropophages, comme les Yang'hérés, dans une région où abondaient les figuiers. Par N'Gaoundéré, où il séjourna du 17 février au 2 avril 1893 auprès de l'émir musulman, il arriva à Yola dans l'Adamaoua, où il fut mal reçu par le sultan, à cause des intrigues de l'agent de la *Royal Niger Company*, qui montre envers les Français « une froideur insolente ».

Le 29 juin 1892, M. Maistre partit des bords de la Kemo, affluent nord du Congo, par environ 5° 20' de latitude septentrionale, avec une petite troupe, dans la direction du lac Tchad ; il explora environ 500 kilomètres de pays inconnus, passa des traités sur le Chari et le Logoné, dans le Baguirmi, atteignit l'Adamaoua, et, de Yola, capitale de cette région, arriva, par la vallée de la Bénoué, à Akassa, à l'embouchure du Niger, le 25 mars 1893.

Un des voyages de découvertes les plus aventureux entrepris en Afrique a été celui du lieutenant de vaisseau Mizon. Lorsque cet officier, chargé par un syndicat français de pénétrer par le Niger et la Bénoué jusqu'au lac Tchad, arriva à l'embouchure du Niger dans l'automne de 1890, il fut attaqué et blessé grièvement dans le delta du fleuve par les indigènes, qu'on soupçonna d'avoir agi à l'instigation de la Compagnie anglaise (nuit du 15 au 16 octobre 1890). Revenu à Akassa à l'embouchure du fleuve, il fut averti qu'« *il serait contraire aux lois et règlements de la Compagnie de le laisser pénétrer sans son consentement dans les territoires du Niger... que la navigation de la rivière est libre, mais que, s'il n'est pas muni de l'autorisation en question, il sera impossible aux agents de la Compagnie de le laisser toucher terre, à aucun endroit dans les territoires* ». Après avoir perdu forcément six mois, le lieutenant Mizon remonta le fleuve ; la baisse des eaux de la Bénoué lui fit perdre encore beaucoup de temps. Il fut ensuite en butte aux défiances des naturels de l'Adamaoua. Il séjourna cinq mois, du 19 août au 14 décembre 1891, à Yola, la principale ville de l'Adamaoua. C'est

une ville de 20 000 à 22 000 habitants. Située au sud de la *Bénoué*, elle est entourée de baobabs, de figuiers, de papayers, de dattiers, de bombax épineux, de mimosas à gomme, de tamariniers, de citronniers. Le pays produit le henné, l'indigo, le séné, le karité ou arbre à beurre, l'arachide, le sésame, le ricin, le coton, le riz, le mil, le maïs, le blé, l'igname, la patate, le manioc, les courges, le haricot, la tomate. C'est une région très fertile. On y trouve des bœufs, des chèvres, des moutons, des ânes, des hippopotames, des sangliers, des antilopes, des daims, des dindons, des poules, des pintades, des canards, des pigeons, des flamants, des ibis, des marabouts, des grues couronnées, des sarcelles, des pélicans, des tortues. Le poisson abonde. Il est vrai qu'il y a aussi des panthères, des léopards, des hyènes, des crocodiles, des serpents, des rats, des sauterelles, des termites. Les épizooties sont fréquentes. En amont de Yola, la Bénoué reçoit à droite le *Mayo-Kebbi* ; plus au nord se trouve le *lac Léré*, qui, quand les eaux sont hautes, communique avec le *Mayo-Kebbi* ; le Léré lui-même communique parfois avec un autre lac plus septentrional, le *Toubouri*, qui communique peut-être avec le *Chari*.

Le lieutenant Mizon espérait rencontrer dans la région du lac Tchad l'explorateur Crampel, qui périssait à ce moment même. Il entreprit de rejoindre l'Atlantique en regagnant par la vallée de l'Oubangui le Congo français à travers des régions qu'aucun Européen n'avait visitées encore. Il se dirigea de Yola vers le sud, et, par Gourin, Mboundang, Garoua, Kôné, Bokix, arriva le 4 janvier 1899 à N'Gaoundéré. Il rencontra sur la Sangha M. de Brazza, qui marchait lui-même en avant vers le nord (1892). Il reçut un accueil triomphal à Paris.

Dans un nouveau voyage (1892-1893), le lieutenant Mizon atteignit le pays de Mouri, sur la rive droite de la Bénoué, à l'ouest d'Yola¹, capitale de l'Adamaoua. Il fit accepter au sultan de Mouri le protectorat français ; il espérait avoir le même succès dans l'Adamaoua, auprès de Zoubir, sultan de Yola. Mais il rencontra des obstacles insurmontables. Les Allemands prétendirent que l'Adamaoua était dans la zone d'influence de leur colonie de Kameroun, et que le sultan

1. En quittant Yola, le lieutenant Mizon y laissa pourtant l'Arabe Ahmed avec une petite troupe de Gabonais et de Sénégalais pourvus de vivres pour un an.

d'Yola ne pouvait, ne devait signer de traité qu'avec eux. La Compagnie anglaise du Niger soutint que, aux termes de conventions antérieures à celles conclues par Mizon, le pays de Mouri était territoire britannique. Deux des compagnons de Mizon, le docteur Ward et Henri Vaughan, revinrent malades en Europe avant lui; le docteur Ward accusa Mizon de présomption, d'imprudenc e et de cruauté envers les nègres. Le bruit courut en septembre 1893, qu'à la suite d'un conflit sanglant, le lieutenant Mizon était prisonnier de la Compagnie anglaise du Niger. On apprit pourtant bientôt après son retour à la côte, et, au mois de novembre, il arrivait à Marseille.

Un traité signé à Berlin le 6 février 1894 fixa la limite entre le Congo français, à l'est, et le Kameroun allemand à l'occident. Elle suit, en allant du sud au nord, la rivière Ngoko (affluent de droite de la Sangha, affluent elle-même du Congo) jusqu'à son intersection avec le 2^e de lat. nord, puis ce degré à l'est vers la Sangha, puis la Sangha vers le nord, à l'ouest de Bania, de Gasa, de Koundé, puis une ligne droite vers le nord, laissant à l'est Lamé et Bifara jusqu'au 40^e lat. nord, puis ce parallèle jusqu'à la rivière Chari, et le cours du Chari jusqu'au lac Tchad.

M. Maurice Barrat, né à Toulouse le 8 septembre 1868, entré le premier à l'École polytechnique en 1888, ingénieur des mines, fut chargé en 1893 d'explorer la vallée de l'Ogôoué pour en étudier les ressources géologiques et minières. Il remplit cette mission avec un grand succès. Parmi les arbres et plantes dont il signala spécialement l'existence, notons le palétuvier, le papyrus, le palmier à huile, le cacaoyer, le caféier, le bananier, le caoutchouc, les légumes de toute espèce, l'arbre à kola, le manioc, les arachides, les aloès, les bégonias, l'arbre à gutta; le tabac réussit très bien. On rencontre dans le pays du minerai de fer, cuivre, plomb, zinc, calcaire, argile, sels, puits et sources intermittentes de bî-tume. Le caoutchouc et l'ivoire sont les principaux objets de commerce. Il y a en certains endroits de beaux moutons; mais les fourmis et les moustiques sont un véritable fléau. Pendant la saison des pluies, le voyageur avance avec peine à travers la grande forêt monotone, où l'on marche dans une boue épaisse, sous un ciel de plomb, au bruit du tonnerre. Les indigènes appartiennent à diverses races; plusieurs tribus, celle des Pahouins, par exemple, sont encore anthropophages.

Après ce voyage, Maurice Barrat, nommé inspecteur des travaux publics des colonies, explora Diego-Suarez, Majunga, Tamatave. Il s'était embarqué à Marseille le 25 mai 1896 pour une nouvelle mission; il mourut des fièvres, le 6 juin, à la hauteur du cap Guardafui, et son corps fut immergé dans l'Océan Indien; il avait à peine 28 ans.

Situation actuelle du Congo et du Haut-Oubangui. — Le fondateur de notre empire congolais, M. de Brazza, revenu en France en 1897, fut remplacé par intérim par M. Dolisie, un des plus vieux serviteurs de la France au Congo (mort le 22 juin 1899), et définitivement par M. de Lamothe, qui a été lui-même remplacé en 1900 par M. Grodet. Le *commissaire général du Gouvernement* a sous ses ordres deux lieutenants-gouverneurs pour le Congo français et l'Oubangui (décret du 28 septembre 1897).

Différentes difficultés se sont encore produites avec le Congo belge: notre poste de Mobaye fut même attaqué une fois. Mais aujourd'hui l'accord semble fait, surtout depuis l'achèvement du chemin de fer du Bas-Congo: son créateur, le major Thys, a trouvé notre clientèle bonne, et nous jugeons sa voie avantageuse. Ce chemin de fer en effet est devenu la route de notre Congo.

Pour route affranchir, MM. Fournier et Fondère (août 1898 à mai 1899) ont été étudier si l'on pourrait établir une voie ferrée entre Libreville, sur l'admirable estuaire du Gabon, et la Sangha; ils ont proposé d'atteindre la Sangha par le Djadié, ou la Haute-Mossaka par le Mambili. Par cette voie nous pourrions drainer le Kameroun méridional, que borde la Sangha. Si nous nous abstenons, les Allemands feront le chemin de fer chez eux, et tous nos produits s'écouleront par des voies belge et allemande.

Notre colonie, si longtemps ignorée de nous-mêmes, attire aujourd'hui les capitaux bien plus que nos colonies guinéennes, plus accessibles et plus proches. Le décret du 28 mars 1899 sur les concessions coloniales au Congo a provoqué plus d'une centaine de demandes! De nombreuses substitutions de concessionnaires ont prouvé depuis que la spéculation s'en mêlait. Est-ce absolument un mal? Les capitalistes apprennent ainsi l'existence de ces pays et de leurs richesses. De sérieuses exploitations se font d'ailleurs déjà

sur les bords du Gabon. Mais notre colonie nous a intéressés surtout parce qu'elle a servi de base à nos tentatives vers le Nil et vers le Tchad.

**** Mission Marchand (1896-99)¹.** — En 1896, on avait décidé d'envoyer une mission du Congo vers le Nil; il s'agissait, en occupant un point sur le Nil, de tenir un gage qui permit de discuter la question d'Égypte. Cela ne signifiait pas que nous voulussions occuper à jamais les bords du Nil, puisque nous avions maintes fois déclaré que le Soudan égyptien devait être à l'Égypte et non à une puissance étrangère, que nous avions forcé la Belgique et l'Angleterre à renoncer à leur traité de partage de 1894, et que nous avons toujours regardé comme illégitimes l'occupation par l'Angleterre de l'Ounyor, de Zeila et de Berbera, ainsi que les accords qu'elle a signés avec l'Italie à propos du Harrar et de Massaouah. L'idée était juste. Mais, au lieu d'une poignée d'hommes, il eût fallu une véritable occupation militaire; et il eût fallu aussi que la diplomatie pût préparer le règlement de l'affaire, afin qu'au jour de la rencontre de Kitchener et de Marchand, l'Angleterre se sentit paralysée par une entente européenne et s'inclinât: sir Edward Grey avait, il est vrai, le 25 mars 1895, déclaré que les sphères d'influence anglaise et égyptienne couvraient tout le cours du Nil, et que l'Angleterre regarderait comme un acte *unfriendly*, c'est-à-dire hostile, toute action française dans cette vallée; mais aux demandes d'explication de notre Gouvernement, lord Kimberley, ministre des Affaires étrangères, avait répondu « que l'affirmation de son collègue n'équivalait pas à une prise de possession; que c'était seulement la thèse de l'Angleterre, que la France était libre de ne pas accepter; que la question restait ouverte au débat ». On pouvait donc en espérer alors un règlement favorable.

La mission fut confiée au capitaine Marchand, qui emmenait avec lui les capitaines Baratier, Germain, Mangin, le lieutenant Largeau, le lieutenant de vaisseau Marin, l'enseigne Dyé, l'interprète Landeroin, le médecin de marine Emily, l'adjutant de Prat, les sous-officiers Bernard, Dat, Venail, Samba-Rabbi, et un certain nombre de Sénégalais.

1. V. *Fachoda. La France et l'Angleterre*, par le vicomte ROBERT DE CAIX. 1899.

Débarqués au Congo le 23 juillet 1896, ils furent d'abord obligés de faire une guerre acharnée aux Bassoundis et aux Batékés révoltés. Le 8 novembre, ils étaient à Brazzaville et en partaient, le 1^{er} mars 1897, pour l'Oubangui. Là, le gouverneur du Haut-Oubangui, M. Liotard, avait admirablement organisé le pays et préparé le passage de la mission. En décembre 1896, elle avait occupé Dem-Ziber. On résolut d'atteindre le Nil en passant par le Bahr-el-Ghazal et ses affluents. Le cours inférieur du M'bomou, affluent de l'Oubangui, n'étant pas navigable, il fallut une peine extraordinaire pour passer dans son bief supérieur, navigable sur 700 kilomètres. Marchand lui-même partit avec quelques hommes pour relever le cours du Soueh, affluent du Bahr-el-Ghazal. Pour transporter la flottille du M'bomou au Soueh, il fallut faire une route de 170 kilomètres. La mission s'établit solidement sur le Soueh, y fonda le fort Desaix (novembre 1897). Cette même année, on fit très habilement courir à l'étranger le bruit du massacre de l'expédition. Naïvement tous ceux qui avaient reçu des nouvelles de la mission les publièrent dans la presse; le but était atteint: l'Angleterre savait! En attendant la crue de mars 1898, la mission consolida sa situation, en gagnant à sa cause le peuple des Dinkas, fit le levé complet du Soueh et poussa une reconnaissance jusqu'aux effroyables marécages du lac Nô, au confluent du Nil et du Bahr-el-Ghazal. Les membres de la mission vécurent deux mois dans la vase putride, presque mourants de faim. Dès la hausse des eaux, l'expédition partit et atteignit Fachoda, où elle arriva le 10 juillet 1898, après avoir franchi des marécages pleins de hautes herbes, formant d'inextricables fourrés. A Fachoda, la mission s'établit si solidement qu'elle repoussa victorieusement une très vigoureuse attaque des Derviches. Elle avait pour deux ans de vivres. Mais, le mois suivant, après sa victoire d'Omdurman, le sirdar Kitchener, ayant appris par une canonnière derviche que Fachoda était occupé par des blancs, s'élança aussitôt avec trois canonnières et des chalands montés par des troupes. Le 21 septembre, les Anglo-Égyptiens arrivaient à Fachoda.

La rencontre des deux chefs fut courtoise: Kitchener déclara à Marchand qu'il était venu occuper Fachoda au nom de l'Égypte; Marchand répliqua qu'il ne sortirait que sur un ordre formel de son Gouvernement. Le sirdar repartit pour Khartoum, laissant deux bataillons à Fachoda.

L'Angleterre accueillit la nouvelle de l'occupation française de Fachoda par un cri de fureur : « C'est un intrus, qu'il s'en aille ! » Le capitaine Baratier vint à Paris, par le Nil, renseigner le Ministère des Affaires étrangères. En même temps, Marchand quittait Fachoda le 23 octobre, et arrivait au Caire, le 2 novembre, apporter son rapport; le 6, le capitaine Baratier l'y rejoignit avec les instructions du Gouvernement. Hélas ! le 4 novembre, la presse avait reçu le communiqué suivant : « Le Gouvernement a résolu de ne pas maintenir à Fachoda la mission Marchand. Cette décision a été prise par le Conseil des Ministres, après un examen approfondi de la question. Le Gouvernement, en répondant à l'interpellation qui doit lui être adressée à ce sujet, se réserve de développer, devant les Chambres, le motif de cette résolution. »

Il fut convenu que la mission Marchand regagnerait la côte par la vallée du Sobât et l'Abyssinie. Elle quitta la place le 11 décembre, traversant le Nil, où la mission du capitaine Clochette et de M. de Bonchamps¹, si malheureusement arrêtée à 200 kilomètres du Nil, aurait dû la rejoindre.

La marche à travers l'Abyssinie fut très rapide, grâce aux ordres donnés par Ménélik, qui reçut triomphalement la mission à Addis-Ababa, sa capitale, le 11 mars 1899. Le Gouvernement nomma Marchand, qui venait d'être promu chef de bataillon, commandeur de la Légion d'honneur et tous ses compagnons chevaliers. Marchand débarqua à Marseille le 29 mai.

Ainsi fut accomplie, en moins de trois ans, cette extraordinaire épopée. Croyons-en un ennemi : « Marchand mérite notre admiration par sa résolution, son courage, son dévouement; son expédition est une des plus étonnantes et des plus magnifiques dans l'histoire de l'exploration africaine (J. CHAMBERLAIN). »

Du rêve magnifique que nous avons formé d'unir Obok au

1. La mission de Bonchamps (que M. Bonvalot quitta en juillet) était partie d'Addis-Ababa le 17 mai 1897; à Goré, elle rencontra le capitaine Clochette, qui y mourut. Brutalement arrêtée par des chefs abyssins en août 1897, obligée de faire appel à Ménélik, elle atteignit enfin le Sobât à la hauteur de Nasser; mais épuisée, au milieu des marécages, elle dut revenir. Le djedja Tessamâ, M. Faivre, et le colonel Artamonov revinrent à Nasser, et le 12 juin 1898 arrivèrent au confluent du Sobât et du Nil; le colonel Artamonov traversa lui-même le fleuve à la nage pour planter notre drapeau sur la rive gauche.

Congo français par l'Abyssinie amie, d'arrêter le plan anglais « du Cap au Caire », de résoudre la *question d'Égypte*, il ne reste que le souvenir de l'admirable entreprise d'une poignée de héros. Pour ceux qu'excitent au bien la gloire et la vertu, c'est beaucoup; mais combien d'autres ne peuvent supporter ce qui est au-dessus d'eux !...

Depuis le moment où l'ordre d'évacuation fut donné, les négociations se poursuivirent à Londres entre lord Salisbury et M. Paul Cambon; difficilement, car l'adversaire entendait traiter en ne cédant rien, et menaçait sans cesse de la guerre. A quel point elle fut imminente, peu de Français s'en doutèrent vraiment; il fallut en toute hâte approvisionner de combustible nos ports des diverses mers, renforcer toutes les garnisons côtières, tandis que l'Angleterre armait ses flottes. Enfin, le 21 mars 1899, on apprit la signature d'un accord sous forme d'une déclaration additionnelle à la Convention du 14 juin 1898. M. Cambon eut soin, pour laisser la question d'Égypte intacte en théorie, de ne point parler des frontières de cet État, mais seulement des limites orientales de la zone française. Ces limites orientales étaient conçues de façon à exclure la France, non seulement des bords du Nil, mais même de tout le bassin du Bahr-el-Ghazal, que l'Égypte n'avait, on peut le dire, jamais occupé, où nous avions des postes solides depuis deux ans, avec le consentement des millions de Dinkas et de Chillouks qui peuplent le pays; le Darfour, le Kordofan se trouvaient du côté anglais, le Ouadaï du côté français; dans le Sahara, la frontière française s'appuyait aux monts Tibesti, pour incliner, à l'ouest, jusqu'au sud de la Tripolitaine. Une convention commerciale accordait l'égalité de traitement entre les deux nations dans la région comprise entre le Congo et le Nil.

Il fallut ensuite rapatrier les différentes garnisons qui tenaient l'immense pays que nous avions conquis; c'est seulement en septembre 1900 que revint le capitaine Roulet. Parti en 1897 pour ravitailler Marchand avec le lieutenant Poinset, il conquit, pacifia et administra le Bahr-el-Ghazal; il occupa le fort Desaix, le fort Hossinger, près de Tamboura, créa plusieurs autres postes et enfin, le 20 mars 1899, il planta notre drapeau sur le Nil à Gaba-Chambé, à 350 kilomètres au sud de Fachoda, et créait plusieurs postes sur le Nil. Peu après, il eut la douloureuse mission d'évacuer tout. Il revint par l'Oubangui et le Congo, tandis qu'un de ses

officiers, le lieutenant de Tonquédec, prenait la voie du Nil et rentrait en France dès février 1899.

Aujourd'hui nous avons tout abandonné. Mais les Anglais n'occupent rien. Ce pays qui s'organisait, se civilisait, retombe dans le chaos, la barbarie. Les résultats scientifiques de la mission Marchand seront très considérables à tout point de vue. Mais rien n'a encore été publié.

**** Vers le Tchad. La mission Gentil (1895-98).** — Depuis la tentative de Crampel (1891), les voyages de Dybowski, de Mizon, de Maistre, nous avaient donné le désir d'arriver au Tchad. Les conventions de 1890, 1898 et 1899 avec l'Angleterre, de 1894 avec l'Allemagne, nous en assurèrent la possession diplomatique. Il fallait occuper en fait.

M. Gentil partit en avril 1895, et fonda un poste par 5° 46' de lat. nord, sur la Tomi, affluent de la Kémo, affluent elle-même de l'Oubangui. Il franchit facilement le faite de partage entre Congo et Chari, et à l'automne de 1896, établit un poste, par 6° 46', sur la Nana, affluent du Chari; elle n'était pas assez navigable; il trouva une meilleure voie et, en avril 1897, établit un nouveau poste par 7° latitude nord et 16° 40' longitude est. En septembre 1897, son vapeur, le *Léon-Blot*, péniblement apporté pièce par pièce et remonté ensuite, flottait sur le Gribingui, affluent du Chari. Il n'y avait plus qu'à descendre le large fleuve. Le 30 octobre, le *Léon-Blot* entra dans le Tchad! Épuisé de fatigue, M. Gentil rentra en France en août 1898. Il n'avait pu rester que trois jours sur le Tchad, à cause du voisinage de Rabah¹. Mais il s'unit étroitement à Gaourang, le sultan du Baguirmi, dont la population, écrasée par Rabah, nous accueillit en libérateurs. Après le départ de M. Gentil, le pays respira

1. Rabah, ou plutôt Rabih, ancien esclave de Zobéir-Pacha, quitta le Darfour en 1890, avec 300 fusils; c'étaient d'anciens soldats égyptiens, de bons combattants. Le massacre de l'expédition Crampel en 1892 lui donna de nouvelles armes. Grossissant toujours sa troupe, il arriva au bas Chari en 1893, attaqua le sultan du Baguirmi, Gaourang, écrasa l'armée de l'Ouadaï, venue à la défense de Gaourang, qui ne put que sauver sa capitale, Massénya. Rabah, prudent, se détourna vers le Bornou, s'allia à Ayaton, fils révolté du Sultan de Sokoto, écrasa les Bornouans, détruisa Kouka (décembre 1893) et n'accorda rien à Ayaton, qui l'abandonna. Rabah s'établit alors à Dikoua, seconde ville du Bornou, organisa ses conquêtes, établit des garnisons à Goulféi, sur le Chari, à Koussiri, à Logone, sur le Logone, pour maintenir le Baguirmi. Son fils Fadel Allah alla conquérir ou plutôt piller le pays de Zinder en 1897. L'arrivée de M. Gentil détermina la retraite des garnisons laissées par Rabah au Baguirmi.

quelque temps. C'est alors qu'arriva la mission commerciale de Béhagle et Bonnel de Mézières, qui put, avec le *Léon-Blot*, fonder des comptoirs. Un retour offensif de Rabah devait, hélas! détruire son œuvre. M. de Béhagle, cet explorateur à la volonté de fer, devait périr prisonnier et victime de Rabah.

Le capitaine Bretonnet, qui nous avait donné le Haut-Dahomey, démissionna et revint comme administrateur colonial continuer l'œuvre de M. Gentil au Baguirmi. Mais Rabah envahit de nouveau le Baguirmi, prit Massénya que Gaourang incendia en s'enfuyant, et reprit les anciennes forteresses, mais pour en massacrer les habitants ou les faire captifs. M. Gentil regagna son poste périlleux comme représentant du Gouvernement dans le Chari. Mais avant son arrivée, la mission Bretonnet était massacrée par Rabah, après un combat de huit heures, livré par trente tirailleurs contre 7 à 8 000 hommes. Rabah avait 1000 morts; mais M. Bretonnet, le capitaine Braun, le sous-officier Martin étaient tués; terrible échec pour notre influence, après celui de notre allié.

M. Gentil prit d'excellentes mesures pour réparer le désastre. Le 29 octobre 1899, le capitaine Robillot détruisit le fort de Rabah à Kouno sur le Chari (au sud du 10° lat. nord) après neuf heures de combat contre 12 000 hommes, dont 3 000 environ périrent. Rabah avait trois canons. Il s'enfuit, et Gaourang rentra dans ses États, en même temps que le sultan de Kouka, rétabli par le commandant Lamy, arrivé d'Algérie à travers le Sahara. Le 9 janvier 1900, le capitaine de Cointet, de la mission Gentil, était rejoint par le lieutenant Meynier, que le lieutenant Joalland, de l'ancienne mission Voulet-Chanoine (v. p. 494), lui avait envoyé. Les lieutenants Pallier et Meynier avaient tourné le Tchad par le nord, en établissant l'influence française dans le Kanem. Le 13 mars 1900, la mission Foureau-Lamy les rejoignit. Le 24 avril, les trois missions étaient réunies en une seule, comptant 700 fusils, 30 chevaux, 4 canons, 1 500 auxiliaires baguirmiens. Immédiatement on attaqua à Koussiri Rabah, qui avait 5 000 hommes, dont 2 000 armés de fusils, 600 chevaux, 3 canons. Après une violente canonnade et fusillade de deux heures et demie, un assaut de nos troupes enleva le retrait de l'ennemi; elles s'élançèrent pour lui couper la retraite, dans laquelle Rabah blessé fut tué et eut la tête

tranchée. Malheureusement, pour protéger sa retraite, ses sofas firent un retour offensif et tuèrent le commandant Lamy, le capitaine de Cointet, le sergent Roches, et blessèrent grièvement le lieutenant Meynier. Le capitaine Reibell poursuivit, dispersa les fuyards. Partout, la mort de Rabah amena des soumissions; les bords du Tchad, la vallée du Chari sont pacifiés. La mission Joalland doit revenir sur le Niger par Zinder; M. Foureau quitta le Tchad le 14 avril pour revenir au Congo et en France. M. Gentil, nommé commandeur de la Légion d'honneur, fut chargé comme commissaire du Gouvernement du nouveau territoire militaire « des pays et protectorats du Tchad », créé en août 1900, et comprenant le bassin de la Kémo, celui du Chari et de ses affluents, et les pays placés sous notre domination par les conventions des 14 juin 1898 et 21 mars 1899, c'est-à-dire le Baguirmi, l'Ouadaï, le Kanem. Il relève du Congo français et obéit aujourd'hui au commandant Destenave. On ignore où se trouve M. Gentil (déc. 1900).

Ainsi, malgré le drame de Tessaoua et le massacre de la mission Bretonnet, les trois missions françaises avaient pu se joindre juste au moment voulu au bord du Tchad, et assurer notre victoire. Deux nous sont connues; il nous reste à parler de la troisième, la mission Foureau-Lamy.

**** La Mission Foureau-Lamy. A travers le Sahara (1898-1900).** — Depuis longtemps, M. Foureau avait entrepris l'exploration du Sahara et rêvait de le traverser de part en part. M. Renoult des Orgeries légua 250 000 fr. à la Société de Géographie pour les missions qui chercheraient à « placer pacifiquement sous la protection ou l'influence de la France les contrées encore indépendantes qui, à l'intérieur de l'Afrique, peuvent contribuer à faire un tout homogène avec nos possessions de l'Algérie, du Sénégal et du Congo ». Le legs fut attribué à M. Foureau¹. Le commandant Lamy dirigea l'escorte militaire. Il avait combattu en Tunisie, au Tonkin, commandé le poste d'El-Goléah, exploré au Gabon la vallée du Niari et du Nyanza, commandé les Kabyles, puis un des cercles les plus hostiles dans l'expédition de Madagascar. Partout on avait admiré son énergie, sa science d'officier et d'ingénieur, son esprit organisateur, sa bonté aussi, sa géné-

1. Les lenteurs nécessaires ne permettant pas assez vite la délivrance du legs, plusieurs membres de la Société avancèrent la somme.

rosité envers les indigènes. Quand on lui offrit de partir comme second au Soudan, sous un *civil*, il répondit : « Vous savez que je fais bon marché des honneurs et des avantages personnels. Je ne demande qu'une chose, c'est de contribuer à relier l'Algérie au Soudan. Peu importe que je sois chef ou non, pourvu que la mission se fasse et se fasse bien. Peu importe une situation : ce qui importe, c'est le bien du service. »

La mission, qui emmenait 1 200 chameaux, partit d'Ouargla le 23 octobre 1898, longea d'abord l'Igharghar; le 25 novembre, elle était à Témassinin, où l'on fonda un fort. Jusqu'à In-Azaoua ou Assiou (2 février), le service de ravitaillement fut admirablement assuré, grâce au capitaine Pein et au lieutenant de Thézillat. Le 14 décembre, la mission entra en contact avec les serfs des Touaregs Azdjer. Au début de janvier 1899, elle aborda la région montagneuse, sans eau, traversa la rude chaîne du Tindesset (Tassili occidental), au milieu des grès, à une altitude de 4 000 mètres, par un froid pénible allant jusqu'à — 10°. Le 6 janvier, elle arriva à l'oued Affahtakha, et le 15 à Tadent. Le 9 janvier, fut franchie la ligne de faite entre les versants méditerranéen et saharien, par 1 362 mètres, dans le massif du mont Aborrent. Celui de l'Anahel, aussi haut, compte des chaînes élevées et escarpées. Le manque total d'eau et aussi de végétation pendant dix jours fut très pénible. Il fallut emporter le combustible, l'eau, les vivres pour les chameaux, et en abandonner beaucoup. A In-Azaoua on put trouver de l'eau et se reposer quelques jours dans une redoute improvisée. Depuis on fut onze mois sans nouvelles, et les louches agences de Tripoli nous annoncèrent bien des fois un massacre complet. En réalité, à Trazar, un millier de Touaregs attaqua la mission; le canon les dispersa comme des moineaux. Quand la mission arriva à l'Air, elle n'avait plus de chameaux; pour pouvoir en acheter, il fallut occuper les puits d'Agadès et ne livrer de l'eau qu'en échange de chevaux, de chameaux et d'ânes. Au sud de l'Air, le pays de Tagama est un plateau ondulé, inhabité, sans eau visible, cependant couvert de halliers touffus, où pullulent gazelles, girafes, etc. Le Damer-gou, au contraire, est peuplé et bien cultivé, habité par les *Moussouras*, au type blanc, mais au teint chocolat. Enfin on arriva à Zinder, où l'on trouva un poste français commandé par le sergent Bouthel. Là M. Dorian, compagnon de M. Fou-

reau, se sépara de lui, et revint par Saï avec une étonnante vitesse : 900 kilomètres en 25 jours ! Le 18 mai, il était à Porto-Novo et s'embarquait pour la France. Le reste de la mission se dirigea vers le Tchad, où nous avons vu son arrivée si opportune en même temps que la glorieuse mort de son chef.

C'est la première fois qu'une expédition de cette importance traverse le Sahara ; son utilité politique a été immense ; son résultat scientifique, certainement très considérable, et ses conséquences économiques seront grandes ; elle a permis de juger, avec plus de sérieux, les projets de chemin de fer transsaharien.

4° La Réunion. — Madagascar. — Obok.

La Réunion. — *Les Comores.* — *Madagascar.* Diverses tentatives infructueuses des Français du dix-septième au dix-neuvième siècle. Le Royaume Hova. — Voyages de M. Grandidier (1865-1870). — L'expédition française à Madagascar (1883-1885). — Insuffisance des résultats. — Seconde expédition (1894-1895). Ses difficultés. — Traité du 30 septembre 1895. — M. Laroche à Madagascar. Traité du 18 janvier 1896. — L'annexion (6 août 1896). — Le général Galliéni. — Son administration. — Territoire d'Obok. Djibouti.

La Réunion. — Sur la côte orientale de l'Afrique, la France possède *la Réunion*. Découverte en 1494 par le Portugais Mascarenhas, elle devint française en 1642, et fut appelée *Bourbon* en 1649 ; la colonisation commença en 1654. L'île reçut à l'époque de la Révolution le nom de *la Réunion* ; elle devint lors du Consulat l'*île Bonaparte* ; les Anglais s'en emparèrent en 1810 ; elle avait alors 80 350 habitants. A la Restauration, elle redevint française et reprit le nom de *Bourbon*, changé définitivement en 1848. Elle mesure environ 20 lieues sur 15, et a environ 48 lieues de tour. Il y avait, en 1837, 108 000 habitants, parmi lesquels plus de 69 000 esclaves. La plupart des forêts ont disparu. De nos jours, on cultive seulement la canne à sucre, un peu la cannelle et la muscade. La culture du café a diminué ; on ne cultive plus le giroffier, et la culture de l'arbuste à thé n'a guère d'importance¹. Il y a du fer, mais il n'est pas exploité.

De nos jours, *la Réunion* renferme 167 847 habitants, la

1. On a récemment acclimaté le chinchona et l'eucalyptus à la Réunion. Personne n'a plus contribué à augmenter la flore de cette île que le célèbre

plupart nègres. Très volcanique, elle est dominée par le *Piton des Neiges*, le *Piton de la Fournaise* et le *Gros Morne*. Les villes principales sont *Saint-Denis*, capitale, *Saint-Paul*, *Saint-Pierre*, *Saint-Louis*, *Saint-Benoît*. Un chemin de fer côtier, établi depuis quelques années, s'étend de Saint-Denis à Saint-Pierre sur un parcours de 124 kilomètres ; il a été prolongé de Saint-Denis à Saint-Benoît. On a creusé un port à Saint-Pierre et un autre, protégé par la *pointe des Galets*, au nord de Saint-Paul, la rade ouverte de Saint-Denis n'offrant point d'abri aux navires.

A la Réunion est né le poète Evariste Parny (1753-1814), auteur du *Voyage de Bourgogne*, de l'*Épître aux Insurgents de Boston*, de *Poésies Érotiques*, de *La Journée Champêtre* et de *La Guerre des Dieux*, le plus connu de ses ouvrages. Cette île a également donné naissance au poète Antoine Bertin (1752-1790), auteur d'élégies intitulées *Les Amours*, qui fut capitaine de cavalerie en France et mourut à Saint-Domingue. L'un des écrivains contemporains les plus remarquables, Leconte de Lisle, l'auteur des *Poèmes Antiques*, des *Poèmes Barbares*, des *Poèmes Tragiques*, des *Erynnies* (tragédie), de l'*Apollonide* (drame lyrique), le traducteur des *Idylles de Théocrite*, des *Odes Anacréontiques*, d'*Hésiode*, des *Hymnes Orphiques*, des *Œuvres d'Eschyle*, des *Œuvres d'Horace*, de *Sophocle*, d'*Homère*, naquit aussi dans la même île, à Saint-Paul, le 23 octobre 1818 ; il est mort à Paris au mois de juillet 1894.

« La Réunion ne gagne pas encore à l'essor de Madagascar ; peut-être au contraire souffre-t-elle de ce que nombre de ses enfants, souvent les plus actifs, vont s'établir sur « la grande terre ». Ce ne peut être qu'une crise passagère. Quand ces familles auront refait leur fortune et leur activité, toutes deux souvent bien affaiblies dans cette vieille île, que tant de malheurs ont frappée, elles seront plus à même de régénérer les exploitations bourbonniennes. La Réunion et Maurice, où la population blanche est encore si française, forment un précieux appoint pour la colonisation de Madagascar. La jalousie des vieux colons des Mascareignes à l'égard

voyageur et naturaliste Poivre. Né à Lyon en 1719, Pierre Poivre visita la Chine (1740-1742), perdit un bras dans un combat naval contre les Anglais, et explora la Cochinchine avec une mission du Gouvernement Français. Intendant des Iles de France et de Bourbon de 1767 à 1773, il y introduisit de nombreuses graines de l'Inde et de la Malaisie ; il mourut en 1786.

des nouveaux, arrivés d'Europe, semble s'éteindre. La culture du caféier, de la canne à sucre, de la vanille, du tabac, s'améliore; celle du cacaoyer est abandonnée; on entreprend celle du théier et du caoutchouc. Une convention anglo-française de janvier 1898 règle l'immigration des travailleurs indous à la Réunion.

Les Comores. — Au nord-ouest de Madagascar, la France possède plusieurs îles. *Mayotte*, l'une des Comores (8 708 hab.), a de belles rades, et l'on y trouve le cocotier, le caféier, le cotonnier, la vanille; la *Grande Comore*, cédée en 1883 par son sultan, moyennant une pension viagère, exporte surtout du bétail. La volcanique *Nossi-Bé (Ile Grande)* a environ 7 700 habitants; elle produit du sucre et du rhum, et possède une magnifique rade. Le chef-lieu est *Hellville*, qui doit son nom à l'amiral de Hell. *Nossi-Cumba*, *Nossi-Mitsiou* et *Nossi-Fali* sont des dépendances de Nossi-Bé. Au nord-est de Madagascar, s'étend une autre terre française, l'île *Sainte-Marie* (7 667 hab.), avec le *Port-Louis*. Nommée par les indigènes *Nossi-Boraha*, Sainte-Marie est bordée de palmiers; elle produit des clous de girofle et de la vanille. En 1892, les Anglais ayant occupé les îles *Aldabra*, à 100 lieues au nord-ouest du cap d'Ambre, vers 9° de latitude sud, le Gouvernement français fit occuper les îles *Glorieuses*, vers 12° de latitude sud et 45° de longitude est, à mi-chemin entre Diego-Suarez et les Comores.

** Aux *Comores*, nous avons eu de nombreuses difficultés dans ces dernières années, notamment en août 1899. L'opposition des Musulmans y est assez considérable, et il a fallu à plusieurs reprises recourir à la force. Cette opposition trouve un point d'appui à Zanzibar, dont le sultan, *habilement dirigé*, pousse les protégés français à renoncer à notre nationalité, les emprisonne, les maltraite pour déconsidérer notre pavillon¹. Mayotte et les Comores forment un groupe autonome dirigé par un administrateur des colonies, depuis le 6 juillet 1897.

Madagascar. Diverses tentatives infructueuses des Français du dix-septième au dix-neuvième siècle. Le Royaume Hova. — A l'ouest de la Réunion s'étend l'immense île de Madagascar ou la *Grande Terre*, du 14° 57' au 25° 34' de lati-

tude sud. Elle est séparée de la côte d'Afrique par le canal de Mozambique, large, au point le plus resserré, de 400 kilomètres ou 100 lieues. Placée entre 41° 20' et 48° 10' de longitude est, elle est plus grande que la France. Du cap d'Ambre au nord jusqu'au cap Sainte-Marie au sud, elle mesure 1 623 kilomètres ou environ 406 lieues. Sa largeur d'orient en occident est de 300 kilomètres ou 123 lieues. Sa superficie est évaluée à 392 000 kilomètres carrés. Elle fut découverte en 1506¹ par le Portugais Fernand Suarez ou par Laurent d'Alméida. Richelieu ayant formé en juin 1642 la *Société de l'Orient*, l'année suivante Pronis prit possession de l'île Sainte-Marie et de la baie d'Antongil au nord-est; il bâtit au sud-est le fort Dauphin. Le 4 décembre 1648, Étienne de Flacourt arriva au nom de la Société. Par malheur, c'était l'époque de la Fronde: les colons furent longtemps oubliés de la mère patrie. Ils reçurent un faible renfort en 1663, et un édit de Louis XIV, en date du 1^{er} juillet 1663, donna à Madagascar le nom d'*Ile Dauphine*. Mais les colons soulevèrent les indigènes par leurs excès et furent massacrés dans la nuit de Noël en 1672; les survivants se rembarquèrent deux ans plus tard. Cette première tentative de colonisation a été retracée dans l'*Histoire de la Grande Isle de Madagascar par le sieur de Flacourt* en 1658.

En 1816, l'amiral anglais Farquhar, gouverneur de l'île Maurice, entra en relations avec les Hovas. En même temps le gouverneur français de Bourbon reprenait possession de l'île Sainte-Marie. En 1819 on réoccupa le fort Dauphin. Cependant la face des choses avait changé à Madagascar. Le chef des Hovas, Andrianampoinimérina, et après lui son fils Radama 1^{er}, devenu roi en 1810 à dix-huit ans, avaient soumis la plus grande partie de l'île. Radama reçut dans sa capitale Tananarive² un envoyé anglais, M. Hastie, consentit à supprimer la traite des nègres, s'habilla à l'européenne, et, avec l'aide d'un ancien sergent français, nommé Robin, venu de l'île de la Réunion, organisa une armée régulière. Il attaqua les Français et les chassa du fort Dauphin le 14 mars 1825. Quand il mourut à trente-six ans, en 1828, l'une de ses femmes Ranavalona, devint reine. Mal disposée pour les étrangers,

1. Diego-Diaz l'avait déjà signalée en 1500 sous le nom de *São-Lourenço*.

2. Tananarive ou Emyrne, à dix jours de marche de Tamatave, à une altitude de 1 315 mètres, a environ 100 000 habitants.

elle défendit le 26 février 1835 l'exercice du christianisme. De 1836 à 1845, tous les Européens durent quitter l'île. Les expéditions françaises de 1829 et 1845, la dernière dirigée par le commandant Romain-Desfossés, tentées toutes deux avec des moyens insuffisants, échouèrent.

Cependant un Français, Jean Laborde, né à Auch en 1810, fut jeté par un naufrage, au retour de l'Inde, sur la côte de Madagascar. Bien accueilli, il apprit aux indigènes à tailler la pierre, à fabriquer des fusils, des canons, de la poudre, des briques, du verre, à raffiner le sucre; il fonda une ville industrielle et fit l'éducation des fils de la reine. Il resta vingt-six ans à Madagascar (1831-1837). En 1833 les Anglais signèrent un traité de commerce avec la reine. Les Européens revinrent, et parmi eux un Français, M. Lambert, qui devint l'ami du prince héritier; mais en 1837 tous les Européens furent encore une fois chassés. La reine mourut le 18 août 1861. Son fils Rakota fut roi sous le nom de *Radama II*. Ami déclaré des étrangers, il envoya M. Lambert notifier son avènement à Napoléon III, et conclut des traités de commerce avec la France et l'Angleterre; il fut assassiné en mai 1863. Sa veuve lui succéda sous le nom de *Rasoherina*. Morte le 1^{er} avril 1868, elle fut remplacée par sa cousine *Ranavalona II*, qui adopta la religion anglicane et abolit l'importation des esclaves (mais non l'esclavage).

Voyages de M. Grandidier (1865-1870). — Un voyageur français, M. Alfred Grandidier, visita Madagascar de 1865 à 1870, pendant que deux Hollandais, MM. François Pollen et Van Dam, et un Anglais, M. Crossley, en exploraient également certaines portions. M. Grandidier évalua la population à quatre ou cinq millions d'habitants, chiffre peut-être trop élevé. Le royaume *Hova*, dont les habitants sont de race malaise, comprenait alors la moitié de l'île, à l'est et au nord. Il y avait encore, au sud et au nord-ouest, des tribus nègres indépendantes, les *Antadrouis*, les *Sakalaves*, les *Antanosses*, les *Betsimisarakas*; l'île contient aussi des descendants d'Arabes venus de la Mer Rouge.

L'intérieur renferme un amas de montagnes granitiques et stériles, dont M. Grandidier compare l'aspect à celui d'une mer houleuse; les plus élevées sont les monts *Ankaratra*. La flore et la faune de Madagascar sont particulières à cette île. La végétation est gigantesque, surtout dans la grande forêt d'*Analamazaotra*; on y trouve l'*arbre du voyageur*, qui con-

tient de l'eau, que l'on fait jaillir par des incisions, le palétuvier, le palmier, le cocotier, le baobab, l'arbre à gomme, le tamarinier, le latanier, le figuier. L'île produit encore des bambous, l'igname, le riz, la canne à sucre, la banane, l'ananas, le tabac, la résine, le poivre, le gingembre, le manioc, la patate, des prêles, des fougères, des lianes de toute espèce, des lycopodes, des euphorbiacées. Elle nourrit des bœufs en grande quantité, des moutons, des chèvres, des sangliers, des makis, des perroquets; pas de bêtes féroces, excepté des crocodiles dans de nombreux lacs. Il y a des mines d'or, de fer, de cuivre, de plomb, de manganèse, du charbon de terre au nord-ouest sur la baie de *Passandava*, entre le cap Saint-Sébastien au nord et le cap Bernahomai au midi. On trouve dans l'île des fossiles gigantesques de tortues, d'épiornis, d'hippopotames. La côte est malheureusement très insalubre, et les routes manquent pour pénétrer dans l'intérieur.

L'expédition française à Madagascar (1883-1885). — Un conflit éclata en 1881 entre la France et les Hovas. Depuis 1844 la France possédait sur la côte occidentale la baie de *Passandava*, achetée moyennant une pension annuelle au chef sakalave Tsimandrou; cette pension était encore payée à son petit-fils Mounsa, roi d'*Ankifi* sous le protectorat français. Un autre chef indigène, Tsimiare, roi des Antanosses, avait aussi cédé à la France la baie d'*Antombuk*, près du cap d'Ambré, à l'extrémité nord de Madagascar, tandis qu'Adrian Souly nous vendait à la fois en 1843 la baie de *Bali* sur la côte occidentale et l'île *Mayotte*. Le Gouvernement de la reine des Hovas, qui se prétendait souveraine de Madagascar tout entière, fit abattre en 1881 le drapeau tricolore à Ankifi et occuper militairement le territoire des Sakalaves protégés français. Plusieurs de nos nationaux furent molestés. De plus, l'article 4 du traité conclu en 1868 avec le Gouvernement Hova disait : « Les Français jouiront à Madagascar du droit de s'établir où ils le jugeront convenable, de prendre à bail, d'acquérir des meubles et immeubles. » Or, en 1878, M. Laborde, consul de France à Madagascar, étant mort à Tananarive, les héritiers de ses propriétés reçurent défense d'y bâtir, en vertu d'un édit publié précisément en 1881 pour les dépouiller, et ainsi conçu : « La terre, à Madagascar, ne peut être vendue ou donnée en garantie qu'entre sujets du Gouvernement de Madagascar. »

Sur les réclamations de la France, une ambassade hova fut

envoyée à Paris, et des négociations s'engagèrent. Elles ne réussirent point, les envoyés de Ranavalona ayant refusé ce qu'on leur demandait : évacuation du territoire sakalave, paiement d'une indemnité, et droit pour les Français d'acquiescer des propriétés foncières à Madagascar (24 janvier 1883). De Paris, les Hovas allèrent à Londres et à New-York, essayant de nouer des relations avec l'Allemagne, l'Angleterre, l'Amérique, d'obtenir, en un mot, la protection d'une grande puissance. Ils ne réussirent qu'à provoquer dans la presse britannique des démonstrations malveillantes contre la France.

Une division navale commandée par le contre-amiral Pierre, chargé par le Gouvernement de la République d'en finir par la force, chassa les Hovas, au mois de mai 1883, de la plupart des points fortifiés de la côte nord-ouest et nord-est de l'île. Le 13 juin, *Tamatave*¹, le principal port de Madagascar, fut bombardé et occupé par les Français, qui en prirent possession au grand déplaisir et malgré le mauvais vouloir des résidents anglais. Le consul britannique Pakenham étant mort de maladie au moment de l'attaque, et son secrétaire indigène ayant été un instant arrêté comme soupçonné d'intelligence avec les Hovas, on put même croire que les Anglais essaieraient de soulever à cette occasion une nouvelle Affaire Pritchard.

Le missionnaire anglais Shaw, arrêté par l'ordre du contre-amiral Pierre, qui lui reprochait de renseigner les Hovas à Tamatave, sur l'état des forces françaises, puis remis en liberté, réclama et obtint une indemnité du Gouvernement français. L'amiral Pierre, malade, demanda à être remplacé et mourut à son arrivée en Europe. Il eut pour successeur dans les eaux de Madagascar le contre-amiral Galiber. La mort de la reine Ranavalona II (13 juillet 1883), qui fut remplacée par sa jeune cousine Ranavalona III, sous la direction du premier ministre Rainilaiarivony, ne changea point la situation.

Elle demeura la même pendant les derniers mois de l'année et jusqu'en mai 1884 : les Hovas échouèrent dans leurs tentatives pour reprendre les points de la côte occupés par les

1. C'est à Tamatave qu'en temps ordinaire on embarque les dix ou douze mille bœufs que la Réunion et Maurice achètent chaque année à la grande île africaine; c'est là que les Anglais et surtout les Américains débarquent leurs toiles, leurs farines, leurs meubles.

Français et les volontaires créoles de la Réunion; mais ceux-ci, trop peu nombreux et décimés par les fièvres, ne purent prendre l'offensive et marcher sur Tananarive, pour en finir par un coup vigoureux; on occupa seulement le fort Dauphin, sur la côte sud-est. Des négociations entamées avec le Gouvernement hova n'aboutirent point. D'ailleurs, par les ports du sud, les Hovas continuaient à recevoir des armes et des munitions, vendues surtout par les Américains et les Anglais¹.

Le contre-amiral Miot, envoyé à Madagascar pour remplacer l'amiral Galiber parvenu au terme de son commandement, y arriva le 8 mai 1884; il déclara que « l'heure des négociations dilatoires était passée, et qu'il avait été envoyé pour exercer les droits de la France sur l'île ».

Toutefois une tentative d'offensive, faite avec un effectif insuffisant, échoua (27 juin 1884). On occupa au mois de décembre suivant *Vohemar* (au nord de Tamatave) et *Amboanio*. Mais on n'avait pas assez d'hommes pour frapper un coup décisif. Très supérieurs en nombre, pourvus d'armes de précision, commandés par des Anglais ou des Américains, les Hovas s'aguerrissaient dans ces escarmouches, qui duraient depuis deux ans; la France avait menacé sans frapper; il aurait fallu ne pas menacer ou frapper fort et vite; ce que la guerre du Tonkin n'avait pas permis. Un nouveau combat sans résultat eut lieu en face de Nossi-Bé sur la côte nord-ouest, dans la baie de Passandava, près d'Amboudimandirou, les 26 et 27 août 1883. Le 10 septembre suivant le contre-amiral Miot voulut déboucher de Tamatave avec 1 500 hommes et attaquer les Hovas retranchés au nombre de 10 000 avec des canons Krupp, sous les ordres de l'Anglais Willoughby, à 6 kilomètres de Tamatave, à *Farafatte*; couverts par une rivière et des marais, ceux-ci ne purent être débusqués.

Enfin, le 17 décembre 1883, les négociations continuées malgré les hostilités amenèrent la conclusion de la paix. Un

1. Ceux-ci continuaient à témoigner au sujet de l'expédition française une mauvaise humeur dont la véritable raison apparaît clairement dans ce passage d'une lettre adressée au *Times* du 28 août 1883 : « Les affaires de Madagascar engagent à la fois les intérêts moraux et matériels de ce pays. Madagascar est l'île la plus vaste, la plus importante de la côte africaine. On l'a nommée *La Grande-Bretagne de l'Afrique*, et sa position, commandant le Canal de Mozambique, est quelque chose comme celle de notre propre pays sur le détroit de Douvres. Il y a 1 200 de nos compatriotes dans l'île. Madagascar est située entre nos possessions d'Afrique et celles d'Asie. »

résident français installé à Tananarive avec escorte militaire devait être l'intermédiaire obligé de toutes les relations du Gouvernement de Madagascar avec les puissances étrangères. Des baux à durée indéterminée pouvaient être conclus au profit des Français et renouvelés par les parties contractantes sans intervention du Gouvernement Hova; la France se réservait le droit d'occuper la baie de Diégo-Suarez (ou d'Antombok, à l'extrémité septentrionale de l'île, un peu au sud-est du cap d'Ambre). Dix millions de francs devaient être payés pour indemniser les Français et étrangers qui avaient eu à souffrir de la guerre; jusqu'à parfait paiement, la France garderait comme gage le port et les douanes de Tamatave.

Insuffisance des résultats. — L'interprétation et l'exécution de ce traité soulevèrent des difficultés nombreuses; sans doute les 10 millions promis furent payés, et Tamatave évacuée le 25 janvier 1887; mais M. Le Myre de Vilers, résident de France à Tananarive, rencontra de la part du Gouvernement malgache un très grand mauvais vouloir. L'Anglais Digby Willoughby, se disant « général, ambassadeur de la reine de Madagascar », vint intriguer en Europe et adressa au *Times* une lettre dans laquelle il déclarait « faire connaître aux puissances que ni la reine de Madagascar ni son Gouvernement n'ont cédé à la France un droit de protectorat d'aucune sorte ». Au mois de mai 1887 le consul anglais de Madagascar ayant été invité à demander l'*exequatur* au résident français, le Gouvernement anglais fit une réponse évasive, lord Salisbury ayant besoin, déclarait-il, « d'étudier de nouveau » la question. Aux termes de l'accord anglo-français conclu au mois d'août 1890, l'Angleterre reconnut le protectorat français à Madagascar, et désormais son consul dut recevoir l'*exequatur* de notre résident. Toutefois, dans la pratique, l'inertie et le mauvais vouloir du Gouvernement hova ne cessèrent pas de rendre à peu près illusoire le rôle du résident français. L'influence, comme par le passé, appartenait toujours principalement aux sujets britanniques, missionnaires anglicans et surtout méthodistes. Hostile à la France, le premier ministre éludait ou ajournait, toutes les fois qu'une réclamation lui était adressée. En 1892, le Gouvernement hova acheta 36 canons aux Anglais. Pourquoi et contre qui? Il n'était pas difficile de répondre. Du reste l'anarchie la plus complète régnait à Madagascar;

les routes étaient infestées de brigands, sur les crimes desquels le Gouvernement hova fermait les yeux ou que même il encourageait; le recouvrement des impôts était devenu des plus difficiles; le premier ministre, terrifié par les complots dirigés contre lui, demeurait invisible et laissait toutes les affaires publiques en souffrance.

Un cyclone épouvantable dévasta les côtes de Madagascar et de Sainte-Marie les 20 et 21 février 1893, causant des désastres sans nombre, parmi lesquels la perte de l'avisos *La Bourdonnais*¹.

Seconde expédition (1894-95). Ses difficultés. — A chaque instant il était question d'Européens, surtout de Français,

1. Deux voyageurs, MM. Catta et Maître, parcoururent de mai à août 1890 la partie sud-est de Madagascar: ils visitèrent le fort Dauphin, où ils trouvèrent les souvenirs vivaces de l'ancienne occupation française. En plusieurs points de ces régions, ils purent même se servir de notre langue.

Un voyage fut entrepris au pays des Tanalals indépendants de la région d'Ikongo par le docteur L. Besson, médecin de 1^{re} classe de la marine, en 1890. C'est à l'est du pays des Betsileo que résident les Tanalals ou Antanalals (*habitants des bois*). Il y a là de grandes forêts, on y trouve des lianes, des brousses, le palissandre, l'eucalyptus, le caoutchouc, le riz, les patates, les haricots, le manioc.

Un autre voyage sur la côte ouest de Madagascar fut exécuté par Henri Douliot, chargé de mission par le Ministre de l'Instruction publique en 1891-1892, chez les Sakalaves, de Nosy Miandroka à Maintirano. Parmi les arbres et plantes dont il signala l'existence, indiquons surtout les palétuviers de la côte, les palmiers, le maïs, les bananes, la canne à sucre, le nopal, le ricin, les baobabs, les citronniers, les colocas, l'ébène, le bois de fer, le palissandre. Il rencontra de la soie, constata qu'il existait du fer, et nota, parmi les espèces animales, les bœufs, les cochons, les chèvres, les crocodiles, les chats sauvages, les corbeaux, les percheaux verts, les criquets.

Henri Douliot visita aussi la partie du rivage occidental qui s'étend du fleuve Morondava au nord au fleuve Manarivo au midi. Il trouva partout les Sakalaves, sans distinction d'âge ni de sexes, ennemis des Hovas, et surtout livrés à tous les vices, ivrognes, menteurs, voleurs, avides, débauchés, paresseux. Il constata qu'il se faisait là un grand commerce d'écailles de tortues, de vanille, de caoutchouc, d'ébène, de cire, de cuirs; on vendait des bœufs pour le prix de la peau; toute la chair d'un bœuf ne valait pas 5 francs. Les gens qui faisaient les meilleures affaires étaient des marchands indiens de Bombay, ou des Arabes de Zanzibar et d'Anjouan, qui trafiquaient en nature, donnant, en échange de ce qu'ils exportaient, du rhum, du gin, de la poudre, du savon.

Henri Douliot mourut d'une fièvre maligne à Nossi-Bé. M. Emile Gautier, son camarade d'école, continua ses voyages et visita le lac Alaotra.

Dans des *Notes* sur la région comprise entre les rivières *Mananjara* et *Iavibola*, au sud-est de Madagascar, M. Gabriel Ferrand, agent résidentiel de France, signale, en allant du nord au sud, l'existence des cours d'eau suivants: *Mananjara*, *Namorona*, *Faraoany*, *Mananano*, *Manakara*, *Maitanara*, *Manambarana*, *Manaviro*, *Mananara*, *Masianaka*, *Manambondro*, *Isandra*, *Iavibola*.

maltraités, pillés, assassinés. Ces excès, que le Gouvernement hova ne pouvait ou ne voulait pas empêcher, avaient lieu surtout à l'ouest de l'île, dans la province de Boina, qui a pour ville principale Majunga, sur une vaste baie dans laquelle se jette la Betsiboka (cette rivière, qui coule du sud au nord, a sa source non loin de Tananarive). Aux mois d'août, de septembre, d'octobre et de novembre 1893, l'établissement fondé par M. L. Suberbie pour l'exploitation des gisements aurifères de cette région fut attaqué à plusieurs reprises par des bandes de pillards ou Fabavalos.

Ces désordres n'ayant fait qu'augmenter au début de 1894, la situation devint intolérable. A chaque instant les Anglais débarquaient dans l'île des armes et des cartouches pour les Hovas. Un prince de la famille royale, nommé Rakotomena, se permit de frapper, dans les rues de Tananarive, un soldat français de l'escorte du résident général. Les colons européens furent chassés du cap Sainte-Marie (extrémité méridionale de l'île, au sud-ouest du fort Dauphin). Au nord, Diégo-Suarez fut menacé, et trois Français enlevés.

La France dut enfin se décider à agir. A la suite d'une interpellation de M. Brunet, le 22 janvier 1894, la Chambre des Députés votait à l'unanimité un ordre du jour invitant le Gouvernement à « maintenir notre situation et nos droits à Madagascar ». M. Le Myre de Vilers fut donc envoyé à Tananarive, où il arriva le 18 octobre 1894. Il devait présenter un ultimatum demandant réparations pour le passé, garanties pour l'avenir, droit de garnison à Tananarive. Espérant l'appui du Gouvernement britannique, tout au moins de volontaires anglais, parmi lesquels un M. Shervington, prétendu colonel (en réalité ancien sous-officier), la cour d'Émyrne résista. Les armes seules pouvaient trancher le différend.

Il fallait parvenir jusqu'à Tananarive. Essayerait-on d'y arriver en partant de la côte orientale, de Tamatave ? La distance est d'environ 300 kilomètres ou 75 lieues ; mais le port est mauvais, obstrué par une barre et exposé aux cyclones ; la côte est malsaine, l'intérieur montagneux et sans routes sérieuses. On résolut de prendre pour base d'opérations la côte ouest, en partant de Majunga (44° longit. est, 13° 43' lat. sud), à l'entrée de la baie de Bombetoke. Ce point est à près de 450 kilomètres ou 113 lieues au nord de Tananarive ; mais la baie est très sûre, le pays moins mal-

sain, et les embarcations peuvent utiliser sur un certain parcours la Betsiboka, puis son affluent l'Ikopa.

Pendant que les colons français quittaient Tananarive pour gagner la côte, M. Hanotaux, ministre des Affaires étrangères, déclarait à la Chambre des députés qu'il fallait en finir, et le général Mercier, ministre de la Guerre, demandait le vote d'un crédit de 65 millions, qui fut accordé après une intéressante discussion dans laquelle l'expédition fut soutenue par MM. Pierre Alype, de Montfort, Chautemps, Étienne, André Lebon, de Douville-Maillefeu, Hanotaux, Ch. Dupuy, Ribot, Brisson, et combattue par MM. Doumergue, Denéchéau, Vigné d'Octon (26 novembre 1894). Le 12 décembre, Tamatave fut occupée par le capitaine de vaisseau Bienaimé, commandant la division navale de l'Océan Indien. Le général Duchesne, commandant la 14^e division militaire à Belfort, fut désigné pour diriger le corps expéditionnaire, qui dut compter environ 22 000 hommes, pris dans les armées de terre et de mer, en France, en Algérie et aux colonies. Un câble télégraphique fut établi entre Majunga et Mozambique. Le 14 janvier 1895, *Majunga* fut occupé. Le 28 mars, M. Félix Faure, Président de la République, alla au camp de Sathonay, près de Lyon, distribuer des drapeaux au 200^e régiment de marche d'infanterie, et aux députations des autres régiments formés en vue de l'expédition dans la grande île africaine. *Diégo-Suarez* avait été menacé par les Hovas dès le 22 décembre 1894 ; ils avaient été repoussés le lendemain à l'attaque de *Mahatsinjo*, et le lieutenant-colonel Piel, de l'artillerie de marine, avait été nommé commandant supérieur de notre établissement. Le 14 avril, la garnison de Diégo-Suarez enleva le fort hova de *Ambohimarina*, à 24 kilomètres au sud de Diégo-Suarez, après une marche et un combat de nuit, intelligemment dirigés par le chef de bataillon Martin, commandant le bataillon des volontaires de la Réunion ; le 2 mai, le général de brigade Metzinger s'empara de *Marovoay* (ville des *Crocodiles*), à 70 kilomètres au sud de Majunga, sur la Betsiboka. Les officiers anglais au service hova, voyant que le Gouvernement de Tananarive ne voulait pas leur remettre le commandement suprême, quittèrent l'île pour la plupart. Le 6 mai, le général Duchesne débarqua à Majunga. La marche en avant continuant, on occupa *Androtro*, *Trabonjy*, *Ambato*, du 19 au 23 mai. Plusieurs villages sakalaves firent leur soumission. Le 6 juin, la *Betsiboka* fut

franchise de vive force; le 9, les Français s'emparèrent de *Mevatanana*. La dépêche du général Duchesne qui relatait ces succès annonçait malheureusement aussi que le colonel Gillon, du 200^e d'infanterie, était mort de dysenterie; à Tamatave aussi, la garnison était éprouvée par les maladies. Le 13 juin, on occupa *Suberbieville*; les Hovas s'étaient retirés sur Andriba. Le 19 juin, on atteignit *Tsarasaotra*, à 15 kilomètres de Suberbieville, sur la rive droite de l'Ikopa, dont la largeur en cet endroit est de 2 kilomètres. Le 29 juin, les Hovas attaquèrent Tsarasaotra et furent repoussés, puis le lendemain culbutés par le général Metzinger au combat de *Beritzoka*.

Toutefois l'expédition dura plus longtemps qu'on ne l'avait supposé. Le débarquement s'était opéré dans des conditions fâcheuses, avec une lenteur excessive, un désarroi complet et des frais énormes. La responsabilité de cette malheureuse incurie devait-elle être attribuée au Ministère de la Marine ou au Ministère de la Guerre, ou à la rivalité traditionnelle des deux administrations, qui s'en prenaient l'une à l'autre pour se disculper? Pourquoi avait-on frété des navires de transport anglais, dont l'un, le *Brinckburn*, s'échoua dans le détroit de Messine, au lieu de s'adresser à la marine française? Le matériel préparé ou n'était pas arrivé en temps utile, ou était défectueux et insuffisant; car, en dépit des bateaux, les troupes avaient dû passer les rivières dans l'eau jusqu'au cou; et il avait fallu entreprendre avec beaucoup de fatigue et de temps un pont sur la Betsiboka, et construire une route depuis la côte, en affrontant un travail mortel pour l'Européen dans ces régions. Les voitures Lefèvre¹, voitures en fer à deux roues, qui devaient à la fois rouler sur les routes ou flotter sur l'eau en guise d'embarcations et servir à former des ponts de bateaux, se trouvèrent, paraît-il, inutilisables sur l'un et l'autre élément. De plus, le nombre des malades augmentant au delà de toute prévision, celui des médecins se trouva insuffisant; les médicaments manquèrent; les objets alimentaires ou vêtements provenant des dons des Dames de France, ou ne furent distribués qu'imparfaitement, ou ne le furent pas du tout, et furent perdus sur la plage de Majunga, faute de moyens de transport. La mortalité fut grande

dans les hôpitaux, où tout manquait, et à bord des navires qui ramenaient en France des malades, dont l'installation était insuffisante, surtout pour traverser la mer Rouge, entre deux déserts, dans la saison la plus chaude de l'année.

Le 14 juillet, un télégramme du général Duchesne annonça que le pont sur pilotis de la Betsiboka, long de 400 mètres, était achevé, et que la route allait être carrossable jusqu'à Beritzoka. L'opinion publique devenait inquiète. Il fallait envoyer des renforts; on avançait bien lentement, et l'on se demandait s'il n'aurait pas mieux valu, dès le début, prendre Tamatave, et non Majunga, pour base d'opérations. Y avait-il eu, disait-on, un plan quelconque, ou tout n'allait-il pas au hasard? On apprenait en même temps une autre complication. Un sieur Waller, ex-consul des États-Unis à Tamatave, ayant été condamné comme espion à vingt ans de prison par un conseil de guerre français, ce jugement amena des réclamations du Gouvernement américain et une affaire internationale qui ne fut réglée qu'au mois de décembre suivant¹.

Traité du 30 septembre 1895. — Du 21 au 23 août, les Hovas furent chassés de la position fortifiée d'*Andriba*, avec perte de sept canons, par la brigade Voyron. Il n'y avait pas de temps à perdre. Le général Duchesne résolut de se porter sur Tananarive avec une colonne légère pourvue de vivres pour trois semaines, et d'en finir par un coup de main. Le 15 septembre, les Hovas furent chassés du défilé de *Tsimainondry*; le 19, le général Metzinger força le passage des monts *Ambohimena* et parvint à *Antoby*, à environ 65 kilomètres de Tananarive; le 23, on franchit les monts *Ankarakahara*; le 25, on occupa *Andavabary*, au pied du piton de *Babay*. La résistance des Hovas continuait à être presque insignifiante. A l'approche des Français, à Tananarive l'observatoire fut détruit et le cimetière européen dévasté par les indigènes. Il y eut du 26 au 30 des engagements assez vifs au défilé de *Sabotsy*, sur les hauteurs d'*Ambohipiara*, de *Tsimahandry*, à *Alakamisy* et à *Ambonihola*. Enfin, le 30 septembre, après un brillant combat où se distinguèrent les sol-

1. Dans un message au Congrès américain (2 décembre 1895), le président Cleveland annonçait que le Gouvernement français avait offert de relâcher Waller à certaines conditions, et demandait au Congrès s'il jugeait conforme à la dignité des États-Unis d'accepter cette transaction. C'est ce qui a été fait, le Gouvernement américain ayant reçu communication de documents établissant la culpabilité de l'ex-consul.

1. L'inventeur et fournisseur était un tanneur, M. Lefèvre. Il fournit environ 5 250 voitures, au prix de 8 millions de francs.

datés des généraux Metzinger et Voyron, la capitale des Hovas tomba au pouvoir du général Duchesne. Épouvantée par les obus qui arrivaient sur son palais, la reine consentit à tout. Elle se soumettait au protectorat français avec toutes ses conséquences, la France n'acceptant aucune responsabilité au sujet des concessions faites par le Gouvernement hova à des individus de diverses nationalités. Le général Metzinger fut nommé gouverneur de Tananarive; la population fut désarmée; le premier ministre Rainilaiarivony, ennemi de la France, fut déposé, relégué dans un domaine hors de la capitale, et remplacé par Rainitsimbazafy; quelques jours après, sur la côte orientale, le 10 octobre, le contre-amiral Bienaimé s'empara de Farafate.

En France, l'inquiétude était grande, et la nouvelle du succès final produisit un véritable soulagement. Qui était responsable des fautes commises, de la légèreté, de l'incurie, que les journaux signalaient? Les événements de Madagascar contribuèrent certainement à la chute du ministère Ribot (28 octobre 1895) et à son remplacement par le ministre Bourgeois-Cavaignac-Lockroy. Dans la séance du 26 novembre, l'expédition fut l'objet d'un violent débat à la Chambre des députés. MM. Pierre Alype, Vigné d'Octon, Chauvin, Rouanet, Jaurès, Jourde, attaquèrent vivement l'ancien cabinet et demandèrent la nomination d'une commission d'enquête. Tout aboutit à un ordre du jour félicitant nos braves soldats et leurs chefs.

M. Laroche à Madagascar. Traité du 18 janvier 1896. — M. Laroche, ancien lieutenant de vaisseau, préfet de la Haute-Garonne, fut nommé résident général de France à Madagascar (30 nov.)¹. Dès son arrivée à Tananarive, conformément aux instructions du Gouvernement, qui ne trouvait pas le traité du 30 septembre assez explicite, il fit signer à la reine Ranavalona un acte par lequel elle reconnaissait que Madagascar était « possession française » (18 janvier 1896). Un décret en rattacha l'administration au ministère des Colonies. Le lieu-

1. On cultive ou on peut récolter à Madagascar la canne à sucre, le coton, la vanille, le pignon d'Inde dont on fait du savon, du cacao, du tabac, du riz, de l'aloès, du blé, de la vigne. On pourrait aussi préparer des conserves de viande de bœuf.

Tananarive, à 200 mètres au-dessus de la rivière Ikopa, a été nommée d'abord *Analamanga* (la Forêt bleue). *Tananarive* (*Tanana arivo*) signifierait *mille mille* ? ou *villages mille* ?

tenant Mizon fut résident à Majunga. Des troubles avaient éclaté sur divers points de l'île. A Arivonimamy (30 kil. au sud de Tananarive), une mission protestante anglaise fut dévastée par les indigènes (23 novembre). Un détachement français vint rétablir l'ordre (6 décembre).

Aux termes du traité unilatéral du 18 janvier, le Résident général de France, c'est-à-dire M. Laroche, représentait Madagascar dans toutes ses relations extérieures et devait contrôler l'administration intérieure de l'île, aucun emprunt ne pouvant être contracté par la reine sans autorisation du Gouvernement français. Ce second traité ne parut pas encore assez explicite. Il prêtait à l'équivoque, comme le firent ressortir MM. Francis Charmes, Develle et Turrel, dans une discussion qui eut lieu en mars 1896 à la Chambre des députés. Comment les étrangers qui avaient des intérêts à Madagascar, c'est-à-dire surtout les Anglais et les Américains, considéraient-ils cette singulière situation : Madagascar *Possession française* dans les relations au dehors, *État protégé* pour les affaires intérieures? Et qu'en serait-il du budget de Madagascar? qui le réglerait? Et l'esclavage? serait-il aboli? Il était de droit dans une possession française; il ne l'était pas en pays de protectorat. M. Berthelot, ministre des Affaires étrangères, répondit que l'établissement d'une administration entièrement française à Madagascar nécessiterait de trop grandes dépenses; que le Gouvernement réserverait la question de l'esclavage, et s'inspirerait des grands principes d'humanité. Bien que cette réponse parût vague et un peu faible, la Chambre vota un ordre du jour de confiance proposé par M. de Mahy.

L'annexion (6 août 1896). — Toutefois l'Angleterre et les États-Unis ayant demandé des explications et paru disposés à réclamer, Madagascar restant en réalité une simple terre de protectorat, le maintien pour leurs nationaux du régime antérieur, c'est-à-dire de la juridiction de leurs consuls respectifs, M. Hanotaux, ministre des Affaires étrangères dans le cabinet du 30 avril 1896, pour couper court à toute difficulté, à toute réclamation, déposa sur le bureau de la Chambre des députés un nouveau projet de loi déclarant Madagascar *colonie française*; on conserverait cependant, sous la souveraineté de la France, la reine Ranavalona, considérée comme un intermédiaire utile dans les rapports avec les indigènes (du moins avec les Hovas de l'Imerina). Cette loi fut votée le

20 juin 1896. On avait voté en même temps l'abolition de l'esclavage, malgré les réserves faites sur ce point par M. André Lebon, ministre des Colonies, puis abandonnées par M. Méline, président du Conseil, qui se rallia à un ordre du jour de MM. de Mahy, Gerville-Réache et Isaac. La loi fut promulguée le 6 août.

La France n'était pas au bout de ses sacrifices. Cette expédition, qui nous avait coûté 7498 hommes (sur 22 850) morts par le feu ou par les maladies (sans compter ceux qui étaient morts après leur retour en France ou en Algérie des suites de maladies contractées à Madagascar), allait entraîner de nouveaux sacrifices. On avait espéré se servir de la reine Ranavalona, l'amener à accepter la domination de la France, et on lui témoignait le respect, on avait pour elle les ménagements qu'on aurait pu témoigner à une souveraine d'Europe, à une princesse civilisée. Peine perdue ! Ranavalona acceptait comme lui étant dues les politesses et les présents, et considérait le Résident général de France, M. Laroche, comme un subordonné. Les Européens habitant Madagascar ont reproché au Résident général, qui était peut-être lié par ses instructions, de s'être laissé jouer par la reine, par ses ministres et les fonctionnaires hovas, restés à peu près tous les ennemis de la France, et qui conspiraient contre nous sous ses yeux, à peu près sans obstacle. La seule mesure de vigueur qu'on prit, fut de déporter en Algérie, où il mourut, l'ex-premier ministre Rainilaiarivony.

Mais tandis qu'on accordait des concessions de mines à des Anglais, de préférence aux Français, et qu'on formait à Tananarive une Commission municipale composé en majorité d'étrangers, 3 Anglais, 1 Prussien, 1 Américain, il se formait sur tous les points de l'île des bandes de *Fahavalos* (c'est à Madagascar l'équivalent des *Pavillons-Noirs* ou *pirates* du Tonkin), indigènes mécontents de la domination française ou ruinés par la guerre, anciens soldats hovas licenciés, ou simples malfaiteurs : tous ces gens-là étaient armés de fusils cachés lors de l'entrée de nos troupes à Tananarive ; ils étaient excités et quelquefois commandés par les fonctionnaires qu'on avait en le tort de conserver et qui faisaient précisément le contraire de ce qu'on les avait chargés et de ce qu'ils avaient promis de faire ; résultat : désordre général et insurrection à peu près sur tous les points ; pillages continuels, assassinats d'Européens, qui n'osaient plus sortir des villes,

où ils étaient bloqués quand ils échappaient à la mort ; on ne pouvait ni exploiter les mines, ni cultiver la terre ; on craignait la famine ; le commerce était paralysé, la vie horriblement coûteuse. Voilà les lugubres et uniformes nouvelles que tous les courriers apportèrent invariablement de Madagascar à Paris pendant les huit premiers mois de 1896. On n'était plus en sûreté à Tananarive même. A tort ou à raison, les journaux locaux s'en prenaient au Résident général, reprochant à M. Laroche de se laisser duper par les Hovas et de favoriser les étrangers, particulièrement les Anglais, au détriment des Français.

Le général Gallieni. — Il fallut bien aviser. Le colonel d'infanterie de marine Gallieni, officier intelligent et énergique, qui s'était distingué au Sénégal, au Soudan, au Tonkin, fut nommé général et chargé de commander les troupes à Madagascar, avec le pouvoir de proclamer l'état de siège et de prendre toutes les mesures réclamées par les circonstances. Sa nomination abrogeait-elle les pouvoirs du Résident général ? c'est ce qui n'apparaissait pas bien clairement. Parti de France le 19 août, il fut attaqué dans les forêts entre Tamatave et Tananarive par des Fahavalos, que son escorte dispersa. Arrivé à Tananarive à la fin de septembre, il déclina l'offre de M. Laroche, qui lui proposait *de le présenter* à la reine, en ajoutant qu'il ferait savoir à la susdite reine quel jour il aurait le temps *de la recevoir* ; il fit amener le pavillon hova, qui avait jusque-là continué à flotter sur le Palais d'Argent à côté du pavillon français. L'état de siège fut décrété ; quatre personnalités de l'entourage immédiat de la reine, dont les colons réclamaient depuis longtemps l'éloignement, furent déportés à la Réunion. Le ministre de l'intérieur, Rainandriampanandry, et le prince Ratsimamanga, ancien boucher, oncle de la reine, qui, en ayant l'air d'être les alliés de la France, ne cessaient de pousser les indigènes à se soulever et à massacrer les Français, furent arrêtés, condamnés à mort par un conseil de guerre comme complices de l'insurrection et fusillés le 13 octobre 1896. Le premier ministre Rainitsimbazafi donna sa démission et ne fut pas remplacé. Ces premiers actes du général Gallieni firent une vive impression sur les indigènes, qui, au bout de huit jours, le surnommaient *masiaka* (*le Méchant*). Un journal, en relatant ces mesures, approuvées, disait-il, par tous les colons, protestait contre ce qu'il appelait « la politique de dupe » de l'administration pré-

cédente, et ajoutait : « C'est la reine qui est l'âme du parti de la résistance à la France. »

M. Laroche reutra en France le 7 novembre 1896. On télégraphiait à la même date que l'état de siège était établi dans les trois provinces d'Émyrne, de Betsileo et de Ambatondra; que l'Émyrne était partagé en quatre cercles militaires; qu'une route muletière était en construction de Mahatsara à Maromby; que la justice française existait seule depuis le 17 octobre; que la suppression de l'esclavage était un fait accompli; que des indemnités avaient été accordées à ceux des anciens propriétaires d'esclaves qui étaient dans le besoin. L'enseignement obligatoire du français a été prescrit dans les écoles malgaches. Bien qu'il y ait encore de fréquents engagements, sur beaucoup de points, entre les colonnes françaises et les Fahavalos, les routes deviennent plus sûres et le calme paraît se rétablir peu à peu.

**** Administration du général Gallieni ¹.** — Depuis l'arrivée du général Gallieni, l'île a été transformée. Sauf un long congé qu'il a dû prendre, d'avril 1899 à juin 1900, pour remettre sa santé épuisée, et pendant lequel son collaborateur du Tonkin, le général Pennequin, l'a remplacé, il a depuis 1896 déployé une prodigieuse et incessante activité.

Vis-à-vis des Hovas, sa politique fut énergique : ruine de l'influence de la caste aristocratique, transfert de la reine Ranavalona à la Réunion et suppression de la royauté à Madagascar; la reine fut obligée de quitter Tananarive en quelques heures, dans la nuit du 27 au 28 février 1897. En février 1899, on l'a internée à Alger dans une belle villa, à l'abri de tout coup de main en cas de guerre maritime. D'autre part, le général n'a eu garde de mettre à l'écart la race la mieux douée de l'île, et, toutes les fois qu'il l'a pu, il a pris des collaborateurs indigènes, comme Rasanjy, le gouverneur général de l'Île de Madagascar depuis la suppression de la royauté et notre plus fidèle serviteur aujourd'hui. Quant aux autres peuples, Betsileos, Sakalaves, etc., il leur a toujours rendu leurs chefs nationaux, sous le contrôle des commandants de cercle. C'est ainsi qu'il avait pacifié le Tonkin, et qu'il a pu pacifier Ma-

gascar. Les Sakalaves, irrités de tout joug et secrètement poussés par les Indous de la côte qui voient leur monopole ruiné, ont vu cependant leur révolte écrasée, plus encore par la persuasion que par la violence. Le colonel Prud'homme semble avoir obtenu leur soumission complète au printemps de 1900. Le sud-ouest encore renferme quelques tribus insoumises, mais elles n'avaient jamais obéi. L'occupation s'est faite rapidement par une série de postes, reliés très rapidement par le télégraphe et des routes. Le changement des territoires militaires en territoires civils se fait aussi vite que possible, à moins d'un retour d'insoumission. L'île a été mise à peu près en état de défense : la garnison de Diégo-Suarez a été renforcée en 1899-1900, et la position fortifiée.

Avec l'esprit pacificateur qui le caractérise, le gouverneur général a su mettre fin aux luttes religieuses qui divisaient l'île, remplacer peu à peu par des Français les pasteurs étrangers qui avaient si longtemps agi contre nous, et persuader aux indigènes qu'on leur laissait la liberté de culte, sans les forcer à prendre la religion du vainqueur. Partout il a développé l'enseignement du français : missions religieuses, catholiques ou protestantes, écoles laïques nouvelles, simples sous-officiers chefs de poste, tous les dévouements ont été employés, et déjà les résultats sont très remarquables; le français se répand bien plus vite à Madagascar que dans nombre de nos vieilles colonies. L'enseignement primaire est obligatoire, et la moitié du temps des classes est consacré au français. On compte déjà à Tananarive une école normale, une école professionnelle, une école de médecine, des musées historiques et commerciaux, des hôpitaux.

Une activité aussi grande a été employée à la mise en valeur de l'île. Le système des concessions a été régularisé; les recherches de gisements houillers (on en a enfin trouvé au nord-ouest), aurifères, cuprifères, etc., favorisés. Le réseau de routes se développe de plus en plus, et, en attendant le chemin de fer qui doit unir Tamatave à Tananarive ¹, on perce les *pangalanes* ou isthmes bas qui séparent les lagunes échelonnées du nord au sud sur la côte est, pour donner une voie d'eau sûre et rapprocher Tamatave de la capitale. Sur les routes circulent déjà des automobiles, comme au Soudan. Toutes les grandes villes sont assainies, embel-

¹. *Guide de l'immigrant à Madagascar*, publié par le Gouvernement général de Madagascar, avec le concours du Comité de Madagascar; 3 vol. et un atlas. — GÉNÉRAL GALLIENI, *La pacification de Madagascar*, ouvrage rédigé par le capitaine HELLCT (Paris, 1900).

¹. Loi du 20 avril 1900.

lies, transformées. Les institutions nécessaires pour accomplir ces travaux, mais très critiquées, en Europe surtout, viennent d'être complètement réformées (septembre 1900). Déjà l'on commence à exploiter les forêts, surtout pour en tirer le caoutchouc, qui s'exporte par Fort-Dauphin principalement; la culture du riz se fait selon de meilleures méthodes, avec de meilleurs instruments. Nos cultures maraichères se développent. Cafésiers, théiers, cotonniers sont plantés en grand nombre, et l'indigène, très avide de perfectionnements, les adopte très vite, en agriculture comme en élevage : plusieurs concours agricoles ont montré un progrès rapide. De nouvelles industries s'établissent. L'enseignement professionnel pour la métallurgie, le tissage, etc., est poussé très activement par le gouverneur; les industries grandissent, entre autres celle de la soie d'araignée *halabe*, dont un missionnaire français a montré l'utilisation possible.

En un mot, c'est la prodigieuse mise en valeur d'un immense pays avec une rapidité fébrile, mais sans à-coups, avec souplesse et persévérance. Notre commerce se développe très rapidement. L'île est soumise depuis le 16 février 1897 au tarif douanier protecteur du 4 janvier 1892. Si l'on est revenu, à cause des réclamations anglaises, sur le décret qui réservait au pavillon français le monopole du cabotage, le gouverneur n'a rien négligé, expositions, discours, propagande par l'image, pour faire adopter nos produits. Le commerce de Madagascar était de 12 millions en 1893, avant notre arrivée; il est de 36 millions en 1899. Rien que de 1898 à 1899 nos importations se sont élevées de 2 500 000 fr. à 25 millions, le décuple! Celles de l'étranger ne forment plus que 10 pour 100 du total¹. En 1896, la France faisait un tiers de l'importation malgache de tissus, en 1899 elle a fait les neuf dixièmes. Pour les exportations, les progrès sont remarquables aussi. Le mouvement de colonisation est vraiment lancé : en 1895 et 1896, on concédait 600 hectares; en 1899, 28 887. Militaires, missionnaires, commerçants, ingénieurs, tous sont animés d'un entrain extraordinaire sous la direction d'un chef aussi éminent, dont l'activité enthousiasme les indigènes eux-mêmes². Madagascar nous a coûté bien

1. Un seul commerce est un peu entravé heureusement; un contrôle hygiénique des boissons alcooliques a été créé (juillet 1900).

2. Le développement serait encore plus rapide, si la main-d'œuvre abondait;

cher; il nous a fallu bien du sang et de l'or pour triompher des détestables intrigues que l'Angleterre nous a suscitées par ses prédicants. Mais aujourd'hui, cinq ans après la conquête, nous sommes payés de nos efforts.

La prise de Madagascar nous a fait annexer les îlots Europa, Bassas de India et Juan de Nova dans le détroit de Mozambique.

Territoire d'Obok. Djibouti. — En 1882, la France acheta aux Somalis la *Rade d'Obok*, au sud du détroit de Bab-el-Mandeb sur le golfe d'Aden; mais elle n'y fonda un établissement, avec un dépôt de charbon, qu'en 1884.

Le *Territoire d'Obok* ou *Obock*, ou *Côte Française des Somalis* (ou *Comalis*), ou *Somalie Française*, s'étend au sortir de la mer Rouge, sur la côte occidentale du golfe d'Aden, vers le 12° de latitude septentrionale, depuis la frontière méridionale de l'Érythrée Italienne, sur le détroit de Bab-el-Mandeb, en face de l'île de Périm, au nord, jusqu'au *Cap Djibouti*, au midi. Entre ces deux points extrêmes, la côte est profondément creusée par le *golfe de Tadjourah*. Les points les plus importants du rivage sont, en allant du nord au sud, *Obok*, *Tadjourah*, *Sagallo*¹, *Djibouti*. La population connue est de 22 370 habitants; on ne saurait évaluer d'une manière précise la superficie de ce territoire, sans limites déterminées encore dans l'intérieur, du côté de l'Abyssinie à l'ouest, au sud-est du côté de la Somalie Anglaise, et au sud du côté du pays des Gallas.

Djibouti a remplacé Obok comme chef-lieu de la colonie (novembre 1893). Cette ville est reliée à Obok par un câble télégraphique sous-marin; les paquebots des *Messageries Maritimes* y touchent à dates fixes. De Djibouti partent de nombreuses caravanes à destination de l'Abyssinie. Le traité d'Addis-Ababa, qui vient de reconnaître l'indépendance de ce pays (novembre 1896), et l'ouverture prochaine de relations diplomatiques régulières et permanentes entre la France et le Gouvernement du Négus donnent le droit d'espérer que l'importance et la richesse de la Somalie Française augmenteront sensiblement.

mais la main-d'œuvre est rare, sauf en Huérina, et le Portugal, poussé par l'Angleterre, vient de nous refuser le recrutement des nègres du Mozambique (juillet 1900).

1. Sagallo fut acquis par M. Paul Soleillet en 1882.

Entre le golfe de Tadjourah et l'Abyssinie, existe à l'intérieur un lieu d'étapes pour les caravanes, *Aoussa*, capitale de l'ancien royaume d'*Adel*, au sud d'un lac dans lequel se perd la rivière *Aouache*.

** Ménélik a concédé à MM. Chefneux, Français, et Hg, Suisse, la concession d'un chemin de fer de Djibouti à Harrar (350 kilomètres), avec prolongement sur Addis-Ababa, la capitale de l'Abyssinie, soit 1 500 kilomètres au total, avec un monopole de 99 ans, gagé sur le produit des douanes. La ligne est déjà en activité jusqu'au kilomètre 130 (septembre 1900). A l'automne, on circulera sur un tiers de la longueur totale. Après une vive résistance, les indigènes farouches du pays s'y sont à peu près habitués. Le commerce s'élève rapidement, et Djibouti, hier inconnu, a 13 000 habitants, des hôtels, des tramways, la lumière électrique, une canalisation d'eau. Obok, au contraire, est une ville morte, dont les bâtiments s'effondrent, ou servent d'asile aux reptiles, aux animaux sauvages.

** Rien n'est encore fixé pour les limites de notre territoire. Au nord seulement un conflit, aussitôt apaisé, s'est élevé entre la France et l'Italie, pour la possession du cap et de l'île Doumeïra (novembre 1898). Les Italiens ont reconnu notre droit. Avec l'Abyssinie, on parle vaguement d'une entente qui nous donnerait une profondeur de pays égale à celle de l'Angleterre à Zeilah (150 kilomètres environ); mais rien n'est sûr. L'administration de la colonie a été réorganisée le 28 août 1898. Le poste de gouverneur, que la mort empêcha Mizon d'occuper en 1899, est aujourd'hui distinct de celui de ministre auprès du Négus.

De Cheikh-Saïd, en face, sur la côte d'Arabie, nous ne faisons encore rien. (Voir, page 386, note 1.)

VIII. — LIBÉRIA. — MAROC. — TRIPOLI.

Libéria. — C'est entre la côte de Sierra-Leone et la Guinée française que se trouve la République nègre de *Libéria*, fondée en 1822 par une société d'abolitionnistes américains en faveur d'esclaves affranchis. La République de Libéria fut définitivement organisée en 1874. Ses habitants, au nombre d'environ 1 000 000, sont protestants, musulmans et fétichistes. Le gouvernement est modelé sur celui des États-Unis; la capitale est *Monrovia*. Son territoire confine à l'est aux éta-

blissements français de la Côte de l'Ivoire, au nord-ouest au Sierra-Leone anglais.

** La République noire est aussi peu organisée que possible. Une aristocratie de nègres demi-civilisés, amenés d'Amérique, tyrannise souvent les malheureux noirs indigènes. La défiance à l'égard des blancs — très naturelle chez des fils d'esclaves — se manifeste par une foule de mesures spoliatrices, qui amènent parfois de violents incidents, comme avec l'Angleterre, dont un navire fut canonné à la fin de 1896. Mais le besoin d'argent chez les gouvernants fait donner à ces mêmes blancs des monopoles exagérés, comme celui de l'exploitation du caoutchouc à une compagnie hollandaise ou celui du recrutement des Krous à une maison allemande. L'Allemagne a les deux tiers des maisons de commerce. Les États-Unis ne sont plus représentés que par le *Rubber Syndicate*. A part la côte, habitée par les Krous, race admirable de travailleurs que les Européens se disputent, il n'y a aucune organisation, aucune sécurité. Deux explorateurs, MM. Bailly-Forfillière et Pauly, y ont été assassinés le 16 mai 1898. Cette même année nous avons établi un consulat à Monrovia; en 1899 nous avons conclu avec Libéria un traité d'extradition (5 juillet). Le traité du 8 décembre 1892 a établi la frontière commune; mais les données géographiques actuelles forceront à la reviser dans le haut Cavalry; en échange, nous avons abandonné à Libéria les nombreuses enclaves que nous possédions sur la côte, et qui doivent nous revenir, *si cette République passe sous une domination ou un protectorat étranger*. Les Anglais cherchent à décider les États-Unis à établir un *condominium* sur le Libéria. Déjà ils en ont envahi le territoire en décembre 1898 pour y châtier une agression. La France ne peut laisser aucune puissance s'emparer de ce territoire.

Maroc. — L'empire du Maroc ou plutôt *Maghreb-el-Akssa* (*Extrême Occident*), après avoir appartenu aux *Edrissites* (788-986), fut conquis par les *Almoravides* (*Morabeth*). C'était une secte musulmane, formée primitivement par les *Lemtu-naa's*, tribu du Sahara, et dont le chef s'intitulait *Emir-Al-Moumenim* ou *Prince des Fidèles*. Sortis du désert, les Almoravides, avec Abou-Alfin, fondèrent Maroc ou *Merakéch* en 1052 et avec Yousouf conquirent la plus grande partie de l'Espagne. Une nouvelle secte, celle des *Mouahed's* ou *Almohades* (*Unitariens*), conquiert le Magreb de 1129 à 1146. Les

Mérinides s'emparèrent à leur tour du pays en 1270 ; enfin en 1547 un chérif ou descendant de Mahomet les supplanta. Un de ses descendants, Mouley-Hassan, *Sultan* et *Majesté Chérifienne*, succéda le 25 septembre 1873 à son père Mouley-Mohammed.

Le Maroc a 8 millions d'habitants environ ; *Fez* en est la capitale ; *Maroc*, *Tétuan*, *Mequinez*, *Taflet*, à l'intérieur, *Tanger*¹, *Larache*, *Rabat*, *Mogador*, sur la côte de l'Atlantique, en sont les villes principales.

On a parlé de négociations en vue d'une rectification de frontière qui étendrait l'Algérie à l'ouest jusqu'au fleuve Malouya. La France a déjà obtenu le libre accès de l'intérieur du pays, malgré le mauvais vouloir des pirates du Riff (montagnes situées près de la Méditerranée et parallèles à la côte). Le Gouvernement de Madrid craint de voir les Français imposer leur protectorat au sultan de Fez comme ils l'ont imposé au bey de Tunis. Car, si l'Espagne ne se sent pas assez forte pour conquérir aujourd'hui le Maroc, elle espère le devenir un jour. Elle se considère comme appelée à dominer, dans l'avenir, cette région dont un détroit seul la sépare, et où elle possède déjà *Ceuta*, *Melilla*, *Ahucemas*, *Peñon de Velez*.

De leur côté, l'Angleterre, maîtresse de Gibraltar, en face et tout près du Maroc, l'Italie, qui ne perd pas une occasion d'intervenir sur les côtes septentrionales de l'Afrique, l'Allemagne, désireuse d'affirmer son influence dans un pays limitrophe de la plus importante des colonies françaises, suivent avec attention ce qui se passe dans l'Empire marocain. Une ambassade envoyée par le Maroc visita Paris en 1885. Le sultan, dans l'été de 1888, triompha d'une insurrection des tribus de l'intérieur. Cette même année, il dut accorder une réparation au Portugal, à la suite de mauvais traitements que des Portugais avaient subis dans le port de Larache. Le bruit courut bientôt après que des pourparlers étaient engagés entre le Maroc et l'Allemagne pour la cession à cette dernière puissance d'un territoire où serait installée une station navale allemande ; mais rien ne confirma cette nouvelle. En 1889 le Maroc prit part à l'Exposition universelle

1. *Tanger*, la *Tingis* des Romains, la capitale de l'ancienne *Maurétanie tingitane*, est admirablement placée à l'extrémité nord du Maroc, au fond d'un golfe, sur l'Océan Atlantique, près de l'entrée du détroit de Gibraltar, à portée de Cadix, Tarifa, Gibraltar, Ceuta, Tétouan. Tanger est le port le plus important du Maroc, celui où résident la plupart des étrangers.

de Paris et envoya une ambassade en France. Un conflit éclata au mois de septembre entre le Maroc et l'Espagne à la suite du pillage, par les pirates du Riff, de la barque *Miguel y Teresa*, de Malaga, qui se rendait à Tanger. Comme toujours, le sultan dut céder.

Une formidable révolte contre son autorité éclata en 1890 parmi les Kabyles, entre Tanger et Fez, autour d'Ouezzan. D'autres mouvements se produisirent dans l'automne de 1891 parmi les tribus de la frontière algérienne, Beni-Snassen, Mahias, Angads, etc. Au mois de janvier suivant, les indigènes des environs de Tanger s'insurgèrent, exaspérés par la mauvaise administration du pacha de cette ville, dont la destitution les calma.

Au mois de juin 1892, un envoyé extraordinaire du Gouvernement britannique, sir C. Euan Smith, celui-là même qui avait opéré l'annexion de Zanzibar, arrivait à grand fracas au Maroc. Parvenu dans la capitale, à Fez, il arbora le pavillon anglais, contrairement à l'usage du pays et au risque de soulever le fanatisme des habitants. Procédant en toute circonstance par intimidation, il exigea dans ses entrevues avec le sultan : le droit pour les Anglais de commercer et de résider dans tout le Maroc ; le traitement pour eux de la nation la plus favorisée ; la suppression des monopoles et des prohibitions ; le libre transit ; le droit de pêche et de cabotage, la création de tribunaux mixtes, l'établissement d'un vice-consulat anglais à Fez avec le droit d'y hisser le pavillon britannique ; la concession à Tanger des lignes télégraphiques, des eaux, marchés, abattoirs publics ; le droit pour les Anglais d'élever des fortifications et d'y organiser un corps de police ; la souveraineté anglaise sur le cap Juby¹, au sud de l'oued Draa, en face des îles Canaries, à l'ouest du Sahara et à la hauteur du Touat. Ce n'était rien moins que le protectorat britannique au Maroc. Avec Tanger au sud et Gibraltar au nord, les Anglais auraient pu, à l'avenir, absolument fermer l'entrée de la Méditerranée. Le Maroc serait devenu une seconde Égypte. Par le cap Juby, une nouvelle route vers le Niger aurait été ouverte à travers le Sahara entre les Français du Sénégal et ceux de l'Algérie.

1. En 1895, le Gouvernement Britannique a renoncé à la souveraineté du cap Juby, à condition de recevoir un dédommagement en argent, et de l'obliger pour les Marocains de laisser la rade ouverte au commerce étranger.

Par bonheur, l'échec de sir Charles Euan Smith fut complet; le sultan Mouley-Hassan ne se laissa ni intimider ni tromper. Il pensa que jamais la France et l'Espagne ne pourraient permettre l'invasion du Maroc par les Anglais, et comptant sur ces deux voisins aussi intéressés dans la question que lui-même, il ne cessa de tenir bon. Après deux mois d'efforts infructueux, sir C. Euan Smith dut se retirer sans traité, en donnant des marques de mauvais humeur, qui faisaient ressortir davantage l'étendue de son insuccès.

En septembre 1892, les Anghérites insurgés des environs de Tanger firent leur soumission. Bientôt après, le comte d'Aubigny, représentant du Gouvernement français, envoyé en mission à Fez, y reçut un excellent accueil; il obtint de Mouley-Hassan la reconnaissance de la souveraineté de la France sur le Touat, la fixation de la frontière entre le Maroc et l'Algérie au cours de la Malouya, enfin des modifications au régime douanier marocain, pour les importations et les exportations, très favorables au commerce français.

Au commencement de 1893 les nouvelles du Maroc affirmaient que l'influence française grandissait dans ce pays; le sultan attribuait, assurait-on, la dernière insurrection des Anghérites aux excitations des Anglais, qui avaient vendu des armes aux rebelles. Un nouveau conflit entre les Espagnols et les tribus du Riff se termina par des concessions que le sultan dut faire au Gouvernement de Madrid (1893-1894).

Le 8 juin 1894, Mouley-Hassan, parti de Maroc à la tête de son armée pour aller exiger l'impôt d'une tribu rebelle (les Zemmours), mourut sur la route de Rabat. Son fils préféré, Mouley Abdoul-Aziz, âgé de seize ans, fut proclamé sultan, bien qu'il eût un frère aîné, Mohammed. La guerre civile n'allait-elle pas éclater; et, dans ce cas, la sécurité des Européens ne serait-elle pas menacée? que feraient l'Espagne, la France, l'Italie, l'Allemagne, l'Angleterre, qui se jalourent et se surveillent avec tant d'attention au Maroc? Sur la proposition de M. Moret, ministre des Affaires étrangères d'Espagne, les grandes puissances convinrent d'une action commune pour le maintien du *statu quo*. Une brigantine hollandaise ayant été pillée par les pirates du Riff le 28 avril 1893, un nouveau conflit se produisit entre le Maroc et les Pays-Bas. Au mois de juillet, une escadre cuirassée fut envoyée à Tanger par l'Allemagne pour demander réparation d'insultes faites à des sujets allemands.

Le bruit courut en 1896 que, si la France voulait annexer les oasis du Touat, le Gouvernement marocain était disposé à céder à l'Allemagne le territoire compris entre Nemours et Melilla, à la frontière du département d'Oran. La même année, on disait que les Anglais, sous prétexte d'extraire à Djebel-Moussa (*Montagne des Singes*) et à l'île de Peregil les pierres nécessaires à la construction de grands bassins à Gibraltar, intriguaient pour rendre définitive leur occupation momentanée. Dans l'automne de 1896, l'Angleterre obtint du sultan du Maroc, d'abord l'autorisation d'installer en rade de Tanger des pontons pour un dépôt de charbon, puis celle de construire un môle dans la même ville.

Au mois d'octobre, un bateau français, le *Prosper-Corin*, de Dieppe, fut attaqué et pillé par les pirates du Riff; deux matelots furent tués et plusieurs autres pris avec le capitaine; les autres, avec le navire lui-même, durent leur salut à l'heureuse arrivée du navire espagnol *Sevilla*, qui captura un certain nombre de pirates. Les réclamations du Gouvernement français, appuyées par l'envoi d'un croiseur, réclamations auxquelles se joignit du reste le Gouvernement espagnol, eurent pour résultat la délivrance des marins prisonniers et une promesse d'indemnité. Le négociant allemand Édouard Haessner a été assassiné en décembre 1896 au Maroc.

** Depuis 1896, la situation est toujours la même: l'anarchie chronique. Le sultan se transporte avec ses troupes d'une tribu révoltée à une autre, décapite, confisque, écrase d'amendes. Dès 1898, le jeune sultan eut à livrer un rude combat à Sokhert-Djadja; la même année, les Bekkouas (improprement appelés Bocouyas) du Riff s'étant révoltés, puis soumis, on les massacra néanmoins à l'improviste. En 1899, c'est le Taflelt, le berceau de la dynastie, qui se soulève. Sur notre frontière, les Mehayas, en guerre avec les Sedjaas, se réfugient chez nous, puis repartent. Sans cesse cette frontière est inquiétée, surtout du côté d'Oudjda (avril 1897) et d'Adjeroud, que des Marocains ont même envahi en 1899. L'occupation du Touat par nos troupes n'a soulevé aucune réclamation de la part du sultan. Il a déjà trop à faire avec les Riffains, qui continuent les pirateries des anciens Barbaresques, et lui valent conflit sur conflit, sans qu'il puisse les réprimer lui-même. La diplomatie chérifienne a été prudemment dirigée par Ba-Ahmet, le grand vizir; il est mort en 1900, en même temps

que presque tous les grands conseillers du sultan, coïncidence qui n'a pas surpris les Marocains. Son successeur, aussi temporisateur, est son cousin germain, El Hadj Mohammed Moktar; il a débuté en faisant sagement enfermer le frère aîné du sultan.

Les rapports du Maroc avec les Européens sont difficiles, à cause de l'insécurité du pays qui fait souvent des victimes, et à cause de leurs compétitions, qui, en s'équilibrant, maintiennent encore le Maroc debout. Avec la France, les rapports semblent assez bons pour l'instant. Mouley Abdoul-Aziz nous a même envoyé, en mai 1897, une ambassade, dont le chef, Si Mohammed ben Moussa, frère du grand vizir, est devenu fou avant de revenir au Maroc¹. Les Espagnols, toujours en délicatesse avec le sultan à cause des Presides, semblent avoir obtenu enfin le port d'Ifni, qui serait le Santa-Cruz de la Mar Pequeña, promis en 1861. Les Anglais, après avoir vendu, deniers comptants, leur infructueux établissement du cap Juby, n'en ont pas moins fondé le *Globe Venture Syndicate*, dont le vaisseau la *Tourmaline* débarqua en 1898, à Sous, une expédition commandée par le major Spilsbury, un autre Jameson; les Marocains voulurent les en empêcher; coups de feu, on enlève trois Anglais, que l'on tint prisonniers. Ils avaient échoué, le gouvernement ne les soutint pas. Le sultan inquiet a acheté un petit cuirassé aux Italiens, et confié aux Allemands la défense des fortifications de Rabat, sur la route de Merakèch à Fez. C'est la clef du Maroc. Les Allemands, inconnus au Maroc il y a vingt ans, y tiennent aujourd'hui le commerce, organisent la défense des côtes et ont deux lignes de navigation sur Hambourg. Les Italiens soutiennent généralement l'Angleterre; mais la Russie, en avril 1898, a installé un ministre qui marche toujours à côté du nôtre. Évidemment, le Maroc ne peut durer ainsi. Il nous est impossible de le laisser tomber entre les mains des étrangers; c'est le complément de l'Algérie. L'Angleterre, qui s'est fait concéder des travaux publics importants à Tanger, veut les deux rives de Gibraltar, et le Maroc occidental, pour y faire du blé et coloniser. L'Allemagne? On ne sait. L'Espagne veut le Maroc, par souvenir

1. A la même époque cependant, le sultan accueillit les bras ouverts Ma el Afn, de Chemgnit, près de l'Adrar, personnage religieux qui étend l'influence marocaine contre nous de ce côté.

de la lutte contre les Maures, et à cause des Presides. Quant à partager le Maroc avec elle, en gardant l'Est, comme le proposent quelques économistes, ce serait une folie; l'Est n'est que rocaïlle et désert. L'Ouest, au contraire, arrosé par des fleuves issus de hautes montagnes neigeuses et par les pluies de l'Atlantique, contient des plaines magnifiques à pâturages superbes, où pourrait vivre une nombreuse et riche population, comme au temps des Romains. Ce serait pour nous une colonie de peuplement.

Tripoli. — Le pays de Tripoli, situé entre la Tunisie et l'Égypte, forme un *vilayet* ou province directement soumise à la Porte. Il renferme environ 1 million d'habitants et se partage en trois parties : 1^o à l'ouest la *Tripolitaine*, avec le port de *Tripoli*; 2^o au sud, à l'intérieur, le *Fezzan*, avec l'*Oasis de Mourzouk*, sur le passage des caravanes qui vont de la Méditerranée au lac Tchad, à travers le Sahara; 3^o à l'est, le *Barika* (l'ancienne Cyrénaïque), avec le port de *Benghasi*¹.

Située dans une région aride, à la lisière même du désert, *Tripoli* n'en a pas moins une grande importance. Cette ville est à 32° 53' de latitude nord, par conséquent à 4 degrés au sud de Tunis. Tripoli est le point de la côte méditerranéenne le plus rapproché du lac Tchad, c'est-à-dire du Soudan, par Mourzouk, Bilma et Aghadès. Aussi a-t-il attiré l'attention des Italiens, qui y envoient fréquemment des missions, et qu'on a soupçonnés à plusieurs reprises de vouloir s'en emparer par un coup de main. Un câble sous-marin unit Tripoli à Malte et à la Sicile. Bien moins considérable que *Leptis la Grande*, patrie de Septime Sévère, qui s'élevait à peu de distance au sud-est, Tripoli n'a guère que 30 000 habitants.

Mourzouk, la capitale du Fezzan, est à 173 lieues au sud de Tripoli. De vastes palmeraies l'entourent. « Le palmier est au Fezzan dans sa véritable patrie.... On ne compte pas moins de trois cents variétés de dattiers dans le Fezzan et plus de trente dans la seule oasis de Mourzouk. » (E. RECLUS.) Le Fezzan n'a guère que 45 000 habitants, et le seul quadru-

1. L'ordre religieux des *Senoussiya* ou *Senoussis* est tout-puissant dans la Tripolitaine. Il est originaire de la zaouya de Mazouna, dans le Dahra Algérien. Son fondateur, le Cheikh Algérien Senoussi el Medjahiri, chassé de la Mecque par ses ennemis en 1843, se réfugia à Benghasi, puis fonda une première zaouya (monastère) à El-Beïda, à l'ouest de Cyrène. Il se transporta en 1855 à Djaradoûb, dans l'Oasis de Faredgha, dépendance nominale de l'Égypte. Il fut remplacé par son fils en 1859.

pède utile est le chameau. A la Tripolitaine se rattache encore l'oasis de *Ghadamès*, située vers la frontière de la Tunisie, et à 500 kilomètres au sud-ouest de Tripoli.

Le pays de Barka (ancienne Cyrénaïque) est la partie la plus fertile de la Tripolitaine et forme, entre Alexandrie d'Égypte à l'est et Tripoli à l'occident, un arc de cercle, une presque île bombée, dont le saillant, au nord, est à moins de 100 lieues du cap Matapan, extrémité méridionale de la Morée. En ce point « l'Afrique semble venir au-devant de l'Europe ». (E. RECLUS.) La température est douce et très égale. Il n'y a point de cours d'eau permanent, et les hauteurs sont arides; mais sur les pentes et dans les fonds, où séjourne l'eau de pluie, croissent le cyprès, le thuya, le chêne vert, l'arbousier, l'olivier, le laurier-rose, le sureau, le lentisque, le myrte, l'églantier, le caroubier, le palmier nain, le dattier, le figuier de Barbarie (ou opuntia, originaire d'Amérique); on cultive le blé, l'orge, le tabac; on recueille le miel. La capitale, *Benghasi*, située à l'ouest, du côté de la Grande Syrte, est l'*Hespérides* des Anciens; elle doit son nom moderne à un marabout, dont elle conserve le tombeau; elle exporte des bestiaux, des céréales, du sel, des éponges. Elle a 15 000 habitants, parmi lesquels des Italiens, des Grecs, des Maltais. Le petit port de *Derna*, à l'est, dans la direction de l'Égypte, est entouré de vignes, de figuiers, de bananiers, d'orangers, de citronniers. A l'intérieur, Cyrène n'est plus qu'une ruine, malgré sa belle source qui lui avait fait donner par les Arabes le nom de *Aïn-ech-Chehad*, *Fontaine Éternelle*, ses tombeaux antiques et le souvenir de ses grands hommes, Aristippe, Callimaque, Ératosthène. On en peut dire autant de Barcé, qui a donné au pays son nom moderne (Barka). Dans le désert, à environ 55 lieues de la côte, au sud de Barka et à l'ouest de l'oasis de *Faredgha*, s'étend le groupe d'oasis d'*Aoudjila*.

Le commerce de la Tripolitaine ne dépasse pas 20 millions; il se fait surtout avec l'Angleterre et Malte, la France et l'Algérie, l'Italie et la Turquie. Bien des fois on a annoncé que l'Italie allait débarquer à Tripoli; souvent aussi que l'Angleterre, ou l'Italie, allait prendre la belle rade de Tobrouk en Cyrénaïque. Ce qui est sûr, c'est que la Turquie fait de grands efforts pour conserver le pays. Elle renforce ses garnisons non seulement sur la côte, mais jusqu'à Mourzouk, et envoie ses drapeaux jusqu'entre le Tchad et le Niger.

Elle confie à des officiers allemands le soin d'armer la côte et d'exercer les troupes. Elle établit des réfugiés crétois musulmans en Cyrénaïque, autour de Grenna, et va, dit-on, remettre en état le port de Marsa-Soussa. Le sultan s'est même permis des observations au sujet de l'accord anglo-français à propos des bords du Tchad, où il prétend avoir une « sphère d'influence ». Malheureusement il dispose en ces pays d'agents dangereux, les confréries religieuses. On dit qu'il se serait réconcilié avec le chef des Senoussis. Celui-ci, après avoir habité Djerboub, puis Koufra, serait allé dans le Soudan central préparer la voie aux soldats turcs. Il y a de ce côté des choses à surveiller dans le Sahara. Quant à une entente entre les Turcs et Rabah, elle était invraisemblable; cet aventurier travaillait pour lui seul. Sa ruine et sa mort nous ont donné plus de sécurité de ce côté (v. p. 343).

IX. — L'ÉGYPTE.

Importance de l'Égypte comme point intermédiaire entre l'Europe et l'Inde. — M. de Lesseps. Canal de l'Isthme de Suez (1859-1869). — Le khédivé Ismaïl (1863-1879). Ses embarras financiers. — Ministère Anglo-Français en Égypte. Difficultés de sa tâche. — Le ministère est renvoyé par le khédivé. — Chute d'Ismaïl. Avènement de Tewfik (1879). — Occupation de l'Égypte par les Anglais (1882). — Le Soudan Égyptien. — La révolte du Mahdi. — Gordon au Soudan. Expédition anglaise pour le secourir. Prise de Khartoum par le Mahdi (1884-1885). — La Conférence de Londres (1884). — La Convention de Londres (1885). — Les Anglais et le Canal de Suez. — L'accord entre l'Angleterre et la Turquie. — Neutralisation du Canal de Suez (1887). — Occupation indéfinie de l'Égypte. — Avènement du khédivé Abbas (1892). — L'expédition anglo-égyptienne à Dongola (1896). — L'affaire de la Dette Égyptienne. — Reconquête du Soudan égyptien. — Administration du Soudan égyptien. — Maintien des Anglais en Égypte. — Auguste Mariette et le Musée de Boulaq.

Importance de l'Égypte comme point intermédiaire entre l'Europe et l'Inde. — Le premier vice-roi d'Égypte, Méhémet-Ali, après avoir perdu son fils Ibrahim, mourut en 1849. Il fut remplacé successivement par Abbas-Pacha (1849-1854), Mohammed-Saïd (1854-1863), puis Ismaïl¹, neveu de Mohammed-Saïd, à partir du 18 janvier 1863. Ce prince obtint de la Sublime-Porte, par un firman du 8 juin 1867, le titre de *Khédivé*

1. Ismaïl, petit-fils de Méhémet-Ali et fils d'Ibrahim, le vainqueur de Nézib, naquit au Caire le 31 décembre 1830.

ou *Souverain*, en remplacement de celui de *Vali* ou *Vice-Roi*, ensuite le droit d'augmenter à son gré l'effectif de l'armée et de la marine égyptiennes en 1872, de contracter des emprunts et de conclure des traités de commerce en 1873. Les successeurs de Méhémet-Ali, comme leur aïeul, n'ont pas cessé d'entretenir avec l'Europe des rapports étroits et de recevoir dans leurs États de nombreux immigrants, surtout des Grecs, des Français¹, des Italiens et des Anglais. Ils règnent ou plutôt régnaient avant les derniers événements sur 17 millions de sujets, Coptes, Arabes, Turcs, Juifs, Nègres du Soudan, de la Nubie, du Kordofan et du Darfour. L'Égypte proprement dite a environ 9 800 000 habitants. La capitale, *Le Caire*, renferme 370 000 habitants; le principal port de mer, *Alexandrie*, en contient 319 000.

À la suite de la découverte des sources du Nil, Gordon-Pacha, venu au Caire en 1874 au service du khédive et envoyé dans le sud pour abolir la traite des esclaves, avait annexé la *Province de l'Équateur*, depuis le confluent du Bahr-el-Ghazal et du Nil au nord, jusqu'au lac Albert au midi. Elle comprenait à l'ouest toute la vallée du Bahr-el-Ghazal et de ses nombreux affluents. Jusqu'en 1875, Gordon-Pacha avait résidé à Gondokoro sur le Nil; à cette époque, ce poste fut abandonné à cause de son insalubrité et remplacé par Lado.

Au Moyen Âge, tant qu'on n'eut pas fait le tour de l'Afrique, et que le cap de Bonne-Espérance ne fut pas connu, l'Égypte fut la route que suivit le commerce de l'Inde. Les choses changèrent quand les Portugais furent arrivés par mer à Goa. Une rivalité acharnée s'établit entre les deux nations maritimes les plus actives à cette époque, entre Lisbonne, maîtresse du Cap, et Venise, alliée aux maîtres de l'Égypte. Pour ruiner l'Égypte et empêcher le transit par Alexandrie avec l'Inde, le portugais Albuquerque voulait détourner le cours du Nil et le jeter dans la Mer Rouge.

M. de Lesseps. Canal de l'Isthme de Suez (1859-1869). — Trois siècles après Albuquerque, un Français, M. Ferdinand de Lesseps, ancien diplomate, forma le projet de réunir la Méditerranée à la Mer Rouge par un vaste canal capable de recevoir les plus grands vaisseaux. On pourrait ainsi aller de Marseille à Bombay sans être obligé de passer par le cap de

Bonne-Espérance. Pour établir ce canal, il fallait l'assentiment du vice-roi d'Égypte et du sultan son suzerain. Le consentement du vice-roi n'était pas douteux : il comprenait que le percement de l'isthme de Suez, en faisant de ses États la grande route de la navigation d'Occident en Orient, doublerait l'importance et la richesse de l'Égypte; que les seuls travaux de percement du canal attireraient sur les bords du Nil une nombreuse colonie européenne, dont la présence serait un bienfait pour le pays. Mais l'Angleterre fut alarmée des projets de M. de Lesseps; elle craignait pour ses possessions indiennes, qui seraient ainsi rapprochées de l'Europe : aussi fit-elle pendant quelque temps tous ses efforts, et au Caire et à Constantinople, pour entraver l'entreprise.

Pourtant ces tentatives furent vaines; M. de Lesseps obtint du vice-roi Mohammed-Saïd un firman qui lui accordait la concession du canal. Il organisa aussitôt la compagnie du Canal de l'isthme de Suez, au capital de 200 millions (3-30 novembre 1858).

Un entrepreneur français s'engagea à percer l'isthme et à réunir le grand canal au Nil par un canal d'eau douce. Les travaux commencèrent au mois de mars 1859 des deux côtés à la fois. Suez sur la Mer Rouge, Port-Saïd sur la Méditerranée, aux extrémités du canal, furent reliés par une ligne télégraphique et devinrent en quelques mois des villes importantes. Pour creuser le sable du désert et manier la pioche sous un soleil brûlant, on n'aurait pu employer des Européens : le vice-roi mit les soldats de l'armée égyptienne à la disposition de M. de Lesseps; on employa aussi des paysans qui travaillaient à la corvée.

On eut bien des difficultés à vaincre. Souvent le sable du désert, soulevé par le vent, venait tomber dans les fossés creusés lentement, avec peine, et les combler en un instant. On prétendait aussi que la différence du niveau de la Mer Rouge et de celui de la Méditerranée serait un obstacle insurmontable. Il n'en fut rien. D'abord les deux mers furent unies par un chemin de fer, qui va d'Alexandrie au Caire par Damanhour, Tantah, Kelioubs, et du Caire à Suez¹. Ensuite, le

1. La langue officielle en Égypte est le français; mais on y parle aussi l'arabe et l'italien.

1. Depuis, on a ouvert une ligne de Tantah par Mansourah à Damiette; une autre de Suez à Ismailia. — Zagazig, au nord du Caire, est le centre du réseau égyptien. Quatre voies ferrées en partent pour atteindre à l'est Ismailia, au sud Kelioubs, au nord Mansourah, à l'ouest la ligne d'Alexandrie au Caire

11 novembre 1862, la première partie du canal fut inaugurée. Elle part de *Port-Saïd*, sur la Méditerranée, traverse le *lac Menzaleh* sur une longueur de 40 kilomètres, puis le *lac Ballah*, les *Dunes de Ferdane*, le *Plateau d'El-Guisr*, haut de 15 mètres et long de 13 kilomètres; enfin elle aboutit au *lac Timsah*, à mi-chemin entre la Méditerranée et la Mer Rouge. En même temps était achevé le canal d'eau douce qui fait communiquer le Nil avec le canal des deux mers. Il quitte le fleuve près du Caire, passe par Belbeïs et vient déboucher dans le lac Timsah par les écluses d'Ismaïlia; de là, il se continue jusqu'à Suez parallèlement au lit dans lequel coule le canal des deux mers.

Le grand canal entre Port-Saïd et Suez fut terminé en 1869. Il a 40 lieues (162 kilomètres) de longueur; sa largeur varie de 60 à 100 mètres; sa profondeur est d'environ 8 m. 30 centimètres. La traversée dure 13 à 14 heures. On va de Suez à Bombay en 13 jours; de Suez à Pointe-de-Galle (Ceylan) en 17 jours. Le khédivé possédait 177 000 actions du canal de Suez.

Le khédivé Ismaïl (1863-1879). Ses embarras financiers.

— Le règne du khédivé Ismaïl, signalé par l'achèvement du canal de Suez, aurait dû, semble-t-il, être glorieux; il a été marqué au contraire par de folles prodigalités, des entreprises extravagantes, et terminé par une chute lamentable. Les frais des expéditions entreprises pour étendre la domination de l'Égypte dans la vallée du Haut-Nil, le manque d'ordre dans les finances et les dépenses exagérées mirent bientôt Ismaïl, comme le sultan son suzerain¹, dans l'impossibilité de payer les intérêts des emprunts contractés par lui. Construction de palais somptueux, de fermes modèles, d'usines, de canaux, de chemins de fer, largesses folles à ses favoris et à ses femmes, dons faits aux Européens, tout contribuait à vider le Trésor.

Parmi ces Européens, ces *Francs* accourus en Égypte pour s'enrichir et s'enrichir vite à tout prix, beaucoup n'étaient rien moins que recommandables : fournisseurs, entrepreneurs, banquiers, hommes d'affaires, exempts de tout impôt,

entre Tantah et Kelioubs. Il y a également une ligne qui, du Caire, remonte la rive gauche du Nil par Gîsch, Souef, Gîrgeh, Minieh et Siout.

1. Le tribut annuel payé par le khédivé à la Turquie est de 17 372 550 francs.

exploitaient le pays et aidaient le souverain à se ruiner¹. Comme les terres du khédivé, ainsi que celles des pachas et des indigènes riches, étaient exemptes de charges, tout retombait en dernier lieu sur les malheureux fellahs, soumis en outre à la corvée et à un arbitraire révoltant². Hors d'état de payer l'impôt, le fellah emprunte à un taux usuraire. C'est encore l'Européen qui lui prête; comme, à l'échéance de la dette, le fellah ne peut payer, sa terre est vendue. A qui? Au créancier, qui achète à vil prix.

Pour se tirer d'embarras, au mois de novembre 1875, le khédivé vendit au gouvernement anglais, moyennant 100 millions de francs, les 177 000 actions du canal de Suez qui lui appartenaient. Cela n'ayant pas suffi, le 7 mai 1876, les dettes provenant des emprunts contractés à différentes époques et la dette flottante furent unifiées en une seule dette générale (2 275 002 500 francs), et un syndicat anglo-français constitué pour administrer les finances égyptiennes.

Ministère anglo-français en Égypte. Difficultés de sa tâche. — Lorsque la Commission d'enquête européenne, instituée par les décrets du 27 janvier et du 20 mars 1878, eut fait son rapport, le khédivé en accepta toutes les conclusions avec de belles paroles. Il fit, au moins en apparence,

1. Ils devaient, en vertu de la loi ottomane de 1867, payer l'impôt foncier; mais la plupart s'y refusent et invoquent les capitulations. On appelle *capitulations*, en Orient, les anciens traités qui règlent la condition des résidents européens. Les exigences des Européens et de leurs consuls ont donné lieu à de curieuses scènes. « Abbas-Pacha avait, dit-on, un moyen infailible de se débarrasser des consuls dont les instances ou les menaces devenaient trop vives. Il appelait doucement, au plus fort de la discussion, une panthère apprivoisée, cachée sous un meuble de son salon, et cet argument diplomatique ne manquait jamais son effet. Saïd-Pacha, plus doux, cédait toujours. Un jour un consul qui ne cessait de lui susciter des affaires pénibles, entra chez lui en se découvrant : « Remettez votre chapeau; remettez votre chapeau! » s'écria le vice-roi avec un air d'effroi violent. Le consul, étonné, demanda pourquoi le vice-roi veut l'obliger à mettre son chapeau dans un salon : « Ne voyez-vous pas, répliqua Saïd-Pacha, qu'il y a un courant d'air ici? Et si vous alliez vous enrhumé, vous me feriez certainement un procès. » (G. CHARMES.) Un jour ce même Saïd acheta à un négociant européen un lit en argent massif; il en fit ensuite présent à la femme de ce négociant. Celle-ci voulut le revend. Sa déception fut cruelle : l'argent massif était du ruolz.

2. Il a bien été pris, sur la demande des puissances européennes, des mesures en faveur des fellahs; mais il est vraisemblable que ces malheureux, non seulement n'en ont pas profité, mais même n'en ont jamais eu connaissance; en pareil cas, en Orient, on publie des décrets philanthropiques, qu'on s'empresse d'envoyer aux journaux de Londres, Paris, Berlin, etc.; quant aux intéressés, leur condition reste la même.

abandon de ses propriétés au domaine public, et chargea l'Arménien Nubar-Pacha de former un ministère, qui comptait dans ses rangs deux Européens : un Anglais, M. Wilson, aux Finances, un Français, M. de Blignières, aux Travaux publics.

La tâche des nouveaux ministres était difficile. Devaient-ils se considérer comme les représentants de l'Europe, c'est-à-dire comme les délégués de la France et de l'Angleterre chargés de défendre les intérêts des créanciers de l'Égypte et d'obtenir le paiement de la dette par tous les moyens, sans se préoccuper du sort du pays et de la misère des contribuables indigènes ? Devaient-ils, au contraire, se faire Égyptiens de cœur et accomplir en faveur de la race indigène une tâche de civilisation et de réforme ? Ils eurent bientôt tout le monde contre eux. Le khédive, qui jusque-là avait confondu le Trésor public et le sien, ne pouvait se résigner à toucher désormais un traitement fixe ; il redoutait le cadastre du pays, qui démontrerait combien était incomplète la cession de ses terres au Trésor. Les familiers d'Ismaïl, les hauts fonctionnaires indigènes, beaucoup de résidents européens, irrités de voir tarie la source des libéralités du khédive et interrompus les trafics peu scrupuleux à l'aide desquels ils s'enrichissaient, tous s'unirent contre les nouveaux ministres. Le khédive suscita contre eux des émeutes de fellahs aveuglés et de soldats, par lesquels il se fit demander le renvoi de MM. Wilson et de Blignières. Ce même Ismaïl disait en 1878 : « Mon pays n'est plus en Afrique, nous sommes en Europe actuellement. »

Les ministres européens eurent même contre eux les consuls, qui, mécontents de voir leur influence diminuée, s'adressèrent directement au khédive pour le paiement de la dette, « comme si la France et l'Angleterre avaient pris à tâche de démolir d'une main ce qu'elles avaient élevé de l'autre ».

En dépit de tous les obstacles, Nubar-Pacha, MM. Wilson et de Blignières se mirent à l'œuvre. Ils entreprirent de payer régulièrement les appointements des fonctionnaires civils et de soulager les contribuables. Ils résolurent de licencier une partie de l'armée égyptienne, qui s'élevait à 30 000 hommes, armée de parade, très coûteuse et très inutile, qui s'était fait battre par les Abyssins. Par malheur, il n'était pas possible, en licenciant les officiers, de leur payer sur-le-champ leur

solde arriérée. Tout à coup 3 000 d'entre eux, réunis au Caire, et auxquels se joignent des fanatiques surexcités par la fête célébrée au retour du tapis rapporté chaque année du pèlerinage de La Mecque, se jettent dans les rues sur la voiture de Nubar-Pacha, le maltraitent et le séquestrent, ainsi que M. Wilson. Les consuls effrayés s'adressent au khédive. Celui-ci intervient et calme la manifestation, dont il était probablement l'auteur.

Il avait voulu inquiéter les consuls pour la sécurité de leurs nationaux et avoir l'air de céder à la pression des indigènes en renvoyant les ministres européens, dont le contrôle lui était odieux. C'est d'abord de Nubar-Pacha qu'il se débarrasse, en déclarant que sa présence au pouvoir rendait impossible le maintien de la paix publique. Nubar tombé, la comédie continua par des menaces et des émeutes provoquées contre les autres ministres. Cela ne suffisant pas, Ismaïl eut recours à un autre artifice. Une réduction provisoire du taux de l'intérêt de la Dette Égyptienne était indispensable sous peine d'une banqueroute prochaine, les ressources du pays étant épuisées. Les ministres devaient et allaient la proposer. Le khédive résolut de se concilier l'appui des cercles financiers de Paris et de Londres, en déclarant que la réduction était inutile, « que l'Égypte pouvait et voulait payer ». De la sorte, en payant un coupon à l'aide d'exactions sur les malheureux fellahs, il comptait discréditer les ministres européens et s'en débarrasser ; quant à l'avenir, il serait ce qu'il pourrait, vivre au jour le jour et gagner du temps étant l'unique préoccupation en pays musulman. Contre les ministres anglais et français, à lui imposés par la France et l'Angleterre, il aurait l'appui momentané des créanciers français et anglais.

Le ministère est renvoyé par le khédive. — Du reste, dissimulant son jeu, pour paraître avoir la main forcée, il se fit adresser par une assemblée de notables, par les pachas, par tous les privilégiés indigènes, si ennemis des réformes, des pétitions demandant que l'Égypte fût aux Égyptiens. Il était, au contraire, démontré d'une manière éclatante, et dans un document d'une valeur incontestable, publié au moment même, que le maintien du ministère européen était indispensable au salut de l'Égypte et aux véritables intérêts des créanciers.

La Commission internationale d'enquête, dans son projet

de règlement de la dette, disait en effet : « Il ne faut plus, comme on l'a fait trop souvent, et notamment le 1^{er} mai 1878, avoir recours pour payer un coupon à des anticipations d'impôts épuisant le pays pour une année entière. Il ne faut plus, enfin, comme on l'a fait depuis deux ans, laisser en souffrance tous les services publics. »

Le khédivé était résolu à un coup d'État. Le 1^{er} avril 1879, jour de l'échéance du coupon des emprunts à court terme, M. Wilson ayant proposé à Ismaïl de la retarder de quelques jours, afin de faire subir aux porteurs de ces emprunts le sort commun des créanciers égyptiens, Ismaïl se fit adresser par son assemblée des notables du Caire une protestation violente, à la suite de laquelle il déclara de nouveau que l'Égypte voulait et pouvait payer, qu'elle ne voulait pas tomber en déconfiture, et qu'il ne se laisserait pas déshonorer, lui et son peuple. Il renvoya donc MM. Wilson et de Blignières. La Commission d'enquête donna aussitôt sa démission à l'unanimité : tout retomba dans une confusion épouvantable.

Chute d'Ismaïl. Avènement de Tewfik (1879). — L'Angleterre et la France n'avaient qu'un mot à dire pour obtenir du sultan, suzerain du khédivé, sa destitution immédiate. Elles hésitèrent trois mois, compromettant ainsi non seulement les intérêts de leurs nationaux, mais encore ceux de tous les créanciers européens. Ismaïl avait espéré cette inaction ; il comptait que le sultan, son suzerain, qui ne payait pas ses créanciers, n'oserait pas se fâcher contre un vassal qui ne faisait que suivre son exemple. Il comptait sur les embarras intérieurs de la France, sur les embarras extérieurs de l'Angleterre, aux prises avec les Afghans et les Zoulous ; il pensait enfin que les Français et les Anglais, rivaux d'influence aux bords du Nil, s'entendraient difficilement pour une action collective, chacune des deux puissances ne voulant pas s'exposer à voir l'autre s'emparer du pays à la suite d'une guerre entreprise en commun.

Mais le khédivé n'avait pas tout prévu. Impatient d'affirmer partout sa force, le gouvernement de Berlin, au nom des intéressés allemands, menaçait d'intervenir par une action militaire. On se réveilla aussitôt à Paris et à Londres ; sans tenir compte des fanfaronnades et des préparatifs de résistance annoncés à grand bruit au bord du Nil, les deux gouvernements, qui ne voulaient pas voir une autre influence se

substituer à la leur en Égypte, envoyèrent au khédivé l'invitation d'abdiquer sur-le-champ. La Porte, voulant paraître ordonner ce qu'elle ne pouvait empêcher, le destitua (juin 1879).

Le prince Tewfik, fils d'Ismaïl, fut nommé pour le remplacer. Tewfik était né en 1832. Après quelque hésitation de sa part, MM. de Blignières et Baring furent nommés contrôleurs généraux et chargés de préparer le budget égyptien. Une réduction de l'armée fut décidée : l'effectif de paix ne devait pas à l'avenir dépasser 18 000 hommes. La conversion de Tewfik aux idées d'ordre, de bonne administration et d'économie était-elle plus sincère que ne l'avait été celle de son père, si prodigue de belles promesses à son avènement ? Le 9 septembre 1881, une insurrection militaire éclata au Caire : 4 000 hommes de troupes entourèrent le palais d'Abdin, résidence du khédivé. Les colonels, dont le plus influent était Arabi-Bey, admis auprès de Tewfik, exigèrent et obtinrent de lui la destitution des ministres, une Constitution et la convocation des notables. Chérif-Pacha devint chef du ministère. Une fois réunis, les notables votèrent l'augmentation du budget de la guerre, et exigèrent que le vote de toutes les lois de finances leur appartint. Ce vote annulait les attributions des contrôleurs anglais et français. Chérif-Pacha ayant voulu résister, une nouvelle démonstration militaire le contraignit à se retirer. Le ministère imposé au khédivé fut formé le 3 février 1882, comme il suit : Mahmoud-Pacha, président du conseil, ministre de l'Intérieur ; colonel Arabi, ministre de la Guerre ; Mahmoud-Boy, des Travaux publics ; Abdallah, de l'Instruction publique ; Fakry, des Affaires étrangères ; Fehmi-Pacha, de la Justice. Une note identique fut alors remise par les gouvernements anglais et français au khédivé pour réclamer le maintien des stipulations antérieures ; le bruit courut même que les deux gouvernements étaient disposés éventuellement à une intervention militaire collective en Égypte. Mais en réponse à une communication du sultan, suzerain du khédivé, les représentants de l'Allemagne, de la Russie, de l'Autriche-Hongrie et de l'Italie déclarèrent que toute modification de la situation de l'Égypte devrait avoir l'assentiment de toutes les grandes puissances.

Cependant le pouvoir d'Arabi-Bey, bientôt Arabi-Pacha, croissait toujours. Un mouvement national dont le cri était : « Renvoi des Étrangers, l'Égypte aux Égyptiens ! » se dessi-

naît derrière lui. En mai 1882 fut prononcée la destitution des employés européens de l'administration égyptienne. C'était déclarer la lutte ouverte contre la France et l'Angleterre. Arabi croyait pouvoir compter sur les manœuvres du sultan, qu'il essayait d'intéresser à la cause de l'Islam, sur les jalousies de l'Allemagne, de l'Autriche et de l'Italie envers les deux autres puissances, et en dernier lieu faisait fond sur l'armée et sur son étoile. Quant à Tewfik, caractère indécis, on le mettrait de force à la tête du mouvement, ou l'on s'en débarrasserait au moment opportun.

Occupation de l'Égypte par les Anglais (1882). — Les deux puissances du contrôle répondirent à ce défi par l'envoi d'une flotte anglo-française dans les eaux d'Alexandrie. Arabi ne s'étonna point et continua son rôle de dictateur, préparant l'armée, nommant les commandants et les gouverneurs. Le cabinet français, malgré les exhortations des gambettistes, ne voulait point entreprendre une guerre contre l'Égypte en compagnie de l'Angleterre : c'eût été travailler pour les Anglais, comme les Autrichiens avaient travaillé pour les Prussiens dans l'affaire des Duchés de l'Elbe en 1864. La démonstration resta donc sans résultat.

Tout à coup, le 11 juin, une collision entre Arabes et Européens dans un des quartiers d'Alexandrie amène une rixe presque générale dans cette ville : les Européens sont assommés ou poignardés par les Arabes, et ceux-ci, à leur tour, sont fusillés par les Européens. La police égyptienne et les troupes d'Arabi n'intervinrent que tard. A la suite de cette émeute, résultat inévitable des provocations anglaises, l'amiral sir Beauchamp Seymour enjoint à Arabi, d'abord de cesser sur la côte tout travail de fortification, ensuite, le 11 juillet, de lui remettre l'un des forts d'Alexandrie. Sur son refus, la ville fut bombardée pendant deux jours. Quand les Anglais débarquèrent, ils trouvèrent Alexandrie incendiée par leurs projectiles et par les torches des soldats égyptiens, qui y avaient mis le feu en abandonnant les ruines de leurs forts (13 juillet).

Arabi était toujours maître de l'Égypte, à l'exception d'Alexandrie. Il aurait pu obstruer le canal de Suez pour empêcher les envahisseurs de s'en servir. Sur la demande de M. de Lesseps, il respecta la neutralité du canal ; elle ne fut violée que par les Anglais. Ils firent venir à la fois de la Grande-Bretagne et de l'Hindoustan des forces considérables,

qui débarquèrent simultanément sur la Méditerranée et sur le canal.

Néanmoins, pendant plus de six semaines, l'armée anglaise, mal commandée, n'accomplit rien. Il fallut que le général Wolseley, le vainqueur des Zoulous et des Achantis, arrivât en Égypte pour mener à bien la campagne. Abandonnant l'idée de marcher d'Alexandrie sur le Caire, il réunit tous ses corps à Ismaïlia, au milieu du canal, et refoula devant lui les troupes d'Arabi. Presque surpris à *Kassassin*, il enleva sans résistance sérieuse, quelques jours après, les positions égyptiennes à *Tel-el-Kébir* (14 septembre 1882) ; le jour même de cette bataille, dont le succès n'avait pas été préparé par des combinaisons exclusivement militaires, ses cavaliers se précipitaient sur les pas des fuyards et parcouraient par une marche forcée les 20 lieues qui les séparaient du Caire. Le 15 septembre, cette ville et Arabi-Pacha lui-même tombaient en leur pouvoir.

Une armée d'occupation de 12 000 hommes, réduite ensuite à 6 000, garda l'Égypte pour l'Angleterre. Le double contrôle fut aboli ; un ministre anglais résident surveilla l'administration et les comptes de la Dette. Arabi-Pacha, jugé par une cour égyptienne et gracié sur l'intervention de l'Angleterre, fut relégué à l'île de Ceylan.

Le Soudan Égyptien. — Cependant de nouveaux troubles ne tardèrent pas à survenir, en même temps que le choléra de 1883 enlevait en Égypte d'innombrables victimes.

Il faut, pour s'en rendre compte, entrer dans quelques détails sur la géographie du Soudan égyptien. Cette vaste région, limitée à l'est, par la Mer Rouge et l'Abyssinie, s'étend en remontant la vallée du Nil depuis la Haute-Egypte jusqu'aux grands lacs africains. Elle comprend cinq parties du nord au sud : 1^o d'abord la *Nubie*, avec les villes de *Korosko*, *Dongola*, *Berber*, *Chendy*, *Khartoum*, toutes sur le Nil, cette dernière à la jonction du Nil Blanc et du Nil Bleu, au centre de tout le Soudan égyptien ; — 2^o le *Sennaar*, sur la rive droite du Nil Blanc et les deux rives du Nil Bleu à l'ouest de l'Abyssinie, ayant pour capitale *Sennaar* sur le Nil Bleu ; — 3^o le *Kordofan*, à l'ouest du Sennaar et au sud de Khartoum, sur la rive gauche du Nil Blanc, avec l'oasis d'*Obeid* pour capitale ; — 4^o le *Darfour*, à l'ouest du Kordofan, avec l'oasis de *Kobbeh* pour capitale ; — 5^o la *Province de l'Équateur*, au sud du Kordofan et du Sennaar, jusqu'aux lacs Victoria et

Albert. Deux routes principales peuvent conduire des bords de la Mer Rouge dans la partie centrale du Soudan égyptien¹ : l'une partant du port de *Souakim* vers le 19^e de latitude nord pour aller à 320 kilomètres à l'ouest à travers le désert atteindre le Nil à *Berber* ; l'autre, plus au sud et près de l'Abysinie, partant du port de *Massaouah*, pour aller par *Kassala* à Khartoum.

La révolte du Mahdi. — Au moment où les Anglais entraient au Caire, une formidable insurrection éclatait dans le Kordofan contre la domination égyptienne. Elle avait pour chef un *Mahdi* ou prophète (*faux prophète*, à ce qu'assurent les Anglais), qui avait, dit-on, passé une partie de sa vie dans une caverne au bord du Nil, et qui inspirait à ses partisans un enthousiasme fanatique. Il s'empara le 13 janvier 1883 d'Obéid, dont il fit sa capitale, et lança dans toutes les directions des émissaires, qui soulevèrent le pays jusqu'aux bords de la Mer Rouge. Toutes les villes furent à la fois menacées. Un général anglais de l'armée d'occupation se mit au service du ministère égyptien pour combattre cette nouvelle révolte : à la suite de quelques succès insignifiants, Hicks-Pacha et son armée égyptienne d'environ 10 000 hommes furent entièrement exterminés, non loin d'Obéid, par les troupes du Mahdi, dans le défilé de *Kashgil*, après une lutte de trois jours (3 novembre 1883) ; Baker-Pacha, autre officier de l'armée anglaise, et qui depuis avait pris du service en Turquie et en Égypte, ne fut guère plus heureux dans une tentative pour débloquer *Tokar*. Parti de *Trinkitat* sur la Mer Rouge, il rencontra Osman-Digma, lieutenant du Mahdi, dont les 1 000 Éthiopiens massacrèrent presque jusqu'au dernier ses 3 000 hommes à *Teb* (4 février 1884). Il dut regagner au nord le port de Souakim, qui se trouva lui-même menacé, et où les marins anglais de l'amiral Hewett, puis les soldats du général Graham débarquèrent. Pour sauver Tokar, ordre fut donné aux troupes anglaises d'avancer contre l'ennemi ; le général Graham infligea le 29 février une sanglante défaite aux troupes

1. Il ne comprend qu'une partie du Soudan. Car la Nigritie ou Soudan s'étend en réalité du Nil au Niger et au Congo ; il y a là des régions où toutes les cultures tropicales réussissent, telles que le coton, l'indigo, le caoutchouc, la gutta-percha, le riz, le maïs, les bois de teinture, les bois d'ébène et d'acajou, les graines et les fruits oléagineux. Il y a des troupeaux de bœufs et de nombreux éléphants, dont on recueille l'ivoire. L'or se rencontre dans les rivières, les lacs ; on trouve enfin le plomb, l'argent, l'étain, le cuivre, le fer.

d'Osman-Digma à *Teb*, à l'ouest de Trinkitat, et reprit Tokar, dont la garnison s'était rendue quelques jours plus tôt. Le général Graham fut de nouveau vainqueur le 13 mars à la bataille de *Tamanieh*, après une lutte terrible dans laquelle les indigènes se ruèrent sur les carrés anglais et même en enfoncèrent un « avec le mépris absolu de la mort ». Mais il eut beau mettre à prix la tête d'Osman-Digma, la chaleur, la fatigue, la crainte de trop s'aventurer, obligèrent les vainqueurs à revenir à Souakim.

Gordon au Soudan. Expédition anglaise pour le secourir. Prise de Khartoum par le Mahdi (1884-1885). — Gordon-Pacha, le vainqueur des Taë-Ping chinois, l'ancien gouverneur général du Soudan, fut chargé de se rendre à Khartoum et d'user de son influence pour rapatrier les garnisons égyptiennes, en laissant le Soudan se gouverner suivant les formes qu'il jugerait les plus sages. Gordon traversa le désert presque sans escorte, arriva à Khartoum au confluent du Nil Bleu et du Nil Blanc, vers le 18 février 1884 sans troupes, mais avec un trésor considérable et des pouvoirs presque illimités. Il se fit accepter par la population marchande de Khartoum, à laquelle il accorda le rétablissement de l'esclavage¹. Mais il eut beau nommer le Mahdi sultan du Kordofan, celui-ci ne lui répondit qu'en l'adjurant de se faire musulman et en lui envoyant une robe de derviche mendiant.

Pour établir la paix dans le Soudan, quand les avances près du Mahdi eurent échoué, Gordon conseilla ou d'envoyer du Caire Zebehr-Pacha (ancien marchand d'esclaves qui jouissait d'une grande influence sur les indigènes) comme gouverneur, ou d'ouvrir la route de Souakim-Berber à l'aide de troupes musulmanes de l'Inde. Le Gouvernement anglais ne voulut entendre parler ni de l'une ni de l'autre solution.

Dès le 12 mars, les Arabes soudanais attaquèrent la garnison de Halfaya. En essayant de la débloquer, les troupes égyptiennes de Gordon, appuyées par 2 vapeurs armés de canons, subirent une honteuse défaite, grâce à la trahison de

1. Il disait en propres termes dans cette proclamation : « Je sais que vous êtes irrités de la prohibition du trafic des esclaves, trafic qui est interdit sous peine d'une forte répression. J'ai décidé de permettre ce trafic, et j'ai ordonné aux crieurs de publier ma décision, afin que personne ne puisse vous en empêcher. Tous ceux qui possèdent des domestiques peuvent les regarder comme leur propriété et les vendre. » Singulier langage de la part d'un homme qui avait combattu autrefois la traite des esclaves dans le même lieu.

leurs commandants Hassan et Saïd-Pacha, que Gordon fit, du reste, juger par une cour martiale, et *exécuter à l'orientale*, c'est-à-dire *hacher en petits morceaux*. Depuis lors Gordon se tint sur la défensive et repoussa les assauts contre Khartoum, tant au moyen de mines que par les excursions de ses canonnières. L'investissement réel de la ville commença vers le 16 avril 1884.

Pendant ce temps, le ministère Gladstone regrettait d'avoir chargé Gordon de pacifier le Soudan; il envoya d'abord l'amiral Hewett en ambassade près du roi chrétien de l' Abyssinie, afin d'engager les Abyssins à passer leur frontière pour secourir Khartoum. Bientôt, sous la pression de l'opinion publique en Angleterre, il fallut faire davantage; le 15 août 1884, le ministère se décida, bien à contre-cœur, à envoyer une expédition commandée par le général Wolseley, dans le seul but de délivrer et de rapatrier Gordon. 12 000 Anglais, augmentés de 1 200 Indiens, de 300 bateliers canadiens et de 800 volontaires de la Nouvelle-Galles du Sud (Australie), durent accomplir des travaux d'Hercule pour remonter le Nil jusqu'à plus de 600 lieues de son embouchure, à travers ses cataractes, ses nombreux rapides et ses dangereux bas-fonds; pour éviter le long coude du Nil par Abou-Hamed et Berber, Wolseley, arrivé à Korti, envoya un millier d'hommes, sous le général Herbert Stewart, faire une marche forcée de Korti à Khartoum à travers le désert. Les souffrances des troupes furent grandes, et elles eurent en outre à soutenir, le 17 janvier 1885, auprès des puits d'*Abou-Klea*, et le 19 janvier, près de *Metammeh*, où elles retrouvèrent le Nil, deux terribles combats contre les forces du Mahdi évaluées à 10 000 hommes: les deux victoires anglaises, un moment incertaines, furent chèrement achetées: le général Herbert Stewart, le colonel des gardes Burnaby, et nombre d'officiers y périrent. Le 21 janvier, deux steamers de Khartoum furent aperçus en face de Metammeh; ils apportaient un message laconique de Gordon: « Tout va bien à Khartoum; je puis tenir des années. — 29 décembre. C. E. Gordon. » Mais lorsque, le 28, les deux steamers, montés par des détachements anglais sous la conduite de sir Ch. Wilson, arrivèrent à la hauteur d'Omdurman, ils furent reçus par le feu des Arabes et virent leurs étendards flotter sur Khartoum.

Le siège dura 317 jours; la famine régnait dans Khartoum, et vers le 20 janvier les troupes pouvaient à peine se tenir

debout; on avait mangé ânes, chiens, chats et rats. Le 23, Farag-Pacha voulait traiter; une grande altercation s'éleva entre lui et Gordon, qui persistait à tenir. Dans la nuit du 25, la plupart des soldats abandonnèrent leurs postes pour aller en ville à la recherche de quelque nourriture; à trois heures et demie du matin, le lundi 26, les forces du Mahdi donnèrent l'assaut au sud, et, après avoir comblé les fossés, forcèrent la porte de Mesalamieh, mal défendue, sur le Nil Bleu; Hassan-Bey Balmasawy commandait là, et serait plus suspect de trahison que Farag, exécuté quelques jours après sur la place publique d'Omdurman, par ordre du Mahdi, pour n'avoir pu dévoiler la place des trésors supposés de Gordon. Pendant les six heures de carnage, 4 000 personnes au moins, sur les 14 000 habitants restés dans Khartoum, furent massacrés. Gordon fut tué d'une volée de balles, au début de la prise de la ville. 36 Européens des deux sexes, parmi lesquels plusieurs prêtres et religieuses, furent massacrés ou restèrent captifs.

Cinq mois après, le 21 juin 1885, Mohamed Ahmed (le Mahdi) mourut de la petite vérole; mais ses partisans continuèrent la lutte.

Le général Wolseley se concentra à Korti, après la prise de Khartoum, et fit retraite sur le Caire avant la saison chaude; ses troupes eurent à soutenir nombre d'escarmouches. Wolseley, Graham, et la majeure partie de l'expédition revinrent en Angleterre; le chemin de fer de Souakim à Handouh fut détruit par les Arabes; rien ne resta de l'expédition que le souvenir de l'insuccès et le compte des dépenses: 150 millions en chiffres ronds. Dongola (le *Vieux*), évacué par son Mudir et la plupart des habitants, après une résistance longue et obstinée, était au pouvoir des mahdistes; Kassala, entre Khartoum et Massaouah, assiégé par Osman-Digma, avait été pris, et la garnison taillée en pièces. On ne pensa plus, dès lors, à reconquérir le Soudan, mais seulement à protéger les autres provinces égyptiennes contre l'invasion soudanaise. Un grand mouvement arabe fermentait, menaçant l'Égyptien et même le Turc en Arabie.

Les Abyssins, momentanément alliés des Anglais, entrèrent enfin en campagne. Le 23 septembre 1885 le Ras ou général abyssin Alula remporta sur les mahdistes la victoire de *Kufeit*, dont on exagéra l'importance. Osman-Digma, loin d'y avoir été tué, comme on le disait d'abord, ne tarda point

à reprendre l'offensive. A la fin de 1885, la Haute-Égypte fut menacée par les mahdistes; le général Stephenson les repoussa non sans peine au combat de *Kosheh*, le 30 décembre. Ce combat fut suivi d'une nouvelle marche rétrograde des soldats anglais, qui, ensuite, dans la Haute-Égypte, furent menacés d'une attaque des Soudanais.

La Conférence de Londres (1884). — Le ministère Gladstone, en même temps qu'il se préparait à contre-cœur à soutenir Gordon par les armes, prenait également au mois d'avril 1884 l'initiative d'une conférence des grandes puissances pour régler les questions relatives à la dette égyptienne : car les dépenses résultant de l'intervention anglaise et des soulèvements d'Arabi et du Mahdi ne permettaient plus à l'Égypte de payer régulièrement leurs coupons aux porteurs de ses bons.

La réunion de cette conférence était subordonnée à un accord préalable entre l'Angleterre et la France, les deux puissances les plus intéressées dans la question. L'entente s'établit entre les deux Gouvernements sur les bases suivantes : Les troupes anglaises évacuèrent l'Égypte le 1^{er} janvier 1888; l'occupation pourra être prolongée si le Gouvernement anglais, appuyé par une seule des grandes puissances, le juge nécessaire; après le départ des Anglais, l'Égypte et le canal de Suez seront neutralisés; le président de la Commission de la dette égyptienne sera toujours un Anglais; la conférence ne sera appelée à délibérer que sur les questions financières. Cet accord fut froidement accueilli à Paris et à Londres, les Anglais trouvant qu'il limitait trop, et les Français qu'il ne limitait pas suffisamment la liberté d'action du Gouvernement britannique. La conférence se réunit à Londres le 28 juin 1884. Les représentants de l'Angleterre proposèrent de réduire l'intérêt de la dette publique égyptienne et d'avancer à l'Égypte 8 millions de livres sterling. Ceux de la France, MM. Waddington et de Blignières, s'opposèrent à toute réduction de l'intérêt de la dette et présentèrent des contre-propositions qui furent repoussées par l'Angleterre. La conférence se sépara donc le 2 août, et chacun recouvra sa liberté d'action.

La Convention de Londres (1885). — En attendant, le trésor égyptien était vide. Le gouvernement du khédivé, autrement dit l'Angleterre, dont il était l'instrument, voulut s'en tirer par un véritable coup d'État financier. Après avoir

conféré avec le haut commissaire britannique lord Northbrook, Nubar-Pacha, chef du cabinet égyptien, notifia aux commissaires de la dette que l'amortissement était suspendu, que les revenus spécialement affectés à cette opération ne seraient plus versés dans la caisse de la dette, mais au ministre des Finances, lequel ferait face aux déficits qui pourraient se produire sur les prochains coupons; les gouverneurs de provinces, ajoutait Nubar-Pacha, avaient déjà reçu des ordres en ce sens (18 septembre 1884).

C'était une violation du droit des gens, la suppression d'une loi internationale par un acte arbitraire du débiteur au préjudice des créanciers. Toutes les puissances intéressées protestèrent, et la caisse de la dette intenta un procès au ministre des Finances égyptien.

À la suite de ces réclamations; une conférence s'ouvrit à Londres entre les représentants de l'Angleterre, de la France, de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie et de la Russie : une Convention signée le 18 mars 1885 accorda la garantie de l'Europe pour un emprunt de 225 millions jugés nécessaires au rétablissement de l'équilibre dans les finances égyptiennes. Un autre article proclamait en principe la liberté du canal de Suez en tout temps.

Les Anglais et le Canal de Suez. — Non contents de posséder l'Égypte sous le nom de leur instrument le khédivé, les Anglais auraient bien voulu de plus mettre la main sur le Canal de Suez. Une vive agitation se produisit à Londres en 1883, dans le but de créer soit plus à l'est, en utilisant la dépression formée par l'ancien lit du Jourdain depuis la Mer Morte jusqu'au golfe d'Akabah sur la Mer Rouge, soit parallèlement au canal de Suez et à côté de lui, un second canal pour lui faire concurrence, et qui, creusé avec l'argent anglais, par des ingénieurs anglais, serait propriété exclusivement anglaise. On tortura les textes pour tâcher d'é luder le firman aux termes duquel M. de Lesseps avait obtenu le droit exclusif d'ouvrir un canal dans l'isthme. Toutefois le Ministère anglais recula devant la responsabilité d'une pareille atteinte au droit des gens, et il ouvrit avec la Compagnie dont M. de Lesseps était le président des négociations ayant pour but d'élargir le canal et d'augmenter la part des Anglais à son administration. Ces négociations n'aboutirent pas d'abord, à cause de l'opposition qu'elles rencontraient dans la Grande-Bretagne; mais M. Gladstone, avec une loyauté qui lui fit hon-

neur, résista aux convoitises d'une partie de ses compatriotes, et déclara « qu'il ne peut y avoir de *Canal Britannique* que sur le *sol Britannique* ».

Cependant les négociations furent reprises, et après de nombreuses conférences à Londres, à Manchester, à Liverpool, à Newcastle, M. de Lesseps parvint à signer une Convention avec les armateurs anglais (décembre 1883). La Compagnie devait élargir le canal ou en créer un second; le nombre des administrateurs était porté à 32, c'est-à-dire augmenté de 7 nouveaux administrateurs anglais; les droits de transit étaient abaissés. En 1891, le canal fut traversé par 4 207 navires jaugeant 8 698 777 tonneaux. Les Anglais venaient en tête avec 3 217 navires et 6 839 665 tonneaux; ensuite les Allemands, avec 318 navires et 590 157 tonneaux; puis les Français, avec 171 navires et 405 148 tonneaux; les Hollandais, avec 147 navires et 268 877 tonneaux. La recette fut de 86 866 914 francs. Quand on sera à dix millions de tonnes, on construira un second canal ou l'on élargira le premier.

En 1898, le canal fut traversé par 3 503 navires jaugeant 9 238 603 tonnes. Les Anglais étaient en tête avec 2 295 navires et 6 297 743 tonnes; ensuite venaient les Allemands, avec 356 navires et 969 597 tonnes; puis les Français, avec 221 navires et 571 517 tonnes; les Hollandais, avec 193 navires et 381 866 tonnes. La recette fut de 87 906 255 francs; la dépense, 24 464 268 francs; le bénéfice, 63 441 987 francs.

L'accord entre l'Angleterre et la Turquie. — Jusque quand l'occupation de l'Égypte par les Anglais durerait-elle? Ils n'étaient venus que pour y rétablir l'ordre, disaient-ils; ils y séjournaient (en 1887) depuis cinq ans; leur expédition avait eu pour contre-coup la perte du Soudan et de la Nubie, qu'ils s'étaient montrés impuissants à reconquérir. La Turquie, suzeraine de l'Égypte, réclamait leur départ; toutes les puissances européennes qui ont des intérêts aux bords du Nil, particulièrement la France, ne le désiraient pas moins. Le 22 mai 1887, une convention fut signée à Constantinople, entre sir Drummond Wolf et la Sublime-Porte. Elle disait : « La neutralisation et le libre passage du canal de Suez, en temps de paix comme en temps de guerre, seront reconnus par toutes les puissances (art. 3). Les puissances seront invitées à signer un acte reconnaissant et garantissant l'inviolabilité du territoire égyptien (art. 4). Les troupes anglaises

quitteront l'Égypte dans trois ans. Si, à l'expiration du délai d'occupation, il existe un danger intérieur, le séjour des Anglais se prolongera jusqu'à la disparition de ce danger. Si, après l'évacuation, il était nécessaire d'envoyer des troupes, les deux Gouvernements s'entendront pour les envoyer. Les Grandes Puissances sont invitées à adhérer à cette Convention. Si une seule des puissances méditerranéennes, à l'expiration des trois ans, refuse de donner son adhésion, l'occupation anglaise continuera. »

Ainsi l'Angleterre resterait encore trois ans en Égypte, plus, si elle le croyait bon; et, une fois partie, — en admettant qu'elle partit, — elle reviendrait, si elle le jugeait à propos! C'était le protectorat anglais définitivement établi au Caire. Restait à savoir ce que dirait l'Europe. La Russie et la France adressèrent de vives représentations au sultan. Entre les Gouvernements de Londres, Berlin, Vienne et Rome d'une part, de Paris et de Saint-Petersbourg de l'autre, le sultan était fort embarrassé. Devait-il ratifier la Convention? On prêtait ce propos à l'ambassadeur russe, qu'Abdul-Hamid « risquerait son trône s'il y consentait ». L'article qui autorisait éventuellement les Anglais à revenir en Égypte après l'évacuation soulevait surtout de vives critiques. La Porte aurait voulu qu'une fois les Anglais partis, s'il survenait en Égypte quelque fait de nature à nécessiter une intervention nouvelle, cette intervention fût réservée à l'armée turque, et que les troupes britanniques ne pussent revenir que sur la demande du sultan. Le *Foreign Office* ne consentit pas à cette modification. Alors le sultan différa de répondre, en invoquant pour prétexte les fêtes du Ramadan. Le délai pour la ratification fut prorogé. Au mois de juillet Abdul-Hamid refusa définitivement d'accepter le traité. Le *statu quo* subsista.

Neutralisation du Canal de Suez (1887). — Toutefois, aux termes d'une Convention conclue à Londres en octobre 1887, le canal de Suez fut neutralisé. Voici les points les plus importants de cette Convention : « Le canal maritime restant ouvert en temps de guerre comme passage libre, même aux navires de guerre des belligérants, aux termes du présent traité, les hautes parties contractantes conviennent qu'aucun droit de guerre, aucun acte d'hostilité ou aucun acte ayant pour but d'entraver la libre navigation du canal, ne pourra être exercé dans le canal et ses ports d'accès, ainsi que dans un rayon de trois milles marins de ces ports, alors même que

la Porte serait l'une de ces puissances belligérantes. Les bâtiments de guerre des belligérants ne pourront dans le canal et ses ports d'accès se ravitailler ou s'approvisionner que dans la limite strictement nécessaire. Le transit desdits bâtiments par le canal s'effectuera dans le plus bref délai d'après les règlements en vigueur et sans autre arrêt que celui qui résulterait des nécessités du service. Leur séjour à Port-Saïd et dans la rade de Suez ne pourra dépasser vingt-quatre heures, sauf le cas de relâche forcée. En pareil cas ils seront tenus de partir le plus tôt possible. Un intervalle de vingt-quatre heures devra toujours s'écouler entre la sortie d'un port d'accès d'un navire belligérant et le départ d'un navire appartenant à la puissance ennemie. » Voilà « *le droit* ». En cas de guerre maritime, quel serait « *le fait* » ?

Occupation indéfinie de l'Égypte. — Les Anglais sont toujours en Égypte, où ils accaparent toutes les fonctions publiques, en évinçant peu à peu les autres Européens.

Chaque fois qu'on leur rappelle leur engagement de ne pas y rester indéfiniment, ils répondent qu'ils ne l'ont pas oublié, mais que la situation ne s'est pas encore assez améliorée pour permettre le rappel des troupes britanniques. De temps à autre de nouvelles attaques des derviches du Soudan, successeurs du Mahdi, se produisent contre l'Égypte méridionale, et on a remarqué qu'elles arrivent à point nommé quand les Anglais ont besoin d'un nouvel argument pour justifier leur séjour prolongé au bord du Nil. Du mois de septembre au mois de décembre 1888, les Soudanais firent plusieurs tentatives, d'ailleurs infructueuses, pour s'emparer de *Souakim*. Au mois de juillet 1889, les derviches prirent l'offensive du côté de Ouadi-Halfa, sous les ordres de Wad el Njumi. D'abord repoussés dans plusieurs escarmouches par le colonel Wodehouse, ils furent ensuite vaincus le 3 août par le général Grenfell à la bataille de *Toski*.

L'Angleterre proposa en 1889 aux diverses puissances européennes intéressées une conversion de la Dette Égyptienne pour alléger les charges qui pèsent sur le pays. La France fit observer qu'il y avait un moyen bien simple de diminuer les charges de l'Égypte sans porter atteinte aux droits des créanciers, c'était le départ des troupes anglaises. Elle consentit cependant à la conversion au mois de mai 1890. Ce fut l'occasion d'une question adressée le 10 juin 1890 à la Chambre des Députés par M. Pichon, à M. Ribot, Ministre des

Affaires étrangères. Celui-ci termina ainsi sa réponse : « Le Gouvernement anglais sait que, si nous désirons sincèrement entretenir avec lui des rapports cordiaux...., nous ne pouvons pas, sans protestation, laisser l'Angleterre s'emparer de cette vallée du Nil et de ce canal de Suez qui intéressent l'Europe tout entière, et que nous mettrons autant de ténacité à le lui rappeler qu'elle en met à différer l'exécution des engagements qu'elle a pris. »

Le 23 février 1890, dans le Parlement anglais, M. Labouchère demanda une réduction de 3 320 hommes sur le corps d'occupation en Égypte : « On a toujours dit, ajoutait-il, que cette occupation était temporaire, mais il paraît qu'elle est permanente. L'Allemagne a consenti à l'occupation pour diviser l'Angleterre et la France. »

Au début de l'année suivante, les Anglais reprirent l'offensive dans le Soudan. Une expédition envoyée de Souakim débarqua à *Trinkital*, vainquit près d'*Afaste* les derviches, dont le chef Osman-Digma prit la fuite, et réoccupa Tokar (20 février 1891).

Un nouveau ministère fut formé en Égypte le 13 mai 1891, sous la direction de Mustapha Fehmy-Pacha.

Avènement du khédivé Abbas (1892). — La même année, M. Gladstone, alors dans l'opposition, et lord Kimberley se prononcèrent pour l'évacuation de l'Égypte, et sir Charles Dilke tenait le même langage dans un article du *Speaker* (17 décembre).

Le 7 janvier 1892, le khédivé Méhémet-Tewfik mourut à l'âge de quarante ans. Il eut pour successeur son fils aîné Abbas-Pacha, âgé de 18 ans, qui étudiait en Autriche, à Vienne, quand la nouvelle de la mort de Tewfik le rappela au Caire. Le nouveau khédivé parut disposé à s'affranchir de la tutelle impériale de l'Angleterre. Il abolit, à la demande de la France, l'impôt des patentes dont les étrangers étaient frappés en Égypte, contrairement aux capitulations; il renonça à l'impôt du timbre, encore à l'état de projet; il réduisit de 50 pour 100 les droits qui frappaient le sel; il supprima la taxe qui avait été imposée aux fellahs en remplacement de la corvée. Il était, disait-on, inspiré par Mouktar-Pacha, commissaire impérial ottoman au Caire.

Le Gouvernement britannique se montra peu disposé à accepter ces velléités d'indépendance : « Aucun pays étranger, s'écriait lord Salisbury à la Chambre Haute, ne croira

que notre nation, après avoir fait tant de sacrifices, abandonnera l'Égypte à la suprématie d'une autre puissance ou à l'anarchie. » L'autre puissance, c'était, bien entendu, la France.

Le changement du ministère après les élections anglaises ne modifia pas cette situation. Les whigs, revenus au pouvoir avec M. Gladstone, oublièrent les déclarations qu'ils avaient faites étant dans l'opposition, et reprirent pour leur compte la politique des tories, c'est-à-dire la politique anglaise, la politique d'envahissement. *Tout ce qui est bon à prendre est à nous, ou le sera*, tel est le premier et le dernier mot de cette politique, en écartant les euphémismes dans lesquels aime à s'envelopper la diplomatie.

On ne tarda point à en avoir la preuve : au mois de janvier 1893, le premier ministre Mustapha-Pacha, inféodé à la politique anglaise, étant tombé malade, le khédive le remplaça sur-le-champ par Fahkri-Pacha, connu pour son esprit d'indépendance. Lord Cromer, représentant de la reine au Caire, déclara au jeune khédive que le Gouvernement anglais ne consentait point à cette nomination, et lui donna vingt-quatre heures pour la retirer. Abbas dut céder, Fahkri donna sa démission et fut remplacé par Riaz-Pacha (18 janvier). La semaine suivante, lord Cromer informa le khédive que le corps d'occupation britannique allait être augmenté « pour la sécurité des Européens ». L'Europe laissa passer sans protestation ce nouvel empiètement des Anglais.

Au mois d'avril, l'escadre cuirassée française de la Méditerranée parut dans les eaux d'Alexandrie : l'amiral Vignes et son état-major reçurent du khédive et de la population égyptienne un accueil empressé où l'on vit une sorte de protestation contre l'attitude de l'Angleterre.

Le 10 novembre 1893, les Derviches partis de Dongola furent repoussés à l'attaque du puits de *Murat*. Le 2 décembre, le khédive présida l'inauguration du chemin de fer d'Ismaïlia à Port-Saïd. A la suite de l'examen du budget, le Conseil législatif égyptien se plaignit de la misère des fellahs et des dépenses de l'armée d'occupation. Riaz-Pacha et le conseil financier sir Edwin Palmer répondirent par de bonnes paroles et de vagues promesses.

En janvier 1894, le khédive s'étant montré froissé des allures despotiques du général anglais Kitchener, qui le traitait en roi fainéant, et ayant exprimé son mécontente-

ment, les journaux anglais se répandirent en menaces. Lord Cromer somma le khédive de s'excuser et de renvoyer son sous-secrétaire à la Guerre, Haher-Pacha. N'ayant à compter sur l'appui, au moins immédiat, de personne, Abbas dut s'humilier, féliciter les officiers anglais, assister à un tournoi donné par eux ! Le 15 avril 1894, un nouveau ministère fut formé sous la présidence de Nubar-Pacha, qui subit, sans protestation ni réserve, toutes les exigences britanniques. Chaque fois que le khédive, indigné, manifestait des velléités d'indépendance, les journaux anglais le traitaient de « arrogant, petit sot, polisson, sans cervelle » ! On le menaçait d'une annexion pure et simple. Le 23 février 1895, le Conseil des ministres dut consentir à la formation d'un tribunal exceptionnel chargé de juger les indigènes accusés de crimes ou de délits contre les militaires ou marins anglais ; ce tribunal devait compter trois membres anglais sur cinq.

L'Europe cependant, en particulier la Russie et la France, rappelait de temps à autre au Gouvernement de la Reine que l'occupation de l'Égypte ne devait être que momentanée. Mais quand le *moment* du départ viendrait-il ? qui en serait juge ? Les Anglais semblaient de moins en moins disposés à tenir parole. A la Chambre des Communes, le 30 août 1895, M. Clarke demanda de nouveau que l'Égypte fût évacuée. Au nom du Gouvernement, M. Curzon lui répondit que le moment était « mal choisi pour discuter l'évacuation ». Les choses en restèrent là.

Le 11 novembre 1895, Nubar-Pacha, président du Conseil des ministres, donna sa démission en raison de son grand âge ; il eut pour successeur Mustapha Fehmy-Pacha, inféodé à la politique anglaise.

L'expédition Anglo-Égyptienne à Dongola (1896). — Loin de songer à évacuer l'Égypte, l'Angleterre s'appropriait à y envoyer des renforts et à reconquérir les anciennes provinces de Nubie perdues par suite du soulèvement des Mahdistes. Au moment où les Italiens venaient d'être complètement vaincus par le négus d'Abyssinie Ménélik à la bataille d'Adoua, et où les Derviches profitaient de cette situation pour essayer de leur enlever Kassala, le cabinet égyptien, sur la demande de lord Cromer, décida officiellement d'envoyer un corps d'armée sur le Haut-Nil pour réoccuper Dongola : le motif mis en avant était, comme toujours, d'assurer la sécurité de

l'Égypte. Les frais devaient être prélevés sur le budget de l'Égypte, et le Conseil demanda à la Commission internationale de la Dette une première avance de 500 000 livres égyptiennes (14-15 mars 1896).

Ces graves nouvelles soulevèrent une vive émotion dans toute l'Europe. Au Parlement anglais, à une question de sir William Harcourt, M. Curzon, sous-secrétaire d'État pour les Affaires étrangères, répliqua qu'il s'agissait de prévenir une attaque projetée par les Derviches contre l'Égypte, en laissant entendre qu'il s'agissait aussi de venir en aide aux Italiens, tout en affirmant qu'il n'y avait pas de convention ni de traité avec l'Italie. Sir William Harcourt répliqua que l'occupation du Soudan mettrait en danger la paix de l'Europe; sir Charles Dilke qualifia l'expédition de folie. M. Labouchère dit : « On met en avant la civilisation et la paix de l'Europe; mais, quand on veut massacrer des hommes libres, c'est toujours au nom de la civilisation.... La marche sur Dongola est sûrement une action anglaise, et les Derviches ne menacent pas plus l'Égypte qu'il y a quatorze ans. Si le Gouvernement anglais est si abominablement hypocrite dans ces affaires d'Égypte, c'est qu'il y a des financiers au fond de ces affaires. On marche en avant, pour ne pas pouvoir remplir sa promesse d'évacuer l'Égypte. » Après une réplique de M. Balfour, la motion de blâme proposée par M. Labouchère fut repoussée par 268 voix contre 126 (16 mars).

L'Affaire de la Dette Égyptienne. — Les diverses nations européennes laisseraient-elles les Anglais (sous le masque transparent du Gouvernement égyptien), pour un intérêt anglais, mettre la main sur les fonds de réserve de la Dette, c'est-à-dire sur la garantie des créanciers européens (et surtout français) de l'Égypte. Aux termes de diverses conventions indiquées précédemment, en dernier lieu de la loi du 17 juillet 1880 et de l'accord international du 18 mars 1883, l'administration de la Dette égyptienne, placée sous la garantie des six grandes puissances, appartient à un comité de six membres anglais, français, russe, italien, autrichien, allemand. L'Angleterre demanda que 12 500 000 francs fussent prélevés sur les fonds de réserve de la Dette égyptienne pour couvrir les frais de l'expédition. Le 19 mars, à la Chambre des députés française, M. d'Arenberg interrogea M. Berthelot pour savoir quelles mesures le Gouvernement entendait prendre pour sauvegarder les intérêts des créan-

ciers français. Le ministre des Affaires étrangères répondit que le prélevement proposé lui paraissait « exiger le consentement unanime des puissances »; il rappela que le Gouvernement britannique avait « toujours reconnu le caractère provisoire » de l'occupation de l'Égypte.

Le 26 mars, la commission de la Dette se réunit au Caire. Les commissaires français et russe déclarèrent s'opposer au prélevement des fonds demandés sur le fonds de réserve; les puissances seules, déclarèrent-ils, pouvaient accorder ce crédit, dont le caractère politique rendait la commission de la Dette incompétente. Les quatre autres commissaires passèrent outre et votèrent le prélevement demandé; les commissaires français et russe quittèrent la salle en protestant. Alors le syndicat français de porteurs de titres égyptiens assigna solidairement le Gouvernement égyptien et la commission de la Dette devant le tribunal mixte du Caire¹. Telles sont les nouvelles que M. Curzon annonça au Parlement anglais, et que le 2 avril, M. Léon Bourgeois, qui venait de remplacer M. Berthelot aux Affaires étrangères, confirma devant la Chambre des députés française, en réponse à des questions de MM. Pierre Alype et André Lebou.

Le Conseil législatif égyptien protesta à son tour contre l'emploi des fonds de la caisse de réserve (18 avril). L'administration des chemins de fer était, disait-on, disposée à en faire autant. Le 8 juin, le tribunal mixte, faisant droit à la requête du syndicat des porteurs français de la Dette égyptienne, condamna le Gouvernement égyptien à reverser à la caisse de la Dette les sommes indûment tirées du fonds de réserve général. Le Gouvernement égyptien en appela de cet arrêt. C'était le 17 novembre 1896 que l'affaire devait venir devant la Cour d'Appel d'Alexandrie.

Concentré à Ouadi-Halfa, extrémité méridionale de l'Égypte sur le Nil, le corps expéditionnaire, commandé par le général Kitchener, prit l'offensive au mois d'avril, et remonta lentement le fleuve vers le sud. Il ne rencontra qu'une résistance insignifiante de la part de ces Derviches que l'Angleterre, pour le besoin de sa cause, prétendait si menaçants; mais les soldats étaient accablés par la chaleur et la maladie. Des

1. Il y a en Égypte trois tribunaux mixtes, composés chacun de sept juges, quatre étrangers et trois indigènes; les sentences sont rendues par cinq juges, trois étrangers et deux indigènes. La Cour d'appel, composée de onze magistrats, siège à Alexandrie.

troupes envoyées de l'Inde vinrent débarquer à Souakim (mai-juin). Le major Burn Murdach, avec la cavalerie d'avant-garde, occupa *Suarda* après quelques escarmouches. A Londres, le 12 juin, lord Salisbury dit à la Chambre des Lords que le général Kitchener ne devait pas « dépasser Dongola » ; que le Gouvernement ne s'était engagé à dépasser cette ville « ni cette année, ni l'année prochaine » ; que c'étaient « les difficultés financières actuelles » qui empêchaient d'aller plus loin ; mais, ajoutait-il, « l'Angleterre n'aura rétabli la sécurité en Égypte que lorsque le drapeau égyptien flottera sur Khartoum ». Les chaloupes canonnnières et steamers parvinrent à franchir les cataractes du Nil ; les Derviches furent battus dans un combat à *Kerma*, et, le 20 septembre, les Anglo-Indiens entrèrent dans *Dongola* sans résistance sérieuse ; ils y trouvèrent dans le butin des cottes de mailles et des casques datant des croisades. Le *Times* écrivit : « Nous sommes à Dongola, et nous y resterons ; non seulement nous y resterons, mais encore nous pousserons beaucoup plus loin. »

Pendant ce temps, du mois de mai au mois d'octobre, le choléra apporté, par des chauffeurs indigènes employés à bord de vaisseaux anglais, faisait en Égypte une multitude de victimes.

Y a-t-il une entente secrète entre le roi des Belges Léopold II, souverain de l'État Libre du Congo, et l'Angleterre, en vue d'une action commune contre les Derviches, pour leur porter le dernier coup à la fois par le sud et par le nord ? L'État Libre, en 1896, a recruté des noirs un peu partout en Afrique, surtout pour en faire des soldats ; pourquoi l'a-t-il fait, et l'Angleterre lui a-t-elle permis de le faire ? La question paraît impliquer la réponse. L'armée congolaise compte aujourd'hui près de 9 000 hommes, que doit commander le baron Dhanis, chargé de concentrer ces forces à Kilonga-Longa, vraisemblablement pour se diriger vers le Haut-Nil, ayant pour objectif Khartoum, l'objectif futur des Anglo-Égyptiens.

En attendant, le 6 septembre, deux rédacteurs égyptiens d'un journal arabe furent condamnés à dix-huit mois de prison et à une grosse amende pour offense à la reine Victoria. L'un d'eux était un jeune homme de vingt-quatre ans, M. Mohammed Saffar, ardent adversaire des Anglais. Un autre patriote égyptien, M. Moustapha Karmel, adressait de

Paris, le 28 septembre 1896 à M. Gladstone une lettre, où il lui demandait pourquoi, lui qui montrait une pitié si généreuse pour les chrétiens arméniens, il n'en réservait pas une parcelle pour les musulmans égyptiens exploités par l'Angleterre, et il ne recevait du *grand vieillard* (*Great Old Man*) qu'une réponse courte et vague, impliquant une fin de non-recevoir absolue.

Dans une course rapide et sans bruit en Europe, le khédivé passa en 1896 six jours à Paris. Le 28 octobre, dans un club à Londres, lord Beresford déclarait que « l'Angleterre doit rester en Égypte¹ » ; les journaux applaudissaient. La *Saint-James Gazette* affirmait « que l'Angleterre doit proclamer qu'elle s'est trompée en annonçant qu'elle s'en irait, et qu'elle ne s'en ira pas ». La *Pall Mall Gazette* concluait : « Il faut que l'Angleterre s'arme. » Dont acte.

Ce qui ressort de tout cela avec la dernière évidence, c'est que les Anglais ne veulent pas tenir leurs engagements. Ils sont en Égypte, et ils entendent bien y rester. Voilà pourquoi, aujourd'hui, eux qui autrefois considéraient l'intégrité de l'Empire Ottoman comme un dogme (en 1829, en 1832, en 1840, en 1854), ils sont les premiers à s'indigner des cruautés et de la déplorable administration du Gouvernement Ottoman. Qu'on le partage, qu'on le démembre, car alors l'Angleterre, pour sa part, garderait l'Égypte, la route de l'Inde, et serait chez elle dans la vallée du Nil, ce qui permettrait de créer une Grande-Bretagne Africaine, allant sans interruption du cap de Bonne-Espérance à Alexandrie. Et en prévision de l'ouverture de la succession de l'*Homme malade*², elle augmente sans cesse ses forces navales dans la Méditerranée, où elle

1. D'autres hommes politiques anglais tiennent, il est vrai, un langage différent. Un ancien ministre, M. John Morley, disait le 6 novembre 1896 dans un meeting à Glasgow : « Notre occupation de l'Égypte est actuellement une source de faiblesse au point de vue diplomatique. J'ai toujours soutenu qu'un accord avec la France est la pierre de touche des succès diplomatiques.... L'Égypte ne nous appartient pas comme les Indes, parce que nos ministres ont déclaré tour à tour que nous n'étions dans le pays que pour remplir un devoir international et que nous ne voulions pas y établir un protectorat. » De son côté, sir Charles Dilke, devant le Club libéral d'Enfield, proclamait que « l'occupation de l'Égypte est une source de faiblesse militaire et un obstacle à toute action de concert avec la France ».

2. En attendant le décès, elle s'assure des arrhes sur l'héritage. En 1896, le colonel Wilson, consul général d'Angleterre au port persan de Bouehir, plaça sous le protectorat britannique deux localités voisines de Zibara, presqu'île de Katar (sultanat de Mascate), à proximité des îles Bahrein. Le sultan

croit d'ailleurs pouvoir compter sur l'appoint de la marine italienne, les Italiens se figurant qu'ils peuvent se servir d'elle, ce qui est problématique, tandis qu'il est incontestable qu'elle compte se servir d'eux. Les journaux, les hommes d'État anglais répètent que la marine anglaise doit être en état de tenir tête à toutes les autres marines réunies. Si *les autres* n'entendent pas, c'est *qu'ils ont l'oreille dure*; s'ils ne comprennent pas, c'est qu'ils ne veulent pas comprendre.

L'appel porté par le Gouvernement Égyptien contre l'arrêt du tribunal mixte, dans l'affaire de la caisse de la Dette, vint devant la Cour d'Appel d'Alexandrie du 17 novembre au 2 décembre 1896. Cette Cour se composait de trois indigènes, d'un Russe, d'un Grec, d'un Italien, d'un Allemand, et d'un Français, président. La Cour se déclara compétente, confirma le jugement de première instance en ce qui concernait l'action intentée par les Commissaires Français et Russe. Elle condamnait le Gouvernement Égyptien à restituer le capital de 350 000 livres, et à payer les intérêts à dater du jour du retrait des fonds de la caisse de la Dette. Enfin elle condamnait le Gouvernement, conjointement avec les quatre commissaires consentants, à tous les frais. L'arrêt portait que les délégués de la majorité n'avaient pas pouvoir ni qualité pour autoriser l'État Égyptien à prélever sur les fonds de réserve de la caisse des sommes pour l'expédition de Dongola, cette Commission ne pouvant prendre de décision, relativement à l'emploi des fonds de la caisse, qu'à l'unanimité de ses membres.

Ce jugement causa une grande joie à la population indigène; au contraire, il irrita les Anglais. Ils essayèrent de créer un conflit entre la caisse de la Dette et les tribunaux; les délégués de la caisse, prétendaient-ils, étaient opposés à l'exécution du jugement. Lord Cromer déclara dans une note que l'Angleterre était disposée à faire des avances au Gouvernement Égyptien pour le remboursement des 350 000 livres. On le comprend sans peine; l'Angleterre aurait ainsi *une hypothèque de plus* sur l'Égypte, une raison de plus pour prolonger indéfiniment l'occupation du pays. Ce qui faisait dire à un journal français: « Il y a au Caire une Commission internationale chargée d'assurer le service de la Dette, de conserver les ressources affectées au paiement des arrérages et d'arrêter

de Mascate reçoit, en effet, du Gouvernement de l'Inde 150 000 francs par an, et n'est guère qu'un protégé anglais.

au passage toute opération financière de nature à compromettre les intérêts des créanciers de l'Égypte. Un nouvel emprunt est évidemment une opération qui affecte les intérêts des anciens porteurs de titres, et, dès lors, relève de l'autorisation des commissaires, laquelle, pour être valable, doit être donnée à l'unanimité. Cette unanimité, on ne peut pas l'espérer. Donc pas d'emprunteur; et pas d'emprunteur, pas d'emprunt. Ce sont là des choses auxquelles n'a pas pensé lord Cromer. »

On annonçait du Caire le 7 décembre que c'était sur les propres ressources de son budget que le Ministère avait décidé de rembourser la caisse de la Dette. On ne peut voir là qu'un *trompe-l'œil* momentané, car les sommes employées au versement étaient affectées auparavant au budget de 1897; en sorte que, dès le mois de janvier, le Gouvernement Égyptien, manquant de fonds, sera obligé d'utiliser les avances anglaises. Le 10 décembre, la nouvelle fut publiée que le sous-secrétaire anglais des finances égyptiennes allait partir pour l'Angleterre, afin de conférer avec le Gouvernement Britannique au sujet de la situation financière. Quelques jours après, le refus de l'Égypte de participer à l'Exposition universelle de Paris en 1900 fut notifié officiellement à la France. Le 21 décembre le Conseil législatif égyptien approuva le rapport de sa Commission du budget, qui conseillait au Gouvernement, entre autres économies, de supprimer le budget de l'armée d'occupation anglaise. Par contre, le bruit courait, à la fin de l'année 1896, que le Gouvernement, en réplique aux arrêts des tribunaux prononcés contre lui, allait modifier la composition de la Cour d'Appel par l'adjonction de trois nouveaux membres européens.

**** Reconquête du Soudan égyptien.** — Dans ces dernières années, deux questions sont particulièrement intéressantes: la reconquête du Soudan égyptien et l'administration de l'Égypte.

Cette reconquête a été faite par le sirdar Kitchener, qui sut organiser admirablement l'expédition, avancer progressivement et vaincre plus par ses dispositions antérieures, surtout par son chemin de fer; que par les combats mêmes. Il reprit la campagne contre les Derviches en 1897. Le 13 juillet, il établit à Méraoui la base de son expédition; le mois suivant, le général Hunter prit Abou-Hamed, tandis qu'on posait la voie ferrée à toute vitesse (jusqu'à 3 kil. par

jour) entre Ouadi-Halfa et Abou-Hamed, sur le désert, « plat comme une table de billard ». Le 40 septembre, Berber fut pris; en novembre, les canonnières allèrent bombarder le camp de Métemneh, et poussèrent jusqu'à 112 kil. de Khartoum. En décembre, El-Fachert fut pris, et, le 25, les Italiens remirent aux Anglo-Égyptiens la place de Kassala. Telle fut la campagne de 1897; elle permit de rouvrir la vieille route de caravanes de Berber à Souakim, et de tourner les Derviches par l'est.

L'année suivante, dès janvier, 5 000 Anglais furent envoyés en Égypte; on leur adjoignit 18 000 Égyptiens. Le chemin de fer fut poussé sur Berber. Le 28 mars, Chendi fut détruit; le 8 avril, sur l'Atbara, Mahmoud fut battu et pris, son armée écrasée. C'était le premier grand combat. Au mois d'août, Kitchener disposait de 24 000 hommes et de 10 canonnières. Le 30 août, il bombarda Omdurman, la capitale du Khalife. Le 2 septembre, il livra bataille : 41 000 Derviches furent tués, 5 000 prisonniers; l'armée égyptienne n'eut que 400 tués et blessés, dont 40 Anglais. La victoire livrait Khartoum. Le tombeau du Mahdi fut ouvert, la tête fut coupée et envoyée à la Société anthropologique de Londres, le corps jeté au Nil; les officiers anglais arrachèrent les ongles, comme « petits souvenirs », ce qui excita, chez les libéraux anglais, une profonde indignation. Omdurman fut abandonné, bien que mieux placé que Khartoum, mais la ville était repoussante de saleté, et il fallait ressusciter la capitale ancienne et rejeter dans l'oubli celle du Mahdi. Le 22 septembre, un autre combat fut livré à Ghédaref. Tout à coup, le 7 septembre, une canonnière derviche revint du sud à Omdurman, se rendit aussitôt, et annonça que des Blancs étaient à Fachoda! Immédiatement Kitchener partit avec quelques vaisseaux, sans permettre à un seul journaliste de le suivre, et se dirigea à la hâte vers Fachoda, à 600 kil. au sud de Khartoum. Il y trouva Marchand. Nous avons vu plus haut (MISSIOX MARCHAND, p. 508) ce qui en résulta.

Lord Kitchener de Khartoum a complètement relevé Khartoum de ses ruines; battant le fer pendant qu'il était chaud, il a provoqué en Angleterre une souscription pour fonder à Khartoum le collège Gordon, Université musulmane qui répandra l'influence anglaise dans le Soudan. En quelques semaines, il recueillit plus de trois millions. L'école s'élève aujourd'hui dans la nouvelle Khartoum, à côté des hôtels

riants où l'agence Cook conduit les Anglais, fiers de leur conquête. Le chemin de fer a été ouvert au public jusqu'à Khartoum le 4 janvier 1900; le 26 août, le sirdar a inauguré le grand viaduc de l'Atbara (construit par une maison américaine!).

Administration du Soudan égyptien. — Qu'allait devenir le Soudan? Une convention anglo-égyptienne, du 19 janvier 1899, régla sa situation. Dans le Soudan, c'est-à-dire au sud du 22^e lat. N. (Assouan), les deux drapeaux d'Angleterre et d'Égypte flotteront côte à côte, sauf à Souakim, où ne paraîtra que le drapeau égyptien. Un gouverneur général du Soudan est institué (le 21 janvier 1899, le Khédivé nomma, avec l'assentiment de la Reine, lord Kitchener), avec deux gouverneurs pour le Sennar et Fachoda. Aucune loi égyptienne n'est applicable au Soudan, et aucun privilège spécial pour aucune puissance européenne n'y existe. La juridiction des tribunaux mixtes n'est admise qu'à Souakim. D'ailleurs, le 10 juillet 1899, une nouvelle convention rangea Souakim dans le Soudan en y supprimant tribunaux mixtes et juridictions consulaires. Le Soudan, en devenant province égyptienne, n'est plus traité comme telle; l'Angleterre en fait une colonie anglaise.

Quelques opérations militaires ont suivi cette reconquête, qui avait déjà coûté 65 millions depuis 1896. Le 23 novembre 1899, Ahmed Fedil, lieutenant du Khalife, fut vaincu. Le 24 novembre, le colonel Wingate surprit à Om-Debrikat, battit et tua le Khalife Abdallah; Ahmed Fedil fut tué aussi, ainsi que les frères du Khalife et le fils du Mahdi, qui mourut avec un stoïcisme admirable. On fit 9 000 prisonniers. Le dernier lieutenant du Khalife, le fameux Osman Digma, fut pris près de Souakim. En janvier 1900, El Obéid fut occupé, dans le Kordofan. La guerre du Transvaal a amené le départ du général Kitchener et son remplacement, comme sirdar et gouverneur du Soudan, par Wingate-Pacha, l'envoi d'une partie du matériel de guerre de l'Égypte au Transvaal, et une mutinerie, vite réprimée, du 14^e bataillon soudanais à Khartoum. Le sirdar Wingate a appelé à lui le vieux Zobéir-Pacha, l'ancien conquérant du Darfour et du Bahr-el-Ghazal, l'ancien maître de Rabah.

Que vaut ce Soudan? Les rapports de lord Cromer, de M. Garstin, sont peu optimistes. Il est certain que la rive droite du Nil blanc, du Sobat à Lado, n'est qu'un terrible ma-

réage, et l'expédition Marchand nous a révélé ce qu'était la rive gauche. Qu'on ajoute à cela cet immense barrage de végétaux accumulés, le *sedd*, qui obstrue le fleuve. Il semble qu'à l'enthousiasme ait succédé quelque désappointement. Fera-t-on le fameux chemin de fer d'Alexandrie au Cap? Mais, avec ténacité, les Anglais ont envoyé 4 vapeurs et 700 hommes pour détruire le *sedd*, en décembre 1899. Ils ont lancé des expéditions et, semble-t-il, fondé quelques postes sur le Sobat et les dernières pentes montagneuses entre le Nil et le Sobat (v. ABYSSINIE). En mai 1900, une canonnière égyptienne a pu remonter ce fleuve jusqu'à Lado, et une chaloupe à vapeur jusqu'à Redjaf et Fort-Berkeley, le *premier poste anglais de l'Ouganda*.

On parle de prolonger le chemin de fer de Khartoum à Abou-Haraz, sur le Nil bleu, et le télégraphe jusqu'au lac Rodolphe. Une mission d'ingénieurs va explorer le pays aurifère des Beni-Chogroul, dont Ménélik écartait jusqu'ici les Européens.

**** Maintien des Anglais en Égypte.** — A l'intérieur, les Anglais ont continué à mettre la main sur l'Égypte. L'affaire de la caisse de la Dette s'est dénouée comme les Anglais l'avaient annoncé : l'Angleterre prêta 798 802 livres à l'Égypte, et déclara qu'elle n'en demanderait jamais restitution. C'était s'implanter un peu plus en Égypte. Le 23 juillet 1900, un décret autorisa une nouvelle émission de 1 700 000 livres de dette privilégiée égyptienne 3 1/2 p. 100, dont le montant serait versé à la caisse et appliqué à la prolongation du réseau de chemins de fer. Une « banque nationale égyptienne », banque d'État, a été créée en août 1898.

Des affaires judiciaires graves ont ému l'Égypte. En mai 1897, l'élément indigène, c'est-à-dire intimidable, a été renforcé dans les tribunaux mixtes. En novembre 1897, l'Angleterre remplaça par un Anglais le procureur général près des tribunaux indigènes. Elle voulait obtenir que les pouvoirs des tribunaux mixtes fussent renouvelés annuellement et non tous les cinq ans ; l'union inattendue de l'Allemagne avec la France et la Russie sur cette question amena l'Angleterre à renoncer à sa demande (31 janvier 1900). Quant aux tribunaux religieux musulmans, les Mehkémés, sa tentative de les réformer aussi souleva une tempête à l'Université du Caire ; on en appela au Sultan, successeur du Prophète, qui condamna le projet de réforme, et l'affaire fut étouffée.

La direction des Travaux publics a été confiée à un Anglais, M. Perry, comme tous les postes lucratifs, qui reçoivent parfois de jeunes fils de lords tout frais émoulus d'Oxford. En 1898, on mit en vente toute la *Khedivieh*, compagnie de navigation égyptienne, avec ses installations et magasins, ses vingt navires, dont 3 paquebots de 180 000 livres chacun. Un Anglais put, sans qu'on ouvrit de vente publique, acheter le tout pour 150 000 livres : il recevra en outre 4 000 livres par an pour le service postal ! Ainsi disparaît graduellement tout ce qui est égyptien.

Le vieux Nubar-Pacha est mort en janvier 1900. Le Khédive, plus résigné en apparence depuis l'affaire de Fachoda, est venu en Angleterre en 1900.

L'Égypte aujourd'hui compte 9 millions d'habitants, et produit beaucoup. Pour accroître cette production, on construit deux immenses barrages sur le Nil à Assouan et à Siout. L'irrigation aura lieu ainsi toute l'année, et sur une bien plus grande étendue. Le réseau des chemins de fer économiques du Delta s'accroît rapidement, et l'on projette une ligne de Souakim à Berber, ou de Bérénice à Assouan.

Auguste Mariette et le Musée de Boulaq. — Ce n'est pas sans un serrement de cœur que la France a dû abandonner la première place à l'Angleterre sur ce sol de l'Égypte, où, depuis 1798 jusqu'à nos jours, nos compatriotes avaient exécuté tant de beaux travaux, opéré tant de découvertes. L'année 1881 avait vu disparaître l'un des plus illustres, le fondateur du Musée de Boulaq, Mariette-Bey (Auguste Mariette).

Né à Boulogne-sur-Mer en 1821, et professeur à 25 ans au collège de sa ville natale, il y découvre une momie oubliée dans un coin du Musée. Il étudie un mémoire de Champollion et se passionne pour l'égyptologie. En 1848 il est attaché au musée du Louvre. Un passage de Strabon lui fait rêver de découvrir près de Memphis les sépultures des Apis. Il obtient l'année suivante une mission pour l'Égypte. « Le voilà parti pour sa grande aventure et touchant la terre promise. Ce bois de palmiers qu'habite seul, couché dans une mare du Nil, le colosse de Rhamsès, c'est l'enceinte de Memphis ; ce plateau de Saqqarah, là-haut sur la colline, c'est la nécropole de l'ancienne capitale. Là se cache le trésor ; là Mariette s'établit, en plein désert, dans la vénérable cabane où il ne revenait jamais sans émotion. Il y passa trois années.... C'était de sa bouche qu'il fallait entendre le récit de l'épreuve, et mieux encore

celui du triomphe, quand, dans la nuit du 12 novembre 1851, une porte ayant été dégagée du sable, les torches des Arabes illuminèrent soudain la profondeur des galeries et les sarcophages géants des chapelles, couvertes de pages d'histoire; quand le solitaire de Saqqarah, tremblant, croyant à un rêve, à tâtons, dans les froides ténèbres qui éteignaient les torches, marqua le premier un pas humain à côté de l'empreinte laissée sur le sable, il y a deux mille ans, par le dernier pèlerin du Serapeum. »

Mariette eut à vaincre des obstacles de toute sorte : tentative d'assassinat, manque d'argent, désiance du vice-roi Abbas-Pacha, qui avait interdit l'exportation des antiques. Il parvint à en triompher; en 1858, appelé par Saïd-Pacha, il s'installa définitivement en Égypte. « Il ne l'a plus quittée depuis. Tout en créant et surveillant le musée de Boulaq, il explorait son domaine, de la mer aux cataractes de Nubie, de Suez au Fayoum. Chaque hiver son petit vapeur sillonnait le Nil, en quête de monuments enfouis; sous la pioche de ses ouvriers, les grands temples secouaient leur manteau de sable et rouvraient leurs vastes salles à l'étude, celle autre prière. Les victoires de Mariette se nomment, comme celles de Bonaparte, les Pyramides, Esné, Thèbes, Philæ; mais des victoires du savant il est plus resté. L'infatigable travailleur a catalogué, copié, déchiffré et publié pour le monde savant ces kilomètres de bas-reliefs historiques et de registres hiéroglyphiques. Il en a tiré le sens littéral d'abord, puis la synthèse philosophique, dans ses admirables *Mémoires*. Parmi les plus remarquables, on cite le *Mémoire sur la Mère d'Apis*, et *Le Temple de Dendérah*. A sa mine placide, non moins qu'à son costume, on le prenait volontiers pour un pacha turc : il en avait l'allure fataliste et oisive, lorsqu'il flânait dans son domaine, nourrissant ses singes du Soudan, regardant avec béatitude couler l'eau du Nil et luire le bon soleil voisin du tropique. » (*Revue des Deux-Mondes*, 15 février 1881, M. Eugène Melchior de Vogüé : *Auguste Mariette*.) « C'était une âme d'enfant, gardée toute jeune et toute tendre par l'austérité du travail; une âme d'artiste et de poète, ouverte à toutes les extases, vibrant devant les spectacles de la Nature comme devant ceux de l'histoire. »

Quand les visiteurs venaient, « la glace rompue, il vous prenait en affection, vous entraînait à son musée, et là il continuait devant ses vieilles pierres; à sa voix, elles s'animaient,

les momies se levaient de leurs gaines, les dieux parlaient, les scribes déroulaient leurs papyrus, les milliers de scarabées, symboles d'âmes libérées, emplissaient l'air du bourdonnement de leurs noms sonores et de leurs millésimes fabuleux. Au commandement de ce roi des temps, la procession des siècles écoulés se déroulait dans les salles funéraires. »

Avant de mourir, Mariette vit débarquer en Égypte la mission qui venait installer au Caire l'École des Hautes Études Orientales. M. Maspero fut nommé pour lui succéder.

M. Maspero découvrit à Thèbes une sépulture absolument intacte de la vingtième dynastie, au nom d'un fonctionnaire gardien de la métropole. On y trouva des outils de maçon et d'architecte, des meubles, des traîneaux, des vases peints et couverts de dessins, un morceau de calcaire sur lequel était écrit le début d'un roman, dont le texte, jusqu'alors incomplet, existe au musée de Berlin. Sous sa direction, et malgré la mauvaise volonté du consul anglais, les fouilles continuèrent à Louqsor. On travaille aussi à dégager le Sphinx, près des Pyramides. On étudie quelques-unes des innombrables inscriptions gravées sur un énorme rocher, à Akmin, qui fut un rendez-vous de chasse depuis les premières dynasties jusqu'au temps des Lagides et des Romains. A Deïr-el-Bakari, en l'absence de M. Maspero, Émile Brugsch, sur les révélations d'un Arabe, fit explorer les tombeaux des rois de la XXI^e dynastie. A l'époque de la XXII^e les cadavres embaumés de beaucoup de rois des dynasties antérieures y avaient été renfermés. Ce tombeau, d'où 40 momies de rois furent transportées au Caire, était situé à une hauteur de 64 mètres. On n'y entrerait que par un puits de 2 mètres de large et 11 mètres et demi de profondeur; de là une galerie conduisant dans le rocher à l'ouest, et n'ayant que 1 mètre 40 de large et 0 mètre 80 centimètres de hauteur, se continue pendant 7 mètres 40, pour se courber au nord pendant 60 mètres, avec des niveaux divers; elle débouche dans une longue salle étroite, taillée dans le roc, qui s'étend pendant 80 mètres. Parmi ces momies se trouve celle de Sêti I^{er}, dont la tête est parfaitement conservée; le crâne de Raskenen, tué dans un combat contre les Hyksos, est percé de deux coups de hache et d'un coup de dague.

M. Maspero, rentré en France, eut pour successeur à la tête de l'École Française du Caire M. Grébault. Une dépêche du Caire annonça le 6 février 1891 que M. Grébault avait décou-

vert à Thèbes environ deux cents sarcophages intacts de prêtres d'Hammon.

Au mois de mars 1894, M. de Morgan, directeur des fouilles aux Pyramides, découvrit dans la Pyramide de Bachour, la nécropole des princes de la deuxième dynastie, un cercueil et de curieux bijoux.

** Les fouilles donnent toujours de très intéressants résultats. Un « Institut français d'Archéologie orientale » vient d'être fondé au Caire. M. Legrain a fait des fouilles remarquables à Kartrak, tout en restaurant le palais. MM. Grenfell et Hunt, de l'*Egyptian Exploration Fund*, ont fait aussi des fouilles remarquables qui ont amené la découverte de manuscrits précieux, entre autres un texte inédit des « Logia » du Christ.

X. — L'ABYSSINIE. — POSSESSIONS ITALIENNES EN AFRIQUE.

Les Anglais à Périm. Leur expédition contre l'*Abyssinie*; Théodoros (1868). — L'*Abyssinie* contemporaine. Le Négous Ménélik. — Les Italiens à Massouah (1886). La Question des Capitulations. Le Différend Franco-Italien (1888). — Tentative pour établir le Protectorat Italien en Abyssinie Traité d'Ucciali (22 mai 1889). — L'*Erythrée*. — Rupture entre les Italiens et le Négous (1895). — Revers des Italiens. — Bataille d'Adoua (1^{er} mars 1896). — Les négociations avec Ménélik. Traité d'Addis-Ababa (1896). — L'avenir de l'*Abyssinie*. — Politique de Ménélik. — État actuel des possessions italiennes en Afrique.

Les Anglais à Périm. Leur expédition contre l'*Abyssinie*; Théodoros (1868). — Avant le percement de l'isthme de Suez, les Anglais étaient maîtres de la route de l'Hindoustan par le cap de Bonne-Espérance; ils voulurent désormais l'être par la mer Rouge. Ils possédaient déjà depuis 1840 la forte place d'Aden sur la mer d'Oman, au sortir du détroit de Bab-el-Mandeb. Pour être tout à fait maîtres du passage, ils s'emparèrent de l'île de *Périm*, au point le plus resserré du détroit, entre la côte d'Arabie et celle d'*Abyssinie*, que les canons britanniques commandent également¹. De son côté, le Gouvernement Français projeta d'acquiescer sur la côte d'*Abyssinie* Massouah et Dissé (1858-1860), mais sans y fonder d'éta-

1. Dans les mêmes parages, les Anglais occupèrent en 1887 l'île *Socotora* (l'ancienne *Dioscoride*), à 50 lieues à l'est du cap Guardafui; elle contient environ 4 000 habitants, Arabes pour la plupart.

blissement. Massouah fut même ensuite occupé par les Égyptiens, et l'est aujourd'hui par les Italiens.

Les Anglais ne s'en tirent pas là : ils entreprirent une expédition contre l'*Abyssinie*. Un Abyssin nommé Kassai, né en 1818, et qui prétendait descendre de Salomon et de la reine de Saba¹, homme énergique et intelligent, mais d'une violence brutale, avait réuni en un seul empire, par la soumission du Choa, du Tigré et des pays voisins, toute la population de cette contrée, dont le culte est le Christianisme du Rite Copte, mêlé de pratiques juives² (comme la circoncision). Il s'était fait sacrer *Négous* ou *roi* dans l'église de Dereskié le 3 février 1855. Il avait pris le nom de *Théodoros II* et s'appelaît lui-même le *Roi des Rois d'Éthiopie*³ et le *Fléau de Dieu*. Quoique chrétien, il ne tenait pas à voir les missionnaires étrangers dans ses États, et il avait l'habitude de dire : « Les missionnaires d'abord, puis les consuls, puis les soldats ! » Il ajoutait : « Je ne veux pas voir mes sujets dire : Nous sommes *catholiques*, donc nous sommes *Français*; nous sommes *protestants*, donc nous sommes *Anglais*. » Il traita brutalement les Européens, refint captif un instant le voyageur Guillaume Lejean, consul de France en 1862, puis jeta en prison M. Cameron, consul britannique, et plusieurs autres sujets anglais. Une expédition partit de Bombay pour les délivrer, sous les ordres de sir Robert Napier, et arriva dans la mer Rouge en décembre 1867. Malgré les difficultés que leur opposaient les déserts, les montagnes, la chaleur, le manque d'eau et de routes, les soldats anglais pénétrèrent au cœur de l'*Abyssinie*. Théodoros se brûla la cervelle le 13 avril 1868 dans sa forteresse *Magdala*, prise d'assaut; sa femme Toronedj et ses deux fils furent emmenés captifs, et les Européens délivrés. Les Anglais évacuèrent ensuite le pays conquis par eux.

1. D'après la tradition abyssine, le fils de la reine de Saba et de Salomon porta les noms de *Meniheléc* et de *David*; sa dynastie régna jusqu'en 960 après Jésus-Christ. Le Christianisme fut introduit en l'an 330 de l'ère chrétienne, sous le règne de deux frères, *Abraha* et *Azaba*. Une branche de la dynastie Salomonique fut rappelée au pouvoir dans le Choa en 1268. Aux *xvi^e* et *xvii^e* siècles, surtout de 1542 à 1632, l'*Abyssinie* fut en rapports avec les Portugais. Ceux-ci essayèrent inutilement de faire abandonner le christianisme copte aux Abyssins et de les soumettre à l'Église de Rome.

2. Le chef du clergé, l'*Aboua* (*Père*), est nommé par le patriarche copte d'Alexandrie.

3. *Négous nagast sa Ithyopya*.

L'Abyssinie contemporaine. Le Négus Ménélik. — Après la chute de Théodoros en 1868, l'Abyssinie, ou plutôt, pour employer l'expression propre, l'Éthiopie, resta partagée en trois États : au nord, Kassa fut roi du *Tigré*, avec *Adoua*¹ pour capitale ; au centre, Tékél Giorghis, dit Gobhesieh, fut roi d'*Amhara*, avec *Gondar*² pour capitale ; au midi, *Ménélik* fut roi du *Choa*, avec la ville d'*Ankober*³ pour capitale. La population totale de l'Éthiopie est évaluée à 6 ou 7 millions d'habitants⁴.

1. *Adoua*, au pied d'une montagne, dans une région fertile, renferme plusieurs églises, *Axoum* ou *Aksoum* ou *Aksénié*, la métropole religieuse, célèbre par ses nombreux monastères, est à environ 20 kilomètres d'Adoua et à 172 kilomètres (43 lieues) de la mer Rouge ; cette ville, qui renferme de nombreux obélisques antiques, était au 1^{er} siècle après J.-C. le principal centre du commerce de l'ivoire. On peut encore citer dans le Tigré : *Antalo*, ville assez importante ; *Makallé*, *Adigrat*.

2. *Gondar*, à une altitude d'environ 2 000 mètres, date du début du 17^{me} siècle ; c'est une ville surtout ecclésiastique ; elle compte 42 églises. On peut encore citer dans l'Amhara : *Tchelta*, localité commerçante ; *Amba-Mariam* (*Fort de Marie*) ; *Sannara*, résidence royale, à plus de 2 600 mètres d'altitude, sur le plateau du *Debra-Tabor* (*mont Tabor*), où il y a un pèlerinage célèbre ; *Mahleré-Mariam* (*le Repos de Marie*), connue par ses sources minérales ; *Konnata*, ville commerçante ; *Debra-Mariam* (*mont de Marie*), dans une île du lac Tana ; *Mota*, marché important ; *Debra-Werk* ; *Dima* ; *Dambadeha*, *Achfa* ; *Magdala*, forteresse importante par sa situation sur un plateau presque inaccessible, à 2 760 mètres d'altitude ; *Laltaba*, célèbre par ses églises ; la commerçante *Sokola*.

3. *Ankober* (*Péage des Bois*) possède un vaste palais. Dans le Choa également, *Debra-Libanos* (*mont Liban*) est célèbre par sa source miraculeuse et son immense monastère ; *Rogé* fait un grand commerce de café et était autrefois un important marché d'esclaves ; *Addis-Ababa* est une résidence royale ; *Litché*, ville moderne, sur une terrasse, est commerçante. *Harrar* ou *Harrarghé* ou *Adar* ou *Adari* ou *Herrer*, est à mi-chemin entre Ankober et le port de Zélla, sur le golfe d'Aden, à environ 70 lieues de chacun de ces deux points. *Harrar* est anglais.

4. La plupart des Éthiopiens ont le ténia, parce qu'ils mangent beaucoup de viande crue.

Il y a dans le pays beaucoup de Juifs, nommés les *Felâchers* (*Exilés*), ou les *Fendjas*, ou les *Falasjan*, tisserands, forgerons, charpentiers ; ils observent fidèlement la religion de Moïse et ne se mêlent pas aux chrétiens. D'après la tradition, ils descendraient de fugitifs partis de Jérusalem environ 600 ans avant l'ère chrétienne pour échapper au joug des Assyriens.

Les peuplades à moitié sauvages des Gallas et du pays de Kaffa, au sud du Choa, sont en général tributaires de l'Abyssinie. Il y a parmi les Gallas des chrétiens, des musulmans, des adorateurs des forces de la Nature divinisées ; les magiciens et les sorciers sont tout-puissants parmi eux. On distingue parmi les tribus des Gallas : les *Schangallas* ou *Changallas*, les *Agawus* ou *Agawus*, les *Gubates*, les *Guragues*. Est-ce du mot *Kassa* que viendrait le nom du café ?

Kassa et *Gobhesieh*, qui avaient tous deux aidé les Anglais contre Théodoros, ne tardèrent pas à se faire la guerre. *Gobhesieh* attaqua *Kassa* en 1871, mais fut vaincu près d'Adoua, pris, et mourut captif en 1875. *Kassa* prit le titre d'*Empereur* et le nom de *Johannès* ou *Jean* ; il se fit sacrer dans l'église d'Axoum, ville voisine d'Adoua et métropole religieuse de l'Abyssinie. Les Égyptiens, à la faveur de l'anarchie qui suivit la mort de Théodoros, avaient conquis le pays des Bogos et le port de Massaouah, seul débouché maritime par lequel l'Abyssinie communiquait avec le reste du monde. Non contents de l'avoir ainsi enfermée dans ses montagnes, ils voulurent lui prendre les provinces de l'Hamacen et de Seraï ; Jean leur résista vigoureusement. En 1876 il vainquit *Rechid-Pacha* dans les défilés de *Kivara*. De nouveau victorieux à *Aussa*, il gagna une bataille à *Goundet*, où périt *Arakele-Bey*, neveu du ministre égyptien *Nubar-Pacha* (16 novembre 1876). Depuis, le Gouvernement du khédive, arrêté par ses embarras intérieurs, ne chercha pas à reprendre l'offensive. L'empereur Jean profita de l'insurrection du Soudan pour reconquérir en 1883 la ville de *Keren*, dans le pays des Bogos, et réclamer la restitution de Massaouah. En 1884 l'amiral anglais *Hewett*, envoyé en mission auprès de Jean, conclut avec lui un traité stipulant que le transit serait libre à Massaouah pour les marchandises provenant d'Abyssinie ou y allant : ce traité cédait le territoire des Bogos à l'Abyssinie, avec tous les édifices publics appartenant au khédive à *Kassala*, *Amedid* et *Sanhit*.

Quant au royaume de Choa, il avait été visité en 1843 par *Rochet d'Héricourt*, qui conclut un traité d'amitié au nom du roi *Louis-Philippe* avec *Sahlé Salassi*, souverain de ce pays. Le fils de *Sahlé Salassi*, *Haïlo Melokot*, mort de maladie au moment de combattre Théodoros, laissa lui-même un fils nommé *Ménélik*. Dix ans captif de Théodoros, *Ménélik* parvint à s'enfuir de Gondar et recouvra le Choa. Il établit la liberté des cultes dans le Choa, abolit l'esclavage en 1875 sur le conseil d'un voyageur français, *M. Arnoux*, et vainquit les Gallas musulmans. On rencontre en abondance dans ses États l'ivoire, le café, les peaux, la cire, les plumes, le musc, l'aloès, le sel, le cuivre, les oliviers, l'orge, le blé, la houille. La France possédait nominalement le port d'Obok, au sud du détroit de *Bab-el-Mandeb* ; *M. Arnoux* y fonda un établissement, mais fut massacré en 1882 par les indigènes. Comme

on l'a vu plus haut (p. 537-538), en 1884 le Gouvernement français fit occuper *Obok*, où nos navires qui vont en Cochinchine ou à Madagascar trouvent un dépôt de charbon et un point de relâche, *Sagallo* et *Tadjourah* : en 1885, *Ambabo*¹.

Les Italiens à Massaouah (1885). La Question des Capitulations. Le Différend Franco-Italien (1888). — En 1880, les Italiens s'établirent à 120 kilomètres au nord d'Obok, sur la *baie d'Assab*; ils occupèrent en 1885, plus au nord encore, sur la Mer Rouge, *Massaouah*²; enfin ils s'installèrent à *Beilul* ou *Beiloul*, à peu de distance au nord-ouest d'Assab, et à *Arafali*, à peu de distance au sud de Massaouah, au fond de la *baie d'Adulis*³ (aujourd'hui *Zoulla*). Ils furent, il est vrai, attaqués et battus le 26 janvier 1887, à *Dogali* près de *Sahati*,

1. A l'extrémité sud-ouest de l'Arabie, dans l'Yémen, sur le détroit de Bab-el-Mandeb, en face, en vue de Pilot de Périm et le dominant à portée de canon, se trouve le territoire de *Cheikh-Saïd*, acquis par acte régulier, le 1^{er} octobre 1868, par un groupe de commerçants de Marseille, qui l'acheta au cheikh Ali-Tabatt-Dourein. M. François Deloncle en leva lui-même la carte en 1884, et l'adressa, par une dépêche d'Aden du 6 janvier de la même année, à Jules Ferry, alors président du Conseil et ministre des Affaires étrangères. « Ce territoire, dit M. Deloncle, est admirablement placé, couvrant 42 kilomètres de côte, de la mer Rouge au golfe d'Aden. Les parties basses pourraient facilement être transformées en port de refuge, car il y a là une lagune de trois mètres de profondeur, qui, de la mer Rouge, s'avance dans les terres, jusqu'à proximité du golfe d'Aden lui-même, et constitue dès lors en îlot la masse du roc de Bab-el-Mandeb. De là on domine, d'une hauteur de près de deux cents mètres, l'île anglaise de Périm, en sorte qu'une batterie installée en haut de la Pointe-Noire éteindrait aisément le feu de Périm.

« En 1870, nous étions là à demeure. Après la guerre, on n'occupa plus la caserne de Cheikh-Saïd, mais ce ne fut pas un abandon. Notre diplomatie n'a jamais cessé de réserver nos droits, et lorsque, à la suite de mon voyage à Cheikh-Saïd, en 1881, les Anglais poussèrent le sultan à faire débarquer sur ce territoire deux bataillons turcs cantonnés à Hodeïdah, notre ambassadeur à Constantinople renouvela sa protestation en bonne forme.... La Chambre fit, en 1897, à l'occasion de la discussion du budget des colonies, très bon accueil à l'exposé que je lui ai fait de nos droits sur ce point; le *Groupe de politique extérieure et coloniale* a chargé son bureau d'en conférer avec les ministres compétents, et il est très probable que la question ne tardera pas à être de nouveau examinée par le Parlement, car elle est de celles qui n'attendent plus. » (Janvier 1897.) Malheureusement, depuis cette époque rien n'a encore été fait.

2. Le port de *Massaouah* était nommé par les anciens *Sebastricum* *os*.

3. On a trouvé à Adulis de curieuses inscriptions sur deux morceaux de basalte. L'une d'elles, copiée au VI^e siècle par le moine Cosmas Indicopleustès, célèbre le *Grand Roi Ptolémée, fils de Ptolémée et d'Arinoé*; l'autre retrace les conquêtes du roi éthiopien Eb-Agouda.

par Ras-Aloula¹, général et beau-frère de Jean ou Kassa. Les Italiens envoyèrent à Massaouah de nombreux renforts et un nouveau général; la côte fut mise en état de blocus par leurs navires. Toutefois ils ne purent faire de progrès appréciables; plusieurs membres d'une mission italienne furent quelque temps retenus prisonniers par les Abyssins.

En débarquant à Massaouah (d'accord avec l'Angleterre et pour concourir aux opérations qu'elle avait entreprises dans le Soudan), les Italiens n'avaient point annoncé l'intention de s'y établir à titre définitif; ils avaient même occupé quelque temps cette côte simultanément avec les troupes égyptiennes. Depuis, l'Italie n'avait pas rempli les formalités auxquelles, aux termes du traité de Berlin de 1885, est tenue toute puissance qui veut acquérir en Afrique un territoire nouveau. Ainsi Massaouah continuait, en droit, à faire partie de l'Égypte, c'est-à-dire de l'Empire Ottoman, qui en est le suzerain. Les capitulations ou traités entre la Turquie et les divers États d'Europe, aux termes desquels les Européens établis en territoire musulman ne sont justiciables que de leurs consuls respectifs, et non des autorités locales, devaient donc être considérées comme toujours en vigueur dans le territoire occupé par les Italiens aux bords de la Mer Rouge. Cependant, au mois de juillet 1888, une taxe considérable fut frappée par l'autorité italienne sur les étrangers établis à Massaouah. Ces étrangers, Grecs pour la plupart, protestèrent; et, comme le Gouvernement Hellénique n'avait pas de consul à Massaouah, le vice-consul de France, sous la protection duquel ils étaient, réclama en leur nom.

Le général italien Baldissera répondit que les capitulations n'existaient pas à Massaouah, où l'Italie exerçait un droit souverain. M. Crispi adressa aussitôt aux puissances la notification officielle de l'occupation de Massaouah, et il envoya le 25 juillet aux représentants de l'Italie près des divers États une note d'une arrogance étrange à l'égard de la France. Il l'accusait de jalousie, et c'était d'elle, à l'en croire, que venaient toujours les réclamations. Le journal officieux la *Riforma* accusa la France d'avoir provoqué l'hostilité des Grecs et déclara que l'Italie ne céderait pas d'une ligne; on ajoutait que le général Baldissera allait rompre toute relation avec le

1. Ras-Aloula, ou plutôt le Ras Aloula, Ras signifiant général, ministre, lieutenant, vizir.

vice-consul français de Massaouah, qui n'était reconnu que par tolérance. La France, ajoutaient les journaux allemands, n'avait envoyé un consul à Massaouah que pour contrecarrer les Italiens; or, la France avait un consul dans cette ville depuis le 6 août 1875; et les Italiens ne s'y sont établis que dix ans plus tard!

Dans une note en date du 3 août, M. Goblet, Ministre des Affaires étrangères de France, répondit à la note de M. Crispi. Il constata que le Gouvernement de la République avait toujours considéré Massaouah comme appartenant à la Sublime-Porte, et que les capitulations y existaient et y existent au même titre qu'en toute autre partie du territoire ottoman. Il fit observer que l'Italie n'avait pas déclaré sa prise de possession des bords de la Mer Rouge, comme l'exigeait le traité de Berlin. Il rappela que le drapeau égyptien avait flotté près d'une année à Massaouah à côté du drapeau italien; il disait :

« En même temps, et quoique le Gouvernement Italien ait toujours jusqu'ici réservé l'examen de nos prétentions résultant d'anciens traités et de nos droits territoriaux sur certains points de cette région, — *la baie d'Adulis, Zoula, Dissé*¹, — *le drapeau italien a été arboré sur ces divers territoires*, de sorte que, cette fois encore, à supposer que la question vint à se poser, elle serait déjà résolue. »

En terminant, M. Goblet disait que, si l'Italie ne faisait pas droit aux réclamations de la France, le Gouvernement français prendrait acte de cette procédure nouvelle, et se réserverait d'en tirer les conséquences dictées par l'intérêt de la France « dans les territoires où nous sommes établis en vertu de titres réguliers ». En d'autres termes, il annonçait que la France pourrait bien abroger les capitulations à Tunis.

Dans une réplique du 13 août, remplie d'amères récriminations, M. Crispi contesta les assertions françaises; il entreprit d'établir une distinction entre les pays musulmans directement possédés par une puissance européenne, comme Massaouah par l'Italie, et ceux simplement protégés, comme Tunis par la France. Il accusa le Gouvernement de la République d'exciter « une population au mépris de la loi du pays qu'elle

habite », et il se déclara décidé à persévérer dans la ligne qu'il s'était tracée. Il semblait que dans ce document le ministre italien se fût ingénié à se servir des expressions les plus désobligeantes pour les Français.

Au moment même où le Gouvernement italien tenait ce langage si blessant pour notre pays, ses troupes éprouvaient en Afrique un nouvel échec. Le 8 août, les Bachi-Bouzouks au service de l'Italie furent mis en déroute par le chef abyssin Debeb à *Saganéiti*, et la plupart de leurs officiers périrent.

M. Crispi n'en persévérerait pas moins dans sa politique de provocation. On mobilisait la flotte italienne à la Spezzia pour exécuter, disait-on, de grandes manœuvres, et bientôt après la flotte française de Toulon était mobilisée pour le même motif. Les Italiens fortifiaient avec une activité fiévreuse les îlots de la Maddalena et de Caprera situés entre la Sardaigne et la Corse, comme s'ils avaient voulu de là s'élançer sur Bonifacio; on parlait de nouveau d'un coup de main possible des cuirassés italiens sur Tripoli. On suivait avec attention les manœuvres d'été des troupes alpines des deux côtés des Alpes. On affirmait qu'aux termes d'un traité secret entre Londres et Rome, l'Italie avait garanti à l'Angleterre le concours de 60 000 soldats italiens pour défendre la Turquie d'Asie contre les Russes, si une nouvelle Guerre d'Orient éclatait, et qu'en retour la Grande-Bretagne avait promis de défendre les côtes italiennes contre toute agression d'une flotte étrangère; enfin et surtout M. Crispi comptait sur l'Allemagne et sur l'Autriche-Hongrie, dont la fortune était associée à celle de l'Italie par la Triple Alliance. Le 22 août M. Crispi était en Allemagne, à Friedrichsruhe, auprès du prince de Bismarck.

Il ne semble pas qu'il y ait trouvé les encouragements sur lesquels il comptait. En effet, des obstacles inattendus surgissaient de toutes parts. La Turquie protestait énergiquement et déclarait qu'elle n'avait jamais renoncé à ses droits souverains sur la côte occidentale de la Mer Rouge. La Russie blâmait les Italiens, et entraînait en rapport avec ses coreligionnaires d'Abyssinie; les Cosaques allaient même, affirmait-on, fonder une colonie sur la frontière de ce pays; l'Angleterre, désireuse de ne pas voir troubler la paix, condamnait, par l'organe de ses journaux les plus accrédités, le ton agressif des Italiens envers la France; l'Autriche-Hongrie, peu disposée à éprouver une grande sympathie pour ses alliés des

1. L'île de Dissé et les territoires voisins avaient été cédés à la France en 1840 par le souverain du Tigré.

bords du Tibre, s'inquiétait des suites que pourrait entraîner leur attitude. Le *Tagblatt* de Vienne reprochait aux compatriotes de M. Crispi leur « ingratitude noire » envers la France, et ajoutait : « Les voisins de la France regretteront peut-être un jour d'avoir poussé le peuple français dans les bras de la Russie. L'ingratitude punit ses propres auteurs. » De leur côté, les journaux allemands appréciaient les manœuvres de la flotte italienne d'une manière peu flatteuse pour la marine de leurs alliés. Le Gouvernement allemand, qui avait affirmé à la Russie ses tendances pacifiques, n'était pas disposé à soutenir, du moins pour le moment, l'inqualifiable agression des Italiens à notre égard. Tout en voyant avec plaisir l'Italie et la France de plus en plus désunies, il semble que M. de Bismarck ait exhorté son bouillant allié à plus de réserve et de prudence. En effet, ce n'était pas seulement avec la France, mais avec la Grèce, la Turquie et la Russie, que l'Italie pouvait avoir à compter.

En somme, l'incident de Massaouah entre la France et l'Italie était clos, ou tout au moins entré dans la voie diplomatique. Il restait à décider qui, de la Turquie ou de l'Italie, était souverain de droit sur cette partie des côtes de la Mer Rouge. Le 27 août 1888, les Italiens expulsèrent les Grecs établis à Massaouah.

Tentative pour établir le Protectorat italien en Abyssinie. Traité d'Ucciali (22 mai 1889). — Au mois d'avril 1889 on apprit à Rome des événements favorables à la politique italienne. La guerre avait éclaté entre le Négous ou empereur d'Abyssinie et les derviches. Deux combats s'étaient livrés sur la frontière de l'Abyssinie et du Soudan ; dans le second, à *Metemmel*, le Négous avait été mortellement blessé. Sa succession fut disputée entre son neveu Debeb et Ménélik, roi du Choa, qui finit par l'emporter. Les Italiens profitèrent de cet incident pour occuper *Keren* le 2 juin 1889.

Ils reconnurent à Ménélik, qui devint leur allié, le titre de *Négous* ou *Empereur d'Abyssinie*. Celui-ci conclut un traité à Ucciali ou Outchali le 22 mai 1889 avec le comte Antonelli, représentant du Gouvernement italien ; l'Abyssin Makonnen, venu en Italie comme ambassadeur, ratifia ce traité quelques mois plus tard. L'Abyssinie était placée sous le protectorat de l'Italie, qui dut désormais la représenter dans ses relations avec les puissances étrangères.

Cependant beaucoup de chefs abyssins, ayant à leur tête

les Ras Aloula et Mangascia, refusèrent de reconnaître Ménélik. Le 26 novembre 1889, ils s'emparèrent d'Adoua, capitale du Tigré, dont le gouverneur Salassié fut tué. Les Italiens intervinrent en faveur de leur protégé ; avec leur aide, les chefs de l'Agamé, Sojoum et Sebhat, battirent Mangascia et le Ras Aloula le 2 décembre ; toutefois Ménélik ne parut pas profiter de ce succès pour marcher en avant avec l'empressement qu'on attendait. Y avait-il de sa part pusillanimité, ou bien entente secrète avec ses ennemis apparents, et intention de ne point ratifier la convention conclue à Rome par ses ambassadeurs, aux termes de laquelle il était désormais soumis au protectorat italien ? Impatient de ce retard, le général Orero, qui avait remplacé à la tête des forces italiennes le général Baldissera rappelé par M. Crispi comme trop circonspect, s'enfonça dans l'intérieur avec toutes ses forces et entra le 26 janvier 1890 à Adoua. Toutefois, menacé bientôt d'être enveloppé de toutes parts, il dut en sortir pour revenir vers la côte.

On apprit en Europe, en 1890, que Ménélik refusait de ratifier le traité conclu en son nom l'année précédente à Rome par la mission abyssine. Il ne s'était, disait-il, soumis au protectorat de personne, et il entendait conserver son entière indépendance. Dans une lettre adressée au roi Humbert (septembre 1890), il se plaignait de la mauvaise foi des Italiens. Le texte ambara du traité, affirmait-il, portait, art. 17, que : *il pourrait se servir de l'Italie* pour toutes les affaires qu'il aurait à régler en Europe ; le comte Antonelli aurait substitué à ces termes, dans le texte italien, *qu'il devrait se servir de l'Italie* pour régler ces mêmes affaires : on avait ainsi transformé une *offre amicale* en une *obligation*. Envoyé de nouveau en mission auprès de Ménélik pour triompher de sa résistance, le comte Antonelli, après trois mois d'efforts, échoua complètement (octobre 1890-11 février 1891). Ménélik chassa tous les sujets italiens qui se trouvaient à sa cour, dans le Harrar et le Choa. La déception fut grande en Italie, où l'on accusa M. Crispi d'avoir trompé l'opinion publique en affirmant que tout allait bien en Abyssinie quand il connaissait le contraire.

On sut bientôt après que d'horribles cruautés avaient été commises sur les indigènes en territoire italien. Plusieurs centaines d'Abyssins (on dit 800) avaient été fusillés, décapités, tués à coups de revolver, tout cela sans jugement. Le

principal auteur de ces assassinats était le lieutenant de carabinieri Livraghi, chef de la police à Massaouah. Réfugié sur le territoire suisse, à Lugano, celui-ci fut arrêté le 9 mars 1891, et son extradition accordée au Gouvernement Italien. Livraghi prétendait n'avoir fait qu'obéir à ses chefs; il fut acquitté.

L'Érythrée. — En somme, dans l'Afrique Orientale, les Italiens possédaient à cette date, sous le nom d'*Érythrée*, un territoire long environ de 1 000 kilomètres ou 250 lieues, sur la côte occidentale de la mer Rouge, depuis le cap Kasar, au 18° 2' de latitude nord, jusqu'au cap Sinthiar, au 42° 30', avec une population de 230 000 habitants¹.

De plus, les Italiens avaient entrepris au mois de juin 1888 de fonder une autre colonie sur l'océan Indien. A la suite d'un voyage d'exploration du *Barbarigo*, le capitaine Cecchi, qui commandait ce navire, aurait négocié avec l'ancien sultan de Zanzibar la cession à l'Italie de certains districts dans la presque île de Somâli et de Kismayou à l'embouchure du Djouba; mais son successeur refusant de ratifier cette négociation, l'Italie menaçait de bombarder sa capitale. Néanmoins l'Allemagne et l'Angleterre, toutes-puissantes à Zanzibar, intervinrent et empêchèrent un conflit.

Le 16 mai 1889, le sultanat d'Oppia, sur la côte des Somâlis, de Varchekh au Ras-Avad, et le territoire voisin plus au nord, vers Garad et Vadi-Nogal, furent soumis au protectorat italien. Le 15 novembre 1889, l'Italie établit encore son protectorat sur la partie de la côte orientale d'Afrique comprise entre la frontière occidentale du sultanat d'Oppia et la rivière Djouba, sauf les points appartenant antérieurement au sultan de Zanzibar. La situation des Italiens en 1892 et 1893 ne paraissait pas brillante en Érythrée; les relations commerciales n'y avaient qu'une faible importance; les négociations continuées avec Ménélik restaient sans résultat appréciable.

1. Au sud de l'Érythrée, dans les limites de laquelle il est nominativement compris, s'étend, entre la mer Rouge, à l'est, et les montagnes qui bordent l'Abyssinie, à l'ouest, le pays des *Danakils*, nommés aussi *Afar* ou *Afer* (*Er-rants*). Ils forment plusieurs tribus, la plupart fétichistes. Ils sont très braves, et prélèvent un impôt sur les caravanes. Leur sol, trop sec, se prête mal à l'agriculture, mais ils ont beaucoup de sel. Ils continuent au midi au territoire français d'Obok.

Le 21 décembre 1893, les Italiens repoussèrent l'attaque de 10 000 Derviches ayant à leur tête Hamed-Ali, contre le fort d'*Agordat*. Les Derviches revinrent à la charge l'année suivante. Le gouverneur, général Baratieri, accouru de Keren, prit d'assaut *Kassala* le 7 juillet 1894 et rejeta les vaincus sur le fleuve Athara. Le bruit courut alors que les Italiens et les Anglais allaient organiser de concert une expédition pour reprendre Khartoum.

Rupture entre les Italiens et le Négous (1895). — Cependant le négous abyssin Ménélik n'en paraissait pas plus disposé à rentrer en relations amicales avec le gouvernement de Rome. Ni le docteur Traversi ni le colonel Piano ne purent faire accueillir les avances du roi Humbert en vue d'obtenir la ratification du traité d'Ucciali. Ménélik songeait, disait-on à visiter la France, l'Autriche, la Prusse et la Russie, pour faire reconnaître sa complète indépendance, en dépit des prétentions italiennes. C'est à la Monnaie de Paris qu'il s'adressa pour faire frapper des pièces à son effigie.

A la fin de l'année, le général Baratieri s'avança jusqu'à Adoua. Le 13 janvier 1895, il vainquit un général abyssin, le Ras Mangascia, à la bataille de *Coatit*; il le battit de nouveau le 16 à *Senafé*; le 25 mars il parvint à *Adigrat*. Les Italiens pouvaient cependant craindre d'être pris entre deux feux par une alliance entre les Derviches et les Abyssins. Des renforts leur furent expédiés d'Europe. En même temps, accusant les missionnaires lazaristes français d'exciter contre eux les indigènes, ils les expulsèrent brusquement de l'Érythrée. On annonçait au mois d'avril 1895 l'envoi d'une ambassade par Ménélik à l'empereur de Russie. (La religion des Abyssins se rapproche beaucoup du culte grec orthodoxe¹.)

Elle était conduite par un fils même du négous. Elle fut gracieusement accueillie, au grand mécontentement des Italiens, qui, en vertu du prétendu traité d'Ucciali, contestaient à Ménélik leur « protégé rebelle » le droit de communiquer au-

1. Exactement, ils sont *monophysites*, c'est-à-dire ne reconnaissent qu'une nature, la nature divine, en Jésus-Christ, conformément aux doctrines d'Eutychès, qui triomphèrent d'abord au *Second concile d'Éphèse*, dirigé par le patriarche d'Alexandrie, Dioscore, en 449, sous l'empereur d'Orient Théodose II; mais ensuite, ce concile ayant été considéré comme *Pseudo-Concile*, ou, selon l'expression contemporaine, comme le *Concile du Brigandage*, le *Concile de Chalcédoine*, sous Pulchérie et Marcien, proclama la coexistence en Jésus-Christ de deux natures; mais les églises de la vallée du Nil restèrent attachées à la croyance contraire (450-451).

trement que par leur intermédiaire avec les puissances étrangères. Le Gouvernement Russe, qui n'avait jamais reconnu ce traité, promit d'envoyer au négous une mission religieuse, scientifique et militaire (juillet 1893). De leur côté, les Italiens paraissaient rêver la conquête de l'Abyssinie; on rattachait à ce projet le voyage que le gouverneur général Baratieri avait entrepris à Rome.

Aux réclamations de l'Italie, on répondit à Pétersbourg que la Russie ne pourrait tenir compte du traité d'Ucciali qu'après en avoir reçu la notification du Gouvernement Abyssin; que jusque-là elle considérerait ce Gouvernement comme indépendant. Le 29 juillet, à Rome, M. Crispi disait à la Chambre des Députés : « Le plateau de l'Érythrée nous appartient en vertu du traité d'Ucciali, et le Tigré en vertu des armes que nous avons prises pour nous défendre....; nous espérons vaincre toujours. » Le lendemain, on assurait qu'un traité définitif était signé entre l'Italie et l'Angleterre pour une action commune en Afrique.

Revers des Italiens. — Le plan de campagne fut arrêté dans une conférence à Naples. De retour en Érythrée, le général Baratieri partit d'Asmara contre le Ras Mangascia, chef du Tigré. Les Italiens eurent d'abord quelques succès. Le 11 octobre, le Ras Mangascia abandonna Antalo pour se retirer au sud; l'avant-garde du général Baratieri enleva aux Tigrins du Ras Aloula la forte position de *Braaitat*. On prétendit même que le Ras Mangascia, réfugié dans les montagnes, demandait la paix. Les Italiens occupèrent le poste avancé d'Antalo, et Makallé, qui fut fortifié. Il semblait qu'il n'y eût plus qu'à organiser la conquête. Le bruit courait même que Ménélik était mort ou tout au moins atteint de paralysie.

Les Italiens apprirent bientôt à leurs dépens que le Négous était vivant et bien portant. Pendant que Baratieri revenait à Massaouah, Ménélik rassemblait une armée pour venir au secours de ses vassaux. Le contingent du Choa, d'environ 20 000 hommes, prit le premier l'offensive sous les ordres du Ras Makonnen, du Ras Aloula et du Ras Mangascia. Le 7 décembre, une colonne italienne commandée par le major Toselli fut attaquée par les Choans à *Amba-Alaghi*, à la frontière méridionale du Tigré, et taillée en pièces. Le major Toselli fut tué, la plupart de ses officiers furent tués ou pris; 2 000 hommes sur 2 400 furent exterminés. Quelques fuyards furent recueillis au nord, vers *Adera*, par la colonne du gé-

néral Arimondi venue trop tard à leur secours. Attaqué lui-même le même jour (il n'y a que 20 kilomètres d'Amba-Alaghi à Adera), celui-ci dut se replier par Antalo sur Makallé, puis, plus au nord encore, à la frontière de l'Érythrée, entre Adaghamous et Adigrat, où il comptait faire sa jonction avec le général Baratieri et le gros des forces italiennes. (Adigrat est à 130 kilomètres au nord d'Amba-Alaghi.)

La nouvelle de cette défaite causa en Italie la plus violente irritation. Pendant que les adversaires du ministère, MM. Imbriani, Costa, Torraca et Branca, reprochaient au Gouvernement sa maladresse et son imprévoyance, et que M. Crispi, qu'on disait malade, s'abstenait pendant quelque temps de paraître à la Chambre, des renforts étaient expédiés en Érythrée avec une impatience fiévreuse. Pour hâter leur arrivée, le Gouvernement Italien demandait, disait-on, à l'Angleterre d'autoriser leur débarquement sur le territoire anglais à Zeïla pour entrer dans le Harrar. Le Gouvernement Britannique mit peu d'empressément à répondre. Disposé à se servir, à l'occasion, des Italiens, il semblait peu disposé à se compromettre pour eux. En attendant, Ménélik, à la tête de toutes les forces des Abyssins, évaluées à 100 000 hommes, bloquait la forteresse de *Makallé*, dont la garnison était commandée par le major Galliano. Après une longue et courageuse résistance, cette garnison épuisée de fatigue, manquant de vivres et surtout d'eau, capitula à condition de se retirer avec armes et bagages (25 janvier 1896).

Les Italiens avaient été à la fois imprudents et malheureux. On eut recours à Rome, pour détourner le mécontentement et occuper les esprits, au dérivatif ordinaire, c'est-à-dire à des attaques et à des injures contre la France. Les Abyssins étaient commandés par deux officiers français (on allait jusqu'à citer leurs noms, de pure invention, cela va sans dire); on avait ramassé sur les champs de bataille d'Abyssinie des fusils Lebel; un croiseur italien avait capturé dans la mer Rouge un navire français chargé d'armes destinées aux Abyssins; et les journaux italiens, de leur plus grosse voix, demandaient qu'on punit la France. Il est vrai qu'au bout de quelques jours, force leur était de démentir ce qu'ils avaient si bien avancé; mais on avait gagné quelque répit, seul but de cette campagne de grossiers mensonges et de haineuses provocations. A Messine, à Rome, des cris de mort étaient proférés dans les rues contre les Français.

En même temps, on célébrait l'héroïsme des troupes italiennes; on se félicitait de la capitulation de Makallé, qu'on qualifiait de délivrance, et qu'on ne paraissait pas éloigné de vouloir transformer en victoire. On ajoutait que Ménélik, effrayé de ses pertes, demandait la paix, mais qu'on ne la lui accorderait que s'il évacuait le Tigré et se soumettait au protectorat italien, conformément au traité d'Ucciali. Qu'aurait-on pu dire de plus si l'on avait été vainqueur ?

Ce qui rendait ces prétentions d'autant moins justifiables, c'est que de leur côté les Derviches paraissaient disposés à attaquer les Italiens; dans ce cas l'Erythrée serait prise entre deux feux.

Il est vrai que pour réussir, le gouvernement de M. Crispi ne reculait devant aucun moyen. Deux jeunes princes abyssins, Gougsa Dorghi, cousin de Ménélik, et fils du Ras Dorghi, oncle du négous, et Kettaou, habitaient Neuchâtel en Suisse, où ils avaient été envoyés pour y faire leur éducation. Le 24 décembre 1895 un agent italien nommé Magliarini, avec un choan nommé Afwork, les enleva et les entraîna, de gré ou de force, en Italie. Ils furent embarqués à Naples pour l'Erythrée, et, disait cyniquement une dépêche officielle, « expédiés au général Baratieri qui les conservera comme otages et tirera de cette capture le meilleur parti possible ». Peut-être songeait-on à faire de Gougsa un rival de Ménélik. De son côté, le négous, vraisemblablement par représailles, retint prisonniers plusieurs des officiers de la garnison de Makallé¹. Du reste il ne se pressa pas de ramener cette garnison, escortée de son armée; à portée du camp italien, et il la ramena par une route autre que celle par où le général Baratieri s'attendait à la voir venir : ce qui obligea celui-ci à se déplacer et à modifier son plan de campagne.

Bataille d'Adoua (1^{er} mars 1896). — Fort inquiet de la tournure que prenaient les choses, le ministère Crispi attendait avec impatience la nouvelle de quelque grand succès en Abyssinie, qui pût lui servir à conjurer le mécontentement public. Misère générale causée par la lourdeur des impôts qu'on ne recouvrait qu'avec peine, poids écrasant des charges militaires, irritation produite par de nombreux scan-

1. On a dit aussi qu'en réalité on aurait acheté à prix d'argent la libre sortie de la garnison de Makallé, et que comme la somme stipulée n'avait pas été entièrement versée de suite, ces officiers étaient restés en otage jusqu'au dernier paiement.

dales financiers, direction économique imprévoyante, politique ambitieuse et provocante en désaccord absolu avec les ressources réelles, tout menaçait le cabinet d'une catastrophe aussi prochaine que méritée. Aussi le télégraphe fonctionnait-il sans relâche pour sommer le général Baratieri de marcher, de combattre, de vaincre. Mais une victoire ne se fait pas sur commande et ne se remporte pas à coups de dépêches. Des renforts considérables avaient été expédiés en Erythrée; il est vrai que les malades étaient nombreux; vivres et médicaments faisaient défaut; on n'avait pas assez de mulets pour les transports; les soldats étaient découragés; on leur interdisait de se plaindre; et, pour cacher la vérité, on expulsait les correspondants de journaux. Deux chefs abyssins, jusque-là alliés des Italiens, les Ras Sebat et Agos, les abandonnèrent et les attaquèrent au *col de Seeta* au sud d'Adigrat, et au *col d'Alequa* (15 et 16 février 1896). Les pertes des Italiens furent sensibles. On apprenait en même temps que les Derviches se montraient à une portée de canon de Kassala.

A la fin de février, toute l'armée choane était concentrée à Adoua, sous les ordres du négous, nombreuse et pleine d'ardeur. C'est là que le 1^{er} mars le général Baratieri, ayant traversé sans obstacle les cols de Rebbi-Arienne à droite, et Chidanet-Meret à gauche, vint l'attaquer avec 20 000 ou 25 000 hommes et 72 canons, commandés sous ses ordres par les généraux Albertone, Arimondi, da Bormida, Ellena. Mal dirigée, ou plutôt pas dirigée du tout, engagée sans ensemble, soutenue sans vigueur, sauf par quelques troupes d'élite, cette bataille fut un lamentable désastre. Le général Albertone fut pris, les généraux Arimondi, da Bormida, le colonel Galliano, périrent. Toute l'artillerie et les bagages furent perdus. Onze batteries furent enveloppées et prises sans avoir tiré un seul coup. Les Abyssins, Choans et Tigriens s'approchaient en rampant jusqu'aux canons, et se dressaient en bondissant sur les artilleurs, qu'ils tuaient ou mettaient en fuite¹. Le colonel Galliano, pris blessé, aurait été mis à mort par l'ordre du chef de l'artillerie abyssine, les vainqueurs

1. Certains journaux italiens prétendirent que des prisonniers avaient en les pieds et les mains coupés; on a su depuis, par le récit des prisonniers eux-mêmes, que cette allégation était absolument fautive. L'un de ces captifs, le lieutenant Madia, a déclaré que le négous avait toujours montré à leur égard beaucoup d'humanité et de bienveillance.

lui reprochant d'avoir, en combattant de nouveau contre eux, manqué aux engagements qu'il avait contractés lorsqu'on lui avait permis de sortir de Makallé. 10 000 hommes étaient morts, blessés ou prisonniers. Le général Baratieri, qu'on accusa d'avoir été un des premiers à fuir, fit précipitamment 105 kilomètres à cheval, avec le général Ellena, celui-ci blessé. Les débris des Italiens se réfugièrent à Asmara. Le fort d'*Adigrat* fut cerné par les vainqueurs.

On a déjà vu (t. II, p. 689-694) quelles furent les premières conséquences de la bataille d'Adoua : la destitution du général Baratieri, son remplacement par le général Baldissera, sa comparaison devant un Conseil de guerre et son acquittement; l'explosion de l'irritation publique dans toute l'Italie; la chute du ministère Crispi (4 mars); la formation du ministère di Rudini (10 mars); la marche des Derviches sur Kassala; les premières négociations infructueuses pour traiter avec Ménélik; les tentatives également sans succès pour obtenir la délivrance des prisonniers italiens. Sans doute le négous en relâcha un certain nombre en considération de l'empereur de Russie et du pape; mais il paraissait évident qu'il ne rendrait tous les autres que quand un traité définitif aurait été signé. En attendant, les Italiens se tinrent sur la défensive, le général Baldissera concentrant ses forces dans le triangle Asmara-Keren-Massaouah. Le major Salsa, envoyé pour négocier avec le négous, assista à une revue de 100 000 hommes bien armés, n'obtint pas la paix et fut même quelque temps retenu comme otage.

Voici quelles avaient été les conditions offertes par l'Italie : Renonciation à l'article 17 du traité d'Ucciali (protectorat italien sur l'Abyssinie); renonciation au Tigré; cession du fort d'Adigrat; ligne de frontière au Mareb; on ne demandait au négous que la délivrance des prisonniers italiens. Ménélik demandait, outre ce qu'on lui offrait, une indemnité de guerre et l'engagement de ne construire aucune fortification nouvelle en Érythrée.

Le général Baldissera avait entrepris d'aller au secours de la garnison d'Adigrat. Néanmoins, ne jugeant pas possible de forcer les lignes des Abyssins, il obtint par une convention, vraisemblablement à prix d'argent, du ras Mangascia, la libre sortie des assiégés (5 mai 1896). Les Italiens persistaient à dire que c'étaient les Français et les Russes qui avaient appris aux Abyssins le maniement du fusil. Si l'on

acceptait cette version, il faudrait reconnaître que les éléus avaient merveilleusement profité des leçons de leurs maîtres.

Les Italiens furent plus heureux contre les Derviches. La ville de *Kassala*, occupée par les Italiens le 16 juillet 1894, fut menacée par les Derviches au mois de février 1896. Des combats acharnés furent livrés le 8, le 18, le 25, le 28 mars, le 2, le 3 avril, sans résultat appréciable. L'offensive prise par les Anglais, au sud de l'Égypte, en divisant les forces des Derviches, contribua au salut de Kassala. Le bruit courut que l'Italie pourrait bien vendre cette ville à l'Angleterre.

Les négociations avec Ménélik. Traité d'Addis-Ababa (26 octobre-26 novembre 1896). — Du côté des Abyssins, les hostilités demeurèrent, en fait, interrompues. On resta donc, comme le constatent les déclarations de M. di Rudini au Parlement italien (9 mai), dans un état équivoque, qui n'était plus *la guerre* et qui n'était pas *la paix*; les prisonniers restant prisonniers, et le général Baldissera se bornant à garder la ligne du Mareb et de la Belesa. Le ministère italien voulait seulement, disait-il, garder l'Érythrée et délivrer les captifs; de son côté, le négous manifestait des dispositions très pacifiques, mais, très peu confiant dans les assurances des Italiens, désirait obtenir des garanties sérieuses de la bonne foi de ses adversaires. Il continuait à négocier, par l'entremise d'un ingénieur suisse, M. Ilg, de Zurich, qui avait habité l'Abyssinie, et lui inspirait toute confiance. On a vu (t. II, p. 693) la capture, par un croiseur italien, du *Doelwick*, navire hollandais chargé d'armes et de munitions, destinées vraisemblablement à Ménélik. Le 9 septembre, le général Vallès partit de Naples pour aller au nom du roi Humbert négocier la paix avec le négous.

Il s'arrêta à Massaouah, en attendant le sauf-conduit que le major Nerazzani était allé demander pour lui. Cet officier trouva, en entrant en Abyssinie, une escorte d'honneur, chargée de le conduire à Addis-Ababa, au sud du Choa, où se trouvait alors Ménélik. Il y arriva le 6 octobre, et fut reçu le lendemain par le souverain. Ménélik se montra très conciliant, très pacifique, très courtois, et le major Nerazzani constata que les prisonniers italiens avaient été traités avec la plus grande humanité. Une dépêche arrivée de Djibouti au Gouvernement français apporta en Europe, dans les premiers jours de novembre, la nouvelle que la paix avait

été conclue le 26 octobre entre le major Nerazzani et le négous. Le Gouvernement italien en reçut la confirmation le 15 novembre. Ménelik avait gracieusement envoyé une dépêche au roi Humbert, pour que celui-ci pût connaître la nouvelle avant le 20 novembre, jour de naissance de la reine Marguerite; il avait également prévenu le Président de la République française : « Nous sommes heureux, disait-il dans son télégramme annonçant la paix; que nos amis s'en réjouissent avec nous. » Les conditions essentielles étaient : Le traité d'Ucciali n'existe plus; l'indépendance absolue de l'Éthiopie est reconnue; dans le délai d'une année, les frontières seront fixées par des délégués spéciaux des deux Gouvernements; provisoirement la limite est marquée par la ligne Mareb-Belesa-Mouna; les prisonniers seront renvoyés aussitôt après la ratification; le Gouvernement éthiopien sera remboursé des dépenses qu'il a faites pour leur entretien; pour le chiffre de l'indemnité, il s'en remet « entièrement à l'équité du Gouvernement italien ». A l'exception des journaux crispiniens, la nouvelle de la paix fut accueillie avec une grande satisfaction en Italie. Sans même attendre la ratification, le négous renvoya 200 de ses prisonniers le 20 novembre, jour de naissance de la reine d'Italie. Le traité fut ratifié à Harrar le 26 novembre. Le séquestre qui avait été mis sur le *Doelwick* fut naturellement levé.

L'Italie n'était pas au bout de ses infortunes en Afrique. On a vu plus haut que, de 1888 à 1889, elle avait pris nominale possession d'une partie de la côte des Somalis. Une caravane partie de Magadoxo (ou Magdochou) le 25 novembre 1896 sous la direction de M. Cecchi, consul d'Italie à Zanzibar, avec plusieurs officiers, sous-officiers, marins, soldats, et une escorte d'Ascaris, fut attaquée la nuit suivante et presque entièrement massacrée par les Somalis. Le Gouvernement italien annonça à la Chambre des députés que les coupables seraient châtiés, mais qu'il n'avait pas l'intention d'entreprendre une expédition de conquête.

L'avenir de l'Abyssinie. — Il est vraisemblable que le traité d'Addis-Ababa aura, en multipliant les facilités de communication entre les États du négous et l'Europe (surtout la Russie, la France, l'Italie, l'Angleterre), d'heureux résultats pour le développement du commerce.

Ce qui caractérise l'Abyssinie, ce sont ses montagnes gigantesques, ses plateaux étagés, ses rochers qui forment

des *paysages de pierre*, assez semblables à ceux de l'Arabie; ce sont aussi ses ravins, ses lacs, ses cascades. On y rencontre, parmi les arbres, le koudel (*cassipourea africana*), le chora (*avicennia tomentosa*), le sycamore, le figuier, le tamaris, l'acacia, le baobab, le palmier, le *ficus doro*, le wanzé ou *cordia abyssinica*, l'if, le genévrier. On cultive le millet, le blé, le seigle, l'orge, le maïs, le dakoussa avec lequel on fait de la bière, le tef qui sert à fabriquer des pâtes comestibles, le bananier, le café. Les plantes et les fruits d'Europe réussissent généralement en Éthiopie; néanmoins la pomme de terre et la vigne n'ont pas prospéré. On trouve dans le pays les kolkoual ou euphorbe à candélabres, qui atteint des proportions telles qu'on s'en sert pour former des haies; on distingue aussi une sorte de cierge très élevé, la djibara (*rhyncoptalum montanum*), et l'*echinops giganteus* ou chardon géant. Il y a de hautes bruyères; le kouso ou *brayera anthelemetica* est renommé pour ses fleurs aux vertus pharmaceutiques (efficaces contre le ténia). Il y a en Abyssinie du fer, du sel, du soufre, de la poudre d'or.

On trouve dans ce pays la girafe, le zèbre, l'âne sauvage, le singe, le rhinocéros, l'éléphant, le lion, le léopard, le buffle, le sanglier, la civette à muse, le lièvre, la tortue, le crocodile, l'autruche, l'ibis sacré. Les animaux domestiques sont le chameau, le cheval, l'âne, le bœuf, le mouton, la chèvre, la volaille. Les ressources ne manquent pas; ce qui fait surtout défaut, ce sont les communications avec l'extérieur. Il faut, en traversant des montagnes gigantesques et des déserts, aller chercher la mer en territoire anglais au sud à Zeïla, ou au centre en territoire français à Djibouti, ou au nord en territoire italien à Massauah. Laquelle des trois nations établirait-elle la première un chemin de fer entre la côte et l'intérieur?

**** Politique de Ménelik.** — La politique de Ménelik est restée cordiale avec l'Italie depuis le traité d'Addis-Ababa. Cependant la délimitation de frontières n'est pas faite, et les projets de chemins de fer restent en suspens.

** Ménelik a eu en 1898 de sérieuses difficultés. Un de ses principaux lieutenants, Mangascia, gouverneur du Tigré, bâtarde du négous Jean, s'est révolté, peut-être favorisé par les voisins étrangers qui ont intérêt à la chute de l'Abyssinie. En janvier 1899, il a dû faire sa soumission, une pierre au cou, et a été pardonné, mais remplacé par le Ras Makonnen, neveu

de Ménélik, acte très important. La révocation d'un ras (beaucoup sont héréditaires) est aussi grave que celle d'un grand feudataire au Moyen-Age. L'abaissement de la féodalité est-il définitif? Revivra-t-elle après Ménélik? L'avenir seul le montrera. Il y a encore un parti vieil-abyssin, opposé aux nouveautés, et qui contrecarre parfois le souverain. Notre compatriote de Bonchamps l'a bien éprouvé, dans sa marche vers le Nil. Quoi qu'il en soit, Ménélik fait tout son possible pour réformer l'administration, la justice, surtout son armée, et un peu son clergé. Il aime les travaux publics, les inventions modernes, chemins de fer, viaducs, téléphone, rayons X, et met sa coquetterie à paraître au courant. C'est évidemment un souverain de grande valeur, aux vues larges, intelligent du présent sans l'engouement du Japonais, respectueux du passé, et songeant toujours à préparer l'avenir. Sa femme Taïtou est énergique aussi et intelligente, mais ne semble pas, comme Ménélik, joindre à sa fermeté la bonté et l'affabilité. Au milieu de tous les Européens qui affluent à la capitale, il honore particulièrement les Français, déjà liés à l'Abyssinie depuis Louis-Philippe, et dont l'aide lui a été précieuse pour l'armement de ses troupes; les Russes, dont la religion se rapproche de celle de l'Abyssinie, et aussi les Suisses, qui ne sont suspects d'aucune ambition politique dans son pays. C'est ce qui explique la position prise par M. Ilg à la cour abyssine.

La France entretient avec lui d'excellentes relations, un instant refroidies à cause de notre réserve pendant les campagnes des Italiens. Le gouverneur d'Obok, M. Lagarde, devenu ministre de France auprès de Ménélik, a reçu de lui le titre de *duc d'Entotto*. Il a obtenu de lui la délimitation de nos possessions (27 janvier 1897) et négocié son concours pour la mission Marchand¹. La concession du chemin de fer du Harrar par Ménélik, l'accueil fait à la mission Marchand à son retour, une foule d'autres traits, montrent ses bonnes dispositions (v. Obok). Mais il ne semble pas que nous en ayons tiré tout le parti possible. Il est vraisemblable qu'il nous avait offert le protectorat de l'Abyssinie; mais en vain! Au moment de l'affaire de Fachoda, nous n'avons peut-être pas manœuvré résolument avec Ménélik: des demi-mesures, un

demi-appui donné aux missions parties d'Abyssinie ont amené finalement notre échec et ont compromis le négous vis-à-vis de l'Angleterre, qui s'en souvient. En 1897, le 14 mai, son envoyé M. Rennel Rodd avait signé avec lui un traité de délimitation dont les termes n'ont jamais été exactement connus; le Gouvernement anglais s'est refusé à les dévoiler. Le bruit courut d'abord que l'Angleterre reconnaissait à Ménélik toute la rive droite du Nil Blanc depuis 150 kilomètres en amont de Khartoum jusqu'au lac Albert, et au 2^e de latitude Nord, entre le lac Albert et le Djouba. Tout le pays des Gallas, l'Ogaden auraient été ainsi reconnus éthiopiens; la colonie de Zeïlah-Berberah eût été réduite à une bande de 60 à 80 kilomètres de profondeur. Ménélik lui-même n'en a jamais désiré autant! Il s'est toujours borné à réclamer comme frontière une ligne qui, partant de l'Érythrée, passerait par les confluent du Mareb et de l'Atbara, de l'Atbara et du Tacazzé, du Nil Blanc et du Sobat, en lui laissant le Sennar, le Gedaref, le Kaffa, l'Ogaden. Mais en mars 1898, un *livre bleu* ne parle que de la délimitation du *Somaliland* anglais, et de clauses commerciales.

Il est certain que l'occupation de Kassala par les Anglais au nord (décembre 1897), la reconquête du Soudan égyptien par lord Kitchener, les projets de chemin de fer du Cap à Alexandrie¹, les expéditions anglaises sur le Nil Bleu et le Sobat forment un ensemble inquiétant. Il faudrait peut-être attribuer à la même influence la révolte des Musulmans de l'Ogaden (au sud du territoire *anglais* de Zeïlah) qui a obligé Ménélik à envoyer là 60 000 hommes sous la conduite du dedjaz Benti, qui a été vainqueur à Digdiga (1900).

Ménélik, à bien des reprises, a manifesté son intention formelle d'occuper les provinces équatoriales de son empire, et en a même confié (2 juin 1897) le commandement, avec pouvoirs très étendus, à un Russe, M. de Léontiev, dont le prince Henri d'Orléans fut un instant le collaborateur; il sait la valeur de ces riches pays, mais l'Angleterre aussi. Qu'arrivera-t-il, la question du Transvaal une fois réglée!

État actuel des possessions italiennes en Afrique. — Elles ont causé bien des difficultés à l'Italie depuis 1896

¹ Voir *La Mission Marchand et le Cabinet Méline*, par ANDRÉ LEBON (*Revue des Deux-Mondes*, mars 1900).

1. Le bruit a couru au printemps de 1900 que Ménélik aurait permis aux Anglais d'étudier un projet de chemin de fer parallèle au Nil Blanc à travers les territoires éthiopiens.

Après le massacre de l'expédition Cecchi, est venu celui de la mission Bottago, chez les Gallas, au printemps de 1897. Elle allait fonder la station de Tough sur le Djouba. Ses résultats géographiques ont été considérables; elle a exploré la région du lac Rodolphe, prouvé que l'Omo s'y jette, découvert le lac *Regina Margharita*. Au nord, les Derviches menacèrent un instant Agordat en janvier 1897, mais se retirèrent; le 25 décembre de la même année, les Italiens remettaient aux Anglo-Égyptiens la place de Kassala, où coûteusement et sans profit, ils tenaient garnison pour l'Angleterre depuis 1894. La frontière de ce côté a été fixée en décembre 1898 à peu près comme en 1894. Du côté de l' Abyssinie, il semble que le capitaine Ciccodicola ait enfin obtenu de Ménélik la reconnaissance définitive de la frontière provisoire: *Mareb—Belesa—Mouna*. En décembre 1898, une difficulté surgit avec la France à propos de la possession de l'île Doumeirah, près de Raheita. Les Italiens reconnurent notre bon droit, après l'envoi d'une mission d'études.

L'*Eritrea* rapporte bien peu à l'Italie. Quelques Italiens s'y sont pourtant fixés. On y tente la culture du café. En 1899, il y a été trouvé de l'or. La Société anglo-italienne (anglaise en réalité), les *Mines de l'Érythrée*, va même, dit-on, porter son capital de 2 à 8 millions. On fait, bien lentement, un chemin de fer de Saati à Asmara, qu'on doit pousser jusqu'à Séganéit, et, si Ménélik le permet, jusqu'à Adoua. Quant au Bénadir, l'Italie en a confié l'administration à la Société Filouardi à charge de payer annuellement au sultan de Zanzibar 160 000 roupies pendant 50 ans. Les pouvoirs de la Société ont été étendus en 1900.

APPENDICE

MODIFICATIONS SURVENUES

AU COURS DE L'IMPRESSION DU VOLUME

ÉTATS-UNIS.

Page 50. *Erratum* :

Le différend survenu au sujet des îles Mapia est entre la Hollande et l'Allemagne (et non les États-Unis). Ces îles situées à 175 kilomètres seulement de la Nouvelle-Guinée, comprises jadis dans les Carolines, ont été dévastées par les pirates papous, mises en valeur par un Hollandais, et, en 1884, officiellement rattachées à la Nouvelle-Guinée par une expédition hollandaise.

Pages 51-52. *Ajouter* :

Au début de décembre 1900, le Président Mac-Kinley a saisi le Congrès du rapport préliminaire de la Commission du canal interocéanique. Elle se prononce pour le tracé à travers le Nicaragua, et en évalue les frais à 1 250 millions de francs. L'achèvement du canal de Panama coûterait, selon ce rapport, 744 710 000 francs, les travaux déjà effectués par la Compagnie étant estimés à 169 670 000 francs. Le 24 décembre, par 55 voix contre 48, le Sénat a ratifié le traité *Hay-Pauncefote* dans son ensemble, mais avec l'amendement Davis, qui supprime la neutralité du canal, et les amendements Foraker qui établissent: 1° que le nouveau traité « remplace » celui de 1850, quoique le texte du traité Hay-Pauncefote portât qu'il complétait (*supplementary to*) celui de 1850, et 2° qu'il ne sera pas, contrairement aussi à ce qui avait été prévu, soumis à l'adhésion des puissances autres que l'Angleterre.

Les États-Unis croient donc permis à un seul contractant de détruire un acte bilatéral; ils s'affranchissent de leurs engagements diplomatiques. L'Angleterre a été contristée. « Nous sommes revenus au temps de la querelle du Vénézuéla et du discours insolent et provocateur du Président Cleveland. »

(*Daily Chronicle*.) La loi du 4 décembre 1900 sur la marine marchande porte de plus un coup dangereux à l'Angleterre : elle alloue des primes à la marine américaine qui ne fait que 9 pour 100 du commerce maritime du pays. On est loin de l'explosion de sympathie de 1897.

Page 55. *Ajouter :*

A la fin de 1900 une frontière provisoire a été établie entre les passes White et Chilkoot, coupant en deux le district aurifère de Porcupine.

Page 56. *Ajouter :*

Le 6 novembre 1900 ont été élus 292 délégués favorables à M. Mac-Kinley, 155 à M. Bryan. M. Mac-Kinley sera donc certainement réélu et à une majorité plus forte qu'en 1897. Les républicains auront aussi la majorité au Congrès, avec 202 voix à la Chambre des Représentants (contre 150 démocrates, 2 fusionnistes et 3 populistes) et une majorité de 20 voix au Sénat.

L'excédent de recettes de l'année 1900 est de 79327069 dollars; pour 1901, on l'évalue à 80 millions, et pour 1902, à 26.

CANADA.

Page 76. *Ajouter :*

Les libéraux ont remporté une éclatante victoire en 1900. Aux élections pour le Parlement fédéral (1^{re} quinzaine de novembre), les libéraux ont obtenu une majorité de 60 voix sur 213 députés; tous leurs chefs, sir Wilfrid Laurier, M. Tate, M. Sifton sont réélus, tandis qu'échoue le leader des conservateurs, sir Charles Tupper, un des créateurs du Dominion en 1867, avec sir Macdonald et M. Taché, et du Canadian Pacific Railway en 1886. Battu à cause de son alliance avec les francophobes dans la crise jingoïste qui a ravagé l'empire anglais en 1899-1900, il s'est retiré de la vie politique. Ontario et Manitoba seuls ont élu plus de conservateurs que de libéraux (62 et 35).

Encouragés par leur succès, les libéraux ont renouvelé deux Parlements provinciaux : dans l'île du Prince-Edouard, ils ont environ 25 sièges sur 30; dans la province de Québec, 53 sur 65! Là, M. Marchand, premier ministre, étant mort cet

été, sa succession a été recueillie par le maire de Québec, M. Parent, prudent financier, mais hardi économiste, qui transforme sa ville par l'électricité, y commence un port géant, et crée d'immenses élévateurs. Il semble que le pouvoir doit appartenir longtemps aux libéraux français, loyaux sujets de la Reine, mais très désireux de resserrer les bons rapports avec la France. La compagnie maritime franco-canadienne est aujourd'hui officiellement subventionnée par le Canada (230 000 francs par an pendant 5 ans).

Pages 80-81. *Ajouter :*

A Terre-Neuve, le gouvernement a heureusement échappé aux politiciens; le nouveau chef du Cabinet, M. Bond, est un homme pondéré qui veut rapprocher Terre-Neuve du Canada, sinon même l'y unir, s'entendre avec les États-Unis et peut-être même avec la France : le *modus vivendi* renouvelé pour 1900 a expiré.

CHILI. — BOLIVIE. — RÉPUBLIQUE ARGENTINE.

Page 128. *Ajouter :*

A l'automne de 1900, le Chili a proposé au gouvernement bolivien de construire un chemin de fer de la côte jusqu'à sa capitale, de lui payer une somme importante et de le décharger d'obligations financières qui montent à plusieurs millions de dollars. En échange, la Bolivie renoncerait définitivement à toute possession de la côte.

Page 135. *Ajouter :*

Un nouveau protocole pour la délimitation du Chili et de la République Argentine a été signé le 2 janvier 1901.

GUYANE FRANÇAISE.

Page 137. *Ajouter :*

Le 1^{er} décembre 1900, le Président du Conseil fédéral suisse a tranché la question du *contesté* en faveur du Brésil : il l'a attribué *tout entier* (252 000 kilomètres carrés) à cet État, sauf une petite rectification de 8 000 kilomètres dans la zone malsaine des forêts vierges : là, la frontière suivra la ligne de faite des monts Tumuc-Humac. Nous avons renoncé pendant la discussion aux avantages que nous avait reconnus le traité

signé par Napoléon III! 4 000 Français de la Guyane et des Antilles deviennent ainsi Brésiliens!

Cette sentence a causé un profond étonnement en France, où elle demeure inexplicquée. L'avocat du Brésil à Berne, baron de Rio-Branco, a reçu une dotation de sa patrie pour son éclatant succès : 1 million, et 2 000 francs de pension par mois. Le nôtre était M. Grodet.

AMÉRIQUE DU SUD. — VÉNÉZUÈLA.

Page 143. *Ajouter :*

En octobre 1900, le Vénézuéla a ouvert à la navigation les canaux de Pedernales et de Macareo, à l'embouchure de l'Orénoque. Une compagnie anglaise y avait jusque-là le monopole de la navigation.

Les États-Unis menacent le Vénézuéla d'une intervention (janvier 1901) : l'*Asphalt Trust* exploitait depuis douze ans le lac d'asphalte de Bermudez; mais un syndicat rival de New-York l'en a fait déposséder à son profit.

AMÉRIQUE CENTRALE.

Pages 149 et 150.

Voir ci-dessus **États-Unis**.

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE.

Page 171. *Ajouter :*

Le pape est de nouveau arbitre entre les deux républiques haïtiennes.

AUSTRALASIE.

Pages 200-201. *Ajouter :*

L'*Australie occidentale*, revenant sur sa première décision, a adhéré au *Commonwealth*. Elle vient en même temps de donner le droit de vote aux femmes.

La capitale fédérale sera sans doute à Albury à 386 milles de Sydney et à 180 de Melbourne, sur le Murray, qui sépare les deux colonies. Le prix des terrains y a déjà décuplé : le Gouvernement fédéral sera obligé d'y dépenser environ 15 millions de livres pour édifier des palais, ses ministères. Pour faire face à toutes les dépenses nouvelles, l'État émettrait du

papier-monnaie, garanti par la réserve des banques (21 millions de livres en or) et louerait une partie de ses terrains. On convertirait les divers emprunts coloniaux (200 millions de livres au total) en un emprunt d'État à 3 pour 100, avec faculté d'amortir après 25 ans.

La guerre de l'Afrique du Sud a déjà coûté plus de 50 millions de francs à l'Australie; les frais augmentent (nouveaux contingents, armements, pensions aux blessés, etc.). Les hommes sont payés 6 fr. 25 par jour, et quand le gouvernement anglais en a demandé en outre pour la Chine, il a fallu promettre 9 fr. 33 à chacun des 500 hommes du contingent : à 6 fr. 25, la Nouvelle-Galles du Sud n'avait recruté que 20 hommes. L'Angleterre a envoyé en Chine 3 croiseurs sur 5 et 4 canonnières sur 2 de la station navale d'Australie, en partie entretenue cependant par la colonie. En même temps, M. Chamberlain lui demandait de laisser en Afrique son contingent volontaire. La guerre enlève à l'Australie nombre de bras : dans l'Afrique du Sud, on retient les Australiens par tous les moyens, et on les attire par des promesses; Melbourne a perdu 335 personnes en moins de deux semaines; Victoria, plus de 11 000 habitants depuis deux ans. Même émigration, bien que plus restreinte, dans la Nouvelle-Galles.

Le premier gouverneur du Commonwealth, lord Hopetoune, a inauguré le nouveau régime le 1^{er} janvier 1900 avec le drapeau australasien (blanc à croix bleue semée d'étoiles représentant les colonies, avec l'Union Jack en haut à gauche). Le premier ministre du Commonwealth est ainsi composé : affaires étrangères, M. Barton (premier ministre); justice, M. Deakin; intérieur, sir J. W. Lyne; trésorerie, sir G. Turner; commerce et douanes, M. Kingston; défense, M. Dickson; postes, sir John Forrest. Des pourparlers discrets font pressentir un changement dans l'attitude de la Nouvelle-Zélande à l'égard du Commonwealth.

INDES NÉERLANDAISES.

Pages 202-208.

Voir ci-dessus **États-Unis**.

ÉTABLISSEMENTS ALLEMANDS EN OCÉANIE.

Pages 218-221.

Voir ci-dessus **États-Unis**.

TAHITI.

Page 248. *Ajouter :*

C'est le 25 août 1900 qu'a eu lieu la cérémonie d'annexion de Rouroutou à la France. Les habitants, actifs commerçants et hardis marins, l'avaient demandée.

LES ANGLAIS EN INDO-CHINE.

Pages 235-236. *Compléter et rectifier comme il suit :*

Les *Straits Settlements* comprennent : 1° Singapour; 2° Malacca; 3° Penang (c'est-à-dire la province de Wellesley et le Dinding sur la côte de Pérak).

Quant aux *protectorats malaisiens*, ils comprennent les États de *Perak*, *Selangor*, *Negri-Sembilan* et *Soungai-Oudjong* depuis 1874, l'État de *Pahang* en 1888. Le sultan de *Djohore* a confié en 1887 la direction de ses affaires étrangères au Gouvernement britannique. En janvier 1895, le *Negri-Sembilan* et le *Soungai-Oudjong* ont été unis. En juillet 1895, les quatre États de *Pérak*, *Selangor*, *Pahang* et *Negri-Sembilan* ont été placés sous un résident général; ils fournissent un contingent militaire. Ce traité est entré en vigueur en juillet 1896.

INDE. — LE TCHITRAL.

Page 239. *Ajouter :*

L'Angleterre établit en ce moment un réseau de chemins de fer stratégiques à voie étroite à la frontière du nord-ouest; une ligne, inaugurée en janvier 1904, va de Maouchehra à Dargai près de la passe de Malakand. Une autre ira de Khouçalgarh à Kohat et Thall, près de l'entrée de la vallée du Kouran. En même temps l'Angleterre bloque, dit-on, la région des insurgés, pour les amener, par la faim, à la composition.

SIBÉRIE.

Page 251. *Erratum.* 1^{re} ligne, lire : *Chilka*.

PERSE. — ARABIE.

Page 260. *Ajouter :*

Le consul anglais à Mascate, M. Cox, cherche à obtenir du Sultan qu'il affirme à une compagnie anglo-indienne la ville et le territoire de Sour.

Notre croiseur *La Drôme*, après avoir débarqué 250 tonnes de charbon à Moukallah (Bender-Djissar), a été jusqu'à Basorah, Mohammerah, Koweït et Bouchir, les ports les plus importants du fond du golfe Persique. Notre pavillon a été utilement montré dans ces eaux où il flotte trop rarement et accueilli avec enthousiasme (octobre 1900).

CHINE.

Page 265. *Erratum.* Ligne 28, lire : *maîtres du Karakoroum*.

Page 304. *Ajouter :*

Un oukase a organisé la province du Kouantoung le 16/28 août 1899. Le port de commerce créé à côté de Port-Arthur se nommera *Dalny* (la lointaine).

Page 322. *Ajouter :*

Après bien des hésitations les puissances ont signé, le 20 décembre, une note collective qu'on a remise, le 24, au prince Tching. Envoyée à l'Empereur et à l'Impératrice douairière, elle a été acceptée par eux le 30 décembre; ils ont autorisé les négociations et demandé la suspension des hostilités.

La note commence par un long préambule condamnant les récents attentats comme des crimes sans précédents dans l'histoire de la race humaine, crimes contre le droit des gens, l'humanité, la civilisation. Elle énumère les principaux d'entre eux : le meurtre du baron de Ketteler par des soldats de l'armée régulière, en vertu d'ordres de leurs officiers; le siège des légations par les Boxeurs et les troupes impériales, conformément aux ordres de la cour. Elle dénonce la perfidie du Gouvernement, qui faisait déclarer par ses représentants à l'étranger qu'il protégeait les légations, alors qu'il les assiégeait.

Elle dénonce aussi le meurtre du chancelier japonais, Sougyama, par les soldats impériaux, la torture et le massacre des étrangers à Pékin et dans plusieurs provinces par les Boxeurs et les réguliers, la profanation des cimetières et des cadavres. Forcées d'avancer sur Pékin et de vaincre les forces chinoises, les puissances alliées consentent maintenant à écouter la demande de la Chine en faveur de la paix aux conditions suivantes qui sont irrévocables et considérées comme

indispensables en manière de réparation pour les crimes passés et de précautions contre leur renouvellement.

Savoir :

1° Un prince impérial ira porter à Berlin les regrets de l'empereur pour le meurtre du baron de Ketteler, et un monument sera érigé sur le lieu du crime, avec inscription en latin, en allemand et en chinois exprimant ces regrets;

2° Le châtement le plus sévère mérité par leurs crimes sera infligé aux personnages désignés dans le décret impérial du 21 septembre (dont les noms, non mentionnés, sont : prince Touan et Chouang et deux autres princes, Douc-Lan-Chao, Sou-Chiao, Yan-Yi-Ying-Lien) et autres que les ministres désigneront ultérieurement. Les examens officiels seront suspendus pour cinq ans dans les villes où des étrangers ont été assassinés ou ont été victimes de cruautés;

3° Une réparation honorable sera faite au Japon pour le meurtre de M. Sougiyama;

4° Des monuments expiatoires seront construits dans tous les cimetières étrangers où des tombes ont été profanées;

5° L'importation des armes et du matériel et leur fabrication seront interdites;

6° Une indemnité équitable sera payée aux États, Sociétés et particuliers, ainsi qu'aux Chinois qui auront subi un préjudice du fait d'avoir été au service des étrangers. La Chine adoptera des mesures financières propres à être acceptées par les puissances pour garantir le payement de l'indemnité et le service de la dette;

7° Des gardes permanentes seront maintenues pour les légations, et les quartiers diplomatiques seront fortifiés;

8° Les forts de Takou et ceux de Pékin à la mer seront rasés;

9° Les points nécessaires pour assurer la sûreté des communications entre Pékin et la mer seront occupés militairement;

10° Des proclamations seront affichées pendant deux ans dans tout l'empire, menaçant de mort toute personne s'affiliant à une Société antiétrangère et énumérant les châtements infligés par la Chine aux meneurs des derniers attentats.

Un édit impérial proclamera que les vice-rois, gouverneurs et fonctionnaires provinciaux seront tenus responsables des troubles contre les étrangers et des violations des traités sur le territoire soumis à leur juridiction; s'ils ne les répriment pas, ils seront immédiatement destitués pour toujours;

11° La Chine négociera une révision des traités de commerce en vue de faciliter les relations commerciales;

12° Le Tsong-Li-Yamen sera réformé et l'étiquette de la cour, pour la réception des ministres étrangers, sera modifiée dans le sens indiqué par les puissances.

La note se termine par l'avertissement suivant :

Jusqu'à ce que la Chine se soit conformée aux conditions précédentes, les puissances ne peuvent s'engager à envisager aucune limite de temps pour le retrait des troupes étrangères occupant actuellement Pékin et les provinces.

L'empereur a accepté que les forts de Peitang et de Chan-Hai-Kouan fussent rasés et que les puissances fussent chargées de l'administration des recettes provenant du sel, de l'opium, du tabac et des likins. Les indemnités seules seraient discutées.

D'après le *Times*, un accord aurait été conclu entre la Russie et la Chine au sujet de la reprise du gouvernement de la province méridionale de Mandchourie par les Chinois. Les Russes abandonneraient les places qu'ils occupent *quand ils estimeraient que la pacification de la province est complète*. Un résident politique russe établi à Moukden aurait un pouvoir général de contrôle; si la police chinoise ne pouvait suffire, le général tartare de la province pourrait inviter les Russes à envoyer des renforts. Le Gouvernement russe ne nie pas la convention, mais ne la considère que comme une mesure provisoire, son intention n'étant aucunement d'occuper la Mandchourie. En tout cas, aucune puissance ne s'est émue de cet incident, sauf l'Angleterre.

INDO-CHINE FRANÇAISE.

Page 358. *Ajouter :*

La ligne de Hanoï à Nacham est livrée à la circulation. Celles de Haïphong à Viétri et de Hanoï à Ninh-Binh ont leurs remblais terminés. Quelques ouvrages d'art seuls restent à faire. Le pont de Hanoï est en grande partie construit. Un tramway à voie étroite va unir Hanoï à Sontay.

M. Doumer, gouverneur général, doit venir se reposer en France à la fin de l'hiver.

EXPLORATION DE L'AFRIQUE.

Pages 371-372. *Ajouter :*

Le major Serpa Pinto est mort en décembre 1900.

ÉTAT LIBRE DU CONGO.

Page 385, 7^e ligne, *lire* : 66 millions.

KAMEROUN. — TOGOLAND.

Pages 387-389. *Ajouter :*

Le Gouvernement allemand, pour introduire et développer la culture du coton dans ses possessions d'Afrique occidentale, vient de faire venir un groupe de moniteurs agricoles de l'Institut normal industriel pour les nègres de l'Alabama.

AFRIQUE DU SUD.

Page 407. *Ajouter :*

Le pays des *Barotsé*, déjà compris dans la sphère d'influence britannique, a été mis officiellement, en octobre 1900, sous le protectorat anglais. La nomination des fonctionnaires y est confiée à la *South African Company*.

Page 419. *Ajouter :*

Le mois de décembre 1900 a été signalé par deux faits très graves : le général Knox, appuyé par cinq ou six colonnes, n'a pu cerner l'insaisissable Dewet, qui, le 12, a forcé les lignes anglaises près de Thabanchu. Le « grand mouvement tournant » a encore échoué. Dans l'État Libre, les commandos ont franchi le fleuve Orange et envahi la colonie du Cap sur une ligne très étendue. Ces petits groupes, toujours inférieurs à 1 000 hommes, enfin délivrés des chariots à bœufs, bien approvisionnés de chevaux, se déplacent très vite (jusqu'à 50 kilomètres par jour), surprennent les postes anglais, s'emparent des vivres et des munitions, avancent et recommencent plus loin. Vient-on sur eux, ils s'éparpillent; s'éloigne-t-on, ils se réunissent et font masse.

Le 13 décembre Delarey et Beyars, avec 2 500 Boërs, ont battu le général Clements à *Nooiygedacht*, sur le Magaliesberg : les Anglais ont eu 14 tués dont 5 officiers, et 573 blessés ou manquants, dont 18 officiers, et perdu une énorme quantité de matériel de transport. Le 16, franchissant l'Orange, ils capturent un escadron de *Brabant's horses*. Le 20, ils occupent Britstown, coupent le chemin de fer; le 27, à Greylingstad (Transvaal), les Anglais ont 20 manquants, 8 tués, 29 blessés. Près de Colesberg, un poste est enlevé; à Rosmead-Junction, un train pris avec un corps de 60 Anglais. Le 29, c'est le poste fortifié d'Helvetia : les Boërs y tuent 50 hommes et en prennent 200 avec un canon. Tandis que lord Roberts est

nommé comte par la Reine dans une splendide réception (à laquelle a manqué pourtant le *Te Deum* annoncé), on voit, en quinze jours, les Boërs envahir le Cap au nombre d'au moins 5 000, avec Herzog, Delarey, Philip Botha, Haasbrock, faire perdre 1 574 hommes à l'ennemi, occuper quatre jonctions de chemins de fer, enlever 1 500 000 francs dans un train, et se réapprovisionner de cartouches, de Lee-Metford et même de canon. Au 3 janvier, les commandos atteignaient Carnarvon, Cradock, Murraysburg, Middelburg, Fraserburg, Hanover, et menaçaient le district de Graaf Reinet, très afrikander, tout en envahissant à l'ouest le Griqualand occidental et même le Betchoualand, au moins du côté de Vryburg et de Kuruman.

Les Anglais du Cap parlent de *déporter les suspects*, c'est-à-dire ceux qui ne montrent que de la tiédeur, d'appeler aux armes tous les colons fidèles; on a déjà arrêté M. de Water, ancien ministre. L'état de siège est proclamé dans un grand nombre de districts. La *Standard Bank* déplace ses succursales vers le sud. On va envoyer plusieurs milliers de fantassins, 3 000 chevaux, 800 hommes de cavalerie montée; aux États-Unis, on achète 30 000 chevaux. La paye des hommes de la yeomanry qui servent depuis un an est élevée à 6 fr. 25 par jour.

Pendant ce temps, en Angleterre, le général Colville, commandant l'infanterie à Gibraltar depuis le 1^{er} octobre, refuse de démissionner; déjà disgracié après la capitulation du 13^e bataillon de yeomanry à Lindley (mai 1900), il refuse d'être plus longtemps sacrifié aux millionnaires dont les fils servaient au 13^e, et exigeaient qu'on préférât leur défense à l'exécution du plan général de campagne et au salut d'un corps de 4 000 hommes. Le général Colville montre l'insuffisance d'approvisionnements, de renseignements, les ordres contradictoires et simultanés de l'État-Major. On voit de plus en plus que l'armée est partagée en deux partis : les *Wolseley* et les *Roberts*.

— Le 4 janvier 1901, sir Alfred Milner a été nommé gouverneur du Transvaal et de l'Orange, tout en conservant les fonctions de haut commissaire du Sud de l'Afrique. C'est, avec Cecil Rhodes, l'homme le plus détesté des Boërs! Le gouverneur du Natal le remplace au Cap et est remplacé lui-même par celui de Terre-Neuve, tandis que le gouverneur

du Betchouanaland devient lieutenant gouverneur de l'Orange. L'envahissement de la colonie du Cap continue; au 6 janvier un détachement anglais de 120 hommes a eu 18 tués (dont un lieutenant-colonel) et 22 blessés à Lindley. Les loyalistes de la colonie sont armés, et le cuirassé *Monarch* a déjà débarqué ses canons au Cap; les commandos Boërs n'en sont guère qu'à 200 kilomètres (9 janvier). Leur apparition simultanée dans le Natal, le Griqualand, le Betchouanaland, empêche l'armée anglaise de se porter tout entière contre eux dans la colonie du Cap.

Au début de janvier 1901, le *War Office* évaluait les pertes de l'armée anglaise à 51 687; en défalquant les prisonniers libérés et les malades guéris et rentrés à l'armée, la perte absolue ne serait que de 44 880. — Il est intéressant de remarquer en même temps que la dette de la Grande-Bretagne a augmenté de 2 900 millions en 1899-1900; que le Consolidé qui valait 111 1/2 (fin 1898) ne vaut plus que 97; que les titres des principales Compagnies de chemins de fer anglais ont perdu 48 pour 100 environ; que le mouvement d'affaires du *Clearing house* en 1900 a été inférieur de 4 754 475 000 fr. à celui de 1899; que le prix de la vie a renchéri d'environ 15 pour 100 depuis la guerre; qu'à la Banque d'Angleterre la proportion de l'actif disponible à la circulation des billets, qui était de 39,33 pour 100 en 1898, est tombée en 1900 à 29,56 pour 100; que déjà des faillites ont eu lieu, comme la déconfiture de 36 membres du Stock-Exchange à la liquidation de décembre, etc.

Ce sont là des faits instructifs, qui expliquent l'évolution graduelle de l'opinion anglaise en ces derniers temps et le revirement de quelques journaux, comme le *Daily News*, qui revient au parti libéral pur.

ÉTABLISSEMENTS ANGLAIS EN AFRIQUE.

Page 423. *Note* :

Le baron de Lambermont (Belge) a accepté le rôle d'arbitre au sujet de l'affaire de Ouaima et du *Sergent-Malamine* (décembre 1900).

Page 424.

Au lieu de : d'Accra à Pong (98 kil.), *lire* : d'Accra à Acropong (43 kil.).

Page 430. *Ajouter* :

Une insurrection paraît avoir éclaté, à l'automne de 1900, à l'est du lac Victoria et menacer les travaux du chemin de fer.

ALGÉRIE.

Page 457. *Ajouter* :

Les tribus de la région ont encore montré de l'hostilité. Le 30 juillet 1900, à Moungar, la compagnie montée du 2^e régiment étranger a été attaquée par 4 500 hommes des *Douï-Ménira* et a dû faire 40 kilomètres sans eau et avec 28 malades, dont 8 blessés. — Cet événement et quelques alertes analogues, mais moins graves, ont beaucoup contribué à faire voter par le Parlement, à la fin de décembre 1900, le prolongement de la ligne d'Aïn-Sefra vers Igli.

Page 459. *Ajouter* :

Le nouveau gouverneur, M. Jonnart, a donné aux préfets algériens plus de 450 facultés jusque-là réservées aux gouverneurs, ce qui retardait beaucoup la solution des affaires.

AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE.

Page 493. *Note* :

Chaque enclave, de 50 hectares chacune, est gardée par un poste de 12 laptots commandés par un sergent indigène. Le capitaine d'artillerie de marine Lenfant doit les occuper en février 1901 et établir, par là, un service de ravitaillement pour le Haut-Dahomey, avec chaloupes à vapeur et chalands.

SÉNÉGAL.

Page 496. *Ajouter* :

En 1899, le Sénégal a exporté 4 220 358 kil. de gomme (3 525 593 fr.), 497 305 kil. de caoutchouc (2 248 444 fr.), 85 543 614 kil. d'arachides (42 419 092 fr.). Ce sont ses principaux produits.

MISSION MARCHAND.

Page 509. *Ajouter* :

En juin 1900 est mort Rafaï, le sultan des Bandjias, qui, dans la région du M'bomou, avait rendu les plus grands services à M. Liotard et à la mission Marchand.

MADAGASCAR.

Page 536. *Ajouter :*

Au 1^{er} janvier 1901, la route de Tamatave à Tananarive était terminée; les automobiles y peuvent circuler.

A cette date également le régime des prestations a pris fin.

La population est évaluée à environ 2 500 000 indigènes, 207 Africains, 589 Asiatiques et 1 440 Européens ou assimilés (dont 1 042 Français et 398 étrangers, presque tous Mauriciens). Il y a en outre 760 fonctionnaires civils, 598 officiers et 12 151 hommes de troupes (Rapport du général Pennequin, 1900).

OBOK.

Page 538. *Ajouter :*

La France a désormais un consul à Harrar (janvier 1900).

TRIPOLI.

Page 546. *Ajouter :*

En cas de mobilisation, la Turquie pourrait disposer à Tripoli de 1 200 cavaliers réguliers, 3 000 cavaliers de milice Hamidié, 8 000 fantassins réguliers, et 10 à 12 000 fantassins Hamidié.

TABLE DES CHAPITRES

CHAPITRE XLVI.

<i>L'Amérique du Nord contemporaine.</i>	1
États-Unis.	1
[Appendice, 605.]	
Le Canada.	71
[Appendice, 606.]	
Terre-Neuve.	79
Le Groënland.	81
L'Islande.	81
Exploration des terres Arctiques et Antarctiques.	82

CHAPITRE XLVII.

<i>L'Amérique du Sud et l'Amérique Centrale contemporaines.</i>	98
République Argentine.	98
Uruguay.	99
Brésil.	110
Paraguay.	120
Pérou.	122
Chili.	124
[Appendice, 607.]	
Bolivie.	124
[Appendice, 607.]	
Guyane.	134
[Appendice, 607.]	
Vénézuéla.	138
[Appendice, 608.]	
Colombie.	143
Equateur.	145
Amérique Centrale.	149
[Appendice, 608.]	
Les Antilles.	150
[Appendice, 608.]	
Le Mexique.	173

CHAPITRE XLVIII.

<i>L'Océanie contemporaine.</i>	181
Possessions anglaises. — L'Australie.	181
[Appendice, 608.]	

Indes néerlandaises. — Bornéo. — Les Moluques.	202
[Appendice, 609.]	
Établissements américains.	209
Établissements français.	214
[Appendice, 610.]	
Établissements allemands. — Ile de Paques.	218
[Appendice, 609.]	
CHAPITRE XLIX.	
<i>L'Asie contemporaine.</i>	222
Établissements anglais. — L'Inde anglaise.	222
[Appendice, 610.]	
La Birmanie.	235
Turkestan.	240
Afghanistan.	242
Sibérie.	250
[Appendice, 610.]	
Perse.	252
[Appendice, 610.]	
Chine.	260
[Appendice, 611.]	
Japon.	275
Corée.	283, 299
L'Indo-Chine française : Cochinchine, Annam, Tonkin,	
Cambodge.	323
[Appendice, 613.]	
Établissements français et portugais dans l'Inde.	361

CHAPITRE L.

<i>L'Afrique contemporaine.</i>	362
Exploration de l'Afrique.	362
[Appendice, 613.]	
Conférence de Berlin. — État Libre du Congo.	374
[Appendice, 613.]	
Établissements allemands en Afrique.	386
[Appendice, 614.]	
L'Afrique du Sud.	393
[Appendice, 614.]	
Le Cap.	394
République Sud-Africaine.	395, 398
[Appendice, 614.]	
République du Fleuve Orange.	395
Autres Établissements anglais en Afrique.	422
[Appendice, 616.]	

Établissements portugais en Afrique.	431
Établissements espagnols en Afrique.	438
Établissements français en Afrique.	441
1 ^o L'Algérie et la Tunisie.	441
[Appendice, 617.]	
2 ^o L'Afrique occidentale française : Sénégal, Guinée, Soudan, Dahomey, etc.	469
[Appendice, 617.]	
3 ^o Le Congo Français. — Le Haut-Oubangui. — Le Tchad.	500
4 ^o La Réunion. — Madagascar. — Obok.	516
[Appendice, 618.]	
Libéria.	538
Maroc.	539
Tripoli.	545
Égypte.	547
Abyssinie.	582
Possessions italiennes en Afrique.	586, 592

TABLE ALPHABÉTIQUE

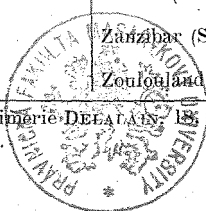
Abyssinie, 582.
 Achantis (Les), 422.
 Açores (Iles), 432.
 Adrar, 490.
 Afghanistan, 242.
 Afrique, 362.
 — occidentale française, 469.
 [Appendice, 617.]
 — orientale allemande, 390.
 — orientale anglaise, 427.
 [Appendice, 617.]
 Alaska (Le territoire d'), 38.
 Algérie, 441.
 [Appendice, 617.]
 Amérique, 1.
 — centrale, 149.
 [Appendice, 608.]
 — russe, 38.
 Angola, 433.
 Annam, 323, 330, 342.
 Amsterdam (Ile), 182.
 Antilles (Les), 150.
 Arabie, 260.
 [Appendice, 610.]
 Argentine (République), 98.
 [Appendice, 606.]
 Ascension (Ile de l'), 422.
 Asie, 222.
 Australasie, 198.
 Australie, 181.
 [Appendice, 608.]
 Bascutoland, 399.
 Benguèla, 433.
 Bénin, 485.
 Betchouanaland, 399.
 Birmanie, 235.
 Bolivie, 124.
 [Appendice, 606.]
 Bornéo (Ile de), 206.
 Brésil, 110.

Cabinda, 433.
 Californie, prov. d'Amérique, 6.
 Cambodge, 325, 333, 342.
 Canada, 71.
 [Appendice, 606.]
 Canaries (Iles), 438.
 Cap (Colonie du), 393.
 [Appendice, 614.]
 Cap Vert (Iles du), 432.
 Carolines (Iles), 209, 219.
 Célèbes (Ile de), 206.
 Cheick-Saïd, 538, 586.
 Chili, 124.
 [Appendice, 606.]
 Chine, 260, 301.
 [Appendice, 611.]
 Cochinchine, 343.
 Colombie, 143.
 Comores (Iles), 518.
 Congo (État libre du), 376.
 [Appendice, 613.]
 — (fleuve de l'Afrique), 368, 370.
 — Français, 500.
 Corée, 283, 299.
 Costa-Rica, 149.
 Côte de l'Ivoire, 497.
 — de l'Or, 422.
 [Appendice, 617.]
 — des Esclaves, 478.
 Cuba (Ile de), 43, 52, 150.
 Curaçao (Ile de), 161.
 Dahomey, 478, 498.
 Darfour, 557.
 Djibouti, 537.
 Dominicaine (République), 171.
 [Appendice, 608.]
 Dzoungarie, 261.
 Égypte, 547.
 Équateur, 144.

Équateur (Province de l'), 557.
 Erythrée italienne, 592, 603.
 États-Unis d'Amérique, 2.
 [Appendice, 605.]
 États-Unis du Brésil, 113.
 Éthiopie, 584.
 Exploration de l'Afrique, 362.
 482, 493, 500, 502, 508, 512, 520.
 [Appendice, 613.]
 — de l'Amérique du Sud, 145.
 — de l'Australie, 190.
 — de la Chine, 269.
 — des terres antarctiques, 96.
 — des terres arctiques, 82.
 — du Pamir, 261.
 Fezzan, 545.
 Fidji (Iles), 197.
 Gabonie, 500.
 Gambie anglaise, 422.
 Gambier (Iles), 214.
 Glorieuses (Iles), 518.
 Griqualand, 395.
 Groënland, 81.
 Guadeloupe (La), 160.
 Guatémala, 149.
 Guinée, 478, 497.
 Guyane, 135.
 [Appendice, 607.]
 Haïti, 161.
 Hawaï (Iles), 42, 211.
 Hindoustan, 222.
 Honduras, 149.
 Ibéa, 429.
 Inde anglaise, 222.
 [Appendice, 610.]
 — française, 361.
 — portugaise, 361.
 Indes néerlandaises, 202.
 [Appendice, 609.]
 Indo-Chine, 235, 323.
 [Appendice, 610, 613.]
 In-Salah, 456.

Iran, 252.
 Islande, 81.
 Jamaïque (La), 156.
 Japon, 275.
 Java (Ile de), 202.
 Kachgarie, 261.
 Kameroun, 387.
 [Appendice, 614.]
 Kerguelen (Ile), 182.
 Khartoum, 559.
 Klondike (Le), 55, 59.
 Kordofan, 557.
 Laos, 350.
 Libéria, 538.
 Loanda, 433.
 Loyalty (Iles), 217.
 Luçon (Ile de), 209.
 Madagascar (Ile de), 518.
 [Appendice, 618.]
 Madère (Ile), 432.
 Manipour, 238.
 Mariannes (Iles), 209.
 Maroc, 539.
 Marquises (Iles), 214.
 Martinique (La), 158.
 Massaouah, 586.
 Maurice (Ile), 431.
 Mayotte (Ile), 518.
 Mexique, 173.
 Moluques (Iles), 207.
 Mossamèdes, 433.
 Mourzouk (Oasis de), 545.
 Mozambique, 433.
 Natal (Le), 394, 406.
 Nicaragua, 51, 149.
 Niger (fleuve d'Afrique), 470.
 — (Compagnie anglaise du), 425.
 Nil (fleuve d'Afrique), 363.
 Nossi-Bé (Ile), 518.
 Nouka-Hiva (Ile), 214.
 Nouvelle-Calédonie (Ile), 216.
 — Guinée, 198, 218.

- Nouvelle-Hollande. 181.
 — Zélande. 193.
 Nubie, 557.
 Nyassaland, 399, 406.
 Obok (Territoire d'), 537.
 [Appendice. 618.]
 Océanie, 181.
 [Appendice. 608.]
 Orange (République du Fleuve).
 395, 411.
 [Appendice. 614.]
 Oubangui (Haut-), 507.
 Ouganda, 427.
 Pâques (Ile de), 221.
 Paraguay, 120.
 Périn (Ile), 431, 582.
 Pérou, 122.
 Perse, 252.
 [Appendice. 610.]
 Philippines (Iles), 44, 48, 209.
 Pomotou (Iles), 214.
 Porto-Rico (Ile de), 46, 52, 156.
 Présides espagnoles, 438.
 Réunion (Ile de la), 516.
 Rhodésia (La), 407.
 Rio de Oro, 440.
 Sahara, 515.
 Saint-Domingue (Ile), 161, 171.
 Saint-Paul (Ile), 182.
 Saint-Thomas (Ile de), 161.
 Sainte-Hélène (Ile), 422.
 Sainte-Marie (Ile), 518.
 Salvador, 149.
 Samoa (Iles), 50, 220.
 Sandwich (Iles), 211.
 Sénégal, 469, 496.
 [Appendice. 617.]
 Sennar, 557.
 Seychelles (Iles), 431.
 Siam, 350.
 Sibérie, 250.
 [Appendice. 610.]
 Sierra-Leone, 422.
 Somaliland, 431.
 Sonde (Iles de la), 200.
 Souaziland, 399.
 Soudan, 470, 495.
 — égyptien, 557, 575.
 Sud-Africaine (République), 395,
 398.
 [Appendice. 614.]
 Sud-Ouest Africain Allemand,
 386.
 Suez (Canal de), 549, 563.
 Sumatra (Ile de), 204.
 Tahiti (Iles), 214.
 [Appendice. 610.]
 Tasmanie, 192.
 Tchad (Le lac), 512.
 Tchitral, 238.
 [Appendice. 610.]
 Ténériffe (Ile de), 439.
 Terre-Neuve (Ile de), 79.
 Tidikelt, 457.
 Tombouctou, 475.
 Touat, 451.
 Togoland, 389.
 [Appendice. 614.]
 Tonkin, 326.
 Transvaal (République), 395, 408.
 [Appendice. 614.]
 Tripoli, 545.
 [Appendice. 618.]
 Tripolitaine, 545.
 Tunisie, 460.
 Turkestan, 241.
 Uruguay, 108.
 Vénézuéla, 138.
 [Appendice. 608.]
 Wallis (Iles), 214, 217.
 Zanzibar (Sultanat de), 429.
 Zouloulând, 395, 406.



REV15

02.4

ÚK PrF MU Brno



3 1 2 9 S 0 1 3 4 9